

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXXIV

1931-1932

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2829. — Portugal et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Lisbonne, le 23 novembre 1927	7
N° 2830. — Chili et Egypte :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Le Caire, le 5 mars 1930	25
N° 2831. — Chili et France :	
Echange de notes comportant un <i>modus vivendi</i> commercial. Santiago-du-Chili, le 22 mai 1931	31
N° 2832. — Allemagne et Cuba :	
Convention concernant l'échange des colis postaux entre les deux pays, avec règlement d'exécution et annexes. Signés à la Havane, le 14 juin 1928	47
N° 2833. — Cuba et Mexique :	
Convention pour l'échange de correspondance radiotélégraphique entre les deux pays. Signée à la Havane, le 29 juin 1928	189
N° 2834. — Belgique et Luxembourg :	
Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Bruxelles, le 17 octobre 1927	203
N° 2835. — Estonie et Finlande :	
Traité de commerce et de navigation avec protocole final et annexes, signé à Tallinn, le 11 avril 1931, et protocole portant-amendement audit traité, signé à Tallinn, le 10 novembre 1931	217
N° 2836. — Pologne et Roumanie :	
Arrangement sur la construction du pont situé sur le Czeremosz entre Kutý et Vijnita. Signé à Bucarest, le 24 mai 1929	333

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXIV

1931-1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2829. — Portugal and Czechoslovakia :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Lisbon, November 23, 1927	7
No. 2830. — Chile and Egypt :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Cairo, March 5, 1930	25
No. 2831. — Chile and France :	
Exchange of Notes constituting a Commercial <i>Modus Vivendi</i> . Santiago-de-Chile, May 22, 1931	31
No. 2832. — Germany and Cuba :	
Convention for the Exchange of Postal Parcels between the two Countries, with Detailed Regulations and Annexes. Signed at Havana, June 14, 1928	47
No. 2833. — Cuba and Mexico :	
Convention for the Exchange of Radio-Telegraphic Correspondence between the two Countries. Signed at Havana, June 29, 1928	189
No. 2834. — Belgium and Luxemburg :	
Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Brussels, October 17, 1927	203
No. 2835. — Estonia and Finland :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol and Annex, signed at Tallinn, April 11, 1931, and Protocol amending the said Treaty, signed at Tallinn, November 10, 1931	217
No. 2836. — Poland and Roumania :	
Agreement regarding the Construction of the Bridge over the River Czeremosz between Kuty and Vijnita. Signed at Bucharest, May 24, 1929	333

	Pages
N° 2837. — Pologne et Roumanie :	
Arrangement sur la reconstruction du pont ferroviaire situé sur le Dniestr entre Zaleszczyki et Schit. Signé à Bucarest, le 24 mai 1929	339
N° 2838. — Allemagne et Pologne :	
Arrangement concernant le règlement des réclamations, avec protocole final. Signés à Varsovie, le 31 octobre 1929	345
N° 2839. — Espagne et Hongrie :	
Echange de notes relatif au rétablissement du visa des passeports entre les deux pays. Budapest, les 17 et 19 septembre 1931	353
N° 2840. — Etats-Unis d'Amérique, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et commerciale, avec Protocole sur l'enregistrement interaméricain des marques de fabrique, et Acte final de la Conférence panaméricaine des marques de fabrique. Signés à Washington, le 20 février 1929	357

	Page
No. 2837. — Poland and Roumania :	
Agreement regarding the Reconstruction of the Railway Bridge over the Dniester, between Zaleszczyki and Schit. Signed at Bucharest, May 24, 1929... ..	339
No. 2838. — Germany and Poland :	
Agreement regarding the Settlement of Claims, with Final Protocol. Signed at Warsaw, October 31, 1929	345
No. 2839. — Spain and Hungary :	
Exchange of Notes regarding the Re-Establishment of Passport Visas between the two Countries. Budapest, September 17 and 19, 1931	353
No. 2840. — United States of America, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection, with Protocol on the Inter-American Registration of Trade-Marks, and Final Act of the Pan-American Trade Mark Conference. Signed at Washington, February 20, 1929	357

N° 2829.

PORTUGAL
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.
Signée à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

PORTUGAL
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Lisbon, November 23, 1927.

N^o 2829. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE, CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A LISBONNE, LE 23 NOVEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 septembre 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transit des criminels, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, docteur en droit, chef de Département au Ministère de la Justice ;
M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. le docteur Abel DE ANDRADE, professeur à la Faculté de Droit à Lisbonne ;
M. le docteur José CAEIRO DA MATA, professeur à la Faculté de Droit à Lisbonne ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION ET TRANSIT DES CRIMINELS.

Article premier.

INFRACTIONS QUI DONNENT LIEU A L'EXTRADITION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats, — ne fussent-elles applicables que dans quelque partie de leur territoire, — peut entraîner une peine privative de liberté

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 27 octobre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2829. — CONVENTION ² BETWEEN THE PORTUGUESE REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT LISBON, NOVEMBER 23, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 25, 1931.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being desirous of regulating the legal relations between the two States in regard to the extradition and conveyance of criminals, and also legal assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Department at the Ministry of Justice.

M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. ABEL DE ANDRADE, Professor at the Faculty of Law, Lisbon.

Dr. José CAEIRO DA MATA, Professor at the Faculty of Law, Lisbon,

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION AND CONVEYANCE IN TRANSIT OF CRIMINALS.

Article I.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION MAY BE GRANTED.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, upon requisition being made, persons found within the territory of one of them who are being proceeded against or have been condemned by the judicial authorities of the other Party for any offence for which extradition may be granted under the laws of the Party applied to :

(a) If the offence in question is punishable under the laws of the two States — even if those laws are applicable to only part of their territory — with imprisonment for at

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, October 27, 1930.

d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave ;

b) Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requérant ;

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres tribunaux.

Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans les cas où la législation de l'Etat requis autorise, dans des circonstances analogues, la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Si l'infraction, pour laquelle l'extradition est demandée, est en Tchécoslovaquie frappée de la peine de mort, les autorités portugaises ne l'accorderont qu'à condition que la peine capitale ne sera mise à l'exécution.

Article 2.

EXTRADITION DE NATIONAUX.

Dans aucun cas, les Parties contractantes ne seront obligées à se livrer leurs propres nationaux.

Si la personne réclamée a produit une demande en naturalisation dans l'Etat requis, avant que son extradition ait été demandée, la décision concernant la demande d'extradition pourra être retardée, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en naturalisation.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les délits politiques ou faits connexes à ces délits.

L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Il ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Etat lorsque cet attentat constituera le fait d'assassinat ou homicide, ou tentative ou complicité de ce fait ;

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) Pour les infractions de presse proprement dites ;

d) Pour les infractions aux lois financières ;

e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement ;

f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire, ou si on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de cet Etat ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux.

least one year or a heavier penalty, or if the person claimed has been sentenced for the same offence to imprisonment for at least six months or a heavier penalty ;

(b) If the offence has been committed on the territory of the applicant State ;

(c) If the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own courts.

If the offence has been committed outside the territory of the applicant State, extradition shall only be granted in cases where the legislation of the State applied to admits, under similar circumstances, of proceedings being instituted for the same offences committed outside its territory.

Extradition shall also be granted for attempts to commit the said offences or for complicity therein, when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

If the offence in respect of which extradition has been applied for is punishable in Czechoslovakia with death, the Portuguese authorities shall grant extradition only on condition that the death penalty is not carried out.

Article 2.

EXTRADITION OF NATIONALS.

The Contracting Parties shall in no case be required to surrender their own nationals.

If the person claimed has applied for nationalisation in the State applied to before his extradition has been requested, the decision regarding the requisition for extradition may be postponed until the question of nationalisation has been decided.

Article 3.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION MAY NOT BE GRANTED.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes or acts connected therewith.

The State applied to shall alone be competent to decide whether the offence is of this nature.

An outrage committed against the person of the Head of a State shall not be deemed to be a political offence or an act connected with such offence, when it constitutes assassination or homicide, or an attempt to commit such crime or complicity therein ;

(b) For purely military offences ;

(c) For Press offences, strictly so-called ;

(d) For offences against the finance laws ;

(e) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party and can be discontinued if that party so desire.

(f) If exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time under the laws in force in all parts of the territory of either Contracting Party or under the laws of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible to take proceedings against him, or to carry out the sentence for other legal reasons ;

(g) If proceedings have been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings against him in that country have been dropped, or if he has been pardoned, or if he has already been convicted or acquitted in respect of the same offence, unless the laws of the country in question allow of the reopening of criminal proceedings in consequence of new facts.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique.

Elle sera accompagnée soit de l'acte d'accusation, du mandat d'arrêt, ou de tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou de la sentence prononcée contre la personne réclamée. Ces actes seront produits en originaux ou en expéditions authentiques, ils indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et seront accompagnés du texte de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et mentionnant la peine qu'elle entraîne. Dans la mesure du possible, le signalement de la personne réclamée sera joint, ainsi que sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou si faire se peut, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par les lois de celui-ci et munis du sceau officiel. Ils seront accompagnés de la traduction dans la langue officielle de l'Etat requis, faite ou attestée conforme par un traducteur (interprète) assermenté, qui les munira de sa signature et de son cachet, ou par un traducteur (interprète) officiel de la Partie requérante.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a des doutes sur la question de savoir si l'infraction pour laquelle l'extradition est réclamée rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

L'Etat requis pourra dans chaque cas fixer un délai pour la production des renseignements complémentaires ; ce délai sera cependant, sur demande motivée, susceptible de prolongation.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que de prime abord il n'apparaisse que l'extradition ne pourra être accordée.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE ; MISE EN LIBERTÉ DE L'INDIVIDU ARRÊTÉ PROVISOIREMENT.

En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le

Article 4.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel.

It shall be accompanied by the indictment, the warrant of arrest or any other equivalent judicial document or the judgment pronounced against the person claimed. The originals of these documents or certified copies must be produced, which shall indicate briefly the offence in question and its particular character and denomination and shall be accompanied by the text of the penal law of the applicant State which covers the offence, with a statement of the penalty involved. They shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed, and his photograph or other particulars which may help to establish his identity.

In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused or of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws and shall bear the official seal. They shall be accompanied by translations in the official language of the State applied to, made or certified correct by a sworn translator (interpreter) who shall sign and seal them, or an official translator (interpreter) of the applicant Party.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence for which extradition has been demanded comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts.

The applicant State may in no case be required to furnish proof of the guilt of the person claimed.

The State applied to may in each case fix a period within which additional explanations shall be furnished ; this period may, however, on receipt of a reasoned request, be prolonged.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the requisition for extradition together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST ; RELEASE OF THE PERSON ARRESTED PROVISIONALLY.

In urgent cases, the person claimed may be taken provisionally into custody even before the requisition for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided

télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis. Toutefois l'autorité requérante devra confirmer l'avis télégraphique dans un délai de huit jours.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas précédents en informera, sans retard, l'autorité qui l'a provoquée en indiquant en même temps l'endroit de la détention.

Si dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, les autorités de l'autre Partie contractante ne font pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

MISE EN LIBERTÉ DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

La personne arrêtée pourra de même être mise en liberté, si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui, énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par le troisième alinéa de l'article précédent a été expédiée.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé ou prolongé.

Article 10.

CONCOURS DE DEMANDES D'EXTRADITION.

Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer, soit à l'Etat dont il est ressortissant, soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Si l'Etat dont la personne réclamée est ressortissante ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etat requis pourra l'informer des demandes d'extradition reçues d'autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend lui aussi réclamer l'extradition. Les dispositions du premier alinéa de l'article 9 seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition. Autrement la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave et s'il s'agit d'infractions de gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première.

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il y est détenu pour d'autres causes, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées

reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgment, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed direct by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to. The applicant authority must, however, confirm the telegraphic notification within one week.

The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party, or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

The authority which has effected the arrest of a person in conformity with the foregoing paragraphs, shall at once inform the authority applying for this arrest, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

If, within a period of fifteen days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the authorities of the other Contracting Party have not intimated that they will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

RELEASE OF THE PERSON CLAIMED.

Should the requisition for extradition accompanied by the documents in support mentioned in Articles 4 and 5 not be received within six weeks from the date on which, in accordance with the third paragraph of the preceding Article, the intimation of arrest was despatched, the person arrested may be set at liberty.

If additional explanations have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within an appropriate period fixed or extended by the latter.

Article 10.

REQUISITIONS FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

Should a person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties also be claimed by one or more other States, the State applied to may surrender him either to the State of which he is a national or to the State in whose territory the offence was committed.

If the State of which the person claimed is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the requisitions for extradition received from the other States, granting it a period of fifteen days within which it may declare whether it also intends to apply for extradition. The provisions of the first paragraph of Article 9 shall also be applicable to this requisition for extradition. Otherwise the person claimed shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose requisition for extradition was first received.

Those provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the State applied to for an offence other than that leading to the requisition for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be postponed

ou jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ou en ait obtenu la remise, ou jusqu'à ce que sa détention pour d'autres causes ait pris fin.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition, sauf motifs spéciaux qui seront portés aussitôt à la connaissance de l'Etat requérant.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné à l'article précédent pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 13.

DÉLAI POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE L'EXTRADITION ACCORDÉE.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant, qui se procurera les autorisations nécessaires du transit le plus tôt possible, sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura reçu l'information que l'extradition lui était accordée. Passé ce délai, l'individu dont il s'agit pourra être mis en liberté.

Article 14.

EXTENSION DES EFFETS DE L'EXTRADITION.

L'individu extradé pourra être poursuivi ou puni dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, ou livré à un pays tiers pour une infraction autre que celle qui a motivé son extradition et commise avant celui-ci, seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent. Ce consentement ne pourra être refusé si l'extradition pour l'infraction en question est prévue par la présente convention. L'Etat qui a extradé pourra exiger que ce consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition, avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5. L'Etat qui a obtenu le consentement informera l'autre du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie de la décision intervenue ;

b) Si, ayant eu la liberté de le faire, il n'a pas quitté, pendant la semaine qui suit son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y est retourné par la suite.

Article 15.

TRANSIT DES CRIMINELS.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et entre un tiers Etat, l'autre Partie accordera son transit sur la simple production, en original ou en expédition authentique de l'un des documents mentionnés dans l'article 4.

Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également au transit.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

until the proceedings are concluded or until he has served his sentence or until the sentence has been remitted or until he ceases to be kept, for other reasons, in custody.

This postponement shall not prevent the giving of a decision without delay in regard to the extradition, unless there are special reasons, which shall immediately be brought to the notice of the applicant State.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER OF THE PERSON CLAIMED.

If, however, the postponement of extradition, as mentioned in the previous Article, might under the laws of the applicant State, lead to exemption from prosecution through lapse of time or in any other way seriously hinder the prosecution, the person claimed may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the judicial investigation, on account of which his temporary surrender was requested, has been concluded in the applicant State.

Article 13.

PERIOD ALLOWED FOR EXTRADITION.

If extradition has been granted, the applicant State, which shall, as soon as possible, procure the necessary authority for the conveyance in transit of the person claimed, shall be required to take charge of him within three months from the date on which it is informed that extradition has been granted. After that period, the person in question may be set at liberty.

Article 14.

EXTENSION OF THE EFFECTS OF EXTRADITION.

The extradited person may be proceeded against or punished in the State to which extradition has been granted or handed over to a third country for an offence, committed before his extradition, other than that for which the extradition was granted, only :

(a) If the State granting extradition consents to this course. Such consent may not be refused if the offence is an extraditable one under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that such consent be requested in the manner laid down for requisitions for extradition, with the documents in support mentioned in Articles 4 and 5. The State which has obtained consent shall notify the other of the final result of the proceedings and shall transmit to it a copy of the judgment.

(b) If, having been at liberty to do so, he did not leave the territory of the State to which he was surrendered within one week after his final release, or if he subsequently returned to that territory.

Article 15.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

If an offender is to be surrendered by one of the two Parties to a third State, the other Party shall, on request, allow the offender to be conveyed through its territory on the production, either in the original or in a certified copy, of one of the documents mentioned in Article 4.

The provisions relating to the authorisation for extradition shall also apply to conveyance in transit.

Conveyance in transit shall be effected by the agents of the Party applied to under such conditions and by such means as that Party may determine.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 16.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction, tels que l'audition des témoins, les expertises, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

Les jugements de condamnation, ainsi que les citations à comparaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra sur la demande de l'autre Partie être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant, munie du sceau de l'autorité requérante et transmise directement au Ministère de la Justice de l'Etat requis par celui de l'Etat requérant, ou, en cas de procédure pénale militaire, par l'Administration suprême de la justice militaire. Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Les procès verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

L'assistance judiciaire en matière pénale pourra être accordée dans les limites prévues par la législation de chaque Etat même dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas d'obligation d'extrader.

Article 17.

CITATION ET COMPARUTION DE PERSONNES DE L'AUTRE ÉTAT CONTRACTANT.

Si dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un Etat contractant la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci lui communiqueront l'invitation qui lui sera adressée à cet effet.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'invitation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire à charge de remboursement par l'Etat requérant.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui, cité par l'autre, comparaitra volontairement devant les tribunaux de celle-ci, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des infractions antérieures ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figure.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si, ayant eu la liberté de le faire, elles n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans la quinzaine à partir du moment où leur présence devant les tribunaux n'y était plus nécessaire.

Si la personne citée se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

CHAPTER II.

LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 16.

GENERAL PROVISIONS.

The Contracting Parties shall afford each other legal assistance in criminal matters. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons within their territory; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and experts, the taking of affidavits, the conducting of searches and the seizure of objects; they shall transmit to each other legal documents and articles serving as proof of the crime.

The convictions and summonses to answer a charge, issued by the Courts of one of the Contracting Parties against the nationals of the other Party, shall not however be served on the latter. Similarly, a national of one of the Contracting Parties may not, on the request of the other Party, be subjected to cross-examination as an accused person.

The request for legal assistance shall be drawn up in the official language of the applicant State; it shall bear the seal of the authority making application and be transmitted direct to the Ministry of Justice of the State applied to by that of the applicant State, or, in the case of military penal proceedings, by the Supreme Department of Military Justice. The provisions of Article 5 relating to translation shall apply both to the request and to the documents attached thereto.

The action to be taken on a request for legal assistance in criminal matters shall be subject to the laws of the State in whose territory the required judicial investigation is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

Legal assistance in criminal matters may be given within the limits stipulated by the laws of each State, even when extradition is not compulsory under the present Convention.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT OF NATIONALS OF THE OTHER CONTRACTING STATE.

Should it be considered necessary or desirable, in a penal case pending before the Courts of one Contracting State, to secure the attendance in court of a witness or expert who is in the territory of the other Contracting State, the authorities of the latter State shall transmit to him the summons to attend that Court.

The expenses arising out of the attendance in court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the summons shall indicate the sum to be assigned to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, such sum to be repaid by the applicant State.

No witness or expert, whatever his nationality, who is in the territory of one of the two Parties and who, when summoned by the other Party, voluntarily attends in the Courts of the latter, may be prosecuted or detained for previous offences or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the case in which he is appearing.

Such persons shall, however, forfeit this privilege if they fail, of their own free will, to leave the territory of the applicant State within a fortnight from the date on which their attendance in Court has ceased to be necessary.

If the person summoned as a witness happens to be in prison in the territory of the Party applied to, his attendance may be requested, provided that he be returned as soon as possible. A request of this nature can only be refused on serious grounds, in particular, if the person summoned expressly objects.

Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transit, aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu détenu dans un pays tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Article 18.

REMISE DE PIÈCES A CONVICTION.

Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procurés par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction et cela même dans les cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

L'Etat auquel la remise de ces objets aura été demandée pourra les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même en les transmettant se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant de les retourner à son tour dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement chaque semestre les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes les sentences définitives y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie, pour autant qu'elles soient inscrites, d'après les lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires.

Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences et inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande, des informations concernant des cas particuliers sur la base des casiers ou registres judiciaires.

Les communications visées ci-dessus seront échangées directement entre, d'une part, le Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne, et, d'autre part, le Ministère de la Justice ou le Ministère de la Défense rationale, à Prague, suivant les cas.

Article 20.

Frais d'assistance judiciaire en matière pénale.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter.

Similarly, the conveyance in transit in both directions, through the territory of one of the Contracting Parties, of a person in custody in a third country, whom the other Contracting Party may desire to confront with an accused person, or to hear as a witness, shall be granted under the conditions mentioned above.

Article 18.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME.

The authorities of the two Contracting Parties shall hand over to one another on request any articles which the accused may have procured as a result of his offence or which may serve as proof of the offence, even if they are subject to seizure or confiscation.

If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or of his conveyance in transit, they shall be handed over, as far as possible, at the time at which the extradition or transit takes place. They shall be handed over even when extradition, having been granted, cannot be carried out owing to the death or the escape of the offender. All articles of the same kind which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition and which have been discovered subsequently shall also be handed over.

The rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved and these articles shall in such cases be returned to the State applied to free of charge and without delay after the trial.

The State which has been asked to hand over these articles may retain them provisionally if it requires them in connection with penal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in turn to restore them them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

The Contracting Parties shall communicate to each other every six months sentences which have acquired the force of *res judicata* or extracts from final judgments, including conditional sentences, pronounced by their judicial authorities against nationals of the other Party, when these are entered, in accordance with the laws in force, in their records of previous convictions or records of the courts.

They shall also communicate to each other any further decisions concerning the said judgments which have been entered in the records of previous convictions or records of the Courts.

The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request, information from the records of previous convictions or the records of the Courts concerning particular cases.

The communications in question shall be exchanged direct between the Ministry of Justice and Education at Lisbon and the Ministry of Justice or the Ministry of National Defence at Prague, as the case may be.

Article 20.

COSTS OF LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Expenses occasioned by requisitions for extradition or any other form of legal assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred. The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of these costs with a view to their reimbursement by the person responsible for defraying them.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés, par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis, et les frais de transit. Ces frais resteront à la charge de l'Etat requérant.

Seront également supportés par l'Etat requérant les frais de la remise temporaire et ceux du renvoi mentionnés à l'article 12 de la présente convention.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.

VIGUEUR DE LA CONVENTION.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Prague.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) José CAEIRO DA MATA.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 6 décembre 1930.

D^r Bohuřlav Matouř,

Directeur des Archives, a. i.

An exception shall be made in the case of fees paid for expert opinions of any kind and for the expenses occasioned by the summoning or attendance of persons kept in custody in the territory of the State applied to and the cost of conveyance in transit. These costs shall be borne by the applicant State.

Expenses occasioned by temporary surrender and the return of accused persons as mentioned in Article 12 of the present Convention shall be borne by the applicant State.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 21.

VALIDITY OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Lisbon, November 23, 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) José CAEIRO DE MATA.

N° 2830.

CHILI ET ÉGYPTE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Le Caire, le
5 mars 1930.

CHILE AND EGYPT

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Cairo,
March 5, 1930.

N° 2830. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
CHILIEN ET ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL.
LE CAIRE, LE 5 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par l'ambassadeur du Chili à Londres, délégué du Chili à l'Assemblée de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 septembre 1931.

I.

N° 1.38/I (120).

LE CAIRE, 5 mars 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant aux pourparlers que nous avons eus au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Chili et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de Chili importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais, ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois; il devra être ratifié par les autorités compétentes dans les deux pays et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Rome ou au Caire aussitôt que faire se pourra.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :
(Signé) Wacyf Boutros GHALI Pacha.

A Son Excellence

Monsieur E. Villegas,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la République du Chili.

Conforme à l'original :

(Signé) F. Figueroa,
Chargé d'Affaires a. i.,

Ambassade du Chili à Rome.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 21 octobre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2830. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE CHILIAN AND EGYPTIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, MARCH 5, 1930.

French official text communicated by the Chilean Ambassador in London, Delegate of Chile to the Assembly of the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 26, 1931.

I.

N^o 1.38/I (120).

CAIRO, March 5, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Chile and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Chile and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement shall come into force as soon as you have confirmed your Government's agreement thereto. It may be denounced by either of the Contracting Parties at three month's notice ; it shall be ratified by the competent authorities in the two countries and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Rome or Cairo as soon as possible.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Wacyf Boutros GHALI Pasha.
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
M. E. Villegas,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the Chilian Republic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat, of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, October 21, 1930.

II.

No. 2

LE CAIRE, le 5 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 1.38/I (120), du 5 de ce mois ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers que nous avons eu au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Chili et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la Nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires du Chili importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu des conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de trois mois ; il devra être ratifié par les autorités compétentes dans les deux pays et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Rome ou au Caire aussitôt que faire se pourra ».

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus, sous réserve du traitement qui serait accordé par le Chili aux États latino-américains en vertu d'accords douaniers régionaux.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) E. VILLEGAS E.

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghali Pacha,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

Conforme à l'original :

(Signé) F. Figueroa,
Chargé d'Affaires a. i.,
Ambassade du Chili à Rome.

II.

No. 2.

CAIRO, *March 5, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 1.38/1 (120) dated March 5, 1930, which reads as follows :

" With reference to our negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Chile and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Chile and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

" The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

" The present arrangement shall come into force as soon as you have confirmed your Government's agreement thereto. It may be denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice ; it shall be ratified by the competent authorities in the two countries and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Rome or Cairo as soon as possible. "

In reply I would confirm my Government's agreement on the above-mentioned basis, without prejudice to the treatment which may be granted by Chile to Latin-American States in virtue of regional Customs agreements.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. VILLEGAS E.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2831.

CHILI ET FRANCE

Echange de notes comportant un
« modus vivendi » commercial.
Santiago-du-Chili, le 22 mai 1931.

CHILE AND FRANCE

Exchange of Notes constituting a
Commercial " Modus Vivendi. "
Santiago-de-Chile, May 22, 1931.

N° 2831. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
CHILIEN ET FRANÇAIS COMPORTANT UN « MODUS VIVENDI »
COMMERCIAL. SANTIAGO-DU-CHILI, LE 22 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par l'ambassadeur du Chili à Londres, délégué du Chili à l'Assemblée de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 septembre 1931.

I.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET COMMERCE.

N° 4837.

SANTIAGO, 22 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En manifestant au gouvernement de Votre Excellence le projet de mettre fin à l'Accord provisoire franco-chilien qui était en vigueur jusqu'au 15 janvier dernier, mon gouvernement a déclaré être disposé à le remplacer par un accord nouveau qui, maintenant l'esprit qui a présidé à l'antérieur, se conformera à la situation découlant pour notre pays, de la hausse récente des tarifs douaniers, imposée par des raisons économiques de caractère général, desquelles le Gouvernement français a été informé par l'intermédiaire de la légation du Chili à Paris.

Conformément à cette intention et en attendant une entente concernant un accord commercial définitif, à la prompte réalisation duquel le Gouvernement chilien porte l'intérêt le plus décidé, je propose à Votre Excellence que soit renoué l'engagement réciproque de ne prendre, pendant la durée dudit arrangement et à partir d'aujourd'hui, aucune mesure qui puisse altérer le régime des échanges entre les deux pays, soit par l'établissement d'augmentation des droits de douane ou d'impôt internes, soit par des mesures de discrimination ou de restriction prises dans l'un des deux pays en ce qui concerne les produits originaires de l'autre.

Sont exceptées des termes de l'engagement les augmentations de droits de douane que la France pourrait établir conformément à la loi dite « du cadenas ».

L'engagement de ne pas établir des augmentations de droits qui altéreraient le régime des échanges se réfère, de la part du Gouvernement chilien, aux marchandises originaires de France, comprises dans la liste annexe, mon gouvernement conservant la liberté de modifier les droits des marchandises non comprises dans cette liste, dans la forme qu'il estimera la plus appropriée pour les intérêts du pays.

Désirant que cet accord remplace, dans la mesure du possible, la convention qui était en vigueur jusqu'au 15 janvier 1931, mon gouvernement s'engagerait à appliquer aux articles inclus dans la liste précitée dont les droits auraient été augmentés depuis cette date, à condition d'être d'origine française et jusqu'à expiration du présent accord, les droits en vigueur avant ces augmentations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2831. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CHILEAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI." SANTIAGO-DE-CHILE, MAY 22, 1931.

French official text communicated by the Chilean Ambassador in London, Delegate of Chile to the Assembly of the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 26, 1931.

I.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND COMMERCE.

No. 4837.

SANTIAGO, May 22, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

When communicating to Your Excellency's Government the proposal to terminate the provisional Agreement between France and Chile which was in force up to January 15 last, my Government declared its readiness to replace it by a new Agreement which, while in conformity with the spirit of the previous Agreement, would take account of the situation in which our country is placed as a result of the recent increase in Customs tariffs necessitated by general economic reasons, of which the French Government has been informed through the agency of the Chilean Legation in Paris.

In accordance with this intention and pending an understanding on the subject of a definitive commercial Agreement, the early conclusion of which is earnestly desired by the Chilean Government, I propose to Your Excellency a renewal of the reciprocal undertaking to refrain, for the duration of the said arrangement and from to-day's date, from any measure which might adversely affect the system of exchanges between the two countries, either by increasing Customs duties or imposing domestic taxes, or by discriminatory or restrictive measures adopted in either country in regard to products originating in the other.

Any increase in Customs duties which France may impose under the so-called "Cadenas" Law shall be excepted from the terms of the undertaking.

The undertaking not to increase duties which may adversely affect the system of exchanges shall refer, as far as the Chilean Government is concerned, to the commodities originating in France that are included in the annexed list, my Government reserving the right to modify the duties on commodities not included in this list in the manner it may deem most appropriate in the interests of the country.

Desirous that this Agreement shall replace as far as possible the Convention which was in force down to January 15, 1931, my Government would undertake to apply, until the expiration of the present Agreement, to the articles included in the above-mentioned list the duties on which have been increased since that date, the duties that were in force before these increases, provided that the said articles are of French origin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Par dérogation à ce qui a été stipulé dans le paragraphe antérieur, le droit qui sera appliqué aux marchandises comprises dans la partie 393 sera de \$ 18, — par K. N., et celui qui sera appliqué au savon de Marseille, partie 1138, sera de \$ 1,60 le K. B.

En conséquence, seront en vigueur pour les produits français inclus dans ladite liste, les droits qui y sont indiqués.

En plus, en ce qui concerne les parties 778 (Salvarsan ou 606, ses combinés et autres produits analogues) et 1040 (Salvarsan ou 606, ses combinés et autres produits analogues par leur objet, dosés en tubes ou ampoules pour injections), il sera établi que les produits français payeront les mêmes droits que les autres produits étrangers importés, qu'ils soient ou non importés pour le compte de l'Etat ou destinés à des services publics.

Dans les cas où, d'accord avec ce qui a été stipulé dans les paragraphes antérieurs, il y aurait lieu d'appliquer dans l'un des deux pays, à des marchandises ou produits de l'autre, un traitement douanier différent du traitement général, on pourra exiger que ces produits ou marchandises soient accompagnés d'un certificat d'origine.

Le certificat d'origine ne sera pas exigé pour les marchandises provenant de France et se trouvant à la date où cet accord entrera en vigueur, dans les douanes chiliennes, ni pour celles qui auront été embarquées dans des ports français jusqu'à quinze jours après cette même date.

Les douanes respectives accorderont un délai de six mois pour la présentation du certificat d'origine des produits ou marchandises qui ne se trouvent pas compris dans les cas prévus au paragraphe antérieur. Ce délai sera compté depuis le jour où la douane aura fait l'évaluation de l'expédition. Dans ces cas, les importateurs devront verser les droits correspondants au tarif général et la différence entre ceux-ci et ceux qui doivent être appliqués, conformément au texte du présent accord, leur sera remboursée par la douane à la présentation dudit certificat d'origine en bonne et due forme.

Les certificats d'origine seront délivrés par les autorités douanières ou les chambres de commerce compétentes et officiellement reconnues, de chacune des parties, conformément aux formules adoptées par les administrations des douanes ou par les chambres de commerce du pays d'origine.

Ces certificats seront rédigés dans les langues espagnole et française et, seuls, ceux que délivreront les chambres de commerce, devront être visés par les autorités consulaires de l'autre partie dans le lieu de provenance. Ce visa sera accordé, dans tous les cas, gratuitement.

On n'exigera pas de certificat d'origine pour les colis postaux, pour les envois faits par la poste, pour les colis de 5 kg. ou moins, arrivant par voie aérienne, ni pour les échantillons des voyageurs de commerce.

Il reste entendu que le Gouvernement chilien n'augmentera pas le montant des droits de patente que l'on fait payer actuellement au Chili aux voyageurs de commerce français, et que le Gouvernement français fera profiter les voyageurs de commerce chiliens du régime de la réciprocité qui comprend principalement la faculté de consigner les droits et taxes d'entrée applicables aux échantillons.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Santiago. Il sera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1931.

Au cas où, à l'expiration de cette date, les négociations pour un traité définitif n'auraient pas conduit à un résultat, l'accord sera prorogé tacitement par périodes de quinze jours, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'un des gouvernements, avec un préavis de quinze jours.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer de son côté l'agrément de votre gouvernement aux termes de ce nouvel accord.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) PLANET.

A Son Excellence
Monsieur des Longchamps,
Ministre de France au Chili,
Santiago.

Notwithstanding the provisions of the previous paragraph, the duty applicable to the commodities included in Section 393 shall be \$18 per kg. net, and that applicable to Marseilles soap, Section 1138, shall be \$1.60 per kg. gross.

The French products included in the said list shall therefore be subject to the duties indicated therein.

Moreover, as regards Sections 778 (Salvarsan or 606, compounds thereof and other similar products) and 1040 (Salvarsan or 606, compounds thereof and other products intended for the same purpose made up in tubes or ampoules for injections), it is provided that French products shall pay the same duty as other imported foreign products, whether or no they are imported for the account of the State or are intended for public departments.

Should it be necessary in either country under the provisions of the preceding paragraphs to subject commodities or products of the other to Customs treatment differing from the general treatment, it shall be permissible to require that such products or commodities should be accompanied by a certificate of origin.

Certificates of origin shall not be required for commodities coming from France which, on the date of the coming into force of this Agreement, are in the Chilean Customs, nor for commodities which have been loaded in French ports within a period not exceeding fifteen days after the above date.

The competent Customs authorities shall grant a period of six months in which to present the certificates of origin for products or commodities not included in the cases mentioned in the preceding paragraph. This period shall be reckoned from the day on which the Customs authorities have valued the consignment. In these cases the importers shall be required to pay the duties in the general tariff and the difference between the latter and those which are applicable in conformity with the text of the present Agreement shall be refunded by the Customs authorities on presentation of the said certificate of origin in good and due form.

Certificates of origin shall be issued by the Customs authorities or the competent and officially recognised Chambers of Commerce of either Party in conformity with the rules adopted by the Customs Administrations or by the Chambers of Commerce of the country of origin.

These certificates shall be made out in the Spanish and French languages and only those issued by the Chambers of Commerce shall require the consular visa of the other Party in the place of origin. This visa will be granted free of charge in every case.

No certificate of origin shall be required for postal packages, postal consignments, packages of 5 kg. or less conveyed by air, or commercial travellers' samples.

It is understood that the Chilean Government will not increase the amount of the trading licence duties payable at present in Chile by French commercial travellers and that the French Government will give Chilean commercial travellers the benefit of the régime of reciprocity which mainly includes the right to deposit the import duties and taxes in respect of samples.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Santiago. It shall remain in force until September 30, 1931.

If on the expiration of this date the negotiations for a final Treaty have not led to any result, the Agreement shall be prolonged by tacit consent for successive periods of fifteen days, unless it is denounced by either Government with fifteen days' previous notice.

I shall be obliged if Your Excellency will be good enough to confirm your Government's acceptance of the terms of this new Agreement.

I have the honour, etc.

(Signed) PLANET.

To His Excellency
Monsieur des Longchamps,
Minister of France in Chile,
Santiago.

II.

N° 71 bis.

SANTIAGO, 22 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre, N° 4837, du 22 de ce mois, Votre Excellence a bien voulu me confirmer que le gouvernement chilien, en dénonçant l'accord commercial provisoire franco-chilien qui était en vigueur jusqu'au 15 janvier 1931, avait déclaré en même temps au Gouvernement français son intention de le remplacer par un accord nouveau qui, maintenant l'esprit qui a présidé à l'antérieur, se conformerait à la situation résultant, pour le Chili des hausses récentes de ses tarifs douaniers que lui ont imposé des causes économiques de caractère général.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, en réponse à sa communication précitée, que le Gouvernement français est d'accord avec le gouvernement chilien pour ne prendre, dès la signature du nouvel accord projeté et en attendant que des négociations relatives à un traité de commerce définitif aient abouti, aucune mesure susceptible d'altérer le régime actuel des échanges entre les deux pays, soit par l'institution de majorations tarifaires et internes en dehors de celles qui sont prévues par la loi française dite du « cadenas », qui sont exceptées du présent accord, soit par des mesures de discrimination prises sur le marché de l'un des deux pays à l'encontre des produits de l'autre.

Etant entendu que le gouvernement chilien fera profiter les produits originaires de France, figurant à la liste annexée, des droits dont ils sont frappés par l'*Arancel* de 1928, et qui sont indiqués à ladite liste.

Cependant, par dérogation aux stipulations du paragraphe précédent, le droit qui s'appliquera aux marchandises comprises dans l'article 393 sera de \$ 18 par kilogramme net, et celui qui s'appliquera du savon de Marseille (article 1138) sera de \$ 1,60 par kilogramme brut.

En conséquence, les droits qui seront appliqués à ces produits, à dater du présent accord, seront ceux qui figurent à ladite liste.

Etant entendu, d'autre part, que, conformément aux stipulations des paragraphes antérieurs, l'application dans l'un des deux pays à des marchandises ou produits de l'autre d'un traitement douanier différent du traitement général pourra entraîner l'obligation, pour ces produits ou marchandises, d'être accompagnés d'un certificat d'origine.

Il ne sera pas exigé de certificat d'origine pour les marchandises provenant de France qui, à ce jour, se trouveraient dans les douanes chiliennes, pour toutes les marchandises déjà embarquées, ni pour celles qui seront embarquées dans des ports français pendant un délai de quinze jours à dater d'aujourd'hui.

Les douanes intéressées accorderont un délai de six mois pour la présentation du certificat d'origine des produits ou marchandises qui ne sont pas compris dans le paragraphe précédent. Ce délai sera compté à partir du jour où les douanes auront fait l'évaluation de l'expédition. Dans ce cas, les importateurs devront payer les droits correspondant au tarif général et la différence entre ces droits et ceux qui doivent être appliqués conformément aux termes du présent accord leur sera remboursée sur le présentation du certificat d'origine relatif à ces marchandises.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes et officiellement reconnues de chacune des Parties, conformément aux formulaires adoptés par les administrations des douanes ou par les chambres de commerce du pays d'origine. Ces certificats seront rédigés en espagnol et en français et seuls ceux qui seront délivrés par les chambres de commerce devront être visés par l'autorité consulaire du lieu de provenance de l'autre partie ; le visa sera donné dans tous les cas gratuitement. On n'exigera de certificat d'origine ni pour les colis postaux ni pour les envois faits par la poste, ni pour les colis de 5 kg. ou moins, arrivant par la voie aérienne, ni pour les échantillons des voyageurs de commerce.

Contrairement aux termes du paragraphe antérieur et en raison d'accords passés avec d'autres pays, le Gouvernement français se réserve d'exiger la production d'un certificat d'origine pour les colis contenant des bas et des chaussettes de coton.

II.

No. 71 *bis*.SANTIAGO, *May 22, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

You were good enough to confirm to me in your letter No. 4837 of the 22nd of this month that the Chilian Government, in denouncing the provisional Commercial Agreement between France and Chile which was in force up to January 15, 1931, had at the same time informed the French Government of its intention to replace it by a new Agreement which, while in conformity with the spirit of the previous Agreement, would take account of the situation in which Chile is placed as a result of the recent increases in her Customs tariff, necessitated by general economic causes.

In reply to your above-mentioned communication, I have the honour to inform you that the French Government agrees with the Chilian Government not to take, as from the signature of the proposed new Agreement and pending the termination of negotiations for a definitive commercial treaty, any measure which might adversely affect the present system of exchanges between the two countries, either by increasing tariff rates or domestic taxes, apart from those provided for in the French "Cadenas" Law which are excepted from the present Agreement, or by measures of discrimination taken in the market of either country against the products of the other.

It is understood that the Chilian Government will permit the importation of products originating in France and appearing on the annexed list at the rates of duty laid down in the Customs Tariff of 1928 and indicated on the said list.

Notwithstanding the provisions of the previous paragraph, the duty applicable to the commodities included in Section 393 shall, however, be \$18 per kg. net, and that applicable to Marseilles soap (Section 1138) shall be \$1.60 per kg. gross.

The duties applicable to these products as from the date of the present Agreement shall therefore be the duties appearing on the said list.

It is moreover understood that, in accordance with the provisions of the previous paragraphs, the application in either country of a Customs treatment different from the general treatment of commodities or products of the other may involve the obligation to have these products or commodities accompanied by a certificate of origin.

Certificates of origin shall not be required for commodities coming from France which, on that date, are in the Chilian Customs, for any commodities already on board ship or for such as may be loaded in French ports during a period of fifteen days from this day's date.

The Customs authorities concerned shall grant a period of six months in which to present the certificates of origin for products or commodities not included in the previous paragraph. This period shall be reckoned from the day on which the Customs Authorities have valued the consignment. In this case importers shall be required to pay the duties in the general tariff and the difference between the latter and those which are applicable in conformity with the terms of the present Agreement shall be refunded to them on presentation of the certificate of origin relating to these commodities.

Certificates of origin shall be issued by the Customs authorities or the competent and officially recognised Chambers of Commerce of either Party in conformity with the rules adopted by the Customs Administrations and by the Chambers of Commerce of the country of origin. These certificates shall be made out in the Spanish and French languages, and only those issued by the Chambers of Commerce shall require a visa from the consular authorities of the place of origin of the other Party. The visa shall be granted free of charge in each case. No certificate of origin shall be required for postal packages, postal consignments, packages of 5 kg. or less conveyed by air, or commercial traveller's samples.

Contrary to the terms of the preceding paragraph and in view of agreements concluded with other countries, the French Government reserves the right to call for the production of a certificate of origin for packages containing cotton stockings and socks.

En ce qui concerne l'article 778 (Salvarsan ou 606, ses combinés ou autres produits analogues) et l'article 1040 (Salvarsan ou 606, ses combinés ou autres produits analogues par leur objet, dosés en tubes ou ampoules pour injections), il est bien entendu que les produits français payeront les mêmes droits que les produits étrangers importés, qu'ils soient ou non commandés par le gouvernement chilien ou destinés à des services publics.

Etant entendu également que le gouvernement chilien n'augmentera pas le taux du droit de patente actuellement perçu au Chili sur les voyageurs de commerce, le Gouvernement français maintiendra aux voyageurs de commerce chiliens le régime de réciprocité qui comporte également la faculté de consigner les droits et taxes d'entrée afférant aux échantillons.

° Au cas où des négociations en vue de la conclusion d'un accord définitif n'auraient pas abouti à la date du 30 septembre 1931, le présent arrangement sera prorogeable par tacite reconduction pour les périodes de quinze jours, sauf dénonciation par l'un des deux gouvernements, moyennant préavis de quinze jours.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) LONGCHAMPS.

A Son Excellence
M. Antonio Planet,
Ministre des Relations extérieures,
Santiago.

LISTE ANNEXE AU « MODUS VIVENDI » FRANCO-CHILIEN

Produits d'origine française pour lesquels les droits du tarif de 1928 sont maintenus.

Numéros de l'article	Nomenclature	Droits	
I	En ce qui concerne l'antimoine métallique seulement.	K. N.	0,60
II	. . . . . 1	K. B.	0,01
17	. . . . . 1	K. B.	0,10
19	. . . . . 1	K. B.	0,10
67	. . . . . 1	K. L.	8,—
135	. . . . . 1	K. B.	1,—
219	. . . . . 1	K. B.	5,—
220	. . . . . 1	K. B.	8,—
221	. . . . . 1	K. L.	10,—
223	. . . . . 1	K. B.	8,—
239	. . . . . 1	K. B.	1,50
249	. . . . . 1	litre	11,25
250	. . . . . 1	»	8,—
252	. . . . . 1	»	18,—
253	Seulement en ce qui concerne les amers alcooliques en bouteilles	»	20,—
256	. . . . . 1	K. B.	0,50
256 A	Seulement en ce qui concerne les eaux de Vitel, de Vals et autres eaux minérales naturelles	K. B.	3,—
274	. . . . . 1	K. L.	18,—
275	. . . . . 1	K. L.	12,—

¹ La définition de l'Arancel de 1928 est maintenue entièrement pour cet article.

As regards Section 778 (Salvarsan or 606, compounds thereof and other similar products) and Section 1040 (Salvarsan or 606, compounds thereof and other products intended for the same purpose made up in tubes or ampoules for injections), it is understood that French products shall pay the same duties as foreign imported products, whether or no they are ordered by the Chilian Government or are intended for public departments.

It is also understood that the Chilian Government will not increase the amount of the trading licence duties at present levied in Chile on commercial travellers, and that the French Government will continue to give Chilian commercial travellers the benefit of the régime of reciprocity, which also includes the right to deposit the import duties and taxes in respect of samples.

If negotiations for the conclusion of a definitive agreement have not been successful by September 30, 1931, the present arrangement shall be renewable by tacit consent for successive periods of fifteen days unless it is denounced by either Government with fifteen day's previous notice.

I have the honour, etc.,

(Signed) LONGCHAMPS.

To His Excellency
M. Antonio Planet,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

LIST ANNEXED TO THE FRANCO-CHILIAN "MODUS VIVENDI".

Products of French origin for which the tarif duties of 1928 are retained.

No. of item	Designation	Duties
I	For metallic antimony only	kg. net 0.60
II	kg. gross 0.01
17	kg. gross 0.10
19	kg. gross 0.10
67	kg. legal 8.—
135	kg. gross 1.—
219	kg. gross 5.—
220	kg. gross 8.—
221	kg. legal 10.—
223	kg. gross 8.—
239	kg. gross 1.50
249	litre 11.25
250	litre 8.—
252	litre 18.—
253	Only for alcoholic bitters in bottles	litre 20.—
256	kg. gross 0.50
256 A	Only for Vittel waters, Vals waters and other mineral waters	kg. gross 3.—
274	kg. legal 18.—
275	kg. legal 12.—

¹ The definition of the Customs Tariff of 1928 is retained in full for this item.

Numéros de l'article	Nomenclature	Droits
282	..... 1	K. L. 3,—
285	..... 1	K. L. 18,—
289	..... 1	K. L. 10,—
369	Seulement en ce qui concerne les tissus pesant moins de 40 grammes au mètre carré et ayant 27 fils ou moins dans un carré de 5 millimètres de côté	K. N. 4,50
370	Seulement en ce qui concerne les tissus pesant de 40 grammes au mètre carré et ayant de 28 fils jusqu'à 38 fils dans un carré de 5 millimètres de côté	K. N. 5,70
371	Seulement en ce qui concerne les tissus pesant de 40 grammes au mètre carré et ayant plus de 38 fils dans un carré de 5 millimètres de côté.	K. N. 7,—
378	..... 1	K. N. 5,60
379	..... 1	K. N. 6,70
380	..... 1	K. N. 8,40
381	Seulement en ce qui concerne les articles 369, 370, 371 et les articles 378, 379, 380 supplément	K. N. 1,30
384	Même observation que pour le précédent supplément	K. N. 3,60
392	..... 1	K. N. 18,—
393	Ce droit a été porté à.	K. N. 18,—
394	..... 1	K. N. 20,—
395	..... 1	K. N. 30,—
396	..... 1	K. N. 60,—
397	..... 1	K. N. 120,—
398	A l'exception de l'habutal	K. N. 60,—
399	..... 1	K. N. 12,—
415	..... 1	K. N. 60,—
416	..... 1	K. N. 120,—
417	..... 1	K. N. 250,—
465	..... 1	K. L. 60,—
466	..... 1	K. L. 120,—
482	..... 1	K. L. 40,—
483	..... 1	K. L. 100,—
484	..... 1	K. L. 150,—
493	..... 1	chacune 20,—
494	..... 1	» 13,50
495	..... 1	» 10,—
497	..... 1	K. L. 25,—
498	..... 1	K. L. 80,—
501	..... 1	K. L. 200,—
503	..... 1	chacun 60,—
534	..... 1	K. N. 60,—
535	..... 1	K. N. 120,—
536	..... 1	K. N. 250,—
546	..... 1	K. N. 25,—
552	..... 1	chacun 2,—
554	..... 1	» 10,—
555	..... 1	» 30,—
567	..... 1	K. N. 60,—
579	..... 1	K. N. 400,—
586	..... 1	K. N. 80,—
587	..... 1	K. N. 120,—
588	..... 1	K. N. 250,—
595	..... 1	K. N. 50,—

¹ La définition de l'Arancel de 1928 est maintenue entièrement pour cet article.

No. of item	Designation	Duties
282	..... 1	kg. legal 3.—
285	..... 1	kg. legal 18.—
289	..... 1	kg. legal 10.—
369	Applies only for tissues weighing less than 40 grammes per square metre and having 27 threads or less in a square of 5 millimetres side	kg. net 4.50
370	Applies only to tissues weighing less than 40 grammes per square metre and having from 28 to 38 threads in a square of 5 millimetres side . . .	kg. net 5.70
371	Applies only to tissues weighing less than 40 grammes per square metre and having more than 38 threads in a square of 5 millimetres side . . .	kg. net 7.—
378	..... 1	kg. net 5.60
379	..... 1	kg. net 6.70
380	..... 1	kg. net 8.40
381	Applies only to items 369, 370, 371 and items 378, 379 and 380 supplement.	kg. net 1.30
384	The same remark as for the preceding supplement	kg. net 3.60
392	..... 1	kg. net 18.—
393	This duty has been increased to	kg. net 18.—
394	..... 1	kg. net 20.—
395	..... 1	kg. net 30.—
396	..... 1	kg. net 60.—
397	..... 1	kg. net 120.—
398	With the exception of "habutal"	kg. net 60.—
399	..... 1	kg. net 12.—
415	..... 1	kg. net 60.—
416	..... 1	kg. net 120.—
417	..... 1	kg. net 250.—
465	..... 1	kg. legal 60.—
466	..... 1	kg. legal 120.—
482	..... 1	kg. legal 40.—
483	..... 1	kg. legal 100.—
484	..... 1	kg. legal 150.—
493	..... 1	each 20.—
494	..... 1	each 13.50
495	..... 1	each 10.—
497	..... 1	kg. legal 25.—
498	..... 1	kg. legal 80.—
501	..... 1	kg. legal 200.—
503	..... 1	each 60.—
534	..... 1	kg. net 60.—
535	..... 1	kg. net 120.—
536	..... 1	kg. net 250.—
546	..... 1	kg. net 25.—
552	..... 1	each 2.—
554	..... 1	each 10.—
555	..... 1	each 30.—
567	..... 1	kg. net 60.—
579	..... 1	kg. net 400.—
586	..... 1	kg. net 80.—
587	..... 1	kg. net 120.—
588	..... 1	kg. net 250.—
595	..... 1	kg. net 50.—

¹ The definition of the Customs Tariff of 1928 is retained in full for this item.

Numéros de l'article	Nomenclature	Droits
596	.....¹	K. N. 80,—
597	.....¹	K. N. 120,—
598	.....¹	K. N. 250,—
614	.....¹	Chacun 13,50
615	.....¹	» 10,—
616	.....¹	» 15,—
620	.....¹	» 13,50
621	.....¹	» 40,—
630	.....¹	K. N. 5,—
631	.....¹	K. N. 7,—
632	.....¹	K. N. 15,—
700	.....¹	K. L. 50,—
718	En ce qui concerne l'acide citrique seulement..... ¹	K. B. 2,—
722	.....¹	K. L. 0,30
729	.....¹	K. B. 2,—
756	En ce qui concerne le phosphate d'ammoniaque seulement..... ¹	K. N. 2,—
892	.....¹	K. B. 1,80
910	.....¹	K. B. 0,10
978	.....¹	K. L. 15,—
979	.....¹	K. L. 50,—
1002	.....¹	K. L. 50,—
1009	.....¹	K. L. 15,—
1014	A l'exception des pastilles et comprimés..... ¹	K. L. 40,—
1016	.....¹	K. L. 6,—
1026	.....¹	K. L. 102,—
1032	En ce qui concerne les cachets, les pilules et les dragées seulement..... ¹	K. L. 7,—
1033	.....¹	K. L. 25,—
1035	.....¹	K. L. 18,—
1046	.....¹	K. L. 5,—
1054	.....¹	litre 10,—
1055	En ce qui concerne les solutions alcooliques à base d'extraits végétaux ou animaux d'un composant ou plus et les solutions alcooliques à base de combinaisons chimiques seulement..... ¹	K. B. 6,—
1057	.....¹	99 B. 3,—
1137	.....¹	K. L. 25,—
1138	En ce qui concerne le savon de Marseille seulement. Il est entendu que le droit figurant au tarif du 7 février 1931 est appliqué..... ¹	K. B. 1,60
1154	En ce qui concerne les poudres clarifiantes seulement..... ¹	K. L. 3,—
1169 ⁽¹⁾	K. B. 0,25
1171	.....¹	K. L. 3,—
1251	.....¹	K. B. 0,60
1255	.....¹	K. B. 0,20
1256	.....¹	K. B. 0,10
1270	En ce qui concerne les chauffe-bains seulement..... ¹	K. B. 1,—
1280	.....¹	K. B. 0,50
1284	.....¹	K. B. 0,30
1309	.....¹	K. L. 5,—
1310	.....¹	K. L. 10,—
1349	.....¹	K. B. 0,20
1351	En ce qui concerne les pièces destinées aux machines figurant à l'article précédent (1349)..... ¹	K. B. 0,25
1373	.....¹	K. B. 0,30
1375	.....¹	K. B. 0,05

¹ La définition de l'*Arancel* de 1928 est maintenue entièrement pour cet article.

No. of item	Designation	Duties
596	kg. net 80.—
597	kg. net 120.—
598	kg. net 250.—
614	each 13.50
615	each 10.—
616	each 15.—
620	each 13.50
621	each 40.—
630	kg. net 5.—
631	kg. net 7.—
632	kg. net 15.—
700	kg. legal 50.—
718	Applies only to citric acid	kg. gross 2.—
722	kg. legal 0.30
729	kg. gross 2.—
756	Applies only to phosphate of ammonia	kg. net 2.—
892	kg. gross 1.80
910	kg. gross 0.10
978	kg. legal 15.—
979	kg. legal 50.—
1002	kg. legal 50.—
1009	kg. legal 15.—
1014	With the exception of lozenges and compressed drugs	kg. legal 40.—
1016	kg. legal 6.—
1026	kg. legal 102.—
1032	Applies only to cachets, pills and coated pills	kg. legal 7.—
1033	kg. legal 25.—
1035	kg. legal 18.—
1046	kg. legal 5.—
1054	litre 10.—
1055	Applies only to alcoholic solutions with a base of vegetable or animal extracts having one or more components and alcoholic solutions with a base of chemical compounds	kg. gross 6.—
1057	kg. gross 3.—
1137	kg. legal 25.—
1138	Applies only to Marseilles soap. It is understood that the duty in the tariff of February 7, 1931, is applicable	kg. gross 1.60
1154	Applies only to clarifying powders	kg. legal 3.—
1169	kg. gross 0.25
1171	kg. legal 3.—
1251	kg. gross 0.60
1255	kg. gross 0.20
1256	kg. gross 0.10
1270	Applies only to bath heaters	kg. gross 1.—
1280	kg. gross 0.50
1284	kg. gross 0.30
1309	kg. legal 5.—
1310	kg. legal 10.—
1349	kg. gross 0.20
1351	Applies to parts for machinery mentioned in the preceding item.	kg. gross 0.25
1373	kg. gross 0.30
1375	kg. gross 0.05

¹ The definition of the Customs Tariff of 1928 is retained in full for this item.

Numéros de l'article	Nomenclature	Droits
1376	.....¹	K. B. 0,05
1381	En ce qui concerne les soies de toutes catégories pour machines et outillages mécaniques seulement	K. B. 0,25
1382	.....¹	K. B. libre
1440	.....¹	K. B. 0,20
1525	.....¹	K. L. 5,—
1526	.....¹	K. L. 10,—
1527	.....¹	K. L. 40,—
1593	.....¹	K. B. 4,50
1599	.....¹	K. B. 0,10
1600	.....¹	K. B. 0,90
1643	.....¹	K. L. 20,—
1659	.....¹	K. L. 200,—
1668	.....¹	K. L. 50,—
1674	.....¹	K. L. 100,—
1682	.....¹	K. L. 200,—
1689	.....¹	K. L. 20,—
1698	.....¹	K. L. 10,—
1719	.....¹	K. N. 2,—
1720	En ce qui concerne les articles pesant plus de 90 grammes au mètre carré seulement	K. B. 1,—
1721	.....¹	K. L. 1,50
1722	.....¹	K. L. 3,—
1727	.....¹	K. L. 3,—
1736	.....¹	K. L. 5,—
1757	Sont inclus les catalogues commerciaux de maisons ou de fabriques établies à l'étranger et ayant au Chili des agents ou des fondés de pouvoirs pour la réception des commandes, à condition que les marchandises provenant desdites maisons qui seraient vendues par ces agents ou fondés de pouvoirs ne soient pas importées directement par eux, mais proviennent seulement des rendus ou laissés pour compte concernant les commandes effectuées par d'autres personnes	K. L. 0,01
1875	.....¹	K. L. 150,—

¹ La définition de l'*Araucel* de 1928 est maintenue entièrement pour cet article.

No. of item	Designation	Duties
1376	.....¹	kg. gross 0.05
1381	Applies only to silk of all kinds for machines and mechanical tools . . .	kg. gross 0.25
1382	.....¹	kg. gross free
1440	.....¹	kg. gross 0.20
1525	.....¹	kg. legal 5.—
1526	.....¹	kg. legal 10.—
1527	.....¹	kg. legal 40.—
1593	.....¹	kg. gross 4.50
1599	.....¹	kg. gross 0.10
1600	.....¹	kg. gross 0.90
1643	.....¹	kg. legal 20.—
1659	.....¹	kg. legal 200.—
1668	.....¹	kg. legal 50.—
1674	.....¹	kg. legal 100.—
1682	.....¹	kg. legal 200.—
1689	.....¹	kg. legal 20.—
1698	.....¹	kg. legal 10.—
1719	.....¹	kg. net 2.—
1720	Applies only to articles weighing more than 90 grammes per square metre ¹	kg. gross 1.—
1721	.....¹	kg. legal 1.50
1722	.....¹	kg. legal 3.—
1727	.....¹	kg. legal 3.—
1736	.....¹	kg. legal 5.—
1757	Includes commercial catalogues of firms or factories established abroad having agents or representatives in Chile to receive orders, on con- dition that any goods coming from the firms in question which are sold by these agents or representatives are not imported direct by them but are only returned or rejected goods covered by orders effected by other persons ¹	kg. legal 0.01
1875	.....¹	kg. legal 150.—

¹ The definition of the Customs Tariff of 1928 is retained in full for this item.

N° 2832.

ALLEMAGNE ET CUBA

Convention concernant l'échange des colis postaux entre les deux pays, avec règlement d'exécution et annexes. Signé à la Havane, le 14 juin 1928.

GERMANY AND CUBA

Convention for the Exchange of Postal Parcels between the two Countries, with Detailed Regulations and Annexes. Signed at Havana, June 14, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2832. — CONVENIO¹ PARA EL CAMBIO DE BULTOS POSTALES ENTRE LA REPUBLICA DE CUBA Y ALEMANIA. FIRMADO EN HABANA, EL 14 DE JUNIO DE 1928.

Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le délégué permanent de la République de Cuba auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 octobre 1931.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE CUBA y DE ALEMANIA deseosos de mejorar sus relaciones postales, han designado sus plenipotenciarios a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :

Al Dr. Francisco María FERNÁNDEZ, Secretario de Sanidad y Beneficencia e interino de Estado, y

EL PRESIDENTE DEL REICH ALEMÁN :

Al Doctor Frank Carl ZITELMANN, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Cuba,

Quienes después de comunicarse sus poderes respectivos, que se hallaron en buena y debida forma, acordaron lo siguiente :

Artículo 1.

Las disposiciones del presente Convenio tendrán general aplicación no sólo para los bultos que se cambien directamente entre Alemania y Cuba, sino también para los remitidos de tránsito por cualquiera de los dos países ; en consecuencia, todas estas estipulaciones se aplicarán indistintamente a las valijas de bultos postales que se cambien de acuerdo con estos artículos.

Artículo 2.

1. Podrán enviarse bajo la denominación de « Bultos Postales » bultos por correo, de la República de Cuba a Alemania, y de Alemania a la República de Cuba, hasta el maximum de 5 kilogramos de peso.

2. Del mismo modo se admitirán para su transporte y en los envases que de conformidad con este Convenio se cambiarán, las mercancías y otros objetos que se envíen, con las únicas limitaciones de que no sean las comprendidas entre las que más adelante se prohíben, ni de que ningún bulto exceda del peso antes fijado, ni de las dimensiones indicadas en el Reglamento de Ejecución de este Convenio.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 20 août 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2832. — ÜBEREINKUNFT¹ BETREFFEND DEN AUSTAUSCH VON POSTPAKETEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DER REPUBLIK KUBA. GEZEICHNET IN HAVANA AM 14. JUNI 1928.

German and Spanish official texts communicated by the Permanent Delegate of the Republic of Cuba accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 6, 1931.

DAS DEUTSCHE REICH UND DIE REPUBLIK KUBA haben in der Absicht, bessere Postbeziehungen zwischen beiden Ländern herzustellen, zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Havana Dr. Franz Carl ZITELMANN ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK KUBA :

Den Staatssekretär des Gesundheits- und Wohlfahrtswesens und interimistischen Staatssekretär des Auswärtigen Dr. Francisco María FERNÁNDEZ,

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Bestimmungen der vorliegenden Übereinkunft finden allgemeine Anwendung, nicht nur hinsichtlich der Pakete, die unmittelbar zwischen den beiden Staaten ausgetauscht werden, sondern auch hinsichtlich solcher Pakete, die durch irgend eines der beiden Länder im Durchgange zu befördern sind, folglich finden alle diese Abmachungen unterschiedslos Anwendung hinsichtlich der Postpaketkartenschlüsse, welche in Gemässheit dieser Artikel ausgetauscht werden.

Artikel 2.

1. Unter der Bezeichnung « Postpakete » können aus jedem der beiden Staaten nach dem anderen Pakete bis zum Meistgewicht von 5 Kilogramm durch die Post versandt werden.

2. Zulässig zur Beförderung mittels der auf Grund dieser Übereinkunft auszutauschenden Versende sind auch Waren und andere versendbare Gegenstände, jedoch nur unter der Bedingung, dass sie nicht zu denen gehören, die weiter hinten als verboten bezeichnet werden, und dass ferner kein Paket weder das oben angegebene Gewicht noch die in der Vollzugsordnung zu dieser Übereinkunft angegebenen Masse überschreitet.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, August 20, 1930.

3. Las Administraciones de Correos de Alemania y de Cuba proveerán el transporte de los bultos entre los dos países por los medios adecuados de que dispongan.

Artículo 3.

Cada Administración garantizará a la otra el derecho al tránsito por su territorio para los bultos destinados a los países con los que cualquiera de ambas Administraciones tenga establecido el servicio de Bultos Postales, y en las mismas condiciones se garantizará para los que procedan de dichos países, con los que la Administración de Tránsito en este caso, haya convenido en transmitir. Al efecto, ambas Administraciones Postales contratantes determinarán, de común acuerdo, los países con los que aceptan el cambio de bultos, y en la misma forma fijarán las condiciones bajo las cuales pueden cambiarse entre las Oficinas de Cambio respectivas y sujetos a las bases de este Convenio, los bultos que procedan de esos países extranjeros, o sean dirigidos a ellos, y se despachen con el carácter de tránsito por el territorio o servicio de una de las dos Administraciones contratantes.

Artículo 4.

I. La Administración de Correos del país de origen pagará a la Administración de Correos del país de destino, el porte territorial de este último, el derecho adicional así como también el porte marítimo, caso de que la Administración de destino provea el servicio marítimo, calculado de conformidad con la siguiente tabla, cuyos portes son francos de oro.

	Para bultos que no excedan de 1 kilo- gramo de peso	Para bultos que pesen más de 1 ki- logramo y no exce- dan de 5 kilogramos
	Fr.	Fr.
I. Bultos de Cuba para Alemania :		
a) Porte territorial del país de destino inclusive el porte adicional	0,55	0,75
b) Porte marítimo	0,70	1,20
c) Porte territorial del país de origen	1,00	1,00
Totales	2,25	2,95
II. Bultos de Alemania para Cuba :		
a) Porte territorial del país de destino	1,00	1,00
b) Porte marítimo	0,70	1,20
c) Porte territorial del país de origen inclusive el parte adicional	0,55	0,75
Totales	2,25	2,95

La Administración cubana de Correos está facultada para aplicar a los bultos postales que salgan o lleguen de o para sus oficinas, un sobreporte de 0 fr. 25 por bulto.

2. Los totales así obtenidos formarán la base para determinar las cantidades que habrán de cobrarse a los remitentes ; pero al fijar los tipos de portes, cada Administración quedará en libertad de adoptar las cantidades aproximadas que le convengan, en su propia moneda.

Artículo 5.

Será obligatorio el pago adelantado del porte de los bultos, excepto en los casos de devolución o reexpedición.

3. Die beiderseitigen Postverwaltungen werden die Beförderung der Pakete zwischen ihren beiden Ländern mittels der geeigneten Beförderungsmittel, über die sie verfügen, ausführen.

Artikel 3.

Jede Verwaltung gewährleistet der anderen das Recht des Durchgangs durch ihr Gebiet für Pakete *nach* solchen Ländern, mit denen die betreffende Verwaltung einen Postpaketdienst unterhält, und unter denselben Bedingungen wird das Recht des Durchgangs gewährleistet für Pakete, die *aus* den genannten Ländern herrühren, mit denen die Durchgangsverwaltung verabredet hat, die Weiterbeförderung der Pakete zu übernehmen. Zu diesem Zwecke bestimmen beide vertragschliessenden Postverwaltungen im gemeinsamen Einverständnis die Länder, für die sie Pakete zur Weiterbeförderung übernehmen, und setzen in gleicher Weise die Bedingungen fest, unter denen von den betreffenden Auswechselungspostanstalten auf Grund dieser Übereinkunft Pakete aus oder nach jenen fremden Ländern im Durchgang durch das Gebiet oder den Dienstbereich einer der beiden vertragschliessenden Verwaltungen ausgetauscht werden können.

Artikel 4.

1. Die Postverwaltung des Aufgabelandes bezahlt der Postverwaltung des Bestimmungslandes den der letzteren zustehenden Landanteil, die Zuschlaggebühr und, falls die Bestimmungsverwaltung die Seebeförderung besorgt, auch die Seebeförderungsgebühr nach Massgabe der folgenden Übersicht, deren Beträge Goldfrankenbeträge sind :

	Für Pakete, die ein Gewicht von 1 kg. nicht über- schreiten	Für Pakete, die schwerer sind als 1 kg., deren Gewicht jedoch 5 kg. nicht übersteigt
	Fr.	Fr.
<i>I. Pakete aus Kuba nach Deutschland :</i>		
a) Landanteil einschl. Zuschlaggebühr des Bestimmungslandes	0,55	0,75
b) Seebeförderungsgebühr	0,70	1,20
c) Landanteil des Aufgabelandes	1,00	1,00
Summe	2,25	2,95
<i>II. Pakete aus Deutschland nach Kuba :</i>		
a) Landanteil des Bestimmungslandes	1,00	1,00
b) Seebeförderungsgebühr	0,70	1,20
c) Landanteil einschl. Zuschlaggebühr des Aufgabelandes . .	0,55	0,75
Summe	2,25	2,95

Der kubanischen Postverwaltung steht es frei, für jedes bei ihren Anstalten eingelieferte oder dahin bestimmte Postpaket ebenfalls eine Zuschlaggebühr von 25 Centimen zu berechnen.

2. Die sich so ergebenden Summen bilden die Grundlage zur Festsetzung der von den Absendern zu erhebenden Gebühren ; jedoch hat bei Festsetzung der Freigebührenbeträge jede Verwaltung das Recht, die entsprechenden Gebühren in ihrer eigenen Münzwährung nach ihrem Ermessen festzusetzen.

Artikel 5.

Die Freigebühr für die Pakete ist — ausser im Falle der Rück- oder Nachsendung — im voraus zu bezahlen.

Artículo 6.

1. Los bultos postales que se cambien podrán asegurarse hasta el límite máximo de 1000 francos de oro. Lo que concierne al término, desde que sean admitidos bultos postales asegurados, las dos Administraciones contratantes se lo comunicarán mutuamente en particular.

2. La Oficina de origen queda autorizada a cobrar para sí, al remitente de un bulto asegurado, un derecho de expedición, que no exceda de 50 céntimos y un derecho de seguro que en total no exceda de 50 céntimos para cada 300 francos del valor declarado.

3. Serán abonados a la Administración del país de destino 5 céntimos para cada 300 francos o fracción del derecho de seguro. Además serán abonados para el servicio marítimo 10 céntimos para cada 300 francos o una parte de 300 francos en el caso de que la Administración del país de destino no haya efectuado los transportes marítimos.

Artículo 7.

Cuando se trate de bultos originarios de uno de los dos países o remitidos por uno de ellos y enviados en tránsito por conducto del otro, se abonarán a la Oficina de Correos del país intermediario, por la otra Oficina de Correos, las cantidades que se adeuden a aquél por el transporte y el seguro de esos bultos, de acuerdo con los cuadros que se comunicarán mutuamente.

Artículo 8.

1. Cada bulto puede ser sujeto, a petición y en beneficio de la Oficina del país de destino, a un derecho adicional que no exceda de 25 céntimos por la entrega del mismo y por el cumplimiento de las formalidades que tenga que llenar al someterlo a las Oficinas de Aduanas. Este derecho se cobrará al destinatario.

2. El remitente de un bulto postal podrá obtener un aviso del recibo o entrega del mismo, mediante el pago de un derecho fijo de 50 céntimos, que pertenecerá por entero al país de origen. El doble de este derecho será aplicable a avisos de recibo, que se pidan con posterioridad a la imposición y a las solicitudes de informes, si el remitente no hubiera pagado ya el derecho especial de aviso de recibo.

Artículo 9.

1. A petición de los remitentes, los bultos serán entregados por mensajero especial, inmediatamente después de su llegada a la oficina de entrega.

2. Por estos envíos, que se calificarán « Bultos Expresos », y que los remitentes rotularán con esas palabras en lugar visible de los mismos, pagarán los referidos remitentes un derecho extra de 50 céntimos. Este derecho se abonará a la Administración de Correos de destino, la cual queda en libertad de entregar al destinatario por mensajeros especiales, el bulto, o un aviso del mismo.

3. Cuando el domicilio del destinatario de un bulto expreso se encuentre fuera del límite de distribución gratuita de la oficina de destino, esta oficina podrá cobrar por la entrega del bulto o por el aviso de que se presente a recibirlo, un derecho complementario que no exceda del precio fijado para la entrega por expreso en el servicio interno del país de destino, de cuyo derecho se descontará el especial pagado por el remitente.

4. Por una sola vez se tratarán de entregar por mensajero especial los bultos expresos o sus avisos. Después de una tentativa infructuosa, dejará de considerarse el bulto como expreso, y se efectuará su entrega en las condiciones determinadas para los bultos ordinarios.

Artikel 6.

1. Die auszutauschenden Postpakete können bis zum Höchstbetrage von 1000 Goldfranken mit Wertangabe versehen sein. Über den Zeitpunkt, von dem ab Postpakete mit Wertangabe zugelassen sein sollen, verständigen sich die beiden vertragschliessenden Postverwaltungen besonders.
2. Die Ursprungsverwaltung ist berechtigt, für ihre Rechnung vom Einlieferer eines Pakets mit Wertangabe eine Bearbeitungsgebühr, die nicht mehr als 50 Centimen betragen darf, und eine Versicherungsgebühr zu erheben, die insgesamt 50 Centimen für je 300 Franken der versicherten Summe nicht übersteigen darf.
3. Der Bestimmungsverwaltung sind von der Versicherungsgebühr 5 Centimen für je 300 Franken oder einer Teil von 300 Franken zu vergüten. Dazu kommen für den Seediens 10 Centimen für je 300 Franken oder einen Teil von 300 Franken, falls die Bestimmungsverwaltung die Seebeförderung besorgt.

Artikel 7.

Wenn es sich um Pakete aus einem der beiden Länder oder aus einem Hinterlande handelt, die an das zweite Land zum Durchgang weitergegeben werden, so werden der Postverwaltung des Vermittlungslandes von der anderen Postverwaltung diejenigen Beförderungs- und Versicherungsgebühren vergütet, die nach den gegenseitig zu überweisenden Verzeichnissen für jene Pakete zu vergüten sind.

Artikel 8.

1. Jedes Paket kann auf Wunsch und zu Gunsten der Verwaltung des Bestimmungslandes, einer Zuschlaggebühr von höchstens 50 Centimen unterworfen werden für die Bestellung des Pakets und für die Erfüllung der Förmlichkeiten, denen die Sendung bei der Überlieferung an die Zollverwaltung unterliegt. Diese Gebühr wird vom Empfänger eingezogen.
2. Der Absender eines Postpakets kann einen Rückschein über den Empfang oder die Aushändigung desselben erlangen gegen Zahlung einer festen Gebühr von 50 Centimen, die ungeteilt dem Ursprungslande zufällt. Das Doppelte dieser Gebühr kann für RückscHEINE erhoben werden, die erst nach der Einlieferung des Pakets verlangt werden, sowie für etwaige Nachfragen, wenn der Absender nicht schon die besondere Gebühr für einen Rückschein gezahlt hat.

Artikel 9.

1. Auf Wunsch der Absender können die Pakete sofort nach ihrer Ankunft bei der Bestimmungs-postanstalt durch besonderen Boten bestellt werden.
2. Für diese Sendungen, welche « Eilpakete » heissen und von den Absendern an deutlich sichtbarer Stelle als solche zu bezeichnen sind, bezahlen die Absender eine besondere Gebühr von 50 Centimen. Diese Gebühr wird der Postverwaltung des Bestimmungslandes vergütet, der es frei steht, dem Empfänger durch besonderen Boten das Paket oder eine Benachrichtigung darüber zustellen zu lassen.
3. Wenn der Empfänger eines Eilpaketes ausserhalb des Freibestellbezirks der Bestimmungs-postanstalt wohnt, kann diese Postanstalt für die Bestellung des Paketes oder der Benachrichtigung von dem Empfänger eine Ergänzungsgebühr erheben, welche die für die Bestellung im inneren Verkehr des Bestimmungslandes festgesetzte Gebühr nach Abzug der vom Absender vorausbezahlten besonderen Gebühr nicht übersteigen darf.
4. Die Eilpakete oder die zugehörigen Benachrichtigungen werden hinsichtlich ihrer Bestellung nur *ein* Mal als Eilsendungen behandelt. War der erste Bestellversuch vergeblich, so wird das Paket nicht mehr als Eilpaket angesehen; die Aushändigung ertolgt alsdann nach den Bestimmungen für gewöhnliche Pakete.

5. En caso de reexpedici n de un bulto expreso a otro pa s, antes de que se haya tratado de hacer su entrega por mensajero especial, el derecho de entrega por expreso se abonará a la Administración de Correos del país de nuevo destino, siempre que dicha Administración se haga cargo de hacer la entrega por expreso. En caso contrario el derecho será retenido por la Administración de primer destino y lo propio se hará cuando no se puedan entregar los bultos.

Artículo 10.

1. Los bultos a que se aplica el presente Convenio no podrán sujetarse a ningún recargo postal que no sean los previstos por los diferentes artículos de este Convenio. La Administración de destino está facultada para cobrar a los destinatarios un derecho de almacenaje por los bultos dirigidos a lista de Correos o por los que no hayan sido retirados de Correos en el plazo estipulado por los reglamentos de cada país. En caso de reexpedición o de devolución al remitente, sigue el derecho al paquete en provecho de la oficina que impuso al paquete este derecho. Sólo podrán ser gravados con los derechos de Aduanas que estrictamente les correspondan por el aforo de su contenido conforme a los Aranceles o Reglamentos aduaneros del país de destino.

2. Todos los bultos admisibles que se depositen en el Correo de un país con destino al otro, serán generalmente libres de toda detención o inspección aduanera exceptuando solamente los casos que las leyes y reglamentos del país de origen relativos al servicio de bultos postales prescriben para la examinación de las suficiencias de exportación y para fines sanitarios. El contenido de los bultos asegurados dirigidos a lugares de la República de Cuba no deberá ser inspeccionado sino en presencia de los destinatarios o sus representantes legales, excepto en los casos en que aparezca renuncien a ese derecho, lo cual se entenderá después de un segundo requerimiento sin resultado.

3. Los bultos destinados a países extranjeros que se cursen por mediación de cualquiera de las dos Administraciones contratantes no podrán ser gravados con derechos de Aduanas ni impuesto alguno en el tránsito de la Administración intermediaria. Los bultos que se devuelvan al país de origen y los que se reexpidan a otros países, tampoco podrán ser gravados con derechos de Aduanas, por lo que se anularán los que hubieren causado.

Artículo 11.

1. Los derechos de Aduanas u otras cargas no postales, por regla general serán pagados por el receptor de los bultos, no obstante podrá el remitente hacerse cargo de satisfacer esos gastos y otros que se originen en el país de su destino (por derechos de Aduanas, entrega al receptor etc.) participando anticipadamente ese deseo suyo a la oficina de imposición y dando garantía a la misma de que pagar  esos gastos cuando se le reclamen.

2. Por el trabajo que proporciona este servicio a la Oficina de imposición podrá cobrar para sí un derecho que no exceda de un franco por bulto. Tamb n podrá cobrar por adelantado al remitente las cantidades que considere suficientes para sufragar los derechos que deberán satisfacerse.

Artículo 12.

Por la reexpedición de un país a otro, de bultos admisibles, así como por la devolución de los mismos cuando no hayan podido ser entregados se cobrará un derecho suplementario que corresponde a los derechos fijados por los artículos 4 y p rrafo 2 del 6, de este Convenio, al destinatario o al remitente, segun sea el caso.

5. Wird ein Eilpaket nach einem anderen Lande nachgesandt, bevor der Versuch der Bestellung durch besonderen Boten gemacht worden ist, so wird die Eilbestellgebühr der Postverwaltung des neuen Bestimmungslandes vergütet, natürlich unter der Voraussetzung, dass jene Verwaltung sich mit der Eilbestellung von Paketen befasst. Im entgegengesetzten Falle verbleibt die Gebühr der Verwaltung des ersten Bestimmungslandes, und das gleiche geschieht, wenn die Pakete nicht bestellt werden können.

Artikel 10.

1. Die Pakete, auf welche die vorliegende Übereinkunft Anwendung findet, dürfen keinen anderen Postgebühren als den in den verschiedenen Artikeln dieser Übereinkunft vorgesehenen, unterworfen werden. Das Bestimmungsland kann von den Empfängern für postlagernde Pakete oder für solche Pakete, die nicht in der nach innerer Vorschrift dieses Landes festgesetzten Frist von der Post abgeholt werden, eine Lagergebühr erheben. Bei der Nach- oder Rücksendung bleibt das Paket mit dieser Gebühr zugunsten der Verwaltung, die sie angesetzt hat, belastet. Mit Zollgebühren dürfen die Pakete nur so weit belastet werden, als der Wert ihres Inhalts entsprechend den Zollvorschriften und der Zollgebührenordnung des Bestimmungslandes dies zulässt.

2. Alle Pakete, die bei der Post des einen Landes nach dem anderen Lande aufgeliefert werden, sollen nur insoweit einer Verzögerung und zollamtlichen Prüfung unterliegen, als dies durch die Gesetze und Verordnungen des Aufgabelandes zur Prüfung der Ausfuhrfähigkeit und aus gesundheitspolizeilichen Gründen für den Paketverkehr nach dem Ausland allgemein vorgeschrieben ist. Der Inhalt der nach Orten der Republik Kuba gerichteten Pakete mit Wertangabe darf nur in Gegenwart der Empfänger oder ihrer gesetzmässigen Vertreter besichtigt werden, falls sie nicht auf dieses Recht verzichten. Dies wird angenommen, wenn eine zweimalige Aufforderung zum Erscheinen erfolglos war.

3. Die nach fremden Ländern gerichteten Pakete, die durch Vermittlung irgend einer der beiden vertragschliessenden Verwaltungen weitergesandt werden, dürfen beim Durchgang von der vermittelnden Verwaltung nicht mit Zollgebühren oder sonstigen Abgaben irgend welcher Art belastet werden. Ebensowenig dürfen die Pakete, die nach dem Aufgabelande zurück — oder nach anderen Ländern weitergesandt werden —, mit Zollgebühren belastet werden; etwaige Gebühren dieser Art sind vielmehr niederzuschlagen.

Artikel 11.

1. Die Zollgebühren oder anderen nicht postmässigen Gebühren sind in der Regel von den Empfängern der Pakete zu zahlen; jedoch kann auch der Absender die Zahlung dieser und sonstiger im Bestimmungslande auf den Paketen haftender Gebühren (für Verzollung, Zustellung an den Empfänger usw.) übernehmen, wenn er diesen seinen Wunsch vorher der Aufgabeanstalt mitteilt und dem Aufgabelande gegenüber hinreichende Gewähr dafür übernimmt, dass er jene Gebühren, wenn man sie von ihm einfordert, bezahlen wird.

2. Für die Arbeit, welche dieser Dienst verursacht, kann die Aufgabe-Verwaltung zu ihren Gunsten eine Gebühr erheben, die einen Franken für jedes Paket nicht übersteigt. Die Aufgabe-Postanstalt darf im voraus vom Absender den Betrag erheben, den sie zur Bezahlung der fraglichen Gebühren für genügend hält.

Artikel 12.

Für die Nachsendung zulässiger Pakete von einem Lande nach einem anderen, sowie für die Rücksendung derselben im Falle der Unbestellbarkeit wird, je nach Lage des Falles, vom Empfänger oder vom Absender eine Nachgebühr eingezogen, die den in den Artikeln 4 und 6 § 2 dieser Übereinkunft festgesetzten Gebühren entspricht.

Artículo 13.

I. Queda prohibido expedir, por este sistema, bultos que contengan :

a) Materias explosivas o inflamables, y en general, todo objeto o sustancia cuyo transporte sea peligroso en cualquier sentido.

b) Publicaciones que violen las leyes de propiedad literaria del país de destino, billetes, noticias o circulares de loterías, objetos obscenos o inmorales y artículos cuya admisión no esté autorizada por las leyes aduaneras u otras leyes y disposiciones del país de destino.

c) Opio, morfina, cocaína y otros hipnóticos en el caso de que la Oficina de destino no admita estas condiciones con un fin medicinal.

d) Animales o insectos vivos excepto las abejas convenientemente envasadas.

e) Animales o insectos muertos que no estén perfectamente disecados. Frutas y vegetales que puedan descomponerse. Sustancias que exhalen mal olor y las grasosas, líquidas o susceptibles de licuarse a las en polvos secos, todas si no están acondicionadas conforme a lo prescrito por el Reglamento de la Convención Postal Universal. Objetos que por su naturaleza o por no estar bien envasados estén expuestos a deteriorarse o puedan ensuciar o averiar la demás correspondencia o las valijas dedicadas a su transportación.

2. Asimismo queda prohibido incluir en los bultos postales : cartas y cuanto bajo esta denominación comprende la Unión Postal Universal, tarjetas postales o cualquier nota que tenga carácter de correspondencia actual o personal. Así como los objetos de correspondencia de toda naturaleza llevando otra dirección que no sea la del destinatario del bulto. Podrá no obstante, incluir en cada bulto una nota expresando el nombre y la dirección del remitente y del destinatario, así como el detalle del contenido y su valor.

3. Queda igualmente prohibido remitir por este sistema : monedas acuñadas de cualquier clase, artículos de oro o plata, joyas u otros objetos preciosos o de valor, de un país a otro, en bultos que no estén asegurados.

4. Los bultos que caigan bajo las prohibiciones de las secciones 1 y 3 de este artículo, y que hayan sido mal admitidos en la expedición, deberán ser devueltos a la oficina de origen, salvo el caso de que las leyes y reglamentos del país de destino tuviesen establecido el disponer de ellos de otra manera. Sin embargo, las materias explosivas inflamables y por lo general peligrosas, no se devolverán al país de origen, sino que se destruirán en el acto por la Administración que las descubra, dando cuenta detallada del caso a la Administración de origen, para que pueda ejercitar contra los remitentes la acción que determinen sus leyes y reglamentos.

5. Los remitentes de los bultos que contengan alguno de los objetos prohibidos en este artículo perderán todo derecho a ser indemnizados por concepto alguno, en cualquier reclamación que sobre ello establecieran, y serán responsables del daño o perjuicio que causaren. Ahora bien, si el perjuicio que causaren se limitase simplemente a algún deterioro de otra correspondencia, el bulto no será entregado al destinatario, ni devuelto a la oficina de origen para restituirlo al remitente, en tanto que no haya pagado la indemnización obligatoria correspondiente. Sin embargo, la suma desembolsada le será restituida si la indemnización no fuere pagada al que tuviese derecho a ella, dentro del plazo reglamentario. En caso de que el remitente se negase o no llegase a reembolsar el daño causado, su envío quedará a disposición de la Administración que haya reconocido la obligación de indemnizar.

6. Ambas Administraciones se cambiarán recíprocamente una relación de aquellos artículos que a pesar de ser transportables por este sistema, su importación esté prohibida en el país respectivo

Artikel 13.

I. Von der Beförderung ausgeschlossen bleiben Pakete, welche enthalten :

a) Explodierbare oder entzündliche Stoffe und, im allgemeinen, alle Gegenstände oder Bestandteile, deren Beförderung in irgend einer Hinsicht gefährlich ist.

b) Bücher und Drucksachen, die die Gesetze über das literarische Eigentum des Bestimmungslandes verletzen. Lose Anzeigen und Rundschreiben von Lotterien. Unsittliche oder unmoralische Gegenstände und Waren, deren Zulassung durch die Zoll- oder sonstigen Gesetze und Verordnungen des Bestimmungslandes nicht gestattet ist.

c) Opium, Morphinum, Kokain und andere Betäubungsmittel wenn das Bestimmungsland diese Mittel nicht zu medizinischen Zwecken zulässt.

d) Lebende Tiere oder Insekten, mit Ausnahme der Bienen, wenn sie ordnungsmässig verpackt sind.

e) Tote Tiere oder Insekten, die nicht vollkommen getrocknet sind, Früchte und Pflanzenstoffe, die in Zersetzung übergehen können, Stoffe die einen schlechten Geruch ausströmen, und Fette (sowohl flüssige, als auch solche, die leicht schmelzen, ferner solche in trockener Pulverform), wenn sie nicht den Vorschriften der Vollzugsordnung zum Weltpostvertrag entsprechend beschaffen sind. Gegenstände, die ihrer natürlichen Beschaffenheit nach oder infolge ungenügender Verpackung der Beschädigung ausgesetzt sind, oder welche die übrigen Sendungen und die zur Beförderung benutzten Behältniss beschmutzen oder beschädigen können.

2. Ebenso ist es verboten, in die Postpakete Briefe und alles, was der Weltpostverein unter dieser Bezeichnung versteht, ferner Postkarten oder irgendwelche Mitteilung die die Eigenschaft wirklicher und persönlicher Mitteilung hat, einzulegen, desgleichen Briefpostgegenstände jeder Art, die eine andere Anschrift als die des Paketempfängers tragen. Es ist jedoch gestattet, in jedes Paket eine Rechnung einzulegen, welche den Namen und die Anschrift des Absenders und des Empfängers, sowie die Einzelaufführung des Inhalts und seines Wertes enthält.

3. Ebenso ist es verboten, in Postpaketen ohne Wertangabe von einem nach dem andern Land zu versenden : Gemünztes Geld jeder Art, Gold- und Silbersachen, Juwelen oder andere kostbare oder wertvolle Gegenstände.

4. Pakete, die nach Absatz 1 und 3 dieses Artikels verboten, aber zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden sind, werden nach dem Aufgabeorte zurückgesandt, wenn nicht nach den Gesetzen und Verordnungen des Bestimmungslandes anderweit damit zu verfahren ist. Explodierbare, leicht entzündliche und sonstige gefährliche Stoffe werden nicht nach dem Aufgabeorte zurückgesandt, sondern von derjenigen Verwaltung, die das Vorhandensein dieser Gegenstände bemerkt, auf der Stelle vernichtet. Der Aufgabeverwaltung wird über den Fall möglichst eingehende Nachricht gegeben, damit sie gegen die Absender auf Grund ihrer Gesetze und Verordnungen einschreiten kann.

5. Die Absender solcher Pakete, die irgend einen der in diesem Artikel verbotenen Gegenstände enthalten, verlieren jeden Anspruch auf Schadenersatz irgend welcher Art und sind verantwortlich für den Schaden oder Nachteil den sie verursachen. Wenn der verursachte Nachteil sich lediglich auf die Beschädigung anderer Sendungen beschränkt, so wird das Paket weder an den Empfänger ausgehändigt, noch an die Aufgabeverwaltung zwecks Rückgabe an den Absender zurückgesandt, solange nicht der Absender für den entstandenen Schaden den vorgeschriebenen Ersatz geleistet hat. Jedoch wird ihm die gezahlte Summe zurückgegeben, wenn der Ersatzbetrag nicht innerhalb der vorschriftsmässigen Frist an den rechtmässigen Empfänger hat ausgezahlt werden können. Falls der Absender sich weigert oder nicht in der Lage ist, den verursachten Schaden zu ersetzen, verbleibt seine Sendung zur Verfügung derjenigen Verwaltung welche die Verpflichtung, Schadenersatz zu leisten, anerkannt hat.

6. Beide Verwaltungen teilen sich ein Verzeichnis derjenigen Gegenstände mit, die, obwohl zur Beförderung in Postpaketen geeignet, von der Einfuhr in das Bestimmungsland nach den

de destino por las leyes y Reglamentos de Aduanas y que no se detallan en los párrafos 1 y 3 anteriores.

Cuando no haya tal comunicación deberán ser válidos los datos que están contenidos en la lista de los objetos prohibidos « *Liste des objets interdits* » publicada por la Oficina Internacional de la Unión Postal. Sin embargo, en caso de que cursen objetos comprendidos entre los prohibidos, la Administración remitente no incurrirá en responsabilidad exigible por la de destino. La responsabilidad en que a su vez hayan incurrido los remitentes por este motivo sólo se hará efectiva procediendo con las mercancías, según su clase, en la forma que se establece en el presente artículo.

Artículo 14.

1. Si en un bulto postal se advirtiese, antes de ser cursado al otro país, alguna correspondencia prohibida en la sección 2 del anterior artículo 13, que pudiese separarse del bulto, se podrá expedir en el Correo separadamente, sin perjuicio de exigir al remitente la responsabilidad a que, con arreglo a lo prescrito por las leyes y reglamentos del país de origen, se hubiese hecho acreedor.

2. En el caso de que, por inadvertencia, se diese curso a alguna carta contenida en un bulto, el país de destino cobrará por ella doble porte, con arreglo a las disposiciones de la Convención Postal Universal, poniendo el hecho en conocimiento de la Administración de origen, para que esa pueda ejercitar la acción que contra el remitente establezcan sus leyes y reglamentos, si lo cree conveniente.

3. Los bultos postales no podrán contener otros menores con direcciones diferentes de la que aparezca en la envoltura principal y común.

4. Si tales bultos o paquetes se encontrasen, serán conducidos separadamente, cobrándose por cada uno de ellos nuevo porte, y en caso de cambio de destino, el recargo correspondiente.

Artículo 15.

1. Salvo los casos que reconozcan por causa fuerza mayor, en todos los casos de pérdida, despojo, avería o que, por consecuencia de demora fuerza mayor, en todos los casos de pérdida, despojo, avería o que, por consecuencia de demora negligente en su tramitación, el contenido del bulto haya perdido todo su valor y, excepto aquellos en que no puedan comprobarse, el remitente, y a su defecto el destinatario, tendrá derecho a una indemnización que corresponda al importe real de la pérdida, del despojo o de la avería causada, a menos que provenga de falta o negligencia del remitente, o de la naturaleza del efecto remitido. En ningún caso la indemnización podrá superar para los bultos ordinarios, de 10 francos por bulto hasta el peso de un kilo, 25 francos por bulto de uno a cinco kilos y para los bultos con valor declarado por el total de este valor.

No se toman en consideración los perjuicios indirectos o los pagos no realizados.

La indemnización se calcula según el precio corriente de la mercancía de la misma naturaleza y calidad en el lugar y la época en que fué aceptada para su transporte. A falta de precio corriente, la indemnización se calcula según el valor ordinario de la mercancía evaluada sobre las mismas bases.

En caso de pérdida, destrucción o expoliación completa de un bulto, el expedidor tendrá derecho, a más de la indemnización, a la restitución de los gastos de expedición. Lo mismo ocurre con los envíos rehusados por los destinatarios a causa de su mal estado, siempre que aquél no sea imputable al servicio postal y que origine, por consiguiente, responsabilidad para las Administraciones en cuestión. Cuando una reclamación ha sido motivada por una falta del correo, los gastos postales de la reclamación serán restituidos al expedidor.

El destinatario que se ha hecho cargo de un bulto robado o averiado, haciendo las reservas oportunas, tiene derecho a la indemnización reglamentaria.

bestehenden Zollgesetzen und Verordnungen ausgeschlossen und die im Absatz nicht besonders aufgeführt sind. Soweit eine derartige Mitteilung nicht erfolgt, sollen die Angaben gelten, die in der vom Internationalen Büro des Weltpostvereins herausgegebenen «*Liste des Objets interdits*» für die vertragschliessenden Länder enthalten sind. Wenn Gegenstände, die von der Beförderung ausgeschlossen sind, dem Verbot zuwider zur Absendung gelangen, so ist die absendende Verwaltung dem Bestimmungslande gegenüber hierfür nicht verantwortlich. Die Verantwortlichkeit, welche den Absendern aus diesem Grunde zufällt, beschränkt sich lediglich darauf, dass die Waren je nach ihrer Gattung der Behandlung unterliegen, die im vorliegenden Artikel vorgeschrieben ist.

Artikel 14.

1. Wenn in einem Postpakete vor seiner Weitersendung nach einem anderen Lande einer der in Absatz 2 des vorgehenden Artikels 13 verbotenen Briefpostgegenstände vorgefunden wird, und wenn es zugänglich ist, diesen Briefpostgegenstand von dem Pakete zu trennen, so wird derselbe getrennt zur Absendung gebracht, unbeschadet der Verantwortlichkeit, die dem Absender nach Massgabe der Gesetze und Verordnungen des Aufgabelandes etwa zufällt.

2. Wenn versehentlich ein Brief in einem Pakete zur Absendung gelangt, so erhebt das Bestimmungsland für ihn die doppelte Gebühr nach den Bestimmungen des Weltpostvereins; ausserdem bringt es das Vorkommnis zur Kenntnis der Aufgabeverwaltung, damit diese, wenn sie es für angemessen hält, gegen den Absender nach Massgabe ihrer Gesetze und Verordnungen vorgehen kann.

3. Die Pakete dürfen nicht in kleinere Pakete mit Aufschriften, die von der Aufschrift der gemeinsamen Hauptverpackung verschieden sind, enthalten.

4. Werden solche Pakete vorgefunden, so werden sie einzeln weitergeleitet, indem für jedes Paket besondere Gebühren und falls der Bestimmungsort sich ändert, die entsprechenden Nachsendungsgebühren erhoben werden.

Artikel 15.

1. Ausser in Fällen höherer Gewalt hat in allen Fällen des Verlustes, der Beraubung oder der Beschädigung oder wenn infolge fahrlässiger Verzögerung der Beförderung der Inhalt des Pakets seinen ganzen Wert verloren hat — ausgenommen die Fälle, in denen ein Schaden nicht festzustellen ist — der Absender oder in Ermangelung desselben der Empfänger Anspruch auf eine Entschädigung, die dem wirklichen Betrag des verursachten Verlustes, der Beraubung oder der Beschädigung entspricht; es sei denn, dass der Verlust pp. durch eigene Schuld oder Fahrlässigkeit des Absenders oder durch die natürliche Beschaffenheit des versandten Gegenstandes verursacht worden ist. In keinem Falle darf der Ersatzbetrag bei gewöhnlichen Paketen 10 Franken für ein Paket bis zum Gewicht von 1 Kilogramm, 25 Franken für ein Paket von mehr als 1 bis 5 Kilogramm und bei Wertpaketen den Betrag der Wertangabe übersteigen.

Mittelbarer Schaden oder entgangener Gewinn bleiben ausser Betracht.

Die Entschädigung wird nach dem gemeinen Handelswert berechnet, den Waren gleicher Art und Beschaffenheit am Tage der Einlieferung an den Versandort hatten. In Ermangelung eines Handelswertes wird die Entschädigung nach dem gemeinen Wert der Ware berechnet, der nach denselben Grundsätzen festzustellen ist.

Wenn für den Verlust, für den völligen Verderb oder die vollständige Beraubung eines Pakets Ersatz zu leisten ist, hat der Absender ausserdem Anspruch auf Erstattung der Beförderungsgebühren. Das gleiche ist der Fall bei Sendungen, deren Annahme vom Empfänger wegen ihres schlechten Zustandes verweigert wird, sofern die Post dafür verantwortlich und haftbar ist. Ist durch Verschulden der Post eine Nachfrage veranlasst worden, so werden dem Absender auch die postseitig erhobenen Nachfragekosten erstattet.

Der Empfänger, der ein beraubtes oder beschädigtes Paket unter Vorbehalt angenommen hat, hat Anspruch auf den ordnungsmässigen Schadenersatz.

El derecho de seguro pertenece, en todos estos casos, a las Administraciones de Correos.

2. La obligación de pagar indemnización será de cargo de la Administración de que dependa la Oficina remitente. A esa Administración, se le reserva un recurso contra la Administración responsable, para resarcirse es decir, contra la Administración en cuyo territorio o servicio haya tenido lugar la pérdida, el despojo, la avería o la demora negligente.

3. Mientras no se demuestre lo contrario, la responsabilidad recaerá sobre la Administración que habiendo recibido el bulto sin hacer ningún reparo, no pueda probar su entrega al destinatario, o cuando se trate de un bulto de tránsito a la Administración siguiente.

4. El pago de la indemnización por la Oficina expedidora debe verificarse lo más pronto posible, y a más tardar en el plazo de un año, a partir del día de la reclamación.

Dicha Oficina está facultada para diferir la indemnización reglamentaria en el plazo precitado cuando no haya podido averiguarse la suerte del objeto buscado, la importancia del daño o cuando la responsabilidad no haya podido concretarse por razones extrañas al servicio postal (fuerza mayor, por ejemplo).

Sin embargo, la Oficina de origen queda autorizada para indemnizar al expedidor por cuenta de la Oficina intermediaria o destinataria que haya dejado transcurrir seis meses sin dar solución al asunto ; este plazo se prolonga a nueve meses para las relaciones con los países de ultramar.

La Oficina responsable o por cuenta de la cual el pago se ha efectuado, de conformidad con el párrafo precedente, está obligada a reembolsar a la Oficina expedidora el total de la indemnización, en un plazo de tres meses, a partir del aviso de pago. Este reembolso se efectuará sin gastos para la Oficina acreedora, sea por vía de descuento ; sea por medio de un giro postal o de una letra, sea en documentos que tengan curso en el país acreedor. En caso contrario, el importe de la indemnización se repite de oficio descontándolo al país responsable, ya directamente, ya por mediación de la primera Oficina de tránsito, que cargue a su vez el importe sobre la siguiente, y así sucesivamente se repite la operación hasta que la suma pagada haya sido llevada al debe de la Oficina responsable. Transcurrido el plazo de tres meses, el importe debido a la Oficina expedidora produce un interés a razón de siete por ciento al año a contar desde el día de la expiración de dicho plazo.

La Oficina cuya responsabilidad esté debidamente comprobada, y que desde el principio haya declinado el pago de la indemnización, debe además tomar a su cargo todos los gastos accesorios resultante del retraso no justificado en el pago.

5. Queda entendido que no se admitirá ninguna solicitud de indemnización a menos que se presente dentro del año de la imposición del bulto, una vez transcurrido este término, no tendrá derecho alguno a indemnización el solicitanté.

6. La Administración por cuenta de la cual se verifica el reembolso del importe de los valores declarados en los bultos no llegados a su destino se subroga de todos los derechos de propietario.

7. Si la pérdida, despojo o avería hubiese ocurrido durante el curso del transporte entre las Oficinas de Cambio de los dos países, y no fuere posible determinar en qué territorio o servicio hubiere tenido lugar la pérdida, el despojo o la avería, cada Administración pagará la mitad de la indemnización.

Para los envíos dirigidos a Lista de Correos o conservados a instancia a la disposición de los destinatarios, la responsabilidad cesa por la entrega a una persona que haya justificado su identidad, según las reglas en vigor en el país de destino y cuyos nombres y cualidades estén conforme a las indicaciones de las señas.

8. Las Administraciones dejan de ser responsables de los bultos de los cuales se hayan hecho cargo los interesados, e inmediatamente que éstos firmen recibo por los mismos ; así como de los bultos de los que no puedan dar cuenta a consecuencia de la destrucción de documentos del servicio a causa de fuerza mayor.

Igualmente cesa toda responsabilidad en los casos de pérdidas o averías de los bultos originados por incendios, inundaciones, accidentes ferroviarios o marítimos, o por cualquier otro motivo análogo que pueda atribuirse a causa de fuerza mayor.

Die Versicherungsgebühr verbleibt in allen Fällen den Postverwaltungen.

2. Die Verpflichtung, Ersatz zu leisten liegt derjenigen Verwaltung ob, der die Aufgabepostanstalt unterstellt ist. Dieser Verwaltung bleibt vorbehalten, ihren Anspruch gegen die verantwortliche Verwaltung, das heisst diejenige, in deren Gebiet oder Dienstbereich der Verlust, die Beraubung, die Beschädigung oder die fahrlässige Verzögerung in der Beförderung eingetreten ist, geltend zu machen.

3. So lange nicht das Gegenteil bewiesen wird, fällt die Verantwortlichkeit derjenigen Verwaltung zu, welche nach unbeanstandeter Übernahme des Pakets die Aushändigung an den Empfänger oder, wenn es sich um eine Durchgangssendung handelt, die Weitergabe an die folgende Verwaltung nicht nachweisen kann.

4. Der Ersatzbetrag soll von der Verwaltung des Aufgabelandes sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage der Nachfrage an gerechnet, gezahlt werden.

Die genannte Verwaltung kann die Ersatzleistung ausnahmsweise über diese Frist hinausschieben, wenn sie über den Verbleib der vermissten Sendung oder über den Umfang des Schadens noch nicht sicher unterrichtet oder wenn die Frage der Verantwortlichkeit aus Gründen, die nicht im Postbetrieb liegen (z. B. höhere Gewalt), noch nicht geklärt ist.

Die Aufgabeverwaltung ist jedoch berechtigt, den Absender für Rechnung der Zwischen- oder der Bestimmungsverwaltung zu entschädigen, wenn diese, nachdem die Sache ordnungsmässig anhängig gemacht worden ist, sechs, und im Verkehr mit überseeischen Ländern neun Monate hat verstreichen lassen, ohne sie zu erledigen.

Die verantwortliche oder diejenige Verwaltung, für deren Rechnung eine Zahlung gemäss vorstehenden Absatz geleistet wird, ist verpflichtet, der Aufgabeverwaltung den Ersatzbetrag innerhalb drei Monaten nach erfolgter Benachrichtigung zu erstatten. Diese Erstattung geschieht ohne Kosten für die Gläubigerverwaltung auf dem Abrechnungswege, durch Postanweisung oder Wechsel, oder in Münzen, die im Gläubigerland umlauffähig sind. Im Abrechnungswege wird der Ersatzbetrag bei dem verantwortlichen Land entweder unmittelbar oder durch Vermittlung der nächsten Durchgangsverwaltung eingezogen. Diese stellt sich ihrerseits den Betrag der folgenden Verwaltung gegenüber in Forderung, ein Verfahren, das sich wiederholt, bis der ausgelegte Betrag der verantwortlichen Verwaltung in Schuld gestellt worden ist. Nach Ablauf der drei Monate verzinst sich die der Aufgabeverwaltung geschuldete Summe mit jährlich 7 v H, und zwar vom Tage des Ablaufs dieser Frist an.

Wenn eine Verwaltung, deren Verantwortlichkeit gehörig festgestellt ist, anfangs die Zahlung der Entschädigung abgelehnt hat, so muss sie ausserdem alle Nebenkosten tragen, die aus der nicht gerechtfertigten Verzögerung der Zahlung entstehen.

5. Anträge auf Schadenersatz sind nur zulässig innerhalb eines Jahres, vom Tage nach dem der Aufgabe des Pakets ab gerechnet; nach Ablauf dieser Frist hat der Antragsteller keinerlei Anspruch auf Schadenersatz.

6. Die Verwaltung, für deren Rechnung die Ersatzleistung für abhanden gekommene Wertpakete erfolgt, tritt in alle Rechte des Eigentümers ein.

Wenn der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung während der Beförderung stattgefunden hat und nicht festzustellen ist auf welchem Gebiete oder in welchem Dienstbereiche der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung erfolgt ist, so zahlt jede Verwaltung die Hälfte des Ersatzbetrags.

Die Verantwortlichkeit für postlagernde oder sonst zur Abholung bereitgehaltene Sendungen hört auf, sobald sie an eine Person ausgehändigt sind, die sich nach den im Bestimmungsland geltenden Vorschriften ausgewiesen hat, und deren Namen und Stand mit den Angaben in der Aufschrift übereinstimmen.

8. Die Verwaltungen sind nicht mehr verantwortlich für Postpakete, die von den Empfangsberechtigten u. U. gegen vorherige Quittung in Empfang genommen worden sind oder über die kein Nachweis geführt werden kann, weil die bezüglichen Dienstpapiere durch höhere Gewalt vernichtet worden sind. Ebenso besteht keine Verantwortlichkeit in Fällen von Verlusten oder Beschädigungen, die auf Brand, Überschwemmungen, Eisenbahn- und Seeunfälle oder auf ähnliche durch höhere Gewalt veranlassten Einflüsse zurückzuführen sind.

Artículo 16.

1. Los bultos postales deberán ser envasados cuidadosamente y cerrados de tal manera que sea imposible examinar el contenido sin dejar huellas de la violación.

2. No se admitirá para su transmisión ningún bulto que no reúna las condiciones de seguridad y protección expresadas.

3. Los remitentes están en la obligación, además, de poner a cada bulto su dirección respectiva, y de acompañarlo con un boletín de expedición y con las declaraciones aduanales de su contenido que sean necesarias y que habrán de formular con sujeción a los modelos que se adopten.

4. Ningún bulto podrá asegurarse por ninguna cantidad mayor del valor real de su contenido.

5. Caso de que el remitente de un bulto asegurado con intención de defraudar, declarase su contenido de mayor valor que el real, perderá todo derecho a reclamar indemnización alguna ; y el cumplimiento de esta regla no se opondrá a ningún procedimiento legal admitido por las leyes del país de origen, que podrá ejercitarse contra el remitente.

Artículo 17.

1. La legislación interior de cada uno de los países contratantes será aplicable a todo aquello que no esté previsto por las estipulaciones contenidas en el presente Convenio y en el Reglamento de ejecución del mismo.

2. Ambas Administraciones designarán las oficinas y lugares que sean propios para el cambio internacional de bultos postales, comunicándose oficialmente y con la debida oportunidad ; reglamentarán la forma de transmisión de estos bultos y dictarán, de común acuerdo, todas las demás medidas de orden y detalle que estimen necesarias para asegurar la ejecución del presente convenio.

Artículo 18.

La Administración remitente tiene la obligación de procurar la entrega de los bultos postales en las Oficinas de Cambio del otro país, y hará la conducción por su cuenta y bajo su responsabilidad, valiéndose de los medios de transporte que determine. Sin embargo, cuando el país de destino provea entre ambos países el tránsito marítimo que admite el artículo 4 de este Convenio y, con arreglo a lo que por el mismo se prescribe, perciba el porte marítimo, la entrega a bordo de los vapores con que preste el servicio el país de destino, se considerará a los efectos de este artículo, por el país que remite, como si la entrega se hiciese en una de las Oficinas de Cambio en el territorio del otro país.

Artículo 19.

El cambio de bultos entre las oficinas de ambos países designadas al efecto, se efectuará a elección de la Administración remitente, en valijas, sacos, etc., de su propiedad, cerrados y sellados. Estos envases deberán siempre estar marcados con la inscripción de « *Paquetes Postales* ». Cada Administración devolverá por el correo inmediato al de su recibo las valijas, sacos, etc., que reciba de la otra, utilizándolos también para sus envíos, si lo estimare conveniente.

Artículo 20.

1. La liquidación de portes que, recíprocamente, tengan que abonarse ambos países se practicará en la forma que de común acuerdo convengan entre sí las Administraciones de Correos respectivas.

Artikel 16.

1. Die Postpakete müssen sorgfältig verpackt und derart verschlossen sein, dass es unmöglich ist, den Inhalt zu prüfen, ohne deutliche Spuren der Verletzung zu hinterlassen.

2. Zur Beförderung wird kein Paket zugelassen, das nicht in der angegebenen Weise sicher und geschützt verpackt ist.

3. Ausserdem sind die Absender verpflichtet, auf jedes Paket die entsprechende Aufschrift zu setzen und dem Pakete eine Paketkarte und die erforderlichen Zollinhaltsklärungen, welche den vorgeschriebenen Mustern entsprechen müssen, beizufügen.

4. Kein Paket darf eine Wertangabe tragen, die höher ist, als der wirkliche Wert des Inhalts.

5. Wenn der Absender eines Wertpakets in betrügerischer Absicht eine den wirklichen Wert des Inhalts übersteigende Wertangabe macht, so verliert er jedes Anrecht auf Schadenersatz ; die Anwendung dieser Bestimmung schliesst nicht aus, dass ausserdem gegen den Absender gemäss den Gesetzen des Ursprungslandes strafweise vorgegangen wird.

Artikel 17.

1. Die innere Gesetzgebung jedes der beiden vertragschliessenden Länder ist anwendbar, soweit nicht durch die Festsetzungen der gegenwärtigen Übereinkunft und der zugehörigen Vollzugsordnung etwas anderes vorgesehen ist.

2. Beide Verwaltungen bezeichnen die Anstalten und Orte, die am Auslands-Paketaustausch teilnehmen können, und teilen dieselben einander amtlich rechtzeitig mit ; sie regeln die Art der Versendung der Pakete und setzen in gemeinsamem Einverständnis alle übrigen Einzelvorschriften fest, welche zur Ausführung dieser Übereinkunft notwendig erscheinen.

Artikel 18.

Die Aufgabeverwaltung hat die Verpflichtung, für die Beförderung der Postpakete bis zu den Auswechslungspostanstalten des anderen Landes Sorge zu tragen ; sie besorgt diese Beförderung für ihre Rechnung und unter ihrer Verantwortlichkeit, indem sie die ihr gut erscheinenden Beförderungsmittel benützt. Wenn jedoch das Bestimmungsland zwischen beiden Ländern die im Artikel 4 dieser Übereinkunft bezeichnete Seebeförderung ausführt und gemäss den Bestimmungen dieses Artikels die Seebeförderungsgebühr erhält, so gilt die Ablieferung der Pakete an Bord der Schiffe, mit denen das Bestimmungsland den Dienst ausführt, im Sinne dieses Artikels für das Absendungsland als gleichwertig der Ablieferung an eine der Auswechslungspostanstalten im Gebiete des anderen Landes.

Artikel 19.

Der Paketaustausch zwischen den zu diesem Zwecke bestimmten Postanstalten beider Länder erfolgt nach Wahl der Absendungsverwaltung in verschlossenen und versiegelten Beuteln, Säcken usw., die ihr gehören. Diese Behältnisse müssen immer die Aufschrift « Postpakete » (*Paquetes Postales*) tragen.

Jede Verwaltung sendet mit nächster Post die Beutel, Säcke usw., die sie von der anderen erhält, zurück sie kann dieselben hierbei, wenn es zweckmässig erscheint, auch für ihre Versande benutzen.

Artikel 20.

1. Die Abrechnung über die Gebührenbeträge, die beide Länder einander zu vergüten haben, erfolgt in der zwischen beiden Postverwaltungen zu verabredenden Weise.

2. Las Administraciones de ambos países quedan facultadas para que puedan, en virtud de mutuo acuerdo, exceptuar, por motivos de inseguridad o por otras causas, algunas oficinas de correos de cada país ya designadas antes para este servicio del recibo o despacho de bultos postales estipulado por este Convenio. De la misma manera podrán establecer condiciones, cuando lo estimen oportuno, para la admisión de bultos embarazosos hasta de 10 kilogramos de peso, así como para la de bultos gravados de reembolsos.

3. Cada país se reserva el derecho de hacer ejecutar las cláusulas del presente Convenio por las Empresas de Ferrocarriles y Navegación de que dispongan.

4. Podrá al mismo tiempo limitar este servicio a los bultos que tengan su procedencia o destino en localidades servidas por esas Empresas.

Artículo 21.

1. Este Convenio comenzará a tener efecto el día que fijen de común acuerdo las Administraciones de Correos de los países contratantes.

2. Si durante el primer año de la ejecución del presente Convenio no hubiese surgido dificultad alguna en su práctica a juicio de una de las Administraciones contratantes, sea por motivo de la contabilidad o por cualquier otra causa, continuará en vigor el Convenio hasta que una de ambas haya anunciado a la otra, con un año de anticipación, su deseo de suspenderlo o terminarlo.

Artículo 22.

El presente Convenio y su Reglamento anexo serán ratificados y las ratificaciones canjeadas en esta capital tan pronto como fuere posible.

En fe de lo cual, los respectivos plenipotenciarios han firmado el presente Convenio en español y en alemán, fijando sus sellos al efecto.

Hecho por duplicado, en la Habana el día catorce de junio de mil novecientos veintiocho.

REGLAMENTO DE EJECUCION DEL CONVENIO PARA EL CAMBIO DE BULTOS POSTALES ENTRE CUBA Y ALEMANIA.

I.

1. El cambio de bultos postales en despachos cerrados se efectuará por medio de las Compañías de Navegación de que cada país disponga.

2. Las partes contratantes se reservan, sin embargo, el derecho de usar a la vez otra vía, si de común acuerdo reconocen su utilidad.

3. Mientras las dos Administraciones estén conformes, el cambio entre ambas se efectuará por los vapores correos de las líneas « Hamburg-América », « Lloyd Norte Alemán » y « Ozean Linie » que hacen viajes entre la Habana y Hamburgo.

4. Como Oficinas de Cambio, quedan fijadas hasta nueva disposición, las oficinas de correos de los puertos de arribo de los vapores de esas Compañías ; o sea para Cuba, la oficina de Correos de la Habana, y para Alemania, la oficina de Correos de Hamburgo Número 7.

2. Beiden Verwaltungen steht — in gegenseitigem Einvernehmen — die Berechtigung zu, wegen öffentlicher Unsicherheit oder aus anderen Gründen einzelne Postanstalten vom Empfang oder von der Absendung von Postpaketen auszuschliessen, auch wenn sie früher als am Postpaketdienst teilnehmend bezeichnet worden waren.

In derselben Weise können, wenn es angezeigt erscheint, Bedingungen für die Zulassung schwererer Pakete bis zum Gewicht von 10 Kilogramm, sowie für Pakete, die mit Nachnahme belastet sind, festgesetzt werden.

3. Jedes Land behält sich das Recht vor, die Bestimmungen gegenwärtiger Übereinkunft von den Eisenbahn- und Schiffsverkehrs-Unternehmungen, über die es verfügt, zur Ausführung bringen zu lassen.

4. Jedes Land kann gleichzeitig den Postpaketdienst auf Sendungen aus und nach solchen Orten beschränken, die von diesen Unternehmungen bedient werden.

Artikel 21.

1. Diese Übereinkunft tritt an dem Tage in Wirksamkeit, den die Postverwaltungen der beiden vertragschliessenden Länder in gemeinschaftlichem Einvernehmen festsetzen.

2. Wenn sich nicht nach Ansicht einer der *beiden* vertragschliessenden Verwaltungen während des ersten Jahres der Ausübung der Übereinkunft im Dienstbetriebe Schwierigkeiten irgend welcher Art — sei es hinsichtlich der Abrechnung oder in anderer Weise — ergeben haben, so bleibt die Übereinkunft so lange in Kraft, bis etwa eine der beiden Verwaltungen der andern — mit einer Kündigungsfrist von einem Jahre — mitteilt, dass sie die zeitweise oder gänzliche Aufhebung der Übereinkunft wünscht.

Artikel 22.

Die gegenwärtige Übereinkunft und die dazugehörige Vollzugsordnung sollen ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Havana ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Übereinkunft in deutscher und spanischer Sprache unterschrieben und ihre Siegel begedrückt.

Doppelt ausgefertigt in Havana am vierzehnten Juni eintausendneunhundertachtundzwanzig.

VOLLZUGSORDNUNG ZUR ÜBEREINKUNFT, BETREFFEND DEN AUSTAUSCH VON POSTPAKETEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK KUBA.

I.

1. Der Paketaustausch in geschlossenen Posten erfolgt durch Vermittlung der Schiffsgesellschaften, die jedem Lande zur Verfügung stehen.

2. Die vertragschliessenden Teile behalten sich indessen vor, zeitweise auch einen anderen Weg zu benutzen, wenn sie dies im gemeinsamen Einvernehmen für nützlich halten.

3. Wenn beide Verwaltungen einverstanden sind, erfolgt der Paketaustausch zwischen ihnen durch die Postdampfer der « Hamburg-Amerika-Linie » des « Norddeutschen Lloyd » und der « Ozean Linie », welche Fahrten zwischen Havana und Hamburg ausführen.

4. Als Auswechslungspostanstalten werden bis auf weiteres die Postanstalten der Häfen bestimmt, wo die Dampfer jener Gesellschaften ankommen; also für Kuba die Postanstalt in Havana, und für Deutschland die Postanstalt Hamburg 7.

II.

1. Las Administraciones Postales se comunicarán mutuamente, de cuando en cuando y si hubiere lugar a ello cuáles son los servicios marítimos regulares que puedan emplearse para el transporte de los bultos.

2. Las dos Administraciones, de previo acuerdo preliminar con los países interesados, se comunicarán mutuamente, de tiempo en tiempo, por medio de cuadros iguales o análogos al modelo A, anexo al presente Reglamento, y en el orden siguiente, la relación :

a) De los países con los que puedan cambiarse bultos postales por su conducto.

b) Las rutas disponibles para el tránsito que puedan seguir dichos paquetes desde el punto de entrada en su territorio o en su servicio.

c) El total de los gastos que la Administración remitente deba pagar para cada país.

d) Informes relativos si se acepta el seguro, y en qué forma y proporción.

3. En vista de estos cuadros, cada Administración notificará a la otra los países con los cuales acepta el cambio de bultos ; fijará las rutas que hayan de emplearse para la trasmisión de sus bultos postales y determinará los portes y demás gastos postales que hayan de cobrarse a los remitentes, según las condiciones con que se efectúe el transporte intermediario.

III.

Los bultos postales que se impongan no deberán exceder de 5 kilogramos de peso, ni tener dimensiones mayores de 125 centímetros en cualquier dirección, y 55 decímetros cúbicos de volumen.

IV.

1. No se aceptará ningún bulto que no lleve la dirección exacta del destinatario en caracteres latinos para su transporte por este servicio. Las direcciones escritas con lápiz no se admiten ; sin embargo, se aceptan para transporte los bultos cuya dirección esté escrita con lápiz tinta sobre fondo previamente humedecido. La dirección debe ir inscripta sobre el embalaje mismo del envío o estar sujeta sólidamente de manera que no se pueda desatar. Se recomienda insertar en el envío una copia de la dirección.

2. Todo bulto deberá estar envasado de manera adecuada para resistir la duración del transporte y prestar la debida protección a su contenido prescribiéndose además las siguientes formas de acondicionamiento :

a) Los objetos de vidrio, cristal, porcelana, etc., deberán ser sólidamente envasados (cajas de metal, madera, cuero o cartón ondulado de sólida calidad) de manera a evitar todo peligro para las correspondencias y los agentes postales

b) Los líquidos, incluso los dulces en almíbar, grasas, aceites y cuerpos fácilmente licuables deberán estar contenidos en doble envase. Entre el primero herméticamente cerrado (botella, frasco, orza, caja, etc.) y el segundo (caja de metal, de cartón ondulado de sólida calidad de cuero fuerte y grueso o de madera resistente) se reservará, si es posible, un espacio que deberá rellenarse de serrín, algodón, afrecho o cualquiera otra materia absorbente o protectora.

c) Los cuerpos difícilmente licuables, dulces en pasta, jabón blando, resinas, etc., cuyo transporte ofrece menos inconveniente, deberán ser contenidos en una primera

II.

1. Die Postverwaltungen teilen sich gegebenenfalls mit, welche regelmässigen Dampferverbindungen für die Versendung der Pakete in Frage kommen.

2. Nach vorheriger Verständigung mit den beteiligten Ländern teilen sich die beiden Verwaltungen von Zeit zu Zeit durch Verzeichnisse, die dem anliegenden Muster A gleich oder ähnlich sind, folgendes in der angegebenen Reihenfolge mit :

- a) die Länder, mit denen durch ihre Vermittlung Postpakete ausgetauscht werden können,
- b) die Beförderungswege, welche für die Leitung jener Pakete vom Orte des Eintritts in ihr Gebiet oder in ihren Dienstbereich ab zur Verfügung stehen,
- c) den Gesamtbetrag der Vergütungen, die die absendende Verwaltung für jedes Land zahlen muss.
- d) ob Wertangabe zulässig ist, und in welcher Weise und bis zu welchem Betrage.

3. Gemäss diesen Verzeichnissen teilt jede Verwaltung der anderen mit, mit welchen Ländern sie Postpakete auszutauschen beabsichtigt, sie bestimmt die Leitwege, die für die Weitersendung der von ihr herrührenden Pakete zu benutzen sind und setzt die Freigebühren und die sonstigen Postgebühren, welche von den Absendern zu erheben sind, nach Massgabe der Bedingungen, unter denen die Weitersendung vermittelt wird, fest.

III.

Die eingelieferten Pakete dürfen nicht schwerer sein als 5 Kilogramm und in keiner Richtung die Länge von 125 Zentimeter übersteigen ; ihr Rauminhalt soll nicht mehr als 55 Kubikdezimeter betragen.

IV.

1. Zur Beförderung als Postpakete werden nur solche Sendungen angenommen, welche die genaue Anschrift des Empfängers in lateinischen Buchstaben tragen. Es ist nicht gestattet, die Aufschrift mittels Stifts zu schreiben ; jedoch werden zur Beförderung Pakete zugelassen, deren Aufschrift mit Tintenstift auf vorher angefeuchteter Schreibfläche hergestellt ist. Die Aufschrift muss auf die Umhüllung des Pakets selbst niedergeschrieben werden oder daran derart haltbar befestigt sein, dass sie sich nicht loslösen kann. Es empfiehlt sich in die Sendung ein Doppel der Anschrift einzulegen.

2. Jedes Paket muss in einer Weise verpackt sein, die der Dauer der Beförderung angemessen ist und seinen Inhalt gebührend sichert. Ausserdem wird folgende Beschaffenheit vorgeschrieben :

a) Die Gegenstände aus Glas, Kristall, Porzellan usw. müssen haltbar verpackt sein (Kisten aus Metall, Holz, Leder oder starker Wellpappe) dergestalt, dass jede Gefahr für die übrigen Sendungen und für die Postbeamten vermieden wird.

b) Die Flüssigkeiten, einschliesslich der Süssigkeiten in flüssige Zucker, Fette, Öle- und leicht schmelzbare Stoffe müssen in doppelter Verpackung enthalten sein. Zwischen der ersten luftdicht verschlossenen Verpackung (Flasche, Gefäss, Topf, Büchse usw.) und der zweiten (Kiste aus Metall, von starker Wellpappe, von starkem und dickem Leder oder widerstandsfähigem Holz) soll, wenn möglich, ein Zwischenraum gelassen werden, welcher mit Sägespänen, Baumwolle, Kleie oder einem anderen aufsaugenden Stoffe auszufüllen ist.

c) Die schwer schmelzbaren Stoffe Süssigkeiten in Teigform, weiche Seife, Harze usw., deren Beförderung weniger Bedenken bietet, müssen in einer ersten Umhüllung

cubierta (caja, saco de tela, pergamino, etc.) colocada a su vez dentro de una segunda caja de madera, metal o cuero fuerte y grueso.

d) Cuerpos colorantes como anilina etc, se admiten solamente en cajas de lata resistentes las que a su vez deberán ser contenidas en cajas de madera; el espacio entre ambos embalajes debe ser relleno de serrín. Los polvos secos no colorantes pueden ser colocados en cajas de metal, madera o cartón las que a su vez deberán ser encerradas en un saco de tela o pergamino.

e) Las abejas vivas deberán estar contenidas en cajas dispuestas de manera de evitar todo peligro.

3. El envase de todo bulto deberá ser de tal naturaleza o estar acondicionado de tal forma que no permita tocar el contenido sin dejar huella aparente de la violación. Sin embargo, los bultos compuestos de cestos vacíos o de objetos bastos de paja, se aceptarán sin envase, a condición de que dichos objetos estén contenidos unos dentro de otros y conservados por una amarra sólida de modo que forme un sólo bulto, que no pueda deshacerse y ofrezca resistencia suficiente al cambio de forma.

4. Todo bulto y los asegurados por lo menos, deberán estar cerrados con sellos idénticos de lacre, o por plomos con imprentilla o marca especial habitual del expedidor, aplicados en número suficiente para garantizar la inviolabilidad del envío.

5. Todo bulto asegurado tendrá que llevar, tanto en su cubierta como en el boletín de expedición, una indicación en letras y guarismos de la cantidad por la cual está asegurado, sin enmendaduras ni adiciones. Cuando se exprese esta indicación en moneda oficial de Cuba o de Alemania, el remitente o la Oficina de Correos del país de origen deberá indicar con nuevos guarismos, colocados al lado o debajo de los otros, el equivalente en francos o céntimos.

V.

1. Cada bulto deberá estar acompañado de un boletín de expedición y de declaraciones de Aduanas, iguales o análogas a los modelos B y C anexos. Las Administraciones se participarán mutuamente el número de declaraciones de Aduanas, que deban acompañarse para cada país de destino.

2. El remitente de toda nota bulto postal puede, por una nota sobre el revés del boletín de expedición, y sobre el bulto mismo disponer lo que deba hacerse con su envío, en caso de no poderse entregar. Esta disposición del remitente no podrá extenderse a mas

a) que el bulto le sea devuelto inmediatamente.

b) que la dirección del bulto sea rectificadada o completada.

c) que el bulto sea remitido a otro destinatario o que sea reexpedido a otro punto para ser entregado al destinatario primitivo o a otra persona.

d) que se avise nuevamente al destinatario primitivo.

e) que se venda el bulto a riesgo y ventura del remitente, o que se considere como abandonado.

f) que el bulto sea remitido al destinatario sin cobrarse los gastos de Aduanas u otros gastos con que el bulto esté gravado.

3. Las fórmulas de boletines de expedición y demás impresos para el servicio entre ambos países deberán estar redactados en español o alemán, con traducción sublineal en francés.

4. Deberá consignarse en el boletín de expedición la ascendencia del porte pagado, cuando no se indique por medio de sellos de correos puestos en el mismo. Los boletines de expedición que acompañen los bultos asegurados deberán llevar la indicación del valor asegurado, según las reglas mencionadas en el párrafo 5 del artículo IV de este Reglamento.

(Kästchen, Büchse, Leinensack, Pergament usw.) enthalten sein, die ihrerseits in eine zweite (Kiste aus Holz, Metall oder aus starkem und dickem Leder) verpackt ist.

d) Abfärbende Stoffe wie Anilin usw. werden nur in widerstandsfähigen Blechkasten zugelassen, die ihrerseits in Holzkisten mit Sägespänen zwischen den beiden Verpackungen unterzubringen sind, nicht abfärbende trockene Pulver können in Kisten aus Metall, Holz oder Pappe verpackt werden, welche ihrerseits in Säcken aus Leinwand oder Pergament eingeschlossen sein müssen.

e) Lebende Bienen müssen in Kisten verpackt sein, die so beschaffen sind, dass jede Gefahr ausgeschlossen ist.

3. Die Verpackung jedes Pakets muss derart beschaffen sein, dass es nicht möglich ist, dem Inhalte beizukommen, ohne offensichtliche Spuren der Verletzung zu hinterlassen. Jedoch können die aus Körben oder rohen Strohgeflechtwaren bestehenden Pakete ohne Verpackung angenommen werden, wenn die fraglichen Gegenstände einer im anderem enthalten und mit einer festen Umschnürung derart versehen sind, dass sie ein einziges Paket darstellen, das sich nicht auflösen kann, und das jedem Wechsel der Form genügenden Widerstand entgegengesetzt.

4. Alle Pakete sollen, die Wertpakete aber müssen mittels Siegeln von Lack oder mittels Bleisiegel verschlossen sein, wobei die Verschlüsse unter sich gleich sein und ein besonderes Gepräge oder Kennzeichen des Absenders tragen müssen. Die Siegel sind so zahlreich anzubringen, dass sie die Unverletzlichkeit der Sendung gewährleisten.

5. Jedes Wertpaket muss sowohl in der Aufschrift selbst als auch auf der Paketkarte in Buchstaben und Zahlen die Angabe des Wertbetrags ohne Änderungen oder Zusätze tragen. Wenn diese Angabe in der amtlichen kubanischen oder deutschen Währung geschieht so muss der Absender oder die Postanstalt des Aufgabelandes daneben oder darunter den Gegenwert in Goldfranken in Zahlen angeben.

V.

1. Jedes Paket muss von einer Paketkarte und von Zollinhaltserklärungen begleitet sein, welche den anliegenden Mustern B und C gleich oder ähnlich sind. Die Verwaltungen teilen sich gegenseitig mit, wieviel Zollinhaltserklärungen den Paketen für jedes Bestimmungsland beizugeben sind.

2. Der Absender eines Pakets kann durch einen Vermerk auf der Rückseite der Paketkarte und auf dem Paket selbst Bestimmung darüber treffen, was mit der Sendung im Falle der Unbestellbarkeit geschehen soll. Die Verfügung des Absenders kann sich darauf erstrecken,

a) dass das Paket sofort an ihn zurückgesandt wird,

b) dass die Anschrift des Pakets berichtigt oder vervollständigt wird ;

c) dass das Paket an einen anderen Empfänger ausgehändigt oder dass es zur Aushändigung an den ursprünglichen Empfänger oder an eine andere Person nach einem anderen Orte nachgesandt wird,

d) dass der ursprüngliche Empfänger noch einmal benachrichtigt wird,

e) dass das Paket auf Rechnung und Gefahr des Absenders verkauft oder als preisgegeben behandelt wird,

f) dass das Paket dem Empfänger frei von Zoll- oder anderen Kosten, mit denen es belastet ist, ausgehändigt wird.

3. Die Vordrucke zu den Paketkarten und die sonstigen Drucksachen für den Dienst zwischen beiden Ländern müssen in spanischer oder deutscher Sprache abgefasst sein ; darunter muss eine französische Übersetzung stehen.

4. Auf der Paketkarte ist der Betrag der gezahlten Freigebühr zu vermerken, wenn er nicht mittels Postfreimarken auf der Paketkarte verrechnet ist. Die Paketkarten zu den Wertpaketen müssen die Angabe des Wertes gemäss den Bestimmungen des § 5 des Artikels IV der vorliegenden Vollzugsordnung tragen.

5. El peso exacto en gramos de cada bulto asegurado, así como el peso en kilogramos y medios kilogramos cuando menos, de los no asegurados, deberá inscribirse por la oficina de origen en la cubierta del bulto y en el boletín de expedición, en el lugar reservado al efecto.

6. Las Administraciones no se hacen reponsables de la exactitud de las declaraciones de Aduanas.

VI.

1. Cada bulto, así como el boletín de expedición que al mismo se refiera, deberán llevar pegado una etiqueta de papel blanco, igual o análoga al modelo D anexo, que indique el número de registro y el nombre de la oficina de imposición. Una misma oficina de origen no podrá emplear al mismo tiempo dos o más series de etiquetas u órdenes de numeración, salvo el caso en que las series de ellas se completen con un carácter distintivo.

2. Estampará además la oficina de origen en el boletín de expedición el sello de la misma con los datos de lugar y fecha de la imposición.

3. Cada bulto asegurado, así como el boletín de expedición correspondiente, deberán llevar una etiqueta roja con la inscripción « Valeur déclarée ».

4. Los bultos expresos, así como sus boletines de expedición, deberán llevar además de la indicación del remitente, la impresión de un sello o una etiqueta pegada que tenga la palabra « Expreso » en caracteres gruesos y claros.

5. Cuando los bultos contengan monedas, efectos de oro o plata u otros artículos de valor, y en general, cuando estén asegurados, las etiquetas prescritas en los párrafos de este artículo, así como los sellos de franqueo que a ellos hubiesen de adherirse, deberán pegarse espaciados de manera que no puedan servir para ocultar las lesiones del embalaje y no deberán pegarse a la vez sobre dos caras de la cubierta en forma que cubra sus bordes.

VII.

1. Todo bulto que haya de entregarse al destinatario libre de gastos, deberá llevar sobre la dirección, así como sobre el boletín de expedición, una etiqueta de color con las palabras en letras gruesas « Libre de todo derecho » o « Libre de derechos de Aduana solamente » y será acompañado de un boletín de franqueo con arreglo al modelo E anexo. Estos bultos deberán distinguirse también en la hoja de ruta o factura de bultos por una anotación en la columna de observaciones.

2. La Oficina destinataria que ha realizado el pago de Aduanas por cuenta del remitente llena el anverso del boletín de franqueo mencionado en el párrafo precedente, consignando los particulares relativos a los derechos y gastos pagaderos por el bulto, y deberá devolver el boletín acompañado de los recibos que otorguen las Oficinas de Aduanas, lo más pronto posible, a la Oficina de Cambio destinataria que convierte en francos de oro el derecho total pagadero por el remitente y después envía el boletín de Aduana a la Oficina de Cambio del país de origen.

VIII.

1. Cuando un remitente solicite aviso de recibo de un bulto postal la Oficina de origen lo mencionará en lugar visible de la cubierta de dicho bulto, y también en el boletín de expedición, poniendo la indicación « Aviso de recibo », bien sea manuscrita o un sello. Además, la Oficina de Cambio remitente señalará dicho bulto por medio de una anotación correspondiente en la columna « Observaciones » de la factura, a renglón seguido del asiento descriptivo.

5. Bei jedem Wertpaket ist das genaue Gewicht in Gramm, bei jedem gewöhnlichen Paket das Gewicht in ganzen und halben Kilogramm seitens der Aufgabepostanstalt auf der Umhüllung des Pakets und auf der Paketkarte an der hierfür bestimmten Stelle niederzuschreiben.

6. Die Verwaltungen übernehmen keine Gewähr für die Richtigkeit der Angaben in den Zollinhaltserklärungen.

VI.

1. Jedes Paket nebst der zugehörigen Paketkarte muss mit einem dem anliegenden Muster D gleichen oder ähnlichen Zettel aus weissem Papier beklebt sein, auf dem die Aufgabennummer und der Name der Aufgabepostanstalt angegeben ist. Ein und dieselbe Aufgabepostanstalt darf nicht gleichzeitig zwei oder mehr Reihen von Beklebezetteln verwenden, wenn sie nicht ein Unterscheidungszeichen tragen.

2. Ferner druckt die Aufgabepostanstalt auf der Paketkarte ihren Stempel mit der Angabe des Einlieferungsortes und Tages ab.

3. Jedes Paket mit Wertangabe sowie die zugehörige Begleitkarte muss einen roten Zettel mit der Angabe « Valeur déclarée » tragen.

4. Die Eilpakete müssen, ebenso wie die zugehörigen Begleitkarten ausser der bezüglichen Angabe des Absenders noch den Abdruck eines Stempels oder einen aufgeklebten Zettel mit dem Worte « Eilbote » (*expreso*) in fetten und klaren Buchstaben tragen.

5. Wenn die Pakete gemünztes Geld, Gold- oder Silbersachen oder andere Wertgegenstände enthalten, und — allgemein — wenn sie eine Wertangabe tragen, müssen die in den Paragraphen dieses Artikels vorgeschriebenen Zettel und die etwa aufzuklebenden Freimarken in Abstand von einander aufgeklebt werden, sodass sie nicht dazu dienen können, Beschädigungen der Umhüllung zu verbergen; auch dürfen sie nicht gleichzeitig auf zwei Seiten der Umhüllung aufgeklebt werden, dergestalt, dass sie die Ränder bedecken.

VII.

1. Jedes Paket, welches dem Empfänger frei von Kosten ausgehändigt werden soll, muss in der Aufschrift und auf der Paketkarte einen farbigen Zettel mit den in fetten Buchstaben angegebenen Worten « frei von allen Kosten » oder « frei nur von Zollgebühren » tragen und von einem Zettel, der dem anliegenden Muster E gleich oder ähnlich ist, begleitet sein. Diese Pakete müssen auch in den Frachtkarten durch einen entsprechenden Hinweis in der Spalte « Bemerkungen » gekennzeichnet sein.

2. Die Postanstalt des Bestimmungslandes, welche die Verzollung für Rechnung des Absenders besorgt hat, füllt die Rückseite des im vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Zollgebührenzettels aus, indem sie darin alle Einzelheiten hinsichtlich der für das Paket zu zahlenden Gebühren und Auslagen vermerkt, und sendet den Zollgebührenzettel zusammen mit den von den Zollämtern auszustellenden Quittungen sobald als möglich an die Auswechslungspostanstalt des Bestimmungslandes, von welcher der vom Absender zu zahlende Gesamtbetrag der Gebühren usw. in Goldfranken umzurechnen und der Zollgebührenzettel alsdann der Auswechslungspostanstalt des Aufgabelandes zu übersenden ist.

VIII.

1. Wenn ein Absender einen Rückschein über ein Paket verlangt so vermerkt die Aufgabepostanstalt dieses an sichtbarer Stelle der Umhüllung des Pakets und auf der Paketkarte selbst, indem sie handschriftlich oder durch Abdruck eines Stempels die Angabe « Rückschein » macht. Die absendende Auswechslungspostanstalt kennzeichnet das Paket ausserdem mittels eines entsprechenden Vermerks in der Spalte « Bemerkungen » der Frachtkarte bei der betreffenden Eintragung.

2. La fórmula de aviso de recibo se proveerá y llenará por la Administración remitente. Si no llegase a la oficina de destino, ésta suplirá y extenderá, sin estipendio, un nuevo aviso de recibo.

3. La Oficina de destino, después que termine de llenar debidamente la fórmula, la devolverá al remitente del bulto abierta y franca de derecho.

4. Cuando el remitente solicite aviso de recibo de un bulto postal con posterioridad a la imposición del mismo, la Administración remitente del bulto reproducirá en una fórmula de aviso de recibo, la descripción exacta del mismo (oficina de origen, fecha de imposición, número, dirección, etc.). Esta fórmula se agregará a una reclamación de bultos, igual o análoga al modelo F anexo en el que haya adherido antes un sello de Correos que represente el derecho designado en el Artículo 8 § 2 del Convenio y se tramitará, de Administración a Administración, tratándose según las prescripciones del Artículo XII siguiente, con la excepción de que en caso de entrega regular del bulto a que el aviso de recibo se refiera, la oficina de destino retirará la fórmula F y devolverá el aviso de recibo debidamente llenado al remitente del bulto, de la manera prescrita por el párrafo 3 precedente.

5. Si un aviso de recibo pedido en forma por el remitente, en el momento de la imposición del bulto no llegase dentro de un plazo prudencial a la oficina de origen, se procederá, para reclamar el aviso que falta, conforme a las reglas establecidas en el párrafo 4 que precede. La oficina de Correos del país de origen anotará en la parte superior del Aviso de Recibo la mención « Duplicado del Aviso de Recibo » etc.

IX.

1. Los bultos deberán anotarse por la Oficina de Cambio remitente en una factura de bultos igual o análoga al modelo G anexo al presente Reglamento, con todos los detalles que indica dicho modelo. Los boletines de expedición, declaraciones de Aduanas, y los avisos de franqueo, avisos de recibo, y recibo de Aduanas, si los hubiere, se unirán de una manera segura a la factura de bultos.

2. Cada Oficina de Cambio remitente numerará las facturas que envíe a cada Oficina de Cambio del país de destino en la esquina superior izquierda con una numeración correlativa anual; el último número del año pasado debe ser anotado en la factura de la remisión primera del año siguiente.

X.

1. Al inscribirse un bulto, para ser entregado inmediatamente después de la llegada, en la factura de bultos, deberá consignarse la palabra « *Expreso* » en frente de su anotación en la columna de Observaciones.

2. Los bultos expresos remitidos en una expedición deberán colocarse juntos, y siempre que sea posible, en el receptáculo que contenga las facturas de bultos y demás documentos. Cuando no se haga así, deberá indicarse con una etiqueta especial el envase que contenga los bultos expresos.

XI.

1. Al recibir una factura de remisión de bultos, la oficina de Cambio destinataria, procederá a la confrontación de los bultos postales con las diversas indicaciones contenidas en dicho documento, y, en su caso, participará la falta de ellos o cualquiera otra irregularidad, por medio de un boletín de verificación igual o análogo al modelo H anexo, que se enviará sin demora a la oficina remitente, bajo certificación oficial.

Además, se remitirá un duplicado del boletín de verificación por la Administración destinataria a la Administración de que dependa la Oficina de Cambio que hizo la remisión verificada.

2. Für die Befügung und Ausfüllung des Rückscheinvordrucks hat die absendende Verwaltung Sorge zu tragen. Geht der Vordruck der Bestimmungspostanstalt nicht zu, so hat diese ohne Berechnung besonderer Gebühren einen neuen Rückschein auszufertigen.

3. Die Bestimmungspostanstalt sendet den gehörig ausgefüllten Vordruck an den Absender des Pakets offen und gebührenfrei zurück.

4. Wenn der Absender eines Pakets nach der Auflieferung der Sendung nachträglich einen Rückschein verlangt, so gibt die absendende Verwaltung auf einem Rückscheinvordruck eine genaue Beschreibung des Pakets (Aufgabepostanstalt, Tag der Einlieferung, Nummer, Aufschrift usw.). Dieser Vordruck wird einem Laufscheiben für Pakete gleich oder ähnlich dem anliegenden Muster F, auf dem vorher die im Artikel 8 § 2 der Übereinkunft bestimmte Gebühr in Freimarken zu verrechnen ist, beifügt und von Verwaltung zu Verwaltung weitergegeben, indem er entsprechend den Vorschriften des nachstehenden Artikels XII behandelt wird mit der Massgabe, dass im Falle der ordnungsmässigen Aushändigung des Pakets, auf das sich der Rückschein bezieht, die Bestimmungspostanstalt den Vordruck F zurückbehält und den ordnungsmässig ausgefüllten Rückschein entsprechend den Vorschriften des vorstehenden § 3 an den Absender des Pakets zurücksendet.

5. Wenn ein vom Absender bei der Einlieferung eines Pakets ordnungsmässig verlangter Rückschein nicht binnen einem angemessenen Zeitraum an die Aufgabepostanstalt zurückgelangt, so wird zur Beschaffung des fehlenden Rückscheins in der im vorstehenden § 4 beschriebenen Weise verfahren. Die Aufgabepostanstalt versieht den Rückschein in diesem Falle im oberen Teile mit dem Vermerk « Doppel des Rückscheins usw. ».

IX.

1. Die Pakete sind von der absendenden Auswechslungspostanstalt in eine Frachtkarte, die dem der gegenwärtigen Vollzugsordnung beifügten Muster G gleich oder ähnlich ist, mit allen in dem Vordruck angeführten Einzelheiten, einzutragen. Die Paketkarten, die Zollinhalts-erklärungen, sowie z. F. die Zollgebührenzettel, die Rückscheine und die Zollquittungen werden in gesicherter Weise der Frachtkarte beifügt.

2. Jede absendende Auswechslungspostanstalt versieht die von ihr abgesandten Frachtkarten für jede Auswechslungspostanstalt des Bestimmungslandes in der linken oberen Ecke jährlich fortlaufend mit einer Nummer. Die letzte Nummer aus dem abgelaufenen Jahre muss in der Frachtkarte des ersten Kartenschlusses im folgenden Jahre vermerkt werden.

X.

1. Hinsichtlich der sofort nach ihrer Ankunft zu bestellenden Pakete ist in der Frachtkarte neben der betr. Eintragung in der Spalte « Bemerkungen » das Wort « Eilbote » (*expreso*) niederzuschreiben.

2. Die zu demselben Versande gehörigen Eilpakete sollen zusammen und zwar wenn möglich in dasjenige Behältnis verpackt werden, welches die Frachtkarten und die sonstigen Papiere enthält. Wenn nicht so verfahren wird, ist das Behältnis, welches die Eilpakete enthält, mittels besonderen Zettels entsprechend zu bezeichnen.

XI.

1. Beim Eingange einer Frachtkarte vergleicht die empfangende Auswechslungspostanstalt die Eintragungen in den Karten mit den Paketen selbst. Das Fehlen von Paketen oder jede sonstige Unregelmässigkeit wird mittels einer dem anliegenden Muster H gleichen oder ähnlichen Meldung unverzüglich der Absendungspostanstalt mitgeteilt. Die Meldung wird unter amtlicher Einschreibung versandt. Ausserdem wird ein Doppel der Meldung von der empfangenden Verwaltung derjenigen Verwaltung übersandt, welcher die Auswechslungspostanstalt, die den zu Ausstellungen Anlass gebenden Kartenschluss absandte, untersteht.

2. Las valijas deberán entregarse en buen estado. Sin embargo, no podrá rehusarse el recibo de una valija por causa de su mal estado.
3. Toda verificación se efectuará con el concurso de dos funcionarios de correos de la Oficina verificadora, y a menos de error evidente, prevalecerá sobre la declaración original.
4. La oficina remitente de los bultos al recibir un boletín de verificación después de examinarlo, lo devolverá suscrito y, si hubiere lugar, con sus observaciones.
5. Al encontrarse un envío cuya falta se hubiere señalado a la Oficina de Correos de Cambio remitente, se dirigirá a la misma oficina un segundo boletín de verificación anunciando recibo del envío.
6. Cuando la oficina destinataria no hubiese hecho llegar a la oficina remitente, por el primer correo, después de hecha la verificación, un boletín en que se hagan constar errores o irregularidades de cualquier clase, la ausencia de este documento equivaldrá a un acuse de recibo de valija y de su contenido, mientras no se pruebe lo contrario.
7. Todas las diferencias que puedan surgir en los abonos y en las cuentas entre las Oficinas de Cambio deberán notificarse a la oficina remitente por un boletín de verificación. Los boletines de verificación una vez en regla, deberán adjuntarse a las facturas de bultos a que se refieran. Las correcciones que no estén justificadas por comprobantes, no se admitirán en la revisión.
8. Los envases que se hayan de emplear para el transporte, llevarán sellos de lacre o plomo con marca especial de la Oficina de Cambio remitente, y esos sellos no deberán romperse sino por la Oficina de Cambio destinataria. Sin embargo, ambas Administraciones se reservan el derecho de cerrar sus valijas, cuando lo estimen conveniente, con candados de orden de numeración rotatoria, de cierre especial, que garanticen más la seguridad. Si se usa sello en el cierre, la factura de remisión deberá llevar la estampa de la marca especial usada en el cierre del mismo, y si candado, una anotación expresiva del número del mismo y del de orden rotativo del cierre.

XII.

1. Para las reclamaciones de bultos postales se usará una fórmula igual o análoga al modelo F ya citado. La Administración del país de origen, después de fijar los datos de trasmisión de los envíos de referencia al servicio siguiente, remitirá esas fórmulas directamente a la Administración de destino.
2. Cuando la Administración del país de destino esté en aptitud de suministrar los informes sobre la suerte definitiva del bulto reclamado, devolverá dicha fórmula a la Administración de origen con los informes del caso.
3. Cuando no pueda fijarse inmediatamente en el servicio del país de destino el paradero de un bulto que haya pasado a descubierto por varios servicios la Administración destinataria remitirá la fórmula a la Administración de origen. Esta Administración completará el impreso indicando en él los detalles de la trasmisión a la primera Administración intermediaria y le dirige después a esta Administración la que consigna las observaciones que correspondan y los datos de la trasmisión del envío en su servicio y los envía a la oficina siguiente, y así sucesivamente hasta que se haya fijado el paradero definitivo del bulto reclamado. La oficina que haya realizado la entrega al destinatario, o que, en su caso, no pueda fijar ni la entrega a la otra Administración, ni la trasmisión regular, hará constar el hecho en la fórmula y la devolverá a la oficina de origen.
4. Las Fórmulas F se tramitarán sin carta de envío, bajo sobres cerradores, y se certificarán siempre que se estime conveniente.

2. Die übersandten Kartenschlussbehältnisse müssen sich in gutem Zustande befinden. Die Annahme eines Behältnisses darf jedoch wegen schlechter Beschaffenheit nicht verweigert werden.

3. Jede Feststellung muss unter Beteiligung von zwei Postbeamten der feststellenden Anstalt vorgenommen werden ; sie gilt, ausser im Falle offensichtlichen Irrtums, mehr als die ursprünglichen Angaben.

4. Die Postanstalt, welche die Pakete absendet, prüft die Meldung, die ihr zugeht, und schickt sie unterschrieben und mit den etwaigen Bemerkungen versehen zurück.

5. Wenn eine Sendung, die der absendenden Auswechslungspostanstalt als fehlend gemeldet worden ist, sich vorfindet, so wird der betr. Postanstalt eine zweite Meldung zugesandt, in der der Empfang der betr. Sendung angezeigt wird.

6. Wenn die Bestimmungspostanstalt der Absendungspostanstalt eine Meldung über Versehen oder Unregelmässigkeiten irgend welcher Art nicht mittels der ersten nach der Feststellung sich darbietenden Postgelegenheit zugesandt hat, so gilt das Fehlen eines solchen Schriftstücks gleich einem Anerkenntnis über den Empfang des Kartenschlusses und seines Inhalts, es sei denn, dass das Gegenteil bewiesen werden kann.

7. Alle Unterschiede, welche sich hinsichtlich der zu vergütenden Beträge und der Aufrechnungen zwischen den Auswechslungspostanstalten ergeben, müssen der absendenden Postanstalt durch Meldung mitgeteilt werden. Die anerkannten Meldungen sind den Frachtkarten, auf welche sie sich beziehen, beizufügen. Die Änderungen, die nicht durch Beweisstücke belegt sind, werden bei Prüfung der Karten nicht anerkannt.

8. Die Behältnisse, die für den Versand der Pakete verwendet werden, müssen Lack- oder Bleisiegel mit besonderem Kennzeichen der absendenden Auswechslungspostanstalt tragen und diese Siegel dürfen nur von der empfangenden Auswechslungspostanstalt gelöst werden. Beide Verwaltungen behalten sich jedoch das Recht vor, ihre Behältnisse, wenn ihnen dies angemessen erscheint, mit Buchstabenschlössern (Kombinationsschlössern), die grössere Sicherheit bieten, zu verschliessen. Wenn Siegel zum Verschluss benutzt werden, so muss die Frachtkarte einen Abdruck des benutzten Siegels tragen. Werden Schlösser benutzt, so ist in der Karte die Nummer desselben und das betreffende eingestellte Stichwort zu vermerken.

XII.

1. Bei Nachfragen nach Postpaketen kommt ein Vordruck zur Anwendung, welcher dem oben erwähnten Muster F gleich oder ähnlich ist. Die Verwaltung des Aufgabelandes macht in dem Vordruck die Angaben, welche die Weitergabe des Pakets an die nächstfolgende Verwaltung betreffen, und übersendet sodann den Vordruck unmittelbar an die Bestimmungsverwaltung.

2. Wenn die Verwaltung des Bestimmungslandes die erforderlichen Angaben über den endgültigen Verbleib des Pakets, nach dem Nachfrage gehalten wird, liefern kann, sendet sie den Vordruck mit den erforderlichen Angaben versehen an die Aufgabeverwaltung zurück.

3. Wenn der Verbleib eines Pakets, das blossgehend durch das Gebiet mehrerer Länder befördert worden ist, im Bereich des Bestimmungslandes nicht sogleich ermittelt werden kann, so sendet die Bestimmungsverwaltung den Vordruck an die Aufgabeverwaltung zurück. Diese vervollständigt das Laufsreiben durch Eintragung der näheren Angaben über die Weitergabe an die erste Zwischenverwaltung und übersendet es dieser Verwaltung, die ihre Bemerkungen hinsichtlich der Weitergabe des Pakets in ihren Dienstbereich darin einträgt und es an die nächstfolgende Verwaltung weitersendet und so weiter, bis der endgültige Verbleib des fraglichen Pakets festgestellt ist. Die Verwaltung, welche die Aushändigung an den Empfänger bewirkt hat oder welche — gegebenenfalls — die Weitergabe an eine andere Verwaltung oder die ordnungsmässige Aushändigung nicht feststellen kann, vermerkt den Sachverhalt auf dem Vordruck und sendet diesen an die Aufgabeverwaltung zurück.

4. Die Vordrucke F werden — ohne besonderes Anschreiben — in verschlossenen Umschlägen, und zwar, soweit zweckmässig, stets unter Einschreibung versandt.

XIII.

1. Los bultos postales que se reciban mal encaminados, se reexpedirán a su destino por la vía más directa de que pueda disponer la oficina que note el error. Cuando esta reexpedición implique la devolución de los bultos a la oficina expedidora, se devolverán las cantidades abonadas a dicha Oficina. Se hará notar el error por medio de un boletín de verificación.

2. En otros casos, y si el saldo abonado a la oficina reexpedidora fuese insuficiente para cubrir los gastos de reexpedición que la misma tenga que sufragar, esta oficina se acreditará la diferencia, aumentando la suma asentada en su haber y en la factura de la oficina expedidora. El motivo de esta rectificación se hará saber a esta última oficina por medio de un boletín de verificación.

3. Los bultos postales que se reexpidan a consecuencia del cambio de residencia de los destinatarios a uno de los países con los cuales Alemania o Cuba cambien bultos postales, serán gravados por la oficina destinataria, con cargo a los consignatarios con un porte que represente la parte de cuota correspondiente, a esta última oficina, a la oficina reexpedidora, y a cada una de las oficinas intermediarias, según sea el caso. La Oficina reexpedidora se acreditará su parte de cuota con cargo a la oficina intermediaria, o a la oficina del nuevo destino. En caso de que el país donde se haga la reexpedición y el país del nuevo destino no sean limítrofes, la primera oficina intermediaria que reciba un bulto postal reexpedido, se acreditará el total de su parte de cuota y el de la oficina reexpedidora, con cargo a la oficina a la cual entregue ese objeto, y esta última, a su vez, si no es más que intermediario adeudará a la oficina siguiente su propia cuota acumulada a las de que se le hizo cargo por la oficina precedente. La misma operación se practicará con las demás oficinas que tomen parte en el transporte, hasta que el bulto postal llegue a la oficina distribuidora. Sin embargo, si la cantidad que habrá de cobrarse por el transporte ulterior de un bulto postal reexpedido se pagase en el momento de su reexpedición, dicho bulto será considerado como si fuese dirigido directamente del país reexpedidor al país de su destino y se entregará a su destinatario sin ningún recargo postal.

4. Los bultos postales serán reexpedidos en sus envases primitivos y acompañados del boletín de expedición creado por la oficina de origen. En caso de que el bulto deba, por cualquier motivo, ser reenvasado o reemplazado el boletín de expedición original por otro suplementario, será indispensable que el nombre de la oficina de origen y el número de registro primitivo figuren, tanto sobre el bulto, como en el boletín de expedición.

5. Si un bulto resultase imposible de entregarse, se preguntará al remitente, en el término más breve posible, lo que deba hacerse con él a menos que haya dado ya sus disposiciones al imponerlo por medio de nota en el anverso del boletín de expedición y en el envío mismo.

El aviso de imposibilidad de entrega debe hacerse directamente entre las oficinas destinataria y de origen. El remitente del bulto no entregado puede pedir que se le devuelva enseguida ; o que se envíe al destinatario a otro lugar, y que se entregue a otra persona en el punto a que iba destinado, o en otro lugar, o que se notifique nuevamente al destinatario, que la dirección del bulto sea rectificadada o completada o que se venda el bulto a riesgo y ventura del remitente o que se considere como abandonado y que el bulto sea remitido al destinatario sin cobrarse los gastos de Aduanas y otros gastos con que el paquete esté gravado. Cuando la Oficina destinataria no hubiese recibido aviso satisfactorio respecto al bulto cuatro meses después del envío de la noticia de que éste se encuentra detenido o que la indicación del remitente (anticipada o en consecuencia del aviso de detención), no haya facilitado la entrega del bulto, se devolverá sin tardanza dicho bulto a la Oficina de origen, exceptuándose el caso de que el remitente hubiere añadido a su nueva disposición otra segunda eventual a la vez (otra dirección, abandono, etc.)

XIII.

1. Fehlgeleitete Pakete werden von der Verwaltung, die den Irrtum bemerkt, auf dem kürzesten sich darbietenden Wege nach ihrem Bestimmungsorte weitersandt. Wenn diese Weitersendung die Rücksendung der Pakete an die Verwaltung in sich schliesst, von der sie empfangen wurden, so werden die vergüteten Beträge dieser Verwaltung zurückvergütet. Das Versehen ist zum Gegenstande einer Meldung zu machen.

2. In anderen Fällen und, wenn die der weitersendenden Verwaltung vergütete Gebühr zur Deckung der Weitersendungskosten nicht genügt, schreibt sich diese Verwaltung den Unterschied gut, indem sie die von der Absendungsverwaltung ihr in der Frachtkarte vergüteten Beträge entsprechend erhöht. Der Grund dieser Abänderung ist der letzteren Verwaltung mittels Meldung mitzuteilen.

3. Pakete, die, weil der Empfänger seinen Wohnsitz verändert hat, nach einem der Länder, mit denen Kuba oder Deutschland einen Postpaketaustausch unterhält, nachzusenden sind, werden von der Bestimmungsverwaltung zu Lasten der Empfänger mit einer Gebühr belegt, welche den Anteil dieser letzteren Verwaltung, den Anteil der nachsendenden Verwaltung und den jeder der in Frage kommenden Zwischenverwaltungen enthält. Die nachsendende Verwaltung schreibt sich den ihr zustehenden Anteil zu Lasten der Zwischenverwaltung oder der neuen Bestimmungsverwaltung gut. Falls das nachsendende Land und das neue Bestimmungsland nicht aneinander angrenzen, so schreibt sich das erste Zwischenland, das ein nachgesandtes Paket erhält, seinen Anteil sowie den des nachsendenden zu Lasten der dritten Verwaltung, an die das Paket weitergegeben wird, gut; wenn diese dritte Verwaltung auch nur Zwischenverwaltung ist, so schreibt sie ihrerseits ihren Anteil nebst dem Betrage, mit dem sie selbst von der vorhergehenden Verwaltung belastet worden war, der nächstfolgenden Verwaltung zur Last; in derselben Weise verfahren die übrigen Zwischenverwaltungen, welche an der Beförderung teilnehmen, bis das Paket zu der neuen Bestimmungsverwaltung gelangt. Wenn jedoch der Betrag der für die Nachsendung eines Pakets zu erheben ist, im Augenblicke der Nachsendung bezahlt wird, so wird das Paket als ein solches angesehen, das unmittelbar vom Nachsendungslande nach dem Bestimmungslande gerichtet ist, und wird dem Empfänger ohne Einziehung weiterer Postgebühren ausgehändigt.

4. Die Postpakete werden in ihrer ursprünglichen Verpackung und mit den von der Aufgabeverwaltung beigegebenen Paketkarten nachgesandt. Wenn das Paket aus irgend einem Grunde neu verpackt, oder wenn die Ursprungspaketkarte durch eine neue ersetzt werden muss so ist erforderlich, dass sich der Name der Aufgabepostanstalt und die ursprüngliche Aufgabennummer sowohl auf der Umhüllung des Pakets, als auf der Paketkarte befinden.

5. Wenn ein Paket am Bestimmungsorte unbestellbar ist, so wird der Absender in der kürzest möglichen Frist darüber betragt, was mit dem Paket geschehen soll, es sei denn, dass er eine solche Verfügung bereits bei der Auflieferung durch einen Vermerk auf der Rückseite der Paketkarte und auf der Sendung selbst getroffen hat. Die Unbestellbarkeitsmeldungen werden zwischen den Aufgabe — und Bestimmungspostanstalten unmittelbar ausgetauscht. Der Absender eines unbestellbaren Paketes kann verlangen, dass das Paket sofort an ihn zurückgesandt, oder dem Empfänger nach einem anderen Orte nachgesandt, oder an eine andere Person am ursprünglichen oder einem neuen Bestimmungsorte ausgehändigt wird, oder dass der Empfänger noch einmal benachrichtigt wird, dass die Anschrift des Pakets berichtigt oder vervollständigt wird, oder dass das Paket auf Rechnung und Gefahr des Absenders verkauft oder als preisgegeben behandelt wird und dass das Paket dem Empfänger frei von Zoll oder anderen Kosten, mit denen es belastet ist, ausgehändigt wird. Wenn die Bestimmungs-Postanstalt 4 Monate nach Absendung der Unbestellbarkeitsmeldung noch keine genügende Anweisung inbetreff des Pakets erhalten hat, oder wenn die vom Absender (im voraus oder auf Grund der Unbestellbarkeitsmeldung) erteilte Anweisung die Aushändigung des Pakets nicht ermöglicht hat, so wird letzteres alsbald nach dem Aufgabeort zurückgesandt, den Fall jedoch ausgenommen, dass der Absender seiner neuen Verfügung sogleich eine zweite Aushilfsbestimmung (andere Anschrift, Preisgabe usw.) hinzugefügt hätte.

6. Los bultos que puedan deteriorarse o corromperse, y únicamente éstos podrán no obstante venderse inmediatamente, sin previo aviso ni formalidades judiciales, en provecho de quien corresponda. Se levantará acta duplicada de la venta o de la destrucción que se remitirá a la oficina postal de origen. La cantidad producida por la venta se empleará, en primer término, para sufragar los gastos que pesen sobre el envío. Cualquiera que sea el saldo que resulte, se remitirá a la oficina postal de origen para ser entregado al remitente. Serán de cuenta del remitente los gastos que no hayan podido ser cubiertos con el producto de la venta ; estos gastos se cargarán a la Oficina de origen. Si por cualquier motivo fuese imposible la venta, los artículos dañados o sin valor serán destruídos o tomará posesión de ellos la Aduana, dando aviso al país de origen.

7. Los bultos que hayan de devolverse al remitente serán inscritos en la columna de observaciones de la factura con la nota « Rezago no entregable », y considerados y tasados como objetos reexpedidos por cambio de residencia de los consignatarios.

8. Todo bulto postal cuyo destinatario se haya trasladado a un país que no cambie bultos postales con Alemania o con Cuba se considerará como rezago, a menos que la oficina de primer destino pueda hacerlo llegar al destinatario.

9. En los casos de que un bulto postal comprendido en alguna de las prohibiciones contenidas en el artículo 13 del Convenio hubiere de ser enviado a la Oficina de Cambio remitente, la devolución se hará en la forma prevenida en el párrafo 1 del presente artículo.

XIV.

1. Cada Administración hará que cada una de sus Oficinas de Cambio forme mensualmente un estado igual o análogo al modelo K anexo a este Reglamento, de todas las sumas que por todos los envíos de las Oficinas de Cambio de la otra Administración estén asentadas en cada rol o factura, ya sea en su haber, por la parte que a ella y a cada una de las Administraciones interesadas, si las hubiere, corresponda de los portes percibidos por la Oficina expedidora, ya sea en su débito, por la parte que pertenezca a la oficina reexpedidora y a las intermediarias, de los portes que se hayan de cobrar a los destinatarios, en caso de reexpedición o devolución. Son establecidos mensualmente en francos de oro por las oficinas de Cambio también balances particulares conformes al modelo E bis adjunto relativos a los derechos de Aduana que se deban a la otra Administración.

2. La misma Administración cuidará en seguida de resumir los estados K en una cuenta igual o análoga al modelo L anexo a este Reglamento y subtrae de su crédito la cantidad de la cuenta relativa a los derechos de Aduana, etc.

3. Esta cuenta, acompañada de los estados mensuales de las hojas de facturas de bultos, de los boletines de verificación y de los boletines de franqueo arreglados que a las mismas se refieran, si los hubiere, se presentarán al examen de la otra Administración en Alemania de la oficina de contabilidad de Correos (Postrechnungsamt Berlin Sw) en el transcurso del segundo mes siguiente al en que se contraiga.

4. Las cuentas mensuales, después de verificadas y aceptadas por ambas partes, se resumirán en una cuenta general trimestral que deberá formar la Administración acreedora.

5. El saldo en francos de oro que resulte del balance de las cuentas recíprocas entre las dos Oficinas, será pagado por la deudora a la acreedora en dólares (1 dollar = 5,1825 francos de oro) mediante giros de término corto sobre la capital o alguna plaza mercantil del mismo. Los gastos para la compra de los giros quedan a cargo de la oficina deudora.

6. Die Pakete, deren Inhalt dem Verderben oder der Fäulnis unterliegt, — jedoch ausschliesslich diese können sofort, ohne vorherige Benachrichtigung und ohne gerichtliches Verfahren zugunsten des Berechtigten verkauft werden. Über den Verkauf oder die Vernichtung wird eine Verhandlung in zweifacher Ausfertigung aufgenommen, die der Aufgabepostanstalt zuzusenden ist. Der Verkaufserlös dient in erster Linie zur Deckung der Kosten, die auf dem Pakete lasten. Der überschüssende Betrag wird der Aufgabepostanstalt behufs Auszahlung an den Absender des Pakets übermittelt. Kosten, die durch den Verkauf nicht gedeckt werden, fallen dem Absender zur Last und werden der Aufgabeverwaltung angerechnet. Wenn der Verkauf aus irgend einem Grunde nicht möglich ist, so werden die beschädigten bzw. wertlos gewordenen Gegenstände vernichtet oder der Zollverwaltung überlassen; das Aufgabeland wird entsprechend benachrichtigt.

7. Die an den Absender zurückzusendenden Pakete werden in der Spalte "Bemerkungen" der Frachtkarte mit dem Vermerk "Unbestellbar" eingetragen; sie werden behandelt wie die wegen Wohnungswechsels der Empfänger nachgesandten Pakete und unterliegen denselben Nachgebühren.

8. Jedes Postpaket, dessen Empfänger nach einem Lande verzogen ist; das mit den beiden vertragschliessenden Teilen Postpakete nicht austauscht, wird als unbestellbar angesehen, es sei denn, dass die erste Bestimmungsverwaltung die Möglichkeit hat, das Paket dem Empfänger zugehen zu lassen.

9. Wenn ein Paket, welches unter irgend eines der im Artikel 13 der Übereinkunft aufgeführten Verbote fällt, an die absendende Auswechslungspostanstalt zurückgeleitet werden muss, so erfolgt die Rücksendung in der durch § 1 des gegenwärtigen Artikels vorgesehenen Form.

XIV.

1. Jede Verwaltung lässt durch jede ihrer Auswechslungspostanstalten monatlich (unter Verwendung eines dem anliegenden Muster K gleichen oder ähnlichen Vordrucks) ein Verzeichnis aller derjenigen Beträge anfertigen, die für alle Kartenschlüsse der Auswechslungspostanstalten der anderen Verwaltung in jeder Frachtkarte, jenachdem entweder zu ihrem Guthaben — der Anteil, der ihr und jeder der etwa beteiligten Verwaltungen vor den seitens der Absendungspostanstalt erhobenen Gebühren zusteht — oder zu ihrer Schuld der der nachsendenden Verwaltung und den Zwischenverwaltungen bei der Nach- oder Rücksendung zukommende Anteil an den von den Empfängern einzuziehenden Gebührenbeträgen — aufgeführt sind. Monatliche Einzelrechnungen nach dem Muster der Anlage E bis sind durch die Auswechslungspostanstalten auch über die der anderen Verwaltung geschuldeten Zollgebühren in Goldfranken aufzustellen.

2. Dieselbe Verwaltung stellt sodann die Beträge aus den Aufstellungen K in einer dem anliegenden Muster L gleichen oder ähnlichen Rechnung zusammen und zieht von ihrer Forderung den Gesamtbetrag der Rechnung über Zollgebühren usw. ab.

3. Diese Rechnung nebst den monatlichen Aufstellungen, den Frachtkarten und den etwaigen zugehörigen Meldungen sowie den erledigten Zollgebührenzetteln wird im Laufe des Monats, der demjenigen folgt, auf den sich die Rechnung bezieht, der anderen Verwaltung zur Prüfung, in Deutschland dem Postrechnungsamt in Berlin SW, übersandt.

4. Die geprüften und von beiden Teilen anerkannten Monatsrechnungen werden in eine vierteljährliche Hauptabrechnung zusammengefasst, die von derjenigen Verwaltung, für die sich eine Forderung ergibt, aufzustellen ist.

5. Das aus den gegenseitigen Abrechnungen zwischen den beiden Verwaltungen sich ergebende Guthaben in Goldfranken wird von der schuldenden an die forderungsberechtigte Verwaltung in der Dollarwährung (1 Dollar = 5,1825 Goldfranken) gezahlt, und zwar mittels Wechsel kurzer Sicht auf die Hauptstadt oder einen Handelsplatz letzteren Landes. Die Kosten für den Ankauf des Wechsels fallen der schuldenden Verwaltung zur Last.

6. La formación, el envío y pago de las cuentas deberá efectuarse en el plazo más breve posible, y, a más tardar, antes de que expire el semestre siguiente. Transcurrido este plazo, las sumas que una Oficina deba a la otra, causarán un interés de siete por ciento anual, desde el día en que termine dicho plazo.

XV.

El presente Reglamento de pormenor se pondrá en vigor el día en que comience a ejecutarse la Convención y tendrá la misma duración que ésta. Las Administraciones interesadas tendrán, sin embargo, la facultad de modificar sus detalles de común acuerdo cuando lo estimen oportuno y las necesidades del mejor servicio así lo demanden.

Hecho en la Habana el día 14 de junio de 1928.

Dr. F. C. ZITELMANN.

6. Die Aufstellung, Übersendung und Bezahlung der Rechnungen sollen so bald als möglich und spätestens vor Ablauf des folgenden Halbjahrs bewirkt werden. Nach Ablauf dieser Frist sind die Summen, die eine Verwaltung der anderen schuldet, mit 7 v. H. für das Jahr, vom Tage des Ablaufs jener Frist ab gerechnet, zu verzinsen.

XV.

Die vorliegende Vollzugsordnung tritt an dem Tage in Kraft, an dem die Übereinkunft in Wirksamkeit tritt, und wird dieselbe Geltungsdauer haben. Die beteiligten Verwaltungen können jedoch im gemeinsamen Benehmen die Einzelheiten abändern, wenn sie dies für angebracht halten, und wenn die Bedürfnisse eines besseres Dienstes es erfordern.

HAVANA, den 14. Juni 1928.

Dr. F. M. FERNÁNDEZ

ADMINISTRATION DES POSTES
D'ALLEMAGNE

ANNEXES

A

ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE PAYS NON LIMITROPHES

Tableau indiquant les conditions auxquelles peuvent être transmis à découvert à l'Office des postes d'Allemagne des colis postaux à destination des pays par rapport auxquels l'Allemagne est à même de servir d'intermédiaire.

(Dernière édition : avril 1923.)

Observations :

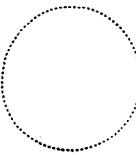
Les pays dont les noms sont précédés (dans la colonne 2) par le signe * ne participent pas à la Convention Internationale concernant l'échange des colis-postaux.

N° d'ordre	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Coupures du poids	Taxe au poids à bonifier à l'office allemand		Limite de la déclaration de valeur	Droit d'assurance pour 300 Fr. à bonifier à l'office allemand	Décomposition des sommes de la colonne 6					Nombre de déclarations en douane	Observations	
					kg.	Fr.			c	Quotes - parts						
										1 kg.	3 kg.	5 kg.	10 kg.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9					10	11		

B

(Vorderseite)
(Recto)

Zum Aufkleben des Aufgabzettels <i>Place réservée au bulletin d'expédition</i>	Zum Aufkleben der Freimarten <i>Place réservée aux timbres-poste</i>
Deutschland <i>Allemagne</i>	BULLETIN D'EXPÉDITION
Wertangabe <i>Valeur déclarée</i>	PAKETKARTE
Anbei i..... <i>Ci-joint</i>	Zahl der Zollinhaltsklärungen..... <i>Nombre de déclarations en douane</i>
An <i>A</i>	..... ..... .....
(Bestimmungsort) <i>(Lieu de destination)</i>	in à
Wohnung (Strasse und Hausnummer) <i>(Rue et numéro)</i>	..... .....
Postgewicht <i>Poids</i>	Zollgebühren ¹ <i>Droits de douane</i>
.....kg. ....g.	Postleitvermerk <i>Acheminement</i>
¹ Von der Grenz-Eingang-Postanstalt des Bestimmungslandes auszufüllen. A. 20 <i>Cadre à remplir par le bureau d'échange d'entrée au pays de destination. (1.22)</i>	

ABSCHNITT COUPON	Kann vom Empfänger abgetrennt werden <i>Peut être détaché par le destinataire</i>
Aufgabestempel	
Timbre d'origine	..... ..... .....
Name, Wohnort und Wohnung des Absenders <i>Nom et domicile de l'expéditeur</i>	..... ..... .....

(Rückseite)
(Verso)

VERFÜGUNGEN DES ABSENDERS
INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

Falls das umstehend näher bezeichnete Paket unbestellbar werden sollte, beantrage ich¹
Pour le cas où la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne pourrait avoir lieu,
*je demande*¹

Unterschrift des Absenders
Signature de l'expéditeur

¹ Einzurücken eine der hierunter aufgeführten Erklärungen.
Consigner l'une des mentions contenues dans le cadre ci-dessous.

Der Absender eines unbestellbaren Pakets kann verlangen :

L'expéditeur d'un colis tombé en rebut peut demander :

- a) dass das Paket sofort an ihn zurückgesandt wird ;
que le colis lui soit immédiatement renvoyé ;
- b) dass die Anschrift des Pakets berichtigt oder vervollständigt wird ;
que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée ;
- c) dass das Paket an einen anderen Empfänger ausgehändigt oder dass es zur Aushändigung an den ursprünglichen Empfänger oder an eine andere Person nach einem anderen Orte nachgesandt wird ;
que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination, pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne ;
- d) dass der ursprüngliche Empfänger noch einmal benachrichtigt wird ;
que le destinataire primitif soit avisé encore une fois ;
- e) dass das Paket auf Rechnung und Gefahr des Absenders verkauft oder als preisgegeben behandelt wird ;
que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné ;
- f) dass ein Nachnahmepaket an den ursprünglichen Empfänger oder an eine andere Person ohne Einziehung des Nachnahmebetrags oder gegen Zahlung einer niedrigeren als der ursprünglich angegebenen Summe ausgehändigt wird ;
qu'un colis grevé de remboursement soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ;
- g) dass das Paket dem Empfänger frei von Zoll- oder anderen Kosten, mit denen es belastet ist, ausgehändigt wird.
que le colis soit remis au destinataire sans perception des frais de douane ou des autres frais dont le colis est grevé.

QUITTUNG DES EMPFÄNGERS. — RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE.

Unterzeichneter bescheinigt, umstehend bezeichnetes Paket empfangen zu haben.
Le soussigné déclare avoir reçu le colis désigné au recto.

Ort den 192
A

Name (Nom)

C

DEUTSCHLAND

ADMINISTRATION DES POSTES D'ALLEMAGNE

ABGANGSORT
Lieu de départ

BESTIMMUNGSORT
Lieu de destination

ZOLLINHALTSEKTLÄRUNG

DÉCLARATION EN DOUANE

BESTIMMUNGSLAND
Pays de destination.

Empfänger
Destinataire

Zahl <i>Nombre</i>		Gattung <i>Espèce</i>	Bezeichnung des Inhalts <i>Désignation du contenu</i> (Rückseite, Anm. 1 und 5 beachten!) <i>Voir au verso les remarques 1 et 5.</i>	Gesamtwert des Inhalts des Pakets, des Wertkästchens oder der Briefsendung <i>Valeur totale du colis, de la boîte avec valeur déclarée ou de la lettre etc.</i> (Rückseite, Anm. 2 beachten!) <i>(Voir au verso la remarque 2)</i>	Gewicht <i>Poids</i>		Einzelwert der Ware in dem Paket, dem Wertkästchen oder der Briefsendung <i>Valeur par espèce de la marchandise contenue dans le colis, la boîte avec valeur déclarée ou la lettre etc.</i> (Rückseite, Anm. 3 beachten!) <i>Voir au verso la remarque 3.</i>	Bemerkungen <i>Observations</i>			
1	2	3			4	roh <i>brut</i> Gramm <i>grammes</i>			rein <i>net</i> (Rückseite, Anm. 1 u. 5 beachten!) <i>Voir au verso les remarques 1 et 5.</i> Gramm <i>grammes</i>	5	6	7	8
Paket, Wertkästchen oder Briefsendung <i>Colis, boîte avec valeur déclarée ou lettre etc.</i>											
Ursprungs- oder Herstellungsland der Ware <i>Pays d'origine ou de fabrication de la marchandise</i>											

Ort den 19.....
à le

Name des Absenders :
Nom de l'expéditeur :

ZUR BEACHTUNG.

A. FÜR POSTPAKETE UND POSTFRACHTSTÜCKE.

1. Es ist in allen Fällen Sache des Absenders, sich genau zu erkundigen, ob die zu versendenden Gegenstände in das Bestimmungsland eingeführt werden dürfen. Der Absender ist auch dafür verantwortlich, dass die besonderen Anforderungen einzelner fremder Zollverwaltungen an die Ausfüllung der Zollinhaltserklärungen (z. B. Angaben über den Wert und Herstellungstoff usw. der Waren oder ihres Reingewichts) beachtet worden sind. Auf Befragen erteilen die Postanstalten hierüber unverbindliche Auskunft. Die aus mangelhafter oder unrichtiger Abfassung der Zollinhaltserklärung entstehenden Folgen fallen dem Absender zur Last.

2. Der Gesamtwert in Sp 4 ist in *RM* und *Pf.* anzugeben, falls nicht das Bestimmungsland der Ware eine andere Währung verlangt.

3. Sofern bestimmte Länder die Ausfüllung der Sp 7 „Einzelwert“ verlangen, sind entweder die einzelnen Werte der in dem Packet enthaltenen Warengattungen, die in der Sp 3 „Bezeichnung des Inhalts“ aufgeführt sind, anzugeben oder, wenn im Paket nur eine Ware enthalten ist, der Stück-, Dutzend-, Meterpreis o. dgl. Aus der Zusammenrechnung der Einzelwerte in der Sp 7 muss sich der Gesamtwert in Sp 4 ergeben.

4. Ausser der erforderlichen Zahl von Zollinhaltserklärungen ist jeder Sendung 1 statistisch Anmeldeschein für die deutsche Warenverkehrsstatistik beizufügen; er ist in deutscher Sprache auszufertigen.

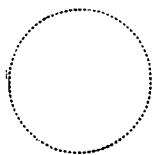
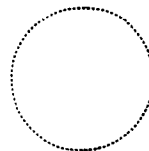
B. NUR FÜR POSTFRACHTSTÜCKE.

5. Bei Postfrachtstücken, die nach Verlassen des Reichspostgebiets durch Frachtereien weiterbefördert werden, ist der Inhalt nach Menge (Stückzahl) und Beschaffenheit genau zu bezeichnen. Es ist besonders anzugeben, aus welchem Stoffe die Ware besteht oder welcher Stoff and der Ware überwiegt, z. B. Handschuhe aus Seide und Baumwolle, Seide überwiegend; falsche Bijouteriewaren aus Kupfer, vergoldet usw. Bei Essenzen und Parfümerien ist ausserdem anzugeben, ob sie Alkohol enthalten oder nicht. Ferner ist ausser dem Gesamtwert (vgl. Anm. 2) und Rohgewicht der Sendung der Einzelwert (vgl. Anm. 3) und das Reingewicht jeder Warengattung mit und ohne unmittelbare Umhüllung anzugeben.

D

<p>475.</p> <p>Barmen 1.</p>	<p>475. Barmen 1</p>
--	-----------------------------

E

(Vorderseite)
(Recto)ABSCHNITT
COUPONStempel der Aufgabe-Postanstalt
*Timbre du bureau d'origine*Aufgabeland : DEUTSCHLAND
Pays d'origine : ALLEMAGNEGEBÜHRENZETTEL
BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENTDas Paket ¹ Nr. aus mit Wertangabe
Das Kästchen ¹ *Le colis* No de *avec valeur**La boîte*Der des Pakets ¹
Absender des Kästchens ¹
Nr.*L'expéditeur du colis* No
*de la boîte*mit Wertangabe von
avec valeur déclarée deaufgeliefert in
déposé àan
pour Min
àhat die umseitig angegebene
Beträge bezahlt.
a payé les droits indiqués au
*verso.*von Fr. aufgeliefert von
déclarée de expédié par..... an
à l'adresse de..... in
*à*Wohnung
*domicile*ist (sind) auszuhändigen frei von $\frac{\text{allen Gebühren}^1}{\text{Zollgebühren}^1}$ *doit (doivent) être remis franc de $\frac{\text{tous droits}}{\text{droits de douane}}$* ¹ Nichtzutreffendes streichen.
*Biffer le superflu.*Zurückzusenden nach
A renvoyer au bureau de(Einzurücken den Namen der Aufgabe- oder z. F. der Auswechslungs-
Postanstalt.)*(Indiquer le nom du bureau d'origine ou, le cas échéant, celui du bureau*
d'échange.)

(Rückseite)

(Verso)

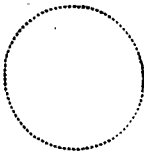
Zusammenstellung der
fälligen Gebühren
(in der Währung des
Bestimmungslandes)

*Détails des droits dus
(dans la monnaie du pays
destinataire)*

Zollgebühren	
<i>Droits de douane</i>	
Verpackungskosten	
<i>Frais de emballage</i>	
Verzollungspost- gebühr	
<i>Droits de dédouane- ment</i>	
Zettelgebühr und sonstige Kosten	
<i>Droits de commission et autres frais</i>	
Zusammen Total	

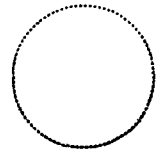
gleich¹ RM....
soit

Stempel der Aufgabe-Postanstalt
des Pakets
*Timbre du bureau d'origine
du colis*



¹ In der Währung des
Aufgabelandes des Pakets.
*Dans la monnaie du pays
d'origine du colis.*

Stempel
der Verzollungs-Postanstalt
*Timbre du bureau
qui a fait l'avance des frais*

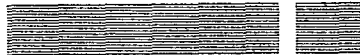


GESAMTBETRAG DER AUSLAGEN

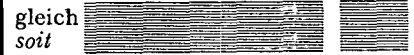
TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS

(Vgl. Zusammenstellung auf dem
Abschnitt)

(Voir le détail sur le coupon)



¹ (in der Währung des Bestim-
mungslandes des Pakets)
*(dans la monnaie du pays
de destination du colis)*



(umzurechnen von der
Aufgabeverwaltung des Pakets)
*(à convertir par l'Office d'origine
du colis)*

Tag der Verauslagung <i>Date de l'avance</i>	Buchungs- Nr. <i>N° du registre</i>	Verzollungs- Postanstalt <i>Bureau qui a fait l'avance</i>	Unterschrift des Beamten <i>Signature de l'agent</i>
Nr. des Anknunftsbuchs <i>Registre d'arrivée N°</i>		Umgerechnet durch <i>Converti par</i> (Name des Beamten) <i>(Nom de l'agent)</i>	Stempel der Einziehungsstelle <i>Timbre du bureau recouvrant</i>
.....			

E bis

DEUTSCHE POSTVERWALTUNG
ADMINISTRATION DES POSTES D'ALLEMAGNE

Jahr.....
Année

Monat
Mois de

RECHNUNG
COMPTE

über
des

ZOLLGEBÜHREN USW.
DROITS D'ENTRÉE, ETC.

verauslagt durch die Postverwaltung von
déboursés par l'Administration des Postes de

.....
für Rechnung der Postverwaltung
pour le compte de l'Administration des Postes

von Deutschland.
d'Allemagne.

Laufende Nr. Nos d'ordre	Ausgabebuch der Verzollungs- Postanstalten <i>Registre des bureaux déboursants</i>		Name der Verzollungs-Postanstalten <i>Noms des bureaux déboursants</i>	Betrag des Frankozettels <i>Montant de chaque bulletin</i>	Bemerkungen <i>Observations</i>
	Nr. Nos	Datum Dates			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					

Seite

Page

F

DEUTSCHLAND

ADMINISTRATION DES POSTES D'ALLEMAGNE

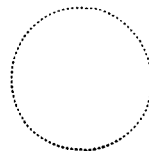
Stempel der
Aufgabe-Postanstalt
Timbre du bureau
d'origine

Postanstalt L. Nr.....
Bureau d

Grenz-Ausgangs-Postanstalt
Bureau d'échange allemand d

NACHFRAGE (LAUFSCREIBEN) NACH EINEM PAKET
RÉCLAMATION D'UN COLIS

oder nach einer angekommenen Nachnahme-Postanweisung
ou d'un mandat de remboursement non parvenu



Von der Aufgabeverwaltung auszufüllen
Partie à remplir par l'Office d'origine

Von der Aufgabe-Postanstalt auszufüllen
Partie à remplir par le bureau d'expédition

Art der Sendung :
Nature de l'envoi :
Aufgabe-Postanstalt :
Bureau de dépôt :
Tag der Auflieferung :
Date du dépôt :
Genauere Beschreibung des Paketäusseren :
Description très exacte de l'extérieur :
Aufgabennummer :
N° d'enregistrement :
Anschrift des Empfängers (so genau als möglich-Ausserdem möglichst ein Doppel der
Adresse du destinataire (aussi exactement que possible. En outre, autant que possible,
Aufschrift beizufügen) :
ajouter un fac-similé de la suscription de l'adresse) :
Genauer Inhalt :
Contenu exact :
Gewicht :
Poids :
Wertangabe :
Déclaration de valeur :
Nachnahme :
Remboursement :
Verlangen eines Rückscheins :
Demande d'un avis de réception :
(Zutreffendenfalls die Buchstaben A. R. hinzufügen)
(Dans le cas affirmatif, ajouter les lettres A. R.)
Name und Wohnung des Absenders :
Nom et adresse de l'expéditeur :
Besondere Angaben :
Renseignements particuliers :
(Ort:) den 192... Unterschrift der Aufgabe-Postanstalt :
A le
Le bureau d'origine :

Von der Auswechslungs-Postanstalt auszufüllen¹
Partie à remplir par le bureau d'échange

Das Paket ist abgesandt am 192... (.....Post) von der
Le colis a été expédié le
Auswechslungs-Postanstalt in auf die Auswechslungs-Postanstalt
bureau d'échange d *au bureau d'échange*
in unter Nr..... der Frachtkarte Nr.....
d *sous le N°* *de la feuille de route N°*
Name des Dampfers :
Nom du paquebot :
(Ort:) den 192... Unterschrift der deutschen Auswechslungs
A le
Postanstalt :
Le bureau d'échange allemand :

¹ Nur im Überverkehr oder wenn die Bestimmungsverwaltung die vermisste Sendung nicht ermitteln kann. — *Seulement dans les relations d'outre-mer ou dans le cas où l'Office de destination ne peut pas trouver trace de l'envoi réclamé.*

Von der Bestimmungsverwaltung auszufüllen ² <i>Partie à remplir par l'Office de destination²</i>	Postverwaltung von <i>Administration des postes d</i> Das vorbezeichnete Paket ist ausgehändigt worden ³ am..... 192... an..... <i>Le colis décrit ci-dessus a été remis le à</i> Ort : den 192 Unterschrift : <i>A le Signature</i> Das vorbezeichnete Paket lagert noch bei der Postanstalt in ³ <i>Le colis décrit ci-dessus est encore en instance au bureau d</i> ist nach dem Aufgabort zurückgesandt worden ³ am <i>a été renvoyé au bureau d'origine le</i> ist nachgesandt worden ³ am 192... nach <i>a été réexpédié le à</i> kann bei der Bestimmungsanstalt nicht nachgewiesen werden; diese Nachfrage wird deshalb <i>n'ayant pu être découvert au bureau de destination, réclamation est renvoyée à l'Office d'origine</i> der Aufgabeverwaltung zur Feststellung der Daten der Weiterleitung zurückgesandt ¹ . <i>pour l'établissement des dates du réacheminement.</i> (Ort :) den 192... Unterschrift : <i>A le Signature :</i>
Von den Zwischenverwaltungen auszufüllen <i>Partie à remplir, le cas échéant, par les Offices intermédiaires</i>	Im Falle der richtigen Weitersendung <i>En cas de transmission régulière de l'envoi</i> Postverwaltung von <i>Administration des postes d</i> Weiterbefördert am 192... (.....Post) von der Auswechslungs- <i>Réacheminé le e envoi par le bureau d'échange</i> Postanstalt in an die Auswechslungs-Postanstalt in <i>d au bureau d'échange d</i> unter Nr. der Frachtkarte Nr. Name des Dampfers <i>sous le N° de la feuille de route N° Nom du paquebot :</i> (Ort :) den 192... Unterschrift <i>A le Signature :</i> Postverwaltung von <i>Administration des postes d</i> Weiterbeförwert am 192... (.....Post) von der Auswechslungs- <i>Réacheminé le e envoi par le bureau d'échange</i> Postanstalt in an die Auswechslungs-Postanstalt in <i>d au bureau d'échange d</i> unter Nr. der Frachtkarte Nr. Name des Dampfers <i>sous le N° de la feuille de route N° nom du paquebot :</i> (Ort :) den 192... Unterschrift <i>A le Signature :</i>

¹ Nur im Überverkehr oder wenn die Bestimmungsverwaltung die vermisste Sendung nicht ermitteln kann. — *Seulement dans les relations d'outre-mer ou dans le cas où l'Office de destination ne peut pas trouver trace de l'envoi réclamé.*

² Dieser Vordruck ist von der deutschen Aufgabe-Postanstalt zu streichen, wenn bei einer Sendung des überseeischen Verkehrs die Nachfrage von vornherein von Verwaltung zu Verwaltung übermittlelt wird. — *Cette partie de l'imprimé devra être biffée par le bureau expéditeur allemand si, dans les relations d'outre-mer, la réclamation est, de prime abord, transmise par une administration à l'autre.*

³ Nichtzutreffendes streichen. — *Biffer les indications dont il n'est pas fait usage.*

Von den Zwischenverwaltungen auszufüllen
Partie à remplir, le cas échéant, par les Offices intermédiaires

Wenn im Überseeverkehr die richtige Weiterleitung nicht feststeht
Dans les relations d'outre-mer, si la transmission régulière ne peut être établie

Postverwaltung von
Administration des postes d

Die richtige Weiterleitung des Pakets an die folgende Verwaltung hat nicht festgestellt werden können. Diese Nachfrage wird daher an die Bestimmungsverwaltung weitergesandt.
La transmission régulière du colis à l'Administration suivante n'ayant pu être établie, cette réclamation est transmise à l'Office de destination.

(Ort :) den 192... Unterschrift :
A le Signature :

ENDGÜLTIGE ERKLÄRUNG¹ — RÉPONSE DÉFINITIVE.

Postverwaltung von
Administration des postes d

Das Paket
Le colis

ist ausgehändigt worden² am 192... an
a été remis le à

lagert noch bei der Postanstalt in²
est encore en instance au bureau d

ist nach dem Aufgabeort zurückgesandt worden² am
a été renvoyé au bureau d'origine le

ist nachgesandt worden² am 192... nach
a été réexpédié le à

Die Aushändigung des Pakets hat nicht festgestellt werden können²
La remise du colis n'a pu être établie.

Die richtige Weiterleitung des Pakets an die folgende Verwaltung hat nicht festgestellt werden können. Diese Nachfrage wird daher an die Aufgabeverwaltung zurückgesandt².
La transmission régulière du colis à l'Administration suivante n'ayant pu être établie, cette réclamation est renvoyée à l'Office d'origine.

(Ort :) den 192... Unterschrift :
A le Signature :

¹ Der Bestimmungsverwaltung oder gegebenenfalls der Zwischenverwaltung, die die Weitergabe der vermissten Sendung an die folgende Postverwaltung nicht nachweisen kann. — *De l'Office destinataire ou, le cas échéant, de l'Office intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Office suivant.*

² Nichtzutreffendes streichen. — *Biffer les indications dont il n'est pas fait usage.*

G

AUFGABELAND
Pays d'origine

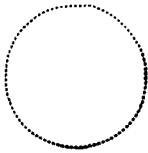
BESTIMMUNGSLAND
Pays de destination

DEUTSCHLAND — ALLEMAGNE

Laufende Nummer der Frachtkarte.....
Numéro d'ordre de la feuille de route
Name des Schiffes
Nom du navire

FRACHTKARTE FÜR POSTPAKETE
FEUILLE DE ROUTE DES COLIS POSTAUX

Tagesstempel
Timbre à date



von der Auswechslungs-Postanstalt in
expédiés par le bureau d'échange d
auf die Auswechslungs-Postanstalt in
au bureau d'échange d
Abgegangen (.....Post) am.....192., um.....Uhr.....Min
Départ (.....° envoi) du à h m.
Eingegangen am.....192., um.....Uhr.....Min
Arrivée du à h m.

1	2	3	4	5	6	7	8				10	11
							Gebühren und Abgaben zu vergüten Bonifications de taxes et droits		Betrag der Nachnahmen Montant des remboursements			
							von der absendenden an die empfangende Verwaltung par l'Office expéditeur à l'Office correspondant	von der empfangenden an die absendende Verwaltung par l'Office correspondant à l'Office expéditeur				
							Fr.	c	Fr.	c		
I												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
Zu übertragen A reporter												

¹ Bei Sendungen nach dem Bestimmungsort der Karte nicht auszufüllen.
Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

Lau- fende Num- mer Nos d'or- dre	Aufgabe- nummer Nos de l'enregis- trement	Zahl der Post- pakete Nombre de colis- postaux	Aufgabe- Postanstalt Bureau d'origine	Bestimmungs- Postanstalt ¹ Bureau de destination ¹	Gewicht jedes Pakets mit Wert- angabe Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Wert- angabe Valeur déclarée	Gebühren und Abgaben zu vergüten <i>Bonifications de taxes et droits</i>				Betrag der Nach- nahmen Montant des rembour- sements (in der Währung des Aufgäbe- landes) (en monnaie du pays d'origine)	Bem- kun- gen Ob- serva- tions
							von der absendenden an die empfangende Verwaltung par l'Office expéditeur à l'Office correspondant		von der empfangenden an die absendende Verwaltung par l'Office correspondant à l'Office expéditeur				8	9	10	11
1	2	3	4	5	6	7	Fr.	c	Fr.	c	10	11
	Übertrag Report					Gold- franken Francs-or						
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
31												
32												
33												
34												
35												
Zusammen Totaux												

Der Beamte der Absendungs-Postanstalt
L'employé du bureau expéditeur

Der Beamte der Empfangs-Postanstalt
L'employé du bureau destinataire

¹ Bei Sendung nach dem Bestimmungsort der Karte nicht auszufüllen.

Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

H

UNREGELMÄSSIGKEITEN (FEHLEN DER KARTE, UNGENÜGENDE VERPACKUNG ODER UNGENÜGENDER VERSCHLUSS USW.)

Irrégularités (manque de la feuille, emballage ou fermeture insuffisants, etc.)

.....

.....

.....

.....

IRRTÜMER *Erreurs*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabeort <i>Lieu d'origine</i>	Name und Aufschrift des Empfängers <i>Nom et adresse du destinataire</i>	Gewicht <i>Poids</i>	Betrag der vergüteten Gebühr <i>Montant du port bonifié</i>	Berichtigung der Empfangs-Postanstalt <i>Rectification du bureau destinataire</i>

Gesamtsumme Berichtigte Gesamtsumme
Total Total vérifié

Gesehen und anerkannt
Vu et accepté

....., den 192.....
le

....., den 192.....
le

Der Beamte der Empfangs-Postanstalt
L'employé du bureau destinataire

Der Vorsteher der Absendungs-Postanstalt
Le chef du bureau expéditeur

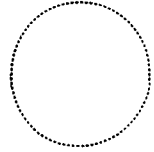
.....

.....

DEUTSCHLAND
ADMINISTRATION DES POSTES
D'ALLEMAGNE

POSTPAKETDIENST
SERVICE DES COLIS-POSTAUX

Tagesstempel
Timbre à date



MELDUNG
BULLETIN DE VÉRIFICATION

zur Feststellung und Berichtigung von Irrtümern und Unregelmässigkeiten jeder Art beim Paketkartenschluss der Auswechslungs-Postanstalt in
pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans l'envoi de colis du bureau d'échange d
auf die Auswechslungs-Postanstalt in
par le bureau d'échange d

Kartenschluss vom..... 192.....
Expédition

FEHLEN VON PAKETEN *Manque de colis*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabeort <i>Lieu d'origine</i>	Anschrift (so genau als möglich) <i>Adresse</i> (<i>aussi exacte que possible</i>)	Betrag der vergüteten Gebühr <i>Montant du port bonifié</i>	Berichtigung der Empfangs-Postanstalt <i>Vérification du bureau destinataire</i>	Bemerkungen <i>Observations</i>

BESCHÄDIGUNG VON PAKETEN *Avarie de colis*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabeort <i>Lieu d'origine</i>	Anschrift des Absenders <i>Adresse de l'expéditeur</i>	Anschrift des Empfängers <i>Adresse du destinataire</i>	Inhalt <i>Contenu</i>	Festgestelltes Gewicht <i>Poids constaté</i>	Wertangabe <i>Valeur déclarée</i>	Angabe des Behältnisses (Korb, Sack usw.) <i>Indication du récipient (panier, sac, etc.)</i>

Nähere Angaben und offenbare Ursache der Beschädigung sowie sonstige Bemerkungen.
Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations.

UNREGELMÄSSIGKEITEN (FEHLEN DER KARTE, UNGENÜGENDE VERPACKUNG ODER UNGENÜGENDER VERSCHLUSS USW.)

Irrégularités (manque de la feuille, emballage ou fermeture insuffisants etc.)

.....

.....

.....

.....

IRRTÜMER *Erreurs*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabecort <i>Lieu d'origine</i>	Name und Aufschrift des Empfängers <i>Nom et adresse du destinataire</i>	Gewicht <i>Poids</i>	Betrag der vergüteten Gebühr <i>Montant du port bonifié</i>	Berichtigung der Empfangs-Postanstalt <i>Rectification du bureau destinataire</i>

Gesamtsumme Berichtigte Gesamtsumme
Total *Total vérifié*

Gesehen und anerkannt
Vu et accepté

....., den 192

le

....., den 92.....

le

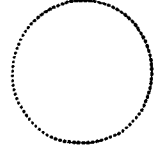
Der Beamte der Empfangs-Postanstalt
L'employé du bureau destinataire

Der Vorsteher der Absendung-Postanstalt
Le chef du bureau expéditeur

DEUTSCHLAND
ADMINISTRATION DES POSTES
D'ALLEMAGNE

POSTPAKETDIENST
SERVICE DES COLIS-POSTAUX

Tagesstempel
Timbre à date



MELDUNG
BULLETIN DE VÉRIFICATION

zur Feststellung und Berichtigung von Irrtümern und Unregelmässigkeiten jeder Art beim Paketkartende-
pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans l'envoi de
schluss der Auswechslungs-Postanstalt in
colis du bureau d'échange d
auf die Auswechslungs-Postanstalt in
par le bureau d'échange d

Kartenschluss vom 192.....
Expédition

FEHLEN VON PAKETEN *Manque de colis*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabeort <i>Lieu d'origine</i>	Anschrift (so genau als möglich) <i>Adresse</i> (<i>aussi exacte que possible</i>)	Betrag der vergüteten Gebühr <i>Montant du port bonifié</i>	Berichtigung der Empfangs-Postanstalt <i>Vérification du bureau destinataire</i>	Bemerkungen <i>Observations</i>

BESCHÄDIGUNG VON PAKETEN *Avarie de colis*

Laufende Nummer <i>Numéro d'ordre</i>	Aufgabennummer <i>Numéro de l'enregistrement</i>	Aufgabeort <i>Lieu d'origine</i>	Anschrift des Absenders <i>Adresse de l'expéditeur</i>	Anschrift des Empfängers <i>Adresse du destinataire</i>	Inhalt <i>Contenu</i>	Festgestelltes Gewicht <i>Poids constaté</i>	Wertangabe <i>Valeur déclarée</i>	Angabe des Behältnisses (Korb, Sack usw.) <i>Indication du récipient (panier, sac, etc.)</i>

Nähere Angaben und offenbare Ursache der Beschädigung sowie sonstige Bemerkungen.
Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations.

K

ADMINISTRATION DES POSTES

CORRESPONDANCE
AVEC L'OFFICE

d.....

de

ÉTAT MENSUEL

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration des postes de.....
et l'Administration des postes d..... à titre de frais pour les colis livrés par les
bureaux d'échange dépendant de la première Administration au bureau d'échange de.....

Mois d..... 192.....

Dates des feuilles de route	Avoir de l'Office destinataire					Avoir de l'Office expéditeur										Observations
	(Colonne 8 de la formule G)					Taxes et droits (Colonne 9 de la formule G)					Montant des remboursements (Colonne 10 de la formule G)					
	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	Envoi du bureau	
Totaux par bureau d'échange correspondants																
Total général de chaque avoir																

Timbre du bureau d'échange destinataire

Le chef du bureau d'échange destinataire :

L

ADMINISTRATION D.....

CORRESPONDANCE

AVEC L'OFFICE

d.....

d.....

COMPTE

récapitulatif des états mensuels des feuilles de route de colis postaux adressées par les bureaux d'échange

de..... aux bureaux d'échange de.....

Mois d..... 192.....

Numéro d'ordre	Désignation des bureaux d'échange destinataires	Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'Office destinataire	Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'Office expéditeur				Observations
			Taxes et droits				
I							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
	½ % des montants des remboursements effectués par l'Office destinataire						
	Totaux...						
	Solde au crédit de l'Office						

A

OFICINA QUE EXPIDE ESTE
CUADROOFICINA A QUE SE DESTINA
ESTE CUADRO

CAMBIO DE BULTOS POSTALES ENTRE PAISES NO LIMITROFES

Indicación de las condiciones con que pueden trasmitirse a la Administracion de correos de por la Administracion de correos de bultos postales en tránsito simple con destino a paises en cuyas relaciones puede la primera servir de intermediaria a la segunda.

País de destino	Vias de transmisión	Designación de los países de tránsito y servicios marítimos que han de utilizarse	Suma total de los gastos que por la Admón. de debe abonarse a la Admón. de		Observaciones
			Porte por peso	Seguro por 300 francos	
I	2	3	4	5	6

B

(Frente)

<p style="text-align: center;">TALON</p> <p>Puede quitarlo el destinatario</p> <p>Sello de la administración de imposición</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> L. S. </div> <p>Nombre y domicilio del remitente</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">PAIS DE ORIGEN.....</p> <p style="text-align: center;">DIRECCION DE BULTO POSTAL</p> <p>Adjunto declaraciones de Aduana ...</p> <p>Valor asegurado</p> <p>Importe a reembolsar</p> <p>A</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">Lugar de destino</p> <p style="text-align: center;">(Calle y número)</p>	<p style="text-align: center;">Para pegar sellos o expre- sar el importe cobrado.</p>
Peso	Derechos ¹ de aduana	Anotacion de la via postal

¹ Para ser llenado por Administración de entrada de la frontera del país de destino.

(Dorso)

RECIBO DEL DESTINATARIO
<p>El que suscribe declara haber recibido (el o los) bulto... expresado... a la vuelta.</p> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">..... a de de 19.....</p> <p style="text-align: right; margin-top: 20px;">(Firma)</p>

C

LUGAR DEL DESPACHO

PAIS DE ORIGEN

LUGAR DE DESTINO

.....

.....

.....

DECLARACION ADUANERA

A.....

Bultos postales		Indicación del contenido	Valor	Peso	
Número	Clase			Bruto — Gramos	Neto — Gramos

.....de..... de 19.....

Remitente :

.....

D

<p style="text-align: center;">475. Barmen I.</p>	<p style="text-align: center;">475. Barmen I</p>
---	---

E bis

ADMINISTRACION DE CORREOS

Año.....

de.....

Mes de

CUENTA

de

DERECHOS DE ADUANA, ETC.

desembolsados por la Administración de Correos de

.....

por cuenta de la Administración de Correos de

.....

Número de orden	Registro de las oficinas desembolsantes		Nombre de las oficinas desembolsantes	Importe de cada boletín de franqueo	Observaciones
	Nos.	Fecha			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					

E

ADMINISTRACION DE CORREOS DE

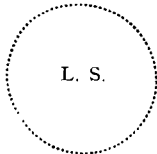
.....

SERVICIO DE BULTOS POSTALES

AVISO DE FRANQUEO

El bulto postal que se acompaña, Número entregado por
 en dirigido a
 en debe entregarse al destinatario libre de gastos.

Sello de la Administración remitente



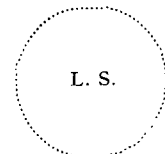
..... de correos.

Al devolver este aviso deberá cargarse a la Administración de¹
 el importe de los gastos que graven el bulto y no estén pagados.

Pormenor de los gastos en el país de destino	Importe
Total	

Devuelto a la Oficina de Cambio Postal de

Sello de la Administración
de Correos de destino



¹ Nombre de la Administración de Correos de origen.

F

ADMINISTRACION DE CORREOS DE.....

RECLAMACION DE UN BULTO POSTAL

Para llenarse por la Administración de origen

Oficina de imposición

Fecha de ídem :

Número de Registro :

Dirección :

Contenido :

Peso :

Valor :

Reembolso :

Petición de acuse de recibo : (Según el caso poner *A. R.*)

Nombre y dirección del remitente :

Vía por la cual se encaminó : Expedido el 19.....

Por la Oficina de Cambio : de

a la Oficina de Cambio de con el N° de la factura

Lugar y fecha : Firma :

Para llenarse por la Administración de destino

Administración de Correos de

El bulto mencionado arriba : { ha sido entregado el día a

{ no puede ser localizado por la Administración de destino, y por tanto debe esta reclamación pasar a la primera Administración intermedia para que precise su envío.

Lugar y fecha : Firma :

Para llenarse en su caso por las Administraciones intermediarias

Administración de Correos de

Reencaminado el de la Oficina de Cambio de

a la Oficina de Cambio de con el número de la factura

Lugar y fecha : Firma :

Administración de Correos de

Reencaminado el de la Oficina de Cambio de

a la Oficina de Cambio de con el número de la fractura

Lugar y fecha : Firma :

Administración de Correos de

Reencaminado el de la Oficina de Cambio de

a la Oficina de Cambio de con el número de la factura.

Lugar y fecha : Firma :

DECLARACION FINAL

de la Administración de destino, o en su caso de la de tránsito que no pueda justificar la reexpedición reglamentaria a la siguiente Administración.

G

SERVICIO ENTRE.....

PAÍS DE ORIGEN

y

FACTURA DE RUTA PARA BULTOS POSTALES

expedidos por la Oficina de cambio de..... a la Oficina de cambio de.....

Salida (Correo) el.....19..... a las.....de la

Llegada el.....19..... a las.....de la

Números corridos	Número de imposición	Lugar de imposición	Lugar de destino	Número de			Peso de cada bulto y valor	Valor declarado	Impuestos y gastos que deben abonarse				Importe de los Reembolsos		Observaciones	
				Bultos postales	Boletines de expedición	Declaraciones aduaneras			Frs.	Por la Oficina remitente a la que recibió		Por la Oficina que recibe a la que remitió		Fr.		C.
										F.	C.	F.	C.			
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11		12	13		
Totales																

El empleado de la Administración de Correos remitente :

El empleado de la Administración de Correos receptora :

.....

.....

H

ADMINISTRACION DE CORREOS
de.....Sello
de fecha

SERVICIO DE BULTOS POSTALES

BOLETIN DE VERIFICATION

Para la rectificación y comprobación de los errores e irregularidades de todas clases advertidos en la remesa de bultos postales de la Oficina de Cambio de
por la Oficina de Cambio de
Expedición del 19.....

FALTA DE UN BULTO						
Número de orden	Número de registro	Lugar de origen	Dirección (lo más exacta posible)	Importe del franqueo abonado	Verificación de la Oficina destinataria	Observaciones

AVERIA DE UN BULTO								
Número de orden	Número de registro	Lugar de origen	Dirección del		Contenido	Peso comprobado	Valor asegurado	Indicación del receptor (Cesto, saco etc.)
			Remitente	Destinat.				

Datos mas exactos y causa de la averia y otras observaciones IRREGULARIDADES Falta de papeletas, insuficiente empaquetamiento o cierre ERRORES						
Número de orden	Número de registro	Lugar de origen	Nombre y dirección del destinatario	Peso	Importe de los franqueros abonados	Rectificación de la Oficina destinataria
Total.....			Total rectificado.....			

.....a.....de19.....

Visto y aceptado el..... de19.....

El funcionario de la Oficina destinataria,
.....El Jefe de la Oficina expéditor,
.....

K

ADMINISTRACIÓN DE CORREOS

CORRESPONDIENTE CON LA OFICINA DE CAMBIO

de

de

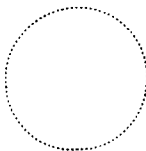
ESTADO MENSUAL

de las cantidades que se adeudan mutuamente por el concepto de gastos a la Administración de Correos de..... y la Administración de Correos de por los bultos postales remitidos por las Oficinas de Cambio dependientes de la primera Administración, a la Oficina de Cambio de.....

Mes de 19.....

Fechas de las facturas	Haber de la Administración destinataria				Haber de la Administración remitente								Observaciones
	Sección 10 del formulario G				Importe y gastos sección 11 del formulario G				Importe del reembolso sección 12 del formulario G				
	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	Envío de la Oficina de.....	
	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	
1													
2													
3													
4													
5													
28													
29													
30													
31													
Total para cada Oficina de Cambio													
Total de cada haber													

Sello de la Oficina receptora



El Jefe de la Oficina de Cambio receptora,

L

ADMINISTRACIÓN DE CORREOS DE

CORRESPONDENCIA CON LA
ADMINISTRACIÓN DE CORREOS DE

RESUMEN

de los estados mensuales de facturas de bultos postales, de las Oficinas de Cambio dirigidos a las Oficinas de Cambio de

Mes de de 19.....

Numero de orden	Designación de las Oficinas de Cambio del País de Destino	Importe de las cantidades a pagar a la Administración del País de destino según cada estado semanal		Importe de las cantidades a pagar a la Administración del País de origen según cada estado mensual				Observaciones
				Importe y gastos		Reembolso		
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								
	½ por ciento del Importe del reembolso cobrado por la Administración de Destino							
	Total.....							
	Haber : de la Administración de							

¹ TRADUCTION.

No. 2832. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 14 JUIN 1928.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, animés du désir d'améliorer les relations postales entre les deux pays, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Franz Carl ZITELMANN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Cuba ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. le D^r Francisco María FERNANDEZ, secrétaire d'Etat pour l'Hygiène publique et la Prévoyance sociale et secrétaire d'Etat par interim des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions de la présente convention recevront une application générale non seulement en ce qui concerne les colis qui sont échangés directement entre les deux Etats, mais aussi pour ce qui est des colis qui sont transportés en transit à travers l'un quelconque des deux pays ; en conséquence, toutes ces stipulations s'appliqueront indistinctement aux envois de colis postaux qui sont échangés conformément à ces articles.

Article 2.

1. Sous la dénomination « colis-postaux », il peut être expédié par la poste de chacun des deux Etats, à destination de l'autre, des colis jusqu'à concurrence d'un poids maximum de 5 kilogrammes.

2. Peuvent également être transportés par les envois à échanger en vertu de la présente convention des marchandises et d'autres objets susceptibles d'être expédiés, à condition, toutefois, qu'ils ne soient pas compris parmi ceux dont l'expédition, aux termes des dispositions ci-après, est interdite et qu'en outre aucun colis ne dépasse le poids indiqué ci-dessus, ni les dimensions spécifiées dans le règlement d'exécution de la présente convention.

3. Les administrations postales respectives assureront le transport des colis entre les deux pays, à l'aide des moyens de transport appropriés dont elles disposent.

Article 3.

Chaque administration garantit à l'autre le droit de transit à travers son territoire pour les colis à destination des pays avec lesquels l'administration intéressée entretient un service de colis

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2832. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND THE REPUBLIC OF CUBA REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT HAVANA, JUNE 14, 1928.

THE GERMAN REICH and THE REPUBLIC OF CUBA, being desirous of improving the postal relations between the two countries, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Franz Carl ZITELMANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Cuba ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Dr. Francisco Maria FERNÁNDEZ, Secretary of State for Public Health and Social Services and Secretary of State *ad interim* for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the present Convention shall be generally applied not only in respect of parcels exchanged direct between the two countries, but also in respect of parcels conveyed in transit through either country ; all the provisions in question shall therefore apply without distinction to consignments of postal parcels exchanged in conformity with these Articles.

Article 2.

1. Under the designation of " postal parcels ", parcels, not exceeding 5 kg in weight, may be sent through the post, from either contracting country to the other.

2. Goods and other consignable articles may also be admitted for conveyance in the mails to be exchanged under the present Convention, provided always that such goods or articles do not come within the categories hereinunder prohibited and, further, that no parcel exceeds either the weight specified above or the dimensions laid down in the Detailed Regulations for the Execution of the present Convention.

3. The Postal Administrations of the two States shall arrange for the conveyance of the parcels between their respective countries by such suitable means of transport as they have at their disposal.

Article 3.

Each of the two Administrations guarantees to the other the right of transit through its territory in respect of parcels addressed to countries with which the Administration concerned maintains

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

postaux et, moyennant les mêmes conditions, elle garantit le droit de transit pour les colis en provenance desdits pays avec lesquels l'administration du pays transité a convenu de se charger de l'acheminement des colis. A cet effet, les deux administrations postales contractantes désigneront d'un commun accord les pays à destination desquels elles acceptent d'acheminer des colis et fixeront de la même manière les conditions moyennant lesquelles les bureaux d'échange intéressés pourront, en vertu de la présente convention, échanger des colis en provenance ou à destination de ces pays étrangers, en transit à travers le territoire ou par l'intermédiaire de l'une des deux administrations contractantes.

Article 4.

L'administration postale du pays d'expédition versera à l'administration postale du pays de destination le port terrestre revenant à cette dernière, la taxe additionnelle, et, si l'administration destinataire assure le transport par mer, le port maritime, conformément au tableau ci-après dans lequel les montants sont indiqués en francs-or :

	Pour les colis dont le poids ne dépasse pas 1 kg.	Pour les colis dont le poids est supé- rieur à 1 kg; mais ne dépasse pas 5 kg.
	Frs.	Frs.
I. Colis expédiés de Cuba à destination de l'Allemagne :		
a) Port terrestre, y compris la taxe additionnelle, revenant au pays de destination	0,55	0,75
b) Port maritime	0,70	1,20
c) Port terrestre revenant au pays d'expédition	1,—	1,—
Total	2,25	2,95
II. Colis expédiés d'Allemagne à Cuba :		
a) Port terrestre revenant au pays de destination	1,—	1,—
b) Port maritime	0,70	1,20
c) Port terrestre, y compris la taxe additionnelle revenant au pays d'expédition	0,55	0,75
Total	2,25	2,95

Il est loisible à l'administration postale de Cuba de compter également, pour chaque colis-postal remis à l'expédition à ses bureaux ou expédié à destination de ces derniers, une taxe additionnelle de 25 centimes.

2. Les totaux ainsi obtenus constituent la base sur laquelle sera fixée la taxe à payer par les expéditeurs ; toutefois, en déterminant le montant des taxes d'affranchissement, chaque administration aura le droit de fixer librement les taxes en question en sa propre monnaie.

Article 5.

La taxe d'affranchissement pour les colis, exception faite du cas du retour ou de la réexpédition, doit être acquittée à l'avance.

Article 6.

1. Les colis postaux à échanger pourront comporter une déclaration de valeur jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 1000 francs-or. Les deux administrations postales contractantes s'entendront, par un arrangement spécial, au sujet de la date à partir de laquelle seront admis les colis postaux avec valeur déclarée.

a parcels post service and, subject to the same conditions, the right of transit shall also be guaranteed in respect of parcels coming from any of the said countries with which the Administration of the country of transit has entered into an agreement for the forwarding of the parcels. For this purpose the two contracting Postal Administrations shall by mutual agreement specify the countries for which they undertake to forward parcels and in like manner lay down the conditions under which parcels despatched from or addressed to these foreign countries, in transit through the territory or service area of either of the contracting Administrations, may be exchanged under the present Convention by the offices of exchange concerned.

Article 4.

1. The Postal Administration of the country of origin shall pay to the Postal Administration of the country of destination the latter's share of the charge for conveyance by land, the surcharge and, where the country of destination is responsible for conveyance by sea, the sea transport charge on the basis of the following scale (in gold francs) :

	In respect of parcels not exceeding 1 kg. in weight	In respect of parcels whose weight exceeds 1 kg. but not 5 kg.
	Fr.	Fr.
<i>I. Parcels sent from Cuba to Germany :</i>		
(a) Share of land rate together with surcharge due to country of destination	0.55	0.75
(b) Sea rate	0.70	1.20
(c) Share of land rate due to country of origin	1.00	1.00
Total	2.25	2.95
<i>II. Parcels sent from Germany to Cuba :</i>		
(a) Share of land rate due to country of destination	1.00	1.00
(b) Sea rate	0.70	1.20
(c) Share of land rate together with surcharge due to country of origin	0.55	0.75
Total	2.25	2.95

The Cuban Postal Administration shall also be entitled to levy a surcharge of 25 centimes in respect of every postal parcel handed in at its offices or transmitted thereto.

2. The totals thus obtained shall be used as a basis for computing the rates to be charged to senders ; in drawing up its scale of charges, however, each Administration shall be free to fix the rates at such sums in its own currency as it may deem appropriate.

Article 5.

Except in cases of return or redirection the postage on parcels shall be paid in advance.

Article 6.

1. The postal parcels to be exchanged may be insured for an amount not exceeding 1,000 gold francs. The two contracting Postal Administrations shall decide by a special agreement on the date from which insured parcels will be admitted.

2. L'administration d'origine est autorisée à percevoir, pour son compte, de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, un droit d'expédition dont le montant ne pourra pas dépasser 50 centimes et un droit d'assurance dont le total ne devra pas dépasser 50 centimes par tranche de 300 francs de la somme assurée.

3. L'administration du pays de destination recevra du droit d'assurance 5 centimes pour chaque fraction indivisible de 300 francs. Il s'y ajoutera pour le service maritime 10 centimes pour chaque fraction indivisible de 300 francs, si l'administration du pays de destination assure le transport maritime.

Article 7.

En ce qui concerne les colis en provenance de l'un des deux pays ou remis par l'un d'eux et envoyés en transit par l'intermédiaire de l'autre, l'administration postale du pays intermédiaire recevra de l'autre administration postale les droits de transport et d'assurance qui sont dus pour ces colis, d'après les relevés que les administrations doivent se communiquer mutuellement.

Article 8.

1. Chaque colis peut, à la demande et en faveur de l'administration du pays de destination, être frappé d'un droit additionnel de 50 centimes au maximum pour la remise du colis et l'accomplissement des formalités auxquelles l'envoi est assujéti lors de la remise à l'administration des douanes. Ce droit devra être payé par le destinataire.

2. L'expéditeur d'un colis postal, moyennant le paiement d'un droit fixe de 50 centimes qui sera intégralement attribué au pays d'origine, peut recevoir un avis constatant la réception ou la remise du colis. Ce droit peut être porté au double pour les avis de réception qui ne seront demandés qu'après la remise du colis à l'expédition, ainsi que pour toute demande de renseignements, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté le droit spécial pour l'avis de réception.

Article 9.

1. A la demande de l'expéditeur, les colis pourront immédiatement après leur arrivée au bureau de poste de destination, être délivrés par un porteur spécial.

2. Ces envois, qualifiés d'envois « exprès » et sur lesquels cette mention devra être apposée par les expéditeurs d'une manière très visible, donneront lieu à la perception d'un droit spécial de 50 centimes dû par l'expéditeur. Ce droit sera porté au crédit de l'administration postale du pays de destination qui pourra faire remettre au destinataire, par porteur spécial, le colis ou un avis relatif à ce dernier.

3. Lorsque le domicile du destinataire d'un colis « exprès » se trouve en dehors de la zone de distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau pourra exiger du destinataire, pour la remise du colis ou de l'avis, le paiement d'un droit complémentaire dont le montant ne devra pas dépasser le droit fixé pour la remise dans le service intérieur du pays de destination, déduction faite du droit spécial payé à l'avance par l'expéditeur.

4. On n'essaiera qu'une seule fois de remettre par « exprès » le colis ou l'avis d'arrivée au destinataire. Après un essai infructueux, ce colis cesse d'être considéré comme « exprès » et sa remise s'effectuera selon les dispositions applicables aux colis ordinaires.

5. Si un colis « exprès » est réexpédié dans un autre pays, avant qu'on ait essayé de le remettre par porteur spécial, le droit de remise par « exprès » sera porté au crédit de l'administration postale du nouveau pays de destination, à la condition, bien entendu, que cette administration assure la remise par « exprès » des colis. Sinon, le droit restera acquis à l'administration du premier pays de destination et il en sera de même si les colis ne peuvent pas être remis.

2. The Administration of origin shall be entitled to collect for its own account from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes and an insurance fee the total amount of which may not exceed 50 centimes per 300 francs of the insured value.

3. Of the insurance fee, 5 centimes on each 300 francs or part of 300 francs shall be remitted to the Administration of the country of destination. To this will be added 10 centimes on each 300 francs or part of 300 francs in respect of conveyance by sea if the Administration of the country of destination is responsible for such conveyance.

Article 7.

In the case of parcels originating in or forwarded by either country which are conveyed in transit through the intermediary of the other the Postal Administration in the country of transit shall be credited by the other Postal Administration with the transport and insurance fees for these parcels, as shown in the statements which the two Administrations shall communicate to each other.

Article 8.

1. All parcels may, at the request and for the account of the Administration of the country of destination, be subjected to a surcharge not exceeding 50 centimes for delivery and the completion of the formalities required when the consignment is presented to the Customs Administration. This charge shall be collected from the addressee.

2. The sender of a postal parcel may obtain an advice of receipt or delivery on payment of a fixed charge of 50 centimes, payable in its entirety to the country of origin. If application for such an advice is made after the parcel has been handed in for conveyance, or if enquiries are made by a sender who has not previously paid the fee for an advice of receipt, a fee equal to twice the above amount may be collected.

Article 9.

1. Parcels may, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival in the office of destination.

2. Such parcels, called " express ", which the senders must clearly mark as such in some conspicuous place, shall be subject to a special fee of 50 centimes to be paid by the senders. This fee shall be credited to the Postal Administration of the country of destination, which shall have the option of delivering by express to the addressee either the parcel itself or a notice of its arrival.

3. Should the addressee of an express parcel live outside the free delivery zone of the office of destination, the latter may collect from the addressee an additional charge for delivery of the parcel or the notice, the amount of which shall not exceed the fee fixed for delivery in the inland service of the country of destination, less the special fee paid in advance by the sender.

4. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an express parcel, and shall be delivered in accordance with the regulations applicable to ordinary parcels.

5. Should an express parcel be redirected to a third country before any attempt has been made to deliver it by special messenger, the express delivery fee shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination, provided of course that that Administration undertakes the express delivery of parcels. Otherwise, the fee shall be retained by the Administration of the first country of destination and the same rule shall apply if the parcel cannot be delivered.

Article 10.

1. Les colis auxquels s'applique la présente convention ne devront être assujettis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues dans les divers articles de cette convention. Le pays de destination peut exiger des destinataires le paiement d'un droit de magasinage pour les colis « poste restante » ou pour les colis qui ne sont pas retirés à la poste dans le délai fixé par les règlements intérieurs de ce pays. En cas de réexpédition ou de retour, le colis reste grevé de ce droit en faveur de l'administration qui l'a imposé. Les colis ne pourront être grevés de droits de douane que dans la mesure correspondant à la valeur de leur contenu d'après les dispositions et les tarifs douaniers du pays de destination.

2. Tous les colis qui sont remis à la poste de l'un des pays pour être expédiés à destination de l'autre pays, ne seront retenus ou soumis à un contrôle douanier que dans la mesure où les lois ou règlements du pays d'expédition relatifs au service des colis postaux à destination de l'étranger l'exigent pour établir que le colis peut être exporté ou pour des raisons de police sanitaire. Le contenu des colis avec valeur déclarée, dirigés sur des localités de la République de Cuba, ne pourra être contrôlé qu'en présence des destinataires ou de leurs représentants légaux, à moins que ceux-ci ne renoncent à ce droit. Cette renonciation sera présumée si les intéressés ne donnent pas suite à deux invitations successives de se présenter.

3. Les colis à destination de pays étrangers, qui sont acheminés par l'intermédiaire de l'une des deux administrations contractantes, ne devront pas être grevés, lors du transit, par l'administration intermédiaire, de droits de douane ou d'autres taxes quelconques. De même, les colis qui sont retournés au pays d'expédition ou réacheminés à destination d'autres pays, ne devront pas être grevés de droits de douane. Tout droit de cette nature qui aurait été imposé devra être annulé.

Article 11.

1. Les droits de douane et autres taxes n'ayant pas un caractère postal devront être acquittés, en règle générale, par les destinataires des colis ; toutefois, l'expéditeur peut également se charger du paiement de ces droits et d'autres taxes grevant le colis dans le pays de destination (pour le dédouanement, la remise au destinataire, etc...), s'il fait part préalablement de son désir au bureau d'expédition et fournit au pays d'expédition des garanties suffisantes pour assurer le paiement de ces taxes au moment où il lui sera réclamé.

2. L'administration expéditrice peut percevoir à son profit, pour le travail que lui occasionne ce service, une taxe dont le montant ne dépassera pas un franc par colis. Le bureau de poste d'expédition peut exiger à l'avance de l'expéditeur le versement de la somme qu'il considère comme suffisante pour assurer le paiement des taxes en question.

Article 12.

La réexpédition des colis admissibles, d'un pays à destination d'un autre, ainsi que le retour de tels colis tombés en rebut, donneront lieu à la perception d'un droit complémentaire qui, selon la nature des cas, sera dû par le destinataire ou l'expéditeur et correspondra au droit fixé à l'article 4 et au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente convention.

Article 13.

1. Il est interdit d'expédier de cette façon des colis contenant :

- a) Des matières explosibles ou inflammables et, en général, des objets ou substances de toute nature, dont le transport présente un danger quelconque ;

Article 10.

Parcels covered by the present Convention shall not be subject to any other postal charges than those provided for in the various Articles thereof. The country of destination shall be entitled to collect from the addressees a warehousing charge in respect of parcels addressed "poste restante" or not claimed within the period prescribed by the inland regulations of that country. In the event of redirection or return to origin, the parcel shall remain subject to this charge for the account of the Administration which has imposed it. Parcels shall only be subject to payment of Customs duties to the extent justified by the value of their contents under the Customs regulations and tariffs of the country of destination.

2. Parcels which are handed in to a post office in either country for despatch to the other shall not be delayed or subjected to Customs examination except in so far as this is prescribed by the general laws and regulations of the country of origin regarding the foreign parcels post service, with a view to ascertaining whether the parcel may be exported or for reasons connected with the public health regulations. The contents of insured parcels addressed to places in the Republic of Cuba may only be examined in the presence of the addressees or their legal representatives, unless they waive this right. This shall be deemed to be the case whenever two separate notices to appear fail to produce a response.

3. Parcels addressed to foreign countries, which are forwarded through the agency of either of the contracting Administrations shall not while in transit be subjected to Customs duties or any other dues by the Administration responsible for forwarding. Similarly, parcels returned to the country of origin or forwarded to third countries shall not be subjected to Customs duties ; any such duties as may have been imposed shall on the contrary be cancelled.

Article 11.

1. Customs or other non-postal dues shall as a general rule be paid by the addressees of the parcels ; the payment of these and any other charges incurred in respect of the parcel in the country of destination (for Customs clearance, delivery to the addressee, etc.) may, however, be undertaken by the sender, provided that the latter informs the office of origin to this effect in advance and furnishes the country of origin with adequate security for the payment of such dues when they are claimed from him.

2. To cover the costs of the work occasioned by this service, the Administration of the country of origin shall be entitled to charge for its own account a fee not exceeding one franc per parcel. The post-office of origin may collect from the sender in advance such sum as it deems sufficient to cover the fees in question.

Article 12.

When regulation parcels are redirected from one country to another or returned because delivery has proved impossible, a surcharge corresponding to the charges fixed in Articles 4 and 6, § 2, of the present Convention shall be collected from the addressee or the sender as the case may be.

Article 13.

1. Parcels shall not be admitted to the post, if containing :

(a) Explosive or inflammable substances, and, in general, all objects or materials the conveyance of which is in any way dangerous.

b) Des livres et des imprimés qui contreviennent aux lois sur la propriété littéraire du pays de destination ; des prospectus ou circulaires de loteries ; des objets obscènes ou immoraux et des articles dont l'admission est interdite par la législation et les règlements douaniers ou autres du pays de destination ;

c) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants, à moins que le pays de destination n'admette ces substances pour des fins médicales ;

d) Des animaux ou insectes vivants, à l'exception des abeilles contenues dans un emballage réglementaire ;

e) Des animaux ou insectes morts non complètement desséchés, des fruits et des matières végétales susceptibles de se décomposer ; des substances répandant une mauvaise odeur et des graisses (aussi bien les graisses liquides que celles qui fondent facilement et les graisses sous forme de poudres sèches), s'ils ne sont pas emballés conformément aux dispositions du règlement d'exécution de la Convention postale universelle ; des objets qui, par leur nature ou du fait d'un emballage insuffisant, risquent de s'avarier ou qui peuvent salir ou endommager les autres envois et les récipients servant au transport.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux des lettres et tout ce que l'Union postale universelle entend par cette appellation, de même que des cartes postales ou toute communication ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ; enfin les objets, de correspondance de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis. Toutefois, il est permis d'ajouter à chaque colis une facture portant le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire et donnant le relevé détaillé du contenu et de sa valeur.

3. Il est également interdit d'expédier dans des colis postaux sans valeur déclarée, d'un pays à l'autre, des pièces de monnaie de toute nature, des matières d'or et d'argent, des bijoux ou d'autres objets précieux ou de valeur.

4. Les colis dont l'expédition, aux termes des alinéas premier et 3 du présent article, est interdite, mais qui ont été admis à tort, seront renvoyés au lieu d'expédition, à moins que les lois et règlements du pays de destination ne stipulent qu'il en sera disposé autrement. Les matières explosibles, facilement inflammables ou autrement dangereuses seront, non pas renvoyées au lieu d'expédition, mais détruites immédiatement par l'administration qui constate l'existence de ces objets. Des renseignements aussi détaillés que possible sur l'affaire seront transmis à l'administration expéditrice afin qu'elle puisse prendre contre l'expéditeur les mesures prévues par ses lois et règlements.

5. Les expéditeurs de colis qui contiennent un objet quelconque interdit par le présent article perdent tout droit à une indemnité et sont responsables du dommage ou du préjudice qu'ils causent. Si le préjudice causé ne consiste que dans l'endommagement d'autres envois, le colis ne sera ni remis au destinataire, ni retourné à l'administration expéditrice aux fins de restitution à l'expéditeur, aussi longtemps que ce dernier n'aura pas réparé le dommage en versant l'indemnité prescrite. Toutefois, la somme versée lui sera remboursée si l'indemnité n'a pas pu être versée au destinataire légitime dans le délai prescrit. Si l'expéditeur refuse ou n'est pas en mesure de réparer le dommage causé, son envoi sera tenu à la disposition de l'administration qui a reconnu l'obligation de payer une indemnité.

6. Les deux administrations se communiqueront une liste des objets qui, quoique de nature à être expédiés par colis postaux, font l'objet d'une prohibition d'importation dans le pays de destination d'après les lois et règlements douaniers et qui ne sont pas spécialement mentionnés dans les alinéas 1 et 3 ci-dessus. S'il n'a pas été fait de communication de ce genre, on se conformera aux prescriptions qui ont été établies, pour les pays contractants, dans la « Liste des objets interdits » publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle. Si des objets, dont le transport est interdit, sont expédiés, contrairement à l'interdiction, l'administration expéditrice n'est pas responsable de ce fait envers l'administration du pays de destination. La responsabilité qui incombe de ce chef aux expéditeurs est limitée au fait que les marchandises, selon leur nature, seront soumises au traitement prescrit par le présent article.

(b) Books and printed matter which infringe the law of copyright of the country of destination. Loose advertisements or circulars regarding lotteries. Obscene or immoral articles and goods the admission of which is not permitted by the Customs laws or other laws and regulations of the country of destination.

(c) Opium, morphine, cocaine and other narcotics unless such drugs are admitted by the country of destination for medical purposes.

(d) Live animals or insects with the exception of bees suitably packed.

(e) Dead animals or insects not completely dried, perishable fruits and vegetable matter ; substances giving off an offensive odour and fats (whether liquid, easily apt to liquefy or in dried and powdered form) unless made up in accordance with the prescriptions of the Detailed Regulations for the Execution of the Universal Postal Convention ; articles which by their nature or as the result of inadequate packing are liable to spoil or which may soil or damage other packets or the receptacles used for their conveyance.

2. It is likewise forbidden to enclose in postal parcels letters or anything which the Universal Postal Union includes under this description, or postcards or any communication having the character of an actual and personal correspondence, as well as correspondence of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel. It shall, however, be permissible to enclose in each parcel an invoice bearing the name and address of the sender and addressee, together with particulars of the contents and their value.

3. It is likewise forbidden to send coins of all kinds, gold and silver articles, jewels or other precious and valuable articles in uninsured postal parcels from one country to another.

4. Parcels forbidden under paragraphs 1 and 3 of the present Article, which have been wrongly admitted to the post, shall be returned to the place of origin, unless otherwise provided by the laws and regulations of the country of destination. Explosive, inflammable and other dangerous materials shall not be returned to the place of origin, but shall be destroyed on the spot by the Administration which discovers them. The case shall be reported with all possible details to the Administration of origin in order that the latter may proceed against the sender under its laws and regulations.

5. All senders of parcels containing any of the articles prohibited by the present Article shall forfeit all claim to compensation of any kind and shall be responsible for any damage or prejudice which they may cause. Should the prejudice caused be confined to the damaging of other parcels, the parcel shall neither be delivered to the addressee nor sent back to the Administration of origin for return to the sender, until the latter has paid the prescribed compensation on account of the damage caused. The sum paid shall, however, be refunded to him should it prove impossible to remit the compensation within the regulation period to the person entitled thereto. Should the sender refuse or be unable to make good the damage caused, his parcel shall be left at the disposal of the Administration which recognised the obligation to pay compensation.

6. Each of the two Administrations shall communicate to the other a list of the articles which though suitable for despatch in postal parcels, may not be imported into the country of destination under the Customs laws and regulations in force and which are not specified in paragraphs 1 and 3 above. In the absence of such a communication, the particulars given for the contracting countries in the " List of Prohibited Articles " issued by the International Bureau of the Universal Postal Union shall apply. If articles not admitted to the post are despatched notwithstanding the prohibition, the Administration of the country of despatch shall not be responsible therefor to the country of destination. The responsibility which devolves upon the senders on this account shall be limited to the fact that the goods shall be treated, according to their category, in the manner prescribed in the present Article.

Article 14.

1. Si l'on découvre dans un colis postal, avant son acheminement à destination d'un autre pays, des objets de correspondance prohibés aux termes de l'alinéa 2 de l'article 13 ci-dessus, et s'il est possible de séparer cet objet de correspondance du colis, l'objet en question sera expédié séparément, sans préjudice de la responsabilité qui pourra éventuellement incomber à l'expéditeur, aux termes des lois et règlements du pays d'expédition.

2. Si une lettre est expédiée par mégarde dans un colis, le pays de destination percevra pour ladite lettre la taxe double, conformément aux dispositions de l'Union postale universelle ; en outre, ce pays signalera le cas à l'administration expéditrice afin que celle-ci, si elle le juge opportun, puisse prendre contre l'expéditeur les mesures prévues par ses lois et règlements.

3. Les colis ne devront pas contenir de colis plus petits portant des adresses qui diffèrent de l'adresse de l'emballage principal et commun.

4. Si des colis de cette nature sont trouvés, ils seront acheminés séparément ; chaque colis donnera lieu à la perception des taxes nouvelles et, si le lieu de destination est différent, à la perception des droits de réexpédition.

Article 15.

1. Sauf dans les cas de force majeure, lorsqu'un colis aura été perdu, spolié ou avarié ou lorsque, du fait d'un retard apporté par négligence au transport, le contenu du colis aura perdu toute sa valeur exception faite des cas dans lesquels aucun dommage ne peut être constaté —, l'expéditeur, ou à défaut de celui-ci, le destinataire, aura droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage, etc., n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne soit dû à la nature même de l'objet expédié. Cette indemnité ne pourra dépasser, dans le cas de colis ordinaires, 10 francs par colis pesant jusqu'à 1 kg., 25 francs par colis pesant plus de 1 kg. et jusqu'à 5 kg. et, dans le cas des colis avec valeur déclarée, le montant de la valeur déclarée.

Les dommages indirects ou les paiements non effectués ne donneront pas lieu à indemnité.

L'indemnité sera calculée d'après la valeur commerciale courante que possédaient des marchandises de la même espèce et de la même qualité le jour de la remise au lieu de l'expédition. Si la valeur commerciale n'est pas connue, l'indemnité sera calculée selon la valeur courante de la marchandise qui sera déterminée selon les mêmes principes.

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, l'avarie totale ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement des taxes de transport. Il en est de même pour les envois dont le destinataire refuse de prendre livraison à cause de leur mauvais état si l'Administration des postes est responsable de ce dernier. Si une réclamation a été motivée par une faute de l'Administration des Postes, la taxe perçue pour cette réclamation sera remboursée à l'expéditeur.

Le destinataire qui a accepté sous réserve un colis spolié ou endommagé a droit à l'indemnité réglementaire.

Le droit d'assurance reste acquis dans tous les cas aux administrations postales.

2. L'obligation de réparer le dommage incombe à l'administration de laquelle relève le bureau de poste expéditeur. A cette administration est réservé le droit d'exercer un recours contre l'administration responsable, c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle a eu lieu la perte la spoliation ou l'avarie ou par la faute de laquelle le transport a été retardé.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans formuler de réserves, se trouve dans l'impossibilité d'établir qu'il a été remis au destinataire ou, dans le cas d'un colis en transit, qu'il a été régulièrement transmis à l'administration suivante.

Article 14.

1. Should a postal parcel, prior to transmission to another country, be found to contain any of the classes of correspondence prohibited under paragraph 2 of the preceding Article, and should it be practicable to detach such correspondence from the parcel, the correspondence in question shall be despatched separately, without prejudice to the sender's responsibility under the laws and regulations of the country of despatch.

2. If as the result of an oversight a letter is despatched in a parcel, the country of destination shall, in accordance with the provisions of the Universal Postal Union, collect a charge equal to double postage in respect thereof; it shall furthermore bring the matter to the notice of the Administration of the country of despatch, in order that, should it think fit, the latter may proceed against the sender under its laws and regulations.

3. Parcels may not contain smaller parcels bearing addresses other than that of the common main wrapper.

4. Should such parcels be found they shall be forwarded separately, separate charges being collected on each one and, where the place of destination is different, the corresponding charges for redirection.

Article 15.

1. Save in cases beyond control ("force majeure"), whenever a parcel is lost, pilfered or damaged, or the entire value of its contents lost through delay in transmission due to negligence — with the exception of cases in which no damage can be proved — the sender, or failing him the addressee, shall be entitled to claim compensation equal to the actual amount of the loss, abstraction or damage, unless the loss, etc. has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the article despatched. For ordinary parcels the amount of compensation may in no case exceed 10 francs for a parcel not exceeding 1 kilogramme in weight and 25 francs for a parcel weighing between 1 and 5 kilogrammes, for insured parcels the amount of compensation may not exceed the amount for which they were insured.

Indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

Compensation shall be calculated on the basis of the current commercial price of goods of the same kind and quality on the date when the goods were handed in at the place of despatch. In the absence of a current commercial price, compensation shall be calculated on the ordinary value of the goods ascertained on the same basis.

Where compensation is due for the loss or destruction of a parcel or for the abstraction of the whole of its contents, the sender shall also be entitled to the return of the postage. The same shall apply to parcels refused by the addressees on account of their being in bad condition, in so far as the postal authorities are responsible and liable therefor. The sender shall also be repaid any charges collected from him by the postal authorities in respect of any enquiry occasioned through the fault of the postal service.

An addressee who has taken delivery of a pilfered or damaged parcel against reserve shall be entitled to compensation at the regulation rates.

In all cases the insurance fee shall be retained by the Postal Administrations.

2. Compensation shall be paid by the Administration to which the office of origin belongs. The said Administration shall retain the right to make a claim against the Administration responsible, that is to say, against that in whose territory or service area the loss, pilfering, damage or delay in transmission due to negligence has occurred.

3. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received the parcel without making any reservation, cannot establish either delivery to the addressee or, in the case of transmission in transit, transfer to the following Administration.

4. L'administration du pays expéditeur payera l'indemnité aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai d'une année à compter de la date de la réclamation.

Ladite administration pourra exceptionnellement ajourner le versement de l'indemnité au delà de ce délai si elle ne possède pas encore de renseignements précis sur le sort du colis manquant ou sur l'étendue du dommage ou si la question de la responsabilité n'a pas encore été éclaircie pour des raisons étrangères au service postal (par exemple, en cas de force majeure).

Toutefois, l'administration expéditrice a le droit d'indemniser l'expéditeur pour le compte de l'administration intermédiaire ou de celle du pays de destination, si cette dernière administration ayant été dûment avisée a laissé passer six mois et, dans les relations avec les pays d'outre-mer, neuf mois, sans régler l'affaire.

L'administration responsable ou l'administration pour le compte de laquelle un paiement est effectué conformément à l'alinéa précédent, est tenue de rembourser l'indemnité à l'administration expéditrice dans un délai de trois mois à dater du jour où elle a été avisée. Ce remboursement a lieu sans frais pour l'administration créditrice, par voie de compensation, par mandat-poste ou par traite, ou sous forme de versement de pièces de monnaies ayant cours dans le pays créateur. Lorsque le versement s'effectue par voie de compensation, l'indemnité est perçue auprès du pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'administration de transit suivante. Celle-ci, de son côté, débite du montant l'administration suivante, procédé qui se répète jusqu'à ce que le montant avancé ait été porté au débit du compte de l'administration responsable. Après l'expiration du délai de trois mois, la somme due à l'administration expéditrice porte intérêt à raison de 7% l'an, à dater du jour de l'expiration de ce délai.

Si une administration dont la responsabilité a été dûment établie, a tout d'abord refusé de verser l'indemnité, elle devra, en sus de l'indemnité, supporter tous les frais accessoires résultant du retard injustifié du paiement.

5. Les demandes d'indemnités ne seront admises que si elles sont présentées dans le délai d'un an à dater du jour de l'expédition du colis ; après l'expiration de ce délai, le demandeur n'a aucun droit à une indemnité.

6. L'administration pour le compte de laquelle est versée l'indemnité pour des colis avec valeur déclarée qui ont disparu est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

7. Si la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue pendant le transport et s'il n'est pas possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite, chaque administration paiera la moitié de l'indemnité.

La responsabilité pour les envois poste restante ou d'autres envois tenus à la disposition des destinataires cessera dès que lesdits envois auront été remis à une personne qui a prouvé son identité d'après les dispositions en vigueur dans le pays de destination et dont le nom et la profession concordent avec les indications de l'adresse.

8. Les administrations cesseront d'être responsables des colis postaux dont les destinataires, etc., auront pris livraison contre reçu ou dont il est impossible de rendre compte parce que les pièces officielles ont été détruites pour cause de force majeure. De même, il n'existe aucune responsabilité dans les cas de perte ou d'avarie dues à l'incendie, à des inondations, à des accidents de chemins de fer et à des sinistres maritimes ou à d'autres facteurs analogues qui doivent être attribués à la force majeure.

Article 16.

1. Les colis postaux devront être emballés soigneusement et être fermés de telle manière qu'il soit impossible d'examiner le contenu sans qu'il reste de traces manifestes de la violation.

2. Aucun colis ne sera admis au transport si son emballage ne présente pas les garanties de sécurité et de protection indiquées ci-dessus.

3. En outre, les expéditeurs sont tenus d'apposer l'adresse sur chaque colis et d'y joindre un bulletin d'expédition, ainsi que les déclarations en douane nécessaires ; ces pièces devront être conformes aux modèles prescrits.

4. Compensation shall be paid by the Administration of the country of origin as soon as possible, and at the latest within one year of the date of the enquiry.

The said Administration may in exceptional cases postpone the payment of compensation beyond the period prescribed if it is not yet in receipt of reliable information as to the whereabouts of the missing parcel or the extent of the damage, or if the question of responsibility has not yet been settled owing to reasons foreign to the postal service (e. g. "force majeure").

The Administration of the country of origin shall, however, be authorised to compensate the sender on behalf of the Administration of the country of transit or of destination if, after a claim has lodged duly been, the latter has allowed six months (in service with countries overseas, nine months) to elapse without taking a decision in the matter.

The Administration responsible or on whose account payment is made in accordance with the foregoing paragraph shall be bound to repay the amount of the compensation to the Administration of the country of origin within a period of three months after notification of payment. This repayment is made free of cost to the creditor Administration, either through the accounts or by means of a money order or draft, or in coin current in the creditor country. Should repayment be effected through the accounts, the amount of the compensation shall be collected from the country responsible, either direct or through the medium of the first transit Administration. The latter, in turn, shall then claim the amount from the next Administration, the process being repeated until the sum paid out has been debited to the Administration responsible. After the expiry of the period of three months, the sum debited to the Administration of origin shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum, as from the date of expiry of the said period.

Should an Administration whose responsibility has been duly proved decline, in the first instance, to pay compensation, it shall in addition bear all additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

5. Application for compensation shall only be entertained within a period of one year as from the day following the handing in of the parcel ; after the expiry of this period the applicant shall have no claim to compensation.

6. The Administration on whose account compensation is paid out following the loss of insured parcels, succeeds to all the owner's rights.

7. Should the loss, pilfering or damage occur in course of conveyance without its being possible to prove on which territory or in which service area the loss, pilfering or damage took place, each of the two Administrations shall pay half the amount of the compensation.

Responsibility for parcels addressed "poste restante" or held at the disposal of the addressees shall cease on delivery to a person who has proved his identity according to the rules in force in the country of destination and whose name and description correspond to those indicated in the address.

8. Administrations shall cease to be responsible for postal parcels of which the proper parties have taken delivery, after signing a receipt therefor, or in respect of which no information can be produced as a result of the destruction through "force majeure" of the service records relating thereto. Responsibility shall likewise cease in case of loss or damage due to fire, floods, railway accidents, shipping disasters or other causes resulting from "force majeure".

Article 16.

1. Postal parcels must be carefully packed and closed in such a manner as to render it impossible to examine the contents without leaving obvious traces of opening.

2. No parcel shall be admitted to the post unless safely and securely packed in the manner prescribed.

3. The senders shall furthermore be required to see that each parcel bears the necessary address, and to attach thereto a despatch note, together with the necessary Customs declarations drawn up in accordance with the prescribed models.

4. Il est interdit d'accompagner un colis d'une déclaration de valeur supérieure à la valeur réelle.

5. Si l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée fait dans une intention frauduleuse une déclaration de valeur supérieure à la valeur effective du contenu, il perd tout droit à une indemnité ; l'application de la présente disposition n'exclut pas l'exercice de poursuites pénales contre l'expéditeur, conformément aux lois du pays d'origine.

Article 17.

1. La législation interne de chacun des deux pays contractants est applicable, sauf dispositions contraires de la présente convention et du règlement d'exécution y afférent.

2. Les deux administrations désigneront les bureaux et les lieux qui peuvent participer à l'échange international de colis postaux et s'en communiqueront officiellement la liste en temps utile ; elles régleront les modalités d'expédition des colis et fixeront d'un commun accord toutes les autres dispositions particulières qui semblent nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Article 18.

L'administration expéditrice est tenue d'assurer le transport des colis postaux jusqu'aux bureaux d'échange de l'autre pays ; elle assure ce transport pour son compte et sous sa responsabilité, en faisant usage des moyens de transport qu'elle juge appropriés. Toutefois, si le pays de destination assure entre les deux pays le transport maritime prévu à l'article 4 de la présente convention et reçoit conformément aux dispositions de cet article le droit maritime, la remise des colis à bord des navires par lesquels le pays de destination assure ce service sera considérée, au sens du présent article, comme équivalant pour le pays d'expédition à la remise à l'un des bureaux d'échange sur le territoire de l'autre pays.

Article 19.

L'échange de colis postaux entre les bureaux de poste des deux pays chargés de ce service s'effectuera au choix de l'administration expéditrice, en sachets, sacs, etc., fermés et cachetés, qui lui appartiennent. Ces récipients devront toujours porter la mention « *Postpakete* » (*Paquetes Postales*).

Chaque administration renverra par le prochain courrier les sachets, sacs, etc. qu'elle aura reçus de l'autre administration ; à cette occasion, elle peut également les utiliser pour ses propres envois si elle le juge utile.

Article 20.

1. Le décompte des taxes que chacun des deux pays doit à l'autre s'effectuera entre les deux administrations postales selon les modalités dont elles conviendront.

2. Les deux administrations ont le droit de décider, d'un commun accord, que pour cause d'insécurité publique ou pour d'autres raisons certains bureaux de poste ne seront pas admis à recevoir ou à expédier des colis postaux, même s'ils avaient été désignés antérieurement comme participants à l'échange de colis postaux.

De la même manière, elles pourront, si elles le jugent opportun, fixer des conditions pour l'admission de colis plus lourds, jusqu'à 10 kg., ainsi que pour l'admission de colis grevés de remboursement.

4. No parcel may be insured for an amount in excess of the actual value of the contents.

5. Should the sender of a parcel insure it, with intention to defraud, for an amount exceeding the actual value of the contents, he shall forfeit all right to compensation ; the application of this provision shall not preclude the institution of criminal proceedings against the sender under the laws of the country of origin.

Article 17.

1. The internal legislation of each of the contracting countries shall apply, except where otherwise provided by the provisions of the present Convention and of the Detailed Regulations for the Execution thereof.

2. Each of the Administrations shall designate the offices and places authorised to take part in the exchange of postal parcels with foreign countries and shall in due course officially communicate a list of such offices and places to the other ; the two Administrations shall regulate the manner in which parcels shall be despatched and lay down by mutual agreement all other detailed prescriptions which appear to be necessary for the execution of the present Convention.

Article 18.

The Administration of the country of origin shall convey the postal parcels to the offices of exchange of the other country ; it shall do so for its own account and on its own responsibility, employing such means of transport as it may think fit. If, however, the country of destination assumes responsibility for conveyance by sea between the two countries as described in Article 4 of the present Convention and receives the fee for such conveyance under the terms of that Article, the delivery of parcels on board the ships which the country of destination employs in this service shall be regarded as equivalent, for the purposes of the present Article, to delivery by the country of despatch at one of the offices of exchange in the territory of the other country.

Article 19.

The exchange of parcels between the post offices in each of the two countries designated for the purpose shall be effected in closed and sealed bags, sacks, etc. as the despatching Administration shall prefer. All such receptacles shall be marked " Postpakete " (" Paquetes Postales ").

Each Administration shall send back all bags, sacks, etc. received from the other, by return of post, using them for the transmission of its own mail whenever it so desires.

Article 20.

1. The settlement of the amounts due in respect of fees from each of the two countries to the other shall be effected in the manner to be fixed by agreement between the two Postal Administrations.

2. The two Administrations may by mutual agreement decide that on account of public insecurity or for other reasons, particular offices shall not be authorized to receive or despatch postal parcels, irrespective of the fact that they had previously figured on the list of offices specially designated for this service

Similarly, should such a course be deemed expedient, conditions may be laid down for the admission to the post of heavier parcels up to a weight of 10 kilogrammes and also of cash on delivery parcels.

3. Chaque pays se réserve le droit de faire assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention par les compagnies de chemins de fer et les entreprises de navigation dont il dispose.

4. Chaque pays peut en même temps limiter le service des colis postaux aux envois en provenance et à destination de lieux qui sont desservis par lesdites entreprises.

Article 21.

1. La présente convention entrera en vigueur à la date que les administrations postales des deux pays contractants fixeront d'un commun accord.

2. A moins que, de l'avis de l'une des deux administrations contractantes, il ne se soit révélé dans les services, pendant la première année de l'exécution de la convention, des difficultés quelconques — soit pour l'établissement des décomptes, soit d'une autre manière — la convention restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait notifié à l'autre, moyennant préavis d'un an, qu'elle désire suspendre temporairement la convention ou y mettre fin.

Article 22.

La présente convention et le règlement d'exécution qui y est annexé seront ratifiés et les instruments de ratification échangés aussitôt que possible à La Havane.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, établie en langue allemande et en langue espagnole, et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à La Havane, le quatorze juin mil neuf cent vingt-huit.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE LA CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS-POSTAUX.

I.

1. L'échange de colis-postaux s'effectuera, en envois fermés, par l'intermédiaire des compagnies de navigation dont dispose chaque pays.

2. Toutefois, les deux Parties contractantes se réservent le droit d'utiliser aussi, temporairement, une autre voie si, d'un commun accord, elles le jugent utile.

3. Si les deux administrations sont d'accord, l'échange des colis s'effectuera entre elles par les vapeurs-courriers de la « Hamburg Amerika-Linie », du « Norddeutsche Lloyd » et de la « Ozean Linie » qui effectuent des trajets entre La Havane et Hambourg.

4. Sont désignés comme bureaux d'échange, jusqu'à nouvel ordre, les bureaux de poste des ports où arrivent les navires de ces compagnies ; soit, pour Cuba, le bureau de poste de La Havane et, pour l'Allemagne, le bureau de poste de Hambourg 7.

II.

1. Chaque administration avisera, le cas échéant, l'autre administration des services maritimes réguliers qui entrent en ligne de compte pour le transport des colis.

3. Each country reserves its right to entrust the execution of the provisions of the present Convention to the railway and shipping concerns at its disposal.

4. At the same time each country shall be entitled to limit the parcels post service to packets despatched from or addressed to places served by the aforementioned concerns.

Article 21.

1. The present Convention shall enter into force on the date to be fixed by common consent by the Postal Administrations of the two contracting countries.

2. If, during the first year of execution of the Convention, neither contracting Administration is of opinion that any difficulties have been encountered in the operation of the service — whether in respect of the settlement of accounts or in any other respect — the Convention shall remain in force until either Administration shall give the other one year's notice of its desire that the Convention should be suspended temporarily or terminated.

Article 22.

The present Convention, together with the Detailed Regulations for the execution thereof, shall be ratified, and the instruments of ratification exchanged as soon as possible at Havana.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention in German and Spanish and thereto affixed their seals.

Done in two copies at Havana, on the fourteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-eight.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE CONVENTION BETWEEN GERMANY AND THE REPUBLIC OF CUBA
REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS.

I.

1. The exchange of postal parcels in closed mails shall be effected through the shipping companies at the disposal of each of the two countries.

2. The Contracting Parties nevertheless reserve their right to make, in addition, occasional use of some other means on the suitability of which they are both agreed.

3. If the two Administrations agree, the exchange of parcels between them shall be effected by the mail steamers of the "Hamburg-Amerika-Linie", the "Norddeutscher Lloyd" and the "Ozean Linie" plying between Havana and Hamburg.

4. Until otherwise provided, the offices of exchange shall be the post offices at the ports of arrival of the steamers of the aforesaid companies; *i. e.*, for Cuba, the post office at Havana and, for Germany, the Hamburg 7 post office.

II.

1. The Postal Administrations shall, whenever necessary, inform each other what regular sea services may be employed for the despatch of parcels.

2. Après accord préalable avec les pays intéressés, chaque administration communiquera à l'autre, de temps à autre, sous forme de tableaux conformes ou analogues au modèle A ci-joint, les renseignements suivants, dans l'ordre indiqué :

- a) Les pays avec lesquels des colis-postaux peuvent être échangés par son intermédiaire ;
- b) Les voies d'acheminement utilisables pour la transmission de ces colis depuis l'entrée dans son territoire ou le ressort de son service ;
- c) Le montant total des droits que l'administration expéditrice doit verser pour chaque pays ;
- d) Les renseignements relatifs à l'admission des colis-postaux avec valeur déclarée, les modalités d'admission et le montant maximum de la valeur qui peut être déclarée.

3. Au moyen de ces tableaux chaque administration fera savoir à l'autre avec quels pays elle a l'intention d'échanger des colis-postaux ; elle déterminera les voies d'acheminement qui doivent être employées pour la transmission des colis provenant de ses services et elle fixera les taxes d'affranchissement et les autres taxes postales que doivent acquitter les expéditeurs, selon les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

III.

Le poids des colis remis à l'expédition ne devra pas dépasser 5 kg et la longueur des colis ne devra, en aucun cas, être supérieure à 125 cm. ; leur volume sera de 55 décimètres-cube au maximum.

IV.

1. Ne seront admis à être transportés comme colis postaux que les envois portant l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Il n'est pas permis d'écrire les adresses au crayon ; toutefois, on admettra également les colis dont l'adresse a été écrite au crayon-encre sur une surface préalablement humectée. L'adresse doit être écrite sur l'emballage du colis lui-même ou être fixée solidement à ce dernier de telle manière qu'elle ne puisse s'en détacher. Il est recommandé de déposer dans l'envoi un double de l'adresse.

2. Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu. En outre, pour ce qui concerne la qualité de l'emballage, il est prescrit ce qui suit :

a) Les objets en verre, cristal, porcelaine, etc., devront être enfermés dans un emballage solide (caisses de métal, de bois, de cuir ou de carton ondulé épais), de telle manière que tout danger pour les autres envois et pour les fonctionnaires de l'administration des postes soit évité.

b) Les liquides, y compris les friandises en sucre liquide, les graisses, les huiles et les matières facilement liquéfiables, devront être expédiées dans un double emballage. Entre le premier récipient hermétiquement fermé (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (caisse de métal, de carton ondulé épais, de cuir fort et épais ou de bois résistant), il devra être aménagé, si possible, un espace qui sera rempli de sciure, de coton, de son ou de quelque autre matière absorbante ou protectrice.

c) Les matières difficilement liquéfiables, les friandises sous forme de pâte, les savons mous, les résines, etc., dont le transport offre moins d'inconvénients, devront être renfermés dans un premier emballage (caissette, boîte, sac de toile, parchemin, etc.) qui, de son côté, sera contenu dans un second emballage (caisse de bois, de métal ou de cuir fort et épais).

d) Les matières qui déteignent, telles que l'aniline, etc., ne seront admises qu'en boîtes métalliques résistantes, emballées à leur tour dans des caisses de bois avec de la

2. After previous agreement with the countries concerned, the two Administrations shall from time to time communicate to each other in the form of tables identical with or similar to Form A annexed hereto, the following particulars in the order indicated :

- (a) The names of the countries with which postal parcels can be exchanged through their agency ;
- (b) The routes available for the transmission of these parcels from the point of entry into their territories or service areas ;
- (c) The total amount of the fees to be paid by the Administration of origin for each country ;
- (d) If insurance is possible, subject to what formalities and up to what amount.

3. By means of these tables each Administration shall inform the other of the countries with which it intends to exchange postal parcels, shall specify the routes to be employed for the transmission of its parcels and shall fix the postage and other postal charges to be collected from the senders according to the conditions in which transmission takes place.

III.

The parcels handed in shall not weigh more than 5 kilogrammes or measure more than 125 centimetres in any direction ; in volume they shall not exceed 55 cubic decimetres.

IV.

1. No packets shall be accepted for despatch as postal parcels which do not bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses shall not be written in pencil ; nevertheless parcels bearing addresses written with a copying ink pencil on a previously moistened surface shall be accepted for despatch. The address must be written on the wrapper of the parcel itself or firmly fastened thereto in such a way that it cannot become detached. It is advisable to enclose a duplicate of the address inside the parcel.

2. All parcels shall be packed in a manner which is adequate to the time required for conveyance to destination and which sufficiently protects the contents. Furthermore, in the following cases a special type of packing shall be required :

(a) Articles of glass, crystal, china, etc. shall be packed in stout containers (boxes of metal, wood, leather or stout corrugated cardboard), in such a manner as to obviate all risk to other packages or to postal officials.

(b) Liquids, including sweetmeats in liquid sugar, fats, oils and substances which readily liquefy, shall be enclosed in a double container. Between the first container, which shall be hermetically sealed (bottle, flask, pot, tin, etc.), and the second (box made of metal, strong corrugated cardboard, strong thick leather or stout wood), a space shall, if possible, be left which shall be filled with sawdust, cotton, bran or some other absorbent or protecting material.

(c) Substances which do not readily liquefy, sweetmeats in paste form, soft soap, resins, etc. the conveyance of which is less difficult, shall be enclosed in a first container (small case, tin, linen bag, parchment, etc.), which in its turn shall be encased in a second container (box made of wood, metal or strong thick leather).

(d) Substances liable to stain, such as aniline, etc., shall only be admitted to the post if enclosed in stout tin boxes, placed inside wooden boxes with sawdust between

sciure entre les deux emballages ; les poudres sèches qui ne déteignent pas pourront être emballées dans des caisses de métal, de bois ou de carton, contenues à leur tour dans des sacs de toile ou de parchemin.

e) Les abeilles vivantes devront être emballées dans des caisses conditionnées de manière à éviter tout danger.

3. L'emballage de tout colis devra être conditionné de telle manière qu'il ne soit pas possible de toucher au contenu sans laisser de traces manifestes de sa violation. Toutefois, les colis consistant en paniers (vides) ou articles grossiers de paille tressée pourront être expédiés sans emballage, si les objets en question sont contenus l'un dans l'autre et ficelés solidement de telle manière qu'ils constituent un seul colis ne pouvant pas se détacher et opposant une résistance suffisante à tout changement de forme.

4. Il convient de fermer tous les colis — pour les colis à valeur déclarée cette règle est obligatoire — avec des cachets de cire ou des plombs, les divers cachets ou plombs devant être identiques et porter une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur. Le nombre des cachets ou des plombs devra être suffisant pour que l'inviolabilité de l'envoi soit garantie.

5. Chaque colis avec valeur déclarée devra porter, sur l'adresse elle-même aussi bien que sur le bulletin d'expédition, en lettres et en chiffres, l'indication de la valeur déclarée, sans corrections ni additions. Si cette valeur est déclarée dans la monnaie officielle de Cuba ou de l'Allemagne, l'expéditeur ou le bureau de poste du pays d'expédition devra indiquer, en chiffres, à côté ou au-dessous, la contrevaleur en francs-or.

V.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane identiques ou analogues aux modèles B et C ci-joints. Chaque administration fera savoir à l'autre combien de déclarations en douane devront être jointes au colis, pour chaque pays de destination.

2. L'expéditeur d'un colis, en apposant une mention au verso du bulletin d'expédition et sur le colis lui-même, peut indiquer de quelle manière il convient de disposer de l'envoi au cas où celui-ci ne pourrait pas être remis au destinataire. L'expéditeur peut demander :

- a)* Que le colis lui soit immédiatement renvoyé ;
- b)* Que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée ;
- c)* Que le colis soit remis à un autre destinataire ou que, aux fins de remise à son destinataire primitif ou à une autre personne, il soit acheminé sur un autre lieu ;
- d)* Que le destinataire primitif soit avisé à nouveau ;
- e)* Que le colis soit vendu pour le compte et aux risques de l'expéditeur, ou soit considéré comme tombé en rebut ;
- f)* Que le colis soit remis au destinataire franc de droits de douane ou autres frais dont il est grevé.

3. Les formulaires des bulletins d'expédition et les autres imprimés pour le service entre les deux pays devront être rédigés en langue espagnole ou en langue allemande ; au-dessous de ce texte doit figurer une traduction française.

4. Il conviendra d'indiquer sur le bulletin d'expédition le montant de la taxe d'affranchissement payée, si ce montant n'a pas été acquitté par l'apposition de timbres-poste sur le bulletin d'expédition. Les bulletins d'expédition afférents aux colis avec valeur déclarée devront indiquer la valeur conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article IV du présent règlement d'exécution.

5. Il conviendra d'indiquer pour chaque colis avec valeur déclarée le poids exact en grammes, pour chaque colis ordinaire le poids en kilogrammes entiers et en demi-kilogrammes ; ces mentions devront être apposées par le bureau de poste expéditeur sur l'emballage du colis et sur le bulletin d'expédition, à l'emplacement réservé à cet effet.

6. Les administrations n'assument aucune responsabilité pour l'exactitude des indications faites dans les déclarations en douane.

the two containers ; dry powders not liable to stain may be placed in boxes of metal, wood or cardboard to be themselves enclosed in linen or parchment bags.

(e) Live bees shall be packed in boxes so constructed as to preclude all possibility of danger.

3. All parcels must be packed in such a way as to render it impossible to tamper with the contents without leaving obvious traces of opening. Parcels consisting of baskets or rough straw-plaiting may, however, be accepted without packing, provided that the articles in question are fitted one inside another and strongly corded in such a way that they form a single parcel which cannot fall apart and will not easily change shape.

4. It is always advisable, and in the case of insured parcels indispensable, that parcels should be closed by means of wax or lead seals, all of which should be identical and bear a special stamp or mark of the sender's. The seals affixed shall be sufficiently numerous to make tampering with the parcel impossible.

5. Every insured parcel shall bear, both as part of the superscription and on the despatch note, a statement in words and figures, and without alteration or addition, of the amount of the insured value. When this amount is expressed in the official Cuban or German currency, the sender or post office of the country of origin shall indicate the gold franc equivalent in figures either below or beside the original statement.

V.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and by Customs declarations identical with or similar to the annexed Forms B and C. The Administrations shall inform each other of the number of Customs declarations to be attached to parcels for the respective countries of destination.

2. The sender of a parcel may indicate by means of directions on the back of the despatch note and on the parcel itself how the latter is to be disposed of if it proves to be undeliverable. The sender may give instructions :

- (a) That the parcel be returned to him immediately ;
- (b) That the address be corrected or completed ;
- (c) That the parcel be delivered to another addressee or that it be redirected to another locality for delivery to the original addressee or some other person ;
- (d) That the original addressee be again advised ;
- (e) That the parcel be sold on the sender's behalf and at his risk or treated as abandoned ;
- (f) That the parcel be delivered to the addressee free of Customs or any other charges due in respect thereof.

3. Despatch note forms and all other printed papers used for the service between the two countries shall be worded in Spanish or in German with a French translation underneath.

4. Unless postage is paid by means of stamps affixed to the despatch note, the latter shall be marked with the amount of such postage. The despatch notes attached to insured parcels shall bear a statement of the value in accordance with the provisions of Article IV, paragraph 5, of the present Detailed Regulations.

5. In the case of insured parcels, the exact weight in grammes, and in the case of ordinary parcels, the weight in kilogrammes and half kilogrammes shall be marked by the office of origin upon the outer wrapper of each parcel and also in the space provided for the purpose on the despatch note.

6. The Administrations assume no responsibility for the accuracy of the information contained in the Customs declarations.

VI.

1. Sur chaque colis et sur chaque bulletin d'expédition y afférent, il devra être collé une étiquette de papier blanc, identique ou analogue au modèle D ci-joint, indiquant le numéro d'expédition et le nom du bureau postal d'expédition. Il est interdit à tout bureau postal d'expédition d'employer simultanément deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que celles-ci ne portent une marque distinctive.

2. En outre, le bureau postal d'expédition apposera sur le bulletin d'expédition son timbre, indiquant le nom du lieu d'expédition et la date.

3. Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, devront être revêtus d'une étiquette rouge portant la mention « Valeur déclarée ».

4. Les colis par exprès, de même que les bulletins d'expédition y afférents devront porter, outre la mention « Par exprès » apposée par l'expéditeur, un cachet ou une étiquette collée portant le mot « *Eilbote* » (expreso) en caractères gras et clairs.

5. Lorsque les colis contiennent des monnaies, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets de valeur et, en général, lorsqu'ils portent une indication de valeur, les étiquettes prescrites par les divers paragraphes du présent article et les timbres qu'il convient d'apposer éventuellement devront être collés à une certaine distance les uns des autres, de manière qu'ils ne puissent pas servir à dissimuler des lésions de l'emballage; de même, ils ne devront pas être collés simultanément sur deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

VII.

1. Chaque colis qui doit être remis au destinataire franc de tous frais doit porter sur l'adresse et sur le bulletin d'expédition une étiquette de couleur indiquant, en caractères gras, les mots « franc de tous frais » ou « franc seulement de droits de douane » et une étiquette identique ou analogue au modèle E ci-joint. Ces colis devront également être signalés sur les feuilles de route par l'inscription d'une mention ad hoc dans la colonne « Observations ».

2. Le bureau de poste du pays de destination qui a assuré le dédouanement pour le compte de l'expéditeur, remplira le verso du bulletin de dédouanement, visé au paragraphe précédent, en y inscrivant tous les détails concernant les frais et débours à payer pour le colis; ce bulletin, accompagné des quittances établies par les bureaux de douane sera envoyé aussitôt que possible au bureau d'échange du pays de destination, qui convertira en francs-or le montant total des frais, etc., à payer par l'expéditeur et transmettra ensuite le bulletin de dédouanement au bureau d'échange du pays d'expédition.

VIII.

1. Si un expéditeur demande un avis de réception pour un colis, le bureau de poste expéditeur le mentionnera d'une manière apparente sur l'emballage du colis et sur le bulletin d'expédition lui-même, en apposant, à la main ou à l'aide d'un cachet, la mention « Avis de réception ». En outre, le bureau d'échange expéditeur signalera le colis en inscrivant une mention ad hoc dans la colonne « Observations » de la feuille de route.

2. Il incombe à l'administration expéditrice de joindre et de remplir le formulaire de l'avis de réception. Si le formulaire n'est pas transmis au bureau de poste destinataire, ce dernier est tenu d'établir sans frais un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de poste destinataire renvoie à l'expéditeur du colis, le formulaire dûment rempli ouvert et franc de taxe.

4. Si, postérieurement au dépôt d'un colis, l'expéditeur réclame un avis de réception, l'administration expéditrice donne, sur le formulaire d'avis de réception, une description exacte du colis

VI.

1. Each parcel, together with the despatch note relating thereto, shall bear an adhesive white paper label identical with or similar to specimen D hereto annexed, showing the serial number and the name of the office of origin. No office of origin may simultaneously use two or more series of adhesive labels unless each series is provided with a distinctive mark.

2. Further, the despatch note shall be impressed by the office of origin with a stamp showing the place and date of posting.

3. Insured parcels as well as their despatch notes shall bear a red label with the words "*Valeur déclarée.*"

4. Express parcels, together with their despatch notes, shall bear, in addition to appropriate directions marked upon them by the sender, the impression of a stamp or an adhesive label with the words "*Eilbole*" ("*Expreso*") in bold clear characters.

5. In the case of parcels containing coin, articles of gold and silver or other precious objects and, in general, in the case of all insured parcels, the labels prescribed in the various paragraphs of the present Article and all stamps which it may be necessary to affix shall be so spaced as not to conceal any damage which may have been done to the cover; nor shall they be affixed to two sides of the cover at once, in such a way as to hide the edges.

VII.

1. Parcels to be delivered to the addressees free of charges shall bear on the address side and on the despatch note a coloured label marked in bold characters with the words "Free of all charges" or "Free of Customs charges only", and shall be accompanied by a label identical with or similar to specimen E annexed. Such parcels must also be distinguished by a suitable entry in the "Remarks" column of the parcel bill.

2. The office of the country of destination which has paid the Customs charges on behalf of the sender shall enter on the reverse side of the franking note provided for in the preceding paragraph full particulars of all dues and charges payable in respect of the parcel, and shall forward the franking note, together with the receipts issued by the Customs authorities, as soon as possible, to the office of exchange of the country of destination which, after converting the total dues, etc., to be paid by the sender into gold francs, shall transmit the franking note to the office of exchange of the country of origin.

VIII.

1. When a sender applies for an advice of delivery of a parcel, the office of origin shall note this fact in a conspicuous place on the cover of the parcel and also on the despatch note by writing or stamping thereupon the words "advice of delivery". The office of exchange in the country of despatch shall also draw attention to the parcel by means of an appropriate entry note in the "Remarks" column of the parcel bill opposite the relevant entry.

2. Responsibility for attaching and filling in the advice of delivery form shall devolve upon the Administration of origin. Should the form not reach the office of destination, the latter shall make out a new advice of delivery without special charge.

3. The office of destination shall duly fill in the form and return it open and free of charge to the sender.

4. Should the sender apply for an advice of delivery after a parcel has been posted, the Administration in the country of origin shall enter full particulars of the parcel (office of origin,

(bureau de poste expéditeur, date de la remise, numéro, adresse, etc.). Ce formulaire sera joint à une feuille de réclamation pour colis, identique ou analogue au modèle F annexé, et sur laquelle on devra apposer au préalable des timbres pour le montant de la taxe fixée au paragraphe 2 de l'article 8 de la convention ; ces pièces seront transmises d'administration en administration, conformément aux prescriptions de l'article XII ci-après, étant entendu qu'en cas de remise régulière du colis auquel l'avis de réception a trait, le bureau de poste destinataire retiendra le formulaire F et renverra à l'expéditeur du colis l'avis de réception dûment rempli, conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

5. Si un avis de réception dûment demandé par l'expéditeur au moment de la remise du colis à l'expédition n'est pas revenu au bureau de poste expéditeur dans un délai raisonnable, on appliquera, pour se procurer l'avis de réception manquant, la procédure prévue au paragraphe 4 ci-dessus. Dans ce cas, le bureau de poste expéditeur apposera sur l'avis de réception, dans la partie supérieure, la mention « Double de l'avis de réception, etc. ».

IX.

1. Les colis seront inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route identique ou analogue au modèle G joint au présent règlement d'exécution, avec tous les détails prévus dans ce modèle. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane ainsi que les bulletins de dédouanement, les avis de réception et les quittances de douane seront attachés solidement à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur ; on commencera chaque année une série nouvelle pour chacun des bureaux d'échange du pays destinataire. Le dernier numéro d'ordre de l'année écoulée sera mentionné sur la feuille de route du premier envoi de l'année suivante.

X.

1. Pour les colis qui doivent être remis immédiatement après l'arrivée, il conviendra d'indiquer, dans la colonne « Observations » de la feuille de route, à côté de la mention relative au colis, le mot « *Eilbote* » (expreso).

2. Les colis exprès faisant partie du même envoi seront réunis, et emballés autant que possible dans le récipient contenant les feuilles de route et les autres documents. S'il n'est pas procédé de cette manière, le récipient contenant les colis exprès sera signalé par une étiquette spéciale.

XI.

1. En recevant une feuille de route, le bureau d'échange récepteur comparera les mentions de ces feuilles avec celles des colis eux-mêmes. Tout colis manquant ou toute autre irrégularité sera immédiatement signalée au bureau de poste expéditeur par un avis identique ou analogue au modèle H ci-joint. L'avis sera recommandé officiellement. En outre, un double avis sera envoyé par l'administration réceptrice à l'administration de laquelle relève le bureau d'échange qui a expédié l'envoi faisant l'objet de cet avis.

2. Les récipients contenant l'envoi de colis postaux doivent être en bon état. Toutefois, la réception d'un récipient ne pourra pas être refusée pour cause de mauvais état.

3. Toute vérification devra être effectuée avec le concours de deux fonctionnaires des postes du bureau vérificateur ; sauf en cas d'erreur manifeste, cette constatation prévaut sur les indications primitives.

date of posting, number, address, etc.) upon an advice of delivery form. This form shall be attached to a circular parcels enquiry note identical with or similar to specimen F hereto annexed, to which have been previously affixed postage stamps representing the fee prescribed in Article 8, paragraph 2, of the present Convention, and shall be transmitted from Administration to Administration in application of the provisions of Article XII below, it being understood that if the parcel to which the advice of delivery relates is delivered in the normal way, the office of destination shall retain form F and return to the sender of the parcel an advice of delivery duly filled in in accordance with the provisions of paragraph 3 above.

5. Should an advice of delivery duly applied for by the sender on handing in a parcel not have been returned to the office of origin within a reasonable time, action for the recovery of the missing advice of delivery shall be taken in the manner prescribed in paragraph 4 above. In such cases the office of origin shall mark the upper portion of the advice of delivery with the words " Duplicate of advice of delivery, etc. "

IX.

1. The parcels shall be entered by the office of exchange in the country of origin on a parcel bill identical with or similar to specimen G annexed to the present Detailed Regulations, together with all particulars required by that form. The relevant despatch notes, Customs declarations, franking notes, advice of delivery forms and Customs receipts shall be firmly attached to the parcel bill.

2. Each office of exchange in the country of origin shall mark all parcel bills sent out by it to each office of exchange in the country of destination with annual serial numbers placed in the top left hand corner. The last number used at the end of a year shall be marked upon the parcel bill accompanying the first mail of the following year.

X.

1. As regards parcels to be delivered immediately upon arrival, the relevant entry in the parcel bill shall be completed by the word "*Eilbote*" ("*Expreso*") written opposite in the " Remarks " column.

2. Express parcels belonging to the same mail shall be packed together and as far as possible in the receptacle containing the parcel bill and other papers. Otherwise, the receptacle containing the express parcels shall be appropriately marked with a distinctive label.

XI.

1. On the receipt of a parcel bill the office of exchange in the country of destination shall check the entries on the bill with the parcels received. The non-receipt of parcels or any other irregularities shall be communicated to the office of origin without delay by means of a verification note identical with or similar to specimen H hereto annexed. This advice shall be officially registered. A duplicate of the verification note shall, moreover, be sent by the Administration in the country of destination to the Administration controlling the office of exchange which despatched the mail that gave rise to the representations.

2. All mail receptacles transmitted shall be in good condition. Delivery of a receptacle may, however, not be refused on the grounds that it is in bad condition.

3. The mail shall always be checked by two postal officials of the office responsible ; except in the case of obvious error the report of these officials shall be accepted in preference to the original statement.

4. Le bureau de poste qui expédie les colis vérifie l'avis qui lui parvient et le renvoie, après signature, avec les observations qu'il pourrait avoir à présenter.

5. Si un envoi qui a été signalé au bureau d'échange expéditeur comme manquant est retrouvé, un second avis signalant la réception de l'envoi en question sera adressé au bureau de poste intéressé.

6. Si le bureau de poste destinataire n'a pas fait parvenir au bureau de poste expéditeur un avis relatif à des erreurs ou des irrégularités quelconques, par le premier courrier postal partant après la vérification, l'absence de cette pièce est considérée comme équivalant à une reconnaissance de la réception de l'envoi et de son contenu jusqu'à preuve du contraire.

7. Toutes les différences qui pourront être constatées entre les bureaux d'échange quant aux sommes à payer et aux décomptes devront être signalées par un avis au bureau de poste expéditeur. Les avis de rectification devront être joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les modifications pour lesquelles il n'est pas fourni de pièces justificatives ne seront pas reconnues lors de la vérification des feuilles.

8. Les récipients employés pour l'expédition des colis devront être revêtus de cachets de cire ou de plomb portant des empreintes spéciales du bureau postal d'échange expéditeur et ces cachets ne devront être rompus que par le bureau d'échange récepteur. Toutefois, les deux administrations se réservent le droit de fermer leurs récipients, si elles le jugent opportun, à l'aide de cadenas à secret (combinaison de lettres) offrant une plus grande sécurité. Si des cachets sont employés comme fermeture, il convient d'apposer sur la feuille de route un modèle du cachet utilisé. S'il est fait usage de cadenas, on indiquera sur la feuille de route le numéro du cadenas et le mot sur lequel celui-ci s'ouvre.

XII.

1. Pour les réclamations de colis postaux, on fera usage d'un formulaire identique ou analogue au modèle F susmentionné. L'administration du pays expéditeur inscrira sur ce formulaire les renseignements intéressant la transmission du colis à l'administration suivante et enverra ensuite le formulaire directement à l'administration destinataire.

2. Si l'administration du pays de destination est en mesure de fournir les renseignements nécessaires au sujet du sort définitif du colis faisant l'objet d'une réclamation, elle renverra le formulaire avec lesdites indications à l'administration expéditrice.

3. Si le sort d'un colis qui a été expédié à travers le territoire de plusieurs pays ne peut pas être déterminé immédiatement dans le ressort des services du pays de destination, l'administration destinataire renverra le formulaire à l'administration expéditrice. Celle-ci complètera la réclamation par l'inscription d'indications détaillées concernant la transmission à la première administration intermédiaire et l'enverra à cette administration qui, à son tour, inscrira ses observations au sujet de la transmission du colis dans le ressort de ses services et fera parvenir la réclamation à l'administration suivante, et ainsi de suite jusqu'à ce que le sort définitif du colis en question soit éclairci. L'administration qui a assuré la remise au destinataire ou qui, le cas échéant, n'est pas en mesure de constater la transmission à une autre administration ou la remise régulière, indiquera ces faits sur le formulaire et renverra ce dernier à l'administration expéditrice.

4. Les formulaires F seront expédiés, sans lettre d'accompagnement, dans des enveloppes fermées ; l'envoi sera toujours recommandé, si cette mesure est jugée utile.

XIII.

1. L'administration qui constatera que des colis ont pris une fausse direction, les réexpédiera à leur lieu de destination par la voie la plus directe. Si cette réexpédition nécessite le renvoi des colis à l'administration de laquelle ils avaient été reçus, les sommes créditées par cette administration lui seront recréditées. L'erreur devra faire l'objet d'un avis de rectification.

2. Dans tous les autres cas, et si la taxe créditée à l'administration qui assure la réexpédition ne suffit pas à couvrir les frais de la réexpédition, cette administration se créditera de la différence

4. After examination of the verification note addressed to it the office of origin of the parcels shall return it duly signed and accompanied by its observations, if any.

5. Should a packet reported missing to the office of exchange in the country of origin be subsequently discovered, a second advice shall be addressed to the office concerned announcing receipt of the packet.

6. Should the office of destination not address a note reporting errors or irregularities of any kind to the office of origin by the first despatch after the checking of the mail, the non-receipt of such a communication shall, failing proof of the contrary, be regarded as equivalent to an acknowledgment of the arrival of the mail and its contents.

7. Any differences which may arise with regard to the amounts to be credited and the settlement of accounts between the offices of exchange shall be notified to the office of origin by means of a verification note. When recognised as being in order, verification notes shall be attached to the parcel bills to which they refer. On examination of the bills, corrections unsupported by documentary evidence shall not be accepted as valid.

8. Receptacles used for the despatch of parcels shall bear wax or lead seals with the distinguishing mark of the office of exchange in the country of origin, which seals shall only be broken by the office of exchange by which the mail is taken over. The two Administrations reserve their right, however, to close their receptacles, should they think fit, by means of letter locks (combination locks) affording a higher degree of security. When seals are used for closing receptacles, the parcel bill shall bear an impression of the seal employed. When locks are used, the parcel bill shall be marked with the number of each lock and the key word to which it has been set.

XII.

1. For enquiries regarding postal parcels, a form shall be employed identical with or similar to specimen F aforementioned. The Administration in the country of origin shall fill in the form with particulars of the transmission of the parcel to the first intermediate Administration and send it direct to the Administration in the country of destination.

2. Should the Administration in the country of destination be in a position to furnish the desired information as to the ultimate disposal of the parcel under enquiry, it shall return the form together with the desired information to the Administration of origin.

3. If it cannot be immediately ascertained how a parcel forwarded "à découvert" through the territory of several countries has been disposed of in the services of the country of destination, the Administration in that country shall return the form to the Administration of origin. The latter shall then complete the form by entering thereon detailed particulars of the transfer to the first intermediate Administration and shall then forward it to that Administration which, after adding its observations regarding the forwarding of the parcel in its own service area, shall forward the circular to the next Administration, the process being continued until the parcel in question is finally traced. The Administration which has effected delivery to the addressee or which, should it so happen, is unable to furnish proof either of despatch to another administration or of regular delivery, shall record the fact on the form and return it to the Administration of origin.

4. F forms shall be sent without covering letters in closed, and as far as possible registered, envelopes.

XIII.

1. Missent parcels shall be transmitted by the Administration discovering the error to their place of destination by the shortest available route. Should such transmission entail the return of a parcel to the Administration from which it was received all sums credited by the latter shall be credited back. The error shall be reported by verification note.

2. In other cases and if the amount credited to it is insufficient to cover the cost of transmission, the transmitting Administration shall credit itself with the difference by increasing the sum put to

en majorant dans une mesure correspondante les montants que l'administration expéditrice a portés à son crédit sur la feuille de route. Le motif de cette rectification devra être signalé à cette dernière administration par un avis de rectification.

3. Les colis qui, pour raison de changement de domicile du destinataire, doivent être réexpédiés à destination d'un des pays avec lesquels Cuba ou l'Allemagne entretiennent un échange de colis postaux, seront grevés par l'administration destinataire, à la charge des destinataires, d'une taxe comprenant la part de cette dernière administration, la part de l'administration qui assure la réexpédition, et la part de chaque administration intermédiaire. L'administration qui assure la réexpédition se créditera de sa part, par le débit du compte de l'administration intermédiaire ou de la nouvelle administration destinataire. Si le pays qui assure la réexpédition et le nouveau pays de destination ne sont pas limitrophes, la première administration intermédiaire qui reçoit un colis réexpédié se créditera de sa part et de celle du pays réexpéditeur par le débit de la troisième administration à laquelle est transmise le colis ; si cette troisième administration n'est, elle aussi, qu'une administration intermédiaire, elle débitera à son tour l'administration suivante de sa part et de celle dont elle a été débitée elle-même par l'administration précédente. Les autres administrations intermédiaires participants au transport procéderont de la même manière jusqu'à ce que le colis arrive à la nouvelle administration destinataire. Toutefois, si le montant qui doit être perçu pour la réexpédition d'un colis est payé au moment de la réexpédition, le colis sera considéré comme un envoi qui est adressé directement du pays réexpéditeur au pays destinataire et le colis sera remis au destinataire sans perception de nouvelles taxes postales.

4. Les colis postaux seront réexpédiés dans leur emballage primitif et à l'aide des bulletins d'expédition joints par l'administration expéditrice. Si, pour une raison quelconque, il est nécessaire d'entourer le colis d'un nouvel emballage, ou de remplacer le bulletin d'expédition primitif par un nouveau, il conviendra d'indiquer sur l'emballage du colis aussi bien que sur le bulletin d'expédition, le nom du bureau postal d'expédition et le numéro d'expédition primitif.

5. Si la remise d'un colis ne peut pas être effectuée au lieu de destination, on demandera à l'expéditeur, dans le plus bref délai, ce qu'il convient de faire du colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà donné ses instructions, au moment de l'expédition, par une mention inscrite au verso du bulletin d'expédition et sur l'envoi lui-même. Les avis constatant l'impossibilité de la remise seront échangés directement entre le bureau de poste de destination et le bureau expéditeur. L'expéditeur d'un colis qui ne peut être remis peut demander que le colis lui soit immédiatement retourné, qu'il soit réexpédié à un destinataire à un autre lieu, qu'il soit délivré à une autre personne au lieu de destination primitif ou à un nouveau lieu de destination, que le destinataire soit avisé à nouveau, que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée, ou que le colis soit vendu pour le compte et aux risques de l'expéditeur ou traité comme étant tombé en rebut et que le colis soit remis au destinataire franc de droits de douane et des autres frais dont il est grevé. Si le bureau de poste destinataire, quatre mois après l'expédition de l'avis signalant l'impossibilité de la remise, n'a pas encore reçu d'instructions suffisantes au sujet du colis ou si les instructions données par l'expéditeur (par anticipation ou à la suite d'un avis constatant l'impossibilité de la remise) n'ont pas permis d'assurer la remise du colis, ce dernier sera immédiatement retourné au lieu d'expédition, exception faite du cas où l'expéditeur aurait aussitôt ajouté de nouvelles instructions par un autre ordre alternatif (autre adresse, mise au rebut, etc.)

6. Les colis dont le contenu est susceptible de se détériorer ou de se décomposer, à l'exclusion de tous autres colis, pourront immédiatement, sans avis préalable et sans procédure judiciaire, être vendus pour le compte de l'ayant-droit. La vente ou la destruction fera l'objet d'un procès-verbal qui sera établi en double expédition et envoyé au bureau de poste expéditeur. Le produit de la vente servira, en premier lieu, à couvrir les frais grevant le colis. L'excédent sera porté au crédit du bureau de poste expéditeur aux fins de versement à l'expéditeur du colis. Les frais qui ne seraient pas couverts par la vente seront à la charge de l'expéditeur et seront portés au débit de l'administration expéditrice. Si, pour une raison quelconque, il n'est pas possible de vendre le colis, les objets endommagés ou ayant perdu toute valeur seront détruits ou abandonnés à l'administration des douanes ; le pays expéditeur en sera informé.

its credit in the parcels bill received from the Administration of origin by a like amount. This Administration shall be informed of the reasons for the alteration by means of a verification note.

3. Parcels which in consequence of a change of residence by the addressee have to be redirected to one of the countries with which Cuba or Germany exchange postal parcels, shall be subjected by the Administration in the country of destination to a charge payable by the addressee and comprising the shares due to the Administration above-named, to that responsible for redirection and to each of the intervening Administrations by which the parcel is forwarded. The Administration responsible for redirection shall credit itself with its share by charging the necessary sum to the account of the intermediate Administration or of the Administration in the new country of destination. When the country responsible for redirection and the new country of destination are not contiguous, the first intermediate country receiving a redirected parcel shall credit itself with its own share together with that of the redirecting country by charging them to the account of the Administration in the third country to which the parcel is forwarded; should the latter also be no more than an intermediary, it shall in turn charge the next Administration with its own share, together with the amounts with which it has been debited by the preceding Administration; the same procedure shall be followed by the other intermediate Administrations co-operating in the transmission of the parcel until the latter reaches the Administration in the new country of destination. Should, however, the charge payable in respect of the redirection of a parcel have been collected at the time of redirection, the parcel shall be regarded as one which has been addressed direct from the redirecting country to the country of destination and delivered to the addressee without collection of further postal charges.

4. Redirected postal parcels shall be transmitted in their original packing and with the despatch note attached by the Administration of origin. If for any reason the parcel has to be repacked, or if the original despatch note has to be replaced by another, the name of the office of origin and the original serial number must appear both on the wrapper of the parcel and on the despatch note.

5. If a parcel is undeliverable at the place of destination, enquiry shall as soon as possible be made of the sender as to the manner in which the parcel shall be disposed of, unless such instructions have already been given at the time of handing in the parcel and marked on the reverse side of the despatch note and on the parcel itself. Advices of non-delivery shall be exchanged direct between the offices of origin and destination. The sender of an undeliverable parcel may ask that the parcel shall be immediately returned to him or redirected to the addressee in some other place, or delivered to some other person in the original place of destination or elsewhere, or that the addressee shall be again informed, that the address on the parcel shall be corrected or completed, or that the parcel shall be sold on behalf of the sender and at his risk or treated as abandoned, and that the parcel shall be delivered to the addressee free of the Customs or other charges payable in respect thereof. If, four months after the despatch of the advice of non-delivery, the office of destination is still without clear instructions as to the disposal of the parcel, or if the sender's instructions (whether indicated in advance or consequent upon an advice of non-delivery) have not made it possible to deliver the parcel, the latter shall be returned forthwith to the place of origin, provided that the sender has not immediately added further supplementary directions (new address, abandonment, etc.) to his original instructions.

6. Parcels liable to deterioration or decomposition — but these only — may be sold immediately without previous notice and without legal formalities for the benefit of the person entitled thereto. In all cases of sale or destruction, a record shall be drawn up in two copies one of which shall be sent to the office of origin. The proceeds of sale shall in the first instance be used to cover the charges payable on the parcel. Any surplus shall be transmitted to the office of origin to be paid to the sender of the parcel. Charges not covered by the sale shall be payable by the sender and charged to the account of the Administration of origin. If for any reason sale should prove impossible, the damaged or valueless articles shall be destroyed or abandoned to the Customs authorities; the country of origin shall be duly notified to that effect.

7. Les colis devant être renvoyés à l'expéditeur seront signalés dans la colonne « Observations » de la feuille de route par la mention « Remise impossible » ; ces colis seront traités comme ceux qui sont réexpédiés pour cause de changement de domicile du destinataire et seront frappés des mêmes taxes complémentaires.

8. Tout colis postal dont le destinataire a transféré son domicile dans un pays qui n'échange pas de colis postaux avec les deux parties contractantes sera considéré comme ne pouvant être remis, à moins que la première administration destinataire n'ait la possibilité de faire parvenir le colis au destinataire.

9. S'il est nécessaire de renvoyer au bureau d'échange expéditeur un colis qui tombe sous le coup de l'une quelconque des prohibitions mentionnées à l'article 13 de la convention, le renvoi s'effectuera selon les modalités prévues au paragraphe 1^{er} du présent article.

XIV.

1. Chaque administration postale fera établir mensuellement par chacun de ses bureaux d'échange (à l'aide d'un formulaire identique ou analogue au modèle K ci-joint) un état de toutes les sommes qui sont portées pour tous les envois des bureaux d'échange de l'autre administration sur chaque feuille de route, soit à son crédit (la part revenant à ladite administration et à chacune des autres administrations intéressées sur les taxes perçues par le bureau de poste expéditeur), soit à son débit (la part des taxes à percevoir auprès du destinataire, qui revient à l'administration réexpéditrice ou aux administrations intermédiaires en cas de réexpédition ou de renvoi). Des décomptes mensuels particuliers, d'après le modèle de l'annexe E bis, devront également être établis par les bureaux d'échange, en francs-or, pour les droits de douane dus à l'autre administration.

2. La même administration récapitulera ensuite les sommes des états K, sous forme d'un compte identique ou analogue au modèle L ci-joint, et déduira de sa créance le montant total des décomptes relatifs aux droits de douane, etc.

3. Ce compte, avec les états mensuels, les feuilles de route et, éventuellement, les avis qui s'y rapportent, ainsi que les bulletins de dédouanement réglés sera soumis à l'autre administration (en Allemagne, au Bureau de Comptabilité des Postes, à Berlin S. W.), aux fins de vérification, dans le cours du mois qui suivra le mois auquel ce compte se rapporte.

4. Les comptes mensuels vérifiés et acceptés par les deux parties seront réunis en un compte général trimestriel qui devra être établi par l'administration en faveur de laquelle le compte fait apparaître un crédit.

5. Le solde créditeur en francs-or qui ressort des comptes entre les deux administrations sera payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice en dollars (1 dollar = 5,1825 francs-or), par traite à brève échéance sur la capitale ou un centre commercial de ce dernier pays. Les frais d'achat de la traite seront à la charge de l'administration débitrice.

6. L'établissement, l'envoi et le règlement des comptes devront être effectués aussitôt que possible, au plus tard avant l'expiration du semestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7% l'an à compter de la date de l'expiration de ce délai.

XV.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la convention et demeurera en vigueur aussi longtemps que la convention elle-même. Toutefois, les administrations intéressées pourront, d'un commun accord, en modifier les détails si elles le jugent opportun et si les intérêts du service l'exigent.

LA HAVANE, le 14 juin 1928.

D^r F. M. FERNÁNDEZ.

D^r F. C. ZITELMANN.

7. Parcels to be returned to the sender shall be entered as " Undeliverable " in the " Remarks " column of the parcel bill ; they shall be dealt with in the same way and be subjected to the same surcharges as parcels redirected on account of the change of residence of the addressee.

8. All parcels addressed to persons who have since left for a country with which the two Contracting Parties do not exchange postal parcels shall be deemed to be undeliverable, unless the Administration in the first country of destination should be in a position to forward it to the addressee.

9. Should it be necessary to return a parcel which is affected by any of the prohibitions enumerated in Article 13 of the Convention to the office of exchange which despatched it, this shall be done in the manner prescribed in paragraph 1 of the present Article.

XIV.

1. Each of the two Administrations shall instruct each of its offices of exchange to prepare (on a form identical with or similar to specimen K hereto annexed) a monthly statement of all sums entered in each parcel bill in respect of mails received from the offices of exchange of the other Administration, crediting itself with that part of the charges collected by the office of origin due to itself and each of the other Administrations concerned (if any), and debiting itself with the share of the charges payable by the addressee due to the redirecting Administration and the intermediate Administrations in the case of redirected and undelivered parcels. Special monthly accounts in the form of specimen E (a) annexed shall also be drawn up by the offices of exchange showing in gold francs the amount owing to the other Administration on account of Customs duties.

2. The same Administration shall then summarise the amounts shown in the K statements in an account identical with or similar to specimen L hereto annexed, at the same time deducting from the total standing to its credit the amount shown in the accounts relative to Customs charges, etc.

3. This account, accompanied by the monthly statements, parcel bills and any verification relating thereto, together with paid franking notes, shall be transmitted during the month following that to which the account refers, to the other Administration (in Germany, the Postrechnungsamt, Berlin, S. W.) for examination.

4. After examination and acceptance by both Parties, the monthly accounts shall be summarised in a general quarterly account prepared by the Administration with a credit balance.

5. The sum in gold francs outstanding after the balancing of the general accounts by the two Administrations shall be paid by the debtor to the creditor Administration in dollars (1 dollar = 5.1825 gold francs) by means of a short term draft on the capital or some commercial centre of the creditor country. The costs arising out of the purchase of the draft shall be borne by the debtor Administration.

6. Accounts shall be drawn up, transmitted and paid as soon as possible, and at latest before the end of the following half year. After the end of this period sums owed by one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent per annum as from the date of expiry of the said period.

XV.

The present Detailed Regulations shall come into force on the date of the entry into operation of the Convention and shall remain valid for the same period. The Administrations concerned may, however, modify its details by common consent whenever they think this desirable and such a course is necessary for the more efficient working of the service.

HAVANA, *June 14, 1928.*

Dr. F. M. FERNÁNDEZ.

Dr. F. C. ZITELMANN.

ANNEXES A et B.

(Voir le texte français de ces annexes dans le texte original).

ANNEXE C.

(Voir le texte français de cette annexe dans le texte original, sauf la partie ci-après :)

AVIS.

A. COLIS POSTAUX ET COLIS ORDINAIRES.

1. Il incombe dans tous les cas à l'expéditeur de s'informer exactement si l'importation dans le pays de destination des objets à expédier est licite. L'expéditeur doit également veiller à ce que la déclaration réponde aux conditions que certaines administrations douanières étrangères imposent en ce qui concerne l'établissement des déclarations en douane (par exemple indications relatives à la valeur des marchandises et de la matière première avec laquelle elles ont été fabriquées ou indication de leur poids net). Les bureaux de poste fourniront à ce sujet aux intéressés, sur leur demande, des renseignements qui ne pourront toutefois pas être opposés à l'administration. *L'expéditeur est responsable des conséquences de toute rédaction défectueuse ou inexacte de la déclaration en douane.*

2. La valeur totale dans la colonne 4 doit être indiquée en reichsmark et en pfennig à moins que le pays de destination de la marchandise n'exige l'indication en une autre monnaie.

3. Si certains pays exigent l'indication de la « valeur par espèce » dans la colonne 7, il convient de mentionner, soit les valeurs des diverses espèces de marchandises contenues dans le colis et énumérées dans la colonne 3 « Désignation du contenu », soit, lorsque le colis ne contient qu'une marchandise, le prix par pièce, par douzaine, par mètre, etc. Le total des valeurs par espèce de la colonne 7 doit être égal à la valeur totale de la colonne 4.

4. Il convient d'ajouter à chaque envoi, outre le nombre requis de déclarations en douane, un bulletin de déclaration statistique pour la statistique du commerce allemand ; cette déclaration doit être faite en langue allemande.

B. COLIS ORDINAIRES EXCLUSIVEMENT

5. Pour les colis ordinaires qui, après avoir quitté le ressort de l'administration des Postes du Reich, sont réexpédiés par des entreprises de transport, il convient d'indiquer exactement le contenu en spécifiant la quantité (nombre) et la nature. Il y a lieu d'indiquer particulièrement la matière dont est composée la marchandise ou celle qui en constitue la principale partie, par exemple gants de soie et coton avec prépondérance de soie ; articles de bijouterie imités, en cuivre, dorés, etc... Pour les essences et les parfums, il convient d'indiquer en outre s'ils contiennent ou non de l'alcool. De plus, il y a lieu d'indiquer, outre la valeur totale (voir note 2) et le poids brut de l'envoi, la valeur par espèce (voir note 3) et le poids net de chaque espèce de marchandises avec et sans emballage direct.

Annexes D., E., E bis, F., G., H., K., L.

Voir le texte français de ces annexes dans le texte original.

ANNEXES

GERMAN POSTAL ADMINISTRATION.

A

EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN NON-CONTIGUOUS COUNTRIES.

Table showing the terms on which Postal Parcels can be sent 'a decouvert' to German post offices for transmission to countries for which Germany is in a position to act as an intermediary.

(Most recent Edition : April 1923).

Remarks :

Countries whose Names are preceded (in Column 2) by an Asterisk * are not parties to the International Parcel Post Agreement.

Serial Number	Country of Destination	Routes of transmission	Intermediate countries and maritime services to be employed	Fractional weight unit	Charge by weight to be credited to the German Office		Maximum insured value	Insurance charge per 300 fr. to be credited to the German office	Analysis of the amounts in column 6					Number of Customs declarations	Remarks				
					Kg.	Fr.			C.	Scale									
										1 kg.	3 kg.	5 kg.	10 kg.			e			
1	2	3	4	5	6	7	8	9					10	11					

B

(Front)

<p style="text-align: center;">COUNTERFOIL</p> <p>May be detached by the addressee</p> <p>Stamp of office of origin.</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Name and address of sender</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Registration slip.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">GERMANY DESPATCH NOTE</p> <div style="border: 1px solid black; height: 40px; width: 100%; background: repeating-linear-gradient(45deg, transparent, transparent 2px, black 2px, black 4px);"></div> <p>Insured value</p> <p>Herewith I Number of Customs declarations.....</p> <p>To</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Place of destination</p> <p>Street and number</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <tr> <td style="width: 30%; padding: 5px;">Weight</td> <td style="width: 40%; padding: 5px;">Customs duty ¹</td> <td style="width: 30%; padding: 5px;">Route to be followed</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">..... kg.g.</td> <td style="padding: 5px;">.....</td> <td style="padding: 5px;">.....</td> </tr> </table> <p>¹ To be filled in by the office of exchange through which the parcel enters the country of destination.</p>	Weight	Customs duty ¹	Route to be followed kg.g.
Weight	Customs duty ¹	Route to be followed					
..... kg.g.					

Stamps.

A 20
(1.22)

(Back)

SENDER'S INSTRUCTIONS.

If the parcel described overleaf cannot be delivered I desire it to be ¹.....
.....
.....
.....

Sender's signature

¹ Insert one of the alternatives enumerated below.

The sender of an undeliverable parcel may request :

- (a) That the parcel be immediately returned to him ;
- (b) That the address be corrected or completed ;
- (c) That the parcel be delivered to another addressee or that it be redirected to another locality for delivery to the original addressee or some other person.
- (d) That the original addressee be again advised ;
- (e) That the packet be sold on the sender's behalf and at his risk or treated as abandoned ;
- (f) That cash on delivery parcels be delivered to the original addressee or to some other person without collection of the trade-charge or on payment of a sum lower than that originally stated.
- (g) That the parcel be delivered to the addressee free of Customs or any other charges due in respect of it.

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT BY ADDRESSEE

I hereby declare that I have received the parcel described overleaf

Place date 192.....

Name

C

PLACE OF ORIGIN

PLACE OF DESTINATION

.....

.....

GERMAN POSTAL ADMINISTRATION.

CUSTOMS DECLARATION.

COUNTRY OF DESTINATION

.....

Addressee

Parcel, Insured Box or Letter		Description of contents (See Back § 1 and 5 of Instructions)	Total value of the contents of the Parcel, Insured Box or Letter (See Back, § 2 of Instructions)	Weight		Separate value of the goods contained in the Parcel, Insured Box or Letter (See Back § 3 of Instructions)	Remarks
Number	Class			Gross	Net		
1	2	3	4	5 grammes	6 (See Back § 1 & 5) grammes	7	8
Country of origin or manufacture of the articles							

Place.....

Date..... 19.....

Name of Sender :

.....

INSTRUCTIONS.

A. POSTAL PARCELS AND POSTAL FREIGHT PACKETS.

1. It shall in all cases be incumbent *upon the sender* to ascertain whether the articles to be sent can be introduced into the country of destination. The sender shall also be responsible for complying with the special requirements of foreign Customs Administrations when filling in the Customs declarations (*e. g.* particulars of the value, basic material, or net weight of the articles). Post offices will on request supply *unofficial* information on this subject. *The sender shall take full responsibility for any omissions or inaccuracies in filling in the Customs declaration.*

2. Unless otherwise requested by the country of destination of the goods, the total value in Column 4 shall be shown in Reichsmarks and Pfennigs.

3. Where countries require the filling in of Column 7 "Separate value", senders should indicate either the separate value of the various classes of goods contained in the parcel and entered in Column 3 "Description of contents" or, if the parcel contains only one class of goods, the price per article

per dozen, per metre, etc. The separate values shown in Column 7 must together equal the total value in Column 4.

4. In addition to the regulation number of Customs declarations, each parcel must be accompanied by a statistical statement for the purposes of the German Trade Statistics ; this statement shall be made out in German.

B. POSTAL FREIGHT PACKETS ONLY.

5. In the case of postal freight packets which after leaving German postal territory are forwarded as freight, senders shall give exact particulars of the contents from the point of view both of quantity (number of articles) and nature. In particular, senders shall state the material of which the articles are made or are predominantly made, *e. g.*, gloves made of silk and cotton, predominantly silk ; imitation jewelry made of copper, gilt, etc. In regard to scents and perfumery, a declaration must also be made as to whether they contain alcohol or not. In addition to the total value (*cf.* § 2) and gross weight of the parcel, senders shall also declare the separate value (*cf.* § 3) and net weight of each class of goods inclusive and exclusive of its immediate wrapper.

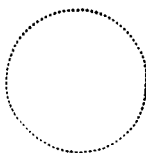
D

<p style="text-align: center;">475. Barmen 1.</p>	<p style="text-align: center;">475. Barmen 1</p>
---	---

E

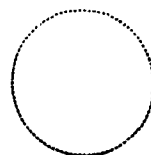
(Front of Form.)

COUNTERFOIL



Country of origin : GERMANY

Stamp of office of origin :



FRANKING NOTE

The sender of $\frac{\text{parcel}^1}{\text{box}^1}$

No.

 $\frac{\text{Parcel}^1}{\text{Box}^1}$ No. from insured value

..... frs. despatched by

Insured value

..... to

Posted at

..... at

to

Address

at

Deliver free of $\frac{\text{all charges}^1}{\text{Customs charges}^1}$ has paid the duty indicated
overleaf.¹ Strike out whichever does not apply.

To be returned to the office of

(State name of office of origin or, where necessary, name of office of
exchange.)

E

(Back of Form.)

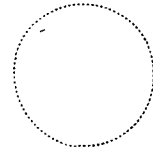
PARTICULARS OF DUTIES PAYABLE

(In the currency of the country of destination.)

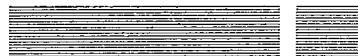
Customs duty	
Re-packing charges	
Clearance dues	
Commission and other charges	
.....	
.....	
Total	

or ¹ RM

Stamp of office which has advanced charges :



TOTAL CHARGES DISBURSED. (SEE DETAILS ON COUNTERFOIL.)



(In the currency of the country of destination of the parcel.)

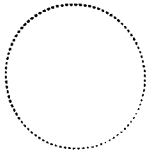
or



(To be converted by the office of origin of the parcel.)

Date of advance	Registration No.	Office paying charges in advance	Signature of official
-----------------	------------------	----------------------------------	-----------------------

Stamp of office of origin of parcel :

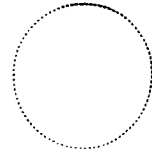


Register of Arrival

No.

Converted by (Name of official)

Stamp of collecting office :



¹ Amount in the currency of the country of origin.

E (a)

GERMAN POSTAL ADMINISTRATION,

Year

Month

ACCOUNT

of the

IMPORT DUTIES, ETC.

paid by the Postal Administration of

.....

on behalf of the Postal Administration of Germany.

Serial Number	Register of offices effecting payments		Names of offices effecting payments	Amount of each franking note	Remarks
	No.	Date			
I					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
I					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
I					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					

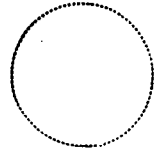
Page

F

GERMANY
GERMAN POSTAL ADMINISTRATION.

Stamp of office of origin

Post Office Ser. No.
German Office of Exchange



ENQUIRY (CIRCULAR) CONCERNING A POSTAL PARCEL

or a trade charge money order not arrived at destination.

To be filled in by the Administration of origin.	To be filled in by the office of origin.	Nature of the parcel
		Office of origin
		When handed in
		Full description of appearance
		Registration No.
		Address of addressee (as accurately as possible. Whenever possible a duplicate of the superscription should also be attached)
		Exact contents
		Weight
		Insured value
		Trade charge
		Request for advice of delivery
		(If such an advice is required insert the letters A. R.)
		Name and address of sender
		Special particulars
		Place date 192... Office of origin
To be filled in by the office of exchange ¹ .	{	The parcel was despatched on the 192... (..... th mail) by the
		Office of exchange at to the Office of exchange at
		under No. of parcel bill No. Name of steamer
To be filled in by the Administration in the country of destination	{	Place date 192... German office of exchange
		Postal Administration
		The parcel described above was delivered ³ on the 192... at
To be filled in by the Administration in the country of destination	{	Place date 192... Signature
		The parcel described above is still in the possession of the Post Office at ³
		was returned to the place of origin ³ on
		was red rected on the ³ 192... to
		has been impossible to trace in the office of destination ; this enquiry has therefore been returned to the office of origin to ascertain date of transmission ¹ .
Place date 192... Signature		

¹ Only in cases of conveyance by sea or if the Administration in the country of destination is unable to trace the missent parcel.

² This part of the form shall be struck out by the German Post Office whenever in case of conveyance by sea the enquiry is from the outset passed on from Administration to Administration.

³ Strike out those which do not apply.

To be filled in by the intermediate administrations

In case of normal transmission of the parcel.	Postal Administration of
	Transmitted on 192... (.....th mail) by the office of exchange at to the office of exchange at
	Under No. of parcel bill No. Name of steamer
	Place the 192... Signature.....
	Postal Administration of
	Transmitted on 192... (.....th mail) by the office of exchange At.....to the office of exchange at.....
	Under No.....of parcel bill No..... Name of steamer.....
	Place.....the.....192... Signature.....
	Postal Administration of
	Transmitted on 192... (.....th mail) by the office of exchange At..... to the office of exchange at
	Under No. of parcel bill No..... Name of steamer
	Place the 192... Signature
Postal Administration of	
When in case of conveyance by sea normal transmission cannot be proved.	It has been impossible to prove normal transmission of the parcel to the next Administration. This enquiry is therefore being forwarded to the Administration in the country of destination.

	Place..... the 192... Signature.....

FINAL REPLY ¹

Postal Administration of

The parcel was delivered ² on the 192... at.....

is still in the possession of the Post Office at ².....

has been returned to place of origin ²

was redirected ² 192... to

It has been impossible to prove delivery of the parcel ²

.....

It has been impossible to prove transmission of the parcel to the next Administration. This enquiry is therefore being returned to the Administration of origin.....

.....

Place the 192... Signature

¹ From the Administration in the country of destination or any intermediate Administration which cannot show that the missing parcel was transmitted to the next Administration.

² Strike out those which do not apply.

G

COUNTRY OF ORIGIN :

COUNTRY OF DESTINATION

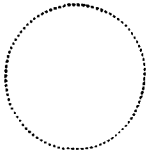
GERMANY.

Serial No. of Parcel Bill

Name of Ship

PARCEL BILL FOR POSTAL PARCELS.

Date stamp



Despatched from the Office of Exchange at.....

To the Office of Exchange at

Departure (.....th mail) on..... 192 ath.....m.....

Arrival on..... 192 ath.....m.....

Serial No.	Registration No.	Number of postal parcels	Office of origin	Office of destination ¹	Weight of each insured parcel	Value insured	Credits due in respect of charges and duties				Amount of trade charges in the currency of the country of origin	Remarks
							by the despatching office to the corresponding office		by the corresponding office to the despatching office			
I	2	3	4	5	6	7.	8		9		10	11
						Gold francs	Fr.	c.	Fr.	c.		
I												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
Carry forward												

¹ Not to be filled in if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.

Serial No.	Registration No.	Number of postal parcels	Office of origin	Office of destination ¹	Weight of each insured parcel	Value insured	Credits due in respect of charges and duties				Amount of trade charges in the currency of the country of origin	Remarks
							by the despatching office to the corresponding office		by the corresponding office to the despatching office			
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10	11
	Carried forward					Gold francs	Fr.	c.	Fr.	c.		
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
31												
32												
33												
34												
35												
Total												

Official of office of origin :

Official of office of destination :

.....

.....

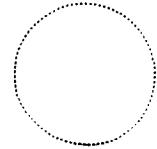
¹ Not to be filled in if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.

GERMANY

Date Stamp

GERMAN
POSTAL ADMINISTRATION.

PARCELS POST SERVICE



VERIFICATION NOTE

for the notification and correction of errors and irregularities of any kind found in the consignment of parcels from the office of exchange

at by the Exchange Office at

Mail of 19.....

PARCELS MISSING

Serial Number	Registration Number	Place of Origin	Address (as exact as possible)	Charges credited	Corrections by Office of Destination	Remarks

PARCELS DAMAGED

Serial Number	Registration Number	Place of Origin	Address of Sender	Address of Addressee	Contents	Verified Weight	Insured Value	Particulars of Receptacle (basket, bag, etc.)

Particulars and apparent cause of damage together with any other remarks.

K

POSTAL ADMINISTRATION

CORRESPONDENCE WITH THE OFFICE

of

of

MONTHLY STATEMENT.

of the sums owing between the Postal Administration of
and the Postal Administration of for expenses in respect of postal parcels
delivered by the offices of exchange of the former Administration to the office of exchange of

Month 19.....

Date of Parcel bill	Amount credited to office of destination					Amount credited to despatching office										REMARKS
	(Column 8 of Form G.)					charges and duties (Column 9 of Form G.)					Trade charges (Column 10 of Form G.)					
	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	Consignment from office	
Totals for each office of exchange																
General total of each credit																

Stamp of office of exchange
in country of destination

Head of Office of exchange in destination :

L

POSTAL ADMINISTRATION

CORRESPONDENCE
WITH THE POSTAL OFFICE

of

of.....

GENERAL ACCOUNT

of the monthly statements of parcel bills for postal parcels addressed by the offices of exchange of..... to the offices of exchange of

Month of 19.....

Serial Number	Offices of exchange of destination	Amount due according to each monthly statement to the office of destination	Amount due according to each monthly statement to the office of origin			Remarks
			Taxes and dues			
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
	½ % of trade-charges collected by the Office of Destination					
	Totals :					
	Balance of the credit of office ...					

A

BUREAU EXPÉDITEUR

BUREAU DESTINATAIRE

ÉCHANGE DE COLIS-POSTAUX ENTRE PAYS NON LIMITROPHES

Tableau indiquant les conditions auxquelles peuvent être transmis à l'administration des postes de, par l'administration des postes de, des colis-postaux en transit simple à destination de pays par rapport auxquels la première est à même de servir d'intermédiaire à la seconde.

Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays de transit et des services maritimes à utiliser	Total des sommes à bonifier à l'administration de par l'administration de		Observations
			Taxe au poids	Droit d'assurance pour 300 francs	
1	2	3	4	5	6

A

OFFICE BY WHICH THE
PRESENT TABLE IS DESPATCHEDOFFICE TO WHICH THE PRESENT
TABLE IS ADDRESSED

EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN NON-CONTIGUOUS COUNTRIES

Table showing the terms on which the Postal Administration of can transmit "à découvert" to the Postal Administration of postal parcels addressed to countries for which the second of the above-named Administrations is in a position to act as an intermediary.

Country of destination	Routes of transmission	Intermediate countries and shipping services to be employed	Total charges to be credited by the Administration of to the Administration of		Remarks
			Charge by weight	Insurance rate per 300 francs	
1	2	3	4	5	6

B

(Recto)

<p>TALON</p> <p>Peut être détaché par le destinataire</p> <p>Timbre d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> L. S. </div> <p>Nom et domicile de l'expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>PAYS D'ORIGINE.....</p> <p>BULLETIN D'EXPÉDITION DE COLIS POSTAL</p> <p>Ci-joint nombre de déclarations en douane...</p> <p>Valeur déclarée</p> <p>Montant à rembourser</p> <p>A</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Lieu de destination</p> <p>(Rue et numéro)</p>	<p>Emplace- ment réservé aux timbres-poste ou à l'indication du montant perçu.</p>
Poids	Droits de douane ¹	Acheminement

¹ A remplir par le bureau d'entrée, à la frontière du pays de destination.

(Verso)

<p>RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE</p>
<p>Le soussigné déclare avoir reçu (le ou les) colis désigné... au recto.</p> <p style="text-align: center;">A le 19.....</p> <p style="text-align: right;">Signature</p>

B

(Front)

<p>COUNTERFOIL May be detached by addressee</p> <p>Seal of the Administration of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> L. S. </div> <p>Name and address of sender :</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">COUNTRY OF ORIGIN.....</p> <p style="text-align: center;">DESPATCH OF POSTAL PARCEL</p> <p>Herewith Customs declarations...</p> <p>Insured value</p> <p>Amount of trade charge.....</p> <p>To</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">Place of destination..... (Street and number).....</p>	<p>Stamps or other indication of postage paid.</p>
Weight	Customs duties ¹	Postal route

¹ To be filled in by the Office through which the parcel enters the country of destination.

(Back)

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT BY ADDRESSEE

I hereby declare that I have received the parcel (or parcels) described overleaf.

..... place date 19.....

(Signature)

C

PLACE OF ORIGIN

COUNTRY OF ORIGIN

PLACE OF DESTINATION

.....

.....

.....

CUSTOMS DECLARATION

At

Postal parcels		Description of contents	Value	Weight	
No.	Class			Gross — Grammes	Net — Grammes

..... date 19.....

Sender

.....

D

<p style="text-align: center;">475. Barmen I.</p>	<p style="text-align: center;">475. Barmen I</p>
---	---

D

<p style="text-align: center;">475. Barmen 1.</p>	<p style="text-align: center;">475. Barmen 1</p>
---	---

E bis

ADMINISTRATION DES POSTES

Année

de

Mois de

COMPTE

des

DROITS DE DOUANE, ETC.

déboursés par l'Administration des Postes de

.....
pour le compte de l'Administration des Postes de.
.....

E (*bis*)

POSTAL ADMINISTRATION

Year

of

Month

/

ACCOUNT

of the

CUSTOMS DUTIES, ETC.

paid by the Postal Administration of

.....

on behalf of the Postal Administration of

.....

Nos d'ordre	Registre des bureaux déboursants		Noms des bureaux déboursants	Montant de chaque bulletin	Observations
	Nos	Dates			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					

Serial Number	Register of offices effecting payments		Names of Offices effecting payments	Amount of each franking note	Remarks
	No.	Date			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					

E

ADMINISTRATION DES POSTES

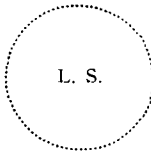
de

SERVICE DES COLIS POSTAUX

BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT

Le colis postal ci-joint, numéro..... expédié par à.....
 à l'adresse de à
 doit être remis au destinataire franc de tous droits.

Timbre du bureau d'origine



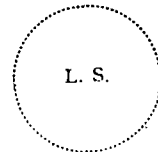
..... des postes

En renvoyant cet avis, il devra être porté au débit de l'administration de¹
 le montant des frais grevant le colis et qui n'ont pas été payés.

Détail des frais déboursés dans le pays de destination	Montant
Total	

Remis au bureau d'échange postal de

Timbre de l'Administration
 des Postes du pays de destination



¹ Nom de l'Administration des Postes d'origine.

E

POSTAL ADMINISTRATION

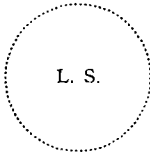
.....

POSTAL PARCELS SERVICE

FRANKING NOTE

The postal parcel despatched herewith, Number handed in by
..... at addressed to
at is to be delivered to the addressee free of all charges.

Stamp of the Administration of origin



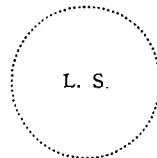
..... of postal service.

The return of this form shall be deemed to debit the Administration of¹
with charges due in respect of the parcel and not yet paid.

Particulars of Charges in country of destination	Amount
Total	

Returned to the Office of Exchange at

Stamp of the Postal Administration
in the country of origin



¹ Insert name of Postal Administration of origin.

F

ADMINISTRATION DES POSTES DE

RÉCLAMATION D'UN COLIS POSTAL

A remplir par l'administration d'origine.

Bureau de dépôt :
 Date du dépôt :
 Numéro d'enregistrement :
 Adresse :
 Contenu :
 Poids :
 Valeur :
 Remboursement :
 Demande d'un avis de réception : (Dans le cas affirmatif, ajouter les lettres *A. R.*)
 Nom et adresse de l'expéditeur :
 Acheminement : expédié le 19.....
 Par le bureau d'échange : de
 au bureau d'échange de sous le N° de la feuille de route

Lieu et date Signature :

A remplir par l'administration de destination.

Administration des postes de :
 Le colis décrit ci-dessus : { a été remis le à
 n'ayant pu être découvert au bureau de destination, cette
 réclamation doit être transmise à la première administration intermédiaire pour qu'elle
 en confirme l'envoi.

Lieu et date : Signature :

A remplir le cas échéant par les administrations intermédiaires.

Administration des postes de :
 Réacheminé le par le bureau d'échange de
 au bureau d'échange de sous le numéro de la feuille de route

Lieu et date : Signature :

Administration des postes de :
 Réacheminé le par le bureau d'échange de
 au bureau d'échange de sous le numéro de la feuille de route.

Lieu et date : Signature :

Administration des postes de :
 Réacheminé le par le bureau d'échange de
 au bureau d'échange de sous le numéro de la feuille de route.

Lieu et date : Signature :

RÉPONSE DÉFINITIVE

de l'administration destinataire ou, le cas échéant, de l'administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière à l'administration suivante.

F

POSTAL ADMINISTRATION OF

ENQUIRY CONCERNING A POSTAL PARCEL

To be filled in by Administration of origin.

Office of origin
 Date of despatch
 Registration number
 Address
 Contents
 Weight
 Value
 Trade-charge
 Request for advice of delivery (If desired insert letters A. R.)
 Name and address of sender.....
 Route followed : Despatched the 19..... by the Office of Exchange of
 to the Office of Exchange of under No. of bill.....

Place and date : *Signature :*

.....

To be filled in by Administration in country of destination.

Postal Administration of
 The above-mentioned parcel : { was delivered on to
 cannot be traced by the Administration in the
 country of destination ; this enquiry should therefore be sent to the first intermediate
 Administration for particulars of transmission.

Place and date : *Signature :*

.....

To be filled in by Intermediate Administrations.

Postal Administration of
 Transmitted the by the Office of Exchange at
 to the Office of Exchange at under No. of bill.

Place and date : *Signature :*

.....

Postal Administration of
 Transmitted the by the Office of Exchange at
 to the Office of Exchange at under No. of bill.

Place and date : *Signature :*

.....

Postal Administration of
 Transmitted the by the Office of Exchange at
 to the Office of Exchange at under No. of bill.

Place and date : *Signature :*

.....

FINAL REPLY

by the Administration in the country of destination or any intermediate administration which cannot prove that the missing parcel was duly transmitted to the next Administration.

G

SERVICE ENTRE

PAYS D'ORIGINE

et

FEUILLE DE ROUTE DES COLIS POSTAUX

expédiés par le bureau d'échange de au bureau d'échange de

Départ (poste) du 19..... à h. m.

Arrivée du 19..... à h. m.

Nos d'ordre	No de l'enregistrement	Lieu de dépôt	Lieu de destination	Nombre de			Poids de chaque colis et valeur	Valeur déclarée	Bonifications de taxes et droits				Montant du remboursement		Observations
				Colis postaux	Bulletins d'expédition	Déclarations en douane			Par l'office expéditeur à l'office correspondant		Par l'office correspondant à l'office expéditeur		Fr.	C.	
									Fr.	C.	Fr.	C.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11		12	13	
Totaux															

L'agent du bureau expéditeur :

L'agent du bureau destinataire :

G

SERVICE BETWEEN
and

COUNTRY OF ORIGIN

PARCEL BILL FOR POSTAL PARCELS

Despatched by the Office of Exchange at to the Office of Exchange at

Departure (Mail) the 19..... at hrs. min.....
Arrival the 19..... at hrs. min.....

Serial No.	Registration No.	Place of origin	Place of destination	Number of			Weight of each insured parcel	Insured value	To be credited on account of charges and duties				Amount of trade charges	Remarks
				Postal parcels	Despatch Notes	Customs Declarations			By the office of origin to the corresponding Office		By the corresponding Office to the Office of origin			
								Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Totals														

Official of Administration of origin :

Official of Administration of destination :

ADMINISTRATION DES POSTES
de

H

Timbre
à date

SERVICE DES COLIS POSTAUX

BULLETIN DE VÉRIFICATION

Pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans l'envoi des colis du bureau d'échange de
par le bureau d'échange de
Expédition du 19.....

MANQUE DE COLIS						
Numéro d'ordre	Numéro de l'enregistrement	Lieu d'origine	Adresse (aussi exacte que possible)	Montant du port bonifié	Vérification du bureau destinataire	Observations

AVARIE DE COLIS								
Numéro d'ordre	Numéro de l'enregistrement	Lieu d'origine	Adresse		Contenu	Poids constaté	Valeur déclarée	Indication du récipient (panier, sac etc.)
			de l'expéditeur	du destinataire				

Renseignements détaillés, cause de l'avarie et autres observations						
IRRÉGULARITÉS						
Manque de la feuille, emballage ou fermeture insuffisants						
ERREURS						
Numéro d'ordre	Numéro de l'enregistrement	Lieu d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	Montant du port bonifié	Rectification du bureau destinataire
Total.....			Total vérifié.....			

..... le 19.....

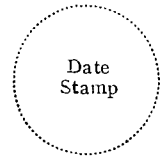
Vu et accepté le 19.....

L'agent du bureau destinataire,
.....

Le chef du bureau expéditeur :
.....

H

POSTAL ADMINISTRATION
of.....



PARCEL POST SERVICE

VERIFICATION NOTE

for notification and correction of errors and irregularities of any kind found in the consignment of parcels from the office of exchange of by the office of exchange of Consignment of 19.....

PARCELS MISSING						
No.		Place of origin	Address (as exact as possible)	Amount of postage credited	Verification by the office of destination	Remarks
Serial	Registration					

PARCELS DAMAGED								
No.		Place of origin	Address		Contents	Verified Weight	Value insured	Description of receptacle (basket, bag etc.)
Serial	Registration		of sender	of addressee				

Particulars and apparent cause of damage or other remarks IRREGULARITIES (label missing, packing insufficient or parcel not properly secured, etc.) ERRORS						
No.		Place of origin	Name and address of addressee	Weight	Amount of postage credited	Correction by office of destination
Serial	Registration					
Total.....			Corrected Total.....			

(Date) 19.....

Seen and approved : (Date) 19.....

Official of office of destination.
.....

Head of office of origin.
.....

K

ADMINISTRATION DES POSTES

CORRESPONDANCE AVEC L'OFFICE D'ÉCHANGE

de.....

de.....

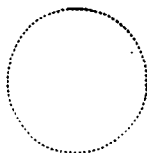
ÉTAT MENSUEL

des sommes que se doivent réciproquement l'office de et l'office de à titre de frais pour les colis-postaux livrés par les bureaux d'échange dépendant du premier office au bureau d'échange de

Mois de 19.....

Date de la facture	Avoir de l'office destinataire				Avoir de l'office expéditeur								Observations
	Colonne 10 du formulaire G				Taxes et droits colonne 11 du formulaire G				Montant du remboursement Colonne 12 du formulaire G				
	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	Envoi du bureau de	
	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	F. C.	
1													
2													
3													
4													
5													
28													
29													
30													
31													
Total par bureau d'échange correspondant.....													
Total de chaque avoir.....													

Timbre du bureau destinataire



Le chef du bureau d'échange destinataire,

K

POSTAL ADMINISTRATION

CORRESPONDENCE WITH THE OFFICE OF EXCHANGE

of.....

of.....

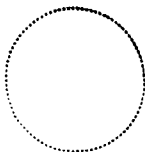
MONTHLY STATEMENT

of the sums owing between the Postal Administration of
and the Postal Administration of for expenses in respect of postal parcels
delivered by the office of exchange of the former Administration to the office of exchange of

Month 19.....

Date of Parcel bill	Amount credited to office of destination				Amount credited to despatching office								Remarks				
	Column 10 of Form G				Charges and duties Column 11 of Form G				Amount of trade-charges Column 12 of Form G								
	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....	Consignment from office of.....					
	F.	C.	F.	C.	F.	C.	F.	C.	F.	C.	F.	C.		F.	C.	F.	C.
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
28																	
29																	
30																	
31																	
Total for each office of exchange.....																	
General Total for each credit																	

Stamp of office of destination.



Head of Office of destination,

L

ADMINISTRATION DES POSTES DE

CORRESPONDANCE AVEC L'OFFICE DE

COMPTE RÉCAPITULATIF

des états mensuels des feuilles de route de colis postaux adressés par les bureaux d'échange
aux bureaux d'échange de

Mois de 19.....

Numéro d'ordre	Désignation des bureaux d'échange du pays de destination	Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel ¹ à l'office destinataire		Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office expéditeur			Observations
				Taxes et droits	Remboursement		
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
	½ pour cent du montant des remboursements effectués par l'office destinataire ...						
	Total.....						
	Solde au crédit de l'office de						

¹ N. du T. Le texte espagnol dit « semanal » (hebdomadaire) ce qui est manifestement une erreur.

L

ADMINISTRATION

CORRESPONDENCE
WITH THE ADMINISTRATION

of.....

of.....

GENERAL ACCOUNT

of the monthly statements of parcel bills for postal parcels addressed by the offices of exchange
of..... to the offices of exchange of

Month of..... 19.....

Serial Number	Offices of exchange of the country of destination	Amount due according to each monthly ¹ statement to the office of destination	Amount due according to each monthly statement to the office of origin			Remarks
			Taxes and dues	Trade charge		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
	½ % of trade-charges col- lected by the Office of Destination					
	Total.....					
	Balance to the credit of Administration of					

¹ The Spanish text has «semanal» (weekly) which is clearly an error.

N° 2833.

CUBA ET MEXIQUE

Convention pour l'échange de correspondance radiotélégraphique entre les deux pays. Signée à La Havane, le 29 juin 1928.

CUBA AND MEXICO

Convention for the Exchange of Radio Telegraphic Correspondence between the two Countries. Signed at Havana, June 29, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2833. — CONVENIO¹ PARA EL INTERCAMBIO DE CORRESPONDENCIA RADIOTELEGRAFICA ENTRE LA REPUBLICA DE CUBA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS. FIRMADO EN LA HABANA, EL 29 DE JUNIO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le délégué permanent de la République de Cuba auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 octobre 1931.

Spanish official text communicated by the Permanent Delegate of the Republic of Cuba accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 6, 1931.

LOS GOBIERNOS DE LA REPÚBLICA DE CUBA y DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, con el fin de mejorar las relaciones telegráficas entre los dos países, han designado sus plenipotenciarios a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :

Al Dr. Francisco María FERNÁNDEZ, Secretario de Sanidad y Beneficencia e interino de Estado, y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

Al Licenciado Carlos TREJO y LERDO DE TEJADA, su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Cuba; Quienes después de comunicarse sus poderes, que hallaron en buena y debida forma, acordaron lo que sigue :

Artículo 1.

El intercambio de correspondencia telegráfica entre la República de Cuba y los Estados Unidos Mexicanos se efectuará directamente « Vía Radio », y por las Estaciones de la Habana, propiedad del Gobierno de Cuba y la de Chapultepec, propiedad del Gobierno Mexicano, o entre la primeramente citada u otras que llegare a instalar el Gobierno de Cuba y cualquiera otra de las pertenecientes o que pertenezcan en lo sucesivo al Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, según se determine en su oportunidad, de común acuerdo y conforme a las necesidades del servicio.

Artículo 2.

La correspondencia telegráfica de este servicio, se clasificará así :

- a) Oficial,
- b) De servicio, y
- c) Del público.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 31 décembre 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, December 31, 1930.

Se considera como « Oficial », la correspondencia que emane de los funcionarios públicos y Honorables Cuerpos Diplomático y Consular de ambos países, siempre que dicha correspondencia trate de asuntos netamente oficiales.

De « Servicio », la que se curse entre ambas Administraciones Telegráficas y entre las Oficinas dependientes de dichas Administraciones, siempre que la misma trate sobre asuntos del servicio telegráfico.

La correspondencia « Oficial » así como la de « Servicio » se cursarán « Libre de Pago ».

Artículo 3.

Se considera como « correspondencia del público », la que expida con carácter particular cualquier persona y podrá asumir uno o varios de los caracteres que se indican a continuación :

- a) « Ordinaria »,
- b) « con o de respuesta pagada »,
- c) « carta diurna »,
- d) « carta nocturna »,
- e) « mensaje nocturno »,
- f) « servicio de prensa ».

Artículo 4.

La « correspondencia del público », cubrirá el importe íntegro, en efectivo, con total arreglo a las condiciones y tarifas que a continuación se expresan :

a) La tarifa para el cobro de mensajes « Ordinarios de o para cualquier punto de la República de Cuba, y de o para cualquiera de las oficinas pertenecientes a los telégrafos nacionales de los Estados Unidos Mexicanos, será como sigue :

1º Por las primeras diez palabras Dls. \$2.50, dos dólares cincuenta centésimos de dólar.

2º Por cada palabra que exceda de las primeras diez, Dls. 0.20, veinte centésimos de dólar.

b) Los mensajes que autoricen « respuesta pagada », deberán contener en su texto y precisamente antes de la firma dicha indicación, cuyas dos palabras se contarán y cobrarán como del texto del despacho. Causarán el importe correspondiente y, además el de otro mensaje de diez palabras de las que podrá hacer uso el destinatario para la contestación, libre por su parte de nuevo pago.

En los mensajes « ordinarios » y « con o de respuesta pagada » se admitirá el uso de cualquier idioma y clave, sin que por esto se cobre tarifa adicional. En los mensajes en clave, se computarán a razón de cinco letras o números por palabra.

c) Las « cartas diurnas » se aceptarán como servicio diferido y su transmisión y entrega quedan sujetas a la prioridad de los telegramas « ordinarios ». Se procurará su entrega el mismo día de la fecha de depósito, pero en caso de recargo de servicio o dificultades en la comunicación se entregarán hasta el día siguiente. Deberán ser escritas en lenguaje claro español ; no se admitirá el uso de claves y las cantidades deberán ser escritas en letras ; no se admitirá el uso de abreviaturas. El cobro minimum por este servicio será por cincuenta palabras o menos en la forma siguiente :

1º Por las primeras cincuenta palabras o menos, se cobrará un tanto y medio del valor de un mensaje ordinario.

2º Por cada grupo de diez palabras o menos, excedentes, a razón de una quinta parte de lo que se cobra por las primeras cincuenta palabras o menos.

d) Las « cartas nocturnas » se aceptarán como servicio diferido para ser entregadas con una demora hasta de veinte y cuatro horas. Quedan sujetas a las mismas restricciones de admisión que se establecen para las « cartas diurnas ». Su tarifa será como sigue :

1º Por las primeras cincuenta palabras o menos, se cobrará lo mismo que por las diez primeras palabras de un mensaje de tarifa ordinaria.

2º Por cada grupo de diez palabras o menos, excedentes, a razón de una quinta parte de lo que se cobra por las primeras cincuenta palabras o menos.

e) Los « mensajes nocturnos », se aceptarán con las mismas restricciones que las que se establecen para las cartas diurnas y nocturnas, y serán entregados dentro de las veinte y cuatro horas siguientes a la de su depósito. Su tarifa será como sigue :

1º Cincuenta por ciento de la que corresponde a los « mensajes ordinarios ».

f) La aceptación del « servicio de prensa » queda sujeta a las mismas restricciones establecidas para las « cartas diurnas », « cartas nocturnas » y « mensajes nocturnos ». Su tarifa será como sigue :

1º Por cada palabra Dls. 0.02, dos centésimos de dólar.

Artículo 5.

Queda convenido que en todos los servicios que se mencionan en la cláusula tercera de este convenio se transmitirán libres de pago, la fecha, nombre del destinatario, dirección y firma, debiéndose computar y cobrar únicamente las palabras del texto.

Artículo 6.

Los Gobiernos de Cuba y los Estados Unidos Mexicanos, percibirán como participación del producto de todos y cada uno de los servicios que se establecen por el presente Convenio, las proporciones siguientes :

1º Para el Gobierno de Cuba el *Cincuenta por ciento* del importe total de dichos servicios.

2º Para el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, el *Cincuenta por ciento* restante.

Artículo 7.

Los mensajes con destino a puntos de la República de Cuba o de los Estados Unidos Mexicanos, o que por conducto de una de estas dos Administraciones Telegráficas se cursen a otros lugares, y que los mismos no estén conectados directamente con las líneas o estaciones de uno o de otro Gobierno, causarán, además de la tarifa correspondiente según la clasificación respectiva, el importe fijado por el curso de las líneas o estaciones extrañas o extranjeras que hayan de encargarse del final manejo de dichos mensajes, y de igual manera causará recargo el importe que corresponda por el franqueo postal, cuando el mensaje deba hacer su recorrido final por dicha vía. Los fondos recaudados por concepto de líneas o estaciones extrañas o extranjeras no se incluirán en el producto total del movimiento del servicio telegráfico para los efectos de « participaciones ».

Artículo 8.

Las oficinas telegráficas de cada país recaudarán el importe total de los servicios que se establezcan y que se transmitan al otro país, llevando cuenta de sus recaudaciones en la forma que cada Administración determine.

Artículo 9.

Trimestralmente se practicará por las Direcciones de Telégrafos de Cuba y de los Estados Unidos Mexicanos, una liquidación de cuentas y el saldo que resulte se cubrirá sin demora alguna a la parte acreedora, quien aportará los gastos de situación de fondos que se originen e indicará a la parte deudora el conducto que deba utilizarse para tal fin ; en el concepto de que todos los valores señalados en este Convenio, por cuotas de servicio, liquidaciones, etc., se entienden en dólares y centésimos de dólar de los Estados Unidos de Norte América o su equivalente en moneda nacional de los países que intervienen en el presente Convenio, previo acuerdo.

Artículo 10.

Para la liquidación de las cuentas a que se refiere la cláusula anterior, deberán llenarse las formalidades que de común acuerdo establezcan las Partes Contratantes.

Artículo 11.

Los Gobiernos de Cuba y de los Estados Unidos Mexicanos se responden mutuamente por las cantidades que recauden sus respectivas oficinas telegráficas, por concepto de cualquiera de los servicios señalados en esta cláusula.

Artículo 12.

Las partes que intervienen en el presente Convenio, limitan su responsabilidad pecuniaria en los servicios que se mencionan y en los que llegaren a establecer, al reembolso de las cuotas sobre los mensajes que originen reclamaciones.

Artículo 13.

Se conviene en que se hará objeto de mutua y especial atención y preferencia el curso y tramitación de los servicios aquí mencionados, para que resulten eficientes y satisfactorios.

Artículo 14.

Los Gobiernos de ambos países convienen en establecer todos aquellos servicios especiales que posteriormente se hagan necesarios. Las respectivas Direcciones de Telégrafos reglamentarán, de común acuerdo, todos los servicios objeto del presente Convenio y los que llegaren a establecer.

Artículo 15.

En caso de conflicto internacional o de grave trastorno de la paz pública interior de los países contratantes, ambos Gobiernos se reservan el derecho de suspender en todo o en parte el servicio telegráfico que se establece por este Convenio o que el mismo ampare.

Artículo 16.

Este Convenio no constituye privilegio exclusivo. Los Gobiernos de ambos países estarán en todo tiempo libres para concertar arreglos semejantes para un servicio telegráfico internacional

con cualquier otro Gobierno, Administración o Compañías, bajo condiciones similares en naturaleza a las de este Convenio, y también para entrar en arreglos para cualquiera otra clase de servicio de comunicación eléctrica; sin embargo, ambos Gobiernos convienen en que gozarán siempre de los mismos privilegios de servicio, tarifas y demás condiciones que se concedan a otros Gobiernos, Administraciones o Compañías para el servicio telegráfico Internacional por medio de líneas terrestres, cables y radio, incluyendo el de recibir un porcentaje de mensajes igual al que los otros Gobiernos, Administraciones o Compañías recibieren.

Artículo 17.

Las Partes Contratantes convienen en el establecimiento del servicio de giros radiotelegráficos entre ambos países, pero posponiéndolo hasta tanto en Cuba entre en vigor el reglamento de giros telegráficos que se encuentra en estudio. Para el establecimiento del servicio de giros radiotelegráficos entre Cuba y los Estados Unidos Mexicanos se fija para su aceptación, como minimum de cada giro la cantidad de Dls. 10.00 (diez dólares), y como máximo la de Dls. 500.00 (quinientos dólares), cobrándose el importe de un mensaje de tarifa ordinaria por cada giro que se expida, y dos por ciento de la cantidad girada como derecho de situación.

Artículo 18.

Todos los servicios señalados en este Convenio, así como todas las cláusulas del mismo estarán en vigor dentro de los ciento ochenta días siguientes a la fecha del canje de ratificaciones del mismo por los Gobiernos de ambas partes Contratantes, y continuará en vigor, una vez ratificado, durante veinte años contados a partir de la fecha de su vigencia, pero al vencerse este término se entenderá prorrogado tácitamente el presente Convenio hasta tanto el Gobierno de Cuba o el de los Estados Unidos Mexicanos lo denunciaren. En este caso, siempre que no ocurra acuerdo en contrario, este Convenio expirará un año después de establecida la denuncia en forma legal.

Artículo 19.

Este Convenio será ratificado, y las ratificaciones canjeadas en esta Capital tan pronto como fuere posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio y fijado sus sellos al efecto.

Hecho por duplicado en la Habana, el día veintinueve de Junio de mil novecientos veinte y ocho.

Dr. F. M. FERNÁNDEZ.

C. TREJO LERDO DE TEJADA.

¹ TRADUCTION.

N^o 2833. — CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE RADIOTÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 29 JUIN 1928.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE, désireux d'améliorer les relations télégraphiques entre les deux pays, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Le D^r Francisco María FERNÁNDEZ, secrétaire à l'Hygiène et à la Bienfaisance et secrétaire d'Etat *p. i.* ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Carlos TREJO Y LERDO DE TEJADA, licencié, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Cuba ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'échange de correspondance télégraphique entre la République de Cuba et les États-Unis du Mexique s'effectuera directement *via radio* par les stations de La Havane, propriété du Gouvernement cubain, et de Chapultepec, propriété du Gouvernement mexicain, ou entre la première de ces stations ou toute autre station qui viendrait à être créée par le Gouvernement cubain et toute autre station appartenant

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2833. — CONVENTION FOR THE EXCHANGE OF RADIO-TELEGRAPHIC CORRESPONDENCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CUBA AND THE UNITED STATES OF MEXICO. SIGNED AT HABANA, JUNE 29, 1928.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF CUBA and THE UNITED STATES OF MEXICO, with a view to improving the telegraphic relations between the two countries, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Dr. Francisco María FERNÁNDEZ, Secretary of Public Health and Welfare and Secretary of State *ad interim*, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Carlos TREJO Y LERDO DE TEJADA, Licentiate, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Cuba,

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The exchange of telegraphic correspondence between the Republic of Cuba and the United States of Mexico shall be effected direct "*Via Radio*" through the station of Havana, owned by the Government of Cuba, and the station of Chapultepec, owned by the Mexican Government, or between the first-mentioned station or others which may be established by the Cuban Government and any other station

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

actuellement ou pouvant appartenir plus tard au Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, conformément aux décisions prises en temps opportun d'un commun accord et selon les nécessités du service.

Article 2.

La correspondance télégraphique assurée par ce service sera classée en :

- a) Correspondance officielle ;
- b) Correspondance de service ;
- c) Correspondance publique.

Est considérée comme « officielle » la correspondance émanant des fonctionnaires publics ainsi que des corps diplomatique et consulaire des deux pays, sous réserve que ladite correspondance traite de questions d'un caractère nettement officiel.

Est considérée comme correspondance « de service » la correspondance échangée entre les administrations télégraphiques des deux pays et entre les bureaux dépendant desdites administrations, sous réserve que cette correspondance porte sur des questions ayant trait au service télégraphique.

La correspondance officielle ainsi que la correspondance de service seront exemptées de tout paiement.

Article 3.

Est considérée comme « correspondance publique » la correspondance expédiée à titre privé par une personne quelconque et elle pourra prendre l'une ou plusieurs des formes indiquées ci-après :

- a) Ordinaire ;
- b) Avec réponse payée ;
- c) Lettre de jour ;
- d) Lettre de nuit ;
- e) Message de nuit ;
- f) Service de presse.

Article 4.

La correspondance publique acquittera le montant intégral, en espèces, des messages, conformément aux conditions et tarifs indiqués ci-après :

- a) Le tarif applicable aux messages « ordinaires » en provenance ou à desti-

belonging or which may hereafter belong to the Government of the United States of Mexico, as may be determined in due course by mutual agreement, in accordance with the requirements of the service.

Article 2.

Telegraphic correspondence transmitted by this means shall be classified as :

- a) Official correspondence ;
- b) Service correspondence ;
- c) Public correspondence.

Correspondence emanating from the public officials and diplomatic and consular corps of both countries shall, provided it deals with matters of a clearly official character, be regarded as "official" correspondence.

Correspondence exchanged between the Telegraph Administrations of the two countries and between the offices attached to those Administrations shall, provided it deals with matters relating to the telegraph service, be regarded as "service" correspondence.

Both "official" correspondence and "service" correspondence shall be transmitted free of charge.

Article 3.

Correspondence of a private character sent by any person whomsoever shall be regarded as "public correspondence", and may take one or more of the following forms :

- a) Ordinary ;
- b) Reply paid ;
- c) Day letter ;
- d) Night letter ;
- e) Night message ;
- f) Press service.

Article 4.

As regards "public correspondence", the full rate shall be paid in cash, in accordance with the following conditions and tariffs :

- (a) The tariff applicable to "ordinary" messages from or to any point in the

nation d'un point quelconque de la République de Cuba et en provenance ou à destination d'un bureau quelconque appartenant à l'administration télégraphique des Etats-Unis du Mexique, sera le suivant :

1^o Pour les dix premiers mots, Dls. 2,50 ;

2^o Pour chaque mot supplémentaire, Dls. 0,20.

b) Les messages avec « réponse payée » devront contenir dans leur texte et immédiatement avant la signature cette indication dont les deux mots seront comptés et taxés comme faisant partie du texte du message ; l'expéditeur devra, en outre, verser le montant d'un autre message de dix mots, dont le destinataire pourra faire usage pour sa réponse, sans avoir à payer de nouvelle taxe.

Dans les messages « ordinaires » et « avec réponse payée » l'usage d'une langue ou d'un chiffre quelconque sera admis sans paiement d'une taxe supplémentaire. Dans les messages chiffrés, le nombre des mots sera calculé à raison de cinq lettres ou chiffres par mot.

c) Les « lettres de jour » seront admises comme service différé, leur transmission et leur remise étant subordonnées à la priorité des télégrammes « ordinaires ». On devra s'efforcer de les délivrer le jour même du dépôt, mais en cas d'encombrement du service ou de difficultés dans la transmission, elles seront délivrées le lendemain. Elles devront être écrites en langage clair espagnol ; l'emploi du langage chiffré sera interdit et les quantités devront être écrites en toutes lettres ; l'usage d'abréviations ne sera pas admis. Le tarif minimum pour ce service sera, pour cinquante mots ou moins, le suivant :

1^o Pour les cinquante premiers mots ou moins de cinquante mots, il sera perçu une fois et demie la valeur d'un message ordinaire ;

2^o Pour chaque groupe supplémentaire de dix mots ou moins, il sera perçu un cinquième de la somme perçue pour les cinquante premiers mots ou moins.

d) Les « lettres de nuit » seront admises comme service différé pour être délivrées avec un retard ne dépassant pas vingt-

Republic of Cuba, and from or to any office belonging to the Telegraph Administration of the United States of Mexico, shall be as follows :

(1) For the first ten words, \$2.50 (two dollars fifty cents) ;

(2) For each additional word \$0.20 (twenty cents).

(b) " Reply paid " messages must mention these two words in the text immediately before the signature, and they shall be counted and charged for at the same rate as the rest of the text. In addition to the transmission fee, the charge applicable to a further message of ten words shall be levied. These words may be used by the addressee for his reply without further payment.

In the case of " ordinary " and " reply paid " messages any language or code may be used without extra charge. As regards messages in code, five letters or numbers shall be counted as one word.

c) " Day letters " shall be accepted as deferred messages ; as regards their transmission and delivery " ordinary " telegrams shall have priority over them. Efforts shall be made to deliver them on the same day they are handed in, but in cases of congestion or difficulty in transmission, they shall be delivered on the following day. They shall be written in clear Spanish language ; the use of codes shall be prohibited and amounts must be written in words ; the use of abbreviations shall not be allowed. The minimum charge for this service shall be, for fifty words or less ;

(1) For the first fifty words or less, one and a half times the fee for an " ordinary " message ;

(2) For each additional group of ten words or less, one-fifth of the sum charged for the first fifty words or less.

(d) " Night letters " shall be accepted as deferred messages for delivery within twenty-four hours. They are subject to

quatre heures. Elles sont assujetties aux mêmes restrictions d'admission que pour les « lettres de jour ». Leur tarif est le suivant :

1^o Pour les cinquante premiers mots ou moins, il sera perçu la même taxe que pour les dix premiers mots d'un message au tarif ordinaire.

2^o Pour chaque groupe supplémentaire de dix mots ou moins, il sera perçu un cinquième de la taxe perçue pour les cinquante premiers mots ou moins.

e) Les « messages de nuit » seront admis avec les mêmes restrictions que les lettres de jour et de nuit et seront délivrés dans un délai de vingt-quatre heures à compter de l'heure du dépôt. Leur tarif est le suivant :

Cinquante pour cent du tarif des « messages ordinaires ».

f) L'acceptation du « service de presse » est subordonnée aux mêmes restrictions que les « lettres de jour », « lettres de nuit » et « messages de nuit ». Le tarif pour ce service, est le suivant :

Dls. 0, 02 par mot.

Article 5.

Il est entendu que, dans tous les services mentionnés à l'article 3 de la présente convention, la transmission de la date, du nom du destinataire, de l'adresse et de la signature sera gratuite, seuls les mots constituant le texte du télégramme devant entrer en ligne de compte aux fins de perception de la taxe.

Article 6.

Les Gouvernements de Cuba et des Etats-Unis du Mexique percevront, à titre de participation, sur le produit de tous les services établis par la présente convention, les proportions suivantes :

1^o Le Gouvernement de Cuba, *cinquante pour cent* de la recette totale desdits services.

2^o Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique les *cinquante pour cent* restants.

the same restrictions in regard to acceptance as " day letters ". The tariff shall be as follows :

(1) For the first fifty words or less, the same charge as for the first ten words of a message under the ordinary tariff ;

(2) For each additional group of ten words or less, one-fifth of the sum charged for the first fifty words or less.

(e) " Night messages " shall be accepted with the same restrictions as day and night letters and shall be delivered within twenty-four hours of the time at which they are handed in. The tariff shall be as follows :

Fifty per cent of the fee for " ordinary messages ".

(f) The acceptance of " press service " messages is subject to the same restrictions as " day letters " " night letters " and " night messages ". The tariff shall be as follows :

For each word \$0.02 (two cents).

Article 5.

It is agreed that, as regards all the services mentioned in Article 3 of this Convention, the date, name of addressee, address and signature shall be transmitted free, only the words of the text being counted and charged for.

Article 6.

The Governments of Cuba and the United States of Mexico shall collect as their respective shares in the proceeds of all the services established by the present Convention the following percentages :

(1) The Government of Cuba, fifty per cent of the total proceeds of those services ;

(2) The Government of the United States of Mexico, the remaining *fifty per cent*.

Article 7.

Les messages à destination de certaines localités de la République de Cuba ou des Etats-Unis du Mexique ou qui, par l'intermédiaire de l'une des administrations télégraphiques de ces deux pays, sont expédiés à destination d'autres localités non reliées directement aux lignes ou stations de l'un ou de l'autre gouvernement, donneront lieu, en plus du tarif correspondant à leur catégorie, à la perception de la taxe afférente aux lignes ou stations privées ou étrangères chargées en dernier lieu de la transmission desdits messages ; de même, ils devront acquitter la taxe correspondant à l'affranchissement postal, toutes les fois que ces messages doivent être délivrés par les soins de l'administration des postes. Les sommes perçues au titre des lignes ou stations privées ou étrangères n'entreront pas en ligne de compte dans la détermination du produit total du service télégraphique pour le calcul des « participations ».

Article 8.

Les bureaux télégraphiques de chaque pays percevront le montant total afférent aux services créés et aux messages transmis à l'autre pays ; ils tiendront une comptabilité des sommes perçues, dans la forme déterminée par chaque administration.

Article 9.

La direction des télégraphes de Cuba et celle des Etats-Unis du Mexique procéderont tous les trois mois à un règlement des comptes et le solde qui en résultera sera versé sans retard à la partie créditrice qui supportera les frais auxquels ces transferts de fonds donneront lieu et indiquera à la partie débitrice la méthode à suivre à cette fin ; il est entendu que toutes les valeurs indiquées dans la présente convention pour les tarifs, règlements de comptes, etc., sont exprimées en dollars et centièmes de dollars des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ou, après accord, en leur équivalent en monnaie nationale des pays signataires de la présente convention.

Article 10.

Pour le règlement des comptes visé à l'article précédent, il conviendra de remplir les for-

Article 7.

Messages intended for places in the Republic of Cuba or the United States of Mexico or which are to be transmitted through either of these Telegraph Administrations to other places not directly connected with the lines or stations of either Government, shall be liable, in addition to the usual charge under their respective classification, to the amount due to the private or foreign lines or stations responsible for the final transmission of such messages ; similarly, an extra charge shall be levied for postage when the message has to be delivered by post. The sums collected in respect of private or foreign lines or stations shall not be included in the total proceeds of the telegraph service for the purposes of allocation between the two Governments.

Article 8.

The telegraph offices of each country shall collect the total proceeds of the services established and of the messages transmitted to the other country and shall keep an account of the sums collected in the form determined by each Administration.

Article 9.

The Directorates of Telegraphs of Cuba and the United States of Mexico shall settle their accounts each quarter and the balance shall be paid without delay to the creditor party, which shall defray the expenses incurred by the transfer of funds and shall notify the debtor party of the form in which this is to be done ; it is understood that all the sums mentioned in this Convention in respect of tariffs, settlement of accounts, etc., are expressed in dollars and cents of the United States of North America or, by agreement, in their equivalent in the national currency of the parties to the present Convention.

Article 10.

For the settlement of accounts referred to in the previous Article the formalities laid

malités établies d'un commun accord par les Parties contractantes.

down by the Contracting Parties by common consent shall be complied with.

Article 11.

Les Gouvernements de Cuba et des Etats-Unis du Mexique sont mutuellement responsables des sommes perçues par leurs bureaux télégraphiques respectifs pour le compte de l'un quelconque des services stipulés dans cet article.

Article 11.

The Governments of Cuba and the United States of Mexico shall be answerable to each other for the sums collected by their respective telegraph offices on account of any of the services mentioned in this Article.

Article 12.

Les parties intervenant à la présente convention limitent leur responsabilité financière, en ce qui concerne les services mentionnés et ceux qui pourront être créés, au remboursement des taxes perçues pour les messages qui donneraient lieu à des réclamations.

Article 12.

As regards the services mentioned and those which may hereafter be established, the financial liability of the parties to the present Convention shall be limited to the reimbursement of the charges for messages which give rise to claims.

Article 13.

Il est entendu que l'exploitation et le fonctionnement des services mentionnés dans la présente convention feront l'objet d'une attention et d'un soin particuliers de la part des deux gouvernements, afin que ces services soient efficaces et donnent toute satisfaction.

Article 13.

The two Governments agree to devote special care and attention to the operation of the services mentioned herein so as to make them efficient and satisfactory.

Article 14.

Les gouvernements des deux pays conviennent d'établir tous les services spéciaux dont la nécessité se ferait ultérieurement sentir. Les directions des télégraphes des deux pays régleront d'un commun accord tous les services faisant l'objet de la présente convention et tous ceux qui pourraient être créés.

Article 14.

The Governments of the two countries agree to establish such special services as may later prove to be necessary. The respective Directorates of Telegraphs shall regulate by mutual agreement all the services referred to in the present Convention and those which may hereafter be established.

Article 15.

En cas de conflit international ou de perturbation grave de l'ordre public dans chacun des pays contractants, les deux gouvernements se réservent le droit de suspendre dans sa totalité ou en partie le service télégraphique établi par la présente convention et garanti par elle.

Article 15.

In the event of an international conflict or grave disturbances of public order in the contracting countries, both Governments reserve the right wholly or partly to suspend the telegraph service established or guaranteed by this Convention.

Article 16.

La présente convention ne constitue pas de privilège exclusif. Les gouvernements des deux pays seront en tout temps libres de conclure des accords similaires pour l'établissement d'un service télégraphique international avec tout autre gouvernement, administration ou compagnie, dans les mêmes conditions que celles de la présente convention ; ils seront également libres de conclure des accords pour toute autre catégorie de services de communications électriques ; néanmoins, les deux gouvernements conviennent qu'ils jouiront toujours des mêmes privilèges, en ce qui concerne le service, les tarifs et autres conditions, que ceux qui seraient accordés à d'autres gouvernements, administrations ou compagnies pour le service télégraphique international assuré par le moyen des lignes terrestres, de câbles ou par la radio, y compris celui de recevoir un pourcentage de messages égal à celui que recevraient les autres gouvernements, administrations ou compagnies.

Article 17.

Les Parties contractantes s'engagent à créer un service de mandats radiotélégraphiques entre les deux pays, mais en remettent la création jusqu'au moment où sera entré en vigueur à Cuba le règlement relatif aux mandats télégraphiques actuellement à l'étude. Pour l'établissement du service de mandats radio-télégraphiques entre Cuba et les Etats-Unis du Mexique, il est décidé que ne seront admis que les mandats d'un minimum de dls. 10,00 et d'un maximum de dls. 500,00 ; la taxe à percevoir sera, par mandat expédié, celle d'un message au tarif ordinaire, plus deux pour cent de la somme expédiée, à titre de droit de transfert.

Article 18.

Tous les services visés dans la présente convention seront ouverts et toutes les dispositions de ladite convention entreront en vigueur dans un délai de cent quatre-vingt jours à compter de la date de l'échange des ratifications par les gouvernements des deux Parties contractantes la présente convention, après ratification, restera en vigueur pendant une durée

Article 16.

This Convention shall not constitute an exclusive privilege. The Governments of both countries shall at all times be free to conclude similar agreements under the same conditions as those set out in the present Convention for the establishment of an international telegraph service with any other Government, administration or company, and also to conclude agreements for any other class of electric communications service ; nevertheless, both Governments agree that they shall at all times enjoy the same privileges as regards service, tariffs and other conditions as are granted to other Governments, administrations or companies for the international telegraph service by means of land lines, cables and wireless, including the right to receive the same percentage of messages as the other Governments, administrations or companies.

Article 17.

The Contracting Parties agree to establish a radiotelegraph money order service between the two countries, but to postpone its establishment until the regulations relating to telegraph money orders now under consideration are put into force in Cuba. For the purpose of the establishment of the radiotelegraph money order service between Cuba and the United States of Mexico it is agreed that the minimum amount of each money order shall be \$10 (ten dollars) and the maximum amount \$500 (five hundred dollars) ; the charge for each money order shall be the same as for a message at the ordinary tariff, plus a transfer fee of two per cent of the sum transferred.

Article 18.

All the services mentioned in this Convention and all the provisions thereof shall come into operation within one hundred and eighty days of the date of the exchange of ratifications by the Governments of the two Contracting Parties ; after ratification it shall remain in force for twenty years as from the date of its entry into force ; however, on the expiry of

de vingt ans à compter de la date de son entrée en vigueur ; à l'expiration de ce délai, il est entendu que la convention sera prorogée tacitement tant que le Gouvernement de Cuba ou celui des Etats-Unis du Mexique ne l'auront pas dénoncée. Dans ce dernier cas, et à moins d'accord contraire, la convention viendra à expiration dans un délai d'un an à partir du jour où la dénonciation en aura été notifiée dans la forme légale.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à La Havane dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à la Havane, le vingt-neuf juin mil neuf cent vingt-huit."

D^r F. M. FERNÁNDEZ.
C. TREJO LERDO DE TEJADA.

this time-limit, the present Convention shall be prolonged by tacit consent until it is denounced by the Government of Cuba or of the United States of Mexico. In that case and in the absence of any agreement to the contrary, this Convention shall expire one year after it shall have been denounced in legal form.

Article 19.

This Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in this capital at the earliest possible date.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Havana on the twenty-ninth day of June one thousand nine hundred and twenty-eight.

Dr. F. M. FERNÁNDEZ.
C. Trejo LERDO DE TEJADA.

N° 2834.

**BELGIQUE
ET LUXEMBOURG**

Traité de conciliation, d'arbitrage et
de règlement judiciaire. Signé à
Bruxelles, le 17 octobre 1927.

**BELGIUM
AND LUXEMBURG**

Treaty of Conciliation, Arbitration
and Judicial Settlement. Signed at
Brussels, October 17, 1927.

N^o 2834. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 17 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 octobre 1931.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et
SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

S'inspirant des relations de bon voisinage et des liens économiques, intellectuels et moraux qui unissent si heureusement le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique,

Egalement soucieux d'écartier tout ce qui pourrait porter atteinte à leur amitié réciproque, et désireux d'étendre à toutes les contestations qui pourraient surgir entre les deux pays les méthodes de règlement pacifique suivant le droit et la justice, conformes aux principes du Pacte de la Société des Nations,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. BECH, ministre d'Etat, président du Gouvernement ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. E. VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à régler par voie pacifique, d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever à l'avenir entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, et qui n'auraient pu être résolus par la procédure diplomatique ordinaire.

Les contestations, pour la solution desquelles un mode de règlement pacifique avait été prévu par la Convention économique, seront réglées conformément aux dispositions du présent traité, lequel devra recevoir application lors même que ces contestations se rattacheront à des faits antérieurs à sa conclusion.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Luxembourg, le 9 octobre 1931.

¹ TRADUCTION, — TRANSLATION.

No. 2834. — TREATY ² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 17, 1927.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg, and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 12, 1931.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and
HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Relying on the relations of good neighbourhood and the economic, intellectual and moral ties which fortunately unite the Grand Duchy of Luxemburg and Belgium,

Being equally desirous of avoiding anything which might affect their reciprocal friendship and wishing to apply to all disputes which may arise between the two countries the methods of pacific settlement in accordance with right and justice which are in conformity with the principles of the Covenant of the League of Nations,

Have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. BECH, Minister of State, President of the Government ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. E. VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to settle by pacific means in accordance with the methods laid down in the present Treaty, all disputes and conflicts of whatever nature which may arise in future between the Grand Duchy of Luxemburg and Belgium, and which it has not been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Disputes for the solution of which a method of pacific settlement was provided in the Economic Convention shall be settled in accordance with the provisions of the present Treaty, which shall be applied even when these disputes relate to events prior to the conclusion thereof.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Luxemburg, October 9, 1931.

En conséquence, les clauses compromissaires figurant dans la Convention d'union économique belgo-luxembourgeoise cesseront d'être applicables.

La procédure qui y est prévue sera toutefois poursuivie dans les instances qui seraient en cours au moment de la signature du présent traité.

Article II.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à l'une des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée, rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article III.

Avant toute procédure devant les arbitres ou la Cour permanente de Justice internationale, le différend sera, à la demande de l'une des Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article IV.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article III sera composée de trois membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs.

Le troisième commissaire, choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance présidera la commission.

Les commissaires sont nommés pour cinq ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et dans tous les cas jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article V.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination du troisième commissaire à désigner en commun n'intervenait pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article VI.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

The arbitration clauses appearing in the Belgo-Luxemburg Economic Union Convention shall therefore no longer be applicable.

The procedure provided for therein shall nevertheless be continued in cases which may be in progress at the date on which the present Treaty is signed.

Article II.

Any dispute the subject of which under the municipal law of one of the Parties comes within the jurisdiction of the national courts of that Party shall not be submitted to any of the procedure provided for in the present Treaty until final judgment has been given within a reasonable period by the competent national judicial authority.

Article III.

Prior to any procedure before arbitrators or the Permanent Court of International Justice, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for amicable settlement to a permanent international commission, styled the "Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article IV.

The Permanent Conciliation Commission referred to in Article III shall consist of three members, who shall be appointed as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one commissioner from among their respective nationals.

The third commissioner, selected jointly from among the nationals of a third Power, shall act as President of the Commission.

The commissioners shall be appointed for five years ; their term of office shall be renewable. They shall remain in office until they are replaced, and in any case until the completion of the work on which they are engaged at the moment of the expiration of their term of office.

Vacancies occurring as the result of death, resignation or any other reason shall be filled as speedily as possible in the manner fixed for appointments.

Article V.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months after the entry into force of the present Convention.

Should the third commissioner to be selected jointly not be appointed within this period, or in the case of the filling of a vacancy, within three months from the date on which the seat became vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article VI.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, failing such agreement, by one or other of the Parties.

The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to proceed to any measures likely to bring about an amicable settlement.

If the application emanates from one of the Parties only, it shall be notified by that Party without delay to the other Party.

Article VII.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article VIII.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article IX.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (les Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye¹ du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article X.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article XI.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article XII.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article VII.

Within a period of fifteen days from the date on which the Permanent Conciliation Commission has been informed of the dispute, either of the Parties may, for the examination of this dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within a period of fifteen days from the date on which it receives the notification.

Article VIII.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect for this purpose all relevant information by enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after considering the question, indicate to the Parties the terms of the agreement which appear suitable to it, and give them a period in which to take a decision.

At the end of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the conditions of the agreement, or that it has not been possible to effect a settlement between the Parties.

The work of the Commission shall, unless the Parties agree otherwise, be completed within six months from the date on which the Commission has been informed of the dispute.

Article IX.

In the absence of any special stipulation to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall itself lay down its procedure, which in any case shall provide for both Parties being heard. With regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article X.

The Permanent Conciliation Commission shall, in the absence of agreement to the contrary between the Parties, meet at the place appointed by its President.

Article XI.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the assent of the Parties.

Article XII.

The Parties shall be represented on the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for the purpose and may ask that all persons whose evidence they may consider useful should be heard.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article XIII.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article XIV.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article XV.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article XVI.

Tous les litiges ayant pour objet un droit de quelque nature qu'il soit, allégué par l'une des Parties et contesté par l'autre, et notamment, les différends appartenant à l'une des catégories indiquées à l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui n'auraient pu être réglés dans un délai raisonnable par la procédure diplomatique ordinaire ou par la procédure de conciliation, seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne soient d'accord pour recourir à la procédure arbitrale visée aux articles XVII, XVIII, XIX et XX du présent traité.

Les Parties s'efforceront de se mettre d'accord sur les termes d'un compromis. A défaut d'accord, l'une et l'autre d'entre elles auront la faculté de saisir la Cour par voie de requête unilatérale.

Article XVII.

Tous les litiges autres que ceux visés à l'article XVI qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus dans un délai raisonnable par la procédure diplomatique ordinaire ou par la procédure de conciliation seront soumis pour décision à un tribunal arbitral à la demande d'une seule des Parties à défaut de compromis.

Article XVIII.

Au cas où il y aurait contestation sur la nature du différend, ce point préjudiciel sera, à défaut d'accord sur une autre procédure, soumis à la Cour permanente de Justice internationale dont l'arrêt, obtenu par la procédure sommaire, sera définitif.

The Commission on its side shall have the right to ask for oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, and from all persons whom it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article XIII.

In the absence of any provision to the contrary in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article XIV.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission and, in particular, to supply it to the fullest possible extent with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory, and according to their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to make investigations on the spot.

Article XV.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each of the commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by common consent between the High Contracting Parties, who shall each defray half this amount. The expenses arising from the working of the Commission shall also be equally divided.

Article XVI.

All disputes relating to any right whatsoever alleged by one of the Parties and contested by the other, and in particular disputes coming within one of the categories mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations, which it has not been possible to settle within a reasonable time by the normal methods of diplomacy or by the procedure of conciliation, shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice unless the Parties agree to resort to arbitration as provided for in Articles XVII, XVIII, XIX and XX of the present Treaty.

The Parties shall endeavour to come to an understanding on the terms of a special agreement. Failing such an understanding, either of them shall have the right to bring the matter before the Court by a unilateral application.

Article XVII.

All disputes other than those referred to in Article XVI which may arise between the Contracting Parties and which cannot be settled within a reasonable time by the normal methods of diplomacy or by the procedure of conciliation, shall, in the absence of a special agreement, be submitted for decision to an arbitral tribunal at the request of one of the Parties only.

Article XVIII.

In the event of a difference as to the nature of the dispute, this preliminary question shall, in the absence of agreement on any other procedure, be submitted to the Permanent Court of International Justice, and the judgment of the Court, given by summary procedure, shall be final.

Article XIX.

Le tribunal arbitral, prévu à l'article XVII, sera constitué pour chaque cas particulier. Il sera composé de cinq membres. Pour sa constitution il sera procédé de la manière suivante :

La demande visant la constitution du tribunal portera désignation d'un des arbitres ; un deuxième arbitre sera désigné par l'autre Partie contractante ; les trois autres arbitres, dont le président, seront nommés par l'accord des Parties.

A défaut de composition du tribunal arbitral dans le mois de la demande, il sera pourvu aux nominations restant à faire par le président de la Confédération suisse, à la requête d'une seule des Parties.

Article XX.

Lorsqu'un tribunal arbitral aura été constitué ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, les Parties contractantes s'efforceront de conclure un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

A défaut d'accord entre les Parties, l'une et l'autre d'entre elles auront la faculté, après un préavis d'un mois, de porter directement, par voie de requête, la contestation devant le tribunal arbitral.

Article XXI.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹, indiqueront s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises ; chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de tout ce qui serait susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir ou aux arrangements à proposer par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article XXII.

Le présent traité restera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également intérêt dans le différend.

Article XXIII.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article XXIV.

Le présent traité sera ratifié.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il aura une durée de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

Article XIX.

The arbitral tribunal referred to in Article XVII shall be constituted for each individual case. It shall consist of five members. It shall be constituted in the following manner :

The request for the constitution of the tribunal shall contain the name of the one of the arbitrators ; a second arbitrator shall be appointed by the other Contracting Party ; the other three arbitrators, including the President, shall be appointed by agreement between the Parties.

If the arbitral tribunal is not constituted within one month after the request, the remaining appointments shall be made by the President of the Swiss Confederation on the application of one of the Parties only.

Article XX.

When an arbitral tribunal has been constituted as provided in the previous Article, the Contracting Parties shall endeavour to conclude a special agreement regarding the subject of the dispute and the details of the procedure.

Failing agreement between the Parties, either of them shall have the right, on giving one month's notice, to bring the dispute direct before the arbitral tribunal by means of an application.

Article XXI.

In all cases, and particularly if the question with regard to which the Parties are at issue arises from acts already committed or on the point of being committed, the Conciliation Commission or, if the dispute is no longer before the latter, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice deciding in accordance with Article 41 of its Statute¹, shall, if necessary, indicate at the earliest possible date the provisional measures which must be adopted ; each of the High Contracting Parties undertakes to comply therewith, to refrain from anything which might be likely to re-act prejudicially on the execution of the decision to be arrived at or the arrangements, to be proposed by the Conciliation Commission and, in general, not to proceed to any act of any nature whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article XXII.

The present Treaty shall continue to be applicable between the High Contracting Parties even if other Powers also have an interest in the dispute.

Article XXIII.

The present Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article XXIV.

The present Treaty shall be ratified.

It shall enter into force immediately on the exchange of the ratifications. It shall remain in force for ten years as from the date of its entry into force. If it is not denounced six months before the expiration of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461, Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque poursuivie en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage, ou devant la Cour permanente de Justice internationale, le traité devrait continuer à recevoir exécution en ce qui concerne le différend, jusqu'au règlement final de celui-ci.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 17 octobre 1927.

E. VANDERVELDE.

JOS. BECH.

Pour expédition conformes.
Luxembourg, le 10 octobre 1931.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
Bech.

If on the expiration of the present Treaty any proceedings which are being conducted under this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, before an arbitral tribunal or before the Permanent Court of International Justice, the Treaty shall continue to be applicable in regard to the dispute until the latter is finally settled.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Brussels, in duplicate, October 17, 1927.

E. VANDERVELDE.

Jos. BECH.

N° 2835.

ESTONIE ET FINLANDE

Traité de commerce et de navigation avec Protocole final et annexes, signés à Tallinn, le 11 avril 1931, et protocole portant amendement audit traité, signé à Tallinn, le 10 novembre 1931.

ESTONIA AND FINLAND

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol and Annexes, signed at Tallinn, April 11, 1931, and Protocol amending the said Treaty, signed at Tallinn, November 10, 1931.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 2835. — KAUBANDUS- JA LAEVANDUSLEPING¹ EESTI JA SOOME VAHEL. TALLINNAS, 11 APRILLIL 1931, A.

Textes officiels estonien, finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 octobre 1931.

Tunnustades va-jalikuks Eesti ja Soome kaubavahetuse ja majandusliku koostöö arendamiseks asendada Helsingis 29. oktoobril 1921² a. sõlmitud Kauba- ja laevanduslepingu ning selle juurde käiva Tallinnas 16. märtsil 1930³ a. sõlmitud Lisakokkuleppe uue Kaubandus- ja laevanduslepinguga, EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM ja SOOME VABARIIGI PRESIDENT nimetasid selleks otstarbeks oma vastavateks täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM :

Härra Jaan TÖNNISSON'I, Välisministri ja
Härra Max HURT'I, Kaubandus-Tööstuskoja Direktori ;

SOOME VABARIIGI PRESIDENT :

Härra Aarne WUORIMAA, Erakorralise Saadiku ja Täievolilise Ministri ja
Härra Ülemdirektori Väinö Matti Juho VILJANEN'I ;

kes, pärast oma heas ja nõutud vormis leitud täisvolituste vastastikust esitamist, leppisid koku järgmistes eeskirjades :

Artikkel 1.

Lepinguosaliste kodanikkudel on õigus samadel tingimustel kui enamsoodustatud riigi kodanikkudel, niivõrd kui vastava maa seaduseandlikud eeskirjad sellele vastu ei käi, minna vabalt teise lepinguosalise territooriumile, sinna elama asuda, teotseda kaubandusega, tööstusega ja kõigi muude ametite ja elukutsetega, seal omandada vallas- ja kinnisvara parandamise, annetamise, legaadi, ostu, vahetamise või igal muul legaalsel teel ja vallata, pidada ning võõrandada neid varasid.

Kumbki Lepinguosaline kohustub mitte nõudma teise Lepinguosalise kodanikkudelt kõrgemaid või teisi makse, lõive või kontributsioone, olgu millised tahes, kui need, mida nõutakse praegu või tulevikus omadelt kodanikkudelt.

Artikkel 2.

Kummagi Lepinguosalise kodanikkudel on õigus pöörduda teise Lepinguosalise territooriumil vabalt ja takistusteta kohtute, samuti ka muude ametivõimude poole ja nad kasutavad

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 20 septembre 1931.

Enrré en vigueur le 28 septembre 1931.

² Vol. XIII, page 59, de ce recueil.

³ Vol. C, page 156, de ce recueil.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 2835. — EESTIN JA SUOMEN VÄLINEN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUS¹. ALLEKIRJOITETTU TALLINNASSA, 11 PÄIVÄNÄ HUHTIKUUTA, 1931.

Estonian, Finnish and Swedish official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 13, 1931.

Pitäen tarpeellisena Eestin ja Suomen välisen kauppavaihdon ja taloudellisen yhteistyön edelleen kehittämiseksi korvata uudella Kauppa- ja merenkulkusopimuksella Helsingissä 29 päivänä lokakuuta 1921² solmittu Kauppa- ja merenkulkusopimus samoin kuin siihen liittyvä, Tallinnassa 16 päivänä maaliskuuta 1930³ solmittu lisäsopimus, ovat EESTIN TASAVALLAN VALTIONVANHIN ja SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI siinä tarkoituksessa valtuutetuikseen nimittäneet :

EESTIN TASAVALLAN VALTIONVANHIN :

Herra Jaan TÖNISSONIN, Ulkoasiainministerin, ja
Herra Max HURTIN, Kauppa- ja Teollisuuskamarin johtajan.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Herra Aarne VUORIMAA, Erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin ja
Herra Ylijohtaja Väinö Matti Juho VILJASEN,

jotka toisilleen esitettyään hyvässä ja asianmukaisessa muodossa oleviksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

I artikla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset ovat oikeutetut, samoilla ehdoilla kuin suosituimman valtion kansalaiset, ellei asianomaisen sopimuspuolen lainsäädäntö sisällä vastakkaisia määräyksiä, siirtymään toisen sopimuspuolen alueelle, asettumaan sinne asumaan, harjoittamaan kauppaa, teollisuutta sekä kaikkia muita ammatteja ja elinkeinoja, hankkimaan siellä perinnön, lahjoituksen, testamenttisäädöksen, oston, vaihdon tai mitä muuta laillista tietä tahansa irtainta ja kiinteätä omaisuutta ja omistamaan, hoitamaan ja hallussaan pitämään sekä luovuttamaan omaisuuttaan.

Kumpikin sopimuspuoli sitoutuu olemaan vaatimatta toisen sopimuspuolen kansalaisilta korkeampia tai muita veroja, maksuja tai suorituksia, olkoot ne minkäläisiä tahansa, kuin ne, joita nyt tai vastedes vaaditaan oman maan kansalaisilta.

II artikla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset ovat oikeutetut toisen sopimuspuolen alueella vapaasti ja esteettä kääntymään tuomioistuinten kuten muittenkin viranomaisten puoleen ja nauttivat

¹ The exchange of ratifications took place September 20, 1931.
Came into force, September 28, 1931.

² Vol. XIII, page 59, of this Series.

³ Vol. C, page 156, of this Series.

ses suhtes, nii maksude kui ka kõigis muis suhetes, sama käitlust kui maa omad kodanikud. Siiski, mis puutub kohtukulude kindlustamisse ja maksuta kohtuliku abisse, siis kohaldatakse sel alal sõlmitud või sõlmimisele tulevate erikokkulepete eeskirju.

Artikkel 3.

Ühe Lepinguosalise kodanikud, kes asuvad või viibivad ajutiselt teise Lepinguosalise territooriumil, ei allu isiklikule teenistusele maaväes, mereväes ega iga muus sõjaväelisel organiseeritud asutises või neid teenistusi asendavate mingisuguste kontributsioonide maksmisele.

Need kodanikud pole samuti kohustatud tasuma mingisuguseid muid sõjaväelisi kontributsioone ega tohi nad alluda mingisuguseile muile rekvisitsioonidele kui neile, millele alluvad teise Lepinguosalise kodanikud; neil on õigus nõuda kompensatsioone, mis on ette nähtud nende vastaval maal jõusolevas seaduseandluses ja mis on kohaldatavad selle maa kodanikkudele.

Artikkel 4.

Aktiiaseltsid ja muud kaubanduslikud seltsid, seal hulgas tööstuslikud, rahanduslikud ja kindlustusseltsid, mil on asukoht ühe Lepinguosalise territooriumil ja mis on asutatud seal selle maa seaduste kohaselt, tunnustatakse teisel maal legaalselt asutatuiks ja võivad seal esineda kohtutes nii nõudjana kui kostjaina.

Mainitud seltsidele lubatakse teotseda oma kaubanduse või tööstusega teise Lepinguosalise territooriumil tingimusel, et nad alluvad sel territooriumil praegu või tulevikus maksvatele seadustele ja eeskirjadele. Siiski kasutavad need seltsid ses suhtes samu õigusi, mis on antud enamsoodustatud riigi sarnlevatele seltsidele.

Eelnimetatud seltsid ei allu teisel maal muile või kõrgemaile ükskõik millise iseloomuga maksudele, maksukohustustele või koormustele kui neile, millele alluvad selle maa omad sarnlevad seltsid ja ühingud.

Artikkel 5.

Kummagi maa kaubareisijate ja nende poolt sisse toodud kaubaproovide ja näidiste suhtes kohustuvad Lepinguosalised, kindlustades teineteisele sel alal enamsoodustatud riigi käitluse, vastastikku kohaldama Genfis¹ 3. novembril 1923 a. allakirjutatud Tollivormaliteetide lihtsusdamise rahvusvahelise konventsiooni artikli 10 eeskirju.

Artikkel 6.

Sisse- või väljaveo keeldude või kitsenduste sisseseadmise või alalhoiu alal annavad mõlemad Lepinguosalised vastastikku enamsoodustatud riigi käitluse. Sellest reeglist ei tehta muid erandeid kui neid, mida mõlematel Lepinguosalistel on õigus tarvitusele võtta, muudes ühtlastes tingimustes, iga muu maa suhtes.

Ühenduses soodustustega, mis Soome poolt lubatud Eestile liha sisseveo alal, on lepitud kokku, et veterinaär ja transport määrustega ei jälitata teisi sihte, kui tervishoidlikke või üldise korra nõudeid.

Artikkel 7.

Kaupade sisseveol võetavate ükskõik millise iseloomuga sisseveomaksude ja kõigi muude maksude alal kohustub iga Lepinguosaline tunnustama viivitamata ja reservatsioonideta teisele

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 324; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; vol. L, page 161; vol. LIV, page 398; vol. LIX, page 365; vol. LXIX, page 79; vol. LXXXIII, page 394; vol. LXXXVIII, page 319; vol. XCII, page 370; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

he tässä kohden, sekä maksuihin nähden että kaikissa muissa suhteissa, samaa kohtelua kuin omat kansalaiset. Kuitenkin oikeuskulujen takuuseen ja ilmaiseen oikeusavustukseen nähden on sovellettava niitä erikoismääräyksiä, joista on sovittu tai vastaisuudessa sovitaan tässä suhteessa.

III artikla.

Toisen sopimuspuolen kansalaisia, jotka asuvat tai oleskelevat tilapäisesti toisen sopimuspuolen valtioalueella, ei voida kutsua henkilökohtaisesti palvelemaan siellä armeijassa, laivastossa tai muussa sotilaallisesti järjestetyssä laitoksessa, eikä myöskään velvoittaa minkäänlaisella sijaissuorituksella sitä korvaamaan.

He eivät ole myöskään minkään muiden sotilaallisiin tarkoituksiin tapahtuvien suoritusten tai pakkoluovutusten alaisia kuin niiden, joihin toisen sopimuspuolen kansalaiset ovat velvoitetut; ja heillä on oikeus niihin korvauksiin, jotka tästä kummassakin valtiossa voimassaolevien lakien mukaan on määrätty oman valtion kansalaisille.

IV artikla.

Osakeyhtiöt ja muut kaupallista toimintaa harjoittavat yhteisöt, niihin luettuina teollisuus-, finanssi- ja vakuutusyhtiöt, joiden kotipaikka sijaitsee toisen sopimuspuolen alueella ja jotka ovat perustetut tämän lakien mukaisesti, tunnustettakoon toisen sopimuspuolen alueella laillisiksi ja on niillä oikeus esiintyä oikeudessa kantajina ja vastaajina.

Mainitut yhtiöt saavat harjoittaa kaupallista toimintaa tai teollisuutta toisen sopimuspuolen alueella ehdolla, että ne noudattavat niitä lakeja ja määräyksiä, jotka nyt tai vastedes ovat voimassa tällä alueella. Kuitenkin nämä yhtiöt nauttivat tässä suhteessa samoja oikeuksia, jotka on myönnetty suosituimman maan vastaavanlaisille yhtiöille.

Edellämainitut yhtiöt eivät ole toisessa maassa velvoitetut maksamaan muita tai korkeampia veroja, suorituksia tai rasituksia, olivatpa ne mitä laatua tahansa, kuin ne, joita suorittavat oman maan samanlaatuiset yhtiöt.

V artikla.

Mitä tulee molempien maiden kauppamatkustajiin ja heidän tuomiinsa näytteisiin ja malleihin, sitoutuvat sopimuspuolet, taaten tässä suhteessa vastavuoroisesti suosituimmuuden, molemminpuolisesti noudattamaan Genevessä¹ 3 p:nä marraskuuta 1923 allekirjoitetun tullimuodollisuuksien yksinkertaistuttamista koskevan kansainvälisen sopimuksen X-nnen artiklan määräyksiä.

VI artikla.

Mitä tulee tuonti- ja vientikieltojen ja -rajoitusten säätämiseen ja ylläpitämiseen, molemmat sopimuspuolet myöntävät toisilleen suosituimmuuden. Tähän sääntöön ei tehdä muita poikkeuksia, kuin sellaisia, joita molemmat puolet ovat oikeutetut, muuten yhtäläisissä olosuhteissa, soveltamaan mihin muuhun maahan tahansa.

Niiden erikoisetujen yhteydessä, mitkä Suomen puolelta on myönnetty Eestille lihan tuonnissa, sovitaan, että eläinlääkinnöllisillä ja kuljetusmääräyksillä ei tavoitella muita, kuin terveydenhoidollisia ja yleisen järjestyksen ylläpitämistä tarkoittavia päämääriä.

VII artikla.

Mitä tulee tuontitulleihin ja kaikkiin muihin tavaroita maahan tuotaessa perittyihin maksuihin, olivatpa ne minkälaisia tahansa, kumpikin sopimuspuoli sitoutuu tunnustamaan heti

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

Lepinguosalisele tema poolt mõnele kolmandale riigile antud või tulevikus antava iga soodustuse, alanduse või vabastuse kasutamise.

Samuti kindlustavad Lepinguosalised vastastikku enamsoodustatud riigi käitluse, mis puutub kaupade väljaveol võetavatesse ükskõik millise iseloomuga tollimaksudesse kui ka kõigisse muisesse maksudesse.

Samuti kindlustavad nad teineteisele enamsoodustatud riigi käitluse, mis puutub tollilt väljavõtmisesse, tollivorminõuetesse, tolliraha tagasimaksmisesse, samuti ka kaupade vastuvõtmisesse tolliladudesse, nende käitlemisesse neis ladudes ja sellega ühenduses olevatesse maksudesse.

Artikkel 8.

Kahjustamata artikli 7 eeskirju on kokku lepitud, et Eestist päritolevad loodus- või tööstus- saadused, mis on loendatud käesolevale lepingule juurde lisatud nimekirjas A, kasutavad nende sisseveol Soomesse lepingu terve kestuse jooksul kas mainitud nimekirjas ettenähtud tollimäärasid või seal äratähendatud protsendilisi alandusi; sel viimasel juhul arvutatakse protsendilised alandused kõige madalamatest tollimääradest, mis nüüd või edaspidi kohaldatakse ükskõik millise kolmanda riigi vastavatele kaupadele.

Samuti, Soomest päritolevad loodus- või tööstussaadused, mis on loendatud käesolevale lepingule juurde lisatud nimekirjas B, kasutavad nende sisseveol Eestisse lepingu terve kestuse jooksul kas mainitud nimekirjas ettenähtud tollimäärasid või seal äratähendatud protsendilisi alandusi; sel viimasel juhul arvutatakse protsendilised alandused kõige madalamatest tollimääradest, mis nüüd või edaspidi kohaldatakse ükskõik millise kolmanda riigi, välja arvatud artiklis 16 nimetatud riikide, vastavatele kaupadele.

Artikkel 9.

Mõlemad Lepinguosalised reserveerivad enestele õiguse, juhul, kui asjaolud seda nõuaksid, teha käesoleva lepingu artiklite 7 ja 8 eeskirjade kasutamise olenevaks päritolutunnistuste esitamisest.

Kõiges, mis puutub päritolutunnistustesse, nagu nende väljaandmise viisisse, nende sisusse jne., kohaldavad Lepinguosalised Genfis, 3. novembril 1923 a. allakirjutatud Tollivormaliteetide lihtsustamise rahvusvahelise konventsiooni artikli 11 eeskirju, olles selle konventsiooni osalised, samuti ka mõlemate Valitsuste vahel sel otstarbel sõlmitud või sõlmimisele tulevate erikokkulepete eeskirju.

Artikkel 10.

Sisemaksud, mida ühe Lepinguosalise territooriumil võetakse praegu või tulevikus riigi, maakondade, kogukondade või asutiste kasuks, mõne saaduse valmistamiselt, töötlemiselt või tarvitamiselt, ei tohi mingil juhul lasuda teise Lepinguosalise saadustel kõrgemal määral või koormavamatel tingimustel kui enamsoodustatud riigi sarnlevatel saadustel.

Artikkel 11.

Transiidi alal kohustuvad Lepinguosalised vastastikku kohaldama Barcelonas 20. aprillil 1921 a. allakirjutatud Transiidivabaduse kohta käiva konventsiooni ja statuudi¹ eeskirju, kindlustades teineteisele sel alal enamsoodustatud riigi käitluse.

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 166; vol. LIX, page 344; vol. LXIX, page 70; vol. LXXXIII, page 373; vol. XCII, page 363; vol. XCVI, page 181; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

ja ilman mitään ehtoja toiselle sopimuspuolelle oikeuden jokaiseen etuun, vähennykseen tai vapautukseen, joka on myönnetty tai tullaan vastaisuudessa myöntämään mille kolmannelle maalle tahansa.

Molemmat sopimuspuolet takaavat toisilleen suosituimmuusaseman myöskin vientitulleihin ja kaikkiin tavaroita maasta vietäessä perittyihin maksuihin nähden, olivatpa ne minkälaisia tahansa.

Sopimuspuolet takaavat toisilleen suosituimmuuden myöskin tulliselvitykseen, tullimuodollisuuksiin ja palauttamismaksuihin nähden samoin kuin kauppatavarain tullivarastoihin pääsyyn, iissä käsittelyyn ja niihin liittyviin maksuihin nähden.

VIII artikla.

Muuttamatta VII artiklan sisältämiä määräyksiä sopimuspuolet päättävät täten, että Eestistä peräisin oleviin tähän sopimukseen liitettyssä luettelossa A mainittuihin luonnon ja tehdastuotteisiin on koko sopimuksen voimassaoloajan niitä Suomeen tuotaessa sovellettava joko tässä luettelossa mainittuja tullimaksuja tai siinä mainittuja prosentittaisia alennuksia; jälkimmäisessä tapauksessa prosentittaiset alennukset lasketaan alimmista tullimääristä mitä nyt tai vastedes sovelletaan minkätahansa kolmannen maan vastaavaan tavarahan.

Samoin Suomesta peräisin oleviin tähän sopimukseen liitettyssä luettelossa B mainittuihin luonnon- ja tehdastuotteisiin on koko sopimuksen voimassaoloajan niitä Eestiin tuotaessa sovellettava joko tässä luettelossa mainittuja tullimaksuja tai siinä mainittuja prosentittaisia alennuksia; jälkimmäisessä tapauksessa prosentittaiset alennukset lasketaan alimmista tullimääristä mitä nyt tai vastedes sovelletaan minkätahansa kolmannen maan, lukuunottamatta 16 artiklassa mainittuja maita, vastaavaan tavarahan.

IX artikla.

Molemmat sopimuspuolet pidättävät itselleen oikeuden, milloin olosuhteet sitä vaativat, tehdä tämän sopimuksen 7 ja 8 artiklan määräysten myöntämät edut riippuviksi alkuperätodistusten esittämisestä.

Mitä tulee alkuperätodistuksiin, nimenomaan niiden antamisenetelyyn, sisältöön j.n.e., noudattavat sopimuspuolet Genevessä 3 p:nä marraskuuta 1923 allekirjoitetun tullimuodollisuuksien yksinkertaistuttamista koskevan kansainvälisen sopimuksen, johon ovat liittyneet, 11 : n artiklan määräyksiä, samoin kuin niiden erikoissopimusten määräyksiä, joita molempien hallitusten kesten on solmittu tai vastaisuudessa tässä tarkoituksessa solmitaan.

X artikla.

Ne sisäiset maksut, joita jommankumman sopimuspuolen alueella kannetaan nyt tai vastedes valtion, maakuntien, kuntien tai yhdyskuntien laskuun jonkun tuotteen valmistuksesta tai kulu- tuksesta eivät missään tapauksessa saa kohdata toisen sopimuspuolen tuotteita korkeampina ta, rasittavampina kuin ne maksut, joita kannetaan suosituimman maan samanlaisista tuotteista

XI artikla.

Läpikulkuun nähden molemmat sopimuspuolet sitoutuvat soveltamaan molemmin puolin Barcelonassa huhtikuun 20 :nä 1921¹ allekirjoitetun läpikulkuvapautta koskevan sopimuksen ja sääntöjen määräyksiä, taaten toisilleen tässä suhteessa suosituimmuuden.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 290 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol CIV, page 495, of this Series.

Artikkel 12.

Ühe Lepinguosalise territooriumilt tulevaid kaupu käideldakse teise Lepinguosalise territooriumi raudteedel nii speditseerimise kui veo, kui ka veotariifide või veoga ühenduses olevate maksude alal sama soodsalt kui selle Lepinguosalise oma riigi või enamsoodustatud riigi sarnlevaid kaupu, mida veetakse sama sihitusega ja samal teel.

Artikkel 13.

Ühele või teisele Lepinguosalisele kuuluvad laevad ja nende laadungid alluvad teise Lepinguosalise territooriumil samale käitlusele, mis on antud tema omadele laevadele ja nende laadungitele, sellele vaatamata, kust need laevad on välja sõitnud või kuhu nad on sihitud ehk kust laevakoorem pärit või kuhu see on sihitud.

Nimelt ei allu ei ühe ega teise Lepinguosalise laevad teise Poole territooriumil muile või kõrgemaile koormustele ja maksudele, ükskõik millist laadi, kui neile, millele alluvad praegu või võiksid alluda tulevikus küsimuses oleva maa omad laevad.

Erandid eelmistest eeskirjadest on ette nähtud :

1. Erisoodustuste juhul, mis on antud või võidakse anda tulevikus ühel või teisel maal oma enese kalatööstustele või nende saadustele ;

2. Mis puutub rannasõidusse ;

3. Laevasõidu alal laevakäidavatel sisevetel, looduslikkudel või kunstlikkudel, mille suhtes Lepinguosalised kindlustavad teise Lepinguosalise laevadele ja nende laadungitele sama käitluse kui enamsoodustatud riigi laevadele ja nende laadungitele ; sel juhul laevadelt ja nende laadungitelt võetavad maksud ei tohi siiski ületada rahvuslikkudele laevadele ja nende laadungitele kohaldatavat määra ;

4. Riivamata käesoleva artikli muid eeskirju ja muutmata lõike 2 eeskirju, niivõrd kui nad käivad lootsimistariifi kohta, on kokku lepitud, et kummalgi maal maksusel olevad seadused ja määrused lootsi tarvitamise kohustuse kohta kohaldatakse teise Lepinguosalise laevadele samal määral, mil see kohustus on kohaldatav teistele välislaevadele.

Siiski on kokku lepitud, et kõige rohkem 25 registertonna nettomahuga purjelaevad (abimainaga või ilma), millistel ei ole muud laadungit kui kodumaalt päritolevad saadused, on vabad ootsi tarvitamise kohustusest tulles teise Lepinguosalise sadamatesse.

Artikkel 14.

Ühe lepinguosalise laevade mõõtmiskirjad tunnustatakse teise Lepinguosalise poolt, eeldusel, et laevamõõtmise meetod oleks kokkukõlas « Moorsom'i » süsteeniga. Täsmahust lubatav mahaarvutus tehakse kokkukõlas Lepinguosaliste vahel sõlmitavate erikokkulepetega.

Artikkel 15.

Lepinguosalised annavad teineteisele vastastikku õiguse nimetada konsulaaresindajaid kõigisse teise Lepinguosalise sadamaisse ja kaubanduskohtadesse, kuhu on lubatud asuda mõne kolmanda riigi konsulaaresindajal.

Kummagi Lepinguosalise konsulaaresindajad, saanud heas ja nõutavas vormis oleva eksekvatuuri, kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil samu eesõigusi, immunitete ja õigusi, mis on antud või võidakse anda mõne kolmanda riigi konsulaaresindajaile. Siiski, nad ei või nõuda, et mainitud eesõigused, immunitetid ja õigused omaksid laiema ulatuse kui need, mida kasutavad selle viimase Lepinguosalise konsulaaresindajad esimese territooriumil.

XII artikla.

Toisen sopimuspuolen alueelta tulevat kauppatavarat ovat oikeutetut saamaan toisen sopimuspuolen alueella sijaitsevilla rautateillä niin lähteykseen ja kuljetukseen kuin kuljetusmaksuihin tai kuljetuksesta johtuviin yleisiin suorituksiin nähden saman kohtelun kuin oman valtion tai suosituimman valtion kauppatavarat, joita kuljetetaan samaan kohtaan ja samaa tietä.

XIII artikla.

Toisen sopimuspuolen aluksia ja niiden lasteja on toisen sopimuspuolen alueella käsiteltävä aivan samoin kuin kotimaisia aluksia ja niiden lasteja, katsomatta siihen, mistä alukset ovat lähteneet ja minne ne ovat matkalla tai mistä lastit ovat kotoisin ja minne ne ovat matkalla.

Erityisesti ei toisen sopimuspuolen aluksille saa toisen sopimuspuolen alueella panna muita tai korkeampia maksuja tai rasituksia, olkoot nämä minkälätauisia tai -nimisiä tahansa kuin ne, joiden alaisia nyt tai vastedes oman maan alukset ovat.

Edellämainituista määräyksistä tehdään kuitenkin poikkeuksia seuraavissa tapauksissa:

1) kun on kysymyksessä ne erityiset edut, jotka on annettu tai vastedes jommassa-kummassa maassa annetaan kotimaiselle kalastukselle tai sen tuotteille;

2) rannikkolaivaliikenteeseen nähden;

3) kulku luonnollisilla tai keinotekoisilla sisävesiteillä, missä suhteessa sopimuspuolet takaavat toisen maan aluksille ja niiden lasteille saman kohtelun kuin suosituimman maan aluksille ja niiden lasteille, kuitenkin siten, ettei tässäkin tapauksessa aluksista eikä lasteista kanneta maksuja korkeampina kuin kotimaisista aluksista ja niiden lasteista;

4) muista tämän artiklan määräyksistä huolimatta ja muuttamatta sen 2 kohdan määräyksiä, mikäli ne koskevat luotsimaksuja, on sovittu, että kummassakin maassa voimassaolevia luotsinkäyttövelvollisuutta koskevia lakeja ja asetuksia on sovellettava toisen sopimuspuolen aluksiin samalla tavalla kuin muihin ulkomaalaisiin aluksiin.

Kuitenkin on sovittu, että enintään 25 rekisteritonnin nettovetoiset purjealukset (apukoneineen tai ilman), joilla ei ole muuta lastia kuin kotimaista alkuperää olevia tuotteita, ovat vapautetut luotsinkäyttövelvollisuudesta tullessaan toisen sopimusvaltion satamaan.

XIV artikla.

Toisen sopimuspuolen antamat laivanmittauskirjat on, niin kauan kuin mittaus tapahtuu Moorsom-järjestelmän mukaan, toisen sopimuspuolen tunnustettava. Bruttotilavuudesta sallittavien poistojen laskeminen tapahtuu sopimuspuolten välillä tehtävien erikoissopimusten mukaisesti.

XV artikla.

Sopimuspuolet myöntävät vastavuoroisesti toisilleen oikeuden nimittää konsuleita kaikkiin niihin toisen sopimuspuolen satamiin ja kauppapaikkoihin, joihin jonkun kolmannen maan sallitaan asettaa konsuleita.

Toisen sopimuspuolen konsulit, joille asianomainen eksekvatuuri on myönnetty, nauttivat toisen sopimuspuolen alueella samoja etuoikeuksia, vapautuksia ja valtuuksia, joita jonkun kolmannen valtion konsulit nyt tai vastedes nauttivat. He eivät kuitenkaan voi vaatia näitä etuoikeuksia, vapautuksia ja valtuuksia laajempina kuin millaisina ne myönnetään jälkimmäisen sopimuspuolen konsuleille edellisen alueella.

Artikkel 16.

Lepinguosalised ei või nõuda käesoleva kokkuleppe eeskirjade põhjal järgmiste soodustuste kasutamist :

a) Erilisi soodustusi, mis on antud või võidakse anda kummagi Lepinguosalise poolt teistele naaberriikidele kohaliku kaubitsemise hõlbustamiseks piiriringkondades maaribal, mis üldiselt ei või ületada 15 kilomeetri kaugust mõlemal pool piiri ;

b) Soodustusi, mis on antud või võidakse anda Eesti poolt Lätile või Leedule, niivõrd kui tähendatud soodustused ei ole antud ka mõnele ülalmainimata kolmandale riigile.

Artikkel 17.

Mõlemad Lepinguosalised deklareerivad käesolevaga, et käesolevas lepingus ettenähtud soodustusi, õigusi ja eesõigusi, eriti tollialandusi, ei anta mingil juhul ega ühelgi tingimusel teistele riikidele enamsoodustatud riigi klausli põhjal ; nad kohustuvad peale selle vastastikku arvestama käesolevat artiklit rahvusvaheliste lepingute sõlmimisel.

Artikkel 18.

Juhul, kui Lepinguosaliste vahel kerkiks arvamuste lahkumine käesoleva lepingu tõlgitsemise või kohaldamise suhtes, esitatakse küsimus vahekohtule ühe või teise Lepinguosalise palvel.

Igal üksikul juhul moodustatakse vahekohus järgmiselt : mõlemad Lepinguosalised nimetavad vahekohtunikudena nende endi kodanikkude seast valitud kaks kvalifitseeritud isikut ja nimetavad ühisel kokkuleppel ühe kolmanda riigi kodaniku ülemvahekohtunikuks. Mõlemad Lepinguosalised reserveerivad endile õiguse ette ära nimetada teatud perioodiks ülemvahekohtunikuks valitud isiku. Tema juhatab vaidlusi. Otsused tehakse häälteenamusega.

Kui Lepinguosalised ei jõua kokkuleppele ülemvahekohtuniku valikus ühe kuu jooksul arvates päevast, mil üks Lepinguosaline teatas teisele oma kavatsusest esitada tülüküsimuse vahekohtule, nimetatakse ülemvahekohtunik, ühe kolmanda riigi kodanik, ühe Lepinguosalise palvel Alalise Rahvusvahelise Kohtukoja Esimehe poolt.

Lepinguosalised määravad kindlaks kulude jaotuse kas igal erijuhul või korraga kõigiks juhtudeks.

Vahekohtunikud otsusel on sunduslik jõud.

Artikkel 19.

Käesolev leping astub jõusse kaheksandal päeval pärast ratifikatsioonide vahetamist ja asendab Eesti ja Soome vahelise kauba- ja laevanduselepingu, mis alla kirjutatud Helsingis 29. oktoobril 1921, samuti ka mainitud lepingu juurde käiva lisakokkuleppe, alla kirjutatud Tallinnas 16. märtsil 1930 a.

Käesolev leping jääb maksvaks kaheks aastaks alates jõusseastumise päevast. Juhul kui ükski mõlematest Lepinguosalistest ei ole teatanud kuus kuud enne selle tähtaja möödumist oma kavatsusest lõpetada käesolevat lepingut, jäävad selle eeskirjad kohustuslikeks kuni kuue kuulise tähtaja möödumiseni alates päevast, mil nii üks või teine Lepinguosalistest ta üles on öelnud.

XVI artikla.

Tämän sopimuksen määräykset eivät oikeuta niihin erikoisiin etuihin ja oikeuksiin,

a) jotka kumpikin sopimuspuoli on myöntänyt tai vastedes myöntää naapurivaltioille rajaseutujen paikallisliikenteen helpottamiseksi alueella, joka yleensä ei ole 15 km leveämpi molemmin puolin rajaa ;

b) jotka Eesti on myöntänyt tai vastaisuudessa mahdollisesti myöntää Latvialle tai Liettualle, mikäli ei näitä etuja ole myöskin myönnetty jollekin kolmannelle valtiolle, joka ei kuulu edellämainittujen joukkoon.

XVII artikla.

Molemmat sopimuspuolet selittävät täten, että tässä sopimuksessa määrättyjä etuuksia oikeuksia ja etuoikeuksia, erittäinkin tullialennuksia, ei missään tapauksessa eikä millään ehdolla voida suosituimmuusmääräyksien nojalla myöntää muille valtioille ja sitoutuvat vastedes valtioidenvälisiä sopimuksia tehdessään ottamaan tämän artiklan huomioon.

XVIII artikla.

Jos sopimuspuolien välillä syntyy erimielisyyksiä tämän sopimuksen tulkinnasta tai soveltamisesta, on kysymys jommankumman sopimuspuolen vaatimuksesta alistettava välitystuomio-
menettelyn alaiseksi. Välitysoikeus määrätään jokaista tapausta varten seuraavasti :

Kumpikin puoli määrää kansalaisistaan kaksi soveliasta henkilöä välitystuomareiksi ja molemmat puolet yhdessä valitsevat jonkun kolmannen valtion kansalaisen esimieheksi. Sopimuspuolet pidättävät itselleen oikeuden nimittää esimieheksi valitun henkilön edeltäpäin ja määrääjäksi. Hän johtaa keskusteluja. Päätökset tehdään äänten enemmistöllä.

Jos sopimuspuolet eivät pääse yksimielisyyteen esimiehen valinnan suhteen kuukauden kuluessa siitä päivästä, jolloin toinen sopimuspuoli on ilmoittanut alistavansa riitakysymyksen välitysoikeuden ratkaistavaksi, määrää Pysyväisen kansainvälisen tuomioistuimen presidentti jommankumman sopimuspuolen pyynnöstä esimieheksi kolmannen maan kansalaisen.

Sopimuspuolet sopivat kussakin erikoistapauksessa tai kerta kaikkiaan kustannusten jakamisesta.

Välitystuomarien päätös on sitova.

XIX artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan kahdeksantena päivänä ratifioimiskirjojen vaihtamisesta ja tulee Eestin ja Suomen välisen, Helsingissä 29 päivänä lokakuuta 1921 allekirjoitetun kauppa- ja merenkulkusopimuksen, samoin kuin mainittuun sopimukseen liittyvän, Tallinnassa 16 päivänä maaliskuuta 1930 allekirjoitetun lisäsopimuksen sijaan.

Tämä sopimus on voimassa kaksi vuotta sen voimaantulopäivästä lukien. Siinä tapauksessa, ettei kumpikaan sopimuspuoli ole ilmoittanut kuusi kuukautta ennen tämän määräajan umpeen-
kulumista aikovansa luopua tästä sopimuksesta, jäävät sen määräykset sitoviksi kuusikuukautisen määräajan loppuun saakka siitä päivästä lukien, jolloin jompikumpi sopimuspuoli on sanonut irti sopimuksen.

Selle tõenduseks kirjutasiid vastavad Täisvolinikud alla käesolevale lepingule ja kinnitasid sellele oma pitseriid.

Valmistatud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti, soome ja rootsi keeles, 11. aprillil ühe tuhande üheksasaja kolmekümne esimesel aastal.

(P. K.) J. TÖNISSON.

(P. K.) Aarne WUORIMAA

(P. K.) Max HURT.

(P. K.) V. M. J. VILJANEN.

LÕPP-PROTOKOLL.

Tänasel päeval sõlmitud Eesti-Soome kaubandus- ja laevanduslepingu allakirjutamise silmapilgul tegid allakirjutanud täisvolinikud järgmise deklaratsiooni, mis moodustab lepingu lahutamatu osa :

Artikli 8 juurde.

Mis puutub nimekirjades A ja B ettenähtud kontingentidesse, siis jaotatakse need selle maa Valitsuse poolt, kes on saanud kontingendi. Samuti teatab ta teise Lepinguosalise Valitsusele, mil viisil viimase võimudele tõestatakse, et vastav kaubasaadetiis võidakse läbi lasta mainitud nimekirjades ettenähtud tollimääraga.

Mõlemate maade Valitsused lepivad eraldi kokku kontingentide kasutamiseiga ühendatud üksikasjalistes vorminõuetes.

Artikli 16 juurde.

Juhul kui Eesti annaks nimekirjas B ettenähtud saaduste suhtes kas Lätile või Leedule suuremaid tollisoodustusi kui need, mis on antud Soomele mainitud nimekirjas, on Eesti Valitsus nõus, kui Soome Valitsus seda palub, astuma läbirääkimistesse nende tingimuste kohta, millistel nimetatud soodustusi võidakse lubada Soomele.

Siiski kohustub Eesti Valitsus andma Soomele automaatselt kõik soodustused, mis saaks antud Lätile või Leedule nimekirjas B loendatud Eesti tollitariifi paragrahvide 76, 77, 88 p. 3-a, 120, 176 ja 177 all ettenähtud kaupade alal.

Valmistatud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti, soome ja rootsi keeles, 11. aprillil ühe tuhande üheksasaja kolmekümne esimesel aastal.

J. TÖNISSON.

Max HURT.

Aarne WUORIMAA.

V. M. J. VILJANEN.

Tämän vakuudeksi ovat molempien sopimuspuolten valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja sen sineteillään varustaneet.

Tehty Tallinnassa kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä 11 päivänä huhtikuuta vuonna tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentäyksi.

(P. K.) Aarne WUORIMAA.

(P. K.) V. M. J. VILJANEN.

(P. K.) J. TÖNISSON.

(P. K.) Max HURT.

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänä päivänä solmitun Eestin-Suomen kaupp- ja merenkulkusopimuksen tekivät allekirjoittaneet valtuutetut seuraavan ilmoituksen, mikä kuuluu tähän sopimukseen sen olennaisena osana :

VIII artiklaan.

Mitä tulee luettelossa A ja B mainittuihin kontingentteihin, huolehtii niiden jakelusta sen maan hallitus, joka kontingentin on saanut. Samoin tiedottaa se toisen sopimuspuolen hallitukselle, millä tavoin viimeainitut viranomaisille todetaan, että vastaava kauppatavara voidaan laskea maahan luetteloissa edellytetyllä tullilla.

Molempien maitten hallitukset sopivat erikseen kontingenttien käyttämiseen kuuluvien muodollisuuksien yksityiskohtaisesta järjestelystä.

XVI artiklaan.

Siinä tapauksessa, että Eesti myöntäisi jonkin luettelossa B mainitun tavaran suhteen Latvialle tai Liettualle suurempia tullietuja kuin mitä mainitussa luettelossa Suomelle on annettu, on Eestin hallitus valmis, jos Suomen hallitus sitä pyytää, ryhtymään neuvotteluihin niistä ehdoista, joilla mainitut edut voitaisiin antaa Suomelle.

Kuitenkin sitoutuu Eestin hallitus automaattisesti Suomelle antamaan kaikki edut, mitä Latvialle tai Liettualle annetaan luettelossa B mainittujen Eestin tullitariffin nimikkeisiin 76, 77, 88 k: 3a, 120, 176 ja 177 kuuluvien tuotteiden alalla.

Tehty Tallinnassa kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä 11 päivänä huhtikuuta tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentäyksi.

Aarne WUORIMAA.

V. M. J. VILJANEN.

J. TÖNISSON.

Max HURT.

NIMEKIRI A.

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
	I. LOOMAD JA LOOMASAADUSED ; PÖLLUTÖÖ-, VESKITÖÖSTUSE JA AIANDUSESAAJADUSED ; TOIDU- JA MAITSEAINED ERALDI NIMETAMATA.		
	A. Loomad ja loomasaadused.		
	Liha, eraldi nimetamata, välja arvatud õhukindlates nõudes:		
ex § 11	haned ja kalkunid 1 kg n.	6,00	—
§ 13	teistsugune 1 kg n.	0,70	—
	<i>Märkus I.</i> — Tolli 0,70 Smk. võetakse ainult lihalt, mis on määratud Helsingisse jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai, juuni, juuli ja detsembri kuudel, järgmise kontingendi piirides : jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai ja detsembri kuude kohta 100.000 kg kuus ja juuni ja juuli kuude kohta 50.000 kg kuus. Kui ühel nimetatud kuudel looduslikkude takistuste või samaväärsete olude tõttu ära ei kasutata tervet eelpool tähendatud selle kuu kontingenti, siis võidakse järgmise kuu esimese nädala jooksul kasutada eelmise kuu kontingendist kasutamata jäänud osa, kuid mitte suuremal määral kui 20 % eelmise kuu kontingendist.		
	<i>Märkus II.</i> — Soome Valitsus kohustub Soomes praegu Eesti suhtes lihalt võetavat tolli 1,20 Smk. suuruses (Soome Tollitariifi § 13) 1931 a. jooksul Eestist sisseveetavalt lihalt mitte tõstma. Peaks Soomes alates 1. jaanuarist 1932 a. seda tolli tõstetama, siis on Soome valitsus nõus astuma viibimata selles asjas Eesti Valitsusega läbirääkimistesse, kusjuures kumbki Valitsus hoiab alal õiguse kokkuleppe mittesaavutamise korral loobuda lepingust kolmekuulise ülesütleamisega.		
	Kala :		
§ 16	teistsugune:	tollita	—
§ 23	elav või värske		—
	Sooled 1 kg n.	1,50	—
	B. Põllutöö-, veskitööstuse- ja aiandussaadused j.n.e.		
	I. Viljad j.n.e.		
§ 48	Kartulijahu ja -tärklis igasugune	—	33 ⅓ %
	Seemned :		
ex § 51	Linaseemned	tollita	—
§ 52	punase ja valge ristikheina seemned	tollita	—
§ 53	teistsugu ristikheina seemned	tollita	—
§ 54	timotiseemned	tollita	—
§ 55	teistsugu heinaseemned	tollita	—
§ 57	naeri- (ka turnipsi-) ja kaalikaseemned	tollita	—
ex § 58	kapsa-, peedi-, siguri-, kaunvilja- ja loomanaeri seemned	tollita	—

LUETELLO A.

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	I. ELÄIMET JA ELÄINTUOTTEET; MAANVILJELYS-, MYLLYTEOLLISUUS- JA PUUTARHATUOTTEET; RAVINTO- JA NAUTINTOAINEET, ERIKSEEN MAINITSEMATTOMAT.		
	<i>A. Eläimet ja eläintuotteet.</i>		
	Liha, erikseen mainitsematon, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :		
11 :sta 13	hanhet ja kalkkunat 1 kg. n. muunlainen 1 kg. n.	6 :00 0 :70	— —
	<i>Huomautus I.</i> — Tullimäärä 0:70 Smk. kannetaan ainoastaan lihalta, joka on määrätty Helsinkiin vietäväksi tammi-, helmi-, maaliskuu-, huhti-, touko-, kesä-, heinä- ja joulukuun aikana seuraavien kontingenttien mukaan: tammi-, helmi-, maaliskuu-, huhti-, touko- ja joulukuussa 100,000 kg kuukautta kohti sekä kesä- ja heinäkuussa 50,000 kg kuukautta kohti. Jos jonakin edellämaituista kuukausista edeltäpäin määrätty kontingentti luonnonesteiden tai samankaltaisten syiden takia ei tulisi kokonaisuudessaan käytetyksi, voidaan seuraavan kuukauden ensimmäisen viikon kuluessa käyttää hyväksi edellisen kuukauden kontingentista käyttämättä jäänyt osa, ei kuitenkaan enemmän kuin 20% edellisen kuukauden kontingentista.		
	<i>Huomautus II.</i> — Suomen hallitus sitoutuu vuotena 1931 olemaan korottamatta Suomessa nykyään Eestin suhteen voimassaolevaa 1:20 Smk:n suuruisia lihatullia (Suomen tullitariffin nimike 13) Eestistä tuotavan lihan suhteen. Jos tätä tullia Suomessa nostetaan tammikuun 1 päivästä 1932, on Suomen hallitus valmis viipymättä tässä kysymyksessä ryhtymään neuvotteluihin Eestin hallituksen kanssa, jolloin kumpikin Hallitus pidättää itselleen oikeuden, ellei yksimielisyyttä saavuteta, sanoa sopimus irti kolmen kuukauden irtisanomisajalla.		
	Kala :		
16 23	muunlainen : elävä tai tuore Suolet 1 kg. n.	vapaa 1 :50	— —
	<i>B. Maanviljelys-, mylllyteollisuus- ja puutarhatuotteet y. m.</i>		
	<i>I. Vilja y. m.</i>		
48	Perunajauhot ja tärkkelys, kaikenlainen Siemenet :	—	33 ⅓
51 :sta	pellavansiemenet	vapaat	—
52	puna- ja valkoapilan siemenet	vapaat	—
53	alsikeapilansiemenet	vapaat	—
54	timoteinsiemenet	vapaat	—
55	heinänsiement, muunlaiset	vapaat	—
57	nauriin- (myös turnipsin) ja lantun siemenet	vapaat	—
58 :sta	kaalin-, juurikkaitten-, sikurijuuren-, palkokasvien- ja rehujuurikkaansiemenet	vapaat	—

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
§ 60	<p>Kartulid : toored</p> <p><i>Märkus</i> : Juhul, kui Eesti laevamõõtkirjast või teistest laevapaberitest ilmneb selle laeva laadimisruumi suurus, võidakse laevamõõtkirja tarvitada alusena laadungi eest maksetava tolliraha arvutamiseks. Siinjuures arvatakse 1 registertonn vastavaks 1887 kilogrammile.</p> <p>Juhul, kui laevajuht ei soovi tarvitada eelmises lõikes tähendatud talitusviisi, tuleb kaubakaal kindlaks teha kaalumisega.</p> <p>Igal juhul tulevad tollivormaliteedid nii korraldada, et müük, ühes arvatud väikemüük, ka edasi otsekohe laevast võib sündida.</p> <p>Tolliraha laadungi eest tuleb maksta niipea kui laadung on müüdud, kuid siiski hiljemalt ühe kuu jooksul peale laeva päralejõudmist. Juhul, kui tolliraha laeva laadimisruumi järgi arvutatakse ja laadungit mitmes sadamas müüakse, tuleb tolliraha maksta terve laadungi eest esimeses sadamas.</p> <p>Laevajuht vastutab tolliraha maksmise eest, tarviduse korral ka laev. Juhul, kui laev lahkus Soomest ja tolliraha tervelt või osaliselt jäi maksmata, kohustub Eesti Valitsus seda tolliraha, mis Soome Valitsuse teatel jäänud tasumata, vastutajalt sisse nõudma kokkukõlas Eestis maksvate seadustega ja üle andma Soome Valitsusele.</p>	—	33 ⅓ %
§ 64 § 65	<p>Siguri juured : toored kuivatatud</p>	tollita tollita	— —
	2. Puuvili, marjad, aiavili, elavad taimed j.n.e.		
ex § 75	<p>Puuvili ja marjad : Õunad, pirnid ja ploomid, värsked Köögitaimed, eraldi nimetamata, mitte õhukindlates nõudes:</p>	tollita	—
§ 82 § 85 ex § 87 a) b)	<p>Värsked : Sibulad I kg n. Kapsad I kg n. Kapsad soolatud ja kuivatatud I kg n. Kurgid soolatud I kg n.</p>	0,75 0,12 0,90 2,50	— — — —
	C. Toidu- ja maitseained, mujal nimetamata.		
§ 105	Või : loomulik I kg n.	1,00	—
ex § 109	Rukkileib « Pain Normal »	tollita	—
ex § 142	Konservid õhukindlates nõudes : kilud, sprotid ja igasugune teine kala I kg br.	10,50	—
	II. TEKSTIILTÖÖSTUS.		
	A. Ketrusained.		
ex § 170	Lina, sugemata, soetud või mõnel muul sarnasel viisil töötletud, pleekimata, pleegitud või värvitud, samuti nende jäänused ; ka takud ja paklad, tõrvamata	tollita.	—

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
60	<p>Perunat : raat</p> <p><i>Huomautus.</i> — Jos eestiläisen aluksen mittakirjasta tai muista laivapapereista käy selville aluksen lastialan suuruus, niin se voidaan panna aluksen perunalastista menevän tullin laskemisen perusteeksi. Tällöin katsotaan, että 1 rekisteritonni vastaa 1887 kiloa.</p> <p>Ellei aluksen päällikkö tahdo käyttää edellisessä kohdassa mainittua menettelyä, on tavaran paino todettava punnitsemalla.</p> <p>Tullikäsittely järjestetään joka tapauksessa siten, että myynti voi edelleenkin tapahtua, myöskin vähittäin, suoraan alukselta.</p> <p>Tulli lastista on suoritettava, kun lasti on myyty tai viimeistään kuukauden kuluttua aluksen saapumisesta satamaan. Jos tulli suoritetaan aluksen lastialan mukaan ja perunat aiotaan myydä useammassa kuin yhdessä satamassa, on koko lastista menevä tulli suoritettava ensimmäisessä satamassa.</p> <p>Aluksen päällikkö vastaa tullin suorittamisesta, tarvittaessa myöskin aluksella. Jos alus on päässyt lähtemään Suomesta ja tulli kokonaan tai osaksi jäänyt suorittamatta, sitoutuu Eestin hallitus Eestissä voimassa olevan lainsäädännön mukaan asianomaisilta perimään ja Suomen hallitukselle toimittamaan sen tullimäärän, jonka Suomen hallitus ilmoittaa jääneen maksamatta.</p>	—	33 1/3
64 65	<p>Sikurijuuri : raaka kuivattu</p>	vapaa vapaa	— —
75 :stä	<p>2. Hedelmät, marjat, vihannekset, elävät kasvit y. m. Hedelmät (puun) ja marjat : omenat, päärynät ja luumut, tuoreet Keittiökasvit, erikseen mainitsemattomat, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :</p>	vapaat	—
82 85 87 :stä a) 87 :stä b)	<p>sipulit, tuoreet 1 kg. n. kaali, tuore. 1 kg. n. kaali, suolattu ja kuivattu 1 kg. n. kurkut, suolatut 1 kg. n.</p>	0:75 0:12 0:90 2:50	— — — —
	C. Ravinto- ja nautintoaineet, muualla mainitsemattomat.		
105 109 :stä	<p>Voi luonnollinen 1 kg. n. Ruisleipä « <i>pain normal</i> »</p>	1:— vapaa	— —
142 :stä	<p>Säilykkeet, ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa : kilohailit, sprotit ja kala, muunlainen 1 kg. br.</p>	10:50	—
	<p>II. KUTOMATEOLLISUUS. A. Kehruuainekset.</p>		
170 :stä	<p>Pellava, häkilöimätön, häkilöity tai muulla sellaisella tavalla muokattu, valkaisuaton, valkaistu tai värjätty, sekä siitä saadut jätteet ; samoin rohtimet ja täpheet, tervaa-</p>	vapaa	—

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
	<i>B. Lõnga- ja kõieteosed.</i>		
	6. Kõiekaubad, samuti sidumis- ja purjelõng, ka kõven- datud raudtraadiga :		
	punumata :		
§ 230	teistsugused :		
	a) vähemalt 10 mm jämeduses	—	20 %
	b) vähem kui 10 mm, aga mitte alla 5 mm jämeduses.	—	20 %
	c) alla 5 mm jämeduses	—	25 %
	<i>C. Kangad.</i>		
	1. Puuvillased kangad, ka džuudiv lisandusega koetud. Eraldi nimetatamata kangad, mille kogu pind samalaadili- selt koetud :		
	kaal vähem kui 250 gr. aga mitte vähem kui 100 gr. ühes ruutmeetris :		
§ 240	pleekimata ja värvimata	—	25 %
§ 241	pleegitud, värvitud või trükitud	—	25 %
	2. Kangad, kookoskiudest, paberist, džuudiv, kanepist, linast ja muudest eraldi nimetatamata taime ketrusainetest. Kangad :		
	džuudiv ilma teiste ketrusainete lisandusega :		
§ 251	koti- ja pakkimisriided, pleekimata, värvimata, liimi- mata, mis sisaldavad 2 cm ² pindalal kokku kõige enam 15 lõime ja kude	—	10 %
§ 252	teistsugused	—	10 %
	muist siiaakuuluvast ketrusainetest, ka puuvilla või džuudiv lisandusega ; ka paberikangad, mujal nime- tamata :		
§ 255	teistsugused, mille kogupind samalaadiliselt koetud : pleekimata ja värvimata, mille kaal ühes ruutmeetris 500 gr. või enam	—	25 %
	3. Villased kangad, ka ühenduses teiste ketrusainetega, välja arvatud siid ; ka vanutatud (kudumata) vilt. Teistsugused kangad eraldi nimetatamata ; ka vanutatud (kudumata) vilt villast, ka taime ketrusainete lisandu- sega :		
§ 276	Üle 500 gr. ühes ruutmeetris	—	25 %
	<i>G. Õmblus- ja muud teosed mujal nimetatamata, ketrusaadustest, ka ühenduses teiste ainetega.</i>		
§ 306	Kotid : muud alluvad kangaste tollile 10 % lisaga, mis arvu- tatud kangaste alandatud tollidelt (v. §§ 251, 252).		
ex § 307	Tehnilised saadused ketrusainetest, õmblemata või õmmel- dud, ka ühenduses teiste ainetega, välja arvatud kaučuk, guttaperč ja balata : a) masinarihmad :	—	25 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	<i>B. Lanka- ja punontateokset.</i>		
	6. Punontateokset sekä side- ja purjelanka, myös rautalangalla vahvistetut :		
230	Palmikoimattomat :		
	Muunlaiset :		
	a) vähintään 10 mm:n paksuiset	—	20 %
	b) alle 10 mm:n, mutta ei alle 5 mm:n paksuiset . . .	—	20 %
	c) 5 mm ohuimmat	—	25 %
	<i>C. Kankaat.</i>		
	1. Puuvillakankaat, myös juutia lisäämällä kudotut :		
	Kankaat, erikseen mainitsemattomat, joiden koko pinta-ala kudonnaltaan on samanlainen:		
	paino m ² :ltä vähemmän kuin 250 gr, mutta ei vähemmän kuin 100 gr :		
240	valkaisuattomat ja värjäämättömät	—	25 %
241	valkaistut, värjätyt tai painetut	—	25 %
	2. Kookos-, paperi-, juuti-, hamppu-, pellava- ja muut kankaat, erikseen mainitsemattomista, kasvikunnasta saaduista kehruuaineista kudotut.		
	Kankaat :		
	juutista, muita kehruuaineita lisäämättä kudotut :		
251	säkki- ja kääre kangas, valkaisuaton, värjäämätön, liimaamaton, joissa 2 cm ² pinta alalla on yhteensä enintään 15 loimi- ja kudelankaa	—	10 %
252	muunlaiset	—	10 %
	muista tähän kuuluvista kehruuaineista, myös puuvillaa tai juutia lisäämällä, kudotut ; samoin paperikankaat, muualla mainitsemattomat :		
	muunlaiset, joiden koko pinta-ala kudonnaltaan on samanlainen :		
255	valkaisuattomat ja värjäämättömät, paino m ² :ltä vähintään 500 gr	—	25 %
	3. Villakankaat, myös muita kehruuaineita paitsi silkkiä lisäämällä kudotut, samoin huopa vanutettu kutomaton		
	Kankaat, muunlaiset, erikseen mainitsemattomat ; samoin vanutettu villahuopa, kutomaton, myös kasvikunnasta saatuja kehruuaineita lisäämällä valmistettu :		
276	paino m ² :ltä yli 500 gr:n	—	25 %
	<i>G. Ompelu- ja muut teokset, muualla mainitsemattomat, kehruutavaroista valmistetut, myös muita aineita sisältävät.</i>		
	Säkit :		
306	muunlaiset, tullataan korottaen 10 % sen kankaan tullia, josta ne ovat valmistetut ja lasketaan alennusta kangastullista (kts. §§ 251 ja 252).		
307 :stä	Teknilliset tavarat, kehruutavaroista valmistetut, ommelattomat tai ommellut, myös jos niissä on muita aineita, paitsi kautsua, guttaperkkaa ja balataa :		
	a) käyttö- ja kuljetushihnat	—	25 %

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
III. PUUKAUBAD JA PUNUMISTÖÖSTUS.			
<i>A. Tarbepuu ja puuteosed.</i>			
Valmis puuteosed, eraldi nimetamata :			
ühe tüki nettokaal üle 2 kg :			
§ 375	peitsitud, vahatud, lakitud, poleeritud, või mõnel muul sarnleval viisil välispinnal töötletud	—	80 %
§ 376	maalitud, kaetud värnitsaga või õlitatud	—	80 %
ühe tüki nettokaal kõige enam 2 kg :			
§ 380	peitsitud, vahatud, lakitud, poleeritud, ka maalitud, värnitsaga kaetud või õlitatud, või mõnel muul sarnleval viisil välispinnal töötletud	—	80 %
§ 381	teistsugused, seal hulgas ka tammeparkett	—	80 %
VI. TOORNAHAD JA NAHAD, NAHAST TEOSSED, KARUSNAHAD J.N.E.			
Karusnahad :			
töötletud, lahtised :			
ex § 484	teistsugused :		
	lamba-, hülge- ja jänese-, ka harilikkude rebaste nahad	—	25 %
VIII. METALLITÖÖSTUS.			
<i>B. Raud- ja rauasulatised, ka nendest valmistatud teosed.</i>			
§ 511	Tulepesad, lahtised ; triikraua poldid ; kaalud ja vihid ; samuti ka valatud laternapostid ja sambad	—	33 1/3 %
	Pliidad, pliidarauad, ahjud, veesoendajad, tulekoldega või ilma ; kaminad, eraldi nimetamata ; soendus- või madalrõhu katlad, rattapuksid, kaartorud, kaloriferid, radiaatorid ehk soojuselemendid, väravvõrestikud, ahjupeldid ja -siibrid, ahjuraamid, uhmid, pajad, kastrulid, pannid, varbed, jalapuhastuse restid, süljekausid, pesulauad, mustaveekausid, vesilukud, veekastid, kumblusvannid kui ka muud sarnlevad eraldi nimetamata kogukamad majapidamis- ja puhastustarbed ; trepid, trepiastmed, püstaiad, hauakivid, laternaalused, kui ka katuse-, seina ja keldriaknad ; õhupuhastuse võrestik ja teised eraldi nimetamata võrestikud, seryeerimis-, ja muud lauad, ka ühenduses teiste materjalidega, riulid ja lillepottide alused, sohvad ja toolid, samuti nende osad, ka ühenduses puuga, kütteabinõude ja vihmavarjude alused, aiaurnid, triikahjud ja triikrauaad, eraldi nimetamata, mööblirullid ja õhupuhastusventiilid, kõik niivõrd kui nad oma peaosas on valmistatud mittetaotavast malmist ; ka valatud osad nende jaoks :		
ex § 512	kaetud punase vase, valgevase või nikliga	—	33 1/3 %
§ 513	teistsugused	—	33 1/3 %
ex § 514	Käsipumbad	—	50 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %		
	III. PUUTAVARA- JA PALMIKOIMATEOLLISUUS.				
	A. Puutavarat ja puuteokset.				
	Valmiit puuteokset, erikseen mainitsemattomat :				
	paino yli 2 kg:n kappaleelta netto :				
375	petsatut, vahatut, lakatut tai kiillotetut tai milloin pinta on muulla samanlaisella tavalla valmistettu . .	—	80 %		
376	maalatut, vernissatut tai öljytyt	—	80 %		
	paino enintään 2 kg kappaleelta netto :				
380	petsatut, vahatut, lakatut, kiillotetut sekä maalatut, vernissatut tai öljytyt tai milloin pinta on muulla samanlaisella tavalla valmistettu	—	80 %		
381	muunlaiset, m. m. tammiparketti	—	80 %		
	VI. VUODAT JA NAHAT, NAHKATEOKSET, TURKIKSET Y. M.				
	Turkikset :				
	valmistetut, irrallaan olevat :				
484 :stä	muunlaiset :				
	lampaan-, jäniksen-, tavalliset ketunnahat ja hylkeenahat	—	25 %		
	VIII. METALLITEOLLISUUS.				
	B. Rauta ja rautaleijeringit sekäniistä valmistetut teokset.				
511	Tulipesänarinaraudat, irralliset, silitysraudanluodit, luodit ja painot ; samoin valetut lyhtypatsaat ja pylväät	—	33 ⅓ %		
	Takat, hellat, uunit, vedenlämmittäjät tulipesineen tai ilman ; kamiinat, erikseen mainitsemattomat ; lämmitys- tai matalapaineannut, pyöräntulkat, kampalaippaputet, lämmönjohtajat (kaloriferit), radiaattorit eli lämpöjohtopatterit, porttiristikot, tulipesien savupellit ja vetoluukut, uuninkehät, huhmareet, padat, kastrullit, pannut, seimet, jalkaraapustimet, sylkyastiat, pesupöydät, viemärisuppilot, vesilukot, huuhteluäiliöt, kylpyammeet, sekä muut samanlaiset kookkaammat kotitaloudessa ja siivouksessa tarvittavat, erikseen mainitsemattomat esineet : portaat, porrasaskeleet, pystyaidat, hautapatsaat, lyhdynkannattimet sekä katto-, seinä- ja kellari-ikkunat ; ilmavaihto- ja muut erikseen mainitsemattomat ristikot, tarjoilu- ja muut pöydät, myös jos niissä on muita aineksia, hyllypöydät ja kukkatelineet, sohvut ja tuolit sekä niiden osat, myös jos niissä on puuta, uuninlämmityskoje- ja sateenvarjotelineet, puutarhauurnat, silitysuunit ja silitysraudat, erikseen mainitsemattomat, huonekalujen jalkakiekot ja ilmavaihtorvet, kaikki edellyttäen, että ne ovat valmistetut pääasiallisesti taontaan kelpaamattomasta valuraudasta, samoin niiden valetut osat :				
512 :stä	kuparoidut, messingöidyt tai nikkelöidyt	—	33 ⅓ %		
513	muunlaiset	—	33 ⅓ %		
514 :stä	käsipumput	—	50 %		

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
ex § 589	Noad, eraldi nimetamata : sööginoad ja -kahlid : igasugused sööginoad ja -kahlid, pidemed alpakast, ka nikeldatud 1 kg br.	3,60	—
ex § 590	igasugused sööginoad ja -kahlid, pidemed alpakkast	—	33 1/3 %
	Teosed taotavast ja mittetaotavast rauast, eraldi nimetamata :		
	ühe tüki nettokaal üle 1 kg, aga mitte enam kui 10 kg:		
§ 622	töötlemata	—	33 1/3 %
§ 623	töötletud	—	33 1/3 %
	ühe tüki nettokaal üle 10 kg, aga mitte enam kui 50 kg :		
§ 624	töötlemata :		
	a) propellerid	—	50 %
	b) teised	—	33 1/3 %
	töötletud :		
§ 625	a) propellerid	—	50 %
	b) teised	—	33 1/3 %
	ühe tüki nettokaal üle 50 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt :		
	töötlemata :		
§ 626	a) propellerid	—	50 %
	b) teised	—	33 1/3 %
	töötletud :		
§ 627	a) propellerid	—	50 %
	b) teised	—	33 1/3 %
	<i>E. Vask, nikkel, tina, tsink, samuti teised eraldi nimetamata metallid ja sulatised neist metallidest, ka nendest valmistatud teosed :</i>		
	töötletud :		
	muud eraldi nimetamata teosed, kuulumata iluasjade hulka :		
	alpakast valmistatud igasugused söögitarbed, siledad ja kaetud mustriga, nagu : söögilusikad, söögikahlid, sööginugade pidemed, teelusikad, koogikahlid, mokkalusikad, kalanoad, võinoad, dessertlusikad ja -kahlid, dessertnugade pidemed, aiavilja lusikad, kulbid, puuvilja nugade pidemed, kalaserveerimise noad ja kahlid, kalakahlid, juustunoad, kastelusikad, klaaside ja pudelite alused, kandikud :		
§ 645	söödutatud, nikeldatud, poleeritud või lakitud 1 kg br.	3,60	—
§ 646	teistsugused	—	33 1/3 %
	IX. MASINAD, VEOABINÕUD, MÄNGURIISTAD, INSTRUMENDID JA KELLAD J.N.E.		
	C. Elektrimasinad, -aparaadid ja nende tarbed.		
§ 676	Telefoniaparaadid, telefonikommutaatorilauad, telefonikommutaatorid, telegraafiaparaadid, samuti ka nende osad, eraldi nimetamata	—	75 %
ex § 677	Raadioaparaatide osad	—	50 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	Veitset erikseen mainitsemattomat :		
589 :stä	pöytäveitset ja haarukat :		
	kaikenlaiset veitset ja haarukat ruokapöytää varten, päät alpakasta, myös nikkelöidyt	3 :60	—
590 :stä	kaikenlaiset veitset ja haarukat ruokapöytää varten, päät alpakasta	—	33 ⅓ %
	Taottavasta tai taontaan kelpaamattomasta raudasta valmistetut teokset, erikseen mainitsemattomat :		
622	kappaleen nettopaino yli 1 kg n. mutta ei yli 10 kg:n :		
	valmistamattomat	—	33 ⅓ %
623	valmistetut	—	33 ⅓ %
	kappaleen nettopaino yli 10 kg:n, mutta ei yli 50 kg:n :		
624	valmistamattomat :		
	a) propellit	—	50 %
	b) muut	—	33 ⅓ %
625	valmistetut :		
	a) propellit	—	50 %
	b) muut	—	33 ⅓ %
	kappaleen nettopaino yli 50 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta :		
626	valmistamattomat :		
	a) propellit	—	50 %
	b) muut	—	33 ⅓ %
627	valmistetut :		
	a) propellit	—	50 %
	b) muut	—	33 ⅓ %
	E. Kupari, nikkeli, tina, sinkki sekä muut erikseen mainitsemattomat metallit ja niiden lejeriingit sekä niistä valmistetut teokset.		
	Teokset :		
	muut teokset, erikseen mainitsemattomat, koristetavaroihin kuulumattomat :		
	Alpakasta valmistetut ruokapöytätarvikkeet, kaikenlaiset, sileät ja koristellut, kuten : pöytälusikat, pöytähaarukat, pöytäveitsenkahvat, teelusikat, kaakkuhaarukat, mokkalusikat, kalaveitset, voiveitset, jälkiruokalusikat, jälkiruokahaarukat, jälkiruokaveitsien kahvat, vihanneslusikat, kauhat, hedelmäveitsien kahvat, kalatarjoiluveitset ja -haarukat, kalahaarukat, juustoveitset, liemilusikat, lasien ja pullojen alustat, tarjottimet :		
645	syövytetyt, nikkelöidyt, kiilloitetut tai lakatut 1 kg br. muunlaiset	3 :60	—
646		—	33 ⅓ %
	IX. KONEET, KULJETUSNEUVOT, SOITOKONEET, KOJEET (INSTRUMENTIT) JA KELLOT Y. M.		
	C. Sähkökoneet, -laitteet ja -tarvikkeet.		
676	Puhelinkoneet, puhelinvaihderyöydät, puhelinvaihteet, sähkölennätinkoneet sekä niiden osat, erikseen mainitsemattomat	—	75 %
677 :stä	Radiokoneiden osat	—	50 %

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
	<i>D. Teistsugused masinad ja aparaadid.</i>		
	Jõusiseseadete aurukatlad, sulatisahjud, veetsisternid ja muud tsisternid masina sisseadetele, nagu tselluloosikeetjad, auru-akkumulaatorid, gaasihoidjad j.n.e. :		
ex § 678	ühe tüki nettokaal 5000 kg ja vähem :		
	aurukatlad, reservuaarid, tsisternid ja tankid	—	50 %
ex § 679	ühe tüki nettokaal üle 5000 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt :		
	aurukatlad, reservuaarid, tsisternid ja tankid	—	50 %
	Aurulokomobiilid, õli- ja aurutraktorid, samuti ka auru ja mootorirullid :		
ex § 681	ühe tüki nettokaal 4000 kg ja vähem :		
	aurulokomobiilid, samuti ka auru- ja mootorirullid, õli- ja aurutraktorid	—	50 %
ex § 682	ühe tüki nettokaal üle 4000 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt :		
	aurulokomobiilid, samuti ka auru- ja mootorirullid, õli- ja aurutraktorid	—	50 %
	Aurumasinad, auru- ja vesiturbiinid ; bensiini-, petrooleumi-, toorõli-, gaasi ja teised põletis- ja plahvatusmootorid, õhukompressorid, külmutamismasinad ja masinapumbad :		
§ 683	ühe tüki nettokaal 500 kg ja vähem :		
	a) külmutamismasinad	tollita	—
	b) teised	—	50 %
§ 684	ühe tüki nettokaal üle 500 kg, aga mitte enam kui 2500 kg:		
	a) külmutamismasinad	tollita	—
	b) teised	—	50 %
§ 685	ühe tüki nettokaal üle 2500 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt :		
	a) külmutamismasinad	tollita	—
	b) teised	—	50 %
	Auruvasarad :		
ex § 686	ühe tüki nettokaal 100 kg või vähem	—	50 %
ex § 687	ühe tüki nettokaal üle 100 kg, aga mitte enam kui 500 kg	—	50 %
ex § 688	ühe tüki nettokaal üle 500 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt	—	50 %
	<i>Märkus</i> : Eesti päritoluga auruvasarate alusplaadid ja muud tarbed tollitakse küsimuses olevate tollitariifi paragrahvide järgi 33 1/3 protsendilise alandusega maksvast tollimäärast.		
	Puutöötlemismasinad, nagu saekaatrid, lint- ja kreissae- masinad, hõõlmasinad, freesimismasinad j.n.e. :		
§ 689	ühe tüki nettokaal 500 kg või vähem	—	50 %
§ 690	ühe tüki nettokaal üle 500 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt	—	50 %
	Õhupuhastusseadete nagu ventilaatorid, lõõtsad, pöörlevad lõõtsmasinad, j.n.e. :		
§ 691	ühe tüki nettokaal 100 kg ja vähem	—	50 %
§ 692	ühe tüki nettokaal üle 100 kg, mitte aga enam kui 500 kg	—	50 %
§ 693	ühe tüki nettokaal üle 500 kg igalt järgmiselt ülekaalu kilogrammilt	—	50 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	<i>D. Koneet ja laitteet, muunlaiset.</i>		
	Voimalaitosten höyrypannut, sulatusuunit, konelaitosten vesi- ja muut säiliöt, kuten selluloosakeittimet, höyryak-kumulaattorit, kaasusäiliöt y. m. :		
678 :sta	kappaleen nettopaino enintään 5.000 kg : höyrypannut, säiliöt, sisternit ja tankit	—	50 %
679 :stä	kappaleen nettopaino yli 5.000 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta : höyrypannut, säiliöt, sisternit ja tankit	—	50 %
	Höyrylokomobiilit, öljy- ja höyrytraktorit sekä höyry- ja moottorijyrät :		
681 :stä	kappaleen nettopaino enintään 4.000 kg : höyrylokomobiilit sekä höyry- ja moottorijyrät, öljy- ja höyrytraktorit		50 %
682 :sta	kappaleen nettopaino yli 4.000 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta : höyrylokomobiilit sekä höyry- ja moottorijyrät, öljy- ja höyrytraktorit		50 %
	Höyrykoneet, höyry- ja vesiturbiinit, bensiini-, petroli-, raakaöljy-, kaasu-, sekä muut poltto- ja räjähdysmoottorit, ilmantiivistäjät, jäähdytyskoneet ja konepumput :		
683	kappaleen nettopaino enintään 500 kg : a) jäähdytyskoneet	vapaat	—
	b) muut		50 %
684	kappaleen nettopaino yli 500 kg:n, mutta ei yli 2.500 kg:n : a) jäähdytyskoneet	vapaat	—
	b) muut		50 %
685	kappaleen nettopaino yli 2.500 kg :n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta : a) jäähdytyskoneet	vapaat	—
	b) muut		50 %
	Höyryvasarat :		
686 :sta	kappaleen nettopaino enintään 100 kg		50 %
687 :stä	kappaleen nettopaino yli 100 kg:n, mutta ei yli 500 kg:n		50 %
688 :sta	kappaleen nettopaino yli 500 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta		50 %
	<i>Huomautus.</i> — Eestiläistä alkuperää olevat höyryvasarain alustat ja muut tarvikkeet tullataan tariffin kulloinkin kyseessä olevien nimikkeiden mukaan 33 1/3 % alennuksella voimas- saolevista tullimääristä.		
	Puunjalostuskoneet, kuten saharaamit, vanne- ja sirkkelikonesahat, höyläkoneet, jyrskoneet y. m. :		
689	kappaleen nettopaino enintään 500 kg		50 %
690	kappaleen nettopaino yli 500 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta		50 %
	Ilmavaihtolaitteet, kuten tuulettimet, lietsoimet, pyörivät puhaltimet y. m. :		
691	Kappaleen nettopaino enintään 100 kg		50 %
692	kappaleen nettopaino yli 100 kg, mutta ei yli 500 kg:n		50 %
693	kappaleen nettopaino yli 500 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta		50 %

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
ex § 700	Teistsugu masinad ja aparaadid, eraldi nimetamata : c) muud : Käsi- ja mootorvindid, tõstekraanad, elevaatorid, lint-transportöörid, veskid, masinad ja aparaadid tärklise-, õlle- ja piiritusvabrikutele, igasugu masinad teedechitamiseks nagu hõõvlid, kivipurustamise ja sorteerimise masinad jne. ; turbamasinad tavalised ja baggeritega kombineeritud ja transportöörid, välja arvatud § 654 alla kuuluvad : 1) ühe tüki nettokaal kõige enam 500 kg 2) ühe tüki nettokaal üle 500 kg	— —	50 % 50 %
<i>F. Muusikariistad.</i>			
ex § 709 § 710	Pianiinod ja tahvelklaverid Tiibklaverid <i>Märkus</i> : Seda soodustust ei anta mänguaparaatidega varustatud muusikariistadele.	— —	25 % 25 %
X. KIVI-, SAVI- JA KLAASITÖÖSTUS.			
<i>A. Kivid ja mullad.</i>			
ex § 735 § 742 § 743 § 744	Lubja- ja kipsikivi, samuti ka põletatud ja jahvatatud kips ; fosforiit, ka jahvatatud Lubi : kustutamata kustutatud Tsement, portlandi tsement, tavaline hall, valge või värviline, jahvatamata või jahvatatud ; shlakitsement, trass ja muud ehitusotstarbeks tarvitavad tsemendi liigid <i>Märkus</i> : See soodustus käib ainult 30.000 tunni aasta-kontingendi kohta.	tollita — — —	— 50 % 50 % 20 %
ex § 751	Põlevkivi <i>B. Kividest ja muldadest valmistatud teosed, mujal nimetamata.</i>	tollita	—
ex § 757	<i>Kipsiteosed :</i> kipsitahvlid, ka ühenduses teiste ainetega <i>Kiviteosed, eraldi nimetamata :</i>	tollita	—
ex § 762	<i>Trepiastmed ja jalgteetahvlid lubja- ja paekivist :</i> poleerimata ja lihvimata <i>lihvitud :</i>	tollita	—
ex § 763	ühe tüki nettokaal kõige enam 50 kg	tollita	—
ex § 764	ühe tüki nettokaal enam kui 50 kg	tollita	—
<i>C. Saviteosed.</i>			
ex § 775 ex § 776	Saviteosed eraldi nimetamata : tavalised saviteosed, ka ühenduses puu ja rauaga : valged ja ühevärvilised kahe- või mitmevärvilised, kullatud, hõbetatud või muul sarnleval viisil ilustatud, samuti ühe- või mitmevärvilised saviteosed, eraldi nimetamata, ühenduses muude mitte kallide metallidega, peale raua	— —	25 % 25 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
700 :stä	Koneet ja laitteet, muunlaiset, erikseen mainitsemattomat : <i>c)</i> muut : Käsi- ja moottorivinsit, nostorانات, elevaattorit, hih- nankuljetuslaitteet, mylykoneet, tärkkelys-, viina- ja oluttehtaiden koneet ja laitteet, kaikenlaatuiset koneet teiden rakentamiseksi, kuten höylä-, kiven- muserrus- ja -lajittelukoneet y.m. ; turvekoneet, tavalliset sekä baggereilla ja kuljettajilla (transporteure) varustetut, paitsi nim. 654 kuuluvat : 1) kappaleen nettopaino enintään 500 kg 2) kappaleen nettopaino yli 500 kg		50 % 50 %
	<i>F. Soittokoneet.</i>		
709—stä 710	Pianinot ja pianot Flyygelit <i>Huomautus.</i> — Alennusta ei myönnetä konesoittimella varustetuille soittokoneille.		25 % 25 %
	<i>X. KIVI-, SAVI- JA LASITEOLLISUUS.</i>		
	<i>A. Kivi- ja maalajit.</i>		
735 :stä	Kipsi- ja kalkkikivi sekä poltettu ja jauhettu kipsi ; raaka fosfaatti, myös jauhattuna Kalkki :	vapaat	—
742	sammuttamaton		50 %
743	sammutettu		50 %
744	Sementti, Portland-, tavallinen harmaa, valkoinen tai värjätty, jauhamaton tai jauhettu ; kuonaselementti, trassi ja muut rakennustarkoituksiin käytettävät sementtilajit		20 %
	<i>Huomautus.</i> — Alennus koskee ainoastaan 30.000 astian vuosikontingenttia.		
751 :stä	Polttokivi	vapaa	—
	<i>B. Kivi- ja maalajeista valmistetut teokset, muualla mainitsemattomat.</i>		
757 :stä	Kipsiteokset : kipsilaatat, myös jos niissä on muita aineksia Kiviteokset, erikseen mainitsemattomat :	vapaat	—
762 :stä	käytävälevyt ja porrasastimet kalkki- ja paasikivestä : hiomattomat ja kiillottamattomat hiotut :	vapaat	—
763 :stä	kappaleen nettopaino enintään 50 kg	vapaat	—
764 :stä	kappaleen nettopaino yli 50 kg n.	vapaat	—
	<i>C. Saviteokset.</i>		
	Saviteokset, erikseen mainitsemattomat :		
775 :stä	tavalliset saviteokset, myös jos niissä on puuta tai rautaa : valkoiset tai yksiväriset		25 %
776 :stä	kaksi- tai useampiväriset, kullatut, hopeoidut tai muulla sellaisella tavalla koristellut, samoin yksi- ja useam- piväriset saviteokset, erikseen mainitsemattomat, jos niissä on muuta epäjaloa metallia kuin rautaa		25 %

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
ex § 780 ex § 781	Kahvlid ja kahvli-ahjuilustused : valged või ühevärvilised kahe- või mitvevärvilised	— —	25 % 25 %
	<i>Märkus</i> : Tollimisel võetakse arvesse ainult väliskülgede ilme.		
§ 786	Telliskivid : ehitustelliskivid, tavalised, vaapamata (ka poorsed), ka lubjaliivast telliskivid teistsugused, eraldi nimetamata, nagu tulekindlad, igat liiki, klinkrid, happekindlad vormtelliskivid ja keemialistehnilisteks otstarveteks määratud tahvlid, fassaad- ja vormtelliskivid ehituse otstarbeks, kattetahvlid, samuti igat liiki katustelliskivid :	—	75 %
§ 787	Vaapamata : a) katustelliskivid b) muud	— —	75 % 75 %
	<i>Märkus</i> : §§-s 786 ja 787 ettenähtud soodustus käib ainult 5.000.000 tüki aastas üldkontingendi kohta.		
	D. Klaas ja klaasteosed.		
§ 795	Ak naklaas, ka värviline, samuti peegelklaas : metalliga katmata : lihvimata või söödutamata, siledates tahvlites, milliste pikkus ja laius on kokku : a) kõige enam 135 cm b) üle 135 cm, aga mitte üle 245 cm c) üle 245 cm	tollita tollita tollita	— — —
ex § 796	lihvitud, ka tuhmiks lihvitud, söödutatud või poleeritud	tollita	—
	<i>Märkus</i> : §§-s 795 ja 796 ettenähtud tollivabadus on maksev ilma igasuguse kitsendusega tahvelklaasile, mille paksus on 3,8 mm ja enam ; tahvelklaasi juures, mille paksus on alla 3,8 mm, laieneb tollivabadus ainult 1.500.000 kg brutto aastakontingendi kohta.		
ex § 806	Traat- ja ornamentklaas	tollita	—
	XI. TOORAINED JA KEEMIA-TÖÖSTUSE SAADUSED, MUJAL NIMETAMATA.		
	A. Õlid, rasvad ja vaha, samuti nende saadused.		
ex § 809	Mineraalõlid : Põlevkiviõlid ja põlevkivisaadused, igat seltsi peale bensiini	tollita	—
ex § 811	b) põlevkiviõlid ja -bensiin	tollita	—
	<i>Märkus</i> : Bensiini tollivaba sissevedu käib ainult aastakontingendi kohta, mis vastab 10 %-le Soome eelmise aasta kogu bensiinisisseveost.		
ex § 812	Põlevkivist valmistatud rasva ja õli sisaldavad määrdeained, eraldi nimetamata	tollita	—
ex § 824	Asfalt- ja raualakid	—	60 %

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
780 781 :stä	Kaakelit ja uuninkoristeet : valkoiset tai yksiväriset taksi tai useampiväriset		25 % 25 %
	<i>Huomautus.</i> — Tullauksessa otetaan huomioon ainoastaan ulkosivujen näkö.		
786	Tiilet : muuri-, tavalliset, lasittamattomat (myös huokoiset) sekä kalkkihiekkatiilet muunlaiset, erikseen mainitsemattomat, kuten tulenkestävät, kaikenlaiset, rautatiilet, haponkestävät muototiilet ja kemiallisteknillisiin tarkoituksiin aiottu laatat, julkisivu- ja muototiilet, rakennustarkoituksiin käytettävät, päällyslaatat sekä kattotiilet, kaikenlaiset :		75 %
787	lasittamattomat : a) kattotiilet b) muut		75 % 75 %
	<i>Huomautus.</i> — §§:n 786 ja 787 alennus koskee ainoastaan 5.000.000 kappaleen yhteisvuosikontingenttia.		
	D. Lasi- ja lasiteokset.		
795	Akkunalasi, myös värjätty, sekä peililasi : metallikalvoton : hiomaton ja syövyttämätön, tasapintaisina levyinä, joiden pituus ja leveys yhteenlaskettuna ovat : a) enintään 135 cm b) yli 135 cm:n, mutta ei yli 245 cm:n c) yli 245 cm	vapaa vapaa vapaa	— — —
796 :sta	hiottu, myös himmeäksi hiottu, syövytetty tai kiilloitettu	vapaa	—
806	<i>Huomautus.</i> — Nimikkeissä 795 ja 796 edellytetty tullivapaus koskee ilman rajoitusta sellaista levylasia, jonka paksuus on 3,8 mm ja enemmän, mutta ainoastaan 1.500.000 kg:n brutto tullivapaata vuosikontingenttia alle 3,8mm:ä paksulle levylasille.	Lanka- ja koristelasi	vapaa —
	XI. RAAKA-AINEET JA KEMIAN TEOLLISUUDEN TUOTTEET, MUUALLA MAINITSEMATTOMAT.		
	A. Öljyt, rasvat ja vahat sekä niistä tehdyt tuotteet.		
809 :stä	Kivennäisöljyt : polttokiviöljyt ja polttokivituotteet, kaikenlaiset, paitsi bensiini	vapaa	—
811 :sta	b) polttokiviöljyt ja -bensiini	vapaa	—
	<i>Huomautus.</i> — Bensiinin tullivapaus koskee ainoastaan määrää, joka vastaa 10 % edellisen vuoden tuonnista Suomeen.		
812 :stä	Polttokivestä valmistetut rasvaa ja öljyä sisältävät voiteluaineet, erikseen mainitsemattomat	vapaa	—
824 :stä	Asfaltti- ja rautalakka		60 %

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
§ 828	Seebid : lõhna-, tualett-, meditsiiniline ja muu sellane seep, samuti igat seltsi vedelad või pehmed seebid, tuubides, pudelites või muudes sellastes ümbrikutes, ka läbipaistvad seebiliigid I kg br.	26,00	—
§ 829	teistsugune I kg br.	1,35	—
<i>B. Asfalt, tõrvad ja tõrvadestillatsioonisaadused.</i>			
ex § 836	Põlevkiviasfalt ja asfalmastiks, samuti ka põlevkivipigi, ka põlevkivi bituumen	tollita	—
ex § 837	Põlevkivitõrv, ka põlevkivitoorõlid	tollita	—
ex § 838	Prepareeritud põlevkivitõrv, nagu n.n. katuselakk ja põlevkivist imbutusõlid	tollita	—
ex § 839	Karbolineum ja fenolaadid põlevkivist	tollita	—
<i>C. Värvid ja värvimisained.</i>			
ex § 854	Must trüükivärv	—	20 %
<i>D. Eetrid, esterid ja alkoholiliigid, mujal nimetamata, haihtuvad (eeterlised) õlid, lõhnaained, kosmeetilised vahendid j.n.e.</i>			
ex § 865	Terpentiinõli, toores või puhastatud	—	25 %
<i>E. Kunstlikud väetisained.</i>			
ex § 874	Superfosfaat	tollita	—

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
828	Saippua : haju-, tualetti-, lääke- ja muu sellainen saippua sekä putkissa, pulloissa ja muissa sellaisissa päällystyissä olevat nestemäiset tai pehmeät saippualajit, kaikenlaiset, sekä läpikuultavat saippualajit 1 kg br.	26 :—	—
829	muunlainen 1 kg br.	1 :35	—
<i>B. Asfaltti, tervalajit ja niiden tiselet.</i>			
836 :sta	Polttokiviasfaltti ja-asfalttimastiksi, sekä polttokivipiki, myös polttokivibituumi	vapaat	—
837 :stä	Polttokiviterva kuin myös polttokiviraakaöljyt	vapaat	—
838 :sta	Preparoitu polttokiviterva, kuten n.s. kattolakka ja impregnoimisöljyt polttokivestä	vapaat	—
839 :stä	Karbolineum ja phenolaatti polttokivestä	vapaat	—
<i>C. Värit ja värjäysaineet.</i>			
854 :stä	Painomuste, musta		20 %
<i>D. Eetterit, esterit ja alkoholilajit, muualla mainitsemattomat, haihtuvat (eetteriset) öljyt, hajuaaineet, kosmeettiset aineet y.m.</i>			
865 :stä	Tärpättiöljy, raaka ja puhdistettu		25 %
<i>E. Keinotekoiset lannoitusaineet.</i>			
874 :stä	Superfosfaatti	vapaa	

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

NIMEKIRI B.

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
LIIK I.			
<i>Toiduained, taimesaadused ja loomad.</i>			
ex § 24 ex p. 4	« Soome-leib » (knäckebröd) rukkipüülist	tollita	—
ex § 36 ex p. 1	Lehmapiimavõi 1 kg n.	0,10	—
ex p. 3	Margariin	—	33 ⅓ %
ex § 37 ex p. 1	Värske ja eluskala igasugune, välja arvatud heeringad	tollita	—
ex p. 3	Igasugune soolatud ja suitsetatud kala, peale heeringate ja silkude 1 kg br.	0,18	—
ex p. 4	Silgud, soolatud ja suitsetatud	tollita	—
ex § 39	« Soomeleib » (knäckebröd) jämedast rukkijahust . .	tollita	—
LIIK II.			
<i>Loomasaadused ning nendele sarnased produktid ja teosed nendest.</i>			
ex § 44	Sooled 1 kg n.	0,15	—
ex § 55	Ümbertöötatud nahad :		
ex p. 2	shevroom ja seemisnahk igas suuruses	—	25 %
ex § 56	Karvnahad :		
ex p. 2-a	hülgenahad ja harilikkude rebaste nahad ümbertöötatud ja värvitud	—	25 %
ex p. 3-a	lambanahad lihtsad, ümbertöötatud ja värvitud .	—	25 %
ex p. 4-a	metsjänese nahad ümbertöötatud ja värvitud . .	—	25 %
ex § 57	Nahast teosed :		
ex p. 7	masinarihmad õmblemata kui ka kokkuõmmeldud ehk mitmekordsed	—	25 %
LIIK III.			
<i>Puusaadused ja puust teosed.</i>			
ex § 58	Puumaterjal :		
ex p. 1	kask, tamm, vaher, haav, lepp, kuusk, mänd ja saar :		
c)	plangud, latid, tahutud ehk saetud, kanditud palgid ja lauad (üle 9 sm paksuses)	tollita	—
d)	lauad ja kanditud palgid (üle ½ kuni 9 sm paksuses) hõõveldamata	tollita	—
LIIK IV.			
<i>Kivid, keraamika ja sarnased materjalid ning teosed nendest.</i>			
ex § 66	Kivid ületöötamata ja poolvalmis kujul :		
ex p. 1	Lihtne kivi tänavate sillutamiseks olgugi jämedalt ületöötatud, kuubiku ja parallelopipeti kujul, voolikivi (vuolukivi) toorel kujul	tollita	—

LUETTELO B.

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
LUOKKA I.			
<i>Ravintoaineet, kasvituotteet ja eläimet.</i>			
24 :stä kohd. 4	Näkkileipä, lestyistä ruisjauhoista	vapaa	—
36 :stä kohd. 1	Voi, lehmänmaidosta 1 kg n.	0:10	—
	Margariini		33 ⅓ %
37 :stä kohd. 1	Tuore ja elävä kala, kaikenlainen, paitsi silli	vapaa	—
	Kaikenlainen suolattu ja savustettu kala, paitsi sillit ja silakat 1 kg br.	0:18	—
	Silakat, suolatut ja savustetut	vapaat	—
39 :stä	Näkkileipä, karkeista ruisjauhoista	vapaa	—
LUOKKA II.			
<i>Eläintuotteet sekä niiden kaltaiset ja niistä saadut tuotteet.</i>			
44 :stä	Suolet 1 kg n.	0:15	—
55 :stä	Valmiit nahat :		
	shevoo- ja säämiskä, kaikensuuruinen		25 %
56 :stä	Karvanahat :		
	hylkeennahat ja tavalliset ketunnahat, valmistetut ja värjätyt		25 %
	kohd. 2a lampaannahat, yksinkertaiset, valmistetut ja värjätyt		25 %
	kohd. 3a jäniksennahat, valmistetut ja värjätyt		25 %
57 :stä	Nahkateokset :		
	kohd. 4a konehihnat, ompelematta ja ommellut sekä moninkertaiset		25 %
	kohd. 7		
LUOKKA III.			
<i>Puutuotteet ja puuteokset.</i>			
58 :stä	Puutavarat :		
	kohd. 1 koivusta, tammesta, vaahterasta, haavasta, lepästä, kuusesta, männystä ja saarnista :		
	c) lankkuina, riukuina, veistettyinä tai sahattuina, kantattuina hirsinä ja lautoina (yli 9 cm paksut)	vapaat	
	d) lautoina ja kulmallisina pilkkoina (1/2—9 cm paksut), höyläämättömät	vapaat	—
LUOKKA IV.			
<i>Kivet, keramiikka ja sen laatuaiset aineet sekä tuotteet niistä.</i>			
66 :stä	Kivet, valmistamattomat ja puolivalmiit :		
	kohd. 1 yksinkertainen kivi kadunlaskemista varten, myös karkeasti muovatut, kuution ja paralellipetinin muotoiset ; vuolukivi valmistamaton	vapaat	—

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentu- aalne alandus
p. 3	Ehituskivid, eraldi nimetamata :		
a)	ületöötamata või ainult toorelt raiutud rahnude ja tahvlite kujul, s.o. ilma mingisuguse kunstlise ületöötamiseta pinnal (tahumata ja saagimata)	tollita	—
b)	rahnu ja tahvlite kujul, millede paksus üle 15 sm, saetud ehk tahutud pinnaga või pinna jagudega; trepiastmed ja jalgteetahvlid	tollita	—
c)	tahvlid, mille paksus 15 sm ja alla, saetud ehk tahutud pinnaga või pinna jagudega	tollita	—
ex § 69	Asbest :		
p. 1	tükkides	tollita	—
ex p. 2	pulbris	tollita	—
ex § 70	Igasugustest kividest teosed (peale kallidest ja poolkallidest), kui ka kipsist ja alebastrist :		
ex p. 2	hauakivid, lihtsate kiviraiduri teostena, ilma lõiketa ja kujuri ilustusteta, olgugi kõverate pindadega, graniidist ja gneisist :	—	50 %
a)	poleeritud pindadega ehk pinna jagudega	—	50 %
b)	puhtalt tahutud ja raiutud, kuid mitte poleeritud pindadega	—	50 %
ex § 71	Määrimise ja kleepimise mehaanilised segud :		
ex p. 7	igasugused segud telgede, rataste, rihmade ja teiste sarnaste asjade määrimiseks ja metalli puhastamiseks, portselani, klaasi jne kleepimiseks, vahaga, rasvaga, õliga ehk liimiga valmistatud	—	50 %
ex § 74	Potisepa teosed lihtsast savist ; ahjupotid ja igasugused telliskivid potisepa savist :		
ex p. 2	ahjupotid ja igasugu eraldi nimetamata telliskivid potisepa savist, siledad ja reljefiga :		
a)	ühevärvilised, olgugi vaabatud	—	25 %
b)	mitmevärvilised, olgugi vaabatud	—	25 %
ex p. 4	eraldi nimetamata potisepa teosed lihtsast savist, olgugi vaabatud :		
a)	ilma mustrita ja ilustusteta	—	25 %
b)	kaunistustega, maaliga ja reljefiga	—	25 %
ex § 75	Fajansist (ebaportselanist) teosed, välja arvatud isolaatorid :		
ex p. 1	valged ja ühevärvilised (värvitud ollusest), ilma ilustusteta, olgugi valatud joonistustega, peale selle § p. 3 nime tatud asjade	—	25 %
ex p. 2	needsamad ühevärviliste mustri, joonte, äärte ja servadega, ka mitte ollusena värvitud — kõik peale selle nimetatute	—	25 %
ex § 76	Portselanist teosed, välja arvatud isolaatorid :		
ex p. 1	teosed eraldi nimetamata valged ja ühevärvilised, olgugi värviliste ehk kullatud äärte ja servadega, kuid ilma muu ilustusteta	—	60 %
p. 2	sööginõud maaliga ehk värvitud ja kullatud mustri- ja arabeskidega, lilledega ja teiste sarnaste kaunistustega	—	60 %

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
kohta 3	rakennuskivet, erikseen mainitsemattomat :		
a)	valmistamattomat tai ainoastaan karkeasti hakatut, möhkäleinä tai levyinä, s.o. pinta taiteellisesti valmistamaton (hakkaamatta tai sahaamatta)	vapaat	—
b)	möhkäleinä ja levyinä, yli 15 cm paksuiset, pinnat tai pinnanosat sahatut tai hakatut ; porraskappaleet ja katukäytävälevyt	vapaat	—
c)	levyt, paksuus 15 cm tai vähemmän, pinnat tai pinnanosat sahatut tai hakatut	vapaat	—
69 :stä	Asbesti :		
kohta 1	happaleina	vapaa	—
kohd. 2	pulverina	vapaa	—
70 :stä	Kiviteokset, kaikenlaiset (paitsi kalliista ja puolikalliista) sekä kipsistä ja alabasterista :		
kohd. 2	hautakivet graniitista ja gneisista, tavallisina kivenhakkaajan tuotteina, ilman leikkaus- ja kuvaveistotöitä, myös jos pinnat ovat kaarevat :		
a :sta	pinnat tai pinnanosat kiillotetut		50 %
b :stä	pinnat sileiksi hakatut ja vasaroidut, vaan ei kiillotetut		50 %
71 :stä	Mekaaniset voitelu- ja kittaussekotukset :		
kohd. 7	Kaikenlaiset sekoitukset akselien, pyöräin, hihnain y.m. sellaisten voitelemiseksi ja metallien puhdistamista varten, posliinin, lasin y.m. kittausa varten vahan, rasvan, öljyn tai liiman kanssa valmistetut		50 %
74 :stä	Savenvalajan teokset tavallisesta savesta ; uunikaakelit ja kaikenlaiset tiiliskivet, savenvalajan savesta :		
kohd. 2	uunikaakelit ja kaikenlaiset erikseen mainitsemattomat tiilet savenvalajan savesta, sileät ja kokovilla koristetut :		
a)	yksiväriset, myös lasitetut		25 %
b)	moniväriset, myös lasitetut		25 %
kohd. 4	savenvalajan teokset tavallisesta savesta, erikseen mainitsemattomat, myös lasitetut :		
a)	ilman kuvioita ja koristeluja		25 %
b)	koristuksilla, maalauksilla ja veistoksilla varustetut		25 %
75 :stä	Fajanssista (epäposliinista) valmistetut tuotteet, paitsi isolaattorit :		
kohd. 1	valkeat ja yksiväriset (massana värjätyt), ilman koristeita, vaikkakin valetuilla kuvioilla, lukuunottamatta tämän nimikkeen kohdassa 3 mainittuja		25 %
kohd. 2	samat yksivärisillä kuvioilla, juovilla, äärillä ja reunoilla varustetut, myöskin ei massana värjätyt, — kaikki paitsi tämän nimikkeen kohdassa 3 mainittuja		25 %
76 :sta	Posliinituotteet, paitsi isolaattorit :		
kohd. 1	erikseen mainitsemattomat teokset, valkeat tai yksiväriset, myös värillisillä tai kullatuilla äärillä ja reunoilla, mutta ilman muita koristuksia		60 %
kohta 2	ruoka-astiat taidemaalauksilla tai värjätyillä ja kullatuilla kuvioilla, arabeskeilla, kukilla ja muilla senlaatuksilla koristuksilla varustetut		60 %

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
ex § 77 ex p. 1	Klaasist teosed :		
	teosed, mis on määratud vedelikkude ja teiste kaupade mahutamiseks ja hoidmiseks (välja arvatud igavormilised pudelid) nagu purgid, lihvimata, poleerimata, olgugi valatud ehk puhutud tähtedega, pealkirjaga ja märkidega :		
a)	harilikust pudeliklaasist (rohe isest, oliivvärvisest, mustjas-pruunist ja teisest sarnasest klaasist hariliku pudeliklaasi loomulikkudes värvides) ilma lihvitud ega hõõrutud kaelteta, juurdelihvitud korkide ja kaanteta ja järeleparandatud põhjade ja äärteta	tollita	—
b)	valgest, poolvalgest, värvilisest (ollusena värvitud) klaasist (seal hulgas ka piimaklaasist) ilma lihvitud ega hõõrutud kaelteta, juurdelihvitud korkide ja kaanteta ja järeleparandatud põhjade ja äärteta	tollita	—
c)	pp. a ja b tähendatud klaasist — lihvitud või hõõrutud kaeltega ehk juurdelihvitud korkide ja kaantega, järeleparandatud põhjade ja äärtega, niisama valatud ehk puhutud lihtsate mustritega	tollita	—
p. 2	eraldi nimetamata teosed valgest, poolvalgest ja loomulikust pudeliklaasist lihvimata, poleerimata, olgugi lihvitud ehk järeleparandatud põhjade, äärte, kaelte, korkide ja kaantega, niisama ka valatud ehk puhutud märkidega, pealkirjadega ja mustritega, kuid ilma teiste kaunistusteta :		
a)	pressitud ehk valatud	tollita	—
b)	puhutud, olgugi vormidesse	tollita	—
p. 3	eraldi nimetamata teosed valgest või poolvalgest klaasist või loomulikust pudeliklaasist — lihvitud või poleeritud, kuid ilma kaunistusteta	tollita	—
ex p. 4	eraldi nimetamata teosed värvilisest (ollusena värvitud) ja kahevärvilisest (värvilise sulatisega) klaasist :		
a)	lihvimata ja poleerimata, olgugi lihvitud ja järeleparandatud põhjade, kaante, korkide ja äärtega, ka valatud, puhutud märkidega, pealkirjadega ja mustritega, kuid ilma muude kaunistusteta	tollita	—
b)	lihvitud või poleeritud	—	75 %
ex p. 5	eraldi nimetamata teosed igasugusest klaasist, dekoreeritud happega põletatud mustritega	—	75 %
LIIK V.			
<i>Kütteained (mineraal- ja taimeained), asfalt, tõrv, vaigud ja sarnased produktid.</i>			
ex § 86	Terpentiinõli igasugune	—	25 %

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
77 :stä	Lasituotteet :		
kohd. 1	teokset nesteiden ja muiden tuotteiden sijoittamiseksi ja säilyttämiseksi (paitsi kaikenlaiset pullo), niinkuin : purkit, hiomatta ja kiillottamatta, myös valetuilla ja puhalletuilla kirjaimilla, kirjoituksilla tai merkeillä varustetut :		
a)	tavallisesta pullolasista (vihreästä, olivinvärisestä, mustanruskeasta ja muusta samanlaisesta lasista, tavallisen pullolasin luonnollisissa värisissä) — ilman hiottuja tai himmennettyjä kauloja, sovellettuja, hiottuja tulppia ja kansia ja ilman jälkeinpäin sovitettuja pohjia ja reunoja	vapaat	—
b)	valkoisesta, puolivalkoisesta ja värillisestä (massana värjätystä) lasista (myös maitolasista) ilman hiottuja tai himmennettyjä kauloja, sovellettuja tulppia ja kansia ja ilman sovitettuja pohjia ja reunoja	vapaat	—
c)	kohdissa a ja b mainitusta lasista, hiotuilla tai himmennetyillä kauloilla tai jälkeinpäin hiotuilla tulpilla ja kansilla, sovitetuilla pohjilla ja reunoilla, samoin valetuilla tai puhalletuilla yksinkertaisilla kuvioilla varustetut	vapaat	—
kohta 2	erikseen mainitsemattomat teokset valkoisesta, puolivalkoisesta ja luonnollisesta pullolasista, hiomatta, kiillottamatta, myös hiotuilla tai sovitetuilla pohjilla, reunoilla, tulpilla ja kansilla varustetut, samoin myös valetuilla tai puhalletuilla merkeillä, kirjoituksilla ja kuvioilla varustetut, mutta ilman muita koristuksia :		
a)	puserretut tai valetut	vapaat	—
b)	puhalletut, myös muuteissa	vapaat	—
kohta 3	erikseen mainitsemattomat teokset valkoisesta tai puolivalkoisesta lasista tai luonnollisesta pullolasista — hiotut tai kiillotetut, kuitenkin ilman muita koristeita	vapaat	—
kohd. 4	erikseen mainitsemattomat tuotteet värillisestä (massana värjätystä) ja kaksivärisestä (värillisellä sulatusainella tehdystä) lasista :		
a)	hiomatta ja kiillottamatta, vaikkakin hiotuilla ja sovitetuilla pohjilla, kansilla, tulpilla ja reunoilla varustetut, myös valetuilla, puhalletuilla merkeillä, kirjoituksilla ja kuvioilla varustetut, kuitenkin ilman muita koristuksia	vapaat	—
b)	hiotut tai kiillotetut		75 %
kohd. 5	erikseen mainitsemattomat teokset kaikenlaisesta lasista, koristetut hapoilla poltetuilla kuvioilla		75 %
	LUOKKA V.		
	<i>Polttoaineet (mineraali- ja kasvisaineet), asfaltti, terva, pihkat ja niiden laatuiset tuotteet.</i>		
86 :sta	Tärpättiöljy, kaikenlainen		25 %

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
ex § 88 ex p. 3 a)	Kummi (kaučuk ja guttaperča) poolvalmis kujul või asjadena : kaučukist ja guttaperčast jalanõud, riide, naha jne. lisandustega ja ilma lisandusteta : kalossid, botikud ja säärsaapad 1 kg. n.	1,00	—
LIIK VI. <i>Keemiaained ja preparaadid.</i>			
§ 120 p. 1 p. 2	Seep : kosmeetiline ja arstline, vedelas ja kõvas olekus, kui ka igasugune seep pulbris 1 kg. br igasugune, peale p. 1 nimetatud, vedelas ja kõvas olekus 1 kg n.	2,60 0,13	— —
<i>Märkus § 120 juurde :</i> Nimetuse alla kosmeetilised seebid ei arvata mitte ükski parfümeeritud seepe, vaid igasugust seepi väikestes käepärastes tükkides, ka kangides mitmest jaotükist, pakitult pergament paberisse, trükitud paberisse, pappkarpidesse ja sarnaselt.			
ex § 121 ex p. 2 ex § 131 ex § 135 ex § 137 ex p. 3	Lakid eraldi nimetamata : terpentiinlakid Seatina valge Igasugused orgaanilised värvivad ollused sünteetilised (pigmentid) must trükivärv	— — — —	25 % 25 % 25 % 20 %
LIIK VII. <i>Artsid, metallid ja igasugused metallist teosed.</i>			
ex § 149 ex p. 2	Alumiiniumist nõud (sealhulgas ka piimakannud) ilma valatud reljeefita ja graveeritud või happega põletatud ilustusteta, olgugi puu, raua, pleki, naha ja teiste lihtsate materjalide lisandusega	—	25 %
ex § 150 p. 1 ex p. 2 p. 3	Malmist teosed : Malmist toored valatised, olgugi viilitud valamise äärtega ja puuritud aukudega, kuid muul viisil mitte ületöötatud malmist emailleeritud vannid ja pesunõud malmist teosed ületöötatud, eraldi nimetamata, treitid, poleeritud, lihvitud, värvitud, bronkseeritud, tinutatud, lakiga, emailiga, tsingiga ehk teiste lihtsate metallidega kaetud, olgugi puu, vase ja selle sulatistest osadega	— — —	33 ⅓ % 33 ⅓ % 33 ⅓ %
ex § 152 ex p. 1	Rauast ja terasest katelsepa tööd : katelsepa tööd nagu katlad, siin hulgas ka aurukatlad, reservuaarid, tõrred ja kastid	—	33 ⅓ %

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
88-sta kohd. 3 a)	Kumi (kautsu ja kuttaperka) puolivalmiina tai valmiina teoksina : jalkineet kautsusta ja kuttaperasta, kangas-, nahkaj.n.e. lisäkkeillä ja ilman lisäkkeitä : kalossit, päällyskengät ja saappaat . . . 1 kg n.	1 : 00	—
LUOKKA VI. <i>Kemialliset tuotteet ja valmisteet.</i>			
120 kohta 1	Saippua : kosmeettinen ja lääkkeellinen, nestemäisenä ja kiinteänä, myös kaikenlainen saippua pulverina 1 kg br.	2 : 60	—
120 kohta 2	kaikenlainen, paitsi kohdassa 1 mainittua, nestemäisenä ja kiinteänä 1 kg n.	0 : 13	—
<i>Huomautus</i> nimikkeeseen 120. Nimitykseen kosmeettiset saippuat eivät kuulu ainoastaan parfymoidut saippuat, vaan kaikenlainen saippua pienissä, käteensopivissa kappaleissa, myös kangissa, jotka muodostuvat useasta osakappaleesta, pakattuina pergamenttipaperiin, painettuun paperiin, pahvirasioihin ja muihin samanlaisiin päällystöihin.			
121 :stä kohd. 2	Lakat, erikseen mainitsemattomat : tärpättilakat		25 ⁵ / ₁₆ %
131-stä	Lyijyvalkea		25 ¹ / ₂ %
135-stä	Kaikenlaiset orgaaniset väriaineet, synteettiset (pigmentit)		25 %
137-stä kohd. 3	Painomuste, musta		20 %
LUOKKA VII. <i>Malmi, metallit ja kaikenlaiset metalliteokset.</i>			
149 :stä kohd. 2	Alumiiniasiat (myös maitoasiat) ilman valettuja korkokuvioita ja ilman kaiverrettuja tai hapoilla poltettuja koristuksia, myös puu-, rauta-, pelti-, nahka- ja muilla yksinkertaisesta aineesta tehdyillä lisäkkeillä varustetut		25 %
150 :stä kohta 1	Valurautateokset : valurautaiset valanteet, valmistamattomat, myös jos reunat ovat viilatut ja reijillä varustetut, mutta ei toisin valmistetut		33 ¹ / ₃ %
150 :stä kohta 2	emaljoidut, valurautaiset kylpyammeet ja pesuasiat		33 ¹ / ₃ %
150 :stä kohta 3	valurautateokset, valmistetut, erikseen mainitsemattomat, sorvatut, kiillotetut, hiotut, värjätyt, pronssatut, tinatut, lakalla, emaljilla, sinkillä tai muilla tavallisilla metalleilla peitetyt, myös puu-, kupari- ja kupariseoksilla varustetut		33 ¹ / ₃ %
152 :stä kohd. 1	Kattilasepäntyt raudasta ja teräksestä : kattilasepäntyt niinkuin kattilat, myös höyrykattilat, säiliöt, sisternit ja tankit		33 ¹ / ₃ %

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
ex § 153 p. 1 a) b)	Rauast ja terasest teosed, eraldi nimetamata, treitud, poleeritud, lihvitud, bronkseeritud ehk mõnel muul viisil ületöötatud, puu, vase ja selle sulatistest osadega ehk ilma nendeta : igasugused, peale selle § p. 2 nimetatute : propellerid kõik teised <i>Märkus</i> §§ 150, 152 ja 153 juurde. See soodustus käib ainult teoste kohta, mille kaal üle 1 kg.	— —	50 % 33 1/3 %
ex § 156 ex p. 2-c bb)	Traatteosed : traat vasest (olgugi kimbukese ehk köie näol), kaetud kiuliste ehk teiste lihtsate materjalidega : kaetud kummi ehk kaučukiga, olgugi teiste lihtsate materjalide lisandusega	—	50 %
ex § 158 ex p. 1 ex p. 2 a)	Noakaup (peale selle, mis teistes §§ tähendatud ja peale masinanugade) : igasugused eraldi nimetamata, selle peale vaatamata, mis jaoks määratud on, lihtsatest materjalidest peadega, valmistatud taotavast malmist, rauast, terasest, vasest, vasesulatistest ja teistest § 143 nimetatud metallidest ja sulatistest : käärid lauanoad ja kahvlid, kuivõrd nad selle § p. 3 mõiste alla ei käi : valmis kujul 1 kg n.	— — 0,36	33 1/3 % —
ex § 167 ex p. 1-a ja b	Masinad ja aparaadid, täielikud ehk mitte täielikud, kokkupandud ehk lahutatud : malmist, rauast, terasest, teistest materjalidest osadega ehk ilma nendeta, olgugi vase lisandustega mitte üle 25 % üldisest kaalust : aurumasinad, auru- ja veeturbiinid, igasugu mootorid sisemise põlemisega, kompressorid õhu, ammoniaki ja söehappe jaoks, aurupumbad, auruhaamrid, aurukraanad ; puutööstuse masinad, eraldi nimetamata pumbad, käsi- ja mootorvintsid, tõstekraanad, elevaatorid, lint-transportöörid, tigud, veskimasinad, tärklis-, viina- ja õllevabrikute masinad ja aparaadid, ventilaatorid, ekshausterid ; masinad teede ehituseks : hõõvlid ja kivipurustajad, sorteerijad, elevaatorid, auru- ja mootorteerullid, üleskiskujad jne. ; turbamasinad lihtsad ja kombineeritud, baggeritega või transportööridega, välja arvatud põllumajanduses tarvitatavad	—	50 %
ex § 172 ex p. 1 p. 2	Muusikariistad : klaverid pianiinod	— —	25 % 25 %

Eestin tulltaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
153 :sta	Teokset raudasta ja teräksestä, erikseen mainitsemattomat, sorvatut, kiillotetut, hiotut, pronssatut tai jollain muulla tavalla valmistetut, puu-, kuparitari kupariseosilla tai ilman niitä :		
kohta 1	kaikenlaiset, paitsi tämän nimikkeen kohdassa 2 mainitut :		
	a) propellit		50 %
	b) muut		33 $\frac{1}{3}$ %
	<i>Huomautus</i> nimikkeisiin 150, 152 ja 153 : ylläolevat alennukset koskevat ainoastaan niitä tuotteita, joiden paino on yli 1 kg n.		
156 :sta	Lankatuotteet :		
kohd. 2c	kuparilanka (myös kimpuissa tai köytenä) kuituisella tai muunlaisella yksinkertaisella aineella päällystetty :		
	bb) eristetty kumilla tai kautsulla, myös muita yksinkertaisia aineita sekottamalla.		50 %
158 :sta	Hienotakeet (sen yli mitä muissa nimikkeissä on mainittu ja paitsi koneveitsiä) :		
kohd. 1	kaikenlaiset, erikseen mainitsemattomat, huolimatta siitä mihin tarkoitukseen määrättyt, halpaineisilla kahvoilla, valmistetut taotta vastaväluraudasta, raudasta, teräksestä, kuparista, vaskesta ja muista nimikkeessä 143 mainituista metallista ja sekotuksista :		
	sakset		33 $\frac{1}{3}$ %
	pöytäveitsset ja kahvelit, mikäli ne eivät kuulu tämän nimikkeen kohtaan 3 :		
	a) valmiit 1 kg n.	0 :36	
167 :stä	Koneet ja laitteet, valmiit tai puolivalmiit, kootut tai kokoomattomat :		
	valuraudasta, takoraudasta, teräksestä, myöskin muista aineista valmistetuilla osilla tai ilman niitä, samoin kuin kuparia sisältävät, ellei kupari paina enemmän kuin 25 % koneiden kokonaispainosta :		
	höyrykoneet, höyry- ja vesiturbiinit, kaikenlaiset räjähdysmoottorit, kompressorit ilmaa, ammoniakkia ja hiilihappoa varten, höyrypumput, höyryvasarat, höyrynostorinat ; puunjalostuskoneet, erikseen mainitsemattomat pumput, käsi- ja moottorivinsit, nostorinat, elevaattorit, hihnankuljetuslaitteet, puristimet, myllykoneet, tärkkelys-, viina- ja oluttehtaiden koneet ja laitteet, ventilaattorit, ekshausterit ; koneet teiden rakentamista varten : höylät ja kivisälpäkoneet, lajittelijat, elevaattorit, höyry- ja moottoritiejyrät, nostokoneet (kiskomiskoneet) j.n.e. ; turvekoneet, yksinkertaiset ja yhdistetyt, baggereilla ja kuljettajilla (transportööreillä) varustetut, paitsi maataloudessa käytettäviä		50 %
172 :sta	Soittokoneet :		
	kohd. 1 klaverit (flyygelit)		25 %
	kohta 2 pianoinot		25 %

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
LIIK VIII.			
<i>Paberikaup ja trükitööd.</i>			
ex § 176	<p>Kaltsud ja paberimass :</p> <p>p. 2 paberimass, mehaaniliselt valmistatud (puumass) :</p> <p>a) kuiv, milles vett alla 50 %</p> <p>b) märg, milles vett 50 % ja enam</p> <p>p. 4 paberimass keemiliselt valmistatud (tselluloos, mass kaltsudest, õlest, turbast, jne.) :</p> <p>a) kuiv, milles vett alla 50 %</p> <p>b) märg, milles vett 50 % ja enam</p>	— — — —	75 % 75 % 75 % 75 %
<p><i>Märkus :</i> Igasugune kuiv paberimass lehtede või papi näol, samuti ka makulatuur tollitatakse selle § järgi ainult siis, kui nad on lõigustatud või tihedalt läbistatud.</p>			
ex § 177	<p>Paberikaup :</p> <p>ex p. 1 papp :</p> <p>a) puupapp värvimata, lehtedes ja rullides</p> <p><i>Märkus :</i> See soodustus on maksev 500.000 kg. suuruse aastase kontingendi kohta. Juhul, kui puupapi sissevedu ületab selle kontingendi, kindlustatakse Soomele 50 %-line tollialandus.</p> <p>ex c) <i>Märkus :</i> Kaltsust papp rullides katusepapi vabrikutele ümbertöötamiseks, Majanduseministeeriumi tunnistuse põhjal</p> <p>ex d) bristolpapp, mille raskus ühes ruutmeetris üle 650 g.; satineeritud ja siledaks tehtud ehk muul sarnasel viisil ületöötatud papp, ka mitte olluses värvitud, rullides ja lehtedes; satineeritud papist kaardid shakaardi toolide jaoks</p> <p>ex p. 2 paber :</p> <p>d) paberist tapeedid ja bordüürid nende jaoks, välja arvatud linkrusta ja sarn.</p> <p>e) pergament taime ollustest, olgugi õreda puuvillase ja linase kanga peale kleebitud, ja pergamiin; läbipaistev paber ja kalingor joonistamise otstarbeks; paber vahaga, parafiiniga ja teiste sarnaste materjalidega läbi leotatud</p> <p>ex f) paperossi paber valge ja värviline (raamatukes-tena ja rullidena sissetoodud — ühes ümbriku ja sisemiste rõngaste kaaluga); õhukene kopeerimis- paber; õhukene pakkimis- paber (siidi ehk hiina paber), niisama igasugune värviline paber, mis mitte omas olluses, vaid ühest ehk mõlemast küljest on värvitud (peale kriidi ja sarn. paber), siin hulgas ka marmori ja muaree taoline ja ka naha ehk lõuendi sarnaseks pressitud :</p> <p>a) paberossipaber valge ja värviline</p> <p>b) kõik teised</p>	tollita tollita — — — — — —	— — 50 % 50 % 75 % 25 % 33 1/3 %

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
LUOKKA VIII.			
<i>Paperiteokset ja painotuotteet.</i>			
176 :stä	Lumput ja paperimassa :		
kohta 2	paperimassa, mekaanisesti valmistettu (puumassa) :		
	a) kuiva, jossa on vettä vähemmän kuin 50 %		75 %
	b) märkä, jossa on vettä 50 % ja enemmän		75 %
kohta 4	paperimassa, kemiallisesti valmistettu (selluloosa, massa lumpuista, oljista, turpeesta j.n.e.) :		
	a) kuiva, jossa on vettä vähemmän kuin 50 %		75 %
	b) märkä, jossa on vettä 50 % ja enemmän		75 %
	<i>Huomautus.</i> — Kaikenlainen kuiva paperimassa lehtien tai pahvin muodossa, samoin myös makulatuuri, tullataan tämän nimikkeen mukaan ainoastaan, jos ne on leikeltä tai tiheästi lävistetty.		
177 :stä	Paperitavarat :		
kohd. 1	pahvi :		
	a) puupahvi, värjäämätön, arkkeina ja rullissa	vapaa	—
	<i>Huomautus.</i> — Tullivapaus koskee ainoastaan 500.000 kg:n vuosikontingenttia. Jos puupahvin tuonti ylittää tämän kontingentin, sidotaan Suomelle 50 % tullialennus.		
c :stä	<i>Huomautus.</i> — Kattopahvitehtaissa valmistettavaksi tarkoitettu lumpukartonki rullissa, Talousministeriön todistuksella		
		vapaa	—
d :stä	bristolpahvi, joka painaa enemmän kuin 650 gr. m ² ; satinoitu ja sileäksi tehty tai muulla samanlaisella tavalla valmistettu pahvi, myös jos se ei ole massana värjätty, rullissa ja arkeissa, jacquardkoneiden kortit satinoidusta pahvista		
			50 %
kohd. 2	paperi :		
	d) paperitapetit ja niiden reunukset, paitsi linkrusta ja senlaatuiset		50 %
	e) pergamentti kasvisaineksista, myös harvalle puuvillaiselle ja pellavakankaalle liimattu, sekä pergamiini; läpinäkyvä paperi ja kalingor piirustustarkoituksiin; paperi, vahalla, parafiinilla ja muilla senlaatuilla aineilla imeytetty		75 %
f :stä	paperossipaperi, valkea ja värillinen (vihoissa ja rullissa maahantuotu — mukaan luettuna kääreen ja sisäkehän paino); ohut kopiopaperi; ohut käärepaperi (silkki tai kiinalainen paperi) samoin kaikenlainen värillinen paperi, jota ei ole massana, vaan toiselta tai molemmilta puolilta värjätty (lukuunottamatta liitupaperia y.m. samanlaista), niiden joukossa marmoreerattu ja moirépaperi, samoin kuin nahkaa ja kangasta jäljitteleväksi prässätty :		
	a) paperossipaperi, valkea ja värillinen		25 %
	b) kaikki muut		33 ¹ / ₃ %

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
ex p. 3	Papp ja paber kullatud, hõbetatud, bronkseeritud ; papp ja paber, mis on värvitud, trükitud, pressitud või väljalõigatud joonistustega, piltidega, bordüüridega, vappidega, vääntähtedega jne. ilustatud ; paberist teosed eraldi nimetatuna nagu : ümbrikud (peale selles § p. 4 nimetatute) ; lilled, lamibivarjud jne. :		
a)	paberikotid tsemendi pakkimiseks tsemendi vabrikutele Majanduseministeeriumi tunnistuse põhjal	tollita	—
b)	kõik teised	—	25 %
ex p. 4	kirjaümbrikud lihtsast selle § p. 2 a ja 2 b tähen- datudpaberist	—	25 %
LIIK IX.			
<i>Ketramise materjalid ja nendest teosed.</i>			
ex § 192	Kangad jutest, linast, kanepist ja teistest § 179 p. 3 nimetatud materjalidest, peale kangaste, mis §§ 191 ja 193 nimetatud :		
p. 3	laudlina, salvrätiku ja käterätiku mustri- liselt koetud kangad	—	50 %
ex § 194 ex p. 1	Balata rihmad	—	25 %

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

Eestin tullituksen nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
kohd. 3	kullattu, hopeoitu ja pronssattu paperi ja pahvi ; pahvi ja paperi, joka on koristettu maalatuilla, painetuilla, leimatuilla tai leikatuilla malleilla, kuvilla, reunoilla, vaakunoilla, monogrammeilla j.n.e. ; erikseen mainitsemattomat paperiteokset, niin kuin kirjekuoret (paitsi tämän nimikkeen 4 kohdassa mainitut) ; kukat, lampunvarjostimet j.n.e. :	vapaat	—
a)	paperisäkit sementin pakkausta varten sementti-tehtaille, Talousministeriön todistuksella . . .		
b)	kaikki muut		25 %
kohd. 4	kirjekuoret tavallisesta, tämän nimikkeen kohdissa 2a ja 2b mainitusta paperista		25 %
LUOKKA IX.			
<i>Kehräysaineet ja tuotteet niistä.</i>			
192 :sta	Kankaat juutista, pellavasta, hampusta ja muista nimikkeessä 179 kohta 3 mainituista aineista, paitsi kankaita, jotka mainitaan nimikkeissä 191 ja 193 :		
kohta 3	pöytäliinan, käsiliinan ja pyyheliinan malliin kudotut kankaat		50 %
194 :stä kohd. 1	Balatahiinat		25 %

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2835. — HANDELS- OCH SJÖFARTSFÖRDRAG MELLAN ESTLAND
OCH FINLAND. UNDERTECKNAD I TALLINN, DEN 11. APRIL 1931.

Anseende ersättandet av det i Helsingfors den 29 oktober 1921 undertecknade Handels- och sjöfartsfördraget samt det därtill hörande i Tallinn den 16 mars 1930 undertecknade Tilläggsfördraget med ett nytt Handels- och Sjöfartsfördrag i och för det fortsatta utvecklandet av handelsutbytet och det ekonomiska samarbetet mellan Finland och Estland av behovet påkallat, hava REPUBLIKEN ESTLANDS RIKSÄLSTE och REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT i denna avsikt till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKEN ESTLANDS RIKSÄLSTE :

Herr Jaan TÖNISSON, Minister för utrikesärendena och
Herr Max HURT, direktör för Handels- och industrikammaren,

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Herr Aarne WUORIMAA, Utomordentligt sändebud och befullmäktigad minister och
Herr Överdirektör Väinö Matti JUHO VILJANEN,

vilka, efter att hava företett sina i god och behörig ordning befunna fullmakter, överenskommit om följande artiklar :

Artikel I.

Vardera fördragsslutande partens medborgare äro berättigade, att på samma villkor som mestgynnad nations medborgare, så framt vederbörande fördragsstats lagstiftning ej ställer hinder i vägen härför, överflytta till den andra fördragsslutande partens område, bosätta sig därstädes, bedriva handel, industri ävensom alla slags övriga yrken och näringar, förvärva lös och fast egendom därstädes genom arv, gåva, testamente, köp, byte eller på vilket som helst annat lagligt sätt, ävensom äga, sköta, besitta och överlåta sin egendom.

Vardera fördragsslutande parten förbinder sig att ej av den andra fördragsslutande partens medborgare kräva högre eller andra skatter, avgifter eller pålagor, av vad slag de än vara må, än dem, som nu eller framdeles uppbäras av der egna landets medborgare.

Artikel II.

Vardera fördragsslutande partens medborgare äro berättigade att på den andre fördragsslutande partens område fritt och utan hinder vända sig till domstolar och andra myndigheter och åtnjuta de härvid, såväl beträffande avgifter, som i övriga avseenden, samma rättigheter som det egna landets medborgare. Dock må med avseende å borgen för rättegångskostnader samt i fråga om fri rättshjälp de special-bestämmelser tillämpas, varom överenskommits eller framdeles träffas avtal.

Artikel III.

Den ena fördragsslutande partens medborgare, som tillfälligt bo eller vistas på den andra, fördragsslutande partens område, kunna ej därstädes inkallas till personlig tjänstgöring i arméen

flottan eller annan militäriskt organiserad inrättning, ej heller åvälvas förpliktelse att med någon som helst prestation av annan beskaffenhet ersätta denna tjänstgöring.

De äro ej heller underkastade andra skyldigheter beträffande prestationer och expropriationer för militära ändamål än dem, som åligga det egna landets medborgare, och hava de ömsesidigt rätt till den ersättning, som enligt i vardera staten i så hänseende gällande lagar tillerkännas den egna statens medborgare.

Artikel IV.

Aktiebolag och andra sammanslutningar med handelsverksamhet som syftemål, häri inbegripet industri-, finans- och försäkringsbolag vilka hava sin hemort å den ena fördragsslutande partens område och bildats i enlighet med detta lands lagar, skola på den andra fördragsslutande partens område erkännas såsom lagenligt stiftade, och hava de samma rätt att inför domstol uppträda såsom kärke och svarande.

Bolag av förenämmt slag få bedriva handels- eller industriell verksamhet på den andre fördragsslutande partens område under förutsättning, att de iakttaga de lagar och förordningar, som nu eller framdeles äro gällande inom sagda område. Dock åtnjuta dessa bolag i så hänseende samma rättigheter, som beviljats mestgynnad nations bolag av motsvarande slag.

Förenämnda bolag äro ej i det andra landet skyldiga erlägga andra eller högre skatter, avgifter eller pålagor, av vad slag de än vara må, än dem, som åläggas det egna landets bolag av samma slag.

Artikel V.

Med avseende å de båda ländernas handelsresande och av dem medförda varuprov och mönster tillerkänna de fördragsslutande parterna varandra mestgynnande samt förplikta sig att ömsesidigt iakttaga bestämmelserna i art. 10 av den i Geneve den 3. november 1923 undertecknade internationella konventionen rörande förenkling av tullformaliteter.

Artikel VI.

Med avseende å införande och upprätthållande av införsel- och utförselbud och -inskränkningar bevilja de båa fördragsslutande parterna varandra mestgynnande. Från detta stadgande göras inga andra undantag än sådana, som de båda parterna äro berättigade att under för övrigt liknande förhållanden tillämpa med avseende å vilket som helst annat land.

I samband med de specialförmåner, som från Finlands sida medgivits Estland beträffande införseln av kött, överskommes, att med veterinära och transportbestämmelser icke eftersträvas andra syften än sanitära och avses annat än den allmänna ordningens upprätthållande.

Artikel VII.

Med hänsyn till införseltullar och alla övriga avgifter, som uppbäras vid varuimport, av vad slag de än vara må, förbinder sig vardera fördragsslutande parten att genast och utan några villkor tillerkänna den andra fördragsslutande parten rätt till varje förmån, nedsättning eller befrielse som beviljats eller framdeles kommer att beviljas vilket som helst tredje land.

Båda de fördragsslutande parterna tillförsäkra varandra mestgynnad nations ställning även i fråga om utförseltullar och alla avgifter som uppbäres vid varuexport, av vad slag de än vara må.

De fördragsslutande parterna tillförsäkra varandra mestgynnande även med hänseende till tullklarering, tullformaliteter och tullrestitution ävensom i avseende å handelsvarors intagande i tullnederlag och behandling därstädes samt därmed förbundna avgifter.

Artikel VIII.

Utan att ändra de i art. 7 ingående bestämmelserna besluta de fördragslutande parterna härmed, att å natura och fabriksprodukter härrörande från Estland och nämnda i det till detta fördrag bilagd förteckning A, skola vid införsel till Finland under detta fördrags hela giltighetstid tillämpas antingen i denna förteckning nämnda tullbelopp eller däri nämnda procentuella nedsättningar; i det senare fallet beräknas de procentuella nedsättningarna å de lägsta tullavgifterna, som nu eller framdeles tillämpas i avseende å vilket som helst tredje lands motsvarande produkt.

Likaledes tillämpas å natur- och fabriksprodukter, härrörande från Finland och nämnda i det till detta fördrag bilagd förteckning B vid införsel till Estland under detta fördrags hela giltighetstid antingen i sagda förteckning nämnda tullbelopp eller däri nämnda procentuella nedsättningar; i det senare fallet beräknas de procentuella nedsättningarna å de lägsta tullavgifterna som nu eller framdeles tillämpas i avseende å vilket som helst tredje land, med undantag av de i artikel XVI nämnda ländernas motsvarande produkt.

Artikel IX.

Båda de fördragslutande parterna förbehålla sig rätt att i fall förhållandena det påkallar, fordra företeende av ursprungsbevis i och för beviljande av de förmåner, varom stadgas i art. VII och VIII av detta fördrag.

Med hänsyn till ursprungsbevisen, särskilt sättet för deras utfärdande, deras innehåll o.s.v. iakttaga de fördragslutande parterna bestämmelserna i art. XI av den i Geneve den 3. november 1923 undertecknade internationella konventionen rörande tullformaliteters förenkling, vartill de anslutit sig, ävensom bestämmelserna i de speciella avtal som träffats mellan de båda regeringarna eller i sådan avsikt ingås framdeles.

Artikel X.

De inre avgifter för någon produkts framställning eller konsumtion, vilka å någondera fördragslutande partens område nu eller framdeles uppbäras till förmån för staten, landskap, kommuner och samhällen få i intet fall drabba den andre fördragslutande partens produkter till högre belopp eller tyngre än de avgifter, som uppbäras för mestgynnad nations produkter av liknande slag.

Artikel XI.

I avseende å transitering förbinda sig de båda fördragslutande parterna att ömsesidigt tillämpa bestämmelserna i den i Barcelona den 20. april 1921 undertecknade konventionen och statuten angående transiteringsfrihet och att i så hänseende tillförsäkra varandra mestgynnande.

Artikel XII.

Handelsvaror ankommande från den ena fördragslutande partens område äro på järnvägar, belägna på den andra fördragslutande partens område, med hänsyn till expedition och transport samt transportavgifter eller allmänna av transporten föranledda avgifter, berättigade att erhålla samma behandling, som tillkomma handelsvaror, tillhörande den egna staten eller mestgynnad stat och som transporterats med samma destination och på samma väg.

Artikel XIII.

Den ena fördragsslutande partens fartyg och deras last skola på den andra fördragsslutande partens område behandlas alldeles lika som inhemska fartyg och deras last oberoende av varifrån fartygen komma och vartill de äro på väg eller varifrån lasten härrör sig och vartill den är på väg.

I synnerhet må den ena fördragsslutande partens fartyg ej på den andra fördragsslutande partens område underkastas andra eller högre avgifter eller pålagor av vad slag eller namn de än vara må, än dem, som r.u. eller framdeles gälla för det egna landets fartyg.

Från förenämnda bestämmelser göres likväl undantag i följande fall :

1) då fråga är om de speciella förmåner, som i någotdera landet beviljats eller framdeles beviljas den inhemska fiskerinärigen eller dess produkter ;

2) med avseende å kustfarten ;

3) i fråga om fartyg å inre vattenvägar, naturliga eller konstgjorda, i vilket avseende de fördragsslutande parterna tillförsäkra det andra landets fartyg och deras last samma behandling som mestgynnad nations fartyg och deras last, och sålunda att ej ens i dessa fall, vare sig för fartygen eller lasten, uppbäres högre avgifter än för inhemska fartyg och deras last ;

4) oavsett bestämmelserna i denna artikel och utan ändring av bestämmelserna i punkt 2 därav, för såvitt de beröra lotsavgifter har överenskommits, att i vartdera landet gällande lagar och förordningar angående skyldighet att anlita lots skola tillämpas på den andra fördragsslutande partens fartyg på samma sätt, som på övriga utländska fartyg.

Dock har överenskommits, att segelfartyg (med eller utan hjälpmaskin) av högst 25 registertons nettodräktighet, vilka ej medföra annan last än produkter av inhemskt ursprung, äro befriade från skyldighet att anlita lots vid ankomst till någon av den andra fördragsslutande partens hamnar.

Artikel XIV.

Av den ena fördragsslutande parten utfärdade skeppsmätebrev skola av den andra fördragsslutande parten erkännas såsom giltiga, såframt mätningen skett i enlighet med M oorsom-systemet. Beräkningen av de tillåtna avdragen från bruttodräktigheten sker i enlighet med speciella överenskommelser, som skola träffas mellan de fördragsslutande parterna.

Artikel XV.

De fördragsslutande parterna medgiva varandra rätt att utnämna konsuler i alla de hamnar och på alla de handelsplatser på den andra fördragsslutande partens område, varest anställande av konsuler medgives något tredje land.

Den ena fördragsslutande partens konsuler, som erhållit exequatur i god och behörig form, åtnjuta på den andra fördragsslutande partens område samma företrädesrättigheter, befrielser och behörighet, som tillkomma eller framdeles kunna tillkomma någon tredje stats konsuler. De kunna dock ej fordra dessa företrädesrättigheter, befrielser och behörighet i större utsträckning, än den, vari de samma beviljas den senare fördragsslutande partens konsuler på den förras område.

Artikel XVI.

I detta fördrag ingående bestämmelser berättiga icke till delaktighet i de särskilda förmåner och rättigheter,

a) vilka vardera fördragsslutande parten beviljat eller framdeles beviljar grannstater för underlättandet av gränstrafiken inom en zon, vars bredd på båda sidorna av gränsen ej i allmänhet överstiger 15 kilometer ;

b) vilka Estland beviljat eller framdeles möjligtvis beviljar Lettland eller Litauen, för såvitt dessa förmåner ej heller beviljats någon tredje stat annan än de förenämnda.

Artikel XVII.

Båda de fördragslutande parterna förklara härmed, att de i detta fördrag fastställda förmåner, rättigheterna och privilegierna, särskilt tullnedsättningarna i intet fall och på inga villkor kunna på grund av överenskommelsen om mestgynnad nations rätt tillerkännas andra stater, och förbinda de sig att framdeles vid ingående av mellanstatliga fördrag taga hänsyn till denna artikel.

Artikel XVIII.

Om emellan de fördragslutande parterna uppstår meningskiljaktighet i fråga om tolkningen eller tillämpningen av detta fördrag, skall frågan på yrkande av någondera parten bliva föremål för skiljedomsförfarande. Skiljedomstolen utses för varje särskilt fall på följande sätt:

Vardera fördragspart utser bland sina medborgare tvenne lämpliga personer till skiljedomare, och båda parterna välja gemensamt någon tredje statsmedborgare till ordförande. De fördragslutande parterna förbehålla sig rätt att på förhand och för en viss tidrymmd utse den person, som skall vara ordförande. Han leder förhandlingarna i skiljedomstolen. Besluten fattas på grund av röstmajoritet.

Om de fördragslutande parterna ej kunna enas om valet av ordföranden inom en månad från den dag, då den ena fördragslutande parten har meddelat, att den låter frågan underställas skiljedomstolens avgörande, utser den fasta mellanfolkliga domstolens president, på begäran av någondera parten, till ordförande en tredje stats medborgare.

De fördragslutande parterna träffa för varje fall särskilt eller och en gång för alla beslut om fördelningen av kostnaderna.

Skiljedomarnes utslag är bindande.

Artikel XIX.

Detta fördrag träder i kraft åttonde dagen efter ratifikationsurkundernas utväxling och ersätter det mellan Finland och Estland i Helsingfors den 29. oktober 1921 undertecknade handels- och sjöfartsfördraget, ävensom det därtill hörande, i Tallinn den 16. mars 1930 undertecknade tilläggsfördraget.

Detta fördrag förblir i kraft under två år räknat från dagen för dess ikraftträdande. I fall ingendera av de fördragslutande parterna 6 månader före utgången av sagda termin tillkännagivit sin avsikt att avstå från detta fördrag, förbliva dess bestämmelser gällande till och med utgången av en period om 6 månader räknat från den dag, då någondera av de fördragslutande parterna uppsagt fördraget.

Till bekräftelse härav hava de båda fördragslutande parternas befullmäktigade undertecknat detta fördrag och försett det med sina sigill.

Som skedde i Tallinn i tvenne exemplar på estniska, finska och svenska språken, den 11. april år ettusen niohundra trettioett.

(P. K.) J. TÖNISSON.

(P. K.) Aarne WUORIMAA.

(P. K.) Max HURT.

(P. K.) V. M. J. VILJANEN.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av Handels- och Sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland, hava undertecknade befullmäktigade avgivit följande deklaration, som utgör en integrerande del av sagda fördrag.

Till artikel VIII.

Vad de i förteckningarna A och B nämnda kontingenterna vidkommer, ombesörjes deras fördelning av det lands regering, som erhållit kontingenten. Likaledes tillkännagiver den åt den andra fördragslutande partens regering, på vilket sätt för dess myndigheter konstateras, att motsvarande handelsvara kan införas i landet för den i förteckningarna förutsatta tullen.

De båda ländernas regeringar komma särskilt överens om detaljanordningarna i samband med de formaliteter, som hänföra sig till kontingenternas utnyttjande.

Till artikel XVI.

I det fall att Estland i avseende å någon i förteckning B nämnd produkt skulle åt Lettland eller Litauen bevilja större tullförmåner än vad som i sagda förteckning tillerkännts Finland, är Estlands regering beredd, om Finlands regering gör anhållan därom, att inleda underhandlingar om de villkor, på vilka sagda förmåner kunde beviljas även åt Finland.

Dock förbinder sig Estlands regering att automatiskt åt Finland tillerkänna alla de förmåner, som beviljas Lettland eller Litauen i avseende å de i förteckning B nämnda produkter, som hänföra sig till den Estniska tulltariffens positioner 76, 77, 88 p. 3-a, 120, 176 och 177.

Som skedde i Tallinn, i tvenne exemplar, på estniska, finska och svenska språken, den 11. april år ettusen niohundra trettioett.

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN

FÖRTECKNING A.

Position enligt finska tulltariffen §§ «	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
	I. DJUR OCH ANIMALISKA ÄMNEN; PRODUKTER AV ÅKERBRUK, KVARNINDUSTRI OCH TRÄDGÅRDSSKÖTSEL; NÄRINGS- OCH NJUTNINGSMEDEL, EJ SÄRSKILT NÄMNDA.		
	A. <i>Djur och animaliska ämnen.</i>		
	Kött, ej särskilt nämnt, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar :		
ex 11	gäss och kalkoner 1 kg n.	6:—	—
13	andra slag 1 kg n.	0:70	—
	<i>Anmärkning I.</i> — Tullbeloppet Fmk. 0:70 uppbäres endast för kött, som är destinerat till Helsingfors under januari, februari, mars, april, maj, juni, juli och december månader fördelat på följande kontingenter : för januari, februari, mars, april, maj och december 100.000 kg per månad samt för juni och juli 50.000 kg per månad. Därest under någon av ovannämnda månader denna på förhand fastställda kontingent, på grund av naturhinder eller liknande orsaker icke fullt komme till användning, kan under påföljande månads första vecka den under den föregående månaden outnyttjade delen användas, dock härvid högst 20 % av den föregående månadens kontingent.		
	<i>Anmärkning II.</i> — Finlands Regering förbinder sig att ej höja den i Finland för närvarande i avseende å Estland gällande till Fmk. 1:20 fastställda tullen (Finlands Tulltariff, position 13) å kött som införes från Estland under år 1931. I händelse denna tull komme att i Finland höjas efter den 1 januari 1932 är Finlands Regering beredd att omedelbart i denna angelägenhet träda i underhandlingar med Estlands Regering, varvid vardera Regeringen förbehåller sig rätt i händelse överenskommelse ej uppnås på grund av tre månaders uppsägningstid uppsäga fördraget.		
	Fisk :		
16	andra slag :		
23	levande eller färsk 1 kg n.	fri	—
	Tarmar 1 kg n.	1:50	—
	B. <i>Produkter av åkerbruk, kvarnindustri och trädgårdsskötsel m. m.</i>		
	1. Spannmål m. m.		
48	Potatismjöl och stärkelse, alla slag	—	33 ⅓ %
	Frö :		
ex 51	linfrö	fritt	—
52	röd- och vitklöverfrö	fritt	—
53	alsikeklöverfrö	fritt	—
54	timotejfrö	fritt	—
55	annat gräsfrö	fritt	—
57	rov- (även turnips) och kålrotsfrö	fritt	—
ex 58	kål-, bet-, cikorie-, skidfrukts- och foderbetsfrö	fritt	—

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nesädttningsprocent	
60	<p>Potatis : rå</p> <p><i>Anmärkning.</i> — Därest ur ett estniskt fartygs mätbrev eller andra skeppspapper obestriddigt framgår storleken av fartygets lastrum kan detta läggas som grund för beräkandet av den tullavgift, som utgår för fartygets last. Härvid avses 1 registerton motsvara 1887 kg.</p> <p>För den händelse fartygets be'älhavare icke önskar använda sig av i föregående moment nämnt tillvägagångssätt, konstateras varans vikt genom vägning.</p> <p>Tullbehandlingen ordnas i varje händelse så, att också framdeles försäljningen, även i minut, kan ske direkt från fartyg.</p> <p>Tull för lasten skall erläggas, sedan lasten försålts, eller senast en månad efter fartygets ankomst i hamn. Därest tull erlägges enligt lastrummets storlek och potatisen avses bliva försäld i flere än en hamn, bör den för lasten utgående tullen erläggas i den första hamnen.</p> <p>Fartygets befälhavare är, i fall av behov jämväl fartyget, ansvarig för tullens erläggande. Har fartyget avgått från Finland och tullen helt eller delvis lämnats obetalad, förbinder sig Estlands Regering att av vederbörande enligt i Estland gällande lagstiftning indriva och till Finlands Regering överlämna det tullbelopp, som av Finlands Regering meddelas vara olikviderat.</p>	—	33 ⅓ %	
64	rå	fri	—	
65	torkad	fri	—	
2. Frukter, bär, grönsaker, levande växter m.m. Frukter (av träd) och bär.				
ex	75	Äpplen, päron och plommon, färska Köksväxter, ej särskilt nämnda, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar :	fria	—
	82	lök, färsk 1 kg n.	0:75	—
	85	kål, färsk 1 kg n.	0:12	—
ex	87-a	kål, saltad och torkad 1 kg n.	0:90	—
ex	87-b	gurkor, saltade 1 kg. n	2:50	—
<i>C. Närings- och njutningsmedel ej annorstädes nämnda.</i>				
	105	Smör, naturligt 1 kg n.	1:—	—
ex	109	Rågbröd, <i>Pain Normal</i>	fritt	—
ex	142	Konserver i hermetiskt tillslutna förpackningar : vassbuk, sprotten och fisk, andra slag 1 kg br.	10:50	—
II. TEXTILINDUSTRI.				
<i>A. Spånadsämnen.</i>				
ex	170	Lin, ohäckt, häckt eller på annat liknande sätt bearbetat, oblekt, blekt eller färgat, samt avfall därav ; även som blå och drev, otjärad	fria	—

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättnings- procent
	<i>B. Garn- och repslageriarbeten.</i>		
	6. Repslageriarbeten, samt bind- och segelgarn, även med inlägg av järntråd.		
	Oflätade :		
230	Andra slag :		
	a) av minst 10 mm tjocklek	—	20 %
	b) av mindre än 10 mm, men ej under 5 mm tjocklek	—	20 %
	c) av mindre än 5 mm tjocklek	—	25 %
	<i>C. Vävnader.</i>		
	1. Vävnader av bomull, även i förening med jute.		
	Vävnader, ej särskilt nämnda, vilkas hela yta är till vävnadssättet likartad :		
	vägande per m ² mindre än 250 gr., men ej mindre än 100 gr. :		
240	oblekta och ofärgade	—	25 %
241	blekta, färgade eller tryckta	—	25 %
	2. Vävnader av kokos, papper, jute, hampa, lin och andra, ej särskilt nämnda vegetabiliska spånadsämnen.		
	Vävnader :		
	av jute, utan tillblandning av andra spånadsämnen :		
251	säck- och packvävnad, oblekt, ofärgad, olimmad, som på en yta av 2 cm ² innehåller sammanlagt högst 15 varp- och inslagstrådar	—	10 %
252	andra slag	—	10 %
	av annat hithörande spånadsämne, även med tillblandning av bomull eller jute ; ävensom vävnader av papper, ej annorstädes nämnda :		
	andra slag, vilkas hela yta är till vävnadssättet likartad :		
255	oblekta och ofärgade, vägande per m ² 500 gr. eller däröver	—	25 %
	3. Vävnader av ull, även i förening med annat spånadsämne med undantag av silke ; ävensom filt, stampad (icke vävd).		
	Vävnader, andra slag, ej särskilt nämnda ; ävensom stampad (icke vävd) filt av ull, även med tillblandning av vegetabiliska spånadsämnen :		
276	vägande per m ² mer än 500 gr.	—	25 %
	<i>G. Sömnads- och andra arbeten, ej annorstädes nämnda, av spånadsvaror, även i förening med annat material.</i>		
	Säckar :		
306	andra slag, förtullas med 10 % förhöjning av den för vävadnen stadgade tullen, vilken förhöjning beräknas å den för vävnaden fastställda nedsatta tullen (se §§ 251 och 252).		
ex 307	Tekniska artiklar av spånadsvaror, osydda eller sydda, även i förening med annat ämne, dock ej kautschuk, guttaperka och balata :		
	a) driv- och transportremmar	—	25 %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
III. TRÄVARU- OCH FLÄTNINGINDUSTRI.			
<i>A. Trävirke och träarbeten.</i>			
	Färdiga trävaror ej särskilt nämnda :		
	vägande per stycke netto mer än 2 kg :		
375	betsade, bonade, lackerade, polerade eller på annat liknande sätt å ytan bearbetade	—	80 %
376	målade, fernissade eller oljade	—	80 %
380	vägande, per stycke netto högst 2 kg :		
	betsade, bonade, lackerade, polerade samt målade, fernissade eller oljade eller på annat liknande sätt å ytan bearbetade	—	80 %
381	andra slag, såsom ekparkett	—	80 %
VI. HUDAR OCH SKINN, LÄDERARBETEN, PÄLSVAROR M. M.			
	Pälsverk :		
	beredda, lösa :		
ex 484	andra slag : av får-, har- vanligt rävskind och sälskind	—	25 %
VIII. METALLINDUSTRI.			
	<i>B. Järn och järnlegeringar samt arbeten därav.</i>		
511	Eldstadsroster, lösa, strykjärnslod, lod och vikter ; ävensom gjutna lyktstolpar och kolonner	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Spisar, spiselhållar, ugnar, vattenvärmare, med eller utan eldstad ; kaminer, ej särskilt nämnda ; värme- eller lågtrycks-pannor, hjulbössor, kamflänsrör, kaloriferer, radiatorer eller värmeelement, portgaller, spjäll och dragluckor till eldstäder, ugnsramar, mortlar, grytor, kastruller, pannor, krubbor, fotskrapor, spottlådor, tvätt- och diskbord, avloppstrattar, vattenlås, spolcisterner, badkar samt andra dylika grövre för hushållet och renhållning- n avsedda, ej särskilt nämnda artiklar ; trappor, trappsteg, staket, gravvårdar, lyktarmar samt tak-, vägg- och källarfönster ; luftväxlings- och andra galler, ej särskilt nämnda, serverings- och andra bord, även i förening med annat ämne, etagerer och blomsterställningar, soffor och stolar samt delar därtill, även i förening med trä, eldredskaps- och paraplyställ, trädgårdsurnor, stryk- och prässjärn, ej särskilt nämnda, möbeltrissor och luftväxlingsventiler, allt försåvitt de till huvudsaklig del utgöras av icke smidbart gjutgods ; ävensom gjutna dela därtill :		
ex 512	förkopprade, förmässingade eller förnicklade	—	33 $\frac{1}{3}$ %
513	andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex 514	Handpumpar	—	50 %
	Knivar, ej särskilt nämnda :		
	bordsknivar och gafflar :		
ex 589	alla slags bordsknivar och gafflar för matbordet, med skaft av alpaka, även förnicklade	3:60	—
ex 590	alla slags bordsknivar och gafflar för matbordet, med skaft av alpaka	—	33 $\frac{1}{3}$ %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
	Tillverkningar av smidbart eller icke smidbart järn, ej särskilt nämnda :		
	vägande per stycke netto mer än 1 kg men ej mer än 10 kg :		
622	obearbetade	—	—
623	bearbetade	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	vägande per stycke netto mer än 10 kg men ej mer än 50 k :		
624	obearbetade :		
	a) propeller	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	b) andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
225	bearbetade :		
	a) propeller	—	50 %
	b) andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	vägande per stycke netto mer än 50 kg för varje kg överskjutande denna vikt :		
626	obearbetade :		
	a) propeller	—	50 %
	b) andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
627	bearbetade :		
	a) propeller	—	50 %
	b) andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	<i>E. Koppar, nickel, tenn, zink samt andra, ej särskilt nämnda metaller och legeringar därav samt arbeten av dem :</i>		
	Arbetade :		
	andra arbeten, ej särskilt nämnda, ej till bijouterivaror hänförliga :		
	Matbordstillbehör av alpacka, alla slag, släta och försedda med ornament, såsom skedar, gafflar, bordsknivskaft, teskedar, kaggafflar, mockaskedar, fiskknivar, smörknivar, dessertskedar, dessertgafflar, dessertknivskaft, grönsakskedar, förläggare, fruktknivskaft, fiskserveringsknivar och -gafflar, fiskgafflar, ostknivar, sopsplevar, underlag till glas och flaskor, brickor :		
645	etsade, förnicklade, polerade eller lackerade 1 kg br.	3:60	—
646	andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	IX. MASKINER, TRANSPORTMEDEL, INSTRUMENT OCH UR M. M.		
	<i>C. Elektriska maskiner, apparater och tillbehör.</i>		
676	Telefonapparater, telefonväxelbord, telefonväxlar, telegrafapparater samt delar därtill, ej särskilt nämnda	—	75 %
ex 677	Delar till radioapparater	—	50 %
	<i>D. Maskiner och apparater, andra slag.</i>		
	Ångpannor för kraftanläggningar, smältugnar, vatten- och andra cisterner för maskinella anläggningar, såsom cellulosakokare, ångackumulatorer, gasbehållare m. m. :		
ex 678	vägande per stycke netto 5.000 kg och därunder : ångpannor, behållare, cisterner och tanks	—	50 %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
679	vägande per stycke netto mer än 5.000 kg, för varje kg överskjutande denna vikt : ångpannor, behållare, cisterner och tanks	—	50 %
ex 681	Ånglokomobiler, olje- och ångtraktorer samt ång- och motorvältrar : vägande per stycke netto 4.000 kg och därunder : ånglokomobiler, ång- och motorvältrar samt olje- och ångtraktorer	—	50 %
ex 682	vägande per stycke netto mer än 4.000 kg, för varje kg överskjutande denna vikt : ånglokomobiler, ång- och motorvältrar samt olje- och ångtraktorer	—	50 %
683	Ångmaskiner, ång- och vattenturbiner, bensin-, petroleum-, olje-, gas- samt andra förbrännings- och explosionsmotorer, luftkompressorer, kylmaskiner och maskinpumpar : vägande per stycke netto 500 kg och därunder : a) kylmaskiner b) andra	fria —	— 50 %
684	vägande per stycke netto mer än 500 kg, men ej mer än 2.500 kg : a) kylmaskiner b) andra	fria —	— 50 %
685	vägande per stycke netto mer än 2.500 kg för varje kg överskjutande denna vikt : a) kylmaskiner b) andra	fria —	— 50 %
ex 686	Ånghammare :		
ex 687	vägande per stycke netto 100 kg eller därunder . . .	—	50 %
ex 688	vägande per stycke netto mer än 100 kg men ej mer än 500 kg vägande per stycke netto mer än 500 kg för varje kg överskjutande denna vikt	— —	50 % 50 %
<i>Anmärkning.</i> — Underlag och andra tillbehör för ånghammare, av estniskt ursprung, förtulla enligt vederbörande positioner i tulltariffen med 33 1/3 % nedsättning i de gällande tullsatserna.			
689	Träbearbetningsmaskiner, såsom sågmaskiner, band- och cirkelsågmaskiner, hyvelmaskiner, fräsmaskiner m. m. :		
690	vägande per stycke netto 500 kg och därunder vägande per stycke netto mer än 500 kg, för varje kg överskjutande denna vikt	— —	50 % 50 %
691	Ventilationsmaskiner, såsom ventilatorer, fläktar, roterande blåsmaskiner m. m. :		
692	vägande per stycke netto 100 kg och därunder vägande per stycke netto mer än 100 kg men ej mer än 500 kg	— —	50 % 50 %
693	vägande per stycke netto mer än 500 kg för varje kg överskjutande denna vikt	—	50 %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättnings- procent
ex 700	Maskiner och apparater, andra slag, ej särskilt nämnda : c) andra : Hand- och motorvinschar, lyftkranar, elevatorer, lin- transportörer, kvarnmaskiner, maskiner och appa- rater för stärkelse-, brännvins- och ölfabriker, maskiner för vägbygge, alla slag, såsom : hyvel-, stenkrossnings- och sorteringsmaskiner m. m. ; torvmaskiner, vanliga, samt med baggers och transportörer försedda, utom till § 654 hänförliga : 1. vägande per stycke netto högst 500 kg. 2. vägande per stycke netto över 500 kg.	— —	50 % 50 %
<i>F. Musikinstrument.</i>			
ex 709 710	Pianinon och pianon Flyglar <i>Anmärkning.</i> — Nedsättning medges icke för instrument för mekaniskt återgivande av musik.	— —	25 % 25 %
X. STEN-, LER- OCH GLASINDUSTRI.			
<i>A. Sten- och jordarter.</i>			
ex 735	Gips- och kalksten samt bränd och malen gips ; råfosfat, även pulveriserad	fria	—
742	Kalk : osläckt	—	50 %
743	släckt	—	50 %
744	Cement, portlands-, vanlig grå, vit eller färgad, omalen eller malen ; slaggcement, trass och andra för byggnadsän- damål använda cementarter. <i>Anmärkning.</i> — Tullnedsättningen gäller endast för en årskontingent av 30.000 fat.	—	20 %
ex 751	Brännskiffer	fri	—
<i>B. Arbeten av sten- och jordarter, ej annorstädes nämnda.</i>			
ex 757	Arbeten av gips : gipsplattor, även i förening med annat ämne Arbeten av sten, ej särskilt nämnda : trottoarplattor och trappstenar av kalk- och hällsten :	fria	—
762	oslipade och opolerade	fria	—
ex 763	oslipade vägande per stycke netto högst 50 kg.	fria	—
764	vägande per stycke netto mer än 50 kg	fria	—
<i>C. Lervaror.</i>			
ex 775 776	Lerarbeten, ej särskilt nämnda : vanliga lerarbeten, även i förening med trä eller järn : vita eller enfärgade två- eller flerfärgade, förgyllda, försilvrade eller på annat likartat sätt dekorerade, ävensom en- eller flerfärgade lerarbeten, ej särskilt nämnda, i förening med annan oädel metall än järn.	— —	25 % 25 %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
ex 780	Kakel och kakelungsornament :	—	25 %
ex 781	vita eller enfärgade två- eller flerfärgade	—	25 %
<p><i>Anmärkning.</i> — Vid förtullningen fästes avseende endast vid yttersidornas utseende.</p>			
786	Tegel : mur-, vanligt, oglaserat (även poröst) samt kalksandtegel andra slag, ej särskilt nämnda, såsom eldfasta, alla slag, klinker, syrefasta formtegel och för kemiskt-tekniska ändamål avsedda plattor, fasad- och formtegel för byggnadsändamål, reveteringsplattor samt taktegel, alla slag :	—	75 %
787	oglaserade : a) taktegel b) andra	— —	75 % 75 %
<p><i>Anmärkning.</i> — Den i §§ 786 och 787 förutsedda tullnedsättningen gäller endast för en sammanlagd årskontingent av 5.000.000 stycken.</p>			
D. Glas och galsvaror.			
Fönsterglas, även färgat, samt spegelglas : ofolierat :			
795	utan slipning eller etsning, i plana skivor, vilkas sammanlagda längd och bredd äro :	fritt	—
a) högst 135 cm			
b) över 135 cm. men ej över 245 cm.			
c) över 245 cm.			
ex 796	slipat, även mattslipat, etsat, polerat	fritt fritt	— —
<p><i>Anmärkning.</i> — Den i §§ 795 och 796 förutsedda tullfriheten gäller utan begränsning sådant taffelglas, vars tjocklek är 3,8 mm och därutöver, men endast en årskontingent om 1.500.000 kg brutto, för taffelglas, vars tjocklek är under 3,8 m.</p>			
ex 806	Tråd- och ornamentglas	fritt	—
XI. RÅÄMNE OCH TILL KEMISKA INDUSTRIEN HÖRANDE PRODUKTER, EJ ANNORSTÄDES NÄMNDA.			
A. Oljor, fett och vax samt tillverkningar därav.			
ex 809	Mineraloljor : brännskifferolja och brännskifferprodukter, alla slag, förutom bensin	fria	—
ex 811	a) brännskifferolja och bensin	fria	—
<p><i>Anmärkning.</i> — Tullfriheten av bensin gäller endast ett kvantum motsvarande 10 % av importen till Finland under det föregångna året.</p>			
ex 812	Smörjmedel av brännskiffer, i vilka fett och olja ingår, ej särskilt nämnda	fria	—
ex 824	Asfalt- och järnlack	—	60 %

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
828	Tvål : parfumerad, toalett-, medicinsk och annan dylik tvål, samt flytande eller mjuka tvålsorter, alla slag, i tuber, flaskor och annat dylikt omslag ; ävensom transparent tvål	26:—	—
829	andra slag	1:35	—
<i>B. Asfalt, tjäror och destillationsprodukter därav.</i>			
ex 836	Asfalt och asfaltmastix av brännskiffer samt beck och bitumen därav	fria	—
ex 837	Brännskiffertjära ävensom brännskifferråolja	fria	—
ex 838	Preparerad brännskiffertjära, såsom s. k. taklack, och impregneringsoljor av brännskiffer	fria	—
ex 839	Karbolineum och phenolat av brännskiffer	fria	—
<i>C. Färger och färgningsämnen.</i>			
ex 854	Trycksvärta (svart)	—	20 %
<i>D. Estrar, estrar och alkoholarter, ej annorstädes nämnda, flyktiga (eteriska) oljor, parfumer, kosmetiska medel m. m.</i>			
ex 865	Terpentinolja, rå och renad	—	25 %
<i>E. Konstgödsel.</i>			
ex 874	Superfosfat	fritt	—

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

FÖRTECKNING B.

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättningsprocent
GRUPP I.			
<i>Näringsämnen, växtprodukter och djur.</i>			
ex § 24 ex p. 4	Knäckebröd av skrätt rågmjöl	fritt	—
ex § 36 ex p. 1	Smör av komjök 1 kg n.	0:10	—
ex § 37 ex p. 3	Margarin	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex § 37 ex p. 1	Färsk och levande fisk av alla slag utom sill	fri	—
ex § 37 ex p. 3	Fisk av alla slag, saltad och rökt, utom sill och strömming 1 kg br.	0:18	—
ex § 39 ex p. 4	Strömming, saltad och rökt	fri	—
ex § 39	Knäckebröd av grovt rågmjöl	fritt	—
GRUPP II.			
<i>Djur- samt andra liknande produkter, jämte tillverkningar av dem.</i>			
ex § 44	Tarmar 1 kg n.	0:15	—
ex § 55	Hudar och skinn, beredda :		
ex § 56 ex p. 2	chevreau- och sämsk, av alla storlekar	—	25 %
ex § 56 ex p. 2-a	Pälsverk :		
ex § 56 ex p. 3-a	sälskinn och vanliga rävsinn, beredda och färgade, färskinn, enkla, beredda och färgade	—	25 %
ex § 56 ex p. 4-a	harskinn, beredda och färgade	—	25 %
ex § 57	Lädertillverkningar :		
ex § 57 ex p. 7	maskinremmar, osydda ävensom sydda samt flerdubbla	—	25 %
GRUPP III.			
<i>Träprodukter och träarbeten.</i>			
ex § 58	Trävaror :		
ex § 58 ex p. 1	av björk, ek, lönn, asp, al, gran, tall och ask :		
ex § 58 ex p. 1-c	plankor, spiror, timrade eller sågade, kanthuggna bjälkar och bräder (tjocklek över 9 cm.)	fria	—
ex § 58 ex p. 1-d	bräder och kanthuggna bjälkar (tjocklek fr. o. m. $\frac{1}{2}$ t. o. m. 9 cm.) ohyvlade	fria	—
GRUPP IV.			
<i>Stenarter, keramik och dylika materialier samt tillverkningar av dem.</i>			
ex § 66	Stenar, obearbetade och halvfärdiga :		
ex § 66 ex p. 1	enkla gatstenar, även grovt tillhuggna, i form av kuber och parallelepiped ; täljsten, obearbetad	fria	—
ex § 66 p. 3 a)	stenar för byggnadsändamål, ej särskilt nämnda : obearbetade eller grovt tillhuggna, i form av block och plattor, utan någon artificiell bearbetning av ytorna (ohuggna eller osågade)	fria	—

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättningsprocent
	b) i form av block och plattor, av mer än 15 cm:s tjocklek, med sågade eller huggna ytor eller ytdelar; trapptseg och trottoarplattor	fria	—
	c) plattor, av 15 centimeters tjocklek eller därunder, med sågade eller huggna ytor eller ytdelar . .	fria	—
ex § 69	Asbest :		
p. 1	i stycken	fria	—
ex p. 2	i form av pulver	fria	—
ex § 70	Arbeten av alla slags stenarter (utom av ädla eller halvädla), ävensom av gips och alabaster :		
ex p. 2	gravstenar av granit och gneiss, såsom vanliga stenhuggeriarbeten, utan ciseleringar och skulpteringar även med böjda ytor :		
ex p. 2-a	med polerade ytor eller delar av ytor	—	50 %
ex p. 2-b	med finhuggna och inhamrade, men icke polerade ytor	—	50 %
ex § 71	Smörjor och kittämnen, mekaniska blandningar :		
ex p. 7	blandningar av alla slag för smörjning av axlar, hjul, remmar och andra dylika föremål samt för rengöring av metaller, hopfästade av porslin, glas, o. s. v., tillredda i förening med vax, fett, olja eller lim	—	50 %
ex § 74	Krukmakararbeten av enkel lera : ugnskakel och alla slags tegel av krukmakerilera :		
ex p. 2	ugnskakel och alla slags tegel av krukmakarlera, släta och med reliefmönster :		
a)	enfärgade, även glaserade	—	25 %
b)	flerfärgade, även glaserade	—	25 %
ex p. 4	krukmakararbeten av enkel lera, ej särskilt nämnda, även glaserade :		
a)	utan mönster och prydnader	—	25 %
b)	med prydnader, målning och skulptering.	—	25 %
ex § 75	Tillverkningar av fajans (oäkta porslin), med undantag av isolatorer :		
ex p. 1	vita och enfärgade (såsom massa färgade), utan prydnader även med pressade mönster, utom de i punkt 3 av denna § nämnda	—	25 %
ex p. 2	desamma med enfärgade mönster, teckningar, kanter och ränder, även frånsett om såsom massa färgade, utom de i punkt 3 av denna § nämnda	—	25 %
ex § 76	Porslintillverkningar med undantag av isolatorer :		
ex p. 1	tillverkningar, ej särskilt nämnda, vita och enfärgade, även med färgade eller färgyllda kanter och ränder, dock utan andra prydnader	—	60 %
p. 2	bordkärl med målningar eller färgade och färgyllda mönster, arabesker, blommor eller andra dylika prydnader	—	60 %
ex § 77	Glasvaror :		
a)	kärl avsedda för förvaring av vätskor och andra varor (med undantag av alla slags flaskor) såsom : burkar, oslipade, opolerade, även med gjutna och prässade bokstäver, inskriptioner och märken : av vanligt buteljärgat glas (grönt, olivfärgad, mörkbrunt och dylikt glas, i det vanliga buteljglaset naturliga färger) utan slipade eller mattslipade halsar eller tillpassade proppar och utan efteråt anpassade bottenar och kanter . .	fria	—

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättningsprocent
b)	av vitt, halvvitt, eller färgat (såsom massa färgat) glas (däri inberäknat mjölkglas) utan finslipade eller mattslipade halsar eller tillpassade proppar och lock och utan efteråt anpassade bottnar och kanter	fria	—
c)	av det glas som nämnes i punkterna a och b — med finslipade eller mattslipade halsar eller tillslipade proppar och lock, med efteråt anpassade bottnar och kanter, ävensom med gjutna eller blåsta enkla mönster	fria	—
p. 2	tillverkningar, ej särskilt nämnda, av vitt, halvvitt och naturligt buteljglas - oslipade, opolerade, även med slipade eller inriktade bottnar, ränder, halsar, proppar och lock, ävensom med gjutna eller blåsta märken, inskriptioner och mönster, men utan andra prydnader :		
a)	prässade eller gjutna	fria	—
b)	blåsta, även i former	fria	—
p. 3	tillverkningar, ej särskilt nämnda, av vitt eller halvvitt glas eller av naturligt buteljglas — slipade eller polerade, men utan prydnader	fria	—
ex p. 4	tillverkningar, ej särskilt nämnda, av färgat (såsom massa färgat) och tvåfärgat (medels färglegering tillverkat) glas :		
a)	oslipade och opolerade, även med slipade eller inriktade bottnar, lock, proppar och ränder, såväl som med gjutna, blåsta märken, inskriptioner och mönster, men utan andra prydnader	fria	—
b)	slipade eller polerade	—	75 %
ex p. 5	tillverkningar, ej särskilt nämnda, av all slags glas, prydda med mönster inbrända medels syror . .	—	75 %
GRUPP V.			
<i>Bränsleämnen (mineral- eller växtämnena), asfalt, tjära, harts eller liknande produkter.</i>			
ex § 86	Terpentinolja, av alla slag	—	25 %
ex § 88	Gunmi (kautschuk, guttaperka) såsom halvfabrikat eller färdiga tillverkningar :		
ex p. 3	skodon av kautschuk och guttaperka med tillsats av tyg, läder o. s. v. och utan någon sådan tillsats :		
a)	galoscher, bottiner och stövlar 1 kg. n.	1:00	—
GRUPP VI.			
<i>Kemiska ämnen och preparat.</i>			
§ 120	Tvål :		
p. 1	kosmetisk och medicinsk, i flytande eller fast form ävensom alla slag av tvål i form av pulver 1 kg. br.	2:60	—
p. 2	av alla slag, förutom de i punkt 1 nämnda, i flytande eller fast form 1 kg n.	0:13	—
Anmärkning till § 120. — Under benämningen kosmetiska tvålar hänföres ej endast parfymerade			

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättnings- procent
ex § 121	tvålar, utan alla slags för handen lämpliga tvålar i små stycken, även i stänger bestående av flere delstycken, förpackade i pergamentpapper, i med tryck försett papper, pappaskar och på liknande sätt.		
ex § 131	Lack, ej särskilt nämnda :		
ex § 135	terpentinlack	—	25 %
ex § 137	Blyvitt	—	25 %
	Organiska färgämnen av alla slag, syntetiska (pigment)	—	25 %
	Svart tryckfärg	—	20 %
GRUPP VII.			
<i>Mineraler, metaller och alla slags metallarbeten.</i>			
ex § 149	Aluminiumkärl (däribland även mjölkkärl), utan gjutna reliefer och graverade eller medels syror inbrända prydnader, även med tillsats av trä, järn, bleck, läder och andra enkla materialier	—	25 %
ex § 150	Gjutjärnsvaror :		
	tackjärns gjutgods även med filade gjutränder och genomborrade hål, men på annat sätt icke bearbetade emaljerade badkar och tvättkärl av gjutjärn	—	33 ⅓ %
	tillverkningar av gjutjärn, bearbetade, ej särskilt nämnda, svarvade, polerade, slipade, färgade, bronserade, förtennade, överdragna med lack, emalj, zink, eller andra enkla metaller, även med beståndsdelar av trä, koppar och legeringar därav	—	33 ⅓ %
ex § 152	Pannsmedsarbeten av järn och stål :		
	pannsmedsarbeten, såsom pannor, däribland ångpannor, reservoarer, cisterner och tankar.	—	33 ⅓ %
ex § 153	Tillverkningar av järn och stål, ej särskilt nämnda, svarvade, polerade, slipade, bronserade, eller på annat sätt bearbetade med eller utan beståndsdelar av trä, koppar och legeringar därav :		
	av alla slag, förutom de i punkt 2 av denna § nämnda :		
	a) propeller	—	50 %
	b) samtliga andra	—	33 ⅓ %
<i>Anmärkning till §§ 150, 152 och 153. — De ovan nämnda nedsättningarna gälla endast sådana tillverkningar, vilkas vikt överskrider 1 kg.</i>			
ex § 156	Trådtillverkningar :		
	tråd av koppar (även i form av knippor eller tåg) överdragen med fiberämnena eller i förening med annat enkelt material :		
	bb) överdragen med gummi eller kautschuk, även i förening med annat enkelt material	—	50 %
ex § 158	Finnsmede (förutom det, som i andra §§ nämnts, samt med undantag av maskknivar) :		
	av alla slag, ej särskilt nämnda, fränsett för vilket ändamål avsedda, med fästen av enkelt material, förfärdigade av smidjärn, järn, stål, koppar, kopparlegeringar och andra i § 143 nämnda metaller och legeringar :		
	Saxar	—	33 ⅓ %

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättningsprocent
ex d)	bristolpapp, vägande mer än 650 gr. per m; satinerad och polerad eller på något annat liknande sätt bearbetad papp, även om icke såsom massa färgad, i rullor och ark; kort av satinerad papp för jacquardmaskiner	—	50 %
ex p. 2	papper :		
d)	papperstapeter och bårder till desamma, med undantag av linkrusta och dyliskt	—	50 %
e)	pergament av vegetabiliska ämnen, även limmat på skirt bomulls- och linnetyg, och pergamin; genomskinligt papper och kalingor för teckningsändamål; papper, genomdränkt med vax, paraffin och andra liknande ämnen	—	75 %
ex f)	cigarettpapper, vitt och färgat- (importerat i små häften och rullor — inberäknat vikten av omslaget och bobinerna); tunt kopiepapper; tunnt omslagspapper (silkes eller kinesiskt papper), så även varje slag av papper, som ej är färgat såsom massa, utan på ena eller båda sidorna (med undantag av krit- och liknande papper), därtill marmor- och moir liknande samt läder- eller tygimitation :		
a)	cigarettpapper, vitt och färgat	—	25 %
b)	alla andra slag	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex p. 3	papp och papper förgyllt, försilvrat och bronserat; papp och papper med färgade, tryckta, prässade eller utskurna med teckningar, bilder, bordyrer, vapen, monogram o. s. v.; pappersvaror ej särskilt nämnda, såsom kuvert (förutom de i p. 4 av denna § nämnda), blommor, lampskärmar o. s. v. :		
a)	papperspåsar, avsedda som cementballage för cementfabrikerna, på grund av Finansministeriets intyg	fria	—
b)	alla andra slag	—	25 %
ex p. 4	brevkuvert av enkelt i p. 2 a och 2 b av denna § nämnt papper.	—	25 %
GRUPP IX.			
<i>Vävnadsmaterialier och tillverkningar av dem.</i>			
ex § 192	Vävnader av jute, lin, hampa och andra i punkt 3 av § 179 nämnda materialier, med undantag av vävnader, som nämnes i §§ 191 och 193 :		
p. 3	tyger, som vävts i stil med borddukar, servietter och handdukar	—	50 %
ex § 194 ex p. 1	Balatadrivremmer	—	25 %

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

EESTI JA SOOME VAHEL TALLINNAS II. APRILIL 1931 A. ALLAKIRJUTATUD KAUBANDUS JA LAEVANDUSLEPINGU MUUTMISE PROTOKOLL ALLKIRI TALLINN, 10. NOVEMBER 1931.

Textes officiels estoniens, finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 14 mars 1932.

EESTI VABARIIGI VALITSUS ja SOOME VABARIIGI VALITSUS, esindatud

Härra Jaan TÕNISSON'i Välisministri, ja

Härra Aarne WUORIMAA, Soome Saadiku poolt, leppisid kokku järgmistes punktides :

1. II. aprillil 1931. a. Eesti-Soome kaubandus- ja laevanduslepingule juurdelisatud nimekirja B ex § 55 ex p. 2 asendatakse alljärgneva uue redaktsiooniga :

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsentuaalne alandus
ex § 55	Ümbertöötatud nahad :		
ex p. 4	Ševrettnahk igas suuruses . . .	—	25 %
ex p. 5	Seemisnahk igas suuruses . . .	—	25 %

2. Käesolev protokoll, mis moodustab Eesti-Soome II. aprilli 1931. a. kaubandus- ja laevanduslepingu lahutamatu osa, astub jõusse kaheksandal päeval pärast seda, mil ta vastuvõtmisest Eesti Riigikogu poolt teatatakse Soome Vabariigi Valitsusele.

Selle tõenduseks kirjutasid vastavad täisvolinikud alla käesolevale protokollile.

Tehtud Tallinnas 10. novembril 1931. a.

J. TÕNISSON.

Aarne WUORIMAA.

No. 2835

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

EESTIN JA SUOMEN VÄLISEN, TALLINNASSA HUHTIKUUN II PÄIVÄNÄ 1931 ALLEKIRJOITETUN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUKSEN MUUTTAMISTA KOSKEVA PÖYTÄKIRJA, ALLEKIRJOITETTU TALLINNASSA 10 PÄIVÄNÄ MARRASKUUTA 1931.

Estonian, Finnish and Swedish official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, March 14, 1932.

EESTIN TASAVALLAN HALLITUS ja SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS, edustajinaan

Herra Jaan TÕNISSON, Ulkoasiainministeri, ja

Herra Aarne WUORIMAA, Suomen Lähettiläs, ovat sopineet seuraavista kohdista :

1. Huhtikuun II päivänä 1931 tehtyyn Eestin ja Suomen väliseen kauppa- ja merenkulkusopimukseen liittyvän B luettelon nimikkeen § 55 : stä kohd. 2 sijalle tulee seuraava sanamuoto :

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
55 : stä	Valmiit nahat :		
kohd. 4	Ševrettnahka, kaimensuuruinen .	—	25 %
kohd. 5	Säämiskä, kaimensuuruinen .	—	25 %

2. Tämä pöytäkirja, joka muodostaa Eestin ja Suomen välillä huhtikuun II päivänä 1931 tehdyn kauppa- ja merenkulkusopimuksen olennaisen osan, tulee voimaan kahdeksantena päivänä sen jälkeen, kun Suomen Hallitukselle annetaan tieto, että Eestin Riigikogu on sen hyväksynyt.

Vakuudeksi ovat asianomaiset valtuutetut allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan.

Tehtiin Tallinnassa 10 päivänä marraskuuta 1931.

J. TÕNISSON.

Aarne WUORIMAA.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

PROTOKOLL RÖRANDE ÄNDRING AV DET MELLAN ESTLAND OCH FINLAND I TALLINN DEN 11 APRIL 1931 UNDERTECKNADE HANDELS- OCH SJÖFARTSFÖRDRAGET, UNDERTECKNAD I TALLINN DEN 10 NOVEMBER 1931.

REPUBLIKEN ESTLANDS REGERING OCH REPUBLIKEN FINLANDS REGERING, företrädda av

Herr Jaan TÖNISSON, Utrikesminister, och

Herr Aarne WUORIMAA, Finlands sändebud, hava överenskommit om följande punkter :

1. I den till handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland av den 11 april 1931 bilagda förteckningen B ingående punkten ex 55 ex p. 2 ersättes med följande redaktion :

Position enligt estniska tulltariffen	Varuslag	Tull Ekr.	Nedsättningsprocent
ex § 55	Hudar och skinn, beredda :		
ex p. 4	Chevrette, av alla storlekar	—	25 %
ex p. 5	Sämsk, av alla storlekar	—	25 %

2. Detta protokoll, som utgör en integrerande del av handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland av den 11 april 1931, träder i kraft åttonde dagen efter det Finlands Regering underrättats om att Estlands Riigikogu godkänt detsamma.

Till bekräftelse härav hava respektive befullmäktigade ombud undertecknat detta protokoll.

Som skedde i Tallinn den 10 november 1931.

J. TÖNISSON.

Aarne WUORIMAA.

TRADUCTION — TRANSLATION

¹ TRADUCTION.N^o 2835. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A TALLINN, LE 11 AVRIL 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, considérant qu'en vue d'assurer le développement continu des échanges commerciaux et la coopération économique entre la Finlande et l'Estonie, il est nécessaire de remplacer par un nouveau traité de commerce et de navigation, le Traité de commerce et de navigation signé à Helsingfors, le 29 octobre 1921, ainsi que l'Accord additionnel s'y rattachant, signé à Tallinn le 16 mars 1930, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan TÕNISSON, ministre des Affaires étrangères ; et
M. Max HURT, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Aarne WUORIMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
M. Väinö Matti Juho VILJANEN, directeur général ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, si la législation de l'Etat contractant intéressé ne s'y oppose pas, se rendre dans le territoire de l'autre Partie contractante, s'y fixer et y exercer un commerce, une industrie, ainsi que tous autres professions ou métier, y acquérir des biens meubles et immeubles, par voie d'héritage, de donation, de testament, d'achat, d'échange, ou de toute autre manière licite, et y posséder, gérer, détenir et céder des biens.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre partie d'impôts, redevances ou charges, quelle qu'en soit la nature, autres ou plus élevés que ceux dont sont ou pourront être frappés les nationaux.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, recourir librement et sans entrave aux tribunaux, ainsi qu'aux autres autorités ; ils jouiront, à cet égard, tant au point de vue des taxes que sous tous autres rapports, des mêmes droits que les nationaux. Toutefois, en ce qui concerne le cautionnement des frais de justice et l'assistance judiciaire gratuite, on appliquera les arrangements particuliers qui ont été ou pourront être conclus à ce sujet.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2835. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT TALLINN, APRIL 11, 1931.

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, considering that, with a view to ensuring the continued development of commercial exchanges and economic co-operation between Finland and Estonia, it is necessary to replace, by a new Treaty of Commerce and Navigation, the Treaty of Commerce and Navigation signed at Helsingfors on October 29, 1921, and the Additional Agreement connected therewith, signed at Tallinn on March 15, 1930, have for that purpose designated their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Jaan TÖNISSON, Minister for Foreign Affairs ; and
M. Max HURT, Director of the Chamber of Commerce and Industry ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Aarne WUORIMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and
M. Väinö Matti Juho VILJANEN, Director-General ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the Contracting Parties shall, provided that the legislation of the Contracting State contains no provision contrary thereto, be entitled under the same conditions as are applicable to the nationals of the most favoured nation, to enter the territory of the other Contracting Party, to reside there and to exercise a trade, industry, or any other business or profession, to acquire movable and immovable property by inheritance, donation, bequest, purchase, exchange or by any other legal means, and to possess, manage, hold and transfer such property.

Each of the Contracting Parties undertakes not to demand from nationals of the other, taxes, dues or charges of whatever kind, other or higher than those which are or shall be imposed on nationals.

Article II.

The nationals of each of the Contracting Parties shall in the territory of the other have free and unhindered access to the Courts and other authorities, and shall in this respect enjoy, both as regards costs and in other matters, the same rights as nationals. Nevertheless, in so far as security for legal costs or free legal aid are concerned, they shall come under any special arrangements made or to be made on this subject.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes qui habitent ou séjournent temporairement sur le territoire de l'autre, ne pourront ni y être appelés au service personnel dans l'armée, la marine ou toute autre institution organisée militairement, ni être astreints à une prestation quelconque d'autre nature en tenant lieu.

Ils ne seront pas davantage assujettis sous forme de prestations et d'expropriations, pour des fins d'ordre militaire, à des obligations autres que celles auxquelles sont assujettis les nationaux, et ils auront droit réciproquement aux compensations que reconnaissent aux nationaux les lois applicables en cette matière, dans chaque Etat.

Article IV.

Les sociétés par actions et autres associations formées en vue d'exercer une activité commerciale, y compris les sociétés industrielles, financières et les compagnies d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y ont été fondées conformément aux lois de ce pays, seront reconnues, sur le territoire de l'autre partie, comme légalement constituées et auront le droit d'ester en justice aussi bien en qualité de demandeur que de défendeur.

Les sociétés précitées pourront exercer une activité commerciale ou industrielle sur le territoire de l'autre Partie, à condition d'y observer les lois et règlements qui y sont ou pourront y devenir applicables. Ces sociétés jouiront toutefois, à cet égard, de droits égaux à ceux qui sont concédés aux sociétés de même nature ressortissant à la nation la plus favorisée.

Les sociétés précitées ne seront pas astreintes, dans l'autre pays, au paiement d'impôts, droits ou charges, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux dont sont grevées les sociétés nationales de même nature.

Article V.

En ce qui concerne les voyageurs de commerce des deux pays et les échantillons et modèles qu'ils transportent, les Parties contractantes se concèdent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée et s'engagent à observer réciproquement les dispositions de l'article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923.

Article VI.

En ce qui concerne l'institution et le maintien d'interdictions et de restrictions à l'importation et à l'exportation, les Parties contractantes se concèdent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée. Cette règle ne comportera pas d'autres exceptions que celles que les deux Parties sont en droit, toutes choses étant égales d'ailleurs, d'appliquer à tout autre pays.

Pour ce qui est des avantages spéciaux accordés par la Finlande à l'Estonie concernant l'importation des viandes, il est convenu que les règles applicables au service vétérinaire et aux transports auront uniquement un objet sanitaire et ne viseront qu'au maintien de l'ordre public.

Article VII.

En ce qui concerne les droits d'entrée et toutes autres taxes perçues à l'importation de marchandises quelle qu'en soit la nature, chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître à l'autre Partie, immédiatement et sans conditions, le bénéfice de tous avantages, réductions ou exemptions qu'elle a concédés ou pourra concéder dans la suite à tout autre pays tiers.

Les deux Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne également les droits de sortie et toute taxe, quelle qu'en soit la nature perçue à l'exportation de marchandises.

Article III.

Nationals of one of the Contracting Parties permanently or temporarily resident in the territory of the other cannot be called upon for service in the Army, Navy, or other force organised on a military basis, nor be subject to any contribution in lieu thereof.

They shall likewise not be subject under the form of contributions or expropriations for military purposes, to any obligations other than those to which nationals are subject, and they shall mutually be entitled to the compensations granted in this respect by the relevant legislation in each State.

Article IV.

Joint stock companies and other associations formed for the purpose of carrying on a business, including industrial, financial and insurance companies, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and have been formed therein in accordance with the laws of that country shall be recognised in the territory of the other as being legally constituted and shall have the right to appear before the Courts either as plaintiff or defendant.

The aforesaid companies shall be allowed to exercise commercial or industrial activities in the territory of the other Party, provided they observe the laws and regulations which are or may hereafter be in force therein. These companies shall nevertheless enjoy the same rights in regard to these matters as are granted to similar companies belonging to any most-favoured nation.

The said companies shall not be required to pay other or higher taxes, duties or charges of any kind than those which are levied on national associations of the same nature.

Article V.

As concerns commercial travellers of the two countries, and samples and models conveyed by them, the Contracting Parties reciprocally grant to each other most-favoured-nation treatment, and undertake reciprocally to observe the provisions of Article 10 of the International Convention for the Simplification of Customs formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

Article VI.

As concerns the establishment and maintenance of import and export prohibitions and restrictions, the Contracting Parties reciprocally grant to each other most-favoured-nation treatment. No exceptions shall be made to this rule other than those which each country has the right, other things being equal, to apply to every other country.

As regards the special advantages granted by Finland to Estonia in connection with the import of meat, it is agreed that the veterinary and transport regulations shall be purely sanitary in aim, and shall be exclusively concerned with the maintenance of public order.

Article VII.

As concerns import duties and all other taxes of whatsoever nature levied on the import of goods, each of the Contracting Parties undertakes to accord to the other immediately and unconditionally the benefits of any advantage, reduction or exemption granted or hereafter to be granted to any third country.

The two Contracting Parties furthermore reciprocally grant to one another most-favoured-nation treatment as concerns export duties and taxes of any kind levied on the export of goods.

Les Parties contractantes se garantissent également l'une à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le dédouanement, les formalités douanières et le remboursement des droits acquittés, ainsi que l'admission des marchandises en entrepôt de douane, leur traitement dans ces entrepôts et les taxes y afférentes.

Article VIII.

Sans préjudice des dispositions convenues à l'article VII, les Parties contractantes décident que les produits naturels et fabriqués provenant d'Estonie et désignés dans la liste A, annexée au présent traité, bénéficieront à l'importation en Finlande, pendant toute la durée de validité du traité, soit des droits d'entrée indiqués dans cette liste, soit des pourcentages de réduction qui y sont spécifiés ; dans ce dernier cas, les pourcentages de réduction seront calculés sur la base des droits les plus bas qu'acquittent ou pourront acquitter par la suite les produits correspondants de tout autre pays tiers.

De même, les produits naturels et fabriqués provenant de Finlande et désignés dans la liste B, annexée au présent traité, bénéficieront à l'importation en Estonie, pendant toute la durée de validité du traité, soit des droits d'entrée indiqués dans cette liste, soit des pourcentages de réduction qui y sont spécifiés ; dans ce dernier cas, les pourcentages de réduction seront calculés sur la base des droits les plus bas, qu'acquittent ou pourront acquitter, par la suite, les produits correspondants de tout autre pays, sauf ceux que mentionne l'article XVI.

Article IX.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'exiger, au cas où les circonstances le rendraient nécessaire, la production de certificats d'origine en vue de l'octroi des avantages stipulés aux articles VII et VIII du présent traité.

En ce qui concerne les certificats d'origine, et notamment la manière dont ils seront établis, leur teneur, etc. les Parties contractantes observeront les dispositions de l'article II de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923, à laquelle ils ont adhéré, ainsi que les stipulations des accords particuliers qui ont été conclus entre les deux gouvernements ou pourront l'être, par la suite, à ce sujet.

Article X.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Parties, sont perçues, ou pourront l'être par la suite, pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes ou de collectivités, sur la fabrication ou la consommation d'un produit, ne devront, en aucun cas, frapper les produits de l'autre Partie contractante, à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article XI.

En ce qui concerne le transit, les Parties contractantes s'engagent à s'appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit signés à Barcelone, le 20 avril 1921, en se garantissant, sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XII.

Les marchandises provenant du territoire de l'une des Parties contractantes bénéficieront, sur les chemins de fer du territoire de l'autre Partie, tant en ce qui concerne l'expédition et le

The Contracting Parties likewise guarantee to one another most-favoured-nation treatment as concerns Customs clearance and formalities and refunding of duties paid, admission of goods to bonded warehouse, their treatment when in bond and the payment due in respect thereof.

Article VIII.

Without prejudice to the provisions agreed in Article VII, the Contracting Parties resolve that natural products and manufactured articles coming from Estonia, as specified in list A annexed to the present Treaty, shall on import into Finland be granted during the period of validity of the present Treaty either the import duties mentioned in the said list or the percentage of reduction specified therein : in the latter case the percentages of reduction shall be based upon the lowest rates levied, or which may hereafter be levied, on the corresponding products of any third country.

Similarly, natural products and manufactured articles coming from Finland, as specified in list B annexed to the present Treaty, shall be granted on import into Estonia during the period of validity of the present Treaty, either the import duties shown in this list or the percentages of reduction specified therein : in the latter case the percentages of reduction shall be based upon the lowest rates paid, or which may in the future be paid, on the corresponding products of any third country, with the exception of those mentioned in Article XVI.

Article IX.

The two Contracting Parties reserve the right in cases where circumstances make it necessary to require the production of certificates of origin before granting the advantages provided for in Articles VII, and VIII of the present Treaty.

As concerns certificates of origin, and in particular their form and wording, the Contracting Parties shall observe the provisions of Article 11 of the International Convention for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923, to which they have adhered, and also the provisions of any individual agreements concluded or hereafter to be concluded between the two Governments to this end.

Article X.

Internal taxes levied or hereafter to be levied on the territory of one of the Parties, for the account of that State, of provinces, communes or groups, on the manufacture or consumption of any product, shall in no case impose upon the products of the other Party a charge higher in degree or more burdensome in effect than on similar products of the most favoured nation.

Article XI.

As regards transit, the Contracting Parties undertake to apply reciprocally to one another the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921, and guarantee to one another most-favoured-nation treatment in this respect.

Article XII.

Goods coming from the territory of one of the Contracting Parties shall receive, in respect of despatch, transport, tariff rates and general transport dues, the same treatment as national goods

transport que les tarifs de transport ou les taxes générales grevant les transports, du même traitement que les marchandises nationales ou celles de la nation la plus favorisée, ayant la même destination et transportées sur le même parcours.

Article XIII.

Les navires de chacune des Parties contractantes et leur cargaison jouiront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie contractante, du même traitement que les bâtiments nationaux et leur cargaison, quel que soit le lieu de provenance ou de destination du navire et quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de sa cargaison.

En particulier, les navires de l'une des Parties contractantes ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, autre ou plus élevée que celles dont sont ou pourront être grevés par la suite les bâtiments nationaux.

Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article :

1^o En ce qui concerne les faveurs spéciales qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été accordées ou pourront l'être par la suite à l'industrie nationale de la pêche ou à ses produits ;

2^o Pour le cabotage ;

3^o En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles ; à cet égard, les Parties contractantes garantissent aux navires de l'autre Partie et à leur cargaison le même traitement qu'aux navires de la nation la plus favorisée et à leur cargaison, les droits à prélever en pareil cas sur les navires ou leur cargaison ne devant pas excéder, toutefois, le tarif applicable aux bâtiments nationaux et à leur cargaison ;

4^o Nonobstant les stipulations du présent article, et sans préjudice des dispositions de son point 2, pour autant qu'elles concernent les taxes de pilotage, il est convenu que les lois et règlements applicables dans chacun des deux pays concernant le pilotage obligatoire, seront applicables aux navires de l'autre Partie contractante dans les mêmes conditions qu'aux autres navires étrangers.

Il est entendu, toutefois, que les voiliers (avec ou sans machine auxiliaire) jaugeant net 25 tonneaux au maximum, qui ne transportent que des produits provenant des pays auxquels ils appartiennent, ne seront pas astreints à prendre un pilote lorsqu'ils arriveront dans l'un des ports de l'autre Partie contractante.

Article XIV.

Les lettres de jauge émanant de l'une des Parties contractantes seront reconnues valables par l'autre partie lorsque le jaugeage aura eu lieu suivant le système Moorsom. Les réductions permises sur la jauge brute seront calculées conformément aux accords spéciaux que devront conclure les Parties contractantes.

Article XV.

Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit de nommer des consuls dans tous les ports et places de commerce de l'autre pays où l'installation de consuls est consentie à un pays tiers.

Les consuls de chacune des Parties contractantes, lorsqu'ils auront reçu l'exequatur en bonne et due forme, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, de privilèges, immunités et pouvoirs égaux à ceux dont bénéficient ou pourront bénéficier ultérieurement les consuls d'un

or goods of the most favoured nation despatched to the same destination and conveyed over the same route.

Article XIII.

The vessels of each of the Contracting Parties and their cargoes shall receive in the territory of the other the same treatment in every respect as national vessels and their cargoes, irrespective of the place of departure or destination of such vessels and cargoes.

In particular, the vessels of one of the Contracting Parties shall not be subject on the territory of the other to any tax or charge, of whatever kind or description, other or higher than those imposed or which may hereafter be imposed on national vessels.

Nevertheless the provisions of the present Article shall not apply :

(1) As regards the special advantages which in either country are or may hereafter be granted to the national fishery industry or its products ;

(2) As regards the coasting trade ;

(3) As regards navigation on inland navigable waterways, whether natural or artificial ; in this respect the Contracting Parties guarantee to the vessels of the other Party and their cargoes the same treatment as is granted to the vessels and cargoes of the most favoured nation, provided always that the duties which may be levied on the vessels and their cargoes shall not be at a higher rate than is applicable to national vessels and their cargoes ;

(4) Without prejudice to the provisions of the present Article and subject to the provisions of paragraph 2 thereof, so far as they concern pilotage dues, it is understood that the laws and regulations in force in either country regarding the obligation to employ pilots shall apply to the vessels of the other Contracting Party to the same extent as to other foreign vessels.

It is nevertheless understood that sailing vessels of a maximum net tonnage of 25 tons (with or without auxiliary motors) shall, if their cargo is composed exclusively of products of the countries to which they belong, be exempt from the obligation to employ a pilot on arrival at the ports of the other Contracting Party.

Article XIV.

Tonnage measurement certificates issued by one of the Contracting Parties shall be recognised by the other Party, when such measurement is made according to the Moorsom system. Permissible deductions from the gross tonnage shall be calculated in accordance with special agreements to be made between the Contracting Parties.

Article XV.

The Contracting Parties mutually grant to each other the right to appoint Consuls in all ports and places of business of the other Party to which Consuls of a third country are admitted.

After receiving an exequatur in good and due form, the Consuls of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same privileges and exemptions, and shall exercise the same powers, as are or may hereafter be granted to the Consuls of a third Government.

Etat tiers. Toutefois, ils ne pourront exiger que lesdits privilèges, immunités et pouvoirs aient une portée plus grande que ceux dont les consuls de l'autre Partie jouissent sur le territoire de leur propre pays.

Article XVI.

Les dispositions du présent traité ne donneront pas aux Parties contractantes le droit de revendiquer

a) Les avantages et privilèges spéciaux que chacune des Parties contractantes a accordés ou pourrait accorder à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, à l'intérieur d'une zone qui, en règle générale, ne devra pas excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière ;

b) Les avantages et privilèges spéciaux que l'Estonie a accordés ou pourrait accorder à la Lettonie ou à la Lithuanie, pour autant que ces avantages n'aient été reconnus à aucun autre Etat que les Etats précités.

Article XVII.

Les Parties contractantes conviennent que les avantages, droits et privilèges, en particulier les réductions de droits de douane stipulées dans le présent traité, ne seront en aucun cas et à aucune condition concédés à d'autres Etats, en vertu d'accords comportant le traitement de la nation la plus favorisée ; elles s'engagent, en outre, à faire état du présent article lorsque, par la suite, elles concluront des traités internationaux.

Article XVIII.

Au cas où une divergence d'opinions s'élèverait entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, la question sera soumise à l'arbitrage, sur la demande de l'une des Parties. Dans chaque cas particulier, le tribunal d'arbitrage sera constitué de la manière suivante :

Chacune des Parties contractantes nommera comme arbitres deux personnes qualifiées choisies parmi leurs propres ressortissants, et les deux Parties désigneront d'un commun accord, comme président, le ressortissant d'un troisième Etat. Les Parties contractantes se réservent le droit de désigner d'avance et pour une certaine période, la personne qui remplira les fonctions de président. Le président dirigera les débats du tribunal d'arbitrage. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Au cas où les Parties contractantes ne pourraient se mettre d'accord sur le choix d'un président dans le délai d'un mois à partir du jour où l'une d'entre elles aura fait connaître qu'elle défère la question au tribunal d'arbitrage, le président de la Cour permanente de Justice internationale, sur la demande de l'une des Parties, désignera, comme président, le ressortissant d'un Etat tiers.

Les Parties contractantes détermineront, soit dans chaque cas, soit une fois pour toutes, la répartition des frais.

La sentence des arbitres sera obligatoire.

Article XIX.

Le présent traité entrera en vigueur le huitième jour après l'échange des instruments de ratification et se substituera au traité de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Estonie, signé à Helsingfors le 29 octobre 1921, ainsi qu'à l'Accord additionnel s'y rattachant, signé à Tallinn le 16 mars 1930.

Nevertheless they shall not be permitted to claim for these privileges, immunities and powers a wider scope than that enjoyed by the Consuls of the other Contracting Party in their own territory.

Article XVI.

The provisions of the present Treaty shall not give the Contracting Parties any right to claim :

(a) Those advantages and special privileges which each of the Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to contiguous States with the object of facilitating frontier traffic within a zone which, as a general rule, should not exceed a distance of 15 kilometres on each side of the frontier ;

(b) The advantages and special privileges which Estonia has granted or may hereafter grant to Latvia or to Lithuania, in so far as these advantages have not been granted to any States other than those previously mentioned.

Article XVII.

The Contracting Parties agree that the advantages, rights and privileges, and in particular the reduction of Customs duties, provided for in the present Treaty, shall not in any case or under any conditions be granted to other States in virtue of treaties involving most-favoured-nation treatment ; they further undertake to have regard to the present Article when subsequently making any international treaty.

Article XVIII.

In the event of a difference of opinion between the Contracting Parties regarding the interpretation or application of the present Treaty, the matter shall, on the demand of one of the Parties, be submitted to arbitration. The court of arbitration shall be constituted for each separate case as follows :

Each of the Contracting Parties shall designate as arbitrator qualified persons chosen from among his own nationals, and the two Parties shall by common agreement nominate as President a national of a third State. The Contracting Parties reserve the right to nominate in advance, and for a fixed period, the person to perform the duties of President. The President shall direct the discussions of the court of arbitration. Decisions shall be by majority vote.

If within a period of one month from the day on which one of the Parties has notified his desire that the question should be referred to a court of arbitration, the Contracting Parties are not able to agree as to the choice of a President, the President of the Court of International Justice shall on the demand of one of the parties nominate a national of a third State as President.

The Contracting Parties shall lay down, either once for all or in each separate case, rules for the sharing of expenses.

The decision of the arbitrators shall be binding on both Parties.

Article XIX.

The present Treaty shall come into force on the eighth day after the exchange of ratifications and shall take the place of the Treaty of Commerce and Navigation between Finland and Estonia, signed at Helsingfors on December 29, 1921, and of the Additional Agreement attached thereto, signed at Tallinn on March 16, 1930.

Le traité restera applicable pendant deux ans à partir du jour de son entrée en vigueur. Au cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant l'expiration de cette période, son intention de mettre fin au traité, les dispositions de ce dernier resteront applicables jusqu'à l'expiration d'une période de six mois comptés à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura dénoncé le traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tallinn, en deux exemplaires rédigés en langues estonienne, finnoise et suédoise, le onze avril mil neuf cent trente et un.

(P. K.) J. TÖNISSON.

(P. K.) Max HURT.

(P. K.) Aarne WUORIMAA.

(P. K.) V. M. J. VILJANEN.

PROTOCOLE FINAL

En procédant, ce jour, à la signature du Traité de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Finlande, les plénipotentiaires soussignés ont formulé la déclaration suivante qui fait partie intégrante dudit traité.

Ad article VIII.

Pour ce qui est des contingents indiqués dans les listes A et B, leur répartition sera effectuée par le gouvernement du pays auquel aura été attribué le contingent. Ce gouvernement indiquera également à celui de l'autre Partie contractante de quelle manière son administration procédera pour établir que les produits en question peuvent être importés dans le pays en acquittant les droits prévus dans les listes.

Les gouvernements des deux pays concluront un arrangement spécial pour régler les questions de détail concernant les formalités relatives à l'utilisation des contingents.

Ad article XVI.

Au cas où l'Estonie consentirait à la Lettonie ou à la Lithuanie, pour l'un des produits désignés dans la liste B, des avantages d'ordre douanier plus étendus que ceux qui, dans ladite liste, sont concédés à la Finlande, le Gouvernement estonien est disposé, si le Gouvernement finlandais en fait la demande, à discuter les conditions auxquelles les mêmes avantages pourraient être accordés également à la Finlande.

Le gouvernement estonien s'engage toutefois à concéder automatiquement à la Finlande tous les avantages accordés à la Lettonie ou à la Lithuanie pour les produits désignés dans la liste B qui se rapportent aux positions 76, 77, 88, al. 3 a), 120, 176 et 177 du tarif douanier estonien.

Fait à Tallinn en deux exemplaires rédigés en langues estonienne, finnoise et suédoise, le onze avril mil neuf cent trente et un.

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

The Treaty shall remain in force for two years as from the date of its coming into force. If within six months of the expiration of this period neither of the Parties has notified his intention to terminate the Treaty, its provisions shall remain binding until the expiration of six months from the date of its denunciation by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn in duplicate in Estonian, Finnish and Swedish this eleventh day of April one thousand nine hundred and thirty-one.

(P. K.) J. TÖNISSON.

(P. K.) MAX HURT.

(P. K.) AARNE WUORIMAA.

(P. K.) V. M. J. VILJANEN.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding this day to sign the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland, the undersigned Plenipotentiaries made the following declaration which forms an integral part of the said Treaty.

With reference to Article VIII.

As concerns the quotas set out in lists A and B., the allocation of the same shall rest with the Government of the country to whom the quota has been granted : that Government shall also inform that of the other Contracting Party of the steps contemplated with a view to ascertaining that the products in question are such as may be imported into the country on payment of the duties specified in the lists.

The Governments of the two countries shall conclude a special arrangement to settle questions of detail concerning the formalities in connection with the utilisation of the quotas.

With reference to Article XVI.

In the event of Finland granting to Latvia or Lithuania Customs privileges of wider scope than those which in the said list are granted to Finland, the Estonian Government is prepared, if the Finnish Government so requests, to discuss the conditions on which the same facilities could be granted also to Finland.

Nevertheless the Estonian Government undertakes always to grant to Finland all the advantages granted to Latvia or to Lithuania for those products specified in list B which correspond to Nos. 76, 77, 88, paragraph 3 (a), 120, 176 and 177 of the Estonian Customs Tariff.

Done at Tallinn in Estonian, Finnish and Swedish this eleventh day of April one thousand nine hundred and thirty-one.

J. TÖNISSON.
AARNE WUORIMAA.

MAX HURT.
V. M. J. VIJTANEN.

LIST A.

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
	I. ANIMALS AND ANIMAL SUBSTANCES, PRODUCE OF AGRICULTURE, THE MILLING INDUSTRY, AND HORTICULTURE; ARTICLES OF FOOD AND CONSUMPTION, NOT SPECIALLY MENTIONED.		
	A. <i>Animals and animal substances.</i>		
	Meat not specially mentioned, except in airtight containers :		
ex 11 13	Geese and turkeys per kg. net	6.—	—
	Other kinds per kg. net	0.70	—
	<p><i>Note I.</i> — The duty of 0.70 Finnish marks is only levied on meat for import via Helsinki during the months of January, February, March, April, May, June, July and December, in accordance with the following quotas : In January, February, March, April, May and December 100,000 kg. per month and in June and July 50,000 per month. If, during any one of the months above mentioned the quota provided for has not been exhausted by reason of <i>force majeure</i> or any other similar circumstance, it shall be permissible to make use, during the first week of the following month, of the unutilised fraction of the preceding month, provided always that this fraction shall not exceed 20 per cent of the quota for the preceding month.</p> <p><i>Note II.</i> — The Finnish Government undertakes not to increase during 1931 the present import tax of 1.20 Finnish marks on meat imported from Estonia (No. 13 in the Finnish Customs Tariff). If, however, this rate should be increased in Finland after January 1st, 1932, the Finnish Government would be prepared to institute without delay negotiations with the Estonian Government, each Government in these circumstances reserving the right to denounce the Treaty on three months' notice, should no agreement be reached.</p>		
	Fish :		
	Other kinds :		
16	Living or fresh	free	—
23	Intestines per kg. net	1.50	—
	B. <i>Produce of Agriculture, the Milling Industry, Horticulture, etc.</i>		
	1. Cereals, etc.		
48	Potato meal and starches of all kinds	—	33 ⅓ %
	Grains :		
ex 51	Flax seeds	free	—
52	Red clover and white clover seeds	free	—
53	Hybrid clover seeds	free	—
54	Timothy grass	free	—
55	Other grass seeds	free	—
57	Rape (including turnip) and beetroot seeds	free	—
ex 58	Cabbage, white beet, chicory, pulse and fodder beet seeds	free	—

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
60	<p>Pommes de terre :</p> <p>Crues</p> <p><i>Note.</i> — Si les lettres de jauge ou les autres papiers de bord d'un navire estonien établissent d'une manière incontestable la capacité de la cale, ces documents pourront être pris comme base pour le calcul des droits d'entrée sur sa cargaison. La tonne nette sera alors considérée comme équivalent à 1887 kg.</p> <p>Si le capitaine du navire ne désire pas avoir recours au procédé indiqué ci-dessus, le poids de la marchandise sera constaté par pesage.</p> <p>Le dédouanement s'effectuera en tout cas de manière à ce que la vente, même au détail, puisse toujours avoir lieu directement à bord.</p> <p>Les droits d'entrée sur la cargaison seront acquittés lorsque celle-ci aura été vendue ou, au plus tard, un mois après l'arrivée du navire au port. Si ces droits sont acquittés d'après la capacité de la cale, et si les pommes de terre sont destinées à être vendues dans plus d'un port, les droits sur la totalité de la cargaison devront être acquittés dans le premier port d'escale.</p> <p>Le capitaine du navire, au besoin aussi le navire lui-même, répondra de l'acquittement des droits de douane. Au cas où le navire aurait quitté la Finlande, les droits d'entrée étant restés impayés en totalité ou en partie, le Gouvernement estonien s'engage à recouvrer auprès du débiteur, conformément à la législation en vigueur, et à remettre au Gouvernement finlandais le montant des droits d'entrée que le Gouvernement finlandais lui indiquera comme étant resté dus.</p> <p>Racines de chicorée :</p>	—	33 ⅓ %
64	Crues	exemptes	—
65	Séchées	exemptes	—
2. Fruits, blés, légumes, plantes vivantes, etc.			
ex 75	<p>Pommes, poires et prunes fraîches</p> <p>Plantes potagères non spécialement dénommées autrement qu'en récipients hermétiques :</p>	exemptes	—
82	Oignons frais par kg. net	0,75	—
85	Choux frais par kg. net	0,12	—
ex 87 a)	Choux salés et séchés par kg. net	0,90	—
ex 87 b)	Concombres salés par kg. net	2,50	—
C. Produits alimentaires et comestibles non spécialement dénommés.			
105	Beurre naturel par kg. net	1,—	—
ex 109	Pain de seigle « Pain normal »	exempt	—
ex 142	<p>Conserves, en boîtes hermétiques :</p> <p>Anchois, sprat et autres poissons par kg. brut</p>	10,50	—
II. INDUSTRIE TEXTILE.			
A. Matières textiles.			
ex 170	<p>Lin, non sérancé, sérancé ou préparé d'une manière analogue, non blanchi, blanchi ou teint, ainsi que ses déchets ; filasse et étoupe, non goudronnées</p>	exemptes	—

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
60	<p>Potatoes :</p> <p>Raw</p> <p><i>Note.</i> — If the tonnage certificates or other papers on board an Estonian vessel show beyond all possible doubt the capacity of the hold, these documents may be taken as a basis for calculating the import duties on the cargo. In these circumstances the net ton shall be considered as equivalent to 1,887 kg.</p> <p>If the captain of the vessel does not desire to make use of the method indicated above, the weight of the goods shall be determined by weighing.</p> <p>Customs clearance shall in any case be effected in such a way as to make it possible for sale (including retail sale) to be effected on board.</p> <p>Import duties on the cargo shall be paid on sale of the goods, or at latest one month after the arrival of the vessel in port. If these dues are paid on the basis of the capacity of the hold, and if the potatoes are intended for sale in more than one port, the dues or the sum due on the total of the cargo shall be paid at the first port of call.</p> <p>The captain of the vessel and if necessary the vessel itself shall be responsible for the payment of the Customs duties. If the vessel has left Finland with the import duties entirely or in part unpaid, the Estonian Government undertakes to recover from the debtor in accordance with the existing laws, and to forward to the Finnish Government, the total of import duties notified by the Finnish Government as outstanding.</p>	—	33 ⅓ %
64	Chicory root :	free	—
65	<p>Crude</p> <p>Dried</p>	free	—
ex 75	<p>2. Fruits, grains, vegetables, living plants, etc.</p> <p>Apples, pears and plums</p> <p>Vegetables not specially mentioned, other than vegetables in air-tight containers :</p>	free	—
82	Fresh onions per kg. net	0.75	—
85	Fresh cabbages per kg. net	0.12	—
ex 87(a)	Salted and dried cabbages per kg. net	0.90	—
ex 87(b)	Cucumbers, salted per kg. net	2.50	—
<i>C. Articles of Food and Consumption not specially mentioned.</i>			
105	Butter, natural per kg. net	1.—	—
ex 109	Rye bread, called "normal bread"	free	—
ex 142	<p>Preserves in air-tight containers :</p> <p>Anchovies, sprats and other fish per kg. gross</p>	10.50	—
II. TEXTILE INDUSTRY.			
A. Textile Materials.			
ex 170	<p>Flax not hackled, hackled or similarly treated, unbleached, bleached or dyed ; also waste thereof, tow and oakum, untarred</p>	free	—

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
	<i>B. Filés et cordages.</i>		
	6. Cordages et cordes, ainsi que ficelle et fil à voiles, même avec âme en fil de fer.		
	Non tressés :		
230	Autres :		
	a) D'un diamètre inférieur à 10 millimètres	—	20 %
	b) D'un diamètre inférieur à 10 millimètres mais non à 5 mm.	—	20 %
	c) D'un diamètre inférieur à 5 mm.	—	25 %
	<i>C. Tissus.</i>		
	1. Tissus de coton même combinés avec du jute.		
	Tissus non spécialement dénommés, dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme :		
	Pesant moins de 250 grammes, mais pas moins de 100 grammes par mètre carré :		
240	Non blanchis et non teints	—	25 %
241	Blanchis, teints ou imprimés	—	25 %
	2. Tissus en coco, papier, jute, chanvre, lin et autres matières textiles végétales non spécialement dénommées.		
	Tissus :		
	En jute, non mélangés d'autres matières textiles :		
251	En toile à sacs et toile d'emballage, non blanchies, non teintes, non apprêtées, ne contenant pas plus de 15 fils de chaîne et de trame cumulativement dans un espace de 2 centimètres carrés	—	10 %
252	Autres	—	10 %
	En autres matières textiles rentrant sous cette rubrique, même mélangés de coton ou de jute, ainsi que tissus en papier non dénommés ailleurs :		
	Autres, dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme :		
255	Non blanchis et non teints, pesant 500 grammes ou plus par mètre carré	—	25 %
	3. Tissus de laine, même combinés avec d'autres matières textiles, à l'exception de la soie ; feutre foulé (non tissé).		
	Tissus d'autres sortes, non spécialement dénommés, ainsi que feutre foulé (non tissé) de laine, même mélangé de matières textiles végétales :		
276	Pesant plus de 500 grammes par mètre carré	—	25 %
	<i>G. Ouvrages de couture et autres ouvrages, non dénommés ailleurs, en articles en filés, même combinés avec d'autres matières.</i>		
	Sacs :		
306	Autres ; régime du tissu dont ils sont fabriqués avec une surtaxe de 10 %, cette surtaxe étant calculée sur la base du droit réduit applicable au tissu (voir Nos 251 et 252).		

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
	<i>B. Yarns and cordage.</i>		
	6. Rope and Cordage, Twine and Sail Yarn with or without wire core.		
	Unplaited :		
230	Other :		
	(a) Of less than 10 mm. diameter	—	20 %
	(b) Of less than 10 mm. but not less than 5 mm. in diameter	—	20 %
	(c) Of less than 5 mm. in diameter	—	25 %
	<i>C. Tissues.</i>		
	1. Tissues of Cotton combined or not with Jute.		
	Tissues not specially mentioned, the whole surface of which is woven in a uniform manner :		
	Weighing less than 250 gr. but not less than 100 gr. per sq. metre :		
240	Unbleached and undyed	—	25 %
241	Bleached, dyed or printed	—	25 %
	2. Tissue of Coconut, Paper, Jute, Hemp or Linen and other Vegetable Textile Materials not specially mentioned.		
	Tissues :		
	Of jute without admixture of other textile materials :		
251	Sacking and packing cloth, unbleached, undyed, unsized, containing in warp and weft not more than 15 threads in a surface of 2 sq. cm	—	10 %
252	Other kinds	—	10 %
	Other textile materials falling under this heading with or without admixture of cotton or jute ; paper tissues not elsewhere mentioned :		
	Other kinds with their whole surface similarly woven :		
255	Unbleached or undyed, weighing 500 gr. or more per sq. metres	—	25 %
	3. Tissues of Wool, or in combination with other Textile Materials, except Silk ; fulled (unwoven) Felt.		
	Tissues of other kinds not specially mentioned, also pressed (not woven) felt of wool, with or without admixture of vegetable textile materials :		
276	Weighing more than 500 gr. per sq. metre	—	25 %
	<i>G. Sewn Articles and other Goods not elsewhere mentioned, of Textile Materials, or in combination with other substances.</i>		
	Sacks :		
306	Other kinds (dutiable as the tissue of which made, with an additional 10 %) : this surtax being calculated on the basis of the reduced duty applicable to tissue (see Nos. 251 and 252).		

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
ex 307	Articles industriels en matières textiles, même combinés avec d'autres matières, à l'exception du caoutchouc, de la gutta percha et du balata : a) Courroies de transmission et de transport	—	25 %
III. ARTICLES EN BOIS ET ARTICLES TRESSÉS.			
A. Bois de construction et articles en bois.			
Articles en bois, achevés, non spécialement dénommés : Pesant par pièce plus de 2 kg. nets :			
375	Mordancés, cirés, laqués, polis ou ayant subi un travail analogue à la surface	—	80 %
376	Peints, vernis ou huilés	—	80 %
Ne pesant pas plus de 2 kg. nets par pièce :			
380	Mordancés, cirés, laqués, polis, ainsi que peints, vernis ou huilés, ou ayant subi un travail analogue à la surface	—	80 %
381	Autres, tels que lames à parquet en chêne	—	80 %
VI. PEAUX, ARTICLES EN CUIR, PELLETERIES, ETC.			
Pelleteries :			
Apprêtées, en peaux détachées :			
ex 484	Autres : Peaux de mouton, de lièvre, de renard et de phoques.	—	25 %
VIII. ARTICLES EN MÉTAL.			
B. Fer et alliages de fer, ainsi qu'articles de ces matières.			
511	Grilles de foyer, détachées ; carreaux pour fers à repasser ; plombs et poids ; poteaux de réverbères et colonnes, coulés	—	33 ⅓ %
Foyers, plaques pour foyers, poêles, chaudrons avec ou sans foyer ; cheminées non spécialement dénommées ; chaudières de chauffage ou à basse pression, boîtes d'essieu, tuyaux à bride, calorifères, radiateurs ou éléments de chauffage, grilles pour portes, clefs et registres de foyers, encadrements de poêles, mortiers, pots, casseroles, poêles à frire, mangeoires, décrottoirs, crachoirs, tables de lavages et éviers, entonnoirs de décharge, dispositif de fermeture pour l'eau (<i>vattenlås</i>), lavoirs de cuisine, baignoires, ainsi qu'autres articles similaires, grossiers, pour le ménage et pour le nettoyage, non spécialement dénommés ; escaliers, marches d'escaliers, barreaux pour clôtures, monuments funéraires, potences de réverbères, ainsi que fenêtres de toits, de murs et de caves ; grilles pour ventilateurs et autres grilles non spécialement dénommées, dressoirs et autres tables, même combinés avec d'autres matières, étagères et jardinières, sofas et chaises, ainsi que leurs parties, même combinés avec du bois, porte-garni-			

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
ex 307	Articles for industrial purposes, of textile materials or in combination with other materials, except rubber, gutta-percha and balata : (a) Transmission and conveying belts	—	25 %
	III. LUMBER AND PLAIED ARTICLES.		
	A. <i>Lumber and Manufactures of Wood.</i>		
	Manufactures of wood, complete, not specially mentioned : Weighing per article more than 2 kg. net :		
375	Stained, waxed, polished or with any other similar treatment of the surface	—	80 %
376	Painted, varnished or oiled	—	80 %
	Weighing per article not more than 2 kg. net :		
380	Stained, waxed, lacquered, polished, also painted, varnished, oiled or with any other similar treatment of the surface	—	80 %
381	Other kinds, such as parquet blocks in oak	—	80 %
	VI. HIDES AND SKINS, LEATHER GOODS, FUR MANUFACTURES, ETC.		
	Furriers goods :		
	Dressed, loose :		
ex 484	Other kinds : Sheep-skins, hare-skins, fox-skins and seal-skins .	—	25 %
	VIII. METAL ARTICLES.		
	B. <i>Iron and Iron Alloys and Manufactures thereof.</i>		
511	Fire grates, loose, sadiron heaters, plumbs and weights, also cast lamp-posts and columns	—	33 ⅓ %
	Ranges, range plates, ovens, water heaters with or without furnace ; stoves not specially mentioned ; heating or low pressure boilers, axle boxes, pipes with collars, calorifers, radiators or heating apparatus ; gate railings, registers and dampers for fire places, oven frames, mortars, pots, saucepans, frying-pans, mangers, foot-scrapers, spittoons, draining-boards, sinks, water-cocks (<i>vattenläs</i>) scullery tubs, baths and other similar coarse articles, not specially mentioned and intended for use in house-keeping or cleaning, staircases, steps, fences, rails, sepulchral monuments, street lamps, skylights, windows and cellar openings ; ventilating and other grates not specially mentioned, dressers and other tables even combined with other materials, <i>étagères</i> and flower stands, sofas and chairs and parts thereof combined with wood ; fire-arm stands and umbrella stands, garden urns, sadirons of all kinds not specially mentioned, furniture castors, ventilators — all these so far as they mainly		

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
	tures de foyer et porte-parapluies, urnes pour jardin, fers à repasser et à presser, non spécialement dénommés, roulettes pour meubles et ventilateurs, tous ces objets en tant qu'ils sont principalement composés de fonte non malléable ; parties coulées pour lesdits articles :		
ex 512	Cuivrés, recouverts de laiton ou nickelés	—	33 $\frac{1}{3}$ %
513	Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex 514	Pompes à main	—	50 %
	Couteaux non spécialement dénommés :		
ex 589	Couteaux de table et fourchettes :		
	Couteaux et fourchettes de table de tous modèles avec manche argenté, même nickelé	3,60	—
ex 590	Couteaux et fourchettes de table, de tous modèles avec manche argenté	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Articles en fer malléable ou non, non spécialement dénommés :		
	Pesant net par pièce, plus de 1 kg., mais pas plus de 10 kg. :		
622	Non ouvrés	—	33 $\frac{1}{3}$ %
623	Ouvrés	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Plus de 10 kg. mais pas plus de 50 kg. :		
	Non ouvrés :		
624	a) Hélices	—	50 %
	b) Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Ouvrés :		
625	a) Hélices	—	50 %
	b) Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Pesant net par pièce, plus de 50 kg. pour chaque kilogramme, en plus :		
626	Non ouvrés :		
	a) Hélices	—	50 %
	b) Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %
627	Ouvrés :		
	a) Hélices	—	50 %
	b) Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	E. <i>Cuivre, nickel, étain, zinc, ainsi qu'autres métaux non spécialement dénommés, de même que leurs alliages, et articles de ces matières.</i>		
	Ouvrés :		
	Autres ouvrages non spécialement dénommés, n'appartenant pas aux articles de bijouterie :		
	Ustensiles de table en métal argenté de toute nature, unis ou ornementés, tels que cuillères, fourchettes, manches de couteaux, cuillères à thé, cuillères à gâteaux, cuillères à café, couteaux à poisson, couteaux à beurre, cuillères à dessert, fourchettes à dessert, manches de couteaux à dessert, cuillères à légumes, manches de couteaux à fruits, services à poisson, fourchettes à poisson, couteaux à fromage, cuillères à potage, dessous de verres et de bouteilles, plateaux :		
645	Gravés à l'eau-forte, nickelés, polis ou laqués, par kg. brut	3,60	—
646	Autres	—	33 $\frac{1}{3}$ %

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
	consist of non-malleable castiron, also cast parts of such articles :		
ex 512	Enamelled or coated with copper, brass, or nickel . . .	—	33 $\frac{1}{3}$ %
513	Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %
514	Hand Pumps	—	50 %
	Knives not specially mentioned :		
ex 589	Table knives and forks of all kinds with handles of silver or nickel handles	3.60	—
ex 590	Table knives and forks of all kinds with silvered handles	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Castings of malleable or non malleable iron, not specially mentioned :		
	Weighing nett per article more than 1 kg. but not more than 10 kg. :		
622	Not worked	—	33 $\frac{1}{3}$ %
623	Worked	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	More than 10 kg. but not more than 50 kg. :		
624	Not worked :		
	(a) Screws	—	50 %
	(b) Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %
625	Worked :		
	(a) Screws	—	50 %
	(b) Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	Weighing more than 50 kg. for every kg. in excess :		
626	Not worked :		
	(a) Screws	—	50 %
	(b) Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %
627	Worked :		
	(a) Screws	—	50 %
	(b) Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %
	<i>E. Copper, Nickel, Tin, Zinc and other Metals not specially mentioned : Alloys of these metal and Manufactures thereof.</i>		
	Manufactured :		
	Other manufactures not specially mentioned which do not fall under jewellery :		
	Table articles in silvered metals of all kinds, plain or ornamented, such as spoons, forks, knife-handles, tea-spoons, cake-spoons, coffee spoons, fish-knives, butter-knives, dessert-spoons, dessert-forks, dessert knife handles, vegetable spoons, fruit knife handles, fish servers, fish forks, cheese knives, soup spoons, trays for glasses and bottles, other trays :		
645	Etched, nickelled, polished, or lacquered, per kg. gross	3.60	—
646	Other kinds	—	33 $\frac{1}{3}$ %

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
	IX. MACHINES, MOYENS DE TRANSPORT, INSTRUMENTS, HORLOGERIE, ETC.		
	<i>C. Machines, appareils et accessoires électriques.</i>		
676	Appareils téléphoniques, tableaux de distribution téléphoniques, commutateurs téléphoniques, appareils télégraphiques, ainsi que leurs parties, non spécialement dénommés	—	75 %
ex 677	Pièces d'appareils de radio	—	50 %
	<i>D. Autres machines et appareils.</i>		
	Chaudières pour usines centrales, fours de fusion, citernes à eau et autres citernes pour installations mécaniques, tels que bouilleurs de cellulose, accumulateurs à vapeur, réservoirs à gaz, etc. :		
ex 678	Pesant net 5.000 kg. et moins par pièce :		
	Chaudières, réservoirs, citernes	—	50 %
679	Pesant net plus de 5 000 kg. par pièce, par kilogramme en plus :		
	Chaudières, réservoirs, citernes	—	50 %
	Locomobiles à vapeur, locomotives à vapeur et à moteur, tracteurs à essence et à vapeur, ainsi que rouleaux à vapeur et à moteur :		
ex 681	Pesant 4.000 kg. net et moins, par pièce :		
	Locomobiles à vapeur, rouleaux à moteur et à vapeur, tracteurs à essence et à vapeur	—	50 %
ex 682	Pesant plus de 4.000 kg. net par pièce, par kilogramme en plus :		
	Locomobiles à vapeur, rouleaux à vapeur et à moteur, tracteurs à essence et à vapeur	—	50 %
	Machines à vapeur, turbines à vapeur et turbines hydrauliques, moteurs à pétrole, à essence, à huile brute, à gaz et autres moteurs à combustion et à explosion, compresseurs à air, machines réfrigérantes et pompes mécaniques, pesant net par pièce :		
683	500 kg. et moins :		
	a) Appareils frigorifiques	exempts	—
	b) Autres	—	50 %
684	Plus de 500 kg, mais pas plus de 2.500 kg. :		
	a) Appareils frigorifiques	exempts	—
	b) Autres	—	50 %
685	Plus de 2.500 kg., par kilogramme en plus :		
	a) Appareils frigorifiques	exempts	—
	b) Autres	—	50 %
	Marteaux-pilons à vapeur :		
ex 686	Pesant net par pièce, 100 kg. au moins	—	50 %
ex 687	Plus de 100, mais pas plus de 500 kg.	—	50 %
ex 688	Pesant net par pièce, plus de 500 kg., pour chaque kilogramme en plus	—	50 %
	<i>Note.</i> — Les supports et autres accessoires de marteaux-pilons, d'origine estonienne, suivront le régime de la position correspondante du tarif, avec 33 1/3 % de réduction sur les droits applicables.		

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
IX. MACHINES, MEANS OF CONVEYANCE, IMPLEMENTS, CLOCKS, ETC.			
<i>C. Electric Machines, Apparatus and Accessories.</i>			
676	Telephone apparatus, telephone switchboards, telephone switches, telegraph apparatus and parts thereof not specially mentioned	—	75 %
ex 677	Parts for radio apparatus	—	50 %
<i>D. Other Machines and Apparatus.</i>			
Boilers for power stations, smelting furnaces, water cisterns and other tanks for factories such as cellulose boilers, steam accumulators, gas holders, etc. :			
ex 678	Weighing each nett 5,000 kg. or less : Boilers, holders and cisterns	—	50 %
679	Weighing each not more than 5,000 kg. — for every kg. in excess : Boilers, holders, cisterns	—	50 %
Steam portable engines, steam and motor locomotives, oil and steam tractors, steam and motor rollers :			
ex 681	Weighing each nett 4,000 kg. or less : Steam portable engines, steam and motor rollers, oil and steam tractors	—	50 %
ex 682	Weighing each nett more than 4,000 kg. — for every kg. in excess : Steam portable engines, steam and motor rollers, steam and oil tractors	—	50 %
Steam engines, steam turbines and hydraulic turbines, petroleum, benzine, crude oil, gas and other internal combustion and explosion motors : air compressors, refrigerating machines and mechanical pumps, weighing each nett :			
683	500 kg. or less : (a) Refrigerating machines (b) Other kinds	free —	— 50 %
684	More than 500 kg. but not more than 2,500 kg. : (a) Refrigerating machines (b) Other kinds	free —	— 50 %
685	More than 2,500 kg. — for every kg. in excess : (a) Refrigerating machines (b) Other kinds	free —	— 50 %
Steam Hammers :			
ex 686	Weighing each nett 100 kg. or less	—	50 %
ex 687	More than 100 kg. but not more than 500 kg.	—	50 %
ex 688	More than 500 kg. — for every kg. in excess	—	50 %
<i>Note.</i> — Steam hammer frames and other accessories of Estonian origin pay duty under the corresponding tariff numbers with a reduction of 33 1/3 % on the normal duties.			

Polision du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
	Machines pour le travail du bois, telles que châssis de scies, scies à rubans et scies circulaires, machines à raboter, à fraiser, etc. :		
689	Pesant net par pièce, 500 kg. ou moins	—	50 %
690	Plus de 500 kg.; par kilogramme en plus	—	50 %
	Machines à ventiler, telles que ventilateurs, éventoirs, machines soufflantes rotatives, etc. :		
691	Pesant net par pièce, 100 kg. ou moins	—	50 %
692	Plus de 100, mais pas plus de 500 kg.	—	50 %
693	Plus de 500 kg., par kilogramme en plus	—	50 %
ex 700	Autres machines et appareils, non spécialement dénommés : c) Autres :		
	Treuiis à main et à moteur, grues, élévateurs, transporteurs à lin, machines de mouture, machines et appareils pour amidonneries, distilleries et brasseries, machines de toute sorte pour la construction des routes telles que machines à aplanir, concasseurs et trieurs de pierres, etc., machines d'extraction pour tourbières, ordinaires ou munies de godets et de transporteurs, sauf celles qui rentrent dans la position 654 :		
	1° Pesant net, par pièce, 500 kg. au maximum	—	50 %
	2° Pesant net, par pièce, plus de 500 kg.	—	50 %
	F. Instruments de musique.		
ex 709	Pianos droits, pianos carrés	—	25 %
710	Pianos à queue	—	25 %
	Note. — La réduction ne s'applique pas aux instruments pour la reproduction mécanique de la musique.		
	X. OUVRAGES EN PIERRE, ARGILE OU VERRE.		
	A. Pierres et terres.		
ex 735	Pierre à chaux, pierre à plâtre, ainsi que plâtre calciné et moulu ; phosphate brut, même pulvérisé	exempts	—
	Chaux :		
742	Vive	—	50 %
743	Eteinte	—	50 %
744	Ciment, ciment de Portland ordinaire gris, blanc ou de couleur, moulu ou non ; ciment de scories, trass et autres ciments employés dans la construction	—	20 %
	Note. — La réduction est limitée à un contingent annuel de 30.000 barils.		
ex 751	Schistes bitumineux	exempts	—
	B. Articles en pierre et terres, non dénommés ailleurs.		
ex 757	Articles en plâtre : Dalles en plâtre, même combinées avec d'autres matières	exempts	—
	Articles en pierres, non spécialement dénommés : Dalles de trottoir et marches d'escaliers en pierre :		
762	Non polies et non passées à la meule	exemptes	—
	Polies, pesant net par pièce :		
ex 763	50 kg. au maximum	exemptes	—
764	Plus de 50 kg.	exemptes	—

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
	Wood-working machines such as saw frames, band saws and circular saws, planing machines, milling cutters, weighing nett each :		
689	500 kg. or less	—	50 %
690	More than 500 kg. — for every kg. in excess	—	50 %
	Blowing machines, such as ventilators, fans, rotary blasting machines, etc., weighing nett each :		
691	100 kg. or less	—	50 %
692	More than 100 kg., but not more than 500 kg.	—	50 %
693	More than 500 kg. — for every kg. in excess	—	50 %
ex 700	Other machines and apparatus not specially mentioned : (c) Other :		
	Hand and motor windlasses, lifting cranes, travelling cranes, grinding machines, machines and apparatus for starch works, distilleries and breweries, machines of all kinds for road making, such as levelling machines, stone-crushers and sorters, etc., turf-extracting machines, ordinary or fitted with buckets and transporters other than those coming under No. 654.		
	(1) Weighing nett each, 500 kg. or less	—	50 %
	(2) Weighing nett each, over 500 kg.	—	50 %
	<i>F. Musical instruments.</i>		
ex 709	Upright and semi-grand pianos	—	25 %
710	Grand pianos	—	25 %
	<i>Note.</i> — The reduction does not apply to instruments for mechanically reproducing music.		
	X. MANUFACTURES OF STONE, CLAY OR GLASS.		
	<i>A. Stones and Earths.</i>		
ex 735	Limestone, gypsum stone and calcined gypsum, even if ground, raw phosphates, even if pulverized	free	—
	Chalk :		
742	Quick	—	50 %
743	Slacked	—	50 %
744	Cement, Portland cement ; ordinary gray, white or coloured, ground or not ; slack cement, trass and other varieties of cement used for building purposes	—	20 %
	<i>Note.</i> — The reduction is limited to an annual quota of 30,000 barrels.		
ex 751	Bituminous schist	free	—
	<i>B. Stone or Earth Manufactures not elsewhere mentioned.</i>		
	Manufactures of gypsum :		
ex 757	Plaster slabs, even if containing an admixture of other material	free	—
	Manufactures of stone not specially mentioned :		
	Paving stones, and stone steps for staircases :		
762	Not polished or ground	free	—
	Polished, weighing nett per article :		
ex 763	50 kg., or less	free	—
764	More than 50 kg.	free	—

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
	<i>C. Articles en argile.</i>		
	Articles en argile non spécialement dénommés :		
	Articles ordinaires en argile, même combinés avec du bois ou du fer :		
ex 775	Blancs ou unicolores	—	25 %
ex 776	Multicolores, dorés, argentés ou décorés d'une manière analogue, y compris les articles en argile et en faïence unicolores ou multicolores non spécialement dénommés, combinés avec des métaux communs autres que le fer.	—	25 %
	Carreaux en faïence pour poêles et ornements de poêles en faïence :		
780	Blancs ou unicolores	—	25 %
ex 781	De deux ou plusieurs couleurs	—	25 %
	<i>Note.</i> — On tiendra compte uniquement, pour le dédouanement, de l'aspect extérieur des articles.		
	Briques et tuiles :		
786	Briques de construction ordinaire, non vernissés (même poreuses) ; briques en chaux et sable	—	75 %
787	Autres, non spécialement dénommées, telles que briques réfractaires de toute sorte, klinkers, briques moulées à l'épreuve des acides et plaques destinées à l'industrie chimique, briques de façade et briques moulées pour construction, y compris les plaques de revêtement, ainsi que tuiles de toutes sortes :		
	Non vernissées :		
	a) Tuiles	—	75 %
	b) Autres	—	75 %
	<i>Note.</i> — La réduction prévue aux Nos 786 et 787 est limitée à un contingent global annuel de 5.000.000 de pièces.		
	<i>D. Verre et articles en verre.</i>		
	Verre à vitres, même coloré, ainsi que verre à miroirs :		
	Non étamé :		
795	Non passé à la meule ni corrodé, en feuilles planes dont la longueur et la largeur atteignent au total :		
	a) Au maximum 135 cm.	exempts	—
	b) Plus de 135 cm., mais au maximum 245 cm.	exempts	—
ex 796	c) Plus de 245 cm.	exempts	—
	Passés à la meule, ainsi que dépoli, corrodé, poli		
	exempts		
	<i>Note.</i> — La franchise prévue aux Nos 795 et 796 s'applique sans limitation aux verres de table ayant un diamètre minimum de 3,8 mm., mais elle est limitée à un contingent annuel de 1.500 000 kg. brut pour ceux dont le diamètre est inférieur à 3,8 mm.		
ex 806	Verre ondé et verre d'ornement	exempt	—

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
	<i>C. Earthenware.</i>		
	Articles of earthenware not specially mentioned, common earthenware, even if in combination with wood or iron :		
ex 775 ex 776	White or of single colour	—	25 %
	Of two or more colours, gilt, silvered or decorated in some similar way, also articles not specially mentioned of earthenware and faience of single colour or of several colours in combination with common metals other than iron	—	25 %
	Stove tiles and ornaments :		
780 ex 781	White or of single colour	—	25 %
	Of two or more colours	—	25 %
	<i>Note.</i> — For purposes of Customs clearance, account will only be taken of the external appearance of the article.		
	Bricks and Tiles :		
786	Common building bricks not glazed (even if porous) including bricks of lime and sand	—	75 %
	Other kinds not specially mentioned, such as fire-proof bricks of all kinds, clinkers, shaped acid-proof bricks and plates for use in the chemical industry, facing and shaped bricks for building purposes including revetment slabs, also roofing tiles of all kinds :		
787	Not glazed :		
	(a) Tiles	—	75 %
	(b) Other kinds	—	75 %
	<i>Note.</i> — The reduction provided for under Nos. 786 and 787 is limited to an annual global quota of 5 million pieces.		
	<i>D. Glass and Glassware.</i>		
	Sheet glass, even if coloured, and plate glass :		
	Not silvered :		
795	Not ground or etched, in flat sheets, the combined length and width of which equal :		
	(a) Not more than 135 cm.	free	—
	(b) More than 135 cm. but not more than 245 cm.	free	—
	(c) More than 245 cm.	free	—
ex 796	Ground, dulled, etched, polished	free	—
	<i>Note.</i> — The exemption provided under Nos. 795 and 796 applies without limitation to table glass with a minimum diameter of 3.8 mm., but is limited to an annual contingent of 1,500,000 kg. gross for glass with a diameter of less than 3.8 mm.		
ex 806	Watered glass and ornamental glass	free	—

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
XI. MATIÈRES BRUTES ET PRODUITS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE, NON DÉNOMMÉS AILLEURS.			
<i>A. Huiles, graisses et cires, ainsi qu'articles de ces matières.</i>			
Huiles minérales :			
ex 809	Huile de schistes bitumineux et produits schisteux, de toute sorte, ainsi que la benzine	exempts	—
ex 811	b) Huiles de schistes bitumeux et benzine	exempts	—
<i>Note.</i> — La franchise douanière en ce qui concerne la benzine est limitée à un contingent équivalent à 10 % de la quantité importée en Finlande pendant l'année précédente.			
ex 812	Vaselines de schistes bitumineux, renfermant de la graisse ou de l'huile non spécialement dénommées	exemptes	—
ex 824	Laque d'asphalte et zaponlack	—	60 %
Savons :			
828	Parfumés, savons de toilette, savons médicaux et autres savons similaires, ainsi que savons liquides ou mous, de toute sorte, en tubes, flacons et contenants similaires, ainsi que savons transparents par kg. brut	26,—	—
829	Autres par kg. brut	1,35	—
<i>B. Asphalte, goudrons et produits de la distillation de ces matières.</i>			
ex 836	Asphalte et mastic d'asphalte tiré de schistes bitumineux, ainsi que poix et bitume	exempts	—
ex 837	Goudrons de schiste bitumineux et huiles brutes de schiste bitumineux	exempts	—
ex 838	Goudrons de schiste bitumineux préparés tels que le «taklack» et les huiles de schiste bitumineux servant d'enduit	exempts	—
ex 839	Carbolinéum et phenolat de schiste bitumineux	exempts	—
<i>C. Couleurs et matières tinctoriales.</i>			
ex 854	Encres d'imprimerie noires	—	20 %
<i>D. Ethers, esters et alcools, non dénommés ailleurs, huiles volatiles (éthérées), parfums, cosmétiques, etc.</i>			
ex 865	Essences de térébenthine brutes ou purifiées	—	25 %
<i>E. Engrais artificiels.</i>			
ex 874	Superphosphates	exempts	—

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

No. in Finnish Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in Finnish Marks	Percentage of reduction
XI. RAW MATERIALS AND PRODUCTS OF THE CHEMICAL INDUSTRY NOT ELSEWHERE MENTIONED.			
A. Oils, Fats, Wax, etc. and Products of these Materials.			
Mineral oils :			
ex 809	Bituminous shale oil and shale products of all kinds, also benzene	free	—
ex 811	(b) Bituminous shale oil and benzene <i>Note.</i> — The Customs exemption in respect of benzene is limited to a quota equivalent to 10 % of the quantity imported into Finland during the preceding year.	free	—
ex 812	Vaseline from bituminous shales containing grease or oil not specially mentioned	free	—
ex 824	Asphalte lac and zapon lac	—	60 %
Soap :			
828	Perfumed, toilet, medicated and other similar soaps, also liquid or semi-solid soaps of all kinds in tubes, jars and other like containers, also transparent soap per kg. gross	26.—	—
829	Other kinds per kg. gross	1.35	—
B. Asphalte, Tar and Distillates.			
ex 836	Asphalt, asphalt mastic from bituminous shale, also pitch	free	—
ex 837	Bituminous shale, tar and crude bituminous shale oils . .	free	—
ex 838	Bituminous prepared shale tars, such as "taklack" and bituminous shale oils for coating	free	—
ex 839	Carbolineum and phenolate of bituminous shale	free	—
C. Colour and Dye Stuffs.			
ex 854	Printers' ink, black	—	20 %
D. Ethers, Esters and Alcohols not elsewhere mentioned, Volatile (ethereal) Oils, Perfumes, Cosmetics, etc.			
ex 865	Turpentine oil, crude or purified	—	25 %
E. Artificial Manure.			
ex 874	Hypherphosphates	free	—

J. TÖNNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

LISTE B.

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
GROUPE I.			
<i>Comestibles, produits végétaux et animaux.</i>			
ex 24 ex al. 4	Galettes de seigle blutées	exemptes	—
ex 36 ex al. 1	Beurre de lait de vache par kg. net	0,10	
ex al. 3	Margarine	—	33 1/3 %
ex 37 ex al. 1	Poissons frais et vivants de toutes sortes, sauf le hareng	exempts	—
ex al. 3	Poissons salés et fumés, sauf le hareng et le hareng de la Baltique par kg. brut	0,18	—
ex al. 4	Hareng de la Baltique, salé et fumé	exempt	—
ex 39	Galettes de grosse farine de seigle	exemptes	—
GROUPE II.			
<i>Produits animaux et produits analogues, ainsi qu'ouvrages de ces produits.</i>			
ex 44	Boyaux par kg. net	0,15	
ex 55	Peaux et cuirs préparés :		
ex al. 2	De chevreau et de chamois, toutes dimensions . .	—	25 %
ex 56	Pelleteries :		
ex al. 2-a	Peaux de phoque et de renard préparées et teintées .	—	25 %
ex al. 3-a	Peaux de mouton, simples, préparées et teintées . .	—	25 %
ex al. 4-a	Peaux de lièvre préparées et teintées	—	25 %
ex 57	Ouvrages en cuir :		
ex al. 7	Courroies de transmission, cousues ou non, même à plusieurs couches	—	25 %
GROUPE III.			
<i>Bois et ouvrages en bois.</i>			
ex 58	Bois :		
ex al. 1	En bouleau, chêne, érable, tremble, aune, sapin, pin et frêne :		
ex al. 1 c)	En madriers, perches, équarries ou sciées, solives et planches (de 9 cm.)	exempts	—
ex al. 1 d)	En planches et solives (de 1/2 cm. à 9 cm.), non rabotées	exempts	—
GROUPE IV.			
<i>Pierres, matières céramiques et similaires, ainsi qu'ouvrages de ces matières.</i>			
ex 66	Pierres brutes ou demi-préparées :		
ex al. 1	Pierres ordinaires pour le pavage des rues, même grossièrement ouvrées sous forme de cubes ou de parallélépipèdes; pierre ollaire brute	exemptes	—

LIST B.

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
GROUP I.			
<i>Foodstuffs, Vegetables and Animal Products.</i>			
ex 24	ex § 4 Cakes of rye, bolted	free	—
ex 36	ex § 1 Cow butter, per kilogram net	0.10	—
	ex § 3 Margarine	—	33 1/3 %
ex 37	ex § 1 Fish, fresh, and live fish of all kinds except herring .	free	—
	ex § 3 Fish, salted or smoked, except herring and Baltic herring, per kg. gross	0.18	—
	ex § 4 Baltic herrings, salted and smoked	free	—
ex 39	Cakes of coarse rye flour	free	—
GROUP II.			
<i>Animal and similar Products, and Manufactures thereof.</i>			
ex 44	Intestines, per kg. net	0.15	—
ex 55	Hides and skins, dressed :		
	ex § 2 Kid and chamois skins of all sizes	—	25 %
ex 56	Fur-skins :		
	ex § 2 (a) Sealskins and fox skins, dressed and dyed	—	25 %
	ex § 3 (a) Sheepskins, undressed, dressed and dyed	—	25 %
	ex § 4 (a) Hare skins, dressed and dyed	—	25 %
ex 57	Leather manufactures :		
	ex § 7 Transmission belting, sewn or not, even if with several layers	—	25 %
GROUP III.			
<i>Wood and Wooden Wares.</i>			
ex 58	Wood :		
	ex § 1 Birch, oak, maple, aspen, alder, fir, pine and ash :		
	ex § 1 (c) In planks, poles, squared or sawn, joists and boards (of 9 cm.)	free	—
	ex § 1 (d) In boards and joists (exceeding 1/2 cm. and up to 9 cm. in thickness) not planed	free	—
GROUP IV.			
<i>Stones, Ceramic Materials and the like, also Manu- factures thereof.</i>			
ex 66	Stone, rough or semi-dressed :		
	ex § 1 Common stones for street paving, even if roughly dressed, in the form of cubes or parallel pipeds, rough pot-stone	free	—

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
ex al. 3	Pierres de construction, non spécialement dénommées :		
a)	Non ouvrées ou grossièrement clivées en blocs ou en dalles, c'est-à-dire sans aucun travail à la surface (ni taillées ni sciées)	exemptes	—
b)	En blocs ou en dalles de plus de 15 cm. d'épaisseur, avec surfaces entièrement ou partiellement sciées ou taillées ; marches d'escalier et dalles de trottoir	exemptes	—
c)	Dalles d'une épaisseur de 15 cm. ou moins, avec surfaces entièrement ou partiellement sciées ou taillées	exemptes	—
ex 69	Asbeste :		
al. 1	En morceaux	exempt	—
ex al. 2	En poudre	exempt	—
ex 70	Ouvrages en pierres de toute espèce (autres que précieuses et demi-précieuses), ainsi qu'en gypse ou albâtre :		
ex al. 2	Pierres tombales en granit et en gneiss, ainsi qu'ouvrages ordinaires en pierres taillées, sans gravures ni ornements sculptés, même avec surfaces courbes :		
ex al. 2 a)	Avec surfaces entièrement ou partiellement polies	—	50 %
ex al. 2 b)	Avec surfaces soigneusement taillées ou équarries, mais non polies	—	50 %
ex 71	Lubrifiants et ciments, compositions mécaniques :		
ex al. 7	Compositions de toute espèce pour graisser les essieux, roues, courroies, etc., ainsi que pour nettoyer les métaux, coller la porcelaine, le verre, etc., préparées à la cire, à la graisse, à l'huile ou à la colle	—	50 %
ex 74	Poterie en argile commune ; carreaux pour poêles et briques de toute espèce en argile à potier :		
ex al. 2	Carreaux pour poêles et briques de toute espèce en argile à potier, unis ou avec ornements en relief :		
a)	Unicolores, même vernissés	—	25 %
b)	Multicolores, même vernissés	—	25 %
ex al. 4	Poterie non spécialement dénommée, en argile commune, même vernissée :		
a)	Sans ornements	—	25 %
b)	Avec décorations, peintures ou reliefs	—	25 %
ex 75	Ouvrages en faïence :		
ex al. 1	Blancs ou unicolores (colorés en pâte), sans ornements, même avec dessins moulés, autres que ceux dénommés sous l'alinéa 3 du présent numéro	—	25 %
ex al. 2	Les mêmes, avec dessins, filets, bords et bordures unicolores, même colorés dans la pâte — non dénommés sous l'alinéa 3 du présent numéro.	—	25 %

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex § 3	Building stones not specially mentioned :		
(a)	Not dressed or rough-cleft in toblocks or slabs, namely without any working of the surfaces (neither hewn nor sawn)	free	—
(b)	In blocks or slabs of a thickness exceeding 15 cm. with the whole or part of the surfaces sawn or hewn ; stair-steps and paving slabs .	free	—
(c)	Slabs of a thickness of 15 cm. or less, with the whole or part of the surfaces sawn or hewn . . .	free	—
ex 69	Asbestos :		
§ 1	In pieces	free	—
ex § 2	In powder	free	
ex 70	Manufactures of stone of every kind (except precious or semi-precious stones), also of gypsum or alabaster :		
ex § 2	Tombstones in granite or gneiss, and ordinary articles in hewn stone, without engraving or carved ornament, even with rounded surfaces :		
ex § 2 (a)	With surfaces wholly or partly polished	—	50 %
ex § 2 (b)	With clean hewn or squared surfaces, but not polished	—	50 %
ex 71	Lubricating materials and cements and mechanical compounds :		
ex § 7	Compositions of all kinds for lubricating axles, wheels, belting, etc., also for cleaning metals, mending china, glass, etc., prepared with wax, fat, oil or glue	—	50 %
ex 74	Potter's wares of common clay ; stove tiles and bricks of all kinds made of potter's clay :		
ex § 2	Stove tiles and bricks of all kinds made of potter's clay, plain or with patterns in relief :		
(a)	Of one colour, glazed or not	—	25 %
(b)	Of several colours, glazed or not	—	25 %
ex § 4	Vessels not specially mentioned of common clay, glazed or not :		
(a)	Without embellishments	—	25 %
(b)	Ornamented with pictorial painting or reliefs	—	25 %
ex 75	Crockery ware :		
ex § 1	White or of one colour (coloured in the composition) without ornament, also with moulded patterns other than those mentioned under paragraph 3 of this number	—	25 %
ex § 2	The same with one colour ornamentation, fillets, edges and borders, even coloured in the compos- ition, not mentioned under paragraph 3 of this number	—	25 %

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 76	Ouvrages en porcelaine, sauf les isolateurs :		
ex al. 1	Ouvrages non spécialement dénommés, blancs ou unicolores, même avec bords de couleur ou dorés, mais sans autres ornements	—	60 %
ex al. 2	Vaisselle avec peinture ou dessins, arabesques, fleurs et ornements coloriés ou dorés	—	60 %
ex 77	Ouvrages en verre :		
	Récipients destinés à contenir les liquides ou d'autres produits (sauf les bouteilles de toute espèce) tels que : pots non adoucis ni polis, même avec lettres, inscriptions ou marques coulées ou soufflées :		
a)	En verre à bouteille ordinaire (de couleur verte, olive, brun foncé ou en autre verre similaire ayant les colorations naturelles ordinaires des bouteilles), avec goulots non adoucis ni égrisés, ou avec bouchons ou couvercles retouchés et avec fonds et bords non retouchés	exempts	—
b)	En verre blanc, demi-blanc ou de couleur (coloré dans la pâte, y compris le verre laiteux), avec goulots non adoucis, ni égrisés, ou bouchons ou couvercles retouchés et avec fonds et bords non retouchés	exempts	—
c)	En verres dénommés sous a) et b), avec goulots adoucis ou égrisés, ou avec bouchons ou couvercles retouchés, et avec fonds et bords retouchés, même avec dessins ordinaires moulés ou soufflés	exempts	—
al. 2	Ouvrages non spécialement dénommés en verre blanc, demi-blanc et en verre à bouteille naturel, non adoucis, non polis, même avec fonds, bords goulots, bouchons et couvercles adoucis ou ajustés, ainsi qu'avec marques, inscriptions et dessins coulés ou soufflés, mais sans autres ornements :		
a)	Pressés ou coulés	exempts	—
b)	Soufflés, même en moules	exempts	—
al. 3	Ouvrages non spécialement dénommés, en verre blanc, demi-blanc ou en verre à bouteille naturel, adoucis ou polis, mais sans ornements	exempts	—
ex al. 4	Ouvrages non spécialement dénommés en verre de couleur (coloré dans la pâte) et de deux couleurs (avec couche d'une autre couleur) :		
a)	Non adoucis ni polis, même avec fonds, couvercles, bouchons et bords adoucis ou ajustés, ainsi qu'avec marques, inscriptions et dessins coulés ou soufflés, mais sans autres ornements	exempts	—
b)	Adoucis ou polis	—	75 %
ex al. 5	Ouvrages non spécialement dénommés, en verre de toute espèce, décorés, avec ornements gravés à l'acide	—	75 %

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex 76	Porcelain wares, except insulators :		
ex § 1	Wares not specially mentioned, white or of one colour, with or without coloured or gilt borders, but not otherwise ornamented	—	60 %
ex § 2	Vessels with paintings or with coloured or gilt borders, arabesques, flowers and ornaments	—	60 %
ex 77	Glass wares :		
	Wares intended for receiving and keeping liquids and other merchandise (except bottles of all kinds) such as pots non-ground and unpolished, also with cast or blown letters, inscriptions or marks :		
(a)	Of common bottle glass (green, olive, dark brown or other similar glass having the ordinary natural bottle colour) with non-ground and non-smoothed necks or with smoothed stoppers or lids and with non-smoothed bottoms and edges	free	—
(b)	Of white, half-white or coloured glass (coloured in the paste, including milk-white glass), with non-ground and non-smoothed necks, or non-smoothed stoppers or lids and with non-smoothed bottoms and edges	free	—
(c)	Of glass mentioned in (a) and (b) with ground or smoothed necks, or with ground stoppers or lids and with smoothed bottoms and edges, also with common cast or blown patterns	free	—
§ 2	Articles not specially mentioned of white or half-white glass and of natural bottle glass, non-ground, unpolished, with or without ground and smoothed bottoms, edges, necks, stoppers or lids, also with cast or blown marks, inscriptions or patterns but without any other ornaments :		
(a)	Pressed or cast	free	—
(b)	Blown, with or without mould	free	—
§ 3	Articles not specially mentioned of white or half-white glass or of natural bottle glass, ground or polished but without ornaments	free	—
ex § 4	Articles not specially mentioned of coloured glass (coloured in the paste), bicoloured (with a layer of another colour) :		
(a)	Non-ground, unpolished, with or without ground or smoothed bottoms, lids, stoppers and edges, also with cast or blown marks, inscriptions or patterns, but without any other ornaments	free	—
(b)	Ground or polished	—	75 %
ex § 5	Articles not specially mentioned of any kind of glass decorated with etched or engraved patterns	—	75 %

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
	GROUPE V.		
	<i>Combustibles (minéraux et végétaux), asphalté, poix, résines et produits similaires.</i>		
ex 86	Essence de térébenthine, de toute espèce	—	25 %
ex 88	Comme élastique (caoutchouc, gutta-percha) préparée ou sous forme d'ouvrages :		
ex al. 3	Chaussures en caoutchouc ou en gutta-percha, combinées ou non avec des tissus, du cuir, etc. :		
a)	Galoches, bottines et bottes, par kg. net	1,00	—
	GROUPE VI.		
	<i>Produits et préparations chimiques.</i>		
	Savons :		
120	al. 1 De toilette et médicaux à l'état liquide ou solide, ainsi que les savons de toute espèce en poudre par kg. brut	2,60	—
	al. 2 De toute espèce autres que ceux dénommés au § 1 à l'état liquide ou solide par kg. net	0,13	
	<i>Note ad. 120. — La dénomination savons de toilette comprend non seulement les savons parfumés, mais aussi les savons de toute sorte en petites pièces, même en barres comprenant plusieurs fractions, emballés dans du papier sulfurisé, dans du papier ou des boîtes portant des inscriptions imprimées, et de manière analogue.</i>		
	Laques, non spécialement dénommées :		
ex 121	ex al. 2 Laques à la térébenthine	—	25 %
ex 131	Blanc de céruse	—	25 %
ex 135	Toutes substances organiques tinctoriales synthétiques (pigments)	—	25 %
ex 137	ex al. 3 Encres d'imprimerie noires	—	20 %
	GROUPE VII.		
	<i>Minerais, métaux et ouvrages de toute espèce en métaux.</i>		
ex 149	ex al. 2 Récipients en aluminium (y compris les récipients à lait) sans reliefs moulés et sans ornements gravés au burin ou à l'acide, même combinés avec du bois, du fer, du fer-blanc, du cuir ou d'autres matières communes	—	25 %
ex 150	Ouvrages en fonte :		
	al. 1 Pièces en fonte coulées, brutes, même avec jets de coulés limés et perforations, mais non ouvrées d'une autre manière	—	33 ⅓ %
	ex al. 2 Baignoires et cuves en fonte émaillée	—	33 ⅓ %
	al. 3 Ouvrages en fonte façonnés, non spécialement dénommés, tournés, polis, adoucis, peints, bronzés, étamés, recouverts de vernis, d'émail, de zinc ou d'autres métaux communs, même avec parties en bois, en cuivre ou en alliages de cuivre	—	33 ⅓ %

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
GROUP V.			
<i>Fuel (mineral and vegetable), Asphalt, Pitch, Resins and similar Products.</i>			
ex 86	Essence of turpentine of all kinds	—	25 %
ex 88	Indiarubber (caoutchouc and guttapercha), prepared and manufactured :		
ex § 3	Footwear of rubber or guttapercha, combined or not with cloth, leather, etc.		
(a)	Galoshes, boots and top-boots, per kg. net . . .	1.—	—
GROUP VI.			
<i>Chemical Products and Preparations.</i>			
120	Soap :		
§ 1	Toilet and medicinal, liquid, in a solid form or in a powder, per kg. gross	2.60	—
§ 2	Of all kinds other than those mentioned in § 1, liquid, in a solid state or in powder . per kg. net <i>Note ad. 120. — The description "toilet soap" includes not only scented soaps, but also soaps of all kinds in small cakes, even in bars containing several portions, packed up in sulphur paper, in paper or boxes bearing printed inscriptions and in a similar manner.</i>	0.13	—
ex 121	Lacs not specially mentioned and turpentine :		
ex § 2	Lacs	—	25 %
ex 131	White lead	—	25 %
ex 135	All synthetic, organic dyestuffs (pigments)	—	25 %
ex 137 ex § 3	Black printing ink	—	20 %
GROUP VII.			
<i>Ores, Metals and Manufactures of any kind of Metals.</i>			
ex 149 ex § 2	Containers of aluminium (including milk containers), without moulded reliefs and without ornaments engraved with the burin or etched, even if in combi- nation with wood, iron, tinplate, leather or other common materials	—	25 %
ex 150	Cast iron manufactures :		
§ 1	Rough iron castings, even with dead-heads, filed and borings, but not otherwise wrought	—	33 ⅓ %
ex § 2	Bottle tops and other tops in enamelled cast iron .	—	33 ⅓ %
§ 3	Cast iron manufactures not specially mentioned, turned, polished, smoothed, painted, bronzed, tinned, varnished, enamelled, coated with zinc or other common metals, also with parts of wood, copper or copper alloys		33 ⅓ %

Position du tarif ouanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 152 ex al. 1	Ouvrages de chaudronnerie en fer et en acier : Ouvrages de chaudronnerie, tels que chaudières, chaudières à vapeur, réservoirs, citernes et tanks.	—	33 ⅓ %
ex 153 ex al. 1	Ouvrages en fer et en acier, non spécialement dénommés, tournés, polis, adoucis, bronzés ou autrement travaillés, avec ou sans parties en bois, cuivre ou alliages de cuivre : De toute espèce, non dénommés au § 2 du présent numéro : a) Hélices b) Tous autres	— —	50 % 33 ⅓ %
<i>Note ad 150, 152 et 153. — Les réductions ci-dessus ne s'appliquent qu'aux ouvrages dont le poids dépasse 1 kg.</i>			
ex 156 ex al. 2-c) bb)	Ouvrages en fil : Fil de cuivre (même en bottes ou en câbles), recouvert de matières filamenteuses ou combiné avec d'autres matières simples : Recouvert de gomme ou de caoutchouc, même combiné avec d'autres matières simples . . .	—	50 %
ex 158 ex al. 1	Quincaillerie (à l'exception de celle dénommée dans d'autres numéros du tarif et des couteaux pour machines) : De toute espèce, non spécialement dénommée, quelle qu'en soit la destination, avec monture en matières communes, en fonte malléable, fer, acier, cuivre, alliages de cuivre ou autres métaux et alliages dénommés au N° 143 : Ciseaux	—	33 ⅓ %
ex al. 2	Couteaux de table et fourchettes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans l'alinéa a § 3 du présent numéro : a) Achevés par kg. net	0,36	—
ex 167 ex al. 1 a) et b)	Machines et appareils, complets ou non, montés ou non : En fonte, fer, acier, avec ou sans parties en autres matières, même combinés avec du cuivre, en quantité ne dépassant pas 25 % du poids total : Machines à vapeur, turbines à vapeur et hydrauliques, moteurs à combustion de tout type, compresseurs d'air, d'ammoniaque et d'acide carbonique, pompes à vapeur, marteaux-pilons, grues à vapeur; machines à travailler le bois, pompes non spécialement dénommées, treuils à bras et à moteur, grues, élévateurs, transporteurs de lin, presses, machines de mouture, machines et appareils pour amidonneries, distilleries et brasseries, ventilateurs, épulseurs; machines pour la construction des routes, concasseurs, trieurs, élévateurs, machines à aplanir, à vapeur et à moteur, machines à défoncer, etc.; machines pour l'extraction de la tourbe, simples ou combinées, munies de godets ou de transporteurs, non destinées à l'agriculture	—	50 %

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex 152	Iron and steel boilermakers' work : Boilermakers' ware, such as boilers, even steam boilers, reservoirs, cisterns and tank	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex § 1			
ex 153	Iron and steel manufactures, not specially mentioned, turned, polished, smoothed, bronzed or otherwise worked, with or without parts of wood, copper or copper alloys :		
ex § 1	Of all kinds not mentioned under § 2 of the present number : (a) Screws (b) All others	— —	50 % 33 $\frac{1}{3}$ %
	<i>Note to Nos. 150, 152 and 153.</i> — The above reductions only apply to wares of a weight in excess of 1 kg.		
ex 156	Wire manufactures. Copper wire (also in the form of a bundle or a cable), covered with fibrous materials or combined with other common materials :		
ex § 2 (c)			
	(bb) Covered with guttapercha or rubber, even if combined with other common materials	—	50 %
ex 158	Cutlery wares (except those falling under other tariff numbers, and except machine knives) :		
ex § 1	Of all kinds not specially mentioned for any purpose, in mountings of common materials, of malleable castiron, iron, steel, copper, copper alloys or other metals and alloys mentioned in No. 143 :		
	Scissors	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex § 2	Table knives and forks, in so far as they are not included in paragraph No. 3 of this number : (a) Finished, per kg. net.	0.36	—
ex 167	Machines and apparatus complete or not, fitted together or in parts :		
ex § 1 (a) and (b)	Of castiron, iron, steel, with or without parts of other materials, even if combined with copper, to an extent not exceeding 25 % of the total weight : Steam engines, steam and hydraulic turbines, explosion motors of all types, compressors for air, ammonia and carbonic acid, steam-pumps, steam-hammers, steam-cranes, wood-working machinery, pumps not specially mentioned, hand and motor winches, cranes, elevators, flax conveyors, presses, grinding machinery, ma- chinery and apparatus for starch works, distil- leries and breweries, ventilators, exhausters, machines for road construction, crushing and sorting machinery, elevators, steam and motor planing, machines, digging machines, peat-cut- ting machinery, simple or combined, fitted with buckets or transporters, not intended for agriculture	—	50 %

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 172 al. 1 al. 2	Instruments de musique : Pianos à queue Pianos droits	— —	25 % 25 %
GROUPE VIII.			
<i>Articles de papeterie et ouvrages typographiques.</i>			
ex 176 al. 2 a) b) al. 4 a) b)	Chiffons et pâte à papier : Pâte à papier mécanique (pâte de bois) : Sèche, contenant moins de 50 % d'eau Humide, contenant 50 % d'eau et plus Pâte à papier chimique (cellulose, pâte de chiffons, de paille, de tourbe, etc.) : Sèche, contenant moins de 50 % d'eau Humide, contenant 50 % d'eau et plus	— — — —	75 % 75 % 75 % 75 %
<i>Remarque.</i> — La pâte à papier importée sous forme de carton ou en feuilles, ainsi que la maculature, ne suivent le régime du présent numéro que si elles sont finement hachées ou perforées de trous rapprochés.			
ex 177	Articles de papeterie :		
ex al. 1 a)	Carton : Carton de bois, non coloré, en feuilles et rouleaux. <i>Note.</i> — La franchise douanière est limitée à un contingent annuel de 500 000 kg. Au cas où l'importation du carton de bois dépasserait ce contingent, une réduction de 50 % sur le tarif est garantie à la Finlande.	exempt	—
ex c)	<i>Note.</i> — Carton de chiffons, en rouleaux, destiné aux fabriques de carton pour toitures, sur licence du Ministère des Finances	exempt	—
ex d)	Carton Bristol pesant plus de 650 gr. par mètre carré ; carton satiné et poli ou travaillé d'une autre manière analogue, de même que coloré autrement qu'en pâte, en rouleaux ou en feuilles ; cartes pour métier Jacquard en carton satiné	—	50 %
ex al. 2 d) e)	Papier : Papier de tenture et bordures sauf le lincrusta et les articles analogues Parchemin végétal, même collé sur tissus clairs de coton ou de lin ; papier parchemin et toile à calquer ; papier imprégné de cire, paraffiné ou d'autres matières semblables	— —	50 % 75 %
ex f)	Papier à cigarettes, blanc ou de couleur (importé en cahiers ou rouleaux — y compris le poids de l'emballage et des bobines), papier fin à copier, papier fin d'emballage (dit de soie ou de Chine), ainsi que papier de toute espèce, coloré dans la pâte, même sur l'une des faces ou sur les deux (sauf le papier couché, etc.), y compris le papier marbré ou moiré et le papier imitant le cuir ou la toile :		
a) v)	Papier à cigarettes blanc ou coloré Tous autres	— —	25 % 33 1/3 %

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex 172	Musical instruments :		
§ 1	Grand pianos	—	25 %
§ 2	Upright pianos	—	25 %
GROUP VIII.			
<i>Paper Manufactures and Typographic Productions.</i>			
ex 176	Rags and paper pulp :		
§ 2	Mechanical paper pulp (wood-pulp) :		
(a)	Dry, containing less than 50 % of water	—	75 %
(b)	Moist, containing 50 % or more of water	—	75 %
§ 4	Chemical paper pulp (cellulose, pulp of rags, straw, peat, etc.) :		
(a)	Dry, containing less than 50 % of water	—	75 %
(b)	Moist, containing 50 % or more of water	—	75 %
<p><i>Note.</i> — Paper pulp imported in the form of cardboard or sheets, as well as paper waste, are admitted on the basis of the present number only if finely cut up or with close perforations.</p>			
ex 177	Paper goods :		
ex § 1	Cardboard :		
(a)	Cardboard of wood pulp, not coloured, in sheets and rolls	free	—
<p><i>Note.</i> — Customs exemption is limited to an annual quota of 500,000 kg. If import of cardboard of wood pulp is in excess of this quota, a reduction of 50 % in the tariff is guaranteed to Finland.</p>			
ex (c)	<p><i>Note.</i> — Rag cardboard in rolls, intended for roofing board factories, subject to a certificate from the Minister of Finance</p>	free	—
ex (d)	Bristol board weighing more than 650 gr. per square metre ; cardboard glazed or polished, or worked up in any like manner, also coloured otherwise than in the composition, in rolls or sheets, cardboards for Jacquard looms, made of glazed cardboard	—	50 %
ex § 2	Paper :		
(d)	Wall-paper and borders other than lincrusta and similar articles	—	50 %
(e)	Vegetable parchment, even if glued on open-work cotton or linen fabrics ; parchment paper and tracing cloth ; paper impregnated with wax, paraffin, or other similar substances	—	75 %
ex (f)	Cigarette papers, white or coloured (imported in booklets or rolls, including wrappers and inner reels.) Thin copy paper, thin packing paper (tissue or China paper), also paper of all kinds coloured in the pulp on one or both sides, including marbled or moiré paper and paper imitating leather or cloth :		
(a)	Cigarette paper, white or coloured	—	25 %
(b)	All others	—	33 %

Position du tarif douanier	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes	Pourcentage de réduction
ex al. 3	Carton et papier dorés, argentés ou bronzés ; carton et papier ornés de dessins, d'images, de bordures, d'armoiries, de monogrammes, etc., peints, imprimés, estampés, ou découpés ; ouvrages en papier non spécialement dénommés, tels que les enveloppes (non dénommées à l'alinéa 4 du présent numéro), les fleurs, les abat-jour, etc. :		
a)	Sacs en papier destinés à être utilisés comme emballage par les fabriques de ciment, sur licence du Ministère des Finances	exempts	25 %
b)	Tous autres	—	—
ex al. 4	Enveloppes en papier ordinaire dénommé à l'alinéa 2 a) et b) du présent numéro	—	25 %
GROUPE IX.			
<i>Matières textiles et ouvrages en matières textiles.</i>			
ex 192	Tissus de jute, de lin, de chanvre et d'autres matières dénommées à l'alinéa 3 du N ^o 179, autres que les tissus rangés sous les N ^{os} 191 et 193 :		
al. 3	Tissus à dessins pour nappes, serviettes et essuie-mains	—	50 %
ex 194 ex al. 1	Courroies de transmission en balata	—	25 %

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE

PORTANT AMENDEMENT AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A TALLINN LE 11 AVRIL 1931 ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A TALLINN, LE 10 NOVEMBRE 1931.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, représentés par

M. Jaan TÖNISSON, ministre des Affaires étrangères ; et
M. Aarne WUORIMAA, ministre de Finlande,

Sont convenus des dispositions suivantes :

1. Dans la liste B annexée au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931 entre l'Estonie et la Finlande, la position ex 55 ex alinéa 2 sera modifiée comme suit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Number in Tariff List	Designation of Goods	Duty in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex § 3	Cardboard and paper, gilt, silver, or bronze ; cardboard and paper ornamented with designs, pictures, borders, crests, monograms, etc. Painted, printed, stamped or cut ; manufactures of paper not specially mentioned, such as envelopes (not mentioned under paragraph 4 of the present number), flowers, lamp shades, etc. :		
(a)	Paper bags for use in packing by cement firms under licence from the Ministry of Finance . .	free	—
(b)	All others	—	25 %
ex § 4	Envelopes of ordinary paper mentioned under paragraph 2 (a) and 2 (b) of the present number .	—	25 %
GROUP IX.			
<i>Textile Materials and Manufactures thereof.</i>			
ex 192	Fabrics of jute, flax, hemp, and other materials specified in paragraph 3 of No. 179 other than fabrics classed under Nos. 191 and 193 :		
ex § 3	Figured fabrics for table cloths, napkins, and towels	—	50 %
ex 194 ex § 1	Transmission belting of balata	—	25 %

J. TÖNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Max HURT.
V. M. J. VILJANEN.

¹ TRANSLATION.

PROTOCOL

AMENDING THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED AT TALLINN BETWEEN ESTONIA AND FINLAND ON APRIL 11, 1931. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 10, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, represented by

M. Jaan TÖNISSON, Minister for Foreign Affairs ; and
M. Aarne WUORIMAA, Finnish Minister,

Have agreed on the following provisions :

I. In list B appended to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11, 1931, between Estonia and Finland, Item ex 55, ex paragraph 2, shall be amended as follows :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 55 ex al. 4 ex al. 5	Peaux et cuirs préparés : Chevreau, toutes dimensions Chamois, toutes dimensions	— —	25 % 25 %

2. Le présent protocole, qui fera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931 entre l'Estonie et la Finlande, entrera en vigueur huit jours après que le Gouvernement finlandais aura été avisé que le Riigikogu estonien a ratifié ce protocole.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole.

Fait à Tallinn, le 10 novembre 1931.

Jaan TÕNISSON.
Aarne WUORIMAA.

Item of the Estonian Customs tariff	Description of goods	Duty in Estonian crowns	Percentage of reduction
ex 55	Prepared hides and skins :	—	25 %
ex § 4	Kid, all sizes	—	25 %
ex § 5	Chamois, all sizes	—	25 %

2. The present Protocol, which shall form an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation concluded on April 11, 1931, between Estonia and Finland, shall come into force eight days after the Finnish Government has been informed that the Estonian Riigikogu has ratified this Protocol.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Protocol.

Done at Tallinn, November 10, 1931.

Jaan TÕNISSON.
Aarne WUORIMAA.

N° 2836.

POLOGNE ET ROUMANIE

Arrangement sur la construction du pont situé sur le Czeremosz entre Kutty et Vijnîța. Signé à Bucarest, le 24 mai 1929.

POLAND AND ROUMANIA

Agreement regarding the Construction of the Bridge over the River Czeremosz between Kutty and Vijnîța. Signed at Bucharest, May 24, 1929.

N^o 2836. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE
ET LE ROYAUME DE ROUMANIE SUR LA CONSTRUCTION DU
PONT SITUÉ SUR LE CZEREMOSZ ENTRE KUTY ET VIJNIȚA.
SIGNÉ A BUCAREST, LE 24 MAI, 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 21 octobre 1931.*

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE ROYAUME DE ROUMANIE, désireux d'accélérer l'entreprise de la communication ferroviaire par les points frontières Kuty—Vijnița ont décidé de conclure un arrangement devant compléter l'Accord² ferroviaire sur le trafic par chemins de fer entre les deux pays et la Convention³ sur le transit entre Kuty et Śniatyn — Załucze ainsi qu'entre Kuty et Zaleszczyki négociés en même temps.

Les plénipotentiaires nommés à cet effet notamment :

Au nom de LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François MOSKWA, vice-directeur du Département au Ministère des Communications, et

Au nom du ROYAUME DE ROUMANIE :

M. Cézár MEREUȚA, sous-directeur général des Chemins de fer roumains,

après avoir présenté leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Les Chemins de fer roumains construiront à leurs frais le secteur de la ligne ferroviaire de liaison entre la gare Vijnița et le Ceremus d'après le croquis annexé. Le secteur susmentionné est d'une longueur de 600 mètres environ.

2. Le Gouvernement polonais effectuera la construction du pont entier sur le Ceremus ainsi que du secteur ferroviaire jusqu'à Kuty et de cette gare même.

3. Le pont sur le Ceremus sera approprié aussi au trafic routier.

4. Les Chemins de fer roumains restitueront au Gouvernement polonais les frais de la construction de la partie du pont sur le Ceremus situé sur le territoire roumain.

5. Le Gouvernement roumain accorde la permission d'effectuer sur le territoire roumain en question des travaux d'arpentage par les organes polonais désignés par le Ministère polonais des Communications.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 3 juillet 1931.

² Vol. CXXI, page 167, de ce recueil.

³ Vol. CXXI, page 243, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2836. — AGREEMENT ² BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING THE CONSTRUCTION OF THE BRIDGE OVER THE RIVER CZEREMOSZ BETWEEN KUTY AND VIJNIȚA. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 24, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 21, 1931.

THE REPUBLIC OF POLAND and THE KINGDOM OF ROUMANIA, being desirous of accelerating the establishment of railway communications through the frontier points Kuty-VijniȚa, have decided to conclude an Agreement ³ intended to supplement the Railway Agreement on traffic by rail between the two countries and the Convention ⁴ on Transit between Kuty and Sniatyn-Zalucze and between Kuty-Zaleszczyki negotiated at the same time.

The Plenipotentiaries appointed for this purpose :

On behalf of THE REPUBLIC OF POLAND :

M. François MOSKWA, Departmental Deputy Director at the Ministry of Communications,
and

On behalf of the KINGDOM OF ROUMANIA :

M. Cézár MEREUȚA, Sub-Director General of the Roumanian Railways,

After communicating their full powers,⁵ found in good and due form, agreed on the following provisions :

1. The Roumanian railways shall construct at their own expense the sector of the railway line between VijniȚa station and the Ceremus in accordance with the attached sketch. The length of the above-mentioned sector is about 600 metres.

2. The Polish Government shall construct the whole bridge over the Ceremus and the railway sector to Kuty and that station itself.

3. The bridge over the Ceremus shall also be suitable for road traffic.

4. The Roumanian railways shall repay to the Polish Government the costs of the construction of that part of the bridge over the Ceremus which is situated in Roumanian territory.

5. The Roumanian Government shall accord to the Polish services appointed by the Polish Minister of Communications permission to carry out survey work in the Roumanian territory in question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 3, 1931.

³ Vol. CXXI, page 167, of this Series.

⁴ Vol. CXXI, page 243, of this Series.

6. Le Gouvernement roumain met à la disposition du Gouvernement polonais une place près de la gare Vijnîța (voir le croquis) afin d'y déposer pendant la durée des travaux, des matériaux, des machines et des instruments nécessaires à la construction, qui seront transportés de la Pologne par les chemins de fer roumains à Vijnîța.

7. Les matériaux, les machines et les instruments envisagés ci-dessus seront exonérés en Roumanie des droits de douane et analogues, vu qu'ils seront transportés entièrement sur le territoire polonais au fur et à mesure du progrès des travaux de construction.

8. Afin de rendre possible les transports des objets précités sur le territoire polonais, le Gouvernement roumain donne son consentement à ce que les organes polonais exécutant les travaux construisent une voie ainsi qu'un pont provisoire de la place de dépôt mentionné sous 6 jusqu'à la frontière.

9. Quatre gardiens polonais des matériaux, machines et instruments auront le droit de séjourner du côté roumain ; ces gardiens, les ouvriers et le personnel polonais occupés au transport et à la ségrégation etc., des objets, déposés sur le côté roumain, ainsi que les ouvriers exécutant les travaux de construction, auront le droit de franchir la frontière et de libre circulation entre Kutý et Vijnîța. Le personnel surveillant les travaux doit avoir des attestations délivrées par les autorités administratives polonaises et les listes des ouvriers demeurant sous leurs ordres. Les gardiens porteront les mêmes attestations que le personnel. Les attestations seront rédigées en langue polonaise et roumaine. Les ouvriers sont tenus de porter des brassards blancs sur le bras gauche. Les attestations et les listes doivent être présentées sur demande des organes du contrôle frontalier. La traversée de la frontière et le transport des matériaux doivent être communiqués préalablement aux organes de contrôle de la frontière.

10. Le projet en détail concernant la construction de la ligne ferroviaire et du pont entre Kutý et Vijnîța sera élaboré par la Partie polonaise immédiatement après que les travaux d'arpentage visés sous 5 seront terminés. Ce projet sera présenté par les chemins de fer polonais aux chemins de fer roumains à fin de son approbation.

11. Le présent arrangement sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie le plus tôt possible. Le présent arrangement entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent arrangement.

Fait à Bucarest, le 24 mai 1929.

(—) F. MOSKWA.

(—) C. MEREUȚA.

6. The Roumanian Government shall place at the disposal of the Polish Government a site near Vijnîța station (see sketch) for depositing, during the period the work is in progress, the materials, machinery and tools necessary for the construction, which shall be transported from Poland to Vijnîța by the Roumanian railways.

7. The materials, machinery and tools referred to above shall be exempt from Roumanian Customs duty and similar charges, seeing that they will be transported entirely in Polish territory during the progress of the construction works.

8. In order to make possible the transport of the above-mentioned objects in Polish territory, the Roumanian Government agrees that the Polish services carrying out the works shall construct a temporary road and bridge from the site referred to in No. 6 to the frontier.

9. Four Polish watchmen in charge of the materials, machinery and tools shall be entitled to live on the Roumanian side ; these watchmen and the Polish workers and employees dealing with the transport and collection, etc. of the objects deposited on the Roumanian side, and also the workers carrying out the construction work shall be entitled to cross the frontier and to move freely between Kutý and Vijnîța. The staff superintending the work shall hold certificates issued by the Polish administrative authorities and lists of the workers under their orders. The watchmen shall hold certificates similar to those held by the employees. The certificates shall be drawn up in Polish and Roumanian. The workers shall be required to wear white brassards on the left arm. The certificates and lists shall be produced if the frontier control services so require. The frontier control services must be notified in advance of the crossing of the frontier and the transport of materials.

10. The detailed scheme for the construction of the railway line and bridge between Kutý and Vijnîța shall be prepared by the Polish Party immediately after the completion of the survey work referred to under No. 5. This scheme shall be submitted by the Polish railways to the Roumanian railways for approval.

11. The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. The present Agreement shall enter into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement.

Done at Bucharest, May 24, 1929.

(—) F. MOSKWA.

(—) C. MEREUȚA.

N° 2837.

POLOGNE ET ROUMANIE

Arrangement sur la reconstruction
du pont ferroviaire situé sur le
Dniestr entre Zaleszczyki et
Schit. Signé à Bucarest, le 24 mai
1929.

POLAND AND ROUMANIA

Agreement regarding the Recons-
truction of the Railway Bridge
over the Dniester, between Za-
leszczyki et Schit. Signed at Bu-
charest, May 24, 1929.

N° 2837. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE SUR LA RECONSTRUCTION DU PONT FERROVIAIRE SITUÉ SUR LE DNIESTR ENTRE ZALESZCZYKI ET SCHIT. SIGNÉ A BUCAREST, LE 24 MAI 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 21 octobre 1931.*

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE ROYAUME DE ROUMANIE désireux d'accélérer la reprise de la communication ferroviaire par le point frontière Zaleszczyki-Ștefănești ont décidé de conclure un arrangement devant compléter l'Accord ² sur le trafic par chemin de fer entre les deux pays et, la Convention ³ sur le transit entre Jasienów Polny et Zaleszczyki, négociés en même temps.

Les plénipotentiaires nommés à cet effet notamment :

au nom de LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François MOSKWA, vice-directeur du Département au Ministère des Communications
et

au nom du ROYAUME DE ROUMANIE :

M. Cézar MEREUȚA, sous-directeur général des chemins de fer roumains,

Après avoir présenté leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les chemins de fer roumains construiront deux nouvelles travées dans les ouvertures indiquées dans le croquis annexé ⁴ par N° III et IV. Ces travées seront calculées conformément aux trains type E des *Berechnungsgrundlagen für eiserne Eisenbahnbrücken*, édition 1925, des chemins de fer allemands.

Article 2.

Les travaux visés dans l'article premier seront exécutés de telle façon pour que le pont tout entier soit mis en usage du trafic le 1^{er} octobre 1929 et, en cas d'impossibilité, jusqu'au 1^{er} novembre 1929. Ces dates pourront être ajournées pour un délai indispensable au cas où les travaux afférents seraient entravés par une inondation catastrophale ou un autre accident équivalent à la force majeure.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 3 juillet 1931.

² Vol. CXXI, page 167, de ce recueil.

³ Vol. CXXIII, page 147, de ce recueil.

⁴ Non reproduit.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2837. — AGREEMENT ² BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING THE RECONSTRUCTION OF THE RAILWAY BRIDGE OVER THE DNIESTER, BETWEEN ZALESZCZYKI AND SCHIT. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 24, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 21, 1931.

THE REPUBLIC OF POLAND and THE KINGDOM OF ROUMANIA, being desirous of accelerating the resumption of railway communications through the frontier point Zaleszczyki-Stefanesti have decided to conclude an agreement ³ intended to supplement the Agreement on traffic by rail between the two countries and the Convention ⁴ on Transit between Jasienów Polny and Zaleszczyki negotiated at the same time.

The Plenipotentiaries appointed for this purpose :

On behalf of THE REPUBLIC OF POLAND :

M. François MOSKWA, Departmental Deputy Director at the Ministry of Communications,
and

On behalf of THE KINGDOM OF ROUMANIA :

M. Cézár MEREUȚA, Sub-Director General of the Roumanian Railways,

Having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Roumanian railways shall construct two new supports in openings Nos. III and IV shown on the attached sketch ⁵. These supports shall be devised for type E trains referred to in the 1925 edition of the "*Berechnungsgrundlagen für eiserne Eisenbahnbrücken*" of the German railways.

Article 2.

The work referred to in Article 1 shall be carried out so that the whole bridge shall be ready for traffic on October 1st, 1929, or, if this should prove impossible, by November 1st, 1929. The periods indicated by these dates may be extended in so far as may be essential in the event of the progress of the work being hindered by serious floods or other accident equivalent to *force majeure*.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 3, 1931.

³ Vol. CXXI, page 167, of this Series.

⁴ Vol. CXXIII, page 147, of this Series

⁵ Not printed.

Article 3.

Jusqu'aux dates mentionnées à l'article 2 sont à effectuer les réparations nécessaires sur les travées I et II du côté roumain ainsi que sur les travées VII et VIII du côté polonais (voir croquis) et notamment par les administrations ferroviaires intéressées à leurs propres frais, chacune pour sa partie du pont. Les travées modèle Roth-Wagner dans les ouvertures V et VI seront mises en usage par les chemins de fer polonais. Les chemins de fer roumains rembourseront aux chemins de fer polonais les frais de ces travaux pour la partie roumaine du pont.

Article 4.

Les constructions existantes dans les ouvertures I, II, VII et VIII seront à renforcer, resp. à reconstruire ; la construction actuelle modèle Roth-Wagner devra être remplacée par une construction permanente. Quant à la norme de la surcharge mobile du pont selon laquelle le renforcement resp. la reconstruction susmentionnée devra être calculée, les administrations ferroviaires intéressées s'entendront en fixant en même temps aussi le délai de l'exécution des travaux respectifs.

Article 5.

Le remplacement de la construction modèle Roth-Wagner par une construction permanente devra être effectué par celle des deux administrations qui offrira des conditions plus avantageuses au point de vue des prix et du maintien du trafic.

Article 6.

Les matériaux et les instruments nécessaires aux travaux de la reconstruction du pont, pourront être transportés par la frontière en franchise de douane, sous réserve toutefois que lesdits instruments seront retransportés après l'accomplissement des travaux. Avant le commencement des travaux, doivent être prévenus les organes de contrôle de la frontière tant sur la date des travaux que sur les matériaux et instruments devant être passés par la frontière.

Le personnel de l'administration qui aura à sa charge la reconstruction du pont aura le droit de franchir la frontière sur présentation d'une attestation des autorités ferroviaires respectives, certifiant les fonctions de ce personnel. Ces attestations seront faites en langues polonaise et roumaine.

Article 7.

Le présent arrangement sera ratifié dans le plus bref délai possible ; les instruments de la ratification seront échangés à Varsovie. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Fait en deux exemplaires, en français, un exemplaire pour chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent arrangement.

BUCAREST, le 24 mai 1929.

(—) F. MOSKWA.

(—) C. MEREUȚA.

Article 3.

By the dates mentioned in Article 2 the necessary repairs shall be made to supports I and II on the Roumanian side, and to supports VII and VIII on the Polish side (see sketch), by the railway administrations concerned at their own expense, each for its section of the bridge. The Roth-Wagner supports in openings V and VI shall be made available for use by the Polish railways. The Roumanian railways shall refund to the Polish railways their expenditure on such works for the Roumanian section of the bridge.

Article 4.

The existing constructions in openings I, II, VII and VIII shall be strengthened or reconstructed; the present Roth-Wagner construction shall be replaced by a permanent construction. The railway administrations concerned shall come to an agreement with regard to the average moving excess weight to be borne by the bridge in accordance with which the strengthening or reconstruction shall be calculated and shall at the same time fix the period within which the work shall be completed.

Article 5.

The Roth-Wagner construction shall be replaced by a permanent construction by whichever of the two administrations offers the most advantageous terms from the point of view of price and the maintenance of traffic.

Article 6.

The materials and tools required for the reconstruction of the bridge may be transported across the frontier free of Customs duty, provided always that the said tools are retransported after the work is completed. The frontier control services shall be informed before the work is begun, both of the date on which it will be begun and of the materials and tools which are to cross the frontier.

The administrative staff in charge of the reconstruction of the bridge shall be entitled to cross the frontier on production of a certificate from the respective railway authorities setting forth the duties of such staff. These certificates shall be drawn up in Polish and Roumanian.

Article 7.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible; the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw. It shall enter into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

Done in two copies, in French one copy for each of the two Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement.

BUCHAREST, *May* 24, 1929.

(—) F. MOSKWA.

(—) C. MEREUȚA.

N° 2838.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Arrangement concernant le règlement des réclamations, avec protocole final. Signés à Varsovie, le 31 octobre 1929.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding the Settlement of Claims, with Final Protocol. Signed at Warsaw, October 31, 1929.

N° 2838. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE
CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS. SIGNÉ
A VARSOVIE, LE 31 OCTOBRE 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 21 octobre 1931.*

Les dernières conversations qui se sont poursuivies entre le ministre des Affaires étrangères de Pologne et le ministre d'Allemagne, ont abouti aux résultats suivants :

I.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE GOUVERNEMENT DU REICH font les déclarations ci-après qui seront déposées à la Conférence de La Haye et obtiendront force de loi avec la mise en vigueur du Plan Young.

II.

Le Gouvernement allemand déclare renoncer à toutes demandes d'un caractère financier ou concernant des biens ayant trait à la guerre ou au Traité de Paix, soit de l'Etat, soit de ses ressortissants (personnes physiques et morales) qui auraient été ou qui pourraient être adressées directement ou indirectement à la Pologne pour quelque opération que ce soit exécutée avant la mise en vigueur du Plan Young y compris les réclamations reconnues par des accords spéciaux se rapportant à ces opérations.

En ce qui concerne les demandes d'un caractère financier ou concernant des biens de la part de la Pologne soit de l'Etat, soit de ses ressortissants (personnes physiques et morales) ayant trait à la guerre ou au Traité de Paix qui auraient été ou qui pourraient être adressées directement ou indirectement à l'Allemagne pour quelque opération que ce soit exécutée avant la mise en vigueur du Plan Young y compris les réclamations reconnues par des accords spéciaux se rapportant à ces opérations, le Gouvernement polonais reconnaît les dispositions du paragraphe 143, chapitre IX, du Plan Young.

Sans préjudice des dispositions de l'article V de cet arrangement, les présentes déclarations constituent un désistement complet et définitif des réclamations susvisées quels qu'en soient les intéressés.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 21 avril 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2838. — AGREEMENT² BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING THE SETTLEMENT OF CLAIMS. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 31, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 21, 1931.

The conversations which have recently taken place between the Polish Minister for Foreign Affairs and the German Minister have led to the following results :

I.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH make the following declarations which shall be deposited at The Hague Conference and shall have the force of law as from the entry into force of the Young Plan.

II.

The German Government declares that it waives all financial claims and claims relating to property arising out of the war or the Treaty of Peace, whether by the State or by its nationals (physical or juridical persons), which may have been or which might be addressed directly or indirectly to Poland in respect of any transaction whatsoever effected before the putting into force of the Young Plan, including claims recognised in special agreements relating to such transactions.

With regard to financial claims or claims relating to property on the part of Poland, whether by the State or by its nationals (physical or juridical persons), arising out of the war or the Treaty of Peace, which may have been or which might be addressed directly or indirectly to Germany in respect of any transaction whatsoever effected before the putting into force of the Young Plan, including claims recognised in special agreements relating to such transactions, the Polish Government recognises the provisions of Part IX, paragraph 143 of the Young Plan.

Without prejudice to the provisions of Article V of this Agreement, the present declarations constitute a complete and final renunciation of the above-mentioned claims, whomsoever they may concern.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 21, 1931.

III.

Le Gouvernement polonais déclare renoncer à toute liquidation que le Gouvernement polonais avait exécutée ou pourrait exécuté en se prévalant ou en se conformant aux dispositions de l'article 92 et 297 b) du Traité de Paix des biens, droits et intérêts allemands en Pologne se trouvant encore entre les mains de leurs propriétaires ou anciens propriétaires en date du 1^{er} septembre 1929.

Toutes les mesures de conservation appliquées conjointement avec la procédure de liquidation susvisée perdront leur efficacité au moment de la mise en vigueur du présent arrangement.

Les biens en question seront délivrés dans l'état de fait et de droit où ils se trouvent avec les droits et avantages qui y sont attachés et les charges qui les grèvent, mais sans qu'ils puissent être faits de retenues sur ces biens pour les frais et honoraires de séquestre de liquidation.

IV.

Les différends qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord et qui ne pourraient pas être réglés par voie diplomatique seront soumis à la demande d'une des Parties contractantes à un Tribunal arbitral.

A cette fin chaque Partie nommera un arbitre. Les deux arbitres choisiront un président neutre. A défaut d'une entente sur la personne dudit président neutre, le président de la Confédération helvétique sera prié de le nommer.

V.

Les deux gouvernements se mettront immédiatement après la signature du présent arrangement en rapport pour déterminer les mesures à prendre en ce qui concerne le fonctionnement ultérieur du Tribunal arbitral mixte polono-allemand.

VI.

En exécution de l'article I, le présent Arrangement, ainsi que son protocole final seront ratifiés et mis en vigueur par les Parties simultanément avec la mise en vigueur du Plan Young.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le trente et un octobre mil neuf cent vingt neuf.

(—) August ZALESKI.

(—) RAUSCHER.

PROTOCOLE FINAL

AD II DE L'ARRANGEMENT POLONO-ALLEMAND DU 31 OCTOBRE 1929.

I. La déclaration allemande visée à l'article II dudit arrangement comprend également toutes les réclamations des ressortissants allemands contre le Gouvernement polonais et basées sur les articles 92, al. 4, 297 h), al. 2, 304 et 305 du Traité de Versailles aussi bien celles qui sont déjà portées devant le Tribunal arbitral mixte polono-allemand que celles qui pourraient l'être et qui résultent du passé.

III.

The Polish Government declares that it waives its right to any liquidation of German property, rights and interests in Poland still in the hands of their owners or former owners on September 1, 1929, which the Polish Government had effected or might effect in virtue of or in accordance with the provisions of Articles 92 and 297 (b) of the Treaty of Peace.

All measures of conservation applied in conjunction with the above-mentioned liquidation procedure shall cease to have effect as from the coming into force of the present Agreement.

The property in question shall be handed over as it stands in fact and at law, together with the rights and advantages attaching thereto and the encumbrances thereon and without any deduction therefrom for the costs and fees of sequestration or liquidation.

IV.

Any differences which may arise as to the interpretation or application of the present Agreement and which cannot be settled by diplomacy shall, at the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal.

For this purpose, each Party shall appoint an arbitrator. The two arbitrators shall elect a neutral president. In the absence of agreement as to the person of the said neutral president, the President of the Swiss Confederation shall be requested to appoint him.

V.

Immediately after the signature of the present Agreement, the two Governments shall enter into negotiations to determine the measures to be taken with regard to the subsequent operation of the Polish-German Mixed Arbitral Tribunal.

VI.

In execution of Article I, the present Agreement, together with its Final Protocol, shall be ratified and put into force by the Parties simultaneously with the putting into force of the Young Plan.

Done at Warsaw, in duplicate, October the thirty-first, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(—) August ZALESKI.

(—) RAUSCHER.

FINAL PROTOCOL

AD ARTICLE II OF THE POLISH-GERMAN AGREEMENT OF OCTOBER 31, 1929.

1. The German declaration mentioned in Article II of the said Agreement comprises also all the claims of German nationals against the Polish Government in virtue of Articles 92, paragraph 4, 297 (h), paragraph 2, 304 and 305 of the Treaty of Versailles, including both claims already brought before the Polish-German Mixed Arbitral Tribunal and those which might be brought before it and which arise out of the past.

2. La déclaration polonaise contenue dans l'article II de l'arrangement comprend également toutes les réclamations des ressortissants polonais intentées devant le même Tribunal contre le Gouvernement allemand et basées sur les articles 297, 298, 300, 302, 304 et 305 du Traité de Versailles aussi bien celles qui sont déjà portées devant ledit tribunal que celles qui pourraient l'être et qui résultent du passé.

3. Les demandes résultant du régime transitoire de la Convention de Genève du 15 mai 1922 et dans lesquelles le Tribunal arbitral à Beuthen ou la Commission mixte à Katowice sont compétents ne sont pas comprises dans le désistement réciproque.

4. Les déclarations réciproques visées à l'art. II dudit Arrangement comprennent non seulement les demandes des ressortissants (personnes physiques et morales) envers les gouvernements respectifs mais aussi les demandes d'ordre financier d'un gouvernement envers l'autre gouvernement, pour leur propre compte, quelle qu'en soit la base en droit ou en fait.

VARSOVIE, le 31 octobre 1929.

(—) August ZALESKI.

(—) RAUSCHER.

2. The Polish declaration contained in Article II of the Agreement comprises also all the claims of Polish nationals brought before the same Tribunal against the German Government in virtue of Articles 297, 298, 300, 302, 304 and 305 of the Treaty of Versailles, including both claims already brought before the said Tribunal and those which might be brought before it and which arise out of the past.

3. Claims resulting from the transitional régime established by the Geneva Convention of May 15, 1922, in regard to which the Arbitral Tribunal at Beuthen or the Mixed Commission at Katowice is competent, are not covered by the reciprocal renunciation.

4. The reciprocal declarations mentioned in Article II of the said Arrangement comprise not only the claims of nationals (physical or juridical persons) against the respective Governments, but also the financial claims of one Government against the other Government on its own behalf, whatever the *de jure* or *de facto* basis of such claims.

WARSAW, October 31, 1929.

(—) August ZALESKI.

(—) RAUSCHER.

N° 2839.

ESPAGNE ET HONGRIE

Echange de notes relatif au rétablissement du visa des passeports entre les deux pays. Budapest, les 17 et 19 septembre 1931.

SPAIN AND HUNGARY

Exchange of Notes regarding the Re-Establishment of Passport Visas between the two Countries. Budapest, September 17 and 19, 1931.

N° 2839. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESPAGNOL ET HONGROIS RELATIF AU RÉTABLISSEMENT DU
VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. BUDAPEST,
LES 17 ET 19 SEPTEMBRE 1931.

*Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 octobre 1931.*

I.

REPÚBLICA ESPAÑOLA
LEGACIÓN DE ESPAÑA EN BUDAPEST.
N° 26.

NOTE VERBALE

La Légation d'Espagne a l'honneur de faire savoir au Ministère royal des Affaires étrangères que, à partir du 25 du mois courant, le visa des passeports pour les sujets hongrois se rendant en Espagne, sera rétabli.

BUDAPEST, le 17 septembre 1931.

(Sceau.)

Au
Ministère royal des Affaires étrangères
de Hongrie.

II.

MINISTÈRE ROYAL HONGROIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
41.800/2.
1931.

NOTE VERBALE

Se référant à la Note verbale N° 26 en date du 17 septembre 1931, le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à la Légation d'Espagne à Budapest que, en se basant sur le principe de la réciprocité le visa des passeports pour les sujets espagnols se rendant en Hongrie sera également rétabli de la façon qu'il sera perçu pour un visa valable à un seul voyage P. 10, pour le visa de transit P 5, et pour un visa donnant droit à plusieurs voyages P 30.

BUDAPEST, le 19 septembre 1931.

(Sceau.)

A la
Légation d'Espagne
à Budapest.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2839. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND HUNGARIAN GOVERNMENT REGARDING THE RE-ESTABLISHMENT OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUDAPEST, SEPTEMBER 17 AND 19, 1931.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 29, 1931.

I.

SPANISH REPUBLIC.
SPANISH LEGATION AT BUDAPEST.
No. 26.

NOTE VERBALE.

The Spanish Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that, as from the 25th of the present month, the visa for passports for Hungarian subjects proceeding to Spain will be reintroduced.

BUDAPEST, *September 17, 1931.*

(Seal.)

To
The Royal Hungarian Ministry
of Foreign Affairs.

II.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
41.800/2.
1931.

NOTE VERBALE.

With reference to Note Verbale No. 26, dated September 17, 1931, the Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Spanish Legation at Budapest that, in accordance with the principle of reciprocity, the visa for passports for Spanish subjects proceeding to Hungary will also be re-introduced, and that the fee for a visa valid for a single journey will be P. 10, for a transit visa P. 5, and for a visa valid for several journeys, P. 30.

BUDAPEST, *September 19, 1931.*

(Seal.)

To
The Spanish Legation,
Budapest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2840.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BOLIVIE, BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention générale interaméricaine
pour la protection des marques de
fabrique et commerciale, avec Pro-
tocolé sur l'enregistrement inter-
américain des marques de fabrique,
et Acte final de la Conférence
panaméricaine des marques de
fabrique. Signés à Washington, le
20 février 1929.

UNITED STATES OF AMERICA,
BOLIVIA, BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.,

General Inter-American Convention
for Trade Mark and Commercial
Protection, with Protocol on the
Inter-American Registration of
Trade-Marks, and Final Act of the
Pan American Trade Mark Confe-
rence. Signed at Washington, Fe-
bruary 20, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2840. — CONVENCION¹ GENERAL INTERAMERICANA DE PROTECCION MARCARIA Y COMERCIAL. FIRMADA EN WASHINGTON, EL 20 DE FEBRERO DE 1929.

No. 2840. — GENERAL INTER-AMERICAN CONVENTION¹ FOR TRADE MARK AND COMMERCIAL PROTECTION. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 20, 1929.

Textes officiels espagnol, anglais, portugais et français communiqués par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 31 octobre 1931.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 28 mai 1931.

LOS GOBIERNOS DE PERÚ, BOLIVIA, PARAGUAY, ECUADOR, URUGUAY, REPÚBLICA DOMINICANA, CHILE, PANAMÁ, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITÍ, COLOMBIA, BRASIL, MÉXICO, NICARAGUA, HONDURAS y ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, representados en la Conferencia Panamericana de Marcas de Fábrica reunida en Wáshington conforme a las Resoluciones aprobadas el 15 de febrero de 1928 por la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de la Habana y el 2 de Mayo del mismo año, en Wáshington, por el Consejo Directivo de la Unión Panamericana,

THE GOVERNMENTS OF PERU, BOLIVIA, PARAGUAY, ECUADOR, URUGUAY, DOMINICAN REPUBLIC, CHILE, PANAMA, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITI, COLOMBIA, BRAZIL, MEXICO, NICARAGUA, HONDURAS and THE UNITED STATES OF AMERICA, represented at the Pan American Trade Mark Conference at Washington in accordance with the terms of the resolution adopted on February 15, 1928, at the Sixth International Conference of American States at Habana, and the resolution of May 2, 1928, adopted by the Governing Board of the Pan American Union at Washington ;

Considerando indispensable revisar la « Convención para la Protección de las Marcas de Fábrica, Comercio y Agricultura y Nombres Comerciales » firmada en Santiago de Chile el 28 de abril de 1923 que substituyó a la « Con-

Considering it necessary to revise the “ Convention for the Protection of Commercial, Industrial, and Agricultural Trade Marks and Commercial Names ”, signed at Santiago, Chile, on April 28, 1923, which replaced the “ Conven-

¹ Dépôt des ratifications :

GUATÉMALA	30 décembre 1929.
CUBA	2 avril 1930.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	17 février 1931.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT

Nº 2840. — CONVENÇÃO¹ GERAL INTER-AMERICANA DE PROTECÇÃO DE MARCAS DE FABRICA E PROTECÇÃO COMMERCIAL. ASSINADA EM WASHINGTON, EM 20 DE FEVEREIRO DE 1929.

Nº 2840. — CONVENTION¹ GÉNÉRALE INTERAMÉRICAINNE POUR LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 20 FÉVRIER 1929.

Spanish, English, Portuguese and French official texts communicated by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place October 31, 1931.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 28, 1931.

OS GOVERNOS DO PERÚ, BOLÍVIA, PARAGUAY, EQUADOR, URUGUAY, REPUBLICA DOMINICANA, CHILE, PANAMÁ, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITI, COLOMBIA, BRASIL, MEXICO, NICARAGUA, HONDURAS e DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA, representados na Conferencia Pan-Americana de Marcas de Fabrica em Washington, de accordo com os termos da resolução adoptada a 15 de fevereiro de 1928, na Sexta Conferencia Internacional Americana em Havana e a resolução de 2 de maio de 1928, aprovada pelo Conselho Director da União Pan-Americana em Washington.

Considerando que se torna necessaria a revisão da « Convenção para a Protecção das Marcas de Fabrica, Commercio e Agricultura e de Nomes Commerciaes » firmada em Santiago do Chile a 28 de abril de 1923, que substituiu a « Convenção

LES GOUVERNEMENTS DU PÉROU, DE BOLIVIE, DE PARAGUAY, DE L'ÉQUATEUR, DE L'URUGUAY, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DU CHILI, DE PANAMA, DE VENEZUELA, DE COSTA-RICA, DE CUBA, DE GUATÉMALA, DE HAÏTI, DE COLOMBIE, DU BRÉSIL, DU MEXIQUE, DE NICARAGUA, DE HONDURAS et DES ÉTATS-UNIS représentés à la Conférence panaméricaine des Marques de fabrique tenue à Washington, conformément aux termes de la résolution adoptée le 15 février 1928 à la sixième Conférence des Etats américains de La Havane, et de la résolution du 2 mai 1928 adoptée par le Conseil d'Administration de l'Union Panaméricaine à Washington ;

Considérant qu'il est nécessaire de reviser la « Convention pour la Protection des Marques de fabrique commerciales, industrielles et agricoles et des Dénominations commerciales », signée à Santiago, Chili, le 28 avril 1923, laquelle

¹ Deposit of ratifications :

GUATEMALA	December 30, 1929.
CUBA	April 2, 1930.
UNITED STATES OF AMERICA	February 17, 1931.

vención¹ para la Protección de Marcas de Fábrica y de Comercio » celebrada en Buenos Aires el 20 de agosto de 1910, a fin de introducir en ella las reformas aconsejadas por la práctica y el progreso del derecho ;

Animados por el propósito de hacer compatibles los distintos sistemas jurídicos que en esta materia rigen en las varias Repúblicas Americanas ; y

Convencidos de la necesidad de realizar ese esfuerzo en la forma más amplia que sea posible en las circunstancias actuales con el debido respeto a las respectivas legislaciones nacionales,

Han resuelto negociar la presente Convención para la protección marcaría y comercial y la represión de la competencia desleal y de las falsas indicaciones de origen geográfico, nombrando para ese fin los siguientes delegados :

PERÚ :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco DE MOYA ;

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PIZA ;

tion¹ for the Protection of Trade Marks" signed at Buenos Aires on August 20, 1910, with a view of introducing therein the reforms which the development of law and practice have made advisable ;

Animated by the desire to reconcile the different juridical systems which prevail in the several American Republics ; and

Convinced of the necessity of undertaking this work in its broadest scope, with due regard for the respective national legislations,

Have resolved to negotiate the present Convention for the protection of trade marks, trade names and for the repression of unfair competition and false indications of geographical origin, and for this purpose have appointed as their respective delegates,

PERU :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco DE MOYA ;

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PIZA ;

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 394.

para a Protecção de Marcas de Fabrica » assignada em Buenos Aires ¹ a 20 de agosto de 1910, com o fim de nella se introduzirem as reformas que o desenvolvimento da lei e da pratica tem tornado desejaveis ;

Animados do desejo de reconciliar os diferentes systemas juridicos que prevalecem nas diversas Republicas Americanas ; e

Convencidos da necessidade de emprehender este trabalho no seu sentido mais amplo, devidamente respeitadas as respectivas legislações nacionaes ;

Resolveram negociar a presente Convenção para a protecção das marcas de fabrica e nomes commerciaes e para a repressão da concorrência desleal e falsas indicações de origem geographica, e nesse intuito nomearam os seus respectivos delegados, que são os seguintes :

PERU :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco DE MOYA ;

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO ;

Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA-RICA :

Manual CASTRO QUESADA ;

Fernando E. PIZA ;

reemplaça la « Convention pour la protection des Marques de fabrique » signée à Buenos Ayres ¹ le 20 août 1910, dans le but d'y introduire les réformes que le développement du droit et la coutume ont rendu nécessaires ;

Animés du désir de réconcilier les différents systèmes juridiques qui existent dans les diverses Républiques américaines ; et

Convaincus qu'il importe de donner à cette œuvre une portée aussi large que le permettent les conditions actuelles, tout en respectant les législations nationales respectives,

Ont résolu de conclure la présente convention pour la protection des marques de fabrique, du nom commercial et pour la répression de la concurrence déloyale et des fausses indications géographiques d'origine et, dans ce but, ont nommé leurs délégués respectifs, à savoir :

PÉROU :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIE :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco DE MOYA ;

CHILI :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;

Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel Castro QUESADA ;

Fernando E. PIZA ;

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 394.

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

GUATEMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAITI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRASIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MÉXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS ;

Quienes, después de haber depositado sus credenciales, que fueron halladas en buena y debida forma por la Conferencia, han convenido lo siguiente :

CAPÍTULO I.

DE LA IGUALDAD DE NACIONALES Y EXTRANJEROS ANTE LA PROTECCIÓN MARCARIA Y COMERCIAL

Artículo I.

Los Estados Contratantes se obligan a otorgar a los nacionales de los otros Estados Contratantes y a los extranjeros domiciliados que posean un establecimiento fabril o comercial o una explotación agrícola en cualquiera de los Estados que hayan ratificado o se hayan adherido a la presente Convención, los mismos derechos y acciones que las leyes respectivas concedan

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

GUATEMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAITI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRAZIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

UNITED STATES OF AMERICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS ;

Who, after having deposited their credentials, which were found to be in good and due form by the Conference, have agreed as follows :

CHAPTER I.

EQUALITY OF CITIZENS AND ALIENS AS TO TRADE MARK AND COMMERCIAL PROTECTION.

Article I.

The Contracting States bind themselves to grant to the nationals of the other Contracting States and to domiciled foreigners who own a manufacturing or commercial establishment or an agricultural development in any of the States which have ratified or adhered to the present Convention the same rights and remedies which their laws extend to their own nationals

CUBA :

Gustavo GUTIÉRRES ;
Alfredo BUFILL ;

GUATEMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAITI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRASIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS.

Os quaes, depois de terem depositado as suas credenciaes, que foram achadas em boa e devida forma pela Conferencia, concordaram no seguinte :

CAPITULO I.

EGUALDADE DE NACIONAES E EXTRANJEIROS NO QUE DIZ RESPEITO Á PROTECÇÃO DE MARCAS DE FABRICA E Á PROTECÇÃO COMMERCIAL.

Artigo 1.

Os Estados Contractantes se obrigam a outorgar aos nacionaes dos outros Estados Contractantes e a estrangeiros domiciliados que possuam um estabelecimento fabril ou desenvolvimento agricola em qualquer dos Estados que tenham ratificado ou adherido á presente Convenção, os mesmos direitos e os mesmos recursos que as suas leis concedem

CUBA :

Gustavo GUTIÉRRES ;
Alfredo BUFILL ;

GUATÉMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAÏTI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIE :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRÉSIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXIQUE :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS ;

Lesquels, après avoir déposé leurs lettres de créances qui ont été reconnues en bonne et due forme par la Conférence, ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

ÉGALITÉ DES NATIONAUX ET DES ÉTRANGERS DANS LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE ET COMMERCIALE.

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à accorder aux nationaux des autres Etats contractants, ainsi qu'aux étrangers domiciliés qui possèdent un établissement industriel ou commercial, ou une entreprise agricole dans l'un quelconque des Etats qui ont ratifié la présente convention ou qui y ont adhéré, les mêmes droits et recours que leurs propres lois octroient à leurs propres

a sus nacionales o domiciliados con relación a marcas de fábrica, comercio o agricultura, a la protección del nombre comercial, a la represión de la competencia desleal y de las falsas indicaciones de origen o procedencia geográficas.

or domiciled persons with respect to trade marks, trade names, and the repression of unfair competition and false indications of geographical origin or source.

CAPÍTULO II.

DE LA PROTECCIÓN MARCARIA.

Artículo 2.

El que desee obtener protección para sus marcas en un país distinto al suyo en que esta Convención rija, podrá obtener dicha protección bien solicitándola directamente de la oficina correspondiente del Estado en que dese obtener la referida protección, o por medio de la Oficina Interamericana de Marcas a que se refiere el Protocolo sobre Registro Interamericano, siempre que dicho Protocolo haya sido aceptado por su país y por la nación donde se solicite la protección.

Artículo 3.

Toda marca debidamente registrada o legalmente protegida en uno de los Estados Contratantes será admitida a registro o depósito y protegida legalmente en los demás Estados Contratantes, previo el cumplimiento de los requisitos formales establecidos por la ley nacional de dichos Estados.

Podrá denegarse o cancelarse el registro o depósito de marcas :

1. Cuyos elementos distintivos violen los derechos previamente adquiridos por otra persona en el país donde se solicita el registro o depósito.

2. Que estén desprovistas de todo carácter distintivo o consistan exclusivamente en palabras, signos o indicaciones que sirven en el comercio para designar la clase, especie, calidad, cantidad, destino, valor, lugar de origen de los productos, época de producción, o que son o hayan pasado a ser genéricas o usuales en el lenguaje corriente o en la costumbre comercial del país al tiempo en que se solicite el registro o depósito, cuando el propietario de la marca

CHAPTER II.

TRADE MARK PROTECTION.

Article 2.

The person who desires to obtain protection for his marks in a country other than his own, in which this Convention is in force, can obtain protection either by applying directly to the proper office of the State in which he desires to obtain protection, or through the Inter-American Trade Mark Bureau referred to in the Protocol on the Inter-American Registration of Trade Marks, if this Protocol has been accepted by his country and the country in which he seeks protection.

Article 3.

Every mark duly registered or legally protected in one of the Contracting States shall be admitted to registration or deposit and legally protected in the other Contracting States, upon compliance with the formal provisions of the domestic law of such States.

Registration or deposit may be refused or cancelled of marks :

1. The distinguishing elements of which infringe rights already acquired by another person in the country where registration or deposit is claimed.

2. Which lack any distinctive character or consist exclusively of words, symbols, or signs which serve in trade to designate the class, kind, quality, quantity, use, value, place of origin of the products, time of production, or which are or have become at the time registration or deposit is sought, generic or usual terms in current language or in the commercial usage of the country where registration or deposit is sought, when the owner of the marks seeks

aos seus próprios nacionaes ou pessoas domiciliadas no respeito a marcas de fabrica, nomes commerciaes, e a repressão de concorrência desleal e falsas indicações de origem ou procedencia geographica.

CAPITULO II.

PROTECÇÃO DAS MARCAS DE FABRICA.

Artigo 2.

A pessoa que desejar obter protecção para as suas marcas em um paiz que não seja o seu proprio paiz, no qual estiver em vigor esta Convenção, poderá obter tal protecção ou mediante pedido feito directamente á correspondente repartição do Estado em que pretenda obter a referida protecção ou por intermedio da Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica referida no Protocollo sobre o Registro Inter-Americano de Marcas de Fabrica, com tanto que esse Protocollo tenha sido aceito pelo seu paiz e pelo paiz no qual deseje protecção.

Artigo 3.

Toda a marca devidamente registrada ou legalmente protegida em um dos Estados Contractantes será admittida a registro ou deposito o legalmente protegida nos outros Estados Contractantes, mediante cumprimento das disposições formaes da lei nacional dos mesmos Estados.

O registro ou o deposito poderá ser recusado ou cancellado no caso das marcas :

1. Cujos elementos distinctivos infrinjam direitos previamente adquiridos por outrem no paiz em que se requer registro ou deposito.

2. Nas quaes faltar qualquer caracter distinctivo ou que consistirem exclusivamente em palavras, symbolos, ou signaes destinados no commercio a designar a classe, natureza, qualidade, quantidade, uso, valor, logar de origem dos productos, epoca de produção ou que sejam ou tenham chegado a ser na occasião do pedido de registro ou deposito, termos genericos ou comuns da linguagem corrente ou do uso commercial do paiz em que se requer registro ou

nationaux ou résidents en ce qui concerne marques de fabrique commerciales ou agricoles, la protection du nom commercial, la répression de toute concurrence déloyale et les fausses indications géographiques d'origine ou de provenance.

CHAPITRE II

PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE.

Article 2.

Toute personne qui désire obtenir la protection de ses marques dans un pays autre que le sien, dans lequel la convention est en vigueur, peut l'obtenir en s'adressant soit directement au service correspondant de l'Etat dans lequel il désire obtenir cette protection, soit par l'intermédiaire du Bureau interaméricain des Marques de fabrique auquel se réfère le protocole annexe, si ce protocole a été accepté par son pays aussi bien que par le pays dans lequel il demande protection.

Article 3.

Toute marque dûment enregistrée et légalement protégée dans un des Etats contractants sera admise à l'enregistrement ou au dépôt et légalement protégée dans les autres Etats contractants en se conformant aux prescriptions y relatives de la législation de ces Etats.

L'enregistrement ou le dépôt peut être refusé ou annulé pour les marques :

1. Dont les éléments distinctifs enfreignent les droits déjà acquis par une autre personne dans le pays où la protection est demandée.

2. Qui sont dépourvus de tout caractère distinctif ou qui consistent exclusivement en termes, symboles ou signes qui servent dans le commerce à désigner l'espèce, le genre, la qualité, la quantité l'usage, le lieu d'origine des produits, l'époque de production, ou qui sont ou sont devenus au moment de la demande d'enregistrement ou de dépôt des termes génériques ou usuels soit dans le langage courant, soit dans la pratique commerciale du pays où l'on demande la pro-

las reivindique o pretenda reivindicarlas como elementos distintivos de la misma.

Para determinar el carácter distintivo de una marca, deberán tomarse en consideración todas las circunstancias existentes, en especial la duración del uso de la marca y si dicha marca ha adquirido de hecho en el país en que se solicite el depósito, registro o protección, una significación distintiva de la mercancía del solicitante.

3. Que ofendan a la moral pública o sean contrarias al orden público.

4. Que ridiculicen o tiendan a ridiculizar personas, instituciones, creencias o símbolos nacionales o de asociaciones de interés público.

5. Que contengan representaciones de tipos raciales o paisajes típicos o característicos de cualquiera de los Estados Contratantes distinto al de origen de la marca.

6. Que tengan entre sus elementos distintivos principales, frases, nombres o lemas que constituyan el nombre comercial o la parte esencial o característica del mismo, perteneciente a alguna persona dedicada a la fabricación, comercio o producción de artículos o mercancías de la misma clase a que se destine la marca, en cualquiera de los demás países contratantes.

Artículo 4.

Los Estados Contratantes acuerdan rehusar o cancelar el registro o depósito y prohibir el uso sin autorización de la autoridad competente, de las marcas que incluyan banderas nacionales o de los estados, escudos de armas, sellos nacionales o de los estados, dibujos de las monedas públicas o de los sellos de correo, certificados o sellos oficiales de garantía, o cualesquiera insignias oficiales, nacionales o de los estados, o imitaciones de las mismas.

Artículo 5.

Las etiquetas, dibujos industriales, lemas, catálogos, anuncios o avisos que se usen para identificar o anunciar mercancías, gozarán de la misma protección que las marcas en los Estados Contratantes cuyas leyes así la dispon-

to appropriate them as a distinguishing element of his mark.

In determining the distinctive character of a mark, all the circumstances existing should be taken into account, particularly the duration of the use of the mark and if in fact it has acquired in the country where deposit, registration or protection is sought, a significance distinctive of the applicant's goods.

3. Which offend public morals or which may be contrary to public order:

4. Which tend to expose persons, institutions, beliefs, national symbols or those of associations of public interest, to ridicule or contempt.

5. Which contain representations of racial types or scenes typical or characteristic of any of the Contracting States, other than that of the origin of the mark.

6. Which have as a principal distinguishing element, phrases, names or slogans which constitute the trade name or an essential or characteristic part thereof, belonging to some person engaged in any of the other Contracting States in the manufacture, trade or production of articles or merchandise of the same class as that to which the mark is applied.

Article 4.

The Contracting States agree to refuse to register or to cancel the registration and to prohibit the use, without authorization by competent authority, of marks which include national and state flags and coats-of-arms, national or state seals, designs on public coins and postage stamps, official labels, certificates or guarantees, or any national or state official insignia or simulations of any of the foregoing.

Article 5.

Labels, industrial designs, slogans, prints, catalogues or advertisements used to identify or to advertise goods, shall receive the same protection accorded to trade marks in countries where they are considered as such, upon com-

deposito, ou quando o proprietario da marca pretender apropiar-as como elemento distinctivo de sua marca.

No determinar o caracter distinctivo de uma marca, devem-se tomar em conta todas as circunstancias existentes, principalmente o prazo de duracão do uso da marca e se de facto tenha adquirido no paiz em que se solicite deposito, registro ou protecção, a significacão distinctiva das mercadorias do registrante.

3. Que offenderem a moral publica ou que forem contrarias á ordem publica.

4. Que tenderem a expor ao ridiculo ou ao desprezo pessoas, instituicões, crenças, symbolos nacionaes ou de associaçoes de interesse publico.

5. Que contiverem representacões de typos raciaes ou vistas typicas ou caracteristicas de qualquer dos Estados Contractantes além do de origem da marca.

6. Que tiverem como elemento distinctivo principal, phrases, nomes, ou lemas que constituam, ou, na sua totalidade ou em uma parte essencial e caracteristica, o nome pertencente a outra pessoa occupada em qualquer dos outros Estados Contractantes no fabrico, negocio ou producção de artigos ou mercadorias da mesma especie que aquellas ás quaes se applica a marca.

Artigo 4.

Os Estados Contractantes concordam em recusar o registro ou cancelar o registro e prohibir o uso sem autorizaçao da competente autoridade, de marcas que tragam bandeiras nacionaes ou estadoaes e escudos de armas, sellos nacionaes ou estadoaes, desenhos tirados de moedas publicas e sellos do correio, rotulos officiaes, certificados ou sellos de garantia, ou qualquer insignia official ou simulacão de qualquer dos supramencionados objectos.

Artigo 5.

Os rotulos, desenhos industriaes, divisas, letreiros, catalogos, ou annuncios usados para identificar ou annunciar mercadorias, receberão a mesma protecção que a outorgada a marcas de fabrica em paizes onde são consideradas como

tection ou le dépôt lorsque le propriétaire des marques cherche à se les approprier comme éléments distinctifs de ses marques.

Pour déterminer le caractère distinctif d'une marque, il y a lieu de tenir compte de toutes les circonstances existantes, particulièrement de la durée de l'usage de la marque et de la question de savoir si en fait elle a acquis dans le pays où il en est demandé dépôt, l'enregistrement ou protection une signification distinctive des marchandises du requérant.

3. Qui offensent la morale publique ou qui peuvent être contraires à l'ordre public.

4. Qui ridiculisent ou tendent à ridiculiser les personnes, les institutions, les croyances ou les emblèmes religieux ou nationaux ou les associations d'intérêt public.

5. Qui comportent des gravures représentant des types de races ou de scènes typiques ou caractéristiques de l'un des Etats contractants autres que de celui dont la marque est originaire.

6. Qui ont comme élément distinctif principal des phrases, noms ou devises qui constituent le nom commercial ou une de ses parties essentielles ou caractéristiques appartenant à une personne qui se livre, dans un des autres Etats contractants à la fabrication, au commerce ou à la production des articles ou marchandises de la même catégorie que ceux auxquels s'applique la marque.

Article 4.

Les Etats contractants conviennent de refuser ou de cancelar l'enregistrement et d'interdire l'usage, sans l'autorisation des autorités compétentes, de marques qui comportent des drapeaux et armoiries nationaux ou d'Etats, les sceaux nationaux ou d'Etats, les motifs des pièces de monnaies ou des timbres-poste, les sceaux officiels, certificats ou sceaux officiels de légalisation, ou tout autre insigne officiel national ou d'Etat ainsi que leurs imitations.

Article 5.

Les étiquettes, devises, dessins industriels, imprimés, catalogues ou réclames employés pour identifier ou pour faire connaître les marchandises recevront la même protection que celle accordée aux marques de fabrique dans les pays

gan, de acuerdo con las prescripciones de la legislación local.

Artículo 6.

Los Estados Contratantes se comprometen a admitir a registro o depósito y a proteger las marcas de propiedad colectiva o que pertenezcan a asociaciones cuya existencia no sea contraria a las leyes del país de origen, aun cuando dichas colectividades no posean un establecimiento fabril, industrial, comercial o agrícola.

Cada país determinará las condiciones particulares bajo las cuales se podrán proteger las marcas de dichas colectividades.

Los Estados, Provincias o Municipios en su carácter de personas jurídicas, podrán poseer, usar, registrar o depositar marcas y gozarán en tal sentido de los beneficios de esta Convención.

Artículo 7.

Todo propietario de una marca legalmente protegida en uno de los Estados Contratantes conforme a su legislación interna, que tenga conocimiento de que alguna persona o entidad usa o pretende registrar o depositar una marca sustancialmente igual a la suya o susceptible de producir confusión o error en el adquirente o consumidor de los productos o mercancías a que se apliquen, tendrá el derecho de oponerse al uso, registro o depósito de la misma, empleando los medios, procedimientos y recursos legales establecidos en el país en que se use o pretenda registrar o depositar dicha marca, probando que la persona que la usa o intenta registrar o depositar, tenía conocimiento de la existencia y uso en cualquiera de los Estados Contratantes, de la marca en que se funde la oposición y que ésta se usaba y aplicaba y continúa usándose y aplicándose a productos o mercancías de la misma clase; y, en consecuencia, podrá reclamar para sí el derecho a usar preferente y exclusivamente, o la prioridad para registrar o depositar su marca en el país de que se trate siempre que llene las formalidades establecidas en la legislación interna y en esta Convención.

Artículo 8.

Cuando el propietario de una marca solicite su registro o depósito en otro de los Estados

plying with the requirements of the domestic trade mark law.

Article 6.

The Contracting States agree to admit to registration or deposit and to protect collective marks and marks of associations, the existence of which is not contrary to the laws of the country of origin, even when such associations do not own a manufacturing, industrial, commercial or agricultural establishment.

Each country shall determine the particular conditions under which such marks may be protected.

States, Provinces or Municipalities, in their character of corporations, may own, use, register or deposit marks and shall in that sense enjoy the benefits of this Convention.

Article 7.

Any owner of a mark protected in one of the Contracting States in accordance with its domestic law, who may know that some other person is using or applying to register or deposit an interfering mark in any other of the Contracting States, shall have the right to oppose such use, registration or deposit and shall have the right to employ all legal means, procedure or recourse provided in the country in which such interfering mark is being sought, and upon proof that the person who is using such mark or applying to register or deposit it, had knowledge of the existence and continuous use in any of the Contracting States of the mark on which opposition is based upon goods of the same class, the opposer may claim for himself the preferential right to use such mark in the country where the opposition is made or priority to register or deposit it in such country, upon compliance with the requirements established by the domestic legislation in such country and by this Convention.

Article 8.

When the owner of a mark seeks the registration or deposit of the mark in a Contracting

taes, mediante cumprimento das exigencias da lei nacional de marcas de fabrica.

Artigo 6.

Os Estados Contractantes concordam em admitter a registro ou deposito e a proteger as marcas collectivas e marcas de associações cuja existencia não fôr contraria ás leis do paiz de origem, mesmo quando taes collectividades não possuam um estabelecimento fabril, industrial, commercial ou agricola.

Cada paiz determinará as condições particulares debaixo das quaes as marcas das referidas collectividades possam ser protegidas.

Os Estados, as Provincias ou as Municipalidades, no seu caracter de corporações, podem possuir, usar, registrar ou depositar marcas e nessa capacidade gozarão dos beneficios desta Convenção

Artigo 7.

Qualquer dono de uma marca protegida em um dos Estados Contractantes na conformidade de sua legislação interior, que souber que outra pessoa esteja usando ou procurando registrar ou depositar uma marca interferente em qualquer outro Estado Contractante, terá o direito de se oppor ao uso, registrar ou deposito da mesma e terá o direito de empregar todos os meios legais, processos, ou recursos de que dispõe o paiz no qual a dita marca esteja sendo usada ou em que esteja sendo requerido o seu registro ou deposito, e, mediante prova que a referida pessoa que estiver usando ou procurando registrar ou depositar a marca, sabia da existencia e uso continuo em qualquer dos Estados Contractantes da marca sobre a qual se baseia a opposição, e sabia que se achava applicada a productos e mercadorias da mesma classe, o reclamante poderá requerer para si o direito preferencial de usar tal marca no paiz em que se levanta a opposição, ou prioridade para registrar ou depositar a no referido paiz, com tanto que elle preencha as formalidades exigidas pela legislação interior de tal paiz e desta Convenção.

Artigo 8.

Quando o proprietario de uma marca requerer o registro ou o deposito da marca em um Estado

où ils sont considérés comme tels en se conformant aux prescriptions de la loi nationale sur les marques de fabrique.

Article 6.

Les Etats contractants s'engagent à accepter à l'enregistrement ou au dépôt et à protéger les marques collectives ou d'associations dont l'existence n'est pas contraire aux lois du pays d'origine, même lorsque lesdites associations ne possèdent aucune manufacture ou établissement industriel, commercial ou agricole.

Chaque pays déterminera les conditions particulières suivant lesquelles ces marques pourront être protégées.

Les Etats, provinces ou municipalités, en tant que personnes juridiques, peuvent posséder, employer, enregistrer ou déposer des marques et jouir ainsi des bénéfices de la présente convention.

Article 7.

Tout propriétaire d'une marque légalement protégée dans l'un des Etats contractants conformément à la législation nationale, qui a connaissance qu'une autre personne fait usage ou cherche à enregistrer ou à déposer une marque faisant double emploi avec la sienne dans tout autre Etat contractant, aura le droit de s'opposer à un tel usage, enregistrement, ou dépôt, et celui d'employer tous les moyens légaux de procédure ou de recours prévus dans le pays où la marque délictueuse est en usage, ou dans le pays où l'enregistrement ou le dépôt en est recherché. Sur la preuve que la personne qui en a fait usage ou qui en recherche l'enregistrement ou le dépôt avait connaissance de l'existence et de l'usage constant dans un des Etats contractants de la marque qui sert de base à l'opposition et pour des marchandises de même espèce, l'opposant pourra réclamer pour lui-même le droit d'user exclusivement et par préférence d'une pareille marque dans le pays où l'opposition est produite ou encore la priorité d'enregistrement ou de dépôt dans ledit pays en se conformant aux prescriptions de la législation nationale de ce pays et à celles de la présente convention.

Article 8.

Lorsque le propriétaire d'une marque recherche l'enregistrement ou le dépôt de sa marque

Contratantes distinto al del de origen de la marca, y se le niegue por existir un registro o depósito previo de otra marca que lo impida por su identidad o manifiesta semejanza capaz de crear confusión, tendrá derecho a solicitar y obtener la cancelación o anulación del registro o depósito anteriormente efectuado, probando, conforme a los procedimientos legales del Estado en que se solicite la cancelación :

(a) que gozaba de protección legal para su marca en uno de los Estados Contratantes con anterioridad a la fecha de la solicitud del registro o depósito que trata de anular ; y

(b) que el propietario de la marca cuya cancelación se pretende tenía conocimiento del uso, empleo, registro o depósito en cualquiera de los Estados Contratantes, de la marca en que se funda la acción de nulidad, para los mismos productos o mercancías a que específicamente se aplique, con anterioridad a la adopción y uso o a la presentación de la solicitud de registro o depósito de la marca que se trata de cancelar ; o

(c) que el propietario de la marca, que solicite la cancelación basado en un derecho preferente a la propiedad y uso de la misma, haya comerciado y comercie con o en el país en que se solicite la cancelación y que en éste hayan circulado y circulen los productos o mercancías señalados con su marca desde fecha anterior a la presentación de la solicitud de registro o depósito de la marca cuya cancelación se pretende, o de la adopción y uso de la misma.

Artículo 9.

Cuando la denegación del registro o depósito de una marca se base en un registro previo hecho de acuerdo con esta Convención, el propietario de la marca de que se trate tendrá el derecho de pedir y de obtener la cancelación de la marca previamente registrada o depositada, probando, de acuerdo con los procedimientos legales del país en que trata de obtener el registro o depósito de su marca, que el registrante de la marca que desea cancelar la ha abandonado. El término para declarar abandonada una marca por falta de uso será el que determine la ley nacional, y en su defecto, será de dos años y un día a

State other than that of origin of the mark and such registration or deposit is refused because of the previous registration or deposit of an interfering mark, he shall have the right to apply for and obtain the cancellation or annulment of the interfering mark upon proving, in accordance with the legal procedure of the country in which cancellation is sought, the stipulations in Paragraph (a) and those of either Paragraph (b) or (c) below :

(a) That he enjoyed legal protection for his mark in another of the Contracting States prior to the date of the application for the registration or deposit which he seeks to cancel ; and

(b) That the claimant of the interfering mark, the cancellation of which is sought, had knowledge of the use, employment, registration or deposit in any of the Contracting States of the mark for the specific goods to which said interfering mark is applied, prior to adoption and use thereof or prior to the filing of the application or deposit of the mark which is sought to be cancelled ; or

(c) That the owner of the mark who seeks cancellation based on a prior right to the ownership and use of such mark, has traded or trades with or in the country in which cancellation is sought, and that goods designated by his mark have circulated and circulate in said country from a date prior to the filing of the application for registration or deposit for the mark, the cancellation which is claimed, or prior to the adoption and use of the same.

Article 9.

When the refusal of registration or deposit of a mark is based on a registration previously effected in accordance with this Convention, the owner of the refused mark shall have the right to request and obtain the cancellation of the mark previously registered or deposited, by proving, in accordance with the legal procedure of the country in which he is endeavoring to obtain registration or deposit of his mark, that the registrant of the mark which he desires to cancel, has abandoned it. The period within which a mark may be declared abandoned for lack of use shall be determined by the internal

Contractante diverso do de origem da marca, e tal registro ou deposito lhe fôr negado por causa da existencia de um registro ou deposito previo de uma marca interferente, elle terá o direito de solicitar e obter o cancellamento ou revogação do registro ou deposito, caso provar de accordo com os processos legaes do paiz em que procura o cancellamento, as estipulações do Paragrapho (a) e as do Paragraphos (b) ou (c) abaixo referidos :

(a) Que elle se achava no goso da protecção legal de sua marca em um dos Estados Contractantes anteriormente á data em que foi pedido o registro ou deposito que elle procura annular ; e

(b) que o proprietario da marca interferente cuja cancellamento se procura, tinha conhecimento do uso, emprego, registro, ou deposito em qualquer dos Estados Contractantes da marca para os mesmos productos ou mercadorias aos quaes se acha especificamente applicada a referida marca interferente, anteriormente á adopção e uso da mesma ou anteriormente ao pedido de registro ou deposito da marca que se trata de cancellar ; ou

(c) que o proprietario da marca, o qual procura revogação baseada em um direito previo de propriedade e uso da mesma, tenha negociado ou negocie com ou dentro do paiz em que se procura revogação e que productos ou mercadorias designados com sua marca tenha circulado e circulem no referido paiz a partir de uma data previa á do pedido de registro ou deposito da marca que se trata de revogar, ou previamente á adopção e uso da mesma.

Artigo 9.

Quando a recusa de registro ou deposito de uma marca se basear sobre registro previamente effectuado de accordo com esta Convenção, o dono da marca recusada terá o direito de requerer e obter o cancellamento da marca previamente registrada ou depositada, caso provar, de accordo com o procedimento legal do paiz em que procurar obter registro ou deposito da sua marca, que o registrante da marca que elle procura cancellar abandonou-a. O prazo dentro do qual uma marca poderá ser declarada abandonada por falta de uso será determinado pela lei interna de cada paiz, e se não houver disposição

dans un Etat contractant autre que l'Etat d'origine de ladite marque, et que cet enregistrement ou dépôt lui est refusé parce qu'il y a eu déjà enregistrement ou dépôt d'une marque avec laquelle sa marque fait double emploi, il aura le droit de demander et d'obtenir cancellation ou annulation de ladite marque en faisant la preuve dans les formes de la procédure légale du pays dans lequel la cancellation est poursuivie :

a) Qu'il jouissait de la protection légale pour sa marque antérieurement à la date de l'enregistrement ou du dépôt de celle dont il poursuit la cancellation ; et

b) Que le propriétaire de la marque dont la cancellation est poursuivie avait connaissance de l'usage, emploi, enregistrement ou dépôt dans l'un quelconque des Etats contractants de la marque sur laquelle se fonde l'action en nullité pour des articles ou produits de la même espèce que ceux auxquels la marque incriminée s'applique antérieurement à l'adoption ou l'usage de celle-ci ou antérieurement à la présentation de sa demande pour l'enregistrement ou le dépôt de cette marque incriminée ; ou

c) Que le propriétaire de la marque qui poursuit la cancellation sur la base d'un droit antérieur à l'approbation et usage de cette marque a commercé ou commerce avec ou dans le pays dans lequel la cancellation est poursuivie ; et que les marchandises désignées par sa marque ont circulé ou circulent dans ledit pays depuis une date antérieure à la présentation de la demande d'application de la marque incriminée et antérieurement à l'adoption et l'usage de celle-ci.

Article 9.

Lorsque le refus d'enregistrement ou de dépôt d'une marque est basé sur un enregistrement déjà effectué conformément à cette convention, le propriétaire de la marque refusée aura le droit de requérir et d'obtenir la cancellation de la marque déjà enregistrée ou déposée, en prouvant, conformément à la procédure légale du pays dans lequel il s'efforce d'obtenir l'enregistrement ou le dépôt de sa marque, que le titulaire de la marque enregistrée qu'il désire faire canceller l'a abandonnée. Le délai après lequel une marque peut être déclarée abandonnée faute d'usage sera déterminée par la loi nationale

contar desde la fecha del registro o depósito si la marca no ha sido nunca empleada, o de un año y un día si el abandono o falta de empleo tuvo lugar después de haber sido usada.

Artículo 10.

El período de protección otorgado a las marcas registradas o depositadas de acuerdo con los términos de esta Convención, así como sus renovaciones, será el que fijen las leyes del Estado en que se solicite el registro o depósito al tiempo de solicitarse la protección de acuerdo con esta Convención.

Una vez efectuado el registro o depósito de una marca en cada Estado Contratante, existirá independientemente y no será afectado por los cambios que ocurran en el registro o depósito de dicha marca en otros Estados Contratantes, salvo que otra cosa disponga la legislación interna de cada Estado Contratante.

Artículo 11.

La transmisión en el país de origen de la propiedad de una marca registrada o depositada, tendrá el mismo valor y será reconocida en los demás Estados Contratantes, siempre que se acompañen pruebas fehacientes de que dicha transmisión se ha efectuado y registrado de acuerdo con la legislación interna del Estado en que se realizó, y se cumpla además con los requisitos legales del país en que debe tener efecto la transmisión.

El uso y explotación de las marcas puede cederse o traspasarse separadamente para cada país, y se registrará siempre que se acompañen pruebas fehacientes de que dicha transmisión se ha efectuado de acuerdo con la legislación interna del Estado en que se realizó, y se cumpla además con los requisitos legales del país en que debe tener efecto la transmisión.

Artículo 12.

Cualquier registro o depósito efectuado en uno de los Estados Contratantes, o cualquiera

law of each country, and if there is no provision in the internal law, the period shall be two years and one day beginning from the date of registration or deposit if the mark has never been used, or one year and one day if the abandonment or lack of use took place after the mark has been used.

Article 10.

The period of protection granted to marks registered, deposited or renewed under this Convention, shall be the period fixed by the laws of the State in which registration, deposit or renewal is made at the time when made.

Once registration or deposit of a mark in any Contracting State has been effected, each such registration or deposit shall exist independently of every other and shall not be affected by changes that may occur in the registration or deposit of such mark in the other Contracting States, unless otherwise provided by domestic law.

Article 11.

The transfer of the ownership of a registered or deposited mark in the country of its original registration shall be effective and shall be recognized in the other Contracting States, provided that reliable proof be furnished that such transfer has been executed and registered in accordance with the internal law of the State in which such transfer took place. Such transfer shall be recorded in accordance with the legislation of the country in which it is to be effective.

The use and exploitation of trade marks may be transferred separately for each country, and such transfer shall be recorded upon the production of reliable proof that such transfer has been executed in accordance with the internal law of the State in which such transfer took place. Such transfer shall be recorded in accordance with the legislation of the country in which it is to be effective.

Article 12.

Any registration or deposit which has been effected in one of the Contracting States, or

na lei interna, o periodo será de dois annos e um dia a partir da data de registro ou deposito se a marca não tiver nunca sido usada, ou um anno e um dia se o abandono ou a falta de uso teve logar depois de ter sido usada a marca.

Artigo 10.

O periodo de protecção outorgado a marcas registradas, depositadas ou renovadas de accordo com esta Convenção será o periodo estabelecido pelas leis do Estado de registro, deposito ou renovação, na epoca em que se effectuar.

Uma vez effectuado o registro ou deposito de uma marca em um Estado Contractante, cada um desses registros ou depositos existirá independentemente de qualquer outro e não será affectado pelas mudanças que ocorrerem no registro ou deposito de taes marcas em outros Estados Contractantes, salvo outras disposições da legislação interna.

Artigo 11.

A transferencia da posse de uma marca registrada ou depositada no paiz do seu registro original vigorará e será reconhecida nos outros Estados Contractantes, comtanto que sejam fornecidas provas sufficientes de que tal transferencia foi executada e registrada de accordo com a lei interna do Estado em que se tenha effectuado a transferencia. Tal transferencia será annotada de accordo com a legislação do paiz em que deverá vigorar.

O uso e a exploração das marcas de fabrica poderão ser transferidos separadamente em cada paiz, e tal transferencia será registrada mediante provas cabaes de ter sido tal transferencia executada de accordo com a lei interna do Estado em que se tiver effectuado a transferencia. A referida transferencia será annotada de accordo com a legislação do paiz em que tiver de vigorar.

Artigo 12.

Qualquer registro ou deposito que se tenha effectuado em um dos Estados Contractantes, ou

de chaque pays, et s'il n'existe aucune disposition dans la loi nationale, cette période sera de deux ans et un jour à partir de la date d'enregistrement ou de dépôt si la marque n'a jamais été utilisée, ou un an et un jour si l'abandon ou le manque d'usage a eu lieu après que la marque a été utilisée.

Article 10.

La durée de protection accordée aux marques enregistrées, déposées ou renouvelées conformément aux termes de cette convention sera celle fixée par la loi de l'Etat dans lequel l'enregistrement, le dépôt ou le renouvellement est effectué au moment où il est effectué.

Une fois que l'enregistrement ou le dépôt d'une marque dans un Etat contractant a été effectué, chacun de ces enregistrements ou dépôts existera indépendamment de tout autre et ne sera aucunement affecté par les changements qui peuvent se produire dans l'enregistrement ou le dépôt de telles marques dans d'autres Etats contractants, à moins que la loi nationale en dispose autrement.

Article 11.

Le transfert de la propriété d'une marque enregistrée ou déposée dans le pays de son enregistrement original sera effectif et sera reconnu dans les autres Etats contractants pourvu qu'une preuve digne de foi soit produite que ledit transfert a été effectué et enregistré conformément à la loi nationale de l'Etat dans lequel le transfert a eu lieu. Ce transfert sera constaté conformément à la législation du pays dans lequel il doit être effectif.

L'usage et l'exploitation des marques de fabrique peut être transféré séparément pour chaque pays, et le transfert sera enregistré sur la production de la preuve digne de foi que cet enregistrement a bien été effectué conformément à la loi nationale de l'Etat dans lequel il a eu lieu. Ce transfert sera constaté conformément à la législation du pays dans lequel il doit être effectif.

Article 12.

Tout enregistrement ou dépôt qui a été effectué dans l'un des Etats contractants, ou toute

solicitud de registro o depósito pendiente de resolver, hecha por un agente, representante o cliente del propietario de una marca sobre la que se haya adquirido derecho en otro Estado Contratante por su registro, solicitud previa o uso como tal marca, dará derecho al primitivo propietario a pedir su cancelación o denegación de acuerdo con las estipulaciones de esta Convención y a solicitar y obtener la protección para sí, considerándose que dicha protección se retrotraerá a la fecha de la solicitud cancelada o denegada.

Artículo 13.

El uso de una marca por su propietario en una forma distinta de la forma en que la marca ha sido registrada en cualquiera de los Estados Contratantes, por lo que respecta a elementos secundarios o no substanciales, no acarreará la nulificación del registro ni afectará la protección de la marca.

En caso de que la forma o los elementos distintivos de la marca sean sustancialmente cambiados, o que sea modificada o aumentada la lista de los productos a que vaya a aplicarse, podrá exigirse al propietario que solicite un nuevo registro, sin perjuicio de la protección de la marca original o de la lista original de los productos.

Los requisitos que las leyes de los Estados Contratantes exijan con respecto a la leyenda que indica la autorización del uso de las marcas, se consideraran satsfechos por lo que toca a los productos de origen extranjero, si dichas marcas llevan las palabras o indicaciones autorizadas legalmente en el país de origen de los productos.

CAPÍTULO III.

DE LA PROTECCIÓN DEL NOMBRE COMERCIAL.

Artículo 14.

El nombre comercial de las personas naturales o jurídicas domiciliadas o establecidas en cualquiera de los Estados Contratantes será protegido en todos los demás sin necesidad de registro o depósito, forme o no parte de una marca.

any pending application for registration or deposit, made by an agent, representative or customer of the owner of a mark in which a right has been acquired in another Contracting State through its registration, prior application, or use, shall give to the original owner the right to demand its cancellation or refusal in accordance with the provisions of this Convention and to request and obtain the protection for himself, it being considered that such protection shall revert to the date of the application of the mark so denied or cancelled.

Article 13.

The use of a trade mark by its owner in a form different in minor or non-substantial elements from the form in which the mark has been registered in any of the Contracting States, shall not entail forfeiture of the registration or impair the protection of the mark.

In case the form or distinctive elements of the mark are substantially changed, or the list of goods to which it is to be applied is modified or increased, the proprietor of the mark may be required to apply for a new registration, without prejudice to the protection of the original mark or in respect to the original list of goods.

The requirements of the laws of the Contracting States with respect to the legend which indicates the authority for the use of trade marks, shall be deemed fulfilled in respect to goods of foreign origin if such marks carry the words or indications legally used or required to be used in the country of origin of the goods.

CHAPTER III.

PROTECTION OF COMMERCIAL NAMES.

Article 14.

Trade names or commercial names of persons entitled to the benefits of this Convention shall be protected in all the Contracting States. Such Protection shall be enjoyed without necessity of deposit or registration, whether or not the name forms part of a trade mark.

qualquer pedido de registro ou deposito pendente, feito por um agente, representante ou freguez do dono de uma marca sobre a qual tenha sido adquirido um direito previo em outros Estados Contractantes mediante registro, pedido ou uso previo, dará ao dono original o direito de requerer a sua revogação ou denegação de accordo com as disposições desta Convenção e requerer e obter protecção para si, considerando-se que tal protecção reverterá á data do pedido da marca denegada ou cancellada.

Artigo 13.

O uso de uma marca pela seu dono em uma forma que apresente differenças nos elementos secundarios ou não essenciaes da forma em que a marca tenha sido registrada em qualquer dos Estados Contractantes, não prejudicará o registro nem affectará a protecção da marca.

Caso a forma ou os elementos distinctivos sejam substancialmente alterados, ou a lista de mercadorias aos quaes se applicar fôr modificada ou augmentada, o proprietario da marca poderá ser obrigado a requerer novo registro, sem projuizo da marca original ou no que respeita á lista original de mercadorias.

As exigencias das leis dos Estados Contractantes relativas aos dizeres que indicam a autoridade para o uso de marcas de fabrica, serão consideradas satisfeitas com respeito a mercadorias de origem estrangeira, desde que taes marcas tragam as palavras ou as indicações legalmente usados ou cujo uso seja exigido no paiz de origem das mercadorias.

CAPITULO III.

PROTECÇÃO DE NOMES COMMERCIAES.

Artigo 14.

Os nomes commerciaes com direito aos beneficios desta Convenção serão protegidos em todos os Estados Contractantes. Gozarão desta protecção sem necessidade de deposito ou registro, quer o nome faça parte de uma marca de fabrica quer não.

demande pendant d'enregistrement ou de dépôt faite par un agent, représentant ou client du propriétaire d'une marque qui a acquis droit de protection dans un autre Etat contractant par l'enregistrement, demande d'enregistrement ou usage antérieur, donnera à ce propriétaire le droit de demander cancellation ou refus de la marque ainsi présentée conformément aux dispositions de cette convention, ainsi que de demander et d'obtenir la protection pour lui-même ; cette protection étant considérée comme reportée rétroactivement à la date de la demande ainsi rejetée ou cancellée.

Article 13.

L'usage d'une marque de fabrique par son propriétaire sous une forme comportant des variantes d'éléments secondaires ou non substantiels de la forme sous laquelle elle a été enregistrée, n'entraînera pas l'annulation de l'enregistrement ni n'affectera pas la protection de la marque.

Au cas où la forme ou éléments distinctifs de la marque sont substantiellement changés, ou que la liste des marchandises auxquelles elle doit s'appliquer est modifiée ou augmentée, le propriétaire de la marque peut être invité à faire une demande pour un nouvel enregistrement, sans préjudice de la protection de la marque originale, ou quant à la liste originale de produits.

Les prescriptions établies par la loi des Etats contractants quant à la formule qui indique le droit à l'usage des marques de fabrique seront considérées comme remplies en ce qui concerne les marchandises d'origine étrangère si ces marques portent les mots ou indications légalement employés ou exigés dans le pays d'origine de ces marchandises.

CHAPITRE III

PROTECTION DU NOM COMMERCIAL.

Article 14.

Le nom commercial de personnes ou de sociétés civiles établies ou domiciliées dans l'un quelconque des Etats contractants sera protégé dans tous les autres sans qu'il soit besoin d'enregistrement ou de dépôt, que ce nom commercial forme partie ou non de la marque de fabrique.

Artículo 15.

Se entenderá por nombre comercial el propio nombre y apellidos que el fabricante, industrial, comerciante o agricultor particular use en su negocio para darse a conocer como tal, así como la razón social, denominación o título adoptado y usado legalmente por las sociedades, corporaciones, compañías o entidades fabriles, industriales, comerciales o agrícolas, de acuerdo con las disposiciones de sus respectivas leyes nacionales.

Artículo 16.

La protección que esta Convención otorga a los nombres comerciales consistirá :

(a) en la prohibición de usar o adoptar un nombre comercial idéntico o engañosamente semejante al legalmente adoptado y usado por otro fabricante, industrial, comerciante o agricultor dedicado al propio giro en cualquiera de los Estados Contratantes ; y

(b) en la prohibición de usar, registrar o depositar una marca cuyo elemento distintivo principal esté formado por todo o parte esencial del nombre comercial legal y anteriormente adoptado y usado por otra persona natural o jurídica domiciliada o establecida en cualquiera de los Estados Contratantes y dedicada a la fabricación o comercio de productos o mercancías de la propia clase a que se destine la marca.

Artículo 17.

Todo fabricante, industrial, comerciante o agricultor domiciliado o establecido en cualquiera de los Estados Contratantes podrá oponerse dentro de los términos y por los procedimientos legales del país de que se trate, a la adopción, uso, registro o depósito de una marca destinada a productos o mercancías de la misma clase que constituya su giro o explotación, cuando estime que el o los elementos distintivos de tal marca puedan producir en el consumidor error o confusión con su nombre comercial, legal y anteriormente adoptado y usado.

Article 15.

The names of an individual, surnames and trade names used by manufacturers, industrialists, merchants or agriculturists to denote their trade or calling, as well as the firm's name, the name or title legally adopted and used by association, corporations, companies or manufacturing, industrial, commercial or agricultural entities, in accordance with the provisions of the respective national laws, shall be understood to be commercial names.

Article 16.

The protection which this Convention affords to commercial names shall be :

(a) To prohibit the use or adoption of a commercial name identical with or deceptively similar to one legally adopted and previously used by another engaged in the same business in any of the Contracting States ; and

(b) To prohibit the use, registration or filing of a trade mark the distinguishing elements of which consist of the whole or an essential part of a commercial name legally adopted and previously used by another owner domiciled or established in any of the Contracting States, engaged in the manufacture, sale or production of products or merchandise of the same kind as those for which the trade mark is intended.

Article 17.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist domiciled or established in any of the Contracting States, may, in accordance with the law and the legal procedure of such countries, oppose the adoption, use, registration or deposit of a trade mark for products or merchandise of the same class as those sold under his commercial name, when he believes that such trade mark or the inclusion in it of the trade or commercial name or a simulation thereof may lead to error or confusion in the mind of the consumer with respect to such commercial name legally adopted and previously in use.

Artigo 15.

Os nomes de um individuo, sobrenomes e nomes commerciaes usados por fabricantes, industriaes, negociantes ou agricultores para indicar o seu negocio ou officio, assim como o nome da firma, o nome ou titulo legalmente adoptado e usado por associações, corporações, companhias ou entidades fabris, industriaes, commerciaes ou agricolas de accordo com as disposições das respectivas leis nacionaes, serão considerados como sendo nomes commerciaes.

Artigo 16.

A protecção que esta Convenção outorga aos nomes commerciaes será :

(a) prohibir o uso ou adopção de um nome commercial identico ou enganosamente semelhante ao legalmente adoptado e previamente usado por outrem occupado no mesmo negocio em qualquer dos Estados Contractantes ; e

(b) prohibir o uso, registro ou deposito de uma marca de fabrica cujos elementos distinctivos sejam formados, no todo ou em uma parte essencial, de um nome legalmente adoptado e previamente usado por outro proprietario domiciliado ou estabelecido em qualquer dos Estados Contractantes, occupado na fabricação, venda ou produção de productos ou mercadorias da mesma classe que aquelles aos quaes se destina a marca.

Artigo 17.

Qualquer fabricante, industrial, negociante ou agricultor domiciliado ou estabelecido em qualquer dos Estados Contractantes, poderá de accordo com a lei e o procedimento legal de taes paizes, se oppor á adopção, uso, registro ou deposito de uma marca para productos ou mercadorias da mesma classe que as vendidas sob o seu nome commercial, quando julgar que tal marca ou a inclusão nella de um nome commercial ou simulação do mesmo, possa conduzir a erro ou confusão no espirito do consumidor relativamente ao referido nome legalmente adoptado e previamente usado.

Article 15.

Les noms d'un individu, noms de famille et raison sociale employés par les fabricants, industriels, commerçants ou agriculteurs pour désigner leur commerce ou leur industrie, aussi bien que le nom de leur firme, le nom ou titre légalement adopté et utilisé par les associations, corporations, compagnies ou sociétés civiles ou manufacturières, industrielles, commerciales ou agricoles, conformes aux dispositions des lois nationales respectives, seront considérés comme nom commercial.

Article 16.

La protection que la présente convention accordée au nom commercial consistera :

a) Dans la prohibition de faire usage ou d'adopter un nom commercial identique ou d'une similitude pouvant prêter à confusion avec celle adoptée et antérieurement employée par quelqu'un d'autre engagé dans le même genre d'affaires dans l'un quelconque des Etats contractants ; et

b) Dans la prohibition de l'usage, de l'enregistrement ou du dépôt d'une marque de fabrique dont les éléments distinctifs reproduisent tout, ou partie essentielle, d'un nom commercial légalement adopté et précédemment employé par un autre propriétaire domicilié ou établi dans l'un quelconque des Etats contractants, engagé dans la manufacture, la vente ou la production de produits ou marchandises du même genre que ceux auxquels la marque de fabrique est destinée.

Article 17.

Tout fabricant, industriel, commerçant ou agriculteur domicilié ou établi dans l'un quelconque des Etats contractants peut, en se conformant à la loi et à la procédure de ces pays, faire opposition à l'adoption, l'usage, l'enregistrement ou le dépôt d'une marque de fabrique pour des produits ou marchandises de la même espèce que celles qui se vendent sous son nom commercial, lorsqu'il estime que les éléments distinctifs d'une telle marque peuvent produire chez le consommateur erreur ou confusion avec tel nom commercial légalement acquis et antérieurement employé.

Artículo 18.

Todo fabricante, industrial, comerciante o agricultor domiciliado o establecido en cualquiera de los Estados Contratantes podrá solicitar y obtener de acuerdo con las disposiciones y preceptos legales del país respectivo, la prohibición de usar, o la cancelación del registro o depósito de cualquier nombre comercial o marca destinados a la fabricación, comercio o producción de artículos o mercancías de la misma clase en que él trafica, probando :

(a) que el nombre comercial o marca cuya cancelación pretende es sustancialmente idéntico o engañosamente semejante a su propio nombre comercial legalmente adoptado y usado con anterioridad en cualquiera de los Estados Contratantes para la fabricación o comercio de productos o mercancías de la misma clase, y

(b) que con anterioridad a la adopción y uso del nombre comercial, o a la adopción y uso o solicitud de registro o depósito de la marca cuya cancelación pretende, empleó y que continúa empleando en la fabricación o comercio de los mismos productos o mercancías su propio nombre comercial, legal y anteriormente adoptado y usado en cualquiera de los Estados Contratantes, en o dentro del Estado en que solicite la cancelación.

Artículo 19.

La protección del nombre comercial se impartirá de acuerdo con la legislación interna y las estipulaciones de esta Convención, de oficio, cuando las autoridades gubernativas o administrativas competentes tengan conocimiento o pruebas ciertas de su existencia y uso legal, o a petición de parte interesada en los casos comprendidos en los artículos anteriores.

CAPÍTULO IV.

DE LA REPRESIÓN DE LA COMPETENCIA DESLEAL.

Artículo 20.

Todo acto o hecho contrario a la buena fé comercial o al normal y honrado desenvolvi-

Article 18.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist domiciled or established in any of the Contracting States may, in accordance with the law and procedure of the country where the proceeding is brought, apply for and obtain an injunction against the use of any commercial name or the cancellation of the registration or deposit of any trade mark, when such name or mark is intended for use in the manufacture, sale or production of articles or merchandise of the same class, by proving :

(a) That the commercial name or trade mark, the enjoining or cancellation of which is desired, is identical with or deceptively similar to his commercial name already legally adopted and previously used in any of the Contracting States, in the manufacture, sale or production of articles of the same class, and

(b) That prior to the adoption and use of the commercial name, or to the adoption and use or application for registration or deposit of the trade mark, the cancellation of which is sought, or the use of which is sought to be enjoined, he used and continues to use for the manufacture, sale or production of the same products or merchandise his commercial name adopted and previously used in any of the Contracting States or in the State in which cancellation or injunction is sought.

Article 19.

The protection of commercial names shall be given in accordance with the internal legislation and by the terms of this Convention, and in all cases where the internal legislation permits, by the competent governmental or administrative authorities whenever they have knowledge or reliable proof of their legal existence and use, or otherwise upon the motion of any interested party.

CHAPTER IV.

REPRESSION OF UNFAIR COMPETITION.

Article 20.

Every act or deed contrary to commercial good faith or to the normal and honorable devel-

Artigo 18.

Qualquer fabricante, industrial, negociante ou agricultor, domiciliado ou estabelecido em qualquer dos Estados Contractantes, poderá, de accordo com a lei e as praxes do paiz em que correr o procedimento, pedir e obter ordem contra o uso de qualquer nome ou o cancelamento do registro ou deposito de qualquer marca, quando tal marca ou nome for destinado a ser empregado na fabricação, venda ou produção de artigos ou mercadorias da mesma classe, comtanto que prove :

(a) que o nome commercial ou marca de fabrica, cuja prohibição ou cancelamento se requer, é identico ou enganosamente semelhante ao seu nome commercial já legalmente adoptado e previamente usado em qualquer dos Estados Contractantes, na fabricação, venda, ou produção de artigos da mesma classe, e

(b) que anteriormente á adopção e uso do nome commercial ou á adopção e uso ou pedido de registro da marca de fabrica, cujo cancelamento se requer, ou cujo uso se trata de prohibir, elle usava e continua a usar para o fabrico, venda ou produção dos mesmos productos ou mercadorias o seu nome commercial adoptado e previamente usado em qualquer dos Estados Contractantes ou no Estado em que se requer cancelamento ou prohibição.

Artigo 19.

A protecção de nomes commerciaes será outorgada de accordo com a legislação interna e os termos desta Convenção, e em todos os casos em que o permittir a legislação interna, pelas competentes autoridades governamentaes ou administrativas, sempre que possuirem conhecimento ou provas cabaes da sua existencia e uso illegal ou então a pedido de qualquer parte interessada.

CAPITULO IV.

REPRESSÃO DA CONCORRENCIA DESLEAL.

Artigo 20.

Toda a acção ou acto contrario á boa fé ou ao desenvolvimento normal e honesto das

Article 18.

Tout manufacturier, industriel, commerçant, ou agriculteur domicilié ou établi dans l'un quelconque des Etats contractants peut demander et obtenir conformément aux dispositions légales du pays intéressé, la prohibition de l'usage ou la cancellation de l'enregistrement ou dépôt de tout nom commercial ou marque de fabrique lorsque ce nom ou cette marque est destiné à l'usage de la manufacture, pour la vente ou la production d'articles ou de marchandises de la même espèce, en prouvant :

a) Que le nom commercial ou la marque de fabrique dont la cancellation est poursuivie est identique ou d'une similitude pouvant prêter à confusion avec son nom commercial déjà légalement adopté et antérieurement employé dans l'un quelconque des Etats contractants, dans la manufacture, la vente ou la production d'articles de même espèce : et

b) Qu'antérieurement à l'adoption et à l'usage du nom commercial, ou à l'adoption et à l'usage ou à la demande d'enregistrement ou de dépôt de la marque de fabrique dont la cancellation est poursuivie, il faisait usage et continue à faire usage pour la manufacture, la vente ou la production des mêmes articles ou marchandises de son nom commercial adopté et antérieurement employé dans l'un quelconque des Etats contractants ou dans l'Etat dans lequel cette cancellation est poursuivie.

Article 19.

La protection du nom commercial sera accordée conformément à la législation nationale et aux termes de la présente convention, et dans tous les cas où la législation nationale le permet, soit par les autorités gouvernementales ou administratives compétentes, toutes les fois qu'elles auront connaissance ou acquis la preuve fondée de son existence et usage légal, soit à la requête de toute partie intéressée.

CHAPITRE IV

RÉPRESSION DE LA CONCORRENCE DÉLOYALE.

Article 20.

Tout acte ou fait contraire à la bonne foi commerciale ou au développement normal et

miento de las actividades industriales o mercantiles será considerado como de competencia desleal y, por tanto, injusto y prohibido.

Artículo 21.

Se declaran de competencia desleal los siguientes actos, y al no estar señaladas sus penas en la legislación interna de cada Estado Contratante, se reprimirán de acuerdo con las prescripciones de esta Convención :

(a) Los actos que tengan por objeto dar a entender, directa o indirectamente, que los artículos o actividades mercantiles de un fabricante, industrial, comerciante o agricultor pertenecen o corresponden a otro fabricante, industrial comerciante o agricultor de alguno de los otros Estados Contratantes, ya sea apropiándose o simulando marcas, símbolos, nombres distintivos, imitando etiquetas, envases, recipientes, nombres comerciales u otros medios usuales de identificación en el comercio.

(b) Las falsas descripciones de los artículos, usando palabras, símbolos y otros medios que tiendan a engañar al público en el país donde estos actos ocurran, con respecto a la naturaleza, calidad o utilidad de las mercancías.

(c) Las falsas indicaciones de origen o procedencia geográficos de los artículos, por medio de palabras, símbolos, o de otra manera, que tiendan a engañar en ese respecto al público del país donde estos hechos ocurran.

(d) Lanzar al mercado u ofrecer o presentar en venta al público, un artículo, producto o mercancía bajo forma o aspecto tales que aun cuando no contenga directa ni indirectamente indicación de origen o procedencia geográficos determinados, dé o produzca la impresión, ya por los dibujos, elementos ornamentales o idioma empleado en el texto, de ser un producto, artículo o mercancía originado, manufacturado o producido en otro de los Estados Contratantes.

(e) Cualesquiera otros hechos o actos contrarios a la buena fé en materias industriales, comerciales o agrícolas que, por su naturaleza o finalidad, puedan considerarse análogos o asimilables a los anteriormente mencionados.

opment of industrial or business activities shall be considered as unfair competition and, therefore, unjust and prohibited.

Article 21.

The following are declared to be acts of unfair competition and unless otherwise effectively dealt with under the domestic laws of the Contracting States shall be repressed under the provisions of this Convention :

(a) Acts calculated directly or indirectly to represent that the goods or business of a manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist are the goods or business of another manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist of any of the other Contracting States, whether such representation be made by the appropriation or simulation of trade marks, symbols, distinctive names, the imitation of labels, wrappers, containers, commercial names, or other means of identification ;

(b) The use of false descriptions of goods, by words, symbols or other means tending to deceive the public in the country where the acts occur, with respect to the nature, quality or utility of the goods ;

(c) The use of false indications of geographical origin or source of goods, by words, symbols, or other means which tend in that respect to deceive the public in the country in which these acts occur ;

(d) To sell, or offer for sale to the public an article, product or merchandise of such form or appearance that even though it does not bear directly or indirectly an indication of origin or source, gives or produces, either by pictures, ornaments, or language employed in the text, the impression of being a product, article or commodity originating, manufactured or produced in one of the other Contracting States ;

(e) Any other act or deed contrary to good faith in industrial, commercial or agricultural matters which, because of its nature or purpose, may be considered analogous or similar to those above mentioned.

actividades industriaes ou commerciaes, será considerado como sendo concurrencia desleal e, portanto, injusto e prohibido.

Artigo 21.

Os seguintes actos são declarados actos de concurrencia desleal, e, a não ser que para os mesmos haja legislação effectiva em outras categorias de leis internas dos paizes contractantes, serão reprimidos de accordo com as disposições desta Convenção.

(a) Os actos destinados directa ou indirectamente a representar as mercadorias ou o negocio de um fabricante, industrial, negociante ou agricultor como sendo mercadorias ou negocio de outro fabricante, industrial, negociante ou agricultor de um dos outros Estados Contractantes, quer tal representação se effectue pela apropriação ou simulação de marcas de fabrica, symbolos, nomes distinctivos, a imitação de rotulos, envolveros, envolverios, nomes commerciaes, quer por outros meios de identificação ;

(b) O emprego de falsas descrições de mercadorias, por meio de palavras, symbolos e outros meios tendentes a enganar o publico no paiz em que se dão taes actos, com respeito á natureza, qualidade, ou utilidade das mercadorias ;

(c) Uso de falsas indicações da origem ou procedencia geographica das mercadorias, por meio de palavras ou outros symbolos que tendam neste sentido a enganar o publico no paiz em que taes actos se dão ;

(d) Vender, ou offerecer a venda ao publico um artigo, producto ou mercadoria de tal forma ou apparencia que, embora não traga uma indicação directa ou indirecta de origem, ou procedencia, dê ou produza por meio de estampas, ornamentos, ou linguagem empregada no texto, a impressão de ser um producto, artigo ou mercadoria originado, fabricado ou produzido em uma das Nações Contractantes ;

(e) Qualquer outra acção ou acto contrario á boa fé em materias industriaes, commerciaes e agricolas que, por causa de sua natureza ou fim, possa ser considerado como sendo analogo ou semelhante aos acima mencionados.

honorable d'activités industrielle ou commerciales sera considéré comme concurrence déloyale et, par suite, comme injuste et prohibé.

Article 21.

Les actes ci-dessous sont déclarés actes de concurrence déloyale et, à moins que la loi nationale des États contractants n'en traite ailleurs, ils seront réprimés conformément aux dispositions de la présente convention :

a) Les actes qui tendent à présenter directement ou indirectement les marchandises ou affaires d'un fabricant, d'un commerçant ou d'un agriculteur comme marchandises ou affaires d'un autre fabricant, commerçant ou agriculteur de l'un des États contractants, soit par l'appropriation ou la contrefaçon de marques de fabrique, de symboles, de dénominations distinctives, soit par l'imitation d'étiquettes, d'emballages, de dénominations commerciales ou d'autres moyens d'identification ;

b) L'emploi de fausses descriptions de marchandises, l'emploi de mots, symboles et autres moyens qui tendent à tromper le public dans le pays où ces actes ont lieu relativement à la nature, la qualité ou l'utilité des marchandises ;

c) L'emploi de fausses indications d'origine ou de provenance géographique des marchandises, à l'aide de mots ou autres symboles ou moyens qui tendent à cet égard à tromper le public du pays dans lequel ces faits se produisent ;

d) La vente ou la mise en vente publique d'un article, produit, ou marchandise d'une telle forme ou apparence que, bien qu'il ne porte pas directement ou indirectement une indication d'origine, ou de provenance déterminée, donne ou laisse l'impression, soit par les gravures, les motifs d'ornementation ou le langage employé dans le texte, d'être un produit, article ou marchandise, fabriqué ou produit dans l'un des États contractants, ou qui en soit originaire.

e) Tout autre fait ou acte contraire à la bonne foi en matière industrielle, commerciale ou agricole, qui par sa nature ou son objet peut être considéré comme analogue ou assimilable à ceux ci-dessus mentionnés.

Artículo 22.

Los Estados Contratantes que aún no hayan legislado sobre los actos de competencia desleal mencionados en este capítulo, aplicarán a ellos las sanciones contenidas en su legislación sobre marcas, o en cualesquiera otras leyes, y ordenarán la suspensión de dichos actos a petición de las personas perjudicadas, ante las cuales los causantes serán también responsables por los daños y perjuicios que les hayan ocasionado.

Article 22.

The Contracting States which may not yet have enacted legislation repressing the acts of unfair competition mentioned in this chapter, shall apply to such acts the penalties contained in their legislation on trade marks or in any other statutes, and shall grant relief by way of injunction against the continuance of said acts at the request of any party injured; those causing such injury shall also be answerable in damages to the injured party.

CAPÍTULO V.

DE LA REPRESIÓN DE LAS FALSAS INDICACIONES DE ORIGEN Y PROCEDENCIA GEOGRÁFICAS.

CHAPTER V.

REPRESSION OF FALSE INDICATIONS OF GEOGRAPHICAL ORIGIN OR SOURCE.

Artículo 23.

Será considerada falsa e ilegal, y por tanto prohibida, toda indicación de origen o procedencia que no corresponda realmente al lugar en que el artículo, producto o mercancía fué fabricado, manufacturado o recolectado.

Article 23.

Every indication of geographical origin or source which does not actually correspond to the place in which the article, product or merchandise was fabricated, manufactured, produced or harvested, shall be considered fraudulent and illegal, and therefore prohibited.

Artículo 24.

A los efectos de esta Convención se considerará como indicación de origen o procedencia geográficas, consignar o hacer aparecer en alguna marca, etiqueta, cubierta, envase, envoltura, prescinta, de cualquier artículo, producto o mercancía, o directamente sobre el mismo, el nombre geográfico de una localidad, región, país o nación determinada, bien sea de modo expreso y directo, o indirectamente, siempre que dicho nombre geográfico sirva de base o raíz a las frases, palabras o expresiones que se empleen.

Article 24.

For the purposes of this Convention the place of geographical origin or source shall be considered as indicated when the geographical name of a definite locality, region, country or nation, either expressly and directly, or indirectly, appears on any trade mark, label, cover, packing or wrapping, of any article, product or merchandise, directly or indirectly thereon, provided that said geographical name serves as a basis for or is the dominant element of the sentences, words or expressions used.

Artículo 25.

Los nombres geográficos que indiquen origen o procedencia no son susceptibles de apropiación individual, pudiendo usarlos libremente para indicar el origen o procedencia de los productos o mercancías o su propio domicilio comercial, cualquier fabricante, industrial, comerciante o

Article 25.

Geographical names indicating geographical origin or source are not susceptible of individual appropriation, and may be freely used to indicate the origin or source of the products or merchandise or his commercial domicile, by any manufacturer, industrialist, merchant or

Artigo 22.

Os Estados Contractantes que não tenham ainda decretado legislação sobre os actos de concorrência desleal mencionados neste artigo applicarão a taes actos as penas contidas na sua legislação sobre marcas de fabrica, ou em quaesquer outras leis e ordenarão a cessação dos referidos actos a pedido de qualquer parte prejudicada, que terá o direito de exigir das partes culpadas indemnização pelos damnos soffridos.

CAPITULO V.

REPRESSÃO DE FALSAS INDICAÇÕES DE ORIGEM
OU PROCEDENCIA GEOGRAPHICA*Artigo 23.*

Toda a indicaça o de origem ou procedencia geographica que não corresponder de facto ao logar em que o artigo, producto ou mercadoria foi fabricado, manufacturado, produzido ou colhido, será considerada fraudulenta e illegal, e, portanto, prohibida.

Artigo 24.

Para os fins desta Convenção, o logar de origem ou procedencia geographica será considerado como sendo indicado quando o nome geographico de uma determinada localidade, região, condado ou nação, quer expressamente e directamente, quer indirectamente, apparecer sobre qualquer marca de fabrica, rotulo, coberta, acondicionamento ou envolucro, de qualquer artigo producto ou mercadoria, directa ou indirectamente sobre a mesma, com tanto que tal nome geographico sirva como base ou motivo dominante das phrases, palavras ou expressões empregadas.

Artigo 25.

Os nomes geographicos indicativos de origem ou procedencia geographica não são susceptiveis de apropriação individual, e podem ser livremente usados pelo fabricante, industrial, negociante ou agricultor estabelecido no logar indicado ou negociando com productos que ahi se

Article 22.

Les Etats contractants qui n'auraient encore établi aucune législation pour la répression des actes de concurrence déloyale mentionnés dans ce chapitre appliqueront à ces actes les sanctions prévues dans leur législation sur les marques de fabrique ou par toute autre loi, et ordonneront la cessation de ces actes sur requête des parties lésées. L'auteur du préjudice causé sera également passible d'une condamnation en dommages intérêts pour les torts occasionnés.

CHAPITRE V

RÉPRESSION DE FAUSSES INDICATIONS
D'ORIGINE ET DE PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE.*Article 23.*

Toute indication d'origine ou de provenance qui ne correspond pas exactement au lieu où l'article, le produit, ou la marchandise a été fabriqué, obtenu ou récolté sera considérée comme frauduleuse et illégale, et par conséquent prohibée.

Article 24.

Dans l'intention de cette convention le lieu d'origine ou de provenance sera considéré comme indiqué lorsque le nom géographique d'une localité, d'une région, d'un pays ou d'une nation déterminée figure soit expressément et directement, soit indirectement sur toute marque de fabrique, l'étiquette, couvercle, emballage, enveloppe, etc., de tout article, produit, ou de toute marchandise, ou directement sur ceux-ci, pourvu que lesdits noms géographiques servent de base ou d'élément dominant aux phrases, mots ou expressions employés.

Article 25.

Les noms géographiques indiquant l'origine ou la provenance géographique ne sont pas susceptibles d'appropriation individuelle, et peuvent être employés librement pour indiquer l'origine ou la provenance des produits ou marchandises, ou le domicile commercial de tout fabricant,

agricultor establecido en el lugar indicado o que comercie con los productos que se originen en éste.

Artículo 26.

La indicación de origen o procedencia geográficas, fijada o estampada sobre un producto o mercancía, deberá corresponder exactamente al lugar en que dicho producto o mercancía ha sido fabricado, manufacturado o recolectado.

Artículo 27.

Quedan exceptuadas de las disposiciones contenidas en los anteriores artículos aquellas denominaciones, frases o palabras que, constituyendo en todo o en parte términos geográficos, hayan pasado por los usos constantes, universales y honrados del comercio, a formar el nombre o designación propias del artículo, producto o mercancía a que se apliquen, no estando comprendidas, sin embargo, en esta excepción las indicaciones regionales de origen de productos industriales o agrícolas cuya calidad y aprecio por parte del público consumidor dependa del lugar de producción u origen.

Artículo 28.

A falta de disposiciones especiales que repriman las falsas indicaciones de origen o procedencia geográficas, se aplicarán a este fin las respectivas leyes sanitarias o las referentes a la protección marcaria en los Estados Contratantes.

CAPÍTULO VI.

DE LAS SANCIONES.

Artículo 29.

Queda prohibido manufacturar, exportar, importar, distribuir, o vender artículos o productos que infrinjan directa o indirectamente alguna de las modalidades señaladas en esta Convención para la protección marcaria, la protección y defensa del nombre comercial, la represión de la competencia desleal, y la represión de las falsas indicaciones de origen o procedencia geográficas.

agriculturist established in the place indicated or dealing in the products there originating.

Article 26.

The indication of the place of geographical origin or source, affixed to or stamped upon the product or merchandise, must correspond exactly to the place in which the product or merchandise has been fabricated, manufactured or harvested.

Article 27.

Names, phrases or words, constituting in whole or in part geographical terms which through constant, general and reputable use in commerce have come to form the name or designation itself of the article, product or merchandise to which they are applied, are exempt from the provisions of the preceding articles; this exception, however, does not include regional indications of origin of industrial or agricultural products the quality and reputation of which to the consuming public depend on the place of production or origin.

Article 28.

In the absence of any special remedies insuring the repression of false indications of geographical origin or source, remedies provided by the domestic sanitary laws, laws dealing with misbranding and the laws relating to trade marks or trade names, shall be applicable in the Contracting States.

CHAPTER VI.

REMEDIES.

Article 29.

The manufacture, exportation, importation, distribution, or sale is forbidden of articles or products which directly or indirectly infringe any of the provisions of this Convention with respect to trade mark protection; protection and safeguard of commercial names; repression of unfair competition; and repression of false indications of geographical origin or source.

originem para indicar a origem de productos ou mercadorias ou o seu domicilio.

Artigo 26.

A indicação do lugar de origem, ou procedencia geographica, appensa ou carimbada sobre o artigo, producto ou mercadoria deve corresponder exactamente ao lugar em que o referido artigo ou mercadoria tenha sido fabricado, manufacturado ou colhido.

Artigo 27.

Os nomes, phrases ou palavras, que constituam no todo ou em parte termos geographicos, que, mediante uso constante, universal, e honroso no commercio tenham chegado a formar o nome ou a propria designação do artigo, producto ou mercadoria ao qual se applicam, são isentos das disposições conditas nos artigos anteriores ; esta excepção, entretanto, não inclue indicações regionaes de origem de productos industriaes ou agricolas cuja qualidade e reputação não dependam para o consumidor do lugar de producção ou origem.

Artigo 28.

Na ausencia de quaesquer recursos especiaes que assegurem a repressão de falsas indicações de origem ou procedencia geographica, serão applicaveis nos Estados contractantes os recursos providos pelas leis sanitarias, as leis que tratem da fabrica ou nomes commerciaes.

CAPITULO VI.

RECURSOS.

Artigo 29.

É prohibida a fabricação, exportação, importação, distribuição, ou venda dos artigos ou productos que directa ou indirectamente infringam qualquer das provisões desta Convenção no respeito á protecção de marcas de fabrica, protecção e salvaguarda de nomes commerciaes, repressão de concurrencia desleal, e repressão de falsas indicações de origem ou procedencia geographica.

industriel, commerçant ou agriculteur établi sur le lieu indiqué ou trafiquant de produits qui en sont originaires.

Article 26.

L'indication du lieu d'origine ou de provenance géographique attachée ou apposée sur l'article, produit ou marchandise doit correspondre exactement au lieu dans lequel ledit article ou marchandise a été fabriqué, manufacturé ou récolté.

Article 27.

Les noms, phrases ou mots constituant en tout ou partie en des termes géographiques qui par suite d'un usage constant général et connu qui en est fait dans le commerce en sont venus à constituer le nom ou la désignation même de l'article, produit ou marchandise auquel ils sont appliqués sont exempts des dispositions des articles précédents ; cette exception toutefois n'inclut pas les indications de régions d'origine de produits industriels ou agricoles, dont la qualité et la valeur dépendent, aux yeux du public consommateur, du lieu de production ou d'origine.

Article 28.

Faute de dispositions spéciales qui assurent la répression de fausses indications d'origine ou de provenance géographique, les sanctions prévues par les lois sanitaires nationales ou les lois relatives aux marques de fabrique ou au nom commercial seront applicables dans les Etats contractants.

CHAPITRE VI

SANCTIONS.

Article 29.

Est prohibée : la fabrication, l'exportation, l'importation, la distribution, ou la vente d'articles ou produits qui, directement ou indirectement, enfreignent l'une des dispositions de cette convention en ce qui concerne la protection des marques de fabrique, la protection et la sauvegarde du nom commercial, la répression de la concurrence déloyale et la répression des fausses indications d'origine, ou de provenance géographique.

Artículo 30.

Cualquier acto de los prohibidos por esta Convención será reprimido por las autoridades gubernativas, administrativas o judiciales competentes del Estado en que se cometa, por los medios y procedimientos legales que en dicho país rijan, ya de oficio, ya a petición de parte interesada, la que podrá ejercer las acciones y derechos que las leyes le concedan para ser indemnizada de los daños y perjuicios recibidos, pudiendo ser decomisados, destruidos o inutilizados, según el caso, los artículos, productos o mercancías, o sus distintivos, que hayan sido objeto del acto de competencia desleal.

Artículo 31.

Cualquier fabricante, industrial, comerciante o agricultor interesado en la producción, fabricación o comercio de las mercancías o artículos afectados por el acto o hecho prohibido, así como sus agentes, representantes o apoderados en cualquiera de los Estados Contratantes y los funcionarios consulares del Estado a que corresponda la localidad o región falsamente indicada cuando se trate de un caso de falsa indicación de origen o procedencia geográficos, tendrán personalidad legal suficiente para ejercitar las acciones y recursos correspondientes y continuarlos por todos sus trámites ante las autoridades administrativas y tribunales de justicia de los Estados Contratantes.

Igual personalidad tendrán las comisiones o instituciones oficiales y los sindicatos o asociaciones que representen a la industria, a la agricultura o al comercio, legalmente establecidas para la defensa de los procedimientos honrados y leales.

CAPÍTULO VII.

DISPOSICIONES COMUNES.

Artículo 32.

Las autoridades administrativas y los tribunales de justicia de cada Estado Contratante son los únicos competentes para resolver los expedientes administrativos y los juicios contencioso-administrativos, civiles o criminales que se incoaren con motivo de la aplicación de las leyes nacionales.

Article 30.

Any act prohibited by this Convention will be repressed by the competent administrative or judicial authorities of the government of the state in which the offense was committed, by the legal methods and procedure existing in said country, either by official action, or at the request of interested parties, who may avail themselves of the rights and remedies afforded by the laws to secure indemnification for the damage and loss suffered; the articles, products or merchandise or their marks, which are the instrumentality of the acts of unfair competition, shall be liable to seizure or destruction, or the offending markings obliterated, as the case may be.

Article 31.

Any manufacturer, industrialist, merchant or agriculturist, interested in the production, manufacture, or trade in the merchandise or articles affected by any prohibited act or deed, as well as his agents or representatives in any of the Contracting States and the consular officers of the state to which the locality or region falsely indicated as the place to which belongs the geographical origin or source, shall have sufficient legal authority to take and prosecute the necessary actions and proceedings before the administrative authorities and the courts of the Contracting States.

The same authority shall be enjoyed by official commissions or institutions and by syndicates or associations which represent the interests of industry, agriculture or commerce and which have been legally established for the defense of honest and fair trade methods.

CHAPTER VII.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

The administrative authorities and the courts shall have sole jurisdiction over administrative proceedings and administrative judgments, civil or criminal, arising in matters relating to the application of the national law.

Artigo 30.

Qualquer acto prohibido por esta Convenção será reprimido pelas competentes autoridades judiciaes do governo do paiz em que tenha sido cometida a offensa, pelos methodos e processos legaes existentes no referido paiz, quer mediante actuação official quer a pedido das partes interessadas, que poderão se valer dos direitos e dos recursos proporcionados pelas leis, com o fim de obter indemnização pelo damno ou perda soffridos ; os artigos, productos ou mercadorias ou as suas marcas que sejam a causa do acto de concurrencia desleal, serão sujeitos a apprehensão ou serão obliteradas as marcações offensivas, conforme as exigencias do caso.

Artigo 31.

Qualquer fabricante, industrial, negociante ou agricultor interessado na producção, fabricaçào ou commercio de artigos affectados por qualquer acção ou acto prohibido, assim como os seus agentes ou representantes em qualquer dos Estados Contractantes e os funcionarios consulares do Estado ao qual pertencer a localidade ou região falsamente indicada como logar de origem, ou procedencia geographica, terão autoridade legal sufficiente para instituir e proseguir as necessarias acções e processos perante as autoridades administrativas e os tribunaes de justiça dos Estados Contractantes.

Egual autoridade terão as commissões ou instituições officiaes e os syndicatos ou associações que representem os interesses da industria, agricultura ou commercio, e que tenham sido legalmente organizados para a defesa de methodos de negocio honestos e leaes.

CAPITULO VII.

DISPOSIÇÕES GERAES.

Artigo 32.

As autoridades administrativas e os tribunaes terão jurisdicção privativa sobre os processos administrativos e julgamentos administrativos, civis ou criminaes, oriundos de materias relativas á applicação da lei nacional.

Article 30.

Tout acte prohibé par la présente convention sera réprimé par les autorités administratives ou judiciaires compétentes de l'Etat dans lequel le délit fut commis, suivant les méthodes et la procédure légales en vigueur dans ce pays, soit d'office, soit à la requête des parties intéressées qui peuvent se prévaloir des droits et recours que les lois leur accordent pour obtenir indemnisation pour les dommages et pertes subis. Les articles, produits, marchandises ou leur marques qui auront fait l'objet de la concurrence déloyale seront susceptibles de saisie, de destruction ou d'être rendus inutilisables suivant le cas.

Article 31.

Tout fabricant, industriel, commerçant ou agriculteur intéressé dans la production, la fabrication ou le commerce des marchandises ou articles affectés par tout acte ou fait prohibé, aussi bien que ses agents ou représentants dans l'un des Etats contractants, ainsi que les agents consulaires de l'Etat auquel appartient la localité ou région faussement indiquée comme lieu d'origine ou de provenance auront pouvoir légal suffisant pour entreprendre toute action et poursuites consécutives par-devant les autorités administratives et les tribunaux des Etats contractants.

Le même pouvoir appartiendra aux commissions ou institutions officielles, ainsi qu'aux syndicats ou associations qui représentent les intérêts de l'industrie, l'agriculture ou le commerce et qui sont légalement établis pour la défense des procédés honorables et honnêtes.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 32.

Les autorités administratives et les tribunaux de chaque Etat contractant auront seule juridiction en matière de procédure administrative et de jugements administratifs, civils ou criminels concernant l'application de la loi nationale.

Las dudas que se suscitaren acerca de la interpretación o aplicación de los preceptos de esta Convención serán resueltas por los tribunales de justicia de cada Estado y sólo en el caso de denegación de justicia serán sometidas a arbitraje.

Artículo 33.

Cada uno de los Estados Contratantes en que no exista, se compromete a establecer un servicio para la protección marcaría y la represión de la competencia desleal y de las falsas indicaciones de origen o procedencia geográficas, debiendo publicar en el periódico oficial del Gobierno, o en otra forma periódica, las marcas solicitadas y concedidas y las decisiones administrativas recaídas en esta materia.

Artículo 34.

La presente Convención será susceptible de revisiones periódicas con objeto de introducir en ella las mejoras que la experiencia indique, aprovechándose de la oportunidad de la celebración de las conferencias internacionales americanas, recomendándose que cada país envíe en su delegación expertos en materias marcarías para que puedan realizar un trabajo efectivo.

La administración del Estado donde deba celebrarse la Conferencia preparará sus trabajos con la ayuda de la Unión Panamericana y de la Oficina Interamericana de Marcas.

El director de la Oficina Interamericana podrá asistir a las sesiones de la conferencia y tomará parte en las discusiones con voz, pero sin voto.

Artículo 35.

Las estipulaciones contenidas en esta Convención tendrán fuerza de ley en aquellos Estados en que los tratados internacionales tienen ese carácter tan pronto como son ratificados por sus órganos constitucionales.

Los Estados Contratantes en que el cumplimiento de los pactos internacionales esté subordinado a la promulgación de leyes concomitantes, al aceptar en principio esta Convención se obligan a solicitar de sus órganos legislativos la adopción, en el más breve plazo posible, de la

Any differences which may arise with respect to the interpretation or application of the principles of this Convention shall be settled by the courts of justice of each State, and only in case of the denial of justice shall they be submitted to arbitration.

Article 33.

Each of the Contracting States, in which it does not yet exist, hereby agrees to establish a protective service, for the suppression of unfair competition and false indication of geographic origin or source, and to publish for opposition in the official publication of the government, or in some other periodical, the trade marks solicited and granted as well as the administrative decisions made in the matter.

Article 34.

The present Convention shall be subject to periodic revision with the object of introducing therein such improvements as experience may indicate, taking advantage of any international conferences held by the American States, to which each country shall send a delegation in which it is recommended that there be included experts in the subject of trade marks, in order that effective results may be achieved.

The national administration of the country in which such conferences are held shall prepare, with the assistance of the Pan American Union and the Inter-American Trade Mark Bureau, the work of the respective conference.

The Director of the Inter-American Trade Mark Bureau may attend the sessions of such conferences and may take part in the discussions, but shall have no vote.

Article 35.

The provisions of this Convention shall have the force of law in those States in which international treaties possess that character, as soon as they are ratified by their constitutional organs.

The Contracting States in which the fulfillment of international agreements is dependent upon the enactment of appropriate laws, on accepting in principle this Convention, agree to request of their legislative bodies the enactment of the necessary legislation in the shortest pos-

Quaesquer differenças que possam surgir com respeito á interpretação ou applicação dos principios desta Convenção, serão solucionados pelos tribunaes de justiça de cada Estado, e somente no caso de denegação de justiça serão submetidas a arbitragem.

Artigo 33.

Cada um dos Estados Contractantes em que ainda não existir, ora se compromette a estabelecer um serviço protectivo para a supressão da concorrência desleal e falsas indicações de origem e procedencia geographica e a publicar para fins de opposição nas publicações officiaes de Governo, ou em outro periodico, a marca de fabrica solicitada e outorgada assim como as decisões administrativas tomadas sobre a materia.

Artigo 34.

A presente convenção será sujeita a revisã periodica com o fim de nella se introduzirem os melhoramentos que a experiencia possa indicar, com aproveitamento de quaesquer das conferencias internacionaes realizadas pelos Estados Americanos, ao qual cada nação enviará uma delegação na qual se recommenda sejam incluídos peritos na materia da marcas de fabrica, a fim de que sejam alcançados resultados effectivos.

A administração nacional do paiz em que se realizarem taes conferencias preparará, com o auxilio da União Pan-Americana e a Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, o trabalho da respectiva conferencia.

O Director da Secretaria Inter-Americana poderá assistir ás sessões de taes conferencias e poderá tomar parte nas discussões, porém não terá voto.

Artigo 35.

As disposições desta Convenção terão força de lei em todos os Estados em que os tratados internacionaes possuam tal caracter, desde o momento em que forem ratificadas pelos seus orgãos constitucionaes.

Os Estados Contractantes em que o cumprimento de accordos internacionaes depender da decretação de leis apropriadas ou da aceitação em principio desta convenção concordam em solicitar dos seus orgãos legislativos a decretação da necessaria legislação no mais breve periodo

Tous différends pouvant s'élever quant à l'interprétation ou de l'application des principes de cette convention seront réglés par les tribunaux de chaque Etat, et seulement en cas de déni de justice seront soumis à l'arbitrage.

Article 33.

Chacun des Etats contractants dans lequel il n'existe pas encore, s'engage à établir un service de protection pour la suppression de la concurrence déloyale et des fausses indications d'origine ou de provenance géographique et à insérer, dans les publications officielles du gouvernement ou dans tout autre périodique, les marques de fabrique soumises et agréées, aussi bien que les décisions administratives rendues en la matière.

Article 34.

La présente convention sera sujette à une revision périodique dans le but d'y introduire telles améliorations que l'expérience peut indiquer, profitant de toutes conférences internationales tenues par les Etats américains, auxquelles chaque pays enverra une délégation dans laquelle il est recommandé de faire entrer des spécialistes en matière de marques de fabrique, à l'effet d'aboutir à des résultats effectifs.

L'Administration nationale du pays dans lequel se tiendront ces conférences préparera, avec l'assistance de l'Union panaméricaine et du Bureau interaméricain des marques de fabrique, le travail de la conférence.

Le directeur du Bureau interaméricain pourra assister aux réunions de ces conférences et prendre part aux discussions, mais il n'y aura pas droit de vote.

Article 35.

Les dispositions de cette convention auront force de loi dans les Etats où les traités internationaux ont ce caractère, aussitôt qu'ils ont été ratifiés par leurs organes constitutionnels.

Les Etats contractants dans lesquels la mise en vigueur d'accords internationaux dépend de la promulgation de lois appropriées, conviennent par l'acceptation en principe de cette convention, à requérir de leurs corps législatifs l'adoption de la législation nécessaire dans le plus court délai

legislación que sea necesaria para ponerla en vigor, de acuerdo con sus prescripciones constitucionales.

Artículo 36.

Los Estados Contratantes convienen en que, tan pronto como esta Convención entre en vigor, las Convenciones sobre Marcas de Fábrica de 1910 y 1923 quedarán automáticamente sin efecto alguno, pero cualesquiera derechos que de acuerdo con sus estipulaciones se hayan adquirido o puedan adquirirse hasta la fecha en que entre en vigor esta Convención, continuarán siendo válidos hasta que expiren.

Artículo 37.

La presente Convención será ratificada por los Estados Contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

La Convención original y los instrumentos de ratificación serán depositados en la Unión Panamericana, la que enviará copia certificada del primero y comunicará aviso del recibo de dichas ratificaciones a los Gobiernos de los Estados Contratantes, entrando la Convención en vigor entre los Estados Contratantes en el orden en que vayan depositando sus ratificaciones.

Esta Convención regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciada mediante aviso anticipado de un año, transcurrido el cual, cesará en sus efectos para el Estado denunciante, quedando subsistente para los demás contratantes. La denuncia será dirigida a la Unión Panamericana, la que transmitirá aviso de su recibo a los Gobiernos de todos los demás Estados.

Los Estados Americanos que no hayan suscrito esta Convención podrán adherirse a ella, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión a la Unión Panamericana, la que notificará aviso de su recibo a los Gobiernos de los demás Estados Contratantes en la forma antes expresada.

En testimonio de lo cual, los delegados arriba nombrados firman la presente Convención en español, inglés, portugués y francés y estampan sus respectivos sellos.

Hecha en la ciudad de Washington, a los veinte días del mes de febrero de mil novecientos veintinueve.

sible period of time and in accordance with their constitutional provisions.

Article 36.

The Contracting States agree that, as soon as this Convention becomes effective, the Trade Mark Conventions of 1910 and 1923 shall automatically cease to have effect; but any rights which have been acquired, or which may be acquired thereunder, up to the time of the coming into effect of this Convention, shall continue to be valid until their due expiration.

Article 37.

The present Convention shall be ratified by the Contracting States in conformity with their respective constitutional procedures.

The original Convention and the instruments of ratification shall be deposited with the Pan American Union which shall transmit certified copies of the former and shall communicate notice of such ratifications to the other signatory Governments, and the Convention shall enter into effect for the Contracting States in the order that they deposit their ratifications.

This Convention shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance, at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other States. All denunciations shall be sent to the Pan American Union which will thereupon transmit notice thereof to the other Contracting States.

The American States which have not subscribed to this Convention may adhere thereto by sending the respective official instrument to the Pan American Union which, in turn, will notify the governments of the remaining Contracting States in the manner previously indicated.

In witness whereof the above named delegates have signed this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and thereto have affixed their respective seals.

Done in the City of Washington, on the twentieth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

de tempo possível e de accordo com as suas disposições constitucionaes.

Artigo 36.

Os Estados Contractantes concordam em que logo que esta convenção entre em vigor, a Convenção de Marcas de Fabrica de 1910 e 1923 cessarão automaticamente de vigorar, porém quaesquer direitos que tenham sido adquiridos, ou que venham a ser adquiridos de accordo com as mesmas até o momento de entrar em vigor esta convenção continuarão a ser validos até a sua devida expiração.

Artigo 37.

A presente Convenção será ratificada pelas Altas Partes Contractantes na conformidade dos seus respectivos processos constitucionaes.

A Convenção original e os instrumentos de ratificação serão depositados na União Pan-Americana, que transmittirá copias certificadas da primeira e communicará a notificação das referidas ratificações aos outros Governos Signatarios, e a convenção entrará em vigor para as Altas Partes Contractantes na ordem em que depositarem as suas ratificações.

Esta Convenção permanecerá em vigor indefinidamente, porém poderá ser denunciada por meio de notificação dada com um anno de antecedencia, á expiração do qual cessará de vigorar no que diz respeito á Parte denunciante, mas continuará a vigorar no que diz respeito aos outros Estados Contractantes. Toda a denuncia será enviada á União Pan-Americana que em seguida a transmittirá aos outros Estados Contractantes.

Os Estados Americanos que não tenham assignado esta Convenção poderão adherir a mesma enviando o respectivo instrumento official á União Pan-Americana, que, por sua vez, notificará em seguida aos Governos dos outros Estados Contractantes na maneira previamente indicada.

Em testemunho do que os delegados acima designados assignam esta Convenção em portuguez, inglez, hespanhol, e francez, e appõem á mesma os seus respectivos sellos.

Dada na Cidade de Washington aos vinte dias do mez de feveiro do anno mil e novecentos e vinte e nove.

possible d'accord avec leurs prescriptions constitutionnelles.

Article 36.

Les Etats contractants conviennent qu'aussitôt que cette convention deviendra effective, les Conventions sur les marques de fabrique de 1910 et 1923 cesseront automatiquement d'être en vigueur, mais tous droits qui ont été acquis ou qui peuvent être acquis aux termes de celles-ci jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente convention continueront à être valides jusqu'à leur expiration.

Article 37.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

La convention originale et les instruments de ratification seront déposés à l'Union panaméricaine qui en transmettra des copies certifiées et notifiera les ratification reçues aux gouvernements signataires. La convention entrera en vigueur pour les Hauts Etats contractants dans l'ordre dans lequel ils auront déposé leurs ratifications.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment ; mais elle peut être dénoncée au moyen d'un avis donné une année d'avance, à l'expiration de laquelle elle cessera d'avoir force pour la Partie qui l'aura dénoncée ; mais elle restera en vigueur en ce qui concerne les autres Etats contractants. Toutes les dénonciations seront adressées à l'Union panaméricaine qui en donnera aussitôt avis aux autres Etats contractants.

Les Etats américains qui n'ont pas signé la présente convention peuvent y adhérer en envoyant l'instrument officiel qui constate cette adhésion à l'Union panaméricaine qui, à son tour, en donnera avis aux Gouvernements des autres Etats contractants de la manière précédemment indiquée.

En foi de quoi les délégués susnommés ont signé la présente convention en français, en espagnol, en anglais et en portugais et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en la ville de Washington, le vingtième jour du mois de février de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

(Seal.) A. GONZÁLEZ PRADA.
 (Seal.) Emeterio CANO DE LA VEGA.
 (Seal.) Juan Vicente RAMÍREZ.
 (Seal.) Gonzalo ZALDUMBIDE.
 (Seal.) VARELA.
 (Seal.) FRANCISCO DE MOYA.
 (Seal.) OSCAR BLANCO VIEL.

Subscribo la presente Convención en cuanto sus disposiciones no sean contrarias a la legislación nacional de mi país, haciendo reserva expresa de las disposiciones de esta Convención sobre las cuales no hay legislación en Chile. ¹

R. J. ALFARO. (Seal.)
 Juan B. CHEVALIER. (Seal.)
 P. R. RINCONES. (Seal.)
 Manuel CASTRO QUESADA. (Seal.)
 F. E. PIZA. (Seal.)
 Gustavo GUTIÉRREZ. (Seal.)
 A. L. BUFILL. (Seal.)
 (Seal.) Adrián RECINOS.
 (Seal.) Ramiro FERNÁNDEZ.
 (Seal.) Raoul LIZAIRE.
 (Seal.) Pablo GARCÍA de LA PARRA.
 (Seal.) Carlos DELGADO DE CARVAJHO.
 (Seal.) F. SUÁSTEGUI.
 (Seal.) Vicente VITA.
 Carlos IZAGUIRRE V. (Seal.)
 Edward S. ROGERS. (Seal.)
 Thomas E. ROBERTSON. (Seal.)
 Francis WHITE. (Seal.)

¹ Traductions :

Je signe la présente Convention en tant que ses dispositions ne sont pas contraires à la législation nationale de mon pays et je fais toutes réserves expresses sur les dispositions de cette Convention sur lesquelles il n'existe pas de législation au Chili.

¹ Translations :

I sign the present Convention in so far as its provisions do not run contrary to the national legislation of my country and I make all express reservations on the provisions of this Convention for which there exists no legislation in Chile.

PROCOLO SOBRE EL REGISTRO INTERAMERICANO DE
MARCAS DE FÁBRICA.

PROCOL ON THE INTER-AMERICAN REGISTRATION OF
TRADE MARKS.

PROCOLLO SOBRE O REGISTRO INTER-AMERICANO DE
MARCAS DE FABRICA.

PROCOLE SUR L'ENREGISTREMENT INTERAMÉRICAIN DES
MARQUES DE FABRIQUE

PROTOCOLO

SOBRE EL REGISTRO INTERAMERICANO DE MARCAS
DE FABRICA.

Por cuanto : los Gobiernos de Perú, Bolivia, Paraguay, Ecuador, Uruguay, República Dominicana, Chile, Panamá, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haití, Colombia, Brasil, México, Nicaragua, Honduras y Estados Unidos de América, han firmado hoy en Washington por medio de sus respectivos delegados una Convención General Interamericana de Protección Marcaría y Comercial ;

Por cuanto : se considera conveniente el mantenimiento de una agencia internacional americana que facilite a los fabricantes, industriales, comerciantes o agricultores el goce de la protección marcaría y comercial que dicha Convención les otorga, y que sirva, además, de centro de información, coadyuvando al cumplimiento y mejoramiento de las disposiciones contenidas en ella ;

Por cuanto : la adopción por separado de una convención general de carácter sustantivo y de un protocolo como éste, puede facilitar la ratificación de los Estados Contratantes y la adhesión de las Repúblicas Americanas que no han tomado parte en las negociaciones, toda vez que la aceptación de la Convención no lleva implícita la de este instrumento,

Los Gobiernos arriba mencionados han convenido lo siguiente :

Artículo 1.

Las personas naturales o jurídicas domiciliadas o que posean un establecimiento fabril o comercial o una explotación agrícola en cualquiera de los Estados que hayan ratificado o se hayan adherido al presente Protocolo podrán obtener la protección de sus marcas mediante el registro de las mismas en la Oficina Interamericana de Marcas.

Artículo 2.

El titular de una marca registrada o depositada en uno de los Estados Contratantes que desee

PROTOCOL

ON THE INTER-AMERICAN REGISTRATION OF
TRADE MARKS.

Whereas, The Governments of Peru, Bolivia, Paraguay, Ecuador, Uruguay, Dominican Republic, Chile, Panama, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haiti, Colombia, Brazil, Mexico, Nicaragua, Honduras and the United States of America have this day signed at Washington through their respective delegates a General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection ;

Whereas, the maintenance of an international American agency is considered desirable that manufacturers, industrialists, merchants and agriculturists may enjoy the trade mark and commercial protection which that Convention grants them, and that it may serve as a center of information, and cooperate in the fulfillment and improvement of the provisions of the Convention ;

Whereas, the adoption of a general convention and a protocol may facilitate ratification among the Contracting States and adherence among the American Republics which have not taken part in the negotiations, since acceptance of the Convention does not imply acceptance of this instrument,

The above mentioned governments have agreed as follows :

Article 1.

Natural or judicial persons domiciled in or those who possess a manufacturing or commercial establishment or an agricultural enterprise in any of the States that may have ratified or adhered to the present Protocol, may obtain the protection of their trade marks through the registration of such marks in the Inter-American Trade Mark Bureau.

Article 2.

The owner of a mark registered or deposited in one of the Contracting States who desires to

PROTOCOLLO

SOBRE O REGISTRO INTER-AMERICANO DE MARCAS
DE FABRICA.

Considerando que os Governos de Perú, Bolivia, Paraguay, Equador, Uruguay, Republica Dominicana, Chile, Panamá, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haiti, Colombia, Brasil, Mexico, Nicaragua, Honduras e dos Estados Unidos da America assignaram hoje em Washington por intermedio dos seus respectivos delegados uma Convenção inter-Americana Geral para a Protecção Commercial ;

Considerando que se julga conveniente a manutenção de uma agencia internacional americana afim de que os fabricantes, industriaes, negociantes e agricultores gozem da protecção de marcas de fabrica e nomes commerciaes que esta Convenção lhes outorga, e para que sirva de centro de informação, e coopere no cumprimento e melhoramento das disposições da Convenção ;

Considerando que a adopção de uma convenção geral e um protocollo poderão facilitar a ratificação pelos Estados Contractantes e a adhesão das Republicas Americanas que ainda não tenham tomado parte nas negociações, já que a aceitação da convenção não supõe aceitação deste instrumento,

Os Governos acima mencionados concordaram no seguinte :

Artigo 1.

Pessoas naturaes ou juridicas domiciliadas que possuam um estabelecimento fabril ou commercial ou uma empresa agricola em qualquer dos Estados que tenham ratificado ou adherido ao presente Protocollo, poderão obter a protecção de suas marcas de fabrica mediante o registro das mesmas na Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica.

Artigo 2.

O proprietario de uma marca registrada ou depositada em um dos Estados Contractantes

PROTOCOLE

SUR L'ENREGISTREMENT INTERAMÉRICAIN
DES MARQUES DE FABRIQUE.

Attendu que les Gouvernements du Pérou, Bolivie, Paraguay, Équateur, Uruguay, République Dominicaine, Chili, Panama, Venezuela, Costa Rica, Cuba, Guatémala, Haiti, Colombie, Brésil, Mexique, Nicaragua, Honduras, et des Etats-Unis ont signé ce jour à Washington, par l'intermédiaire de leurs délégués respectifs une Convention générale interaméricaine pour la protection des amrques de fabrique et du nom commercial ;

Attendu que le maintien d'une agence américaine internationale est considéré comme désirable afin que les fabricants, industriels, commerçants et agriculteurs puissent jouir de la protection de leurs marques de fabrique et de commerce que cette convention leur assure, et afin qu'elle serve de centre d'information et coopère à l'observance et à l'amélioration des dispositions de la convention ;

Attendu que l'adoption d'une convention générale et d'un protocole peut faciliter la ratification par les Etats contractants et l'adhésion des Républiques américaines qui n'ont pas pris part aux négociations, puisque l'acceptation de la convention n'implique pas acceptation de cet instrument,

Les Gouvernements ci-dessus nommés ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les personnes naturelles ou juridiques domiciliées dans un des Etats ayant ratifié le présent protocole ou y ayant adhéré, ou celles qui possèdent un établissement manufacturier ou commercial ou une entreprise agricole dans l'un de ces Etats peuvent obtenir l'enregistrement de leurs marques de fabrique moyennant l'enregistrement de ces marques au Bureau inter-américain des marques de fabrique.

Article 2.

Le propriétaire d'une marque enregistrée et déposée dans l'un des Etats contractants qui

registrarla en los demás Estados Contratantes, deberá presentar una solicitud a tal efecto en la Oficina respectiva del país de registro original, cuya oficina la cursará a la Oficina Interamericana de Marcas cumpliendo las reglas dispuestas en el Reglamento, y a cuya solicitud acompañará un giro postal o de un banco de crédito reconocido, por un total de \$50.00 como derechos de la Oficina Interamericana de Marcas, más el importe de los derechos que señale la ley nacional de cada uno de los países en que desea obtener protección para su marca.

Artículo 3.

Inmediatamente después de recibida la solicitud de registro de una marca y de encontrar que llena los requisitos del caso, la Oficina Interamericana de Marcas expedirá un certificado del registro en la oficina y transmitirá por correo en sobre certificado copias de la misma acompañadas de un giro por la cantidad correspondiente a las Oficinas respectivas de los Estados en que se desee la protección. En el caso de nuevas adhesiones o ratificaciones de Estados después de registrada una marca, la Oficina Interamericana avisará a los propietarios de marcas registradas por su conducto, dichas adhesiones o ratificaciones por medio de la Oficina respectiva de su país, informándoles del derecho que tienen de registrar sus marcas en los nuevos Estados adherentes o ratificantes, cuyo registro se efectuará en la forma antes expresada.

Artículo 4.

Cada uno de los Estados Contratantes por conducto de su Oficina de Marcas, acusará inmediatamente el recibo de la solicitud de registro de cada Marca a la Oficina Interamericana, y procederá a tramitar el expediente con toda la prontitud posible publicándola por cuenta del solicitante en los periódicos oficiales de costumbre, y oportunamente notificará a la Oficina Interamericana la resolución que haya dictado de acuerdo con su legislación interna y las estipulaciones de esta Convención.

En el caso de que sea otorgada la protección a la marca solicitada, expedirá un certificado

register it in any of the other Contracting States, shall file an application to this effect in the office of the country of original registration which office shall transmit it to the Inter-American Trade Mark Bureau, complying with the Regulations. A postal money order or draft on a bank of recognized standing, in the amount of \$50.00, as a fee for the Inter-American Trade Mark Bureau, plus the amount of the fees required by the national law of each of the countries in which he desires to obtain protection for his mark, shall accompany such application.

Article 3.

Immediately on receipt of the application for the registration of a mark, and on determining that it fulfills all the requirements, the Inter-American Trade Mark Bureau shall issue a certificate and shall transmit by registered mail copies of the same accompanied by a money order for the amount required by the respective Offices of the States in which protection is desired. In the case of adhesions or ratifications of additional states after the registration of a mark, the Inter-American Bureau shall, through the respective offices of their countries, inform the proprietors of marks registered through the Bureau, of said adhesions or ratifications, informing them of the right that they have to register their marks in the new adhering or ratifying States, in which registration shall be effected in the manner above mentioned.

Article 4.

Each of the Contracting States, through its Trade Mark Office, shall immediately acknowledge to the Inter-American-Bureau, the receipt of the application for registration of each mark, and shall proceed to carry through the proceedings with every possible dispatch, directing that the application be published at the expense of the applicant in the usual official papers, and at the proper time shall notify the Inter-American Bureau of the action that it may have taken in accordance with its internal legislation and the provisions of this Convention.

In case protection is granted to the mark, it shall issue a certificate of registration in which

que desejar registral-a nos outros Estados Contractantes, fará um pedido nesse sentido á respectiva repartição do paiz de rigistro original cuja repartição a transmittirá á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, cumprindo com o Regulamento. Esse pedido será acompanhado de um vale postal ou letra sobre um banco de reconhecida reputação, no valor de \$50.00, como emolumento da Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, mais a importancia das taxas exigidas pela lei nacional de cada um dos paizes em que elle desejar obter protecção para a sua marca.

Artigo 3.

Immediatamente depois de receber um pedido de registro de uma marca, e de determinar que tal pedido satisfaz todas as exigencias, a Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica expedirá um certificado e transmittirá por correio registrado copias da mesma acompanhadas de um vale postal para a quantia exigida pelas respectivas Repartições dos Estados em que se deseja protecção. No caso de adhesões ou ratificações de Estados adicionais após registro da marca, a Secretaria Inter-Americana, por intermedio da respectiva repartição do seu paiz informará os proprietarios das marcas registradas na Secretaria, das ditas adhesões ou ratificações, notificando-os do direito que lhes assiste de registrar as suas marcas nos novos Estados adherentes ou ratificantes, nos quae; o registro deverá ser effectuado da maneira acima referida.

Artigo 4.

Cada um dos Estados Contractantes, por intermedio de sua Repartição de Marcas de Fabrica, notificará immediatamente á Secretaria de Marcas de Fabrica do recebimento de cada pedido de registro e procederá a ultimar os devidos processos com a maior brevidade possivel, fazendo publicar o pedido ás expensas do requerente nas usuas publicações officiaes, e em tempo opportuno notificará a Secretaria Inter-Americana da decisão a que tiver chegado de accordo com a sua legislação interna e as disposições desta Convenção.

No caso de ser outorgada protecção á marca, expedirá um certificado de registro no qual será

désire la faire enregistrer dans tout autre des Etats contractants adressera une demande à cet effet au bureau intéressé du pays de l'enregistrement original, lequel la transmettra au Bureau interaméricain des marques de fabrique conformément aux règlements. Un mandat poste ou un chèque sur une banque de crédit connue pour la somme de \$50.00 à titre de taxe en faveur du Bureau interaméricain des marques de fabrique, plus le montant des droits requis par la législation nationale de chacun des pays dans lesquels il désire obtenir protection pour sa marque, sera joint à cette demande.

Article 3.

Aussitôt reçue la demande d'enregistrement d'une marque et aussitôt après constatation qu'elle remplit les conditions requises, le Bureau interaméricain des marques de fabrique émettra un certificat interaméricain d'enregistrement et transmettra par pli recommandé des copies de celle-ci accompagnées d'une traite pour le montant requis par les bureaux respectifs des Etats dans lesquels la protection est désirée. En cas d'adhésions ou ratifications d'Etats nouveaux postérieurement à l'enregistrement d'une marque le Bureau interaméricain, par la voie des services respectifs de leur pays, avisera les propriétaires de marques enregistrées par ce bureau desdites adhesions ou ratifications les informant de leur droit de faire enregistrer leurs marques dans les nouveaux Etats adherents ou ayant ratifié le présent protocole, dans lesquels l'enregistrement sera effectué de la manière plus haut mentionnée.

Article 4.

Chacun des Etats contractants, par la voie de son Bureau des marques de fabrique, accusera immédiatement réception au Bureau interaméricain de la demande d'enregistrement de chaque marque et procédera à l'expédition des formalités le plus rapidement possible, fera insérer la demande dans les publications officielles usuelles et avisera en temps utile le Bureau interaméricain de la décision prise conformément à la législation nationale et aux dispositions de cette convention.

Au cas où la protection est accordée à la marque l'Etat émettra un certificat d'enregistrement

de registro haciendo constar la vida legal del registro, el cual certificado será otorgado con las mismas formalidades que los nacionales y surtirá los mismos efectos en cuanto a la propiedad de la marca. Este certificado de registro se enviará a la Oficina Interamericana de Marcas, quien lo remitirá al propietario por conducto de la Oficina respectiva del país de origen.

Si dentro de un plazo de siete meses de haber sido recibida por un Estado Contratante la solicitud de protección de una marca remitida por la Oficina Interamericana de Marcas, la administración de ese Estado no ha comunicado a dicha Oficina la denegación de protección fundada en los preceptos de su legislación interna o de la Convención General Interamericana de Protección Marcaria y Comercial, se considerará registrada dicha marca, y la Oficina Interamericana lo hará saber así al solicitante por conducto del país de origen expidiendo un certificado especial que tendrá la misma fuerza y valor legal de un certificado nacional.

En el caso de que la protección de una marca sea denegada de acuerdo con los preceptos de la legislación de cada Estado o de la Convención General Interamericana de Protección Marcaria y Comercial, el solicitante podrá hacer uso de los mismos recursos que las leyes respectivas conceden a los ciudadanos del Estado que dictó la negativa de protección, y los términos que para el ejercicio de dichos recursos y acciones concedan las leyes nacionales empezarán a contarse después de los cuatro meses de haberse recibido el aviso de negativa en la Oficina Interamericana de Marcas.

El registro interamericano de una marca comunicado a los Estados Contratantes, que sea protegida en éstos, substituirá cualquier otro registro de la misma marca que haya sido hecho anteriormente por cualquier otro medio, sin perjuicio de los derechos adquiridos por el registro nacional.

Artículo 5.

Igual procedimiento al estipulado en los artículos anteriores se seguirá para el registro de la trasmisión de la propiedad de una marca o de la cesión del uso de la misma, pero en ese caso sólo de remitirá a la Oficina Interamericana la cantidad de \$10.00 que retendrá la Oficina,

shall be indicated the legal period of registration ; which certificate shall be issued with the same formalities as national certificates and shall have the same effect in so far as ownership of the mark is concerned. This certificate of registration shall be sent to the Inter-American Trade Mark Bureau, which shall transmit it to the proprietor of the mark through the proper office of the country of origin.

If, within seven months after the receipt by a Contracting State of an application for the protection of a trade mark transmitted by the Inter-American Trade Mark Bureau, the administration of such State does not communicate to the Bureau notice of refusal of protection based on the provisions of its domestic legislation or the provisions of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection such mark shall be considered as registered and the Inter-American Trade Mark Bureau shall so communicate to the applicant through the country of origin, and shall issue a special certificate which shall have the same force and legal value as a national certificate.

In case protection of a mark is refused in accordance with the provisions of the internal legislation of a State or of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection, the applicant may have the same recourse which the respective laws grant to the citizens of the state refusing protection. The period within which the recourse and actions granted by national laws may be exercised shall begin four months after receipt by the Inter-American Trade Mark Bureau of the notice of refusal.

The Inter-American registration of a trade mark communicated to the Contracting States, which may already enjoy protection in such States shall replace any other registration of the same mark effected previously by any other means, without prejudice to the rights already acquired by national registration.

Article 5.

In order to effect the transfer of ownership of a trade mark or the assignment of the use of the same, the same procedure as that set forth in the foregoing articles shall be followed, except that in this case there shall only be remitted to the Inter-American Bureau \$10.00, to be retained

indicado o periodo legal de registro inter-americano ; o qual certificado será expedido com as mesmas formalidades que os certificados nacionais e terá o mesmo effeito no que diz respeito á posse da marca. Este certificado de registro será enviado á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, que o remettermá ao proprietario da marca por intermedio da competente repartição do paiz de origem.

Se, dentro de sete mezes após recebimento por um Estado Contractante de um pedido de protecção para uma marca de fabrica transmitido pela Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, a administração do referido Estado não communicar á dita Secretaria a notificação da recusa da protecção baseada nas disposições de sua legislação interna ou nas disposições da Convenção Geral Inter-Americana para a Protecção de Marcas de Fabrica e Protecção Commercial, a referida marca será considerada como registrada e a Secretaria Inter-Americana informará nesse sentido ao requerente por intermedio do paiz de origem, e expedirá um certificado especial que terá a mesma força e valor legal que um certificado nacional.

No caso de ser negada protecção a uma marca de accordo com as disposições da legislação interna de um Estado ou da Convenção Geral Inter-Americana para a Protecção de Marcas de Fabrica e Protecção Commercial, o requerente poderá se valer dos mesmos recursos que as respectivas leis outorgam aos cidadãos do Estado que tiver recusado protecção. O periodo dentro do qual poderão ser exercidos os recursos e as acções outorgadas pelas leis nacionais começará quatro mezes após recebimento pela Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica da notificação da recusa.

O registro inter-americano de uma marca de fabrica communicada aos Estados Contractantes, que estiver já no gozo de protecção nos referidos Estados, tomará o lugar de qualquer outro registro da mesma marca previamente effectuado por qualquer outro meio, sem prejuizo dos direitos até então adquiridos por registro nacional.

Artigo 5

Com o fim de se effectuar a transferencia da posse de uma marca de Fabrica ou a designação do uso da mesma seguir-se-hão os mesmos processos que os constantes do artigo anterior, excepto que neste caso será remetida á Secretaria Inter-Americana apenas a quantia de dez dol-

lars no qual sera indicado a duração legal de l'enregistrement. Ce certificat sera émis dans les mêmes formes que les certificats nationaux et en aura le même effet en ce qui concerne la propriété de la marque. Ce certificat d'enregistrement sera adressé au Bureau interaméricain des marques de fabriques qui le transmettra au propriétaire de la marque par la voie du Bureau appropriée du pays d'origine.

Si, sept mois après la réception par un Etat contractant d'une demande pour la protection de marque de fabrique transmise par le Bureau interaméricain des marques de fabrique, l'Administration dudit Etat n'a pas fait parvenir à ce Bureau un avis de refus de protection basé sur les prescriptions de sa législation nationale ou sur les dispositions de la Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et du nom commercial, ladite marque sera considérée comme enregistrée et le Bureau interaméricain en informera le requérant par l'intermédiaire du Bureau du pays d'origine, et émettra un certificat spécial qui aura la même force et valeur légale qu'un certificat national.

Dans le cas où la protection d'une marque est refusée conformément aux dispositions de la législation nationale de l'Etat ou de la Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et commerciale, le requérant peut user des recours que les lois respectives accordent aux citoyens de l'Etat qui refuse la protection. Le délai pendant lequel les recours et actions accordés par les lois nationales peuvent être exercés commencera quatre mois après la réception de l'avis de refus par le Bureau interaméricain des marques de fabrique.

L'enregistrement interaméricain d'une marque de fabrique transmise aux Etats contractants qui y est déjà protégée remplacera tout autre enregistrement de la même marque effectué antérieurement par tout autre moyen, sans préjudice des droits déjà acquis par l'enregistrement national.

Article 5.

Pour effectuer le transfert de propriété d'une marque de fabrique, ou le transfert de son usage, la même procédure que celle prescrite dans les articles précédents sera suivie, sauf toutefois que dans ce cas il ne sera remis au Bureau interaméricain que dix dollars revenant audit bu-

más el importe que fije la legislación interna de cada país en que se desee registrar la transmisión o cesión, entendiéndose que le uso de las marcas puede ser transferido separadamente en cada país.

Artículo 6.

Si el solicitante reivindica el color como elemento constitutivo de su marca, se le exigirá :

1. Que lo declare acompañando al registro una nota que indique el color o la combinación de colores que reivindica, y
2. Que una a su solicitud copias o ejemplares, de dicha marca, en colores, tal como se encuentra en uso, los cuales se anexarán a las notificaciones hechas por la Oficina Interamericana. El número de dichos ejemplares se fijará por el Reglamento.

Artículo 7.

Las marcas registradas se publicarán en una hoja periodica editada por la Oficina Interamericana, dando las indicaciones contenidas en la solicitud de registro y un diseño suministrado por el registrante.

Para la publicidad que ha de darse en los Estados Contratantes a las marcas inscriptas cada administración recibirá gratuitamente de la Oficina Interamericana el número de ejemplares de la precitada publicación que quiera pedir.

La publicación de una marca en la hoja periódica de la Oficina Interamericana tendrá la misma fuerza que su publicación en los periódicos o boletines oficiales de los Estados Contratantes.

Artículo 8.

La Oficina Interamericana expedirá a cualquier persona que la pida, mediante un derecho que fijará el Reglamento, copia de las anotaciones hechas en el registro con referencia a una marca determinada.

by said Bureau, plus the fees fixed by the domestic legislation of each one of the countries in which it is desired to register the transfer or assignment of the mark, it being understood that the use of trade marks may be transferred separately in each country.

Article 6.

If the applicant claims color as a distinctive element of his mark he shall be required to :

1. Send a statement attached to the application for registration declaring the color or the combination of colors which he claims ; and
2. Attach to the application for registration copies or specimens of the mark as actually used, showing the colors claimed, which shall be attached to the notifications sent by the Inter-American Bureau. The number of copies to be sent shall be fixed by the Regulations.

Article 7.

Trade marks shall be published in a bulletin edited by the Inter-American Bureau, wherein shall appear the matter contained in the application for registration and an electrotype of the mark supplied by the applicant.

Each administration of the Contracting States shall receive free of charge from the Inter-American Bureau as many copies of the above mentioned publication as it may ask for.

The publication of a mark in the bulletin of the Inter-American Bureau shall have the same effect as publication in the official journals or bulletins of the Contracting States.

Article 8.

The Inter-American Bureau, on receipt of payment of a fee to be fixed by the Regulations, shall furnish to any person who may so request, copies of the entries made in the register with reference to any particular mark.

lars, para ser retida pela dita Secretaria, mais os emolumentos estabelecidos pela legislação domestica de cada um dos paizes em que se pretende registrar a transferencia ou a designação do uso da marca, ficando entendido que o uso das marcas de fabrica poderá ser transferido separadamente em cada paiz.

Artigo 6.

Se o registrante requerer a côr como elemento distinctivo de sua marca deverá :

1. Enviar uma declaração appensa ao pedido de registro declarando a côr ou a combinação de côres que requer ;

2. Juntar ao pedido de registro exemplares ou especimens da marca conforme se acha effectivamente em uso, mostrando as côres requeridas, os quaes serão appensos ás notificações enviadas pela Secretaria Inter-Americana. O numero de exemplares a serem enviados será determinado pelo Regulamento.

Artigo 7.

As marcas serão publicadas em um boletim editado pela Secretaria Inter-Americana, no qual apparacerá a materia contida no pedido de registro e um electrotypo da marca fornecido pelo requerente.

Cada Administração dos Estados Contractantes receberá, livre de despesa, da Secretaria Inter-Americana tantos exemplares das supra-citadas publicações quantas ella solicitar.

A publicação de uma marca no boletim da Secretaria Inter-Americana terá o mesmo effeito que a sua publicação nos jornaes ou boletins officiaes dos Estados Contractantes.

Artigo 8.

A Secretaria Inter-Americana, ao receber o pagamento da taxa a ser fixada pelo Regulamento, fornecerá a qualquer pessoa que as solicitar copias dos assentamentos feitos no registro relativamente a qualquer marca determinada.

reau, — plus les droits fixés par la législation nationale de chacun des pays dans lesquels l'enregistrement de ce transfert est désiré, étant entendu que l'usage de marques de fabrique peut être transféré séparément dans chaque pays.

Article 6.

Si le requérant revendique une couleur comme élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1. D'envoyer une déclaration annexée à sa demande d'enregistrement indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs qu'il revendique;

2. De joindre à sa demande d'enregistrement des copies ou spécimens de la marque actuellement employée, montrant les couleurs revendiquées, lesquels seront annexés aux notifications transmises par le Bureau interaméricain. Le nombre d'exemplaires à fournir sera fixé par les règlements.

Article 7.

Les marques de fabrique enregistrées seront insérées dans un bulletin publié par le Bureau interaméricain, dans lequel figureront les indications contenues dans la demande d'enregistrement, ainsi qu'une reproduction électrotype de la marque soumise par le requérant.

Chaque administration des Etats contractants recevra gratuitement du Bureau interaméricain autant d'exemplaires de la publication susmentionnée qu'il en sera demandé.

La publication d'une marque dans le bulletin du Bureau interaméricain aura le même effet que sa publication dans les journaux officiels des Etats contractants.

Article 8.

Le Bureau interaméricain expédiera à toute personne qui en fera la demande, moyennant paiement d'un droit à fixer par les règlements, copie ou contenu du registre se référant à une marque déterminée.

Artículo 9.

La Oficina registrará también las renovaciones una vez cumplidos los requisitos de la legislación interna de cada Estado Contratante, previo pago de un derecho de \$10.00 para la Oficina y los derechos que corresponden a los Estados en que dichas renovaciones se efectúen.

Seis meses antes de la expiración del término de protección, la Oficina Interamericana pasará aviso oficioso a la Administración del país de origen y al propietario de la marca.

Artículo 10.

El propietario de una marca podrá siempre renunciar a la protección en uno o varios de los Estados Contratantes, mediante una declaración enviada a la administración del país de origen de la marca, para ser comunicada a la Oficina Interamericana, la cual notificará a los países a que concierna dicha renuncia.

Artículo 11.

Los que soliciten el registro, depósito, transmisión, cesión o renovación de una marca por medio de la Oficina Interamericana, podrán nombrar en cualquier tiempo, por medio del correspondiente poder, un agente o apoderado a fin de que los represente en cualquier procedimiento administrativo, judicial o de cualquiera otra clase que surja con motivo de dichas marca o solicitud en cualquiera de los Estados Contratantes.

Dichos apoderados tendrán derecho a notificarse de todas las actuaciones y a recibir y presentar los documentos que fueren necesarios en la Oficina de Marcas de cada país, de acuerdo con las estipulaciones de este Protocolo.

Artículo 12.

La Administración del país de origen notificará a la Oficina Interamericana las anulaciones, cancelaciones, renunciaciones, trasposos y demás cambios que se produjeran en la propiedad o uso de la marca.

Article 9.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall keep a record of renewals which have been effected in compliance with the requirements of the domestic laws of the Contracting States, and after payment of a fee of \$10.00 to the Inter-American Trade Mark Bureau and the customary fees required by the States where said renewal is effected.

Six months prior to the expiration of the period of protection, the Inter-American Bureau shall communicate this information to the administration of the country of origin and to the owner of the mark.

Article 10.

The owner of a trade mark may at any time relinquish protection in one or several of the Contracting States, by means of a notice sent to the administration of the country of origin of the mark, to be communicated to the Inter-American Bureau, which in turn shall notify the countries concerned.

Article 11.

An applicant for registration or deposit, transfer or renewal of a trade mark through the Inter-American Bureau, may appoint by a proper power of attorney at any time, an agent or attorney to represent him in any procedure, administrative, judicial or otherwise, arising in connection with such trade marks or application in any Contracting State.

Such agents or attorneys shall be entitled to notice of all the proceedings and to receive and present all documents that may be required by the Trade Mark Bureau of each country under the provisions of this Protocol.

Article 12.

The administration in the country of origin shall notify the Inter-American Bureau of all annulments, cancellations, renunciations, transfers and all other changes in the ownership or use of the mark.

Artigo 9.

A Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica manterá um registro das renovações que tenham sido effectuadas na conformidade das exigencias das leis internas do Estado Contractante e após pagamento de uma taxa de \$10.00 á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica e as taxas exigidas pelos Estados em que se effectuar a referida renovação.

Seis mezes antes da expiração do prazo de protecção a Secretaria Inter-Americana comunicará essa informação á administração do paiz de origem e ao proprietario da marca.

Artigo 10.

O proprietario de uma marca inter-americana poderá em qualquer tempo renunciar á protecção em um ou varios dos Estados Contractantes, mediante aviso enviado á Administração do paiz de origem da marca para ser communicado á Secretaria Inter-Americana, que por sua vez notificará os paizes interessandos.

Artigo 11.

A pessoa que requerer registro ou deposito, transferencia ou renovação de uma marca por intermedio da Secretaria Inter-Americana, poderá nomear em qualquer tempo, mediante procuração, um agente ou procurador para represental-a em qualquer procedimento, administrativo, judicial ou outro, oriunda de taes marcas ou pedido em qualquer dos Estados Contractantes.

Os referidos procuradores terão o direito de ser notificados de todos os procedimentos e a receber e produzir todos os documentos que possam ser recebidos pela Secretaria de Marcas de Fabrica de cada um dos paizes de accordo com as disposições deste Protocollo.

Artigo 12.

A administração do paiz de origem notificará á Secretaria Inter-Americana das revogações, cancellamentos, renuncias, transferencias e todas as outras mudanças na posse e uso da marca.

Article 9.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique tiendra registre des renouvellements qui ont été effectués conformément aux prescriptions de la loi nationale des Etats contractants moyennant paiement d'un droit de \$10.00 au Bureau interaméricain des marques de fabrique et des droits ordinaires requis par les Etats dans lesquels le renouvellement est effectué.

Six mois avant l'expiration de la période de protection, le Bureau interaméricain en donnera avis à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Article 10.

Le propriétaire d'une marque de fabrique peut, à tout moment, renoncer à la protection dans l'un ou plusieurs des Etats contractants au moyen d'un avis adressé à l'Administration du pays d'origine de la marque pour être communiqué au Bureau interaméricain, lequel, à son tour, en informera les pays que concerne ladite renonciation.

Article 11.

Tout requérant de l'enregistrement ou dépôt, transfert ou renouvellement d'une marque de fabrique par l'intermédiaire du Bureau interaméricain, peut désigner par un pouvoir régulier à n'importe quel moment, un agent ou avocat pour le représenter dans toute action administrative, judiciaire ou autre née à l'occasion de telles marques de fabrique, ou demande d'enregistrement dans un des Etats contractants.

Ces agents ou avocats auront le droit de prendre connaissance de tous actes ou procès-verbaux et de recevoir et de produire tous documents qui peuvent être requis par le Bureau des marques de fabrique de chaque pays conformément aux dispositions de ce protocole.

Article 12.

L'Administration du pays d'origine avisera la Bureau interaméricain des annulations, cancellations, transferts et de tous autres changements dans la propriété ou l'usage de la marque.

La Oficina Interamericana inscribirá dichos cambios, los notificará a las administraciones de los Estados Contratantes, y los publicará en seguida en su periódico.

Se procederá igualmente cuando el propietario de la marca solicite reducir la lista de los productos a que se aplica.

La adición ulterior de un nuevo producto a la lista, no puede obtenerse sino por un nuevo registro efectuado conforme a las disposiciones del artículo 2 de este Protocolo. A la adición se asimila la substitución de un producto en lugar de otro.

Artículo 13.

Los Estados Contratantes se obligan a enviar por conducto de sus oficinas nacionales de marcas, tan pronto como se publiquen, dos ejemplares de las gacetas o publicaciones oficiales en que aparezcan sentencias o resoluciones judiciales o administrativas, leyes, decretos, reglamentos, circulares o cualesquiera otras disposiciones emanadas de los poderes ejecutivo, legislativo o judicial que se refieran a la protección marcaria, la defensa de los nombres comerciales, o la represión de la competencia desleal y de las falsas indicaciones de procedencia, tanto en el orden administrativo, como en el civil o penal.

Artículo 14.

A fin de cumplir este Protocolo y facilitar el registro interamericano de marcas, los Estados Contratantes establecen por su agencia internacional, la oficina situada en la Habana, República de Cuba, que se denominará en lo sucesivo « Oficina Interamericana de Marcas », y confieren a su correspondencia oficial la franquicia postal.

Artículo 15.

La Oficina Interamericana de Marcas desempeñará las funciones expresadas en este Protocolo y en el Reglamento anexo, y se sostendrá con los derechos que perciba por la tramitación de las marcas, más las cuotas asignadas a los Estados Contratantes. Dichas cuotas se pagarán directamente a la Oficina por anualidades

The Inter-American Bureau shall record these changes, notify the administrations of the Contracting States and publish them immediately in its bulletin.

The same procedure shall be followed when the proprietor of the mark requests a reduction in the list of products to which the trade mark is applied.

The subsequent addition of a new product to the list may not be obtained except by a new registration of the mark according to the provisions of Article 2 of this Protocol. The same procedure shall be followed in the case of the substitution of one product for another.

Article 13.

The Contracting States bind themselves to send through their respective national trade mark offices, as soon as they are published, two copies of the official bulletins or publications in which judicial or administrative decisions or resolutions, laws, decrees, regulations, circulars, or any other provisions emanating from the executive, legislative or judicial authorities may appear and which refer to the protection of trade marks, the protection of commercial names, the repression of unfair competition and of false indications of origin, whether of an administrative, civil or penal nature.

Article 14.

In order to comply with this Protocol, and to facilitate the inter-American registration of trade marks, the Contracting States establish as their international agency the Bureau located in Habana, Republic of Cuba, referred to as the " Inter-American Trade Mark Bureau ", and confer upon its official correspondence the postal frank.

Article 15.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall perform the duties specified in this Protocol and in the Regulations appended hereto, and shall be supported in part by the fees received for handling trade marks and in part by the quotas assigned to the Contracting States. These quotas shall be paid directly and in advance to

A Secretaria Inter-Americana anotará estas mudanças, notificará as Administrações do Estado Contractante e fará immediatamente a competente publicação no seu boletim.

Seguir-se-á o mesmo processo quando o proprietário da marca pedir uma redução na lista de productos aos quaes se applica a marca.

A adição subsequente de um novo producto á lista não poderá ser outorgada excepto por novo registro da marca de accordo com o disposto no Artigo 2 deste Protocollo. Será seguido o mesmo processo no caso da substituição de um producto por outro.

Artigo 13.

Os Estados Contractantes concordam em enviar, por intermedio das suas respectivas repartições nacionaes, logo que forem publicados, dois exemplares dos boletins ou publicações officiaes em que apparecerem decisões ou resoluções judiciaes ou administrativas, leis, decretos, regulamentos, circulares ou quaesquer outras disposições emanadas das autoridades executivas, legislativas, ou judiciaes referentes á protecção das marcas de fabrica, protecção de nomes commerciaes e repressão da concorrência desleal e de falsas indicações de origem, quer de natureza administrativa, civil ou penal.

Artigo 14.

Com o fim de conformar com este Protocollo, e facilitar o registro das marcas de fabrica inter-americanas, os Estados Contractantes estabelecem como sua agencia internacional a Secretaria existente em Havana, Republica de Cuba, a qual será conhecida como « Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica », e conferem á sua correspondencia official a franquia postal.

Artigo 15.

A Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica desempenhará os deveres especificados neste Protocollo e no regulamento annexo e será mantida em parte pelos emolumentos recebidos pelo serviço de encaminhar as marcas, em parte pelas quotas dos Estados Contractantes. Estas quotas serão pagas directamente

Le Bureau interaméricain tiendra registre de ces changements, en avisera les Administrations des Etats contractants et les insérera immédiatement dans son bulletin.

La même procédure sera suivie lorsque le propriétaire de la marque demande une réduction dans la liste des produits auxquels la marque de fabrique s'applique.

L'addition subséquente d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue qu'au moyen d'un nouvel enregistrement de la marque suivant les dispositions de l'article 2 de ce protocole. La même procédure sera suivie au cas de substitution d'un produit à un autre.

Article 13.

Les Etats contractants s'engagent à envoyer par l'intermédiaire de leurs bureaux respectifs des marques de fabrique, aussitôt qu'ils sont publiés, deux exemplaires des bulletins officiels ou publications dans lesquels sont insérés les décisions ou résolutions juridiques ou administratives, les lois, décrets et règlements, les circulaires ou toutes autres dispositions émanant les autorités législatives ou judiciaires et qui se réfèrent à la protection des marques de fabrique, à la protection du nom commercial, à la répression de la concurrence déloyale et des fausses indications d'origine, que ce soit de nature administrative, civile ou pénale.

Article 14.

A l'effet de se conformer au présent protocole et de faciliter l'enregistrement interaméricain des marques de fabrique, les Etats contractants établissent comme agence internationale le Bureau situé à la Havane, République de Cuba, auquel il est référé sous le nom de « Bureau interaméricain des marques de fabriques », et confèrent à sa correspondance officielle la franchise postale.

Article 15.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique exercera les fonctions spécifiées dans ce protocole et dans les règlements qui y sont annexés, et ses frais seront supportés en partie au moyen des droits perçus pour les soins accordés aux marques de fabrique, et partie par des quote-parts assumées par les Etats con-

adelantadas, y se calcularán de la manera siguiente :

Se determinará la población de cada Estado Contratante que ratifique este Protocolo, por medio de los respectivos censos oficiales más recientes, dividiendo el número de habitantes en unidades que representen 100,000, considerando las fracciones mayores de 50,000 como una unidad y no tomando en cuenta las menores. El monto de dicha contribución anual se dividirá entre el número total de unidades así obtenido, lo que determinará el importe de la cuota por unidad, y multiplicando ésta por el número de unidades asignado a cada Estado, se fijará su contribución para la Oficina Interamericana.

Al recibirse nuevas ratificaciones o adhesiones al presente Protocolo, se procederá con los nuevos Estados en la misma forma, determinando en cada caso su contribución, previa adición de las nuevas unidades y determinación de la cuota por unidad que así resulte.

Queda expresamente convenido que esta contribución anual se efectuará mientras los demás ingresos de la Oficina no sean suficientes para su sostenimiento ; mientras esto ocurra, cada año se revisarán los censos de población haciendo los cambios que resulten necesarios de acuerdo con los datos oficiales suministrados por cada Estado Contratante y calculando nuevamente las cuotas, antes de fijar las contribuciones de dichos Estados. Una vez que la Oficina pueda sostenerse con sus propios ingresos, se distribuirá el remanente de las contribuciones entre los Estados en proporción a las cantidades de ellos percibidas.

A la terminación de cada año, la Oficina Interamericana hará una liquidación de los derechos y cuotas percibidos, y después de cubierto su presupuesto para el año venidero, y de mantener una reserva adecuada, devolverá el sobrante a los Estados Contratantes en proporción a las cuotas pagadas por éstos.

El presupuesto de dicha Oficina y la reserva que debe mantener, serán aprobados por el Ejecutivo del Estado en que la misma radique, a propuesta del Director de la misma, quien dará cuenta anualmente a todos los Estados ratificantes para su conocimiento.

the Bureau in yearly installments and shall be determined in the following manner :

The population of each Contracting State ratifying this Protocol shall be determined by its latest official census, the number of inhabitants to be divided into units of 100,000 each, fractions above 50,000 to be considered as a full unit, and those under to be disregarded. The annual budget shall be divided by the total number of units, thereby determining the quota per unit. The contribution of each State to the Inter-American Bureau shall be determined by multiplying the quota per unit by the number of units allotted to each State.

Upon receipt of new ratifications and adhesions to this Protocol, the same procedure shall be followed with respect to such States, the quota of each to be determined by adding these additional units and thus determining the quota per unit.

It is expressly agreed that this annual contribution will continue to be paid only so long as the other revenues of the Bureau are not sufficient to cover the expenses of its maintenance. So long as this situation exists, the latest census of population will be used each year and, on the basis of official data furnished by each Contracting State, the changes in population shall be made and the quotas determined anew before fixing the contributions to be paid by those States. Once the Bureau becomes self-supporting through its own receipts, the balance remaining from the quotas shall be returned to the States in proportion to the amounts received from them.

At the end of each year the Inter-American Bureau shall prepare a statement of fees and contributions received and after making provision for its budgetary requirements for the following year and setting aside a reserve fund, shall return the balance to the Contracting States in proportion to the quotas paid by them.

The budget of the Bureau and the reserve fund to be maintained shall be submitted by the Director of the Bureau and approved by the Chief Executive of the State in which the Bureau is established. The Director of the Bureau shall also submit an annual report to all ratifying States, for their information.

e adeantadamente á Secretaria, em installações annuaes e serão determinadas da seguinte maneira :

A população de cada Estado contribuições que ratificar este protocollo será determinada por seu ultimo recenseamento official, devendo o numero de habitantes ser dividido em unidades de 100,000 cada uma, sendo tomadas como unidades as fracções acima de 50,000 e desprezadas as inferiores a este numero. O orçamento annual sera dividido pelo numero total de unidades, assim determinando a quota por unidade. A contribuição de cada Estado á Secretaria Internacional será determinada multiplicando-se a quota por unidade pelo numero de unidades assignado a cada Estado.

No caso de novas ratificações e adhesões a este Protocollo, seguir-se-á o mesmo processo no referente a taes Estados, devendo a quota de cada um ser determinada sommando-se essas unidades additionaes a assim determinando a quota por unidade.

Fica expressamente entendido que esta contribuição annual continuará a ser paga somente emquanto as outras receitas da Secretaria não forem sufficientes para cobrir as despesas de sua manutenção. Emquanto existir esta situação será usado cada anno o ultimo recenseamento da população, e nesta base official serão fornecidos dados pelos Estados Contractantes, devendo ser feitas as differenças na população e determinadas novamente as quotas antes de serem fixadas as contribuições a serem pagas por esses Estados. Uma vez que a Secretaria esteja nas condições de se manter mediante a sua propria receita, o saldo restante das quotas será devolvido a cada Estado na proporção das quantias delles recebidas.

No fim de cada anno a Secretaria Inter-Americana preparará uma exposição dos emolumentos e das contribuições recebidas e depois de providenciar para as exigencias orçamentarias do anno seguinte e separar um fundo de reserva, devolverá o saldo aos Estados Contractantes na proporção das quotas pagas pelos mesmos.

O orçamento da Secretaria e o fundo de reserva a ser mantido serão submettidos pelo Director da Secretaria e approvado pelo Chefe Executivo do Estado em que estiver estabelecida a Secretaria. O Director da Secretaria submeterá tambem um relatório annual a todos os Estados ratificantes, para o seu conhecimento.

tractants. Ces quote-parts seront payées directement et à l'avance au Bureau par versements annuels, et elles seront calculées de la manière suivante :

La population de chaque Etat contractant ayant ratifié le présent protocole sera déterminée par son recensement officiel le plus récent. Le chiffre des habitants sera divisé en unités de 100.000, les fractions au-dessus de 50 000 étant considérées comme unité entière, et celles au-dessous n'étant pas comptées. Le budget annuel sera divisé par le chiffre d'unité, déterminant ainsi le chiffre par unité. La contribution de chaque Etat au Bureau interaméricain sera obtenue en multipliant la quote-part par le nombre d'unités attribuées à chaque Etat.

Au reçu de nouvelles ratifications et adhesions à ce protocole, la même procédure sera suivie à l'égard de ces Etats, la quote-part de chacun étant déterminée par l'addition des unités nouvelles en vue d'établir la quote-part par unité.

Il est expressément convenu que cette contribution annuelle continuera seulement à être payée tant que les autres revenus du Bureau ne seront pas suffisants pour couvrir les dépenses de son maintien. Tant que cette situation existera, le recensement le plus récent de la population sera utilisé chaque année et, sur la base des documents officiels fournis par chaque Etat contractant, les changements de la population seront notés et les quote-parts déterminées à nouveau avant de fixer les contributions à payer par ces Etats. Une fois que le Bureau pourra se suffire au moyen de ses propres recettes, la balance en solde des quotes-parts sera remboursée aux Etats en proportion des valeurs reçues de chacun d'eux.

A la fin de chaque année, le Bureau inter-américain dressera un état des droits et contributions perçus, et après avoir pourvu aux exigences de son budget pour l'année suivante et constitué un fonds de réserve, il remboursera le solde aux Etats contractants en proportion des quote-parts payées par eux.

Le budget du Bureau et le fonds de réserve à maintenir seront soumis par le directeur du Bureau au chef du Pouvoir exécutif de l'Etat dans lequel le Bureau est établi et approuvés par lui. Le directeur du Bureau présentera également un rapport annuel à tous les Etats ayant ratifié le présent protocole, pour leur information.

Artículo 16.

En caso de que la Oficina cese de funcionar con carácter definitivo, se procederá a su liquidación bajo la supervisión del Gobierno de Cuba, distribuyéndose el saldo que resulte entre los Estados Contratantes en la misma proporción en que contribuyeron a su sostenimiento. Los edificios y otras propiedades materiales de la Oficina pasarán a ser propiedad del Gobierno de Cuba en reconocimiento de los servicios prestados por esa República para llevar a la práctica este Protocolo; pero dicho Gobierno se compromete a dedicar esas propiedades a objetos de carácter esencialmente interamericano.

Los Estados Contratantes convienen en aceptar como definitiva toda disposición que se tome para la liquidación de la Oficina.

Artículo 17.

Las estipulaciones contenidas en este Protocolo tendrán fuerza de ley en aquellos Estados en que los tratados internacionales tienen ese carácter tan pronto como son ratificados por sus órganos constitucionales.

Los Estados Contratantes en que el cumplimiento de los pactos internacionales esté subordinado a la promulgación de leyes concomitantes, al aceptar en principio este Protocolo, se obligan a solicitar de sus órganos legislativos la adopción en el más breve plazo posible de la legislación que sea necesaria para ponerla en vigor, de acuerdo con sus prescripciones constitucionales.

Artículo 18.

Los Estados Contratantes convienen en que tan pronto como este Protocolo entre en vigor las Convenciones sobre marcas de fábrica de 1910 y 1923 quedarán automáticamente sin efecto alguno en cuanto se refieren a la organización y funcionamiento de la Oficina Interamericana; pero cualesquiera derechos que de acuerdo con sus estipulaciones se hayan adquirido o puedan adquirirse hasta la fecha en que entre en vigor este Protocolo, continuarán siendo válidos hasta que expiren.

Artículo 19.

El presente Protocolo será ratificado por los Estados Contratantes después que hayan ratifi-

Article 16.

In case the Bureau should cease to exist, it shall be liquidated under the supervision of the Government of Cuba, the balance of the funds remaining to be distributed among the Contracting States in the same proportion as they contributed to its support. The buildings and other tangible property of the Bureau shall become the property of the Government of Cuba in recognition of the services of that Republic in giving effect to this Protocol; the Government of Cuba agreeing to dedicate such property to purposes essentially inter-American in character.

The Contracting States agree to accept as final any steps that may be taken for the liquidation of the Bureau.

Article 17.

The provisions of this Protocol shall have the force of law in those States in which international treaties possess that character, as soon as they are ratified by their constitutional organs.

The Contracting States in which the fulfillment of international agreements is dependent upon the enactment of appropriate laws, on accepting in principle this Protocol, agree to request of their legislative bodies the enactment of the necessary legislation in the shortest possible period of time and in accordance with their constitutional provisions.

Article 18.

The Contracting States agree that, as soon as this Protocol becomes effective, the Trade Mark Conventions of 1910 and 1923 shall automatically cease to have effect in so far as they relate to the organization of the Inter-American Bureau; but any rights which have been or which may be acquired in accordance with the provisions of said Conventions, up to the time of the coming into effect of this Protocol, shall continue to be valid until their due expiration.

Article 19.

The present Protocol shall be ratified by the Contracting States, in accordance with their

Artigo 16.

No caso da Secretaria deixar de existir, será liquidada debaixo da superintendencia do Governo de Cuba, devendo o saldo dos fundos ser distribuido entre os Estados Contractantes na mesma proporção em que contribuíram para a manutenção. O edificio e demais haveres materiaes da Secretaria ficarão sendo propriedade do Governo de Cuba em reconhecimento dos serviços prestados por essa Republica no effectivar este Protocollo ; o Governo de Cuba se compromette a dedicar este edificio a fins de caracter essencialmente Inter-Americanos.

Os Estados Contractantes concordam em aceitar como finaes quaesquer medidas que sejam tomadas para a liquidação da Secretaria.

Artigo 17.

As disposições deste Protocollo terão a força de lei naquelles Estados em que os tratados internacionaes tenham esse caracter, logô que forem ratificadas pelos seus órgãos constitucionaes.

Os Estados Contractantes nos quaes o cumprimento dos accordos internacionaes depender da promulgação de leis concomitantes, ao aceitar em principio este Protocollo concordam em solicitar dos seus órgãos legislativos a promulgação da necessaria legislação dentro do mais breve prazo possivel e de accordo com as suas disposições constitucionaes.

Artigo 18.

Os Estados Contractantes concordam em que logo que este Protocollo entrar em vigencia, as Convenções de Marcas de Fabrica de 1910 e 1923 cessarão automaticamente de vigorar no que diz respeito á organização da Secretaria Inter-Americana ; mas quaesquer direitos que tenham sido ou que venham a ser adqueridos de accordo com as disposições das referidas Convenções, até o momento de entrar em vigor este Protocollo continuarão a ser validas até a sua devida expiração.

Artigo 19.

O presente Protocollo será ratificado pelos Estados Contractantes de accordo com os seus

Article 16.

Dans le cas où le Bureau cesserait d'exister, il sera procédé à sa liquidation sous le contrôle du Gouvernement de Cuba et le reliquat des fonds distribué aux Etats contractants en proportion des paiements effectués par eux. Les immeubles et tous autres biens matériels du Bureau deviendront la propriété du Gouvernement de Cuba en reconnaissance des services rendus par cette République en assurant l'exécution de ce protocole. Le Gouvernement de Cuba s'engage à consacrer cette propriété à des fins d'un caractère essentiellement interaméricain.

Les Etats contractants conviennent d'accepter comme définitives toutes les mesures prises pour la liquidation du Bureau.

Article 17.

Les dispositions de ce protocole auront force de loi dans les Etats où les traités internationaux ont ce caractère, aussitôt leur ratification par les organes constitutionnels.

Les Etats contractants dans lesquels l'entrée en vigueur des accords internationaux est subordonnée à la promulgation de lois spéciales s'engagent, par l'acceptation de principe de ce protocole, à requérir à leurs organes législatifs respectifs l'adoption de la législation nécessaire dans le plus bref délai possible conformément à leurs dispositions constitutionnelles.

Article 18.

Les Etats contractants conviennent qu'aussitôt l'entrée en vigueur de ce protocole, les Conventions des marques de fabrique de 1910 et 1923 cesseront automatiquement avoir effet, en tant qu'elles se réfèrent à l'organisation du Bureau interaméricain, mais tous les droits qui ont été, ou qui peuvent être acquis conformément aux dispositions desdites conventions jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, continueront à être valides jusqu'à leur expiration normale.

Article 19.

Le présent protocole sera ratifié par les Etats contractants conformément à leur procédure

cado la « Convención general Interamericana para la Protección Marcaria y Comercial », de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

El Protocolo original y los instrumentos de ratificación serán depositados en la Unión Panamericana, la que enviará copia certificada del primero y comunicará aviso del recibo de las ratificaciones a los Gobiernos de los Estados Contratantes, entrando el Protocolo en vigor entre dichos Estados en el orden en que vayan depositando sus ratificaciones.

Este Protocolo regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciado mediante aviso anticipado de un año, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el Estado denunciante, quedando subsistente para los demás Contratantes. La denuncia será dirigida a la Unión Panamericana que transmitirá aviso de la misma a los Gobiernos de los demás Estados.

Los Estados Americanos que no hayan suscrito este Protocolo podrán adherirse a él, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión a la Unión Panamericana, la que lo notificará a los Gobiernos de los demás Estados Contratantes en la forma antes expresada.

ANEXO.

REGLAMENTO.

Artículo I.

La solicitud para obtener protección bajo el Protocolo del cual este Anexo es parte integrante, deberá hacerse por el titular de la marca o por su representante legal a la administración del Estado en que dicha marca haya sido registrada o depositada originalmente, de acuerdo con las disposiciones vigentes en dicho Estado, acompañando un giro postal o bancario pagadero al Director de la Oficina Interamericana de Marcas, por la suma requerida en el Protocolo. Tanto la solicitud como el giro deberán ir acompañados de un electrotipo de 10 x 10 centímetros, que sea reproducción fiel de la marca tal como ésta ha quedado registrada en el Estado de registro original.

respective constitutional procedure, after they shall have ratified the " General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection ".

The original Protocol and the instruments of ratification shall be deposited with the Pan American Union, which shall transmit certified copies of the former and shall communicate notice of such ratifications to the Governments of the other signatory States and the Protocol shall become effective for the Contracting States in the order in which they deposit their ratifications.

This Protocol shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance, at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the State denouncing the same, but shall remain in force as regards the other States. All denunciations shall be sent to the Pan American Union which will thereupon transmit notice thereof to the other States.

The American States which have not signed this Protocol may adhere thereto by sending the respective official instrument to the Pan American Union which, in turn, will thereupon notify the Governments of the remaining Contracting States in the manner previously indicated.

ANNEX.

REGULATIONS.

Article I.

The application to obtain protection under the Protocol of which the present Annex is a part shall be made by the owner of the mark or his legal representative to the administration of the State in which the mark has been originally registered or deposited in accordance with the provisions in force in that State, accompanied by a money order or draft payable to the Director of the Inter-American Trade Mark Bureau in the sum required by this Protocol. The application and money order shall be accompanied by an electrotype (10 x 10 centimeters) of the mark reproducing it as registered in the State of original registration.

respectivos processos constitucionaes, depois de terem ratificado a « Convenção Geral Inter-Americana de Protecção de Marcas de Fabrica e Protecção Commercial. »

O Protocollo original e os instrumentos de ratificação serão depositados na União Pan-Americana, que transmittirá copias certificadas do primeiro e comunicará a notificação das referidas ratificações aos Governos dos outros Estados signatarios, e o Protocollo vigorará para os Estados Contractantes na ordem em que depositarem as suas ratificações.

Este Protocollo vigorará indefinidamente, mas poderá ser denunciado mediante notificação feita com um anno de antecedencia, no fim do qual deixará de vigorar no que diz respeito ao Estado denunciante mas continuará a vigorar relativamente aos outros Estados. Toda a denuncia será enviada á União Pan-Americana que em seguida transmittirá notificação da mesma aos outros Estados.

Os Estados Americanos que não tenham assignado este Protocollo poderão adherir ao mesmo mediante envio do respectivo instrumento official á União Pan-Americana que, por sua vez, transmittirá a competente notificação aos Estados Contractantes na maneira previamente indicada.

ANNEXO.

REGULAMENTO.

Artigo 1.

O pedido de protecção de accordo com o Protocollo do qual faz parte este Anexo será feito pelo dono da marca, ou seu representante legal á administração do Estado no qual a marca foi originariamente registrada ou depositada de accordo com as disposições em vigor nesse Estado, acompanhado do vale postal ou letra pagavel ao Director da Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica na importancia exigida por este Protocollo. O pedido e o vale serão acompanhados de um electrotipo (10 × 10 centímetros) da marca, reproduzindo-a tal como se achar registrada no Estado de domicilio do dono.

constitutionnelle respective après qu'ils auront ratifié la « Convention générale interaméricaine pour la protection des marques de fabrique et du nom commercial ».

Le protocole original et les instruments de ratification seront déposés à l'Union panaméricaine, qui en transmettra des copies certifiées et donnera avis de ces ratifications aux Gouvernements des autres Etats signataires, le protocole entrant en vigueur pour les Etats contractants dans l'ordre dans lequel leurs ratifications sont déposées.

Le présent protocole restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant notification donnée une année d'avance, à l'expiration de laquelle il cessera d'être en force à l'égard de l'Etat qui l'aura dénoncé, mais il restera en vigueur à l'égard des autres Etats. Toutes les dénonciations seront adressées à l'Union panaméricaine qui en donnera avis aussitôt aux autres Etats contractants.

Les Etats américains qui n'ont pas signé ce protocole peuvent y adhérer en adressant les instruments officiels à l'Union panaméricaine, laquelle à son tour en avisera les Gouvernements des autres Etats contractants dans les formes précédemment indiquées.

ANNEXE

RÈGLEMENTS.

Article premier.

La demande pour obtenir protection conformément au protocole dont la présente annexe est partie sera adressée par le propriétaire de la marque ou par son représentant légal, à l'Administration de l'Etat dans lequel la marque a été originellement enregistrée et déposée conformément aux dispositions en vigueur dans cet Etat. Elle sera accompagnée d'un mandat ou d'un chèque payable au directeur du Bureau interaméricain des marques de fabrique pour la somme fixée par ce protocole. La demande et le mandat seront accompagnés d'une reproduction électrotype (10 × 10 centimètres) de la marque, dans l'Etat du domicile du propriétaire, la montrant telle qu'elle a été enregistrée dans l'Etat où a eu lieu l'enregistrement original.

Artículo 2.

Una vez que la Oficina Nacional haya comprobado que el registro de la marca es legal y válido, deberá enviar a la Oficina Interamericana de Marcas, a la mayor brevedad posible :

- A. El giro ;
- B. El electrotipo de la marca ;
- C. Un certificado en duplicado con los siguientes detalles :

1. Nombre y dirección del propietario de la marca ;

2. Fecha en que se hizo la solicitud de registro en el Estado del registro original ;

3. Fecha en que la marca fué registrada en dicho Estado ;

4. Número del orden de registro en dicho Estado.

5. Fecha en que expira la protección de la marca en dicho Estado ;

6. Un facsimile de la marca tal como se usa.

7. Una relación de los productos en que se utiliza ;

8. Fecha en que se hizo la solicitud a la Oficina Nacional del Estado de registro original para obtener protección de acuerdo con la Convención y este Protocolo.

D. En el caso de que el solicitante desee reclamar un color como elemento distintivo de su marca, treinta copias de la marca impresas en papel, mostrando dicho color, así como una breve descripción de la misma.

Artículo 3.

Dentro de diez días contados desde el recibo del material requerido por el Artículo 2, la Oficina Interamericana de Marcas procederá a inscribir toda la información en sus libros y a notificar a la Oficina Nacional de dicho Estado el recibo de la solicitud y la fecha y número del registro interamericano.

Article 2.

The National Bureau of such State having ascertained that the registration of the mark is legal and valid shall send to the Inter-American Trade Mark Bureau, as soon as possible :

- A. The money order ;
- B. The electrotype of the mark ;
- C. A certificate in duplicate containing the following details :

(1) The name and address of the owner of the mark ;

(2) The date of the application for registration in the State of original registration ;

(3) The date of registration of the mark in such State ;

(4) The order number of the registration in such State ;

(5) The date of expiration of the protection of the mark in such State ;

(6) A facsimile of the mark as used ;

(7) A statement of the goods on which the mark is used ;

(8) The date of the application to the National Bureau of the State of the original registration to obtain protection under the Convention and this Protocol.

D. When the applicant wishes to claim color as a distinctive element of his mark, thirty copies of the mark printed on paper, showing the color, and a brief description of the same.

Article 3.

Within ten days after receipt from such administration of the matter required by Article 2, the Inter-American Trade Mark Bureau shall enter all information in its books and inform the National Bureau of such State of the receipt of the application and of the number and date of the inter-American registration.

Artigo 2.

A Secretaria Nacional do dito Estado, depois de ter verificado que a marca é legal e valida enviará á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica com a possivel brevidade :

- A. O vale postal ;
- B. O electrotypo da marca ;
- C. Um certificado em duplicata contendo os seguintes detalhes :
 - 1. O nome e endereço do dono da marca ;
 - 2. A data do pedido de registro no Estado do registro original ;
 - 3. A data do registro da marca no dito Estado ;
 - 4. A ordem do numero do registro no dito Estado ;
 - 5. A data de expiração da protecção da marca no dito Estado ;
 - 6. Um facsimile da marca usada ;
 - 7. Uma declaração das mercadorias nas quaes se acha applicada a marca ;
 - 8. A data do pedido feito á Secretaria Nacional do Estado de registro original, para obtenção de protecção de accordo com a Convenção e este Protocollo.

D. Quando o solicitante requerer a côr como elemento distinctivo de sua marca, trinta copias da marca impressa em papel, mostrando a côr, e uma breve descripção da mesma.

Artigo 3.

Dentro de dez dias depois de recebida da dita administração a materia exigida pelo Artigo 2, a Secretaria Inter Americana de Marcas de Fabrica consignará toda a informação nos seus livros e informará á Secretaria Nacional dos ditos Estados do recebimento do pedido e do numero e da data do registro Inter-Americano.

Article 2.

Le Bureau national de cet Etat s'étant assuré que l'enregistrement de la marque est légale et valide enverra le plus tôt possible au Bureau interaméricain des marques de fabrique :

- A. Le mandat ;
- B. La reproduction électrotype de la marque ;
- C. Un certificat en double expédition contenant les détails suivants :
 - 1° Le nom et l'adresse du propriétaire de la marque ;
 - 2° La date de la demande d'enregistrement dans l'Etat de l'enregistrement original ;
 - 3° La date de l'enregistrement de la marque dans cet Etat ;
 - 4° Le numéro d'ordre de l'enregistrement dans cet Etat ;
 - 5° La date d'expiration de la protection de la marque dans cet Etat ;
 - 6° Un fac-similé de la marque tel qu'il en est fait usage ;
 - 7. Une liste des produits pour lesquels cette marque est utilisée ;
 - 8° La date de la demande adressée au Bureau national de l'Etat de l'enregistrement original, en vue d'obtenir la protection conformément à la convention et à ce protocole.

D. Lorsque le requérant désire revendiquer une certaine couleur comme élément distinctif de sa marque, trente exemplaires de la marque imprimée sur papier montrant cette couleur, ainsi qu'une brève description de celle-ci.

Article 3.

Dans les dix jours qui suivent la réception de cette Administration des éléments requis à l'article 2, le Bureau interaméricain des marques de fabrique inscrira tous les renseignements sur ses registres et il informera le Bureau national de cet Etat de la réception de la demande, du numéro et de la date de l'enregistrement inter-américain.

Artículo 4.

Dentro de treinta días contados desde dicho recibo, se procederán a enviar copias detalladas del registro interamericano a las Oficinas Nacionales de los Estados que hayan ratificado el Protocolo.

Artículo 5.

La Oficina Interamericana de Marcas publicará periódicamente un boletín en el cual aparecerán los datos incluidos en el certificado a que se refiere el inciso C del Artículo 2 de este Reglamento y la información que fuere pertinente sobre el registro de dichas marcas en los distintos países.

La Oficina Interamericana de Marcas podrá, además, publicar en su boletín, o por separado, libros, documentos, informes, estudios y artículos relacionados con la protección de la propiedad industrial.

Artículo 6.

La aceptación, objeción o denegación de una marca por la Oficina Nacional de cualquiera de los Estados Contratantes deberá transmitirse a la oficina del Estado de origen de la solicitud, con objeto de que lo comunique a quien pueda interesar dentro de los diez días siguientes a la fecha de su recibo por la Oficina Interamericana de Marcas.

Artículo 7.

Todo aviso de cambio de propiedad de una marca, comunicado por la oficina del país de origen a la Oficina Interamericana de Marcas, que vaya acompañado de los respectivos derechos deberá examinarse y anotarse en el registro, enviándose el correspondiente aviso a las Oficinas de los demás Estados Contratantes en que dichos cambios deban hacerse, acompañado de los derechos que les corresponda ; todo dentro del plazo fijado respecto de la solicitud.

Artículo 8.

El Director de la Oficina Interamericana de Marcas será nombrado por el Poder Ejecutivo del Estado en que la misma esté sita, entre abogados de experiencia en la materia y de sol-

Article 4.

Within thirty days after such receipt, detailed copies of the inter-American registration shall be sent to the National Bureaus of those States which have ratified the Protocol.

Article 5.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall publish a periodic bulletin wherein shall appear the data included in the certificate provided for by Section C of Article 2 of these Regulations and also all other information which may be appropriate concerning registration of such marks in the various States.

The Inter-American Trade Mark Bureau may also publish in its bulletin or separately, books, documents, information, studies, and articles concerning the protection of industrial property.

Article 6.

The acceptance, opposition, or refusal of a mark by the National Bureau of any one of the Contracting States shall be transmitted within ten days following the date of its receipt by the Inter-American Trade Mark Bureau to the administration of the State of origin of the application with a view to its communication to whom it may concern.

Article 7.

Changes in ownership of a mark communicated by the Bureau of the country of origin to the Inter-American Trade Mark Bureau and accompanied by the required fees shall be examined, entered in the register, and corresponding notice sent to the Bureaus of the other Contracting States in which the transfer is to take place, accompanied by the proper fees, all within the time herein fixed with respect to application.

Article 8.

The Director of the Inter-American Trade Mark Bureau shall be appointed by the Executive Power of the State in which the Bureau is located, from among lawyers of experience in

Artigo 4.

Dentro de 30 dias após o dito recebimento, enviar-se-ão copias detalhadas do registro Inter-Americano ás Secretarias Nacionaes dos Estados que tenham ratificado o Protocollo.

Artigo 5.

A Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica publicará um boletim periodico no qual apparecerão os dados abrangidos no certificado previsto na Secção C do Artigo 2 deste Regulamento e outrosim toda e qualquer informação que fôr apropriada relativamente ao registro de marcas nos Diversos Estados.

A Secretaria Inter-Americana poderá tambem publicar no seu boletim ou separadamente livros, documentos, informações, estudos e artigos relativos á protecção da propriedade industrial.

Artigo 6.

A aceitação, impugnação ou denegação de uma marca pela Secretaria Nacional de qualquer dos paizes contractantes será transmittida dentro de dez dias a partir da data do seu recebimento pela Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica á administração do Estado de origem do pedido no intuito de ser communicada a quem interessar possa.

Artigo 7.

As mudanças na posse de uma marca comunicadas pela Secretaria do paiz de origem á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica e acompanhadas dos emolumentos exigidos serão examinadas passadas para o registro e será enviada a correspondente noticia ás secretarias dos outros Estados Contractantes nos quaes terá de se effectuar a transferencia, acompanhada da competente taxa, tudo dentro do tempo especificado relativamente a requerimentos.

Artigo 8.

O Director da Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica será nomeado pelo Poder Executivo do Estado em que estiver estabelecida a Secretaria, entre advogados de experiencia

Article 4.

Dans les trente jours qui suivent cette réception, des copies détaillées de l'enregistrement interaméricain seront envoyées aux Bureaux nationaux des Etats qui ont ratifié le protocole.

Article 5.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique publiera un bulletin périodique dans lequel figureront les données inclues dans le certificat auxquelles se réfère le paragraphe C de l'article 2 des présents règlements, et aussi toutes autres informations utiles concernant l'enregistrement de ces marques dans les divers Etats.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique peut aussi publier dans son bulletin, ou séparément, des livres, documents, renseignements, études et articles concernant la protection de la propriété industrielle.

Article 6.

L'acceptation, l'opposition ou le refus d'une marque par le Bureau national de l'un quelconque des Etats contractants sera transmis dans les dix jours suivant la date de sa réception par le Bureau interaméricain des marques de fabrique, à l'Administration de l'Etat d'origine de la demande en vue de sa communication à tout intéressé.

Article 7.

Les changements de propriété d'une marque transmis par le Bureau du pays d'origine au Bureau interaméricain des marques de fabrique et accompagnés des droits prévus seront examinés et enregistrés, et avis en sera envoyé aux Bureaux des autres Etats contractants dans lesquels le transfert doit avoir lieu en y joignant les droits correspondants; le tout dans le temps fixé respectivement à la demande.

Article 8.

Le directeur du Bureau interaméricain des marques de fabrique sera désigné par le Pouvoir exécutif de l'Etat dans lequel le Bureau est situé, parmi les avocats expérimentés en la

vencia moral reconocida. El Director podrá a discreción nombrar o remover los funcionarios o empleados de su Oficina, notificándolo al Gobierno de Cuba ; y adoptar y promulgar los reglamentos, circulares, y disposiciones que considere convenientes para la buena marcha de la Oficina y que no sean incompatibles con este Protocolo.

Artículo 9.

La Oficina Interamericana de Marcas podrá emprender cualquiera investigación sobre marcas que el Gobierno de cualquiera de los Estados Contratantes le pueda encomendar, así como también estimular la investigación de los problemas, dificultades u obstáculos que puedan impedir el funcionamiento de la Convención general Interamericana de Protección Marcaria y Comercial o de este Protocolo.

Artículo 10.

La Oficina Interamericana de Marcas coadyuvará con los Gobiernos de los Estados Contratantes en la preparación del material para conferencias internacionales de esta índole ; suministrará a dichos Estados cualesquiera indicaciones que considere de utilidad así como las opiniones que puedan pedirse respecto a las modificaciones que deban introducirse en los pactos interamericanos o en las leyes relativas a las materias de que ella trata ; y en general, facilitará el cumplimiento de los fines de este Protocolo.

Artículo 11.

La Oficina Interamericana de Marcas informará a los Gobiernos signatarios, cuando menos una vez al año, de los trabajos que haya efectuado o está haciendo durante ese período.

Artículo 12.

La Oficina Interamericana de Marcas mantendrá en lo posible relaciones con otras oficinas de la misma índole, y con instituciones y organismos científicos e industriales, para el intercambio de publicaciones, informes y datos relacionados con el progreso del derecho con

the subject matter and of recognized moral standing. The Director, at his discretion, may appoint or remove the officials or employees of his Bureau, giving notice thereof to the Government of Cuba ; adopt and promulgate such other rules, regulations and circulars as he may deem convenient for the proper functioning of the Bureau and which are not inconsistent with this Protocol.

Article 9.

The Inter-American Trade Mark Bureau may carry on any investigation on the subject of trade marks which the Government of any of the Contracting States may request, and encourage the investigation of all problems, difficulties or obstacles which may hinder the operation of the General Inter-American Convention for Trade Mark and Commercial Protection, or of this Protocol.

Article 10.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall cooperate with the Governments of the Contracting States in the preparation of material for international conferences on this subject ; submit to those States such suggestions as it may consider useful, and such opinions as may be requested as to the modifications which should be introduced in the inter-American pacts or in the laws concerning these subjects and in general facilitate the execution of the purposes of this Protocol.

Article 11.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall inform the signatory Governments at least once a year as to the work which the Bureau has done or is doing.

Article 12.

The Inter-American Trade Mark Bureau shall maintain as far as possible relations with similar offices and scientific and industrial institutions and organizations for the exchange of publications, information, and data relative to the progress of the law on the subject of the pro-

na materia e de reconhecida integridade moral. Compete ao Director nomear ou dispensar á sua discreção os funcionarios ou empregados da sua Secretaria, do que notificará ao Governo de Cuba ; adoptar e promulgar quaesquer outras regras, regulamentos e circulares que julgar convenientes para o devido funcionamento da Secretaria e que não forem incompativeis com esta Convenção.

Artigo 9.

A Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica poderá promover qualquer investigação sobre o assumpto de marcas de fabrica que o governo de qualquer dos Estados Contractantes solicitar, e animar a investigação de todos os problemas, difficuldades ou obstaculos que possam tolher a operação da Convenção Inter-Americana Geral para a Protecção de Marcas de Fabrica e Protecção Commercial.

Artigo 10.

Compete á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica cooperar com os governos dos Estados Contractantes na preparação de materia para conferencias internacionaes sobre este assumpto ; submeter aos referidos Estados as suggestões que julgar uteis, e os pareceres que lhe forem solicitados quanto ás modificações que deverão ser introduzidas nos pactos inter-americanos ou nas leis referentes a estes assumptos, e em geral facilitar a execução dos fins deste Protocollo.

Artigo 11.

Compete á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica informar aos governos signatarios ao menos uma vez por anno quanto ao trabalho que a Secretaria tiver realizado ou que estiver e effectuando.

Artigo 12.

Compete á Secretaria Inter-Americana de Marcas de Fabrica, até onde fôr possível, manter relações com repartições de natureza semelhante e instituições e organizações scientificas e industriaes, com o fim de promover o intercambio de publicações, informações e dados

matière et d'une moralité reconnue. Le directeur peut nommer ou congédier, à sa discrétion, les fonctionnaires et employés de son bureau, en donnant avis au gouvernement de Cuba ; adopter et promulguer telles autres règles, règlements et circulaires qu'il peut juger convenables au bon fonctionnement du bureau et qui ne sont pas incompatibles avec ce protocole.

Article 9.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique peut se livrer à toute investigation au sujet des marques de fabrique que le Gouvernement de l'un des Etats contractants peut demander, et encourager l'étude de tous problèmes, difficultés ou obstacles qui font obstacle à la mise en œuvre de la Convention générale inter-américaine pour la protection des marques de fabrique et du nom commercial, ou de ce protocole.

Article 10.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique coopérera avec les gouvernements des Etats contractants dans la préparation de la matière des conférences internationales sur ce sujet ; il soumettra auxdits Etats telles suggestions qu'il peut considérer utiles et telles opinions qui peuvent être requises quant aux modifications qui devraient être introduites dans les pactes interaméricains ou dans les lois concernant ces questions, en général faciliter la réalisation des fins de ce protocole.

Article 11.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique renseignera les gouvernements signataires, au moins une fois par an, sur le travail en cours ou accompli par le Bureau.

Article 12.

Le Bureau interaméricain des marques de fabrique entretiendra autant que possible des relations avec les bureaux similaires et les institutions et organisations scientifiques et industrielles pour l'échange de publications, de renseignements et documents relatifs au progrès

respecto a la protección marcaría, la defensa y protección de los nombres comerciales y la represión de la competencia desleal y de las falsas indicaciones de procedencia.

tection of trade marks, defense and protection of commercial names and suppression of unfair competition and false indications of origin.

Artículo 13.

Este Reglamento podrá ser modificado en cualquier tiempo a solicitud de cualquiera de los Estados Contratantes o del Director de la Oficina, siempre que la modificación no infrinja la Convención general ni el Protocolo de que el Reglamento forma parte, y haya sido aprobada por el Consejo Directivo de la Unión Panamericana, después de circulada entre los Estados Contratantes por un período de seis meses antes de la aprobación por la Unión Panamericana.

Article 13.

These Regulations may be modified at any time at the request of any of the Contracting States or the Director of the Bureau, provided that the modification does not violate the General Convention or the Protocol of which the Regulations form a part, and that the modification is approved by the Governing Board of the Pan American Union, after having been circulated among the Contracting States for a period of six months before submission for the approval of the Pan American Union.

En testimonio de lo cual los delegados arriba nombrados firman el presente Protocolo en español, inglés, portugués y francés, y estampan sus respectivos sellos.

In witness whereof the above named delegates have signed this Protocol in English, Spanish, Portuguese and French, and thereto have affixed their respective seals.

Hecho en la ciudad de Washington a los veinte días del mes de febrero de mil novecientos veintinueve.

Done in the City of Washington on the twentieth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal.) A. GONZÁLEZ PRADA.

(Seal.) Emeterio CANO DE LA VEGA.

(Seal.) Juan Vicente RAMÍREZ.

Gonzalo ZALDUMBIDE. (Seal.)

Francisco DE MOYA. (Seal.)

R. J. ALFARO. (Seal.)

Juan B. CHEVALIER. (Seal.)

P. R. RINCONES. (Seal.)

(Seal.) Manuel CASTRO QUESADA.

(Seal.) F. E. PIZA.

relativamente ao progresso da lei sobre materias de protecção de marcas de fabrica, defesa e protecção de nomes commerciaes e suppressão de concurrencia desleal e falsas indicações de origem.

Artigo 13.

Este Regulamento poderá ser modificado em qualquer tempo a pedido de qualquer dos Estados Contractantes ou do Director da Secretaria, com tanto que a modificação não viole a Convenção Geral ou o Protocollo do qual elle faz parte, e que a dita modificação seja approvada pelo Conselho Director da União Pan-Americana, depois de ter circulado entre os Estados Contractantes durante um periodo de seis mezes antes de ser submettido á approvaçáo da União Pan-Americana.

Em testemunho do que os delegados acima designados assignam este Protocollo em portuguez, inglez, hespanhol, e francez, e a elle appõem os seus respectivos sellos.

Dado na Cidade de Washington aos vinte dias do mez de fevereiro do anno mil e nove centos e vinte e nove.

de la loi sur la protection des marques de fabrique, la défense et la protection du nom commercial, la suppression de la concurrence déloyale et des fausses indications d'origine.

Article 13.

Ces règlements peuvent être modifiés à tout moment à la demande de l'un des Etats contractants ou du directeur du Bureau, pourvu que la modification ne viole pas la convention générale ou le protocole dont les règlements font partie, et que la modification soit approuvée par le Conseil d'administration de l'Union panaméricaine, après avoir été portée à la connaissance des Etats contractants six mois avant l'approbation de l'Union panaméricaine.

En foi de quoi les délégués susnommés ont signé le présent protocole en français, en espagnol, en anglais et en portugais et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en la ville de Washington, le vingtième jour du mois de février de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

(Seal.)

Gustavo GUTIÉRREZ.

(Seal.)

A. L. BUFILL.

(Seal.)

Raoul LIZAIRE.

Pablo GARCÍA DE LA PARRA

(Seal.)

Carlos DELGADO DE CARVALHO

(Seal.)

F. SUÁSTEGUI.

(Seal.)

Vicente VITA

(Seal.)

Carlos IZAGUIRRE V.

(Seal.)

Francis WHITE.

(Seal.)

Thomas E. ROBERTSON.

(Seal.)

Edward S. ROGERS.

(Seal.)

ACTA FINAL.

LOS GOBIERNOS DE PERÚ, BOLIVIA, PARAGUAY, ECUADOR, URUGUAY, REPÚBLICA DOMINICANA, CHILE, PANAMÁ, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITÍ, COLOMBIA, BRASIL, MÉXICO, NICARAGUA, HONDURAS Y ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, representados en la Conferencia Panamericana de Marcas de Fábrica reunida en Wáshington en cumplimiento de lo dispuesto por la Resolución adoptada el 15 de febrero de 1928 en la Sexta Conferencia Internacional Americana reunida en la ciudad de la Habana, y de la Resolución adoptada por el Consejo Directivo de la Unión Panamericana en Wáshington, el día 2 de mayo de 1928, designaron a los delegados mencionados a continuación :

PERÚ :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco DE MOYA ;

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PIZA ;

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

FINAL ACT.

THE GOVERNMENTS OF PERU, BOLIVIA, PARAGUAY, ECUADOR, URUGUAY, DOMINICAN REPUBLIC, CHILE, PANAMA, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITI, COLOMBIA, BRAZIL, MEXICO, NICARAGUA, HONDURAS AND THE UNITED STATES OF AMERICA, represented at the Pan American Trade Mark Conference, assembled at Washington pursuant to the Resolution adopted on February 15, 1928, at the Sixth International Conference of American States, held in the City of Habana, and the Resolution adopted by the Governing Board of the Pan American Union at Washington, on May 2, 1928, designated the delegates hereinafter named :

PERU :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA.

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco DE MOYA.

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PIZA ;

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

ACTA FINAL.

OS GOVERNOS DO PERÚ, BOLIVIA, PARAGUAY, EQUADOR, URUGUAY, REPUBLICA DOMINICANA, CHILE, PANAMÁ, VENEZUALA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITI, COLOMBIA, BRASIL, MEXICO, NICARAGUA, HONDURAS E ESTADOS UNIDOS DA AMERICA, representados na Conferencia Pan Americana de Marcas de Fabrica reunida em Washington em cumprimento do disposto na Resolução adoptada a 15 de fevereiro de 1928 na Sexta Conferencia Internacional Americana¹ reunida na cidade da Havana, e da Resolução adoptada pelo Conselho Director da União Pan-Americana em Washington² no dia 2 de maio de 1928, nomearam os delegados mencionados a seguir :

PERU :

Alfredo GONZÁLEZ PRADA ;

BOLIVIA :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VARELA ACEVEDO ;

REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco DE MOYA ;

CHILE :

Oscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PISA ;

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

ACTE FINAL.

LES GOUVERNEMENTS DU PÉROU, BOLIVIE, PARAGUAY, EQUATEUR, L'URUGUAY, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, CHILI, PANAMA, VENEZUELA, COSTA RICA, CUBA, GUATEMALA, HAITI, COLOMBIE, BRÉSIL, MEXIQUE, NICARAGUA, HONDURAS ET DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représentés à la Conférence panaméricaine des marques de fabrique réunie à Washington conformément à la Résolution adoptée le 15 février 1928 à la sixième Conférence internationale des Etats américains tenue en la ville de La Havane et à la Résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'Union panaméricaine à Washington, le 2 mai 1928, ont désigné les délégués mentionnés ci-dessous, à savoir :

PÉROU :

Alfredo GONZÁLEZ-PRADA ;

BOLIVIE :

Emeterio CANO DE LA VEGA ;

PARAGUAY :

Juan V. RAMÍREZ ;

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE ;

URUGUAY :

J. VALERA ACEVEDO ;

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco DE MOYA ;

CHILI :

Óscar BLANCO VIEL ;

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO ;
Juan B. CHEVALIER ;

VENEZUELA :

Pedro R. RINCONES ;

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA ;
Fernando E. PIZA ;

CUBA :

Gustavo GUTIÉRREZ ;
Alfredo BUFILL ;

GUATEMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAÏTÍ :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRASIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MÉXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS.

Quienes, después de haber depositado sus credenciales, las cuales fueron halladas en buena y debida forma por la Conferencia, han convenido lo siguiente :

PRIMERA RESOLUCIÓN.
(II de febrero de 1929.)

Elección del Presidente de la Conferencia.

Se acuerda : Que el Honorable Francis White, Subsecretario de Estado y Presidente de la Delegación de los Estados Unidos, sea Presidente de la Conferencia Panamericana de Marcas de Fábrica.

SEGUNDA RESOLUCIÓN.
(II de febrero de 1929.)

Elección del Secretario General de la Conferencia.

Se acuerda : Que el señor William Manger, Secretario General Provisional, sea Secretario General de la Conferencia.

GUATEMALA :

Adrian RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAÏTI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRAZIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

UNITED STATES OF AMERICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS ;

Who, after having deposited their credentials, found in good and due form by the Conference, have agreed upon the following :

FIRST RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Election of the Chairman of the Conference.

Resolved, that the Honorable Francis White, Assistant Secretary of State and Chairman of the Delegation of the United States of America, be Chairman of the Pan American Trade Mark Conference.

SECOND RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Election of the Secretary General of the Conference.

Resolved, that Mr. William Manger, Temporary Secretary General, be Secretary General of the Conference.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAITI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIA :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA ;

BRASIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXICO :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS.

Os quaes, depois de terem depositado as suas credenciaes, encontradas em boa e devida forma pela Conferencia, convencionaram o seguinte :

PRIMEIRA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Eleição do Presidente da Conferencia.

Resolve-se : Que o Excmo. Sr. Francis White, Sub-secretario de Estado e Presidente da Delegação dos Estados Unidos, seja eleito Presidente da Conferencia Pan-Americana de Marcas de Fabrica.

SEGUNDA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Eleição do Secretario Geral da Conferencia.

Resolve-se : que o Senhor William Manger, Secretario Geral Provisorio, seja nomeado Secretario Geral de Conferencia.

No. 2840

GUATÉMALA :

Adrián RECINOS ;
Ramiro FERNÁNDEZ ;

HAÏTI :

Raoul LIZAIRE ;

COLOMBIE :

Roberto BOTERO ESCOBAR ;
Pablo GARCÍA DE LA PARRA.

BRÉSIL :

Carlos DELGADO DE CARVALHO ;

MEXIQUE :

Francisco SUÁSTEGUI ;

NICARAGUA :

Vicente VITA ;

HONDURAS :

Carlos IZAGUIRRE V. ;

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Francis WHITE ;
Thomas E. ROBERTSON ;
Edward S. ROGERS ;

Lesquels, après avoir déposé leurs lettres de créances trouvées en bonne et due forme par la Conférence, ont convenu de ce qui suit :

PREMIÈRE RÉOLUTION
(II février 1929).

Election du président de la Conférence.

Arrêtent que l'Honorable Francis White, assistant-secrétaire d'Etat et président de la Délégation des Etats-Unis d'Amérique soit nommé président de la Conférence panaméricaine des marques de fabrique.

DEUXIÈME RÉOLUTION
(II février 1929).

Election du secrétaire général de la Conférence.

Arrêtent que Mr. William Manger, secrétaire général temporaire, soit nommé secrétaire général de la Conférence.

TERCERA RESOLUCIÓN.
(II de febrero de 1929.)

Voto de Gracias a la Unión Panamericana.

Se acuerda : Dar un voto de gracias a la Unión Panamericana y en especial a los Excelentísimos Señores Doctores Orestes Ferrara, Adrián Recinos y Gonzalo Zaldumbide, miembros integrantes de la Comisión Especial del Consejo Directivo de la Unión Panamericana, por los valiosos trabajos que realizaron en la preparación del Proyecto de Convención sobre Marcas de Fábrica.

CUARTA RESOLUCIÓN.
(II de febrero de 1929.)

Nombramiento de Comisiones de la Conferencia.

Se acuerda : Nombrar, además de la Comisión de Credenciales, las siguientes comisiones, en las tres primeras de las cuales cada Delegación podrá estar representada por uno o más miembros :

1. Protección de las Marcas de Fábrica y de los Nombres Comerciales.
2. Competencia desleal y falsas indicaciones de procedencia.
3. Organización de la Oficina Interamericana de Marcas.
4. Comisión de Redacción.

QUINTA RESOLUCIÓN.
(II de febrero de 1929.)

Convención y Protocolo a suscribirse.

Se acuerda : Que los resultados de la Conferencia tomen la forma de una Convención General y de un Protocolo sobre la Organización de la Oficina Interamericana de Marcas.

SEXTA RESOLUCIÓN.
(II de febrero 1929.)

Credenciales de los Delegados.

Se acuerda : Que las comunicaciones dirigidas a la Unión Panamericana por los Gobiernos

THIRD RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Vote of Thanks to the Pan American Union.

Resolved, that the Conference extend a vote of thanks to the Pan American Union and particularly to Dr. Orestes Ferrara, Dr. Adrian Recinos and Dr. Gonzalo Zaldumbide, members of the Special Committee of the Governing Board of the Pan American Union, for their work in the preparation of the Project of Convention on Trade Marks.

FOURTH RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Appointment of Committees of the Conference.

Resolved, that in addition to the Committee on Credentials, the following committees be appointed, on the first three of which each Delegation may be represented by one or more members :

1. Protection of Trade Marks and Trade Names.
2. Unfair Competition and False Indications of Origin.
3. Organization of the Inter-American Trade Mark Bureau.
4. Drafting Committee.

FIFTH RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Convention and Protocol to be signed.

Resolved, that the results of the Conference take the form of a General Convention and a Protocol on the Organization of the Inter-American Trade Mark Bureau.

SIXTH RESOLUTION.
(February II, 1929.)

Credentials of Delegates.

Resolved, that the communications addressed to the Pan American Union by the

TERCEIRA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Voto de agradecimento á União Pan-Americana.

Resolve-se : que seja apresentado um voto de agradecimento á União Pan-Americana e especialmente aos Excmos. Senhores Doutores Orestes Ferrara, Adrian Recinos e Gonzalo Zaldumbide, membros da Comissão Especial do Conselho Director da União Pan-Americana, pelos valiosos trabalhos que levaram a effeito na preparação do Projecto de Convenção sobre Marcas de Fabrica.

QUARTA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Nomeação de Comissões de Conferencia.

Resolve-se : que seja nomeada, além da Comissão de Verificação de Poderes, as seguintes comissões, nas tres primeiras das quaes cada Delegação poderá estar representada por um ou mais membros :

1. Protecção das Marcas de Fabrica e dos Nomes Commerciaes.
2. Concorrencia desleal e indicações falsas de procedencia.
3. Organização da Repartição Inter-Americana de Marcas.
4. Comissão de Redacção.

QUINTA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Convenção e Protocollo para serem assignados.

Resolve-se : que os resultados da Conferencia tomem a forma de uma Convenção Geral e de um Protocollo sobre a Organização da Repartição Inter-Americana de Marcas.

SEXTA RESOLUÇÃO.
(II de fevereiro de 1929.)

Credenciaes dos Delegados.

Resolve-se : que as communicações dirigidas á União Pan-Americana pelos Governos respec-

TROISIÈME RÉOLUTION
(II février 1929.)

Vote de remerciements à l'Union panaméricaine.

Arrêtent que la Conférence adresse un vote de remerciements à l'Union panaméricaine et particulièrement à MM. les D^{rs} Orestes Ferrara, Adrián Recinos et Gonzalo Zaldumbide, membres du comité spécial du Conseil d'administration de l'Union panaméricaine, pour leur œuvre de préparation du projet de convention sur les marques de fabrique.

QUATRIÈME RÉOLUTION
(II février 1929.)

Nomination des Commissions de la Conférence.

Arrêtent qu'outre le Comité pour les Lettres de créances les commissions suivantes soient nommées. Dans les trois premières de ces commissions chaque délégation peut se faire représenter par un ou plusieurs membres :

- 1^o Protection des marques de fabrique et du nom commercial.
- 2^o Concurrence déloyale et fausses indications d'origine.
- 3^o Organisation d'un Bureau interaméricain des marques de fabrique.
- 4^o Comité de rédaction.

CINQUIÈME RÉOLUTION
(II février 1929.)

Convention et protocole à signer.

Arrêtent que les résultats de la Conférence revêtent la forme d'une Convention générale et d'un protocole pour l'organisation d'un Bureau interaméricain des marques de fabrique.

SIXIÈME RÉOLUTION
(II février 1929.)

Lettres de créances des Délégués.

Arrêtent que les communications adressées à l'Union panaméricaine par les gouvernements

respectivos, comunicando los nombres de sus delegados, sean consideradas como autorización suficiente para aquellos delegados que no sean portadores de credenciales especiales, para firmar los instrumentos que se aprueben.

respective Governments communicating the names of their delegates, be considered sufficient authorization to those delegates who may not have special credentials to sign the instruments that may be approved.

SÉPTIMA RESOLUCIÓN.

(19 de febrero 1929.)

Declaración de Principios sobre la Competencia Desleal.

Se acuerda : Declarar desleales y de mala fé los actos que tiendan a faltar al cumplimiento o ejecución de los contratos comerciales, sin causa justificada ; los que tengan por objeto desacreditar los productos o actividades mercantiles de los competidores ; el soborno comercial ; el cohecho de los empleados de un competidor para obtener informes confidenciales sobre las actividades mercantiles del mismo ; aportar falsos testimonios, nombramientos, mandamientos o declaraciones de pertenencia o participación en sociedades comerciales ; y, en general, restar clientela a un competidor por medios subrepticios o coactivos.

OCTAVA RESOLUCIÓN.

(19 de febrero de 1929.)

Glosario.

Se acuerda : Que para la interpretación de los términos contenidos en la Convención general Interamericana de Protección Marcaria y Comercial y en el Protocolo sobre el Registro Interamericano de Marcas de Fábrica, aprobados por la Conferencia, se siga el glosario que aparece a continuación :

NACIONALES : significa personas, sociedades, compañías, firmas, corporaciones, asociaciones, sindicatos, uniones y todas las demás personas naturales y jurídicas, que tienen derecho a la nacionalidad en los Estados Contratantes.

PERSONAS : comprende no sólo las personas naturales sino todas las personas jurídicas como sociedades, compañías, firmas, corporaciones, asociaciones, sindicatos y uniones.

MARCAS : comprende marcas de fábrica, industriales, comerciales, agrícolas, marcas colec-

SEVENTH RESOLUTION.

(February 19, 1929.)

Declaration of Principles on Unfair Trade.

Resolved, that every act inducing breach of contract without just cause or which discredits the products or methods of a competitor ; commercial bribery ; enticing employees of a competitor to obtain confidential information with respect to his activities ; false use of testimonials, warrants and appointments and false statements of membership in associations ; and in general every act which tends to secure the patronage of a competitor through intimidation or coercion, is declared unfair and fraudulent.

EIGHTH RESOLUTION.

(February 19, 1929.)

Glossary.

Resolved, that the following glossary be followed in the interpretation of terms contained in the General Inter-American Convention on Trade Mark and Commercial Protection, and in the Protocol on the Inter-American Registration of Trade Marks, approved by the Conference :

NATIONALS : persons ; partnerships ; firms ; corporations ; associations ; syndicates, unions and all other natural and juridical persons entitled to the benefit of nationality of the contracting countries.

PERSONS : include not only natural persons but all juridical persons such as partnerships, firms, corporations, associations, syndicates and unions.

MARKS OR TRADE MARKS : include manufacturing, industrial, commercial, agricultural

tivos, communicando os nomes dos seus delegados, sejam consideradas como autorização sufficiente para que os delegados não portadores de credenciaes possam assignar os instrumentos que forem approvados.

SETIMA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Declaração de princípios referentes á concorrência desleal.

Resolve-se : que se declarem desleaes e de má fé os actos que tendam a evitar o cumprimento ou a execução dos contractos commerciaes, sem causa justificada ; os que tenham por objecto desacreditar os productos ou as actividades mercantis dos competidores ; o suborno commercial ; o suborno dos empregados de um competidor para obter informações confidenciaes sobre as actividades commerciaes do mesmo ; o uso de falsos attestados, nomeações, mandatos ou declarações falsas de pertencer ou participar em sociedades commerciaes ; e, em geral, qualquer acto destinado a conquistar a clientela de um competidor por meios subrepticios ou coactivos.

OITAVA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Glossario.

Resolve-se : que para a interpretação dos termos contidos na Convenção Geral Inter-Americana de Protecção Commercial de Marcas de Fabrica e Protecção Commercial e no Protocollo sobre o Registro Inter-Americano de Marcas de Fabrica, se adopte o glossario a seguir :

NACIONAES : significa pessoas, sociedades, companhias, firmas, corporações, associações, sindicatos e todas as demais pessoas naturaes e juridicas que têm direito á nacionalidade nos Estados Contractantes.

PESSOAS. Comprehende não só as pessoas naturaes mas tambem todas as pessoas juridicas como sociedades, companhias, firmas, corporações, associações, sindicatos e uniões.

MARCAS : comprehende marcas de fabrica, industriaes, commerciaes, agricolas, marcas col-

respectifs pour l'aviser des noms de leurs délégués, soient considérées comme autorisations suffisantes pour les délégués qui ne seraient pas porteurs de lettres de créances spéciales les habilitant à signer les instruments qui pourront être adoptés.

SEPTIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Déclaration de principes sur la concurrence déloyale.

Arrêtent de déclarer déloyaux et de mauvaise foi tous actes qui tendent à provoquer la rupture des contrats commerciaux sans juste raison, ou à discréditer les produits ou méthodes d'un concurrent ; la corruption commerciale ; la corruption des employés d'un concurrent afin d'obtenir des renseignements confidentiels sur les activités commerciales de celui-ci ; l'emploi de faux témoignages, de fausses autorisations et de mandats ou fausses déclarations en tant que membre de sociétés commerciales, et, en général, tout acte tendant à accaparer la clientèle d'un concurrent par intimidation ou par contrainte.

HUITIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Glossaire.

Arrêtent que le Glossaire ci-dessous sera suivi pour l'interprétation des termes contenus dans la Convention générale interaméricaine des marques de fabrique et la protection commerciale, et dans le Protocole pour l'enregistrement inter-américain des marques de fabrique adoptés par la Conférence :

NATIONAUX : personnes, sociétés, compagnies, corporations, associations, syndicats, unions et toutes autres personnes juridiques qui ont droit à la nationalité des Etats contractants.

PERSONNES : comprennent non seulement les personnes naturelles, mais toutes les personnes juridiques tels que les sociétés, compagnies, corporations, associations, syndicats et unions.

MARQUES : comprennent toutes marques de fabrique industrielles, commerciales, agricolas,

tivas y marcas de sindicatos, uniones y asociaciones.

MARCAS COLECTIVAS : significa marcas legalmente usadas por dos o más propietarios.

NOMBRES COMERCIALES : comprende razones sociales, nombres individuales, apellidos, razones sociales de sociedades, compañías o corporaciones y los nombres de sindicatos, asociaciones, uniones y otras entidades reconocidas por las leyes de los Estados Contratantes y que se usan en actividades fabriles, industriales, comerciales, agrícolas y civiles para identificar o distinguir el negocio, ocupación o fines de los que los usan.

PROPIEDAD : significa en relación a marcas, el derecho adquirido por registro, en los países donde el derecho a una marca se obtiene de tal manera, y el derecho adquirido por adopción y uso, en los países donde el derecho a una marca se adquiere por tal procedimiento.

PROPIETARIO, DUEÑO O TITULAR : significa la persona natural o jurídica que goza del derecho de propiedad en la forma que antes se define.

DEPÓSITO : significa el depósito de una marca en cualquier Estado contratante distinto del país del registro original de la marca.

MARCA INTERFERENTE O « INFRINGING MARK » : expresión técnica en la lengua inglesa que se aplica a una marca tan parecida a una previamente registrada, depositada o usada por otra persona que es susceptible de producir confusión o error o de engañar a los adquirentes respecto de la procedencia u origen comercial de las mercaderías a que se aplique.

PAÍS DE ORIGEN : significa el país del registro original de la marca y no el país de que es ciudadano o del domicilio del registrante o depositante.

INJUNCTION : término legal en la lengua inglesa, similar al español « requerimiento », y que significa una orden o auto judicial que afecta a la persona y que exige a la parte a quien se dirige que haga o, generalmente, que se abstenga de hacer, una cosa determinada.

\$: Donde se use este signo se entenderá que corresponde a la moneda de curso legal en la República de Cuba, de valor equivalente al del dólar.

marks, collective marks, and the marks of syndicates, unions and associations.

COLLECTIVE MARKS : mean marks lawfully used by two or more owners.

COMMERCIAL NAMES : include trade names, names of individuals, surnames, partnership firm and corporate names, and the names of syndicates, associations, unions and other entities recognized by the laws of the Contracting States, and which are used in manufacturing, industry, commerce and agriculture to identify or distinguish the user's trade, calling or purpose.

OWNERSHIP : as applied to trade marks means the right acquired by registration in countries where the right to a trade mark is so acquired and the right acquired by adoption and use in countries where the right to a trade mark is so acquired.

OWNER OR PROPRIETOR : means the natural or juridical person entitled to ownership as above defined.

DEPOSIT : means the filing of a trade mark in any Contracting Country other than the country of original registration.

INTERFERING MARK OR INFRINGING MARK : means a mark which so resembles one previously registered, deposited, or used by another person as to be likely, when applied to goods, to cause confusion or mistake or to deceive purchasers as to their commercial source or origin.

COUNTRY OF ORIGIN : means the country of original registration of the mark and not the country of the citizenship or domicile of the registrant or depositor.

INJUNCTION : means a judicial order or process, operating upon the person, requiring the party to whom it is directed to do or (usually) refrain from doing some designated thing.

\$: Wherever this sign is used it shall be understood to mean money which is legal currency in Cuba and which has a value equivalent to that of the dollar.

lectivas e marcas de sindicatos, uniões e associações.

MARCAS COLLECTIVAS : quer dizer marcas legalmente usadas por dois ou mais proprietários.

NOMES COMMERCIAES : comprehende razões sociaes, nomes individuaes, apellidos, razões sociaes de sociedades, companhias ou corporações e os nomes de sindicatos, associações, uniões e outra entidades reconhecidas pelas Leis dos Estados Contractantes e que se usam nas transacções fabris, industriaes, commerciaes, agricolas e civis para identificar ou distinguir o negocio, occupação ou fins dos que os usam.

PROPRIEDADE : significada em relação ás marcas, o direito adquirido pelo registro, nos paizes onde o direito a uma marca se obtem dessa maneira, e o direito adquirido por adopção e uso, nos paizes onde o direito a uma marca se adquire empregando tal procedimento.

PROPRIETARIO, DONO OU TITULAR : significa a pessoa natural ou juridica que goza do direito de propriedade na forma anteriormente definida.

DEPOSITO : significa o deposito de uma marca em qualquer Estado contractante que não seja o de paiz de registro original da marca.

MARCA INTERFERENTE OU « INFRINGING MARK » : expressão technica da lingua inglesa que se applica a uma marca tão parecida a uma previamente registrada, depositada ou usada por outra pessoa que é susceptivel de produzir confusão ou erro ou de enganar os compradores quanto á procedencia ou origem commercial das mercadorias a que se applicuem.

PAIZ DE ORIGEM : significa o paiz do registro original da marca e não paiz de que é cidadão ou em que se acha domiciliado o registrante ou depositante.

INJUNCTION : termo legal da lingua inglesa que significa uma ordem ou um auto judicial que affecta á pessoa e que exige á parte a quem se dirige para que faça ou, geralmente, para que se abstenha de fazer uma cousa determinada.

§ : sempre que se use este signal entender-se-á que corresponde á moeda de curso legal na Republica de Cuba, de valor equivalente ao do dollar.

les marques collectives et les marques de syndicats, unions et associations.

MARQUES COLLECTIVES : signifient les marques légalement employées par deux ou plusieurs propriétaires.

NOM COMMERCIAL : comprend les raisons sociales, les noms d'individus, les noms de famille, les raisons sociales des compagnies, des sociétés ou corporations et les noms des syndicats, associations, unions et autres entités reconnues par les lois des Etats contractants et qui sont employés dans les fabriques, les industries, le commerce et l'agriculture pour identifier ou distinguer le commerce, l'occupation ou le but de celui qui s'y est adonné.

PROPRIÉTÉ : Appliqué aux marques, signifie le droit acquis par l'enregistrement dans les pays où le droit à une marque de fabrique est ainsi acquis, et le droit obtenu par l'adoption et l'usage dans les pays où le droit à une marque de fabrique est ainsi acquis.

PROPRIÉTAIRE OU TITULAIRE : signifie la personne naturelle ou juridique qui a le droit de propriété ci-dessus défini.

DÉPOT : signifie le dépôt d'une marque de fabrique dans tout Etat contractant autre que le pays de l'enregistrement originel.

INTERFERING MARK . . . (ou INFRINGING MARK) : Expression technique anglaise qui s'applique à une marque qui ressemble à une autre déjà enregistrée, déposée ou employée par une autre personne, ou qui est susceptible de produire une confusion ou erreur, ou de tromper les acheteurs quant à la provenance ou l'origine commerciale des marchandises auxquelles elle s'applique.

PAYS D'ORIGINE : signifie le pays de l'enregistrement originel de la marque et non pas le pays de nationalité ou de domicile de celui qui enregistre ou dépose.

INJUNCTION (INJUNCTION) : Terme de droit de langue anglaise qui signifie un commandement ou un acte de procédure requerant la partie à qui elle est adressée de faire ou (généralement) de s'abstenir de faire une chose déterminée.

§ : Partout où ce signe est employé, il est sensé qu'il signifie la monnaie légale de Cuba, dont la valeur est équivalente à celle du dollar.

NOVENA RESOLUCIÓN.
(19 de febrero de 1929.)

Voto a la Delegación de Cuba.

Se acuerda : Expresar al Gobierno de Cuba la gran apreciaci n de la Conferencia por la designación como Director de la Oficina Interamericana de Marcas del señor Dr. Gustavo Gutiérrez, quien de manera tan idónea ha desarrollado los trabajos de dicha Oficina desde el mes de septiembre próximo pasado, y cuya participación en la Conferencia, junto con la de su distinguido colega, el señor Dr. Alfredo Bufill, ha contribuido tan grandemente al éxito de sus trabajos.

DÉCIMA RESOLUCIÓN.
(19 de febrero de 1929.)

Conferencia Sobre Patentes y Modelos Industriales.

Se acuerda : Recomendar a los Gobiernos de las Repúblicas Americanas la conveniencia de convocar y efectuar una Conferencia para estudiar en toda su amplitud el problema de la protección interamericana de los Privilegios de Invención o Patentes y Modelos Industriales, o hacerlo objeto de especial estudio en la Séptima Conferencia Internacional Americana.

Rogar al Consejo Directivo de la Unión Panamericana que comunique dicho acuerdo a todos y cada uno de los Gobiernos de la Unión rogándoles notifiquen su aceptación u objeciones a dicho Consejo Directivo, el cual, con vista de las contestaciones de los Estados Americanos hará oportunamente la convocatoria para dicha Conferencia especial o lo incluirá en el programa de la Séptima Conferencia Internacional Americana.

Sugerir a los Gobiernos Americanos la conveniencia de que por sus respectivos técnicos y expertos en la materia se lleven a cabo, previamente, los estudios necesarios a fin de preparar oportuna y debidamente los trabajos de la Conferencia y llegar a adoptar convenciones, resoluciones o recomendaciones practicas.

NINTH RESOLUTION.
(February 19, 1929.)

Vote to the Delegation of Cuba.

Resolved : To express the appreciation of the Conference to the Government of Cuba for the appointment as Director of the Inter-American Trade Mark Bureau of Dr. Gustavo Gutierrez, who has so capably conducted the work of that Bureau, since September of the last year, and whose participation in this Conference, together with that of his distinguished colleague, Dr. Alfredo Bufill, has so largely contributed to its success.

TENTH RESOLUTION.
(February 19, 1929.)

Conference on Patents and Industrial Models.

Resolved : To recommend to the Governments of the American Republics the advisability of convening a Conference to study in its broadest aspects the problem of the Inter-American protection of Patents and Inventions and of Industrial Models, or to make this question the subject of special study at the Seventh International Conference of American States.

To request the Governing Board of the Pan American Union to transmit this resolution to all the Governments, members of the Union, requesting them to communicate their acceptance or their objections to the Governing Board, which, in the light of the answers that may be received, shall either convene the Conference whenever it is deemed opportune to do so, or include the topic in the program of the Seventh International Conference of American States.

To suggest to the American Governments that through their respective experts in the matter the necessary preliminary studies be undertaken in order to adequately prepare the work of the Conference and, in due time, adopt practical conventions, resolutions or recommendations.

NONA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Voto para a Delegação de Cuba.

Resolve-se : que se expresse ao Governo de Cuba a grande satisfação da Conferencia pela designação como Director da Repartição Inter-Americana de Marcas do Senhor Dr. Gustavo Gutiérrez, que de maneira tão distincta tem dirigido os trabalhos da dita Repartição desde o mez de setembro passado e cuja participação na Conferencia, juntamente com o seu distincto collega, o Senhor Dr. Alfredo Bufill, tem contribuido tão grandemente para o exito de seus trabalhos.

DECIMA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Conferencia sobre Patentes e Modelos Industriales.

Resolve-se : que se recomende aos Governos das Republicas Americanas a conveniencia de convocar e effectuar uma Conferencia para estudar em toda a sua amplitude o problema da protecção inter-americana dos Privilegios de Invenção ou Patentes e Modelos Industriales ou fazer disso objecto de especial estudo na Setima Conferencia Internacional Americana.

Rogar ao Conselho Director da União Pan-Americana para que communique o referido accordo a todos e cada um dos Governos da União, rogando-lhes notifiquem a sua aceitação ou objecções ao dito Conselho Director, o qual, em vista das respostas dos Estados Americanos, levará a effeito opportunamente a convocação para a dita Conferencia especial ou incluirá o dito assumpto no programma da Setima Conferencia Internacional Americana.

Indicar aos Governos Americanos a conveniencia de, pelos seus respectivos especialistas e peritos na materia, levarem a cabo, com anticipação, os estudos necessarios afim de preparar oportuna e devidamente os trabalhos da Conferencia e chegar á adopção de convenções, resoluções ou recommendações praticas.

NEUVIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Vote pour la Délégation cubaine.

Arrêtent d'exprimer au Gouvernement cubain l'appréciation de la Conférence pour la désignation, comme directeur du Bureau interaméricain des marques de fabrique, du D^r Gustavo Gutiérrez, lequel dirige si habilement les travaux de ce Bureau depuis septembre dernier, et dont la participation à cette Conférence, jointe à celle de son distingué collègue le D^r Alfredo Bufill, a si largement contribué à son succès.

DIXIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Conférence sur les brevets et modèles industriels.

Arrêtent de recommander aux Gouvernements des Républiques américaines la convocation d'une conférence pour étudier dans toute son ampleur le problème de la « Protection inter-américaine des Brevets d'Invention et des Modèles industriels » ou de faire de cette question l'objet d'une étude spéciale au cours de la Septième Conférence internationale des Etats américains ;

D'inviter le Conseil d'administration de l'Union panaméricaine à transmettre la présente résolution à tous les gouvernements membres de l'Union, en leur demandant de notifier leur adhésion ou leurs objections au Conseil d'administration, lequel, à l'aide des réponses qu'il aura reçues, ou bien convoquera la Conférence quand il le jugera opportun, ou inscrira la question au programme de la Septième Conférence internationale des Etats américains ;

De suggérer aux Gouvernements américains de faire procéder par leurs spécialistes respectifs en la matière aux études préliminaires afin de préparer comme il convient les travaux de Conférence et d'adopter en temps voulu des conventions, résolutions ou recommandations pratiques.

UNDECIMA RESOLUCIÓN.

(19 de febrero de 1929.)

Voto de Gracias a la Delegación de los Estados Unidos de America.

Se acuerda : Expresar los agradecimientos de la Conferencia a la Delegación de los Estados Unidos de América por su loable espíritu de cooperación que permitió llegar a un acuerdo satisfactorio acerca del importante asunto de la protección marcaria, dentro del respeto a los dos sistemas del Continente Americano.

DUODÉCIMA RESOLUCIÓN.

(19 de febrero de 1929.)

Expresión de gracias.

Se acuerda : Hacer presente la gratitud de la Conferencia al Honorable Francis White por la manera admirable con que presidió sus deliberaciones ; a los Presidentes de las tres Comisiones de la Conferencia : Señores Dr. Alfredo Bufill, Delegado de Cuba, Presidente de la Comisión sobre Protección de Marcas de Fábrica y Nombres Comerciales ; Dr. Juan V. Ramírez, Delegado del Paraguay, Presidente de la Comisión sobre Competencia Desleal y Falsas Indicaciones de Origen ; y Dr. Carlos Izaguirre V., Delegado de Honduras, Presidente de la Comisión sobre Registro Interamericano de Marcas.

Se acuerda también dar un voto de gracias al Dr. L. S. Rowe, Director General de la Unión Panamericana ; al Secretario General de la Conferencia, señor William Manger y a sus competentes colaboradores ; y al habilísimo intérprete de la Conferencia, señor Benjamín Cohen.

En testimonio de lo cual, los delegados arriba nombrados firman la presente Acta Final en español, inglés, portugués y francés y estampan sus respectivos sellos.

Hecha en la ciudad de Washington, a los veinte días del mes de febrero de mil novecientos veintinueve.

ELEVENTH RESOLUTION.

(February 19, 1929.)

Vote of Thanks to the Delegation of the United States of America.

Resolved : To express the appreciation of the Conference to the Delegation of the United States of America for the admirable spirit of cooperation shown by the members of the Delegation in arriving at satisfactory agreements in the very important subject of trade mark protection, with due respect to the principles of the two systems of protection which prevail on the American Continent.

TWELFTH RESOLUTION.

(February 19, 1929.)

Expression of Thanks.

Resolved : To express the appreciation of the Conference to the Hon. Francis White, for the admirable manner in which he has presided over the deliberations of the Conference ; to the Chairmen of the three Committees of the Conference : Dr. Alfredo Bufill, Delegate of Cuba and Chairman of the Committee on Trade Mark and Commercial Protection ; Dr. Juan V. Ramírez, Delegate of Paraguay and Chairman of the Committee on Unfair Competition and False Indications of Origin ; and to Dr. Carlos Izaguirre V., Delegate of Honduras and Chairman of the Committee on the Inter-American Registration of Trade Marks.

Also, to extend a vote of thanks to Dr. L. S. Rowe, Director General of the Pan American Union ; to the Secretary General of the Conference, Mr. William Manger and his capable assistants ; and to the very able interpreter of the Conference, Mr. Benjamin Cohen.

In witness whereof the above mentioned delegates have signed this Final Act in English, Spanish, Portuguese, and French, and hereunto affix their respective seals.

Done in the city of Washington, on this twentieth day of February, nineteen hundred and twenty-nine.

UNDECIMA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Voto de agradecimento à Delegação dos Estados Unidos da America.

Resolve-se : que se expresse os agradecimentos da Conferencia à Delegação dos Estados Unidos da America pelo seu nobre espirito de cooperação que permittiu chegar a um accordo satisfactorio acerca do importante assumpto da protecção de marcas dentro do respeito aos dois systemas do Continente Americano.

DUODECIMA RESOLUÇÃO.
(19 de fevereiro de 1929.)

Voto de agradecimento.

Resolve-se : que se faça presente a gratidão da Conferencia ao Excmo. Sr. Francis White pela maneira admiravel com que presidiu as suas deliberações ; aos Presidentes das tres Comissões de Conferencia : Senhores Dr. Alfredo Bufill, Delegado de Cuba, Presidente da Comissão de Protecção de Marcas de Fabrica e Nomes Commerciaes ; Dr. Juan V. Ramírez, Delegado do Paraguay, Presidente da Comissão sobre a Concorrença desleal e Falsas Indicações de Origem ; e Dr. Carlos Izaguirre V., Delegado de Honduras, Presidente da Comissão sobre Registro Inter-Americano de Marcas.

Resolve-se tambem apresentar um voto de agradecimento ao Sr. Dr. L. S. Rowe, Director Geral da União Pan Americana ; ao Secretario Geral da Conferencia, Senhor William Manger e aos seus competentes colaboradores ; e ao habilissimo interprete da Conferencia. Senhor Benjamin Cohen.

Em testemunho do que, os delegados acima mencionados assignam a presente Acta Final em portugues, ingles, hespanhol, e frances e apõem os seus respectivos sellos.

Dada na cidade de Washington aos vinte dias do mes de fevereiro de mil novecentos e vinte nove.

ONZIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Vote de remerciements à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique.

Arrêtent d'exprimer les remerciements de la Conférence à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique pour le louable esprit de coopération montré par ses membres et qui a permis d'arriver à un accord satisfaisant sur la question très importante de la protection des marques de fabrique, tout en respectant les deux systèmes de protection qui dominant sur le continent américain.

DOUZIÈME RÉOLUTION
(19 février 1929.)

Expressions de remerciements.

Arrêtent d'exprimer la gratitude de la Conférence à l'Honorable Francis White pour la manière admirable avec laquelle il a présidé aux délibérations de la Conférence, aux présidents des trois Commissions de la Conférence : MM. les D^r Alfredo Bufill, délégué de Cuba et président de la Commission sur la Protection des marques de fabrique et du nom commercial, — Juan V. Ramírez, délégué du Paraguay et président de la Commission sur la concurrence déloyale et les fausses indications d'origine, — et Carlos Izaguirre V., délégué de Honduras et président de la Commission sur l'Enregistrement interaméricain des marques de fabrique.

Arrêtent également d'adresser un vote de remerciements au D^r L. S. Rowe, directeur général de l'Union panaméricaine, au secrétaire général de la Conférence, M. William Manger, et au très habile interprète de la Conférence, M. Benjamin Cohen.

En foi de quoi les délégués ci-dessus mentionnés ont signé le présent acte final en français, en anglais, en espagnol et en portugais et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en la ville de Washington, ce vingtième jour du mois de février de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

A. GONZÁLEZ Prada.	(Seal.)
Emeterio CANO DE LA VEGA.	(Seal.)
Juan Vicente RAMÍREZ.	(Seal.)
Gonzalo ZALDUMBIDE.	(Seal.)
VARELA.	(Seal.)
(Seal.)	Francisco DE MOYA.
(Seal.)	Oscar BLANCO VIEL.
(Seal.)	R. J. ALFARO.
(Seal.)	Juan B. CHEVALIER.
(Seal.)	P. R. RINCONES.
(Seal.)	Manuel CASTRO QUESADA.
(Seal.)	F. E. PIZA.
(Seal.)	Gustavo GUTIÉRREZ.
(Seal.)	A. L. BUFILL.
(Seal.)	Adrián RECINOS.
(Seal.)	Ramiro FERNÁNDEZ.
(Seal.)	Raoul LIZAIRE.
(Seal.)	Pablo GARCÍA DE LA PARRA.
(Seal.)	Carlos DELGADO DE CARVALHO.
(Seal.)	F. SUÁSTEGUI.
(Seal.)	Vicente VITA.
(Seal.)	Carlos IZAGUIRRE V.
(Seal.)	Francis WHITE.
(Seal.)	Thomas E. ROBERTSON.
(Seal.)	Edward S. ROGERS.